

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL  
RÉGIONS  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

---

**QUESTION 75**

Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le ministère des Régions est signataire pour 2002-2003, préciser pour chaque entente :

- a) les montants engagés ;
- b) le nom des partenaires signataires.

**Réponse :**

Le document boudiné ci-joint comprend l'ensemble des ententes spécifiques signées.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL  
RÉGIONS  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

---

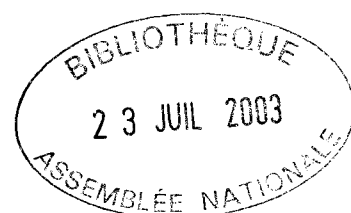
QUESTION 75

Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le ministère des Régions est signataire pour 2002-2003, préciser pour chaque entente :

- a) les montants engagés ;
- b) le nom des partenaires signataires.

**Réponse :**

Le document boudiné ci-joint comprend l'ensemble des ententes spécifiques signées.



## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **PORTANT SUR LA MISE EN PLACE D'UN LABORATOIRE DE RECHERCHE APPLIQUÉE EN 2<sup>E</sup> ET 3<sup>E</sup> TRANSFORMATIONS DES PRODUITS DU BOIS**

#### **ENTRE**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS  
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES  
RÉGIONS**, monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement  
du Québec;

ci-après appelé « ministère des Régions »

#### **ET**

**LA MINISTRE DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE  
LA TECHNOLOGIE ET MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU  
COMMERCE**, madame Pauline Marois et **LA MINISTRE  
DÉLÉGUÉE À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE**, madame  
Lucie Papineau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après appelées « ministère de la Recherche, de la Science et de la  
Technologie » et « ministère de l'Industrie et du Commerce »

#### **ET**

**LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA  
SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE ET LA DÉLÉGUÉE  
RÉGIONALE DE LA RÉGION BAS-SAINT-LAURENT**, madame  
Solange Charest, pour et au nom du gouvernement du Québec;

#### **ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DU BAS-SAINT-LAURENT**, reconnu à titre  
de conseil régional par le gouvernement du Québec en vertu du décret  
1451-92, ici représenté par madame Ginette Saint-Amand, présidente;

ci-après appelé « CRCD »

#### **ET**

**LA CORPORATION DU SERVICE DE RECHERCHE ET  
D'EXPERTISE EN TRANSFORMATION DES PRODUITS  
FORESTIERS DE L'EST-DU-QUÉBEC**, corporation légalement  
constituée, ici représentée par monsieur André Valade, président;

ci-après appelé « SEREX »

**FÉVRIER 2002**

## **1. CONSIDÉRATIONS**

**Considérant** que le gouvernement du Québec et le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent ont convenu, le 20 février 2001, d'une Entente cadre de développement pour la région du Bas-Saint-Laurent pour la période 2000-2005;

**Considérant** que cette Entente stipule à l'article 2.1.3 que les parties s'entendent pour assurer une gestion concertée des territoires forestiers dans un contexte de développement multiressource et durable;

**Considérant** que l'axe 1 de cette Entente prône l'excellence en matière de protection et d'utilisation des ressources naturelles visant à améliorer la santé et la productivité des forêts et à développer en priorité une structure industrielle de transformation des essences feuillues sous-utilisées;

**Considérant** que cette Entente prévoit à l'annexe 3 la signature d'ententes spécifiques entre le CRCD et les organismes et ministères du gouvernement du Québec;

**Considérant** que la Politique québécoise de la science et de l'innovation, divulguée en janvier 2001, doit se déployer de façon à profiter à toutes les régions du Québec en tenant compte des spécificités de la situation géographique et du potentiel de chacune et au fur et à mesure de la mise en œuvre des volets scientifique et technologique des ententes cadres et des plans d'action régionaux;

**Considérant** également que cette Politique précise que le recours au potentiel des dispositifs de recherche et des organisations innovatrices s'inscrit dans une perspective de développement durable;

**Considérant** la signature d'une Entente spécifique sur « La protection et la mise en valeur de la forêt bas-laurentienne », le 10 mai 2001, qui inclut un volet sur la « diversification de la structure industrielle des produits du bois »;

**Considérant** l'investissement de 216 000 \$ déjà accordé dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement :

En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit :

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

Cette Entente a pour objet de mettre en place un partenariat pour assurer la consolidation, la relocalisation et le développement de la Corporation du service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers de l'Est-du-Québec (SEREX) dans la région du Bas Saint-Laurent. Les coûts du projet sont de l'ordre de 1 078 000 \$ et sont répartis dans trois volets dont les détails sont décrits à l'annexe 1 qui fait partie intégrante de cette Entente.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

L'Entente poursuit les objectifs suivants :

- ◆ Participer à la diversification du secteur de la transformation du bois dans la région du Bas-Saint-Laurent;



- ◆ Doter la région du Bas-Saint-Laurent d'un centre de recherche en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformations du bois :
  - ◆ en soutenant sa période de démarrage;
  - ◆ en contribuant à l'installation de ses laboratoires et à l'achat d'équipements;
  - ◆ en supportant le développement d'activités de recherche appliquée en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformations du bois;
  - ◆ en facilitant l'intégration et la formation de la relève scientifique.
- ◆ Contribuer à ce que le SEREX développe sa capacité d'assurer sa survie :
  - ◆ en augmentant les probabilités d'être reconnu Centre collégial de transfert technologique;
  - ◆ en rehaussant son degré de pénétration auprès des entreprises de la région;
  - ◆ en augmentant les retombées effectives ou prévues des recherches effectuées ou en cours.

#### **4. ENGAGEMENT GÉNÉRAL DES SIGNATAIRES**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation. Il aura pour mandat de suivre la mise en application de la présente Entente et de procéder à son évaluation en mars 2002 et en mars 2003. Il recevra et validera la programmation des activités en 2001-2002 et en 2002-2003.

Le comité de suivi et d'évaluation sera notamment composé d'une personne représentant chacun des organismes signataires de la présente Entente. Celui-ci se donnera les règles de fonctionnement qu'il jugera pertinentes et se réunira au moins deux fois par année pendant la durée de l'Entente.

#### **5. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

##### **5.1 Le ministère des Régions (MRÉG) s'engage à :**

- ◆ affecter et verser au SEREX, en 2001-2002, à même les crédits budgétaires du MRÉG réservés pour l'Entente spécifique sur « La protection et la mise en valeur de la forêt bas-laurentienne », un montant de 150 000 \$ conformément à l'approbation du cadre normatif et des modalités d'attribution des aides consenties dans le cadre de la mesure « Virage forestier » incluse dans la Stratégie de développement économique des régions ressources adopté par le Conseil du Trésor. Cet investissement est conforme aux orientations adoptées par le comité de gestion de l'Entente spécifique précitée;
- ◆ réserver au Fonds de développement régional (FDR) un montant de 50 000 \$;
- ◆ verser au SEREX, sur recommandation du CRCD, les sommes prévues au FDR;
- ◆ participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

##### **5.2 Le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MRST) s'engage à :**

- ◆ verser au SEREX une subvention totale de 200 000 \$ dont 100 000 \$ en 2001-2002 et 100 000 \$ en 2002-2003;
- ◆ participer au comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

##### **5.3 Le CRCD s'engage à :**

- ◆ affecter, à même le FDR, un montant total de 50 000 \$ en 2001-2002 et à recommander au MRÉG d'en effectuer les versements;
- ◆ participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

#### **5.4 Le SEREX s'engage à :**

- ♦ réaliser les objectifs et les activités prévus à l'Entente;
- ♦ fournir la programmation annuelle de ses activités;
- ♦ déposer les rapports financiers et d'activités qui sont prévus à l'Entente;
- ♦ honorer son engagement financier et celui du milieu, qui est de l'ordre de 144 500 \$;
- ♦ garder ses livres et autres documents jusqu'à trois ans après la fin de la présente Entente afin de permettre aux partenaires d'effectuer toutes vérifications en rapport avec les subventions versées;
- ♦ participer au comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

#### **5.5 Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'engage à :**

- ♦ consacrer à la réalisation du projet un montant de 22 500 \$ provenant du programme Impact PME – volet innovation pour l'embauche d'un employé stratégique.

### **6. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DES PARTIES**

Les modalités de versement sont établies comme suit par chacune des parties :

- ◆ MRÉG : un montant de 135 000 \$, sera versé à la signature de l'Entente et un dernier montant de 15 000 \$ sera versé, avant le 31 mars 2002, sur recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.
- ◆ MRST : un montant de 100 000 \$ sera versé à la signature de l'Entente, un deuxième montant de 70 000 \$ sera versé en avril 2002 et un dernier montant de 30 000 \$ sera versé, avant le 31 mars 2003, sur recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.
- ◆ CRCO : recommandera au MRÉG de verser un montant de 40 000 \$ à la signature de l'Entente et un dernier montant de 10 000 \$, avant le 31 mars 2002, sur recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

### **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

Cette Entente devrait se terminer le ou vers le 31 mars 2003.

### **8. ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent de procéder à une évaluation de l'Entente en mars 2002 et en mars 2003.

Cette évaluation portera sur l'atteinte des objectifs de l'Entente, sur le bilan des réalisations et sur le fonctionnement de celle-ci.

### **9. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS**

Les parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la conclusion de cette Entente.

Les plans de communication qui seront élaborés devraient viser à faire connaître le rôle des parties.

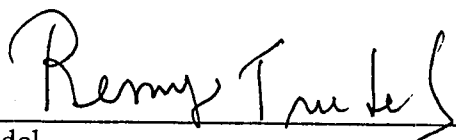
## 10. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

Pour le MRÉG :	Monsieur Claude Rioux Sous-ministre adjoint 337, rue Moreault Rimouski (Québec) G5L 1P4
Pour le MRST :	Monsieur Ahcène Bourihane Direction de la liaison gouvernementale et régionale 1150, chemin Saint-Louis Sillery (Québec) G1S 4Y9
Pour le CRCD :	Monsieur Gérald Beaudry Directeur général 188, rue Évêché Ouest Rimouski (Québec) G5L 4H9
Pour le SEREX :	Monsieur Damien Saint-Amand Directeur général 25, rue du Motel industriel Amqui (Québec) G5J 1K3
Pour le MIC :	Monsieur Réjean Dion Directeur régional Bas Saint-Laurent 92, 2 <sup>e</sup> Rue Ouest, bureau 208 Rimouski (Québec) G5L 8B3

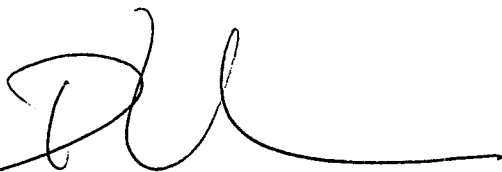
## 11. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes :



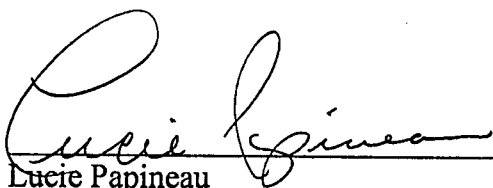
Rémy Trudel  
Ministre d'État aux Régions, à la Population  
et aux Affaires autochtones  
Ministre des Régions

\_\_\_\_\_  
Date



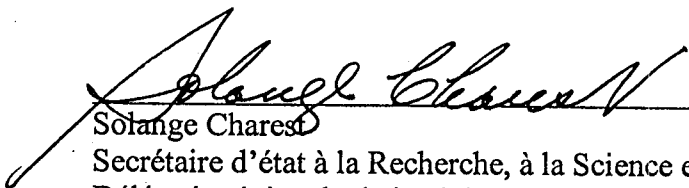
Pauline Marois  
Vice-première ministre  
Ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie  
Ministre de l'Industrie et du Commerce

\_\_\_\_\_  
Date



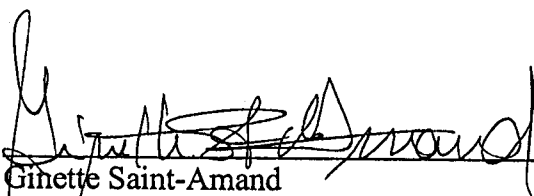
Lucie Papineau  
Ministre déléguée à l'Industrie et du Commerce

\_\_\_\_\_  
Date



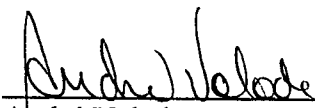
Solange Charest  
Secrétaire d'état à la Recherche, à la Science et à la Technologie  
Déléguée régionale de la région du Bas-Saint-Laurent

\_\_\_\_\_  
Date



Ginette Saint-Amand  
Présidente  
Conseil régional de concertation et développement du  
Bas Saint-Laurent

2002-04-05  
\_\_\_\_\_  
Date



André Valade  
Président  
Corporation du service de recherche et d'expertise  
en transformation des produits forestiers de l'Est-du-Québec

2002-01-02  
\_\_\_\_\_  
Date

ANNEXE 1

TABLEAU 1

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AU SEREX

Partenaires	Volet 1 *	Volet II **	Volet III ***	Total
Promoteur et milieu	29 450 \$	57 200 \$	57 850 \$	144 500 \$
MRST	94 050 \$		105 950 \$	200 000 \$
MRÉG (Fonds conjoncturel)		28 800 \$	187 200 \$	216 000 \$
SDÉR		200 000 \$		200 000 \$
CRCD (FDR)			50 000 \$	50 000 \$
MIC			22 500 \$	22 500 \$
MREG (Entente forêt)			150 000 \$	150 000 \$
DÉC	95 000 \$			95 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>218 500 \$</b>	<b>286 000 \$</b>	<b>573 500 \$</b>	<b>1 078 000 \$</b>

Volet I           Activité H de l'annexe 1, tableau 2  
Volet II        Activités C (en partie) + E + F de l'annexe 1, tableau 2  
Volet III       Activités A + B + C (en partie) +D + G de l'annexe 1, tableau 2

TABLEAU 2

PROJET « CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUÉE  
EN 2<sup>E</sup> ET 3<sup>E</sup> TRANSFORMATION DES PRODUITS FORESTIERS »

Composantes		Équipements	Démarrage
<b>A</b>	Budget de fonctionnement		150 000 \$
<b>B</b>	Améliorations locatives	161 000 \$	
<b>C</b>	Mise en place des laboratoires	146 000 \$	30 000 \$
<b>D</b>	Finition de panneaux (phase II) (pressage, ...)	90 000 \$	
<b>E</b>	Densification et préservation du bois (équipements de Mecker Technologies)	34 000 \$	40 000 \$
<b>F</b>	Laboratoire de préparation du bois	166 000 \$	
<b>G</b>	Séchage du bois	25 000 \$ (Séchoir-hybride)	
		17 500 \$ (Équipements)	
<b>H</b>	Finition de panneaux (phase III)	218 500 \$	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>858 000 \$</b>	<b>220 000 \$</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 078 000 \$</b>	



ENTENTE SPÉCIFIQUE  
VOLET IMMIGRATION

RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT

*ENTRE*

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS ET MINISTRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION, monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après appelés « ministère des Régions » et « MRCI »;

ET

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI (Emploi-Québec), Madame Agnès Maltais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé « MESS »;

ET

LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE ET À LA TECHNOLOGIE ET DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DE LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT, madame Solange Charest, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée « déléguée régionale »

ET

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU BAS-SAINT-LAURENT, reconnu à titre de conseil régional par le gouvernement, en vertu du décret 1451-92, agissant à la présente Entente et ici représenté par madame Ginette Saint-Amand, présidente;

ci-après appelé « Le CRCD du Bas-Saint-Laurent »;

ET

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU BAS-SAINT-LAURENT, représenté aux présentes par son président, monsieur Alain Harrisson,

ci-après appelé « Conseil régional des partenaires »;

## PRÉAMBULE

**CONSIDÉRANT** que le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la *Politique de soutien au développement local et régional*, et, conséquemment, qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un des mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour en assurer la concrétisation;

**CONSIDÉRANT** que la *Politique de soutien au développement local et régional* vise une plus grande responsabilisation des milieux régionaux à l'égard de leur propre développement;

**CONSIDÉRANT** que les signataires de l'entente spécifique conviennent que le Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent est reconnu par le gouvernement du Québec comme l'interlocuteur et l'instance de concertation régionale, qu'il est mandaté pour signer les ententes spécifiques et que sa mission s'inscrit dans le développement de la région sur les plans économique, social et culturel;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent peut établir les mécanismes de concertation qu'il juge appropriés pour atteindre les objectifs de l'entente spécifique et qu'il demeure l'interlocuteur du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) et de l'unité autonome Emploi-Québec du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) pour la mise en application de l'entente spécifique – volet immigration dans la région du Bas-Saint-Laurent ;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent, dans les axes de sa Planification stratégique régionale 2000-2005, a prévu de favoriser l'établissement des travailleuses et travailleurs spécialisés et des gens d'affaires immigrants;

**CONSIDÉRANT** que le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a notamment pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la *Politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants*;

**CONSIDÉRANT** que la *Politique de régionalisation de l'immigration*, qui vise à favoriser l'établissement d'un plus grand nombre de personnes immigrantes en région, repose sur une approche fondée sur la recherche d'opportunités concrètes et le partenariat avec les régions, dans un souci d'établissement durable;

**CONSIDÉRANT** que la stratégie du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration repose sur l'intégration des nouveaux arrivants au milieu de vie francophone et aux institutions communes à l'ensemble des citoyens;

**CONSIDÉRANT** que le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (EMPLOI-QUÉBEC), vise à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil régional des partenaires du marché du travail du Bas-Saint-Laurent vise à susciter une plus grande sensibilisation et une meilleure concertation entre les intervenants pour favoriser l'intégration en emploi des personnes immigrantes.

En conséquence, les parties conviennent de l'entente suivante :



## 1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens leur étant donné ci-après.

Gouvernement

Gouvernement du Québec

Ministères

*Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI)*

(créé en 1996 en vertu de la *Loi constitutive du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*. Il a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants, de faciliter les relations entre les citoyens et l'État et de favoriser la pleine participation de tous les citoyens à la vie collective).

*Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)*

(créé en 1997 en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail*. Il a pour mission de lutter contre l'exclusion sociale et le chômage. L'unité autonome Emploi-Québec a pour mission de susciter l'emploi de la main-d'œuvre disponible, de promouvoir le développement de la main-d'œuvre, d'améliorer l'offre de la main-d'œuvre et d'influencer sur la demande de main-d'œuvre de façon à favoriser l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur le marché du travail).

*Conseil régional des partenaires du marché du travail*

(créé en 1997 en vertu de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail*. Il a pour fonctions, notamment, de définir la problématique du marché du travail dans sa région et d'identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi).

*Ministère des Régions (MREG)*

(créé en 1997 en vertu de la *Loi sur le ministère des Régions*. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional, dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État).

Conseil régional de concertation  
et de développement du  
Bas-Saint-Laurent

Organisme sans but lucratif, agréé par le gouvernement pour favoriser la concertation entre les partenaires et reconnu comme interlocuteur privilégié du gouvernement; il a pour mission de fournir des avis et de stimuler le développement économique, social et culturel de la région du Bas-Saint-Laurent.

Région

Région administrative du Bas-Saint-Laurent, comprenant les territoires des MRC de Rimouski-Neigette, de Rivière-du-Loup, des Basques, de Kamouraska, de Mitis, de Matane, de la Matapédia et de Témiscouata.

Régionalisation	Opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en s'associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.
Plan stratégique régional	Résultat de la démarche d'une planification stratégique d'un Conseil régional de développement (CRD) et établissant, à partir de bilans, d'analyses et de perspectives sectorielles, les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq ans.
Entente cadre	Outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et une région permettant de traduire, sous forme d'engagement mutuel, la contribution du gouvernement et du CRD à la réalisation du Plan stratégique régional.
Entente spécifique (Entente)	<p>Convention entre, d'une part, un CRD et, le cas échéant, d'autres partenaires du milieu, et, d'autre part, un ou des ministères ou organismes gouvernementaux pour adapter l'action gouvernementale aux particularités régionales.</p> <p>Dans le cadre de la présente entente spécifique, les parties conviennent de mettre en œuvre certaines mesures, activités, interventions visant à augmenter le nombre d'immigrantes et d'immigrants qui s'établissent dans la région du Bas-Saint-Laurent et accroître leur intégration sociale et professionnelle et leur impact économique et social.</p>
Partenaires	Organismes associés à des activités et des projets favorisant la réalisation des objectifs de l'Entente.
Plan d'action régional du Conseil régional des partenaires du marché du travail	Plan en matière de main-d'œuvre élaboré par le Conseil régional des partenaires du marché du travail qui définit la problématique du marché du travail et qui identifie les stratégies et les objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.
Comité régional de gestion de l'entente spécifique	Comité mandaté et responsable d'assurer le suivi de l'Entente.
Cadre de référence	Document, comprenant notamment la stratégie d'intervention et servant de guide afin d'assurer de façon cohérente les choix et les actions de développement.
Stratégie d'intervention et plans annuels d'intervention	La stratégie d'intervention et les plans annuels d'intervention sont des documents qui définissent des actions concrètes visant à atteindre des objectifs chiffrés d'attraction de personnes immigrantes dans la région.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **2.1 *Objet de la présente Entente***

La présente Entente a pour objet de définir les engagements des parties en vue de favoriser l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes dans la région du Bas-Saint-Laurent et leur intégration sociale et professionnelle.

## **3. BUTS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **3.1 *Buts de l'Entente***

Les signataires s'entendent pour travailler en collaboration, pour contribuer à l'atteinte des objectifs et pour assumer les responsabilités qui y sont rattachées afin :

- d'amener, sur trois ans, trois cents personnes immigrantes à s'établir dans la région du Bas-Saint-Laurent;
- de faciliter l'intégration sociale et professionnelle de ces personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région du Bas-Saint-Laurent, particulièrement en répondant aux besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en assurant une relève dans les secteurs stratégiques;
- de préciser les engagements des ministères et du Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent quant aux activités et projets liés à l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes dans la région du Bas-Saint-Laurent et à leur intégration sociale et professionnelle.

## **4. CADRE GÉNÉRAL DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **4.1 *Objectifs d'intervention***

Les parties reconnaissent les priorités et les objectifs d'intervention retenus par le plan stratégique régional.

De ce fait, ce dernier prône la reconnaissance de « la diversité ethnique comme un apport à la réalisation de l'ensemble des défis économiques, sociaux et culturels de la région ».

Les parties conviennent de s'associer aux efforts de développement de l'immigration en région, selon trois axes d'intervention qui ont pour but :

- d'assurer la venue d'immigrantes et d'immigrants d'affaires et de travailleuses et travailleurs spécialisés dans la région du Bas-Saint-Laurent;
- de favoriser l'établissement des personnes immigrantes dans la région du Bas-Saint-Laurent;
- de soutenir leur intégration sociale et professionnelle au sein des communautés d'accueil.

### **4.2 *Clientèle visée***

La priorité est accordée aux immigrants appartenant à la catégorie des indépendants, soit aux travailleurs sélectionnés et aux gens d'affaires. Les immigrants des catégories famille et réfugiés (sélectionnés à l'étranger ou reconnus sur place) ne sont pas exclus. Deux groupes sont particulièrement ciblés : les personnes immigrantes résidant dans la région de Montréal depuis moins de cinq ans et les travailleurs qualifiés sélectionnés à l'étranger.

## 5. ENGAGEMENT DES PARTIES

### 5.1 *Engagement du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*

Aux fins de la présente Entente,

le MRCI s'engage à :

- mettre à la disposition des intervenants régionaux, par l'entremise du Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR), sous réserve de disponibilités des crédits et de l'évaluation annuelle, et dans le respect de ses programmes et politiques, les ressources nécessaires au financement de projets retenus conjointement par les partenaires concernés, dont les résultats concrets visent à accroître le nombre d'immigrantes et d'immigrants et leur impact économique et social dans la région du Bas-Saint-Laurent.
  - au cours de l'année 2002-2003 : 50 000 \$
  - au cours de l'année 2003-2004 : 50 000 \$
  - au cours de l'année 2004-2005 : 50 000 \$pour un total de 150 000 \$;
- participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention ainsi que de plans annuels d'intervention. La stratégie d'intervention, ainsi que le premier plan annuel d'intervention seront adoptés au cours des trois premiers mois suivant la signature de cette entente;
- favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre les services du MRCI et des organismes régionaux reconnus pour leur expertise;
- participer aux travaux du comité de gestion de l'Entente;
- bonifier les ressources nécessaires au financement en fonction des orientations ministérielles sous réserve des disponibilités des crédits.

Pour la durée de l'Entente, le MRCI effectuera les déboursés directement aux promoteurs des projets qui auront été retenus.

### 5.2 *Engagement du ministère des Régions*

Aux fins de la présente Entente,

le MINISTÈRE DES RÉGIONS s'engage à :

- réserver un montant de 60 000 \$ du Fonds de développement régional (FDR), pour l'année 2002-2003, volet entente spécifique, pour donner suite à l'Entente et le verser, sur recommandation du CRCD du Bas-Saint-Laurent, afin de soutenir les projets retenus par le comité de gestion;
- réserver un montant semblable pour chacune des deux années subséquentes (2003-2004 et 2004-2005) sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'entente spécifique. Advenant le non renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'entente;
- participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention ainsi que de plans annuels d'intervention. La stratégie d'intervention ainsi que le premier plan annuel d'intervention seront adoptés au cours des trois premiers mois suivant la signature de cette entente;
- favoriser la concertation entre des partenaires gouvernementaux régionaux concernés par l'Entente, dans le cadre de l'Entente;
- participer aux travaux du comité de gestion de l'Entente;

### **5.3 Engagement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec)**

Aux fins de la présente Entente,

le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec), s'engage à :

- mettre à la disposition des intervenants régionaux, par l'entremise du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, et dans le respect de ses programmes et politiques, les montants qui ont été réservés par le Conseil régional des partenaires du marché du travail;
- participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention ainsi que de plans annuels d'intervention. La stratégie d'intervention ainsi que le premier plan annuel d'intervention seront adoptés au cours des trois premiers mois suivant la signature de cette entente;
- informer les partenaires de l'Entente sur le marché du travail ainsi que sur les offres d'emploi disponibles sur le territoire;
- référer, selon l'évaluation de leurs besoins, les immigrantes et les immigrants à des organismes offrant des ateliers de *techniques de recherche d'emploi*;
- favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre la Direction régionale ou un Centre local d'emploi (CLE) et des organismes régionaux, dans le cadre de l'Entente; le tout en lien avec le cadre de référence élaboré par le comité de gestion;
- participer aux travaux du comité de gestion de l'Entente;
- faire état du suivi de l'Entente auprès du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région du Bas-Saint-Laurent;

Pour la durée de l'Entente, Emploi-Québec effectuera les déboursés directement aux promoteurs des projets et/ou aux individus participants qui auront été retenus conjointement par le comité de gestion de l'Entente et selon le plan de financement établi.

### **5.4 Engagement du Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent**

Aux fins de la présente Entente,

le CRCD du Bas-Saint-Laurent s'engage à :

- affecter en 2002-2003 un montant de 60 000 \$ qui a été réservé à cette fin par le ministère des Régions dans le cadre du FDR, volet entente spécifique, pour soutenir financièrement les projets retenus conjointement;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au FDR et destinées à soutenir les projets retenus par le comité de gestion de l'entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du FDR;
- à affecter un montant de 60 000 \$ pour chacune des deux années subséquentes (2003-2004, 2004-2005) sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'entente spécifique;
- assurer le secrétariat général de la présente Entente et l'encadrement régional des projets découlant de celle-ci;
- dans les sommes prévues au FDR et destinées à soutenir les objectifs de l'Entente et les projets retenus par le comité de gestion, puiser les montants nécessaires pour couvrir sa quote-part des coûts relatifs au secrétariat général de l'Entente et à l'encadrement régional des projets, sans dépasser 40 000 \$ par année, le solde étant réservé aux projets retenus par le comité de gestion de l'Entente;
- participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention ainsi que de plans annuels d'intervention. La stratégie d'intervention ainsi que le premier plan annuel d'intervention seront adoptés au cours des trois premiers mois suivant la signature de cette Entente;

- consacrer entièrement la subvention reçue du ministère des Régions au financement des projets retenus conjointement par le comité de gestion de l'Entente;
- favoriser la concertation entre des organismes régionaux concernés par la mise en œuvre de l'Entente;
- participer aux travaux du comité de gestion de l'Entente;
- faire état de l'avancement de l'Entente auprès des membres du comité exécutif du CRCD du Bas-Saint-Laurent.

#### **5.5 Engagement du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région du Bas-Saint-Laurent**

Aux fins de la présente Entente,

dans le cadre de son plan d'action régional, le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région s'engage à :

- réserver un montant de 60 000 \$ sur trois ans au Fonds de développement du marché du travail (FDMT), sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, pour donner suite à l'Entente et selon le calendrier de contribution suivant :
 

– au cours de l'année 2002-2003	:	20 000 \$
– au cours de l'année 2003-2004	:	20 000 \$
– au cours de l'année 2004-2005	:	20 000 \$
pour un total de	:	60 000 \$
- participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention ainsi que de plans annuels d'intervention. La stratégie d'intervention ainsi que le premier plan annuel d'intervention seront adoptés au cours des trois premiers mois suivant la signature de cette Entente;
- favoriser la concertation entre des partenaires régionaux concernés par l'Entente, dans le cadre de l'Entente;
- bonifier les ressources nécessaires au financement en fonction des orientations ministérielles.

### **6. VÉRIFICATION**

- 6.1 Les transactions financières découlant de l'exécution de ce protocole sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et plus particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification;
- 6.2 Les parties conservent l'autonomie de gestion de leurs fonds respectifs. L'ensemble des engagements financiers dévolus à l'Entente et aux projets inhérents n'est pas confié, en terme de suivi administratif et budgétaire, à l'une ou l'autre des parties.

### **7. CESSIION**

- 7.1 Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du CONSEIL, du MRCI, du MREG et du MESS.

## **9. CLAUSES GÉNÉRALES**

- 8.1 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION est sa sous-ministre adjointe à l'Intégration et à la Régionalisation.
- 8.2 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE MINISTÈRE DES RÉGIONS est son sous-ministre adjoint.
- 8.3 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (EMPLOI-QUÉBEC) est son directeur régional.
- 8.4 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU BAS-SAINT-LAURENT est son directeur général.
- 8.5 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU BAS-SAINT-LAURENT est son président.
- 8.6 La présente Entente n'exclut pas la possibilité de réaliser, en marge de celle-ci, d'autres projets d'attraction et d'établissement durable des immigrants en région. Ces projets devront toutefois respecter le cadre de référence et la stratégie d'intervention du comité régional de gestion de l'entente spécifique, de même que le plan stratégique régional et le plan d'action du Conseil régional des partenaires du marché du travail.

## **9. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **9.1 *Portée de l'Entente***

Les parties conviennent que la présente Entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à la réalisation des objectifs d'intervention liés à l'immigration dans la région du Bas-Saint-Laurent et à l'intégration sociale et professionnelle des personnes immigrantes.

### **9.2 *Évaluation de l'Entente***

Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation six mois avant son échéance, prévue pour le 31 mars 2005.

### **9.3 *Rapport annuel***

Les parties conviennent d'évaluer et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Entente.

Les parties s'engagent à se doter d'un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus, par un rapport annuel, en fonction des objectifs de l'Entente visés au départ.

Un rapport annuel des réalisations liées à l'Entente sera l'occasion de proposer entre signataires, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires pour s'assurer de l'atteinte des objectifs et tenir compte de l'évolution de la réalité régionale.

### **9.4 *Modification de l'Entente***

Les parties conviennent que cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de développement de la région du Bas-Saint-Laurent et qu'elle sera, le cas échéant, harmonisée de façon à tenir compte de toutes nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales.

Pour toute modification de l'Entente, le consentement unanime des parties est nécessaire. À cet effet, un projet de modification proposé par une des parties doit être soumis, par écrit, aux autres parties. Ces dernières disposent d'un délai de 60 jours pour transmettre leur réponse par écrit.

### **9.5 Résiliation de l'Entente**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

### **9.6 Durée de l'Entente**

La présente Entente prend effet à la signature des parties et se termine lorsque les parties auront complété leur engagement. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

## **10. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

10.1 Les parties reconnaissent l'importance de la visibilité de l'Entente et s'engagent à pouvoir annoncer conjointement, par le biais d'une cérémonie officielle ou autre, les faits saillants de l'Entente, soit entre autres :

- les objectifs visés par l'Entente;
- le nom des partenaires impliqués;
- le montant des contributions;
- le coût estimé de l'Entente et l'implication des partenaires.

10.2 Les parties s'engagent aussi à assurer la visibilité conjointe, tout au long de l'Entente, du CRCD, du MREG, du MRCI, du MESS (Emploi-Québec) et du CONSEIL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU BAS-SAINT-LAURENT lors de toute activité de communication relative à l'Entente et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent, en soulignant leur contribution de l'une des façons suivantes :

- en mentionnant que l'ensemble des partenaires ont contribué financièrement à la réalisation de l'Entente;
- en présentant le logo de l'ensemble des partenaires sur les documents promotionnels;
- ou de toute autre façon qui aura été approuvée par les parties.

## **11. COMMUNICATIONS**

### **11.1 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

*Au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration*

Madame Nicole Vandal  
Directrice régionale p.i. de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec  
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
930, chemin Ste-Foy, R.C.  
Québec (Québec) G1S 2L4

*Au ministère des Régions*

Monsieur Claude Rioux  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
337, rue Moreault  
Rimouski (Québec) G5L 1P4



*Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec)*

Monsieur Yvon D'Amboise  
Directeur régional par intérim  
Emploi-Québec, Direction régionale du Bas-Saint-Laurent  
350, boul. Arthur-Buies Ouest  
Rimouski (Québec) G5L 5C6

*Au Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent*

Monsieur Gérald Beaudry  
Directeur général  
Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent  
186, rue Lavoie  
Rimouski (Québec) G5L 5Z1

*Au Conseil des partenaires du marché du travail du Bas-Saint-Laurent*

Monsieur Alain Harrisson  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du travail du Bas-Saint-Laurent  
350, boul. Arthur-Buies Ouest  
Rimouski (Québec) G5L 5C6

## **12. MODALITÉS DE SUIVI**

Pour assurer une convergence réelle des interventions dans la mise en œuvre et le traitement des projets et activités qui seront réalisés, un comité de gestion est créé.

### **12.1 Responsabilités du comité de gestion**

Le comité responsable d'assurer le suivi de la présente Entente a pour mandat :

- de participer à l'élaboration d'une stratégie d'intervention et de plans annuels d'intervention;
- d'assurer la coordination des interventions favorisant l'accroissement de l'impact économique et social de l'immigration de la région du Bas-Saint-Laurent et l'établissement d'un plus grand nombre d'immigrantes et d'immigrants en région;
- d'évaluer les projets soumis par les partenaires régionaux pour recommandations aux ministères et au Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent;
- d'assurer le suivi nécessaire à la réalisation des projets;
- de faire rapport annuellement aux ministères et au Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent des réalisations liées à l'entente spécifique, incluant notamment des données différenciées selon le sexe;
- de procéder à une évaluation de l'Entente, six mois avant son échéance.

### **12.2 Composition du comité de gestion**

Le comité de gestion est composé des personnes suivantes :

- une représentante ou un représentant du MREG;
- une représentante ou un représentant du Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent;
- une représentante ou un représentant du MRCl;
- une représentante ou un représentant d'Emploi-Québec, Direction régionale du Bas-Saint-Laurent.

Le comité pourra s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation des travaux.

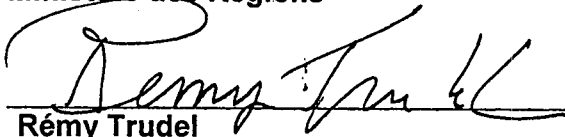
### 13. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente, y compris les annexes.

La présente Entente est conforme à la politique gouvernementale en matière de développement régional.

En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

**Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
Ministère des Régions**

  
Rémy Trudel

Ministre d'État à la Population, aux Régions et  
aux Affaires autochtones  
Ministre des Relations avec les citoyens et de  
l'Immigration  
Ministre des Régions

29/11/2002

Date

**Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (EMPLOI-QUÉBEC)**

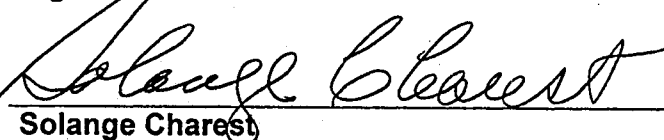
  
Agnès Maltais

Ministre déléguée à l'Emploi

29/11/2002

Date

**Région du Bas-Saint-Laurent**

  
Solange Charest

Secrétaire d'État à la Recherche, à la Science et à  
la Technologie  
Déléguée régionale de la région du Bas-Saint-  
Laurent

29/11/2002  
Date

**Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent**


  
Ginette Saint-Amand

Présidente du CRCD du Bas-Saint-Laurent

29/11/2002

Date

**Conseil régional des partenaires du marché du travail du Bas-Saint-Laurent**

  
Alain Harrisson

Président

29/11/2002

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR LA VALORISATION ET LE RENFORCEMENT  
DE LA VITALITÉ CULTURELLE  
DE LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT**

**ENTRE**

**LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS ET  
MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, madame Diane  
Lemieux, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après appelé le « **Ministère de la Culture et des Communications (MCC)** »

**ET**

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI (EMPLOI-QUÉBEC), madame Agnès  
Maltais, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après appelé le « **Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)** »

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX  
AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS ET MINISTRE DES  
RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION, monsieur Rémy  
Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après appelé le « **Ministère des Régions (MRÉG)** »

**ET**

**LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE ET À LA  
TECHNOLOGIE ET DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DE LA RÉGION DU BAS-  
SAINT-LAURENT, Madame Solange Charest pour et au nom du gouvernement du  
Québec,**

ci-après appelée « **Délégue régionale** »

**ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT  
DU BAS-SAINT-LAURENT reconnu à titre de conseil régional par le gouvernement, en  
vertu du décret 1451-92, agissant à la présente Entente et ici représenté par madame  
Ginette Saint-Amand, présidente,**

ci-après appelé le « **CRCD du Bas-Saint-Laurent (CRCD)** »

**ET**

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES, ici  
représentée par monsieur Pierre Lafleur, président-directeur général,**

ci-après appelée « **Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)** »

**ET**

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**, ici représenté par madame Marie-Claire Lévesque, présidente-directrice générale,

ci-après appelé le « Conseil des Arts et des Lettres du Québec (CALQ) »

**ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU BAS-SAINT-LAURENT**, institué par le gouvernement en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ici représenté par monsieur Alain Harrisson, président,

ci-après appelé le « Conseil régional des partenaires du marché du travail du Bas-Saint-Laurent (CRPMT) »

**ET**

**LE CONSEIL DE LA CULTURE DU BAS-SAINT-LAURENT**, ici représenté par monsieur Francis Pearson, président,

ci-après appelé le « Conseil de la Culture du Bas-Saint-Laurent (CRC) ».

---

## **CONSIDÉRATIONS**

- **Considérant** que les Conseils régionaux de développement ont été reconnus par la Loi sur le ministère des Régions comme les interlocuteurs privilégiés du gouvernement du Québec en matière de développement régional;
- **Considérant** que le gouvernement du Québec et le CRCD du Bas-Saint-Laurent ont convenu, par la signature d'une Entente-cadre le 20 février 2001, de s'associer en vue d'atteindre les objectifs liés aux axes et aux priorités de développement de la région présentés dans le Plan stratégique de développement;
- **Considérant** que l'Entente-cadre de la région administrative du Bas-Saint-Laurent reconnaît la culture comme un créneau de développement économique et social majeur;
- **Considérant** que l'Entente-cadre reconnaît comme axe de développement prioritaire de *Valoriser et renforcer la vitalité culturelle de la région*;
- **Considérant** que l'Entente-cadre reconnaît aussi comme priorités de *Contrer l'exclusion économique, sociale et culturelle* et de *Favoriser l'établissement des jeunes dans la région*;
- **Considérant** que les Ententes-cadres prévoient la signature d'Ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères ou organismes gouvernementaux pour leur mise en œuvre;
- **Considérant** que les Ententes spécifiques sont l'outil de partenariat privilégié pour la régionalisation de l'action gouvernementale;
- **Considérant** qu'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires;

- **Considérant que** la régionalisation se définit comme étant l'adaptation des interventions gouvernementales aux réalités régionales en associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État;
- **Considérant que** le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a pour mandat de favoriser l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture et des communications au Québec, d'en maximiser les retombées sur les plans de la qualité artistique et de l'enrichissement de la collectivité, de même que de susciter le développement des secteurs de la culture et des communications en région;
- **Considérant que** le MCC doit s'assurer de l'harmonisation de l'ensemble des activités du Gouvernement, des ministères et des organismes publics en matière de culture et de communications sur l'ensemble du territoire du Québec;
- **Considérant que** la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a, tel que défini dans sa loi constitutive, pour mandat de promouvoir et de soutenir dans toutes les régions du Québec l'implantation et le développement des entreprises culturelles et de contribuer à accroître la qualité et la compétitivité des produits et des services;
- **Considérant que** le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a, tel que défini dans sa loi constitutive, pour objet de soutenir dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans tous les domaines des arts et des lettres et d'en soutenir le rayonnement;
- **Considérant que** la SODEC et le CALQ sont des sociétés d'État qui relèvent de la ministre de la Culture et des Communications et que celle-ci veut renforcer l'action des sociétés d'État en région;
- **Considérant que** la SODEC et le CALQ sont habilités, en vertu de leur loi constitutive, à signer des Ententes avec les Conseils régionaux de développement de manière à optimiser leurs interventions partout sur leur territoire comme le prévoit leur mandat;
- **Considérant qu'un** cadre de référence guide le partage des rôles respectifs des principaux intervenants culturels interpellés dans la conclusion d'Ententes spécifiques de développement régional;
- **Considérant que** le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec) joue un rôle majeur dans le développement et la stabilisation de la main-d'œuvre et de l'emploi en mettant en œuvre les services publics d'emploi, contribuant ainsi à lutter contre le chômage dans les différents secteurs d'activité économique notamment celui de la culture;
- **Considérant que** le Conseil régional des partenaires du marché du travail vise à soutenir la création, le maintien, la stabilisation, la préparation et l'insertion en emploi dans tous les secteurs d'activité;
- **Considérant que** le Conseil de la Culture du Bas-Saint-Laurent est soutenu et reconnu par le MCC et le CRCDD du Bas-Saint-Laurent pour les fonctions de concertation, d'animation, de représentation et de services au milieu artistique et culturel.

## **1. OBJET ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **1.1 Objet de l'Entente**

La présente Entente a pour objet de développer les arts et la culture en suscitant un partenariat entre les ministères et organismes gouvernementaux et les intervenants du milieu en vue de valoriser et de renforcer la vitalité culturelle au Bas-Saint-Laurent par l'harmonisation de leurs interventions auprès des artistes, écrivains, entreprises, organisations, événements et manifestations culturels de même que de la main-d'œuvre culturelle.

### **1.2 Objectifs de l'Entente**

- Améliorer l'offre de services spécialisés pour le développement des entreprises culturelles.
- Développer le domaine des métiers d'art et le professionnalisme de ses entreprises.
- Soutenir le déploiement et le rayonnement d'événements et de manifestations culturels de la région qui ont un potentiel sur les plans supra-local, régional, national et international.
- Soutenir l'émergence d'une relève artistique dans le cadre du Fonds Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres.
- Assurer le maintien, la consolidation et la stabilisation de la main-d'œuvre du milieu culturel.
- Promouvoir et consolider la formation continue.
- Réaliser le portrait régional de l'activité artistique et culturelle.
- Promouvoir la vitalité culturelle du Bas-Saint-Laurent.

## **2. PORTÉE DE L'ENTENTE**

Cette Entente couvre le territoire de la région administrative du Bas-Saint-Laurent et est l'expression de la volonté commune des signataires de contribuer à l'atteinte des objectifs prioritaires retenus.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 Les moyens de mise en œuvre et les engagements des parties (Consulter les tableaux de l'Annexe 1)**

#### **3.1.1 VOLET ENTREPRISES CULTURELLES**

##### **3.1.1.1 Améliorer l'offre de services spécialisés pour le développement des entreprises culturelles**

L'objectif particulier de ce volet est de susciter différents partenariats entre les organismes de développement économique régional et local et le milieu culturel afin de faire en sorte que la spécificité des entreprises culturelles soit prise en considération dans l'analyse de leur dossier au plan économique.

Différentes mesures seront mises de l'avant telles :

- Développer en complicité avec les huit centres locaux de développement du Bas-Saint-Laurent (CLD de Rimouski-Neigette, CLD de La Mitis, CLD de Matane, CLD de La Matapédia, CLD du Kamouraska, CLD de la région de Rivière-du-Loup, CLD de la MRC de Témiscouata, CLD des Basques) des services-conseils spécialisés.
- Élaborer une formation sur mesure pour la réalisation des plans d'affaires.
- Susciter divers partenariats financiers dans le milieu.

À cet égard, la SODEC s'engage à :

- participer à des sessions de travail permettant de sensibiliser les agents économiques de la région aux problématiques de développement des entreprises culturelles et à y présenter la politique financière et les programmes de la Société.

À cet égard, le CRCD s'engage à :

- organiser diverses sessions de travail auprès des CLD et autres agents économiques pour les supporter dans leur approche auprès des entreprises culturelles actuelles ou en émergence;
- établir et mettre en oeuvre une stratégie pour sensibiliser les partenaires financiers aux réalités des entreprises culturelles et à leurs impacts.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- poursuivre et intensifier ses rapports avec les huit CLD.

### **3.1.1.2 Développer le domaine des métiers d'art et le professionnalisme de ses entreprises**

L'objectif particulier de ce volet est de soutenir le domaine des métiers d'art dans la région, notamment le professionnalisme des artisans, la consolidation des entreprises, ainsi que de favoriser la promotion et la mise en marché des produits. La corporation Métiers d'art Bas-Saint-Laurent, constituée en juin 2000, sera invitée à contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Au plan du professionnalisme et de la consolidation, divers moyens sont retenus :

- Réalisation d'un portrait économique précis du secteur, connaître l'état actuel et potentiel de la production des artisans : identifier les produits, les capacités de production (volume) et les volontés d'expansion, etc.

➤ Mise en place de mesures en vue d'améliorer la qualité de la production :

- ✓ en incitant les artisans à se conformer aux critères de professionnalisme en vigueur;
- ✓ en invitant les artisans à participer à des évaluations de leurs produits;
- ✓ en favorisant la sélection des produits lors de la tenue des événements en région;
- ✓ en organisant des sessions de perfectionnement technique et professionnel;
- ✓ en incitant la réalisation de plans d'affaires;
- ✓ en stimulant l'exportation des produits.

Au plan de la promotion et de la mise en marché, les moyens retenus sont :

- ✓ incitation à la réalisation de plans d'affaires;
- ✓ évaluation de l'état actuel des stratégies de mise en marché des entreprises;
- ✓ réalisation d'actions concrètes de mise en marché;
- ✓ élaboration d'un plan de commercialisation des produits des métiers d'art (développer une image visuelle garante de la qualité et représentative des artisans de la région);
- ✓ élaboration d'outils de promotion adéquats selon les marchés visés.

**Montant total prévu à l'Entente :**

- ✓ Année 2002-2003 : 60 000 \$
- ✓ Année 2003-2004 : 90 000 \$
- ✓ Année 2004-2005 : 95 000 \$

À cet égard, la SODEC s'engage à :

- Contribuer pour les années financières 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, sous réserve de la disponibilité des crédits et dans le respect de ses programmes, pour un montant annuel de 30 000 \$, et ne pouvant pas dépasser 50 % du montant total du projet, à la promotion et à la mise en marché des métiers d'art.

À cet égard, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 30 000 \$ du Fonds de développement régional pour l'année financière 2002-2003 afin de donner suite à l'Entente;
- verser, sur recommandation du CRCB Bas-Saint-Laurent, les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir les projets retenus par le comité de mise en oeuvre de l'Entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du Fonds de développement régional;
- réserver un montant de 60 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 65 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR, qui vient à échéance le 31 mars 2003, soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique. Advenant le non renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'Entente.



À cet égard, le CRCD s'engage à :

- affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, une somme de 30 000 \$ pour l'année financière 2002-2003 afin de développer le domaine des métiers d'art et le professionnalisme de ses entreprises;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à développer le domaine des métiers d'art et le professionnalisme de ses entreprises;
- affecter un montant de 60 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 65 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- fournir un service d'encadrement et des services techniques à la Corporation des Métiers d'art Bas-Saint-Laurent.

### **3.1.2 VOLET ÉVÉNEMENTS ET MANIFESTATIONS CULTURELS**

#### **3.1.2.1 Soutenir le déploiement et le rayonnement de manifestations et d'événements culturels de la région qui ont un potentiel supra-local, régional, national et international**

Plusieurs organisations culturelles et artistiques oeuvrant au Bas-Saint-Laurent sont uniques et novatrices dans leur offre de produits et de services culturels et démontrent un fort potentiel de rayonnement supra-local, régional, national et international, qui ne peut souvent, ou encore difficilement, se réaliser, faute de moyens. Certaines de ces organisations existent depuis longtemps et d'autres sont en émergence. Afin de favoriser et de permettre à celles-ci de se déployer et de se positionner à plus grande échelle et ainsi rendre l'activité artistique et culturelle plus accessible à l'ensemble de la population, l'Entente, par ordre de priorité, vise à :

- Consolider les organisations culturelles et artistiques porteuses de manifestations et d'événements d'envergure supra-locale, régionale, nationale et internationale en visant l'amélioration de leurs conditions de production et de diffusion à une plus grande échelle.
- Soutenir le démarrage d'événements novateurs.
- Soutenir les projets de réseautage entre manifestations, organisations et événements culturels et artistiques de la région, ayant pour effet d'augmenter leur rayonnement respectif.

Le MCC, la SODEC et le CRCD, en regard de leur mission respective et en lien avec les besoins exprimés par le milieu artistique et culturel du Bas-Saint-Laurent, peuvent intervenir ensemble dans ce volet.

À cet égard, en respect de ses orientations, politiques, programmes et mandats, le MCC s'engage à :

- verser un montant de 30 000 \$ la première année de l'Entente soit 2002-2003 et un autre montant de 30 000 \$ pour l'année 2003-2004. Pour

l'année 2004-2005, le Ministère pourra, sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter un montant additionnel.

À cet égard, la SODEC s'engage à :

- contribuer pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, sous réserve de la disponibilité des crédits et dans le respect de ses programmes, à la réalisation d'activités d'animation de la lecture et du livre dans le Bas-Saint-Laurent pour un montant annuel de 15 000 \$, et ne pouvant pas dépasser 50 % du montant total du projet. La SODEC effectuera le versement du montant prévu, soit au Salon du livre, soit aux librairies agréées de la région, ensemble ou séparément.

À cet égard, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 45 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 50 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique. Advenant le non renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'Entente;
- verser, sur recommandation du CRCD Bas-Saint-Laurent, les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir les projets retenus par le comité de mise en oeuvre de l'Entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du Fonds de développement régional.

À cet égard, le CRCD s'engage à :

- affecter un montant de 45 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 50 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé, selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir le déploiement et le rayonnement de manifestations et d'événements culturels de la région qui ont un potentiel supra-local, régional, national et international.

### **3.1.3 VOLET ARTS ET LETTRES**

#### **3.1.3.1 Soutenir l'émergence d'une relève artistique dans le cadre du Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres**

**Objectifs généraux :**

- Favoriser l'émergence et l'essor d'une relève artistique dans le domaine des arts et des lettres.
- Stimuler des initiatives artistiques élaborées en partenariat et visant à sensibiliser les publics.

### **Objectifs spécifiques :**

- Soutenir la réalisation de premières œuvres de création ou de diffusion d'artistes en voie de professionnalisation.
- Supporter les initiatives artistiques de la relève réalisées en partenariat avec une instance du secteur de l'éducation, des bibliothèques ou de l'animation culturelle municipale.
- Encourager l'intégration d'artistes de la relève dans le cadre des activités artistiques, techniques ou administratives d'un organisme artistique professionnel de la région.

### **Le montant total prévu à l'Entente :**

✓ 105 000 \$ X 3 ans = 315 000 \$

À cet égard, le CALQ s'engage à :

- créer un Fonds régionalisé intitulé Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres (voir l'annexe 2 portant sur les modalités d'application du Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres);
- verser pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 150 000 \$ dans le Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres, à raison de 50 000 \$ par année;
- défrayer les coûts relatifs à la tenue des rencontres de jurys, en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités consultatifs et de jurys (voir les annexes 3 et 4 portant sur la politique concernant les jurys et les comités consultatifs et les honoraires des membres des jurys);
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique au volet Arts et lettres (art. 3.1.3) et relative à l'ensemble des dépenses imputables à l'objet de l'Entente et à remettre les rapports au CRCDD;
- fournir à chaque inscription au CRCDD, une reddition de compte sur les sommes gérées dans le cadre de l'Entente pour le volet Arts et lettres (art. 3.1.3);
- participer à l'évaluation annuelle de l'Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

À cet égard, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 45 000 \$ du Fonds de développement régional pour l'année financière 2002-2003 afin de donner suite à l'Entente;
- verser, sur recommandation du CRCDD Bas-Saint-Laurent, les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir les projets retenus selon les mécanismes établis aux annexes 2 et 3 de l'Entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du Fonds de développement régional;
- réserver un montant de 50 000 \$ pour l'année financière 2003-2004, et un montant de 55 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique. Advenant le non

renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'Entente.

À cet égard, le CRCD s'engage à :

- affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, une somme de 45 000 \$ pour l'année financière 2002-2003 afin de soutenir l'émergence d'une relève artistique dans le cadre du Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir l'émergence d'une relève artistique dans le cadre du Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres;
- affecter un montant de 50 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 55 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- verser, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, une somme de 15 000 \$ à raison de 5 000 \$ par année, dans le Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres.

### **3.1.4 VOLET FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

#### **3.1.4.1 Assurer le maintien, la consolidation et la stabilisation de la main-d'œuvre du milieu culturel**

Pour ce faire, l'Entente propose de soutenir les écoles de formation en art (voir liste à l'annexe 5). Ce soutien sur trois ans permet, soit l'engagement d'une nouvelle ressource, soit la prolongation d'un poste actuellement à temps partiel.

Types d'emplois :

- postes de gestion des organisations culturelles et artistiques;
- postes liés à l'enseignement musical ou en danse;
- postes d'agent de développement.

Dans le cadre de l'Entente, les objectifs d'intervention sont :

- Soutenir les projets de stabilisation et de redressement des organisations de formation en art.
- Augmenter la clientèle des organisations.
- Favoriser la rétention de jeunes professionnels.

À cet égard, le CRPMT s'engage à :

- réserver dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, un montant maximal de 50 000 \$ dans l'année 2002-2003 pour sa participation au maintien, à la consolidation et à la stabilisation des dix (10) emplois à consolider des huit (8) organisations culturelles et artistiques identifiées à l'annexe 5, et ce, dans le respect de ses politiques et programmes.

À cet égard, Emploi-Québec s'engage à :

- verser dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail et au cours de l'exercice financier 2002-2003, le montant réservé par le CRPMT pour le maintien, la consolidation et la stabilisation des six (6) postes à l'administration et des quatre (4) postes à l'encadrement pédagogique des huit (8) organisations culturelles et artistiques identifiées à l'annexe 5, sous réserve de la disponibilité des crédits, et ce, dans le respect de ses politiques et programmes.

À cet égard, en respect de ses orientations, politiques, programmes et mandats, le MCC s'engage à :

- verser un montant de 25 000 \$ pour l'année 2002-2003 afin de participer avec Emploi-Québec à soutenir les projets de stabilisation et de redressement des organisations de formation en arts de la scène reconnus par le Ministère. Pour les années 2003-2004 et 2004-2005, dans l'éventualité où Emploi-Québec reconduirait les sommes dévolues à cet objectif, le Ministère pourra, sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter un montant additionnel.

À cet égard, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 10 000 \$, pour chacune des deux années financières (2003-2004 et 2004-2005), sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique. Advenant le non renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'Entente;
- verser, sur recommandation du CRCD Bas-Saint-Laurent, les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir les projets retenus par le comité de mise en oeuvre de l'Entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du Fonds de développement régional.

À cet égard, le CRCD s'engage à :

- affecter un montant de 10 000 \$ pour chacune des deux années financières (2003-2004 et 2004-2005) sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à assurer le maintien, la consolidation et la stabilisation de la main-d'œuvre des écoles de formation en musique et en danse.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- poursuivre son travail de concertation et de soutien dans le cadre de la Table formation des arts de la scène.

#### **3.1.4.2 Promouvoir et consolider la formation continue**

L'Entente vise à poursuivre la structuration du service de développement des ressources humaines en culture en :

- Consolidant le poste de coordonnatrice à la formation continue par une bonification de l'Entente actuelle entre les Conseils régionaux de la Culture via le Conseil québécois des ressources humaines en culture (CQRHC) et Emploi-Québec.
- Poursuivant l'ajout de budget pour la formation continue en art et culture.

À cet égard, le CRPMT de la région s'engage à :

- réserver dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, un montant de 37 500 \$ réparti à parts égales sur trois ans pour consolider le poste de coordonnatrice à la formation. Les versements de 2003-2004 et 2004-2005 se feront sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle;
- favoriser la concertation entre les partenaires impliqués dans cette Entente;
- réserver dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, un montant de 120 000 \$ réparti sur trois ans (2002-2003, 2003-2004, 2004-2005) pour la formation continue de la main-d'œuvre admissible, sous réserve de la disponibilité des crédits pour les années 2003-2004 et 2004-2005, de l'évaluation annuelle et selon le calendrier suivant :
  - ✓ en 2002-2003 : 35 000 \$
  - ✓ en 2003-2004 : 40 000 \$
  - ✓ en 2004-2005 : 45 000 \$

À cet égard, Emploi-Québec s'engage à :

- verser dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail et selon le calendrier retenu, les montants réservés par le CRPMT pour la consolidation du poste de coordonnatrice à la formation continue, sous réserve de la disponibilité des crédits pour les années 2003-2004 et 2004-2005, de l'évaluation annuelle et dans le respect de ses programmes et politiques;
- verser dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, et selon les versements prévus pour les trois prochaines années (2002-2003, 2003-2004, 2004-2005), les montants réservés par le CRPMT pour la formation continue de la main-d'œuvre admissible, sous réserve de la disponibilité des crédits pour les années 2003-2004 et 2004-2005, de l'évaluation annuelle et dans le respect de ses programmes et services.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- poursuivre son travail de collaboration avec le CQRHC;
- offrir le service de formation continue à l'ensemble des milieux artistiques et culturels selon les conditions émises dans la convention entre Emploi-Québec et le Conseil de la Culture du Bas-Saint-Laurent.

#### **3.1.4.3 Réalisation du portrait régional de la culture**

L'Entente prévoit la réalisation du portrait régional des organisations en art et culture de la région du Bas-Saint-Laurent, dans le cadre de l'harmonisation de l'ensemble des portraits régionaux, coordonnée par le Conseil québécois des ressources humaines en culture (CQRHC).

La population d'enquête est estimée à 900 pour un coût de réalisation de 25 400 \$ dont la moitié défrayée par le CQRHC (12 700 \$).

Coût estimé pour la région : 12 700 \$

À cet égard, le CRPMT s'engage à :

- réserver dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, un montant maximal de 12 700 \$ représentant la moitié du coût de réalisation de ce portrait pour l'année 2002-2003;
- favoriser la concertation des partenaires impliqués dans cette Entente.

À cet égard, Emploi-Québec s'engage à :

- verser dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail le montant de 12 700 \$ réservé en 2002-2003 par le CRPMT dans le respect de ses programmes et politiques.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- coordonner la réalisation du portrait culturel;
- diffuser les résultats auprès des différents milieux artistiques et culturels de même qu'auprès des milieux socio-économiques de la région.

### **3.1.5 VOLET PROMOTION ET VISIBILITÉ**

#### **3.1.5.1 Promouvoir la vitalité culturelle du Bas-Saint-Laurent**

L'objectif particulier de ce volet est la mise en œuvre d'un plan de communication afin de faire connaître les grands enjeux du développement culturel de la région, ses retombées économiques et afin de diffuser le portrait de l'activité artistique et culturelle.

De plus, diverses actions de promotion seront entreprises visant à faire connaître les artistes, artisans et les organisations culturelles et artistiques auprès de la population du Bas-Saint-Laurent et d'ailleurs telles :

- Réalisation d'un site web pour l'ensemble du domaine culturel.
- Réalisation de la 2<sup>e</sup> édition du Répertoire artistique et culturel du Bas-Saint-Laurent.

Le montant total prévu à l'Entente est de 50 000 \$.

À cet égard, en respect de ses orientations, politiques, programmes et mandats, le MCC s'engage à :

- verser 5 000 \$ en 2003-2004 pour participer à la mise en oeuvre d'un plan de communication pour faire connaître les grands enjeux du développement culturel dans la région, dont un montant de 2 000 \$ pour la diffusion du portrait de l'activité artistique et culturelle réalisé en vertu de cette Entente au point 3.1.4.3.

À cet égard, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 20 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 10 000 \$ pour l'année financière 2004-2005 sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique. Advenant le non renouvellement du FDR, le MREG s'engage à en informer, par écrit, les autres signataires de l'Entente;
- verser, sur recommandation du CRCD Bas-Saint-Laurent, les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à soutenir les projets retenus par le comité de mise en oeuvre de l'Entente, lesquels seront conformes aux normes et aux modalités d'application du Fonds de développement régional.

À cet égard, le CRCD s'engage à :

- affecter un montant de 20 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et un montant de 10 000 \$ pour l'année financière 2004-2005 sous réserve que le FDR qui vient à échéance le 31 mars 2003 soit renouvelé selon des modalités et des disponibilités financières permettant qu'il soit de nouveau affecté tel que prévu à l'Entente spécifique;
- recommander au ministère des Régions de verser les sommes prévues au Fonds de développement régional et destinées à promouvoir la vitalité culturelle du Bas-Saint-Laurent.

À cet égard, le CRC s'engage à :

- prendre la responsabilité de la mise en oeuvre de ce volet;
- verser une somme de 15 000 \$ sur trois ans (2002-2003, 2003-2004, 2004-2005) à raison de 5 000 \$ par année;
- coordonner notamment la réalisation du site Web et du répertoire du milieu artistique et culturel de la région du Bas-Saint-Laurent.

#### **4. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

##### **4.1 Durée de l'Entente**

Malgré la date de sa signature, par les parties, la présente Entente prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002 et expire le 31 mars 2005.



## **4.2 Engagements conjoints**

### **Comité de mise en oeuvre de l'Entente**

Un comité de mise en oeuvre de l'Entente est formé. Il est chargé d'assurer la mise en oeuvre, l'application et le suivi de l'Entente. Il est garant du partenariat à maintenir et à consolider tout au long de l'Entente. À la fin de chaque année, le comité de mise en oeuvre dépose un bilan annuel des réalisations liées à cette Entente;

ci-après appelé le « comité de mise en oeuvre ».

Ce comité de mise en oeuvre est composé de sept (7) membres :

- la directrice régionale du ministère de la Culture et des Communications du Québec, région administrative du Bas-Saint-Laurent, ou son représentant;
- le directeur régional d'Emploi-Québec ou son représentant;
- le sous-ministre adjoint du ministère des Régions, région administrative du Bas-Saint-Laurent, ou son représentant;
- la présidente du CRCD Bas-Saint-Laurent, ou son représentant;
- le directeur général Politiques et affaires internationales de la Société de développement des entreprises culturelles ou son représentant;
- le directeur du développement et de l'action régionale du Conseil des arts et des lettres du Québec ou son représentant;
- la directrice générale du Conseil de la Culture du Bas-Saint-Laurent ou son représentant.

Le mandat général du Comité de mise en oeuvre est de voir à l'application de la présente entente. Spécifiquement, le Comité est chargé de s'assurer de l'atteinte des objectifs de l'entente, de voir à évaluer annuellement l'impact des actions réalisées en fonction des objectifs fixés et des ressources financières disponibles. Il procède également à l'évaluation préalable au renouvellement de l'entente et fait toute recommandation nécessaire au MCC, au MESS, au MREG, au CRCD du Bas-Saint-Laurent, au MREG, à la SODEC, au CALQ, et au CRC du Bas-Saint-Laurent.

## **4.3 Évaluation de l'Entente**

Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation annuelle par le comité de mise en oeuvre qui effectuera, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires, dans le respect des dispositions de l'Entente. Cette évaluation annuelle est prévue au 1<sup>er</sup> avril de chaque année. Le comité de mise en oeuvre précisera les mécanismes d'évaluation de l'Entente.

## **4.4 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier en tout ou en partie la présente Entente si, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit. Si le défaut est maintenu, cette résiliation prend effet 30 jours après réception d'un avis écrit de défaut auprès de la partie en défaut avec copie transmise au comité de mise en oeuvre de l'Entente.

Advenant le non renouvellement du Fonds de développement régional pour 2003-2004 et/ou 2004-2005, les parties pourront résilier, individuellement, en tout ou en partie, la présente Entente.

#### **4.5 Modification de l'Entente**

Toute modification au contenu de la présente Entente en cours d'année devra faire l'objet d'un consentement écrit des parties dont les représentants sont désignés à l'article 4.7. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties qui doivent y répondre dans un délai de 30 jours. Une fois acceptée, cette modification fera partie intégrante de la présente Entente.

#### **4.6 Gestion de l'Entente**

Les fonds non engagés une année pourront être reportés pour la durée de l'Entente.

#### **4.7 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, seront acheminées entre elles de la façon suivante :

##### **Pour le ministère de la Culture et des Communications :**

Madame Michèle Grenier  
Directrice régionale, direction du Bas-Saint-Laurent  
337, rue Moreault  
Rimouski (Québec) G5L 1P4

##### **Pour Emploi-Québec**

Monsieur Yvon D'Amboise, directeur régional par intérim  
Direction régionale-Bas-Saint-Laurent  
350, boul. Arthur-Buies Ouest  
Rimouski (Québec) G5L 5C7

##### **Pour le ministère des Régions :**

Monsieur Claude Rioux, sous-ministre adjoint  
Région du Bas-Saint-Laurent  
337, rue Moreault  
Rimouski (Québec) G5L 1P4

##### **Pour le CRCD du Bas-Saint-Laurent :**

Monsieur Gérald Beaudry  
Directeur général  
186 rue Lavoie  
Rimouski (Québec) G5L 5Z1

##### **Pour la Société de développement des entreprises culturelles :**

Monsieur Bernard Boucher  
Directeur général Politiques et affaires internationales  
215, rue Saint-Jacques, bureau 800  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

**Pour le Conseil des arts et des lettres du Québec :**

Madame Patricia Nadeau  
Coordonnatrice de l'action régionale  
79, boul. René Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5N5

**Pour le Conseil régional des partenaires du marché du travail du  
Bas-Saint-Laurent :**

Monsieur Alain Harrisson  
Président  
350, boul. Arthur-Buies Ouest  
Rimouski (Québec) G5L 5C7

**Pour le Conseil de la Culture du Bas-Saint-Laurent :**

Madame Rita Giguère  
Directrice générale  
88, rue Saint-Germain Ouest  
Rimouski (Québec)

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit aux partenaires de l'Entente,  
changer son représentant ou son adresse.

**5. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du  
présent protocole d'Entente.

**En foi de quoi, elles ont signé comme suit :**

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU  
QUÉBEC**



**Diane Lemieux**  
Ministre d'État à la Culture et aux Communications  
Ministre de la Culture et des Communications

\_\_\_\_\_  
Date

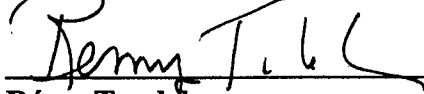
**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE  
(EMPLOI-QUÉBEC)**



**Agnès Maltais**  
Ministre déléguée à l'Emploi

\_\_\_\_\_  
Date

**MINISTÈRE DES RÉGIONS**



**Rémy Trudel**  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
Ministre des Régions,  
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

\_\_\_\_\_  
Date

**RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT**



**Solange Charest**

Secrétaire d'État à la Recherche, à la Science et à la Technologie  
et Déléguée régionale de la région du Bas-Saint-Laurent

27/11/2002

Date

**CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT  
DU BAS-SAINT-LAURENT**



**Ginette Saint-Amand**  
Présidente

05/12/02

Date

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES**

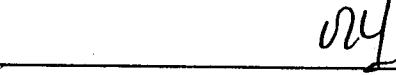


**Pierre Lafleur**  
Président-directeur général

18.12.2002

Date

**CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**

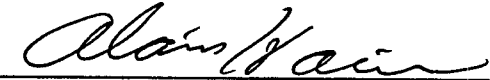


**Marie-Claire Lévesque**  
Présidente-directrice générale

12/12/2002

Date

**CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
DU BAS-SAINT-LAURENT**

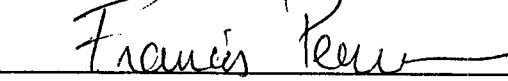


**Alain Harrisson**  
Président

3 Dec 2002

Date

**CONSEIL DE LA CULTURE DU BAS-SAINT-LAURENT**



**Francis Pearson**  
Président

06-12-2002

Date

## ANNEXE 1

### ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LA VALORISATION ET LE RENFORCEMENT DE LA VITALITÉ CULTURELLE DE LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT

#### Sommaire des investissements des partenaires à l'Entente

PARTENAIRES	AN 1	AN 2	AN 3	TOTAL
MCC	55 000 \$	35 000 \$		90 000 \$
CALQ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
SODEC	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	135 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	110 200 \$	52 500 \$	57 500 \$	220 200 \$
CRC	75 000 \$	185 000 \$	190 000 \$	450 000 \$
CRC	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
TOTAL	345 200 \$	377 500 \$	352 500 \$	1 075 200 \$

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LA VALORISATION ET LE RENFORCEMENT  
DE LA VITALITÉ CULTURELLE  
DE LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT**

**Investissements par volet**

<b>VOLET</b>	<b>AN 1</b>	<b>AN 2</b>	<b>AN 3</b>	<b>TOTAL</b>
<b>VOLET 1</b> <b>Entreprises</b>	SODEC 30 000 \$ CRCD 30 000 \$	SODEC 30 000 \$ CRCD 60 000 \$	SODEC 30 000 \$ CRCD 65 000 \$	SODEC 90 000 \$ CRCD 155 000 \$ <b>Sous-total</b> 245 000 \$
<b>VOLET 2</b> <b>Événements et manifestations</b>	MCC 30 000 \$ SODEC 15 000 \$	MCC 30 000 \$ SODEC 15 000 \$ CRCD 45 000 \$	SODEC 15 000 \$ CRCD 50 000 \$	MCC 60 000 \$ SODEC 45 000 \$ CRCD 95 000 \$ <b>Sous-total</b> 200 000 \$
<b>VOLET 3</b> <b>Arts et lettres</b>	CALQ 50 000 \$ CRCD 45 000 \$ CRC 5 000 \$	CALQ 50 000 \$ CRCD 50 000 \$ CRC 5 000 \$	CALQ 50 000 \$ CRCD 55 000 \$ CRC 5 000 \$	CALQ 150 000 \$ CRCD 150 000 \$ CRC 15 000 \$ <b>Sous-total</b> 315 000 \$
<b>VOLET 4</b> <b>Consolidation Formation Main-d'oeuvre Portrait</b>	EMPLOI-QC 50 000 + 35000+ 12 500 + 12 700= 110 200 \$ MCC 25 000 \$	EMPLOI-QC ** 40 000 + 12 500= 52 500 \$ CRCD 10 000 \$	EMPLOI-QC ** 45 000 + 12 500= 57 500 \$ CRCD 10 000 \$	EMPLOI-QC 220 200 \$ MCC 25 000 \$ CRCD 20 000 \$ <b>Sous-total</b> 265 200 \$
<b>VOLET 5</b> <b>Promotion</b>	CRC 5 000 \$	MCC 5 000 \$ CRCD 20 000 \$ CRC 5 000 \$	CRCD 10 000 \$ CRC 5 000 \$	MCC 5 000 \$ CRCD 30 000 \$ CRC 15 000 \$ <b>Sous-total</b> 50 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>345 200 \$</b>	<b>377 500 \$</b>	<b>352 500 \$</b>	<b>1 075 200 \$</b>

\*\* Nécessite une demande de dérogation pour la poursuite de l'investissement en consolidation pour l'an 2 et l'an 3.

## ANNEXE 2

### MODALITÉS D'APPLICATION DU FONDS DU BAS-SAINT-LAURENT POUR LES ARTS ET LES LETTRES

#### 1. Processus, conditions et barème

Les lieux et les dates d'inscription sont fixés par le Comité conseil et seront annoncés au moins 30 jours à l'avance. Les projets sont par la suite soumis au processus de sélection décrit au point 4.

Les projets déposés dans le cadre de l'entente sont traités par le CALQ.

Le montant maximal qui pourra être accordé à un projet soutenu dans le cadre de la présente entente est de 15 000 \$ (à valider avec les milieux) par inscription et ne pourra représenter plus de 75 % du coût total du projet.

#### 2. Rapport annuel

Chacune des parties (CRCD Bas-Saint-Laurent - CALQ) produit un rapport financier concernant les sommes engagées dans la présente entente au terme de chaque année financière, soit le 31 mars. Ce rapport est transmis par la suite à l'autre partie, aux membres du Comité conseil et au MR.

#### 3. Autres contributions

Les parties acceptent que des contributions provenant d'autres partenaires, y compris des organismes publics ou privés, soient versées dans le Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres ou s'additionnent aux contributions des parties liées à l'entente. Ces contributions devront respecter les buts et objectifs de l'entente et seront inscrites dans un addenda à celle-ci.

#### 4. Modalités d'attribution des subventions

Les subventions ou autres formes d'aide financière sont accordées pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs, programmes et modalités prévus dans la présente entente.

Les projets sont soumis à un processus de sélection comprenant notamment le recours à un jury au sens prévu par l'article 22(3°) de la *Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec* (L.R.Q., c. C-57.02). Le jury est informé de l'ensemble des projets présentés, y compris ceux jugés non admissibles.

Les recommandations du jury sont présentées au CALQ et au CRCD Bas-Saint-Laurent qui procèdent à l'approbation des projets retenus. Les décisions des conseils d'administration respectifs sont finales et sans appel. La contribution du CRCD Bas-Saint-Laurent aux projets retenus sera effectuée par le Ministère des Régions selon le mécanisme habituel dans le cadre du Fonds de développement régional. La contribution du CALQ aux projets retenus sera puisée à même le Fonds du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres.

## **5. Clientèle admissible**

Seuls les artistes professionnels ou en voie de professionnalisation et les collectifs d'artistes résidant dans le Bas-Saint-Laurent depuis au moins douze mois sont admissibles à l'aide financière qui peut être accordée dans le cadre de la présente entente.

## **6. Jury**

La nomination des membres du jury est assurée par le CALQ et le CRCD Bas-Saint-Laurent sous réserve des conditions prévues par la Loi et des modalités de la présente entente. Ainsi, les membres de ce jury doivent provenir du milieu des arts ou des lettres; ils ne peuvent être membres du conseil d'administration du CALQ, ni du personnel du CALQ, du CRCD Bas-Saint-Laurent, du CRC Bas-Saint-Laurent ou de la fonction publique.

Ce jury est composé d'au moins trois (3) personnes dont les deux tiers sont des artistes professionnels reconnus par leurs pairs et ayant une bonne connaissance des milieux artistiques de la région du Bas-Saint-Laurent. Le CRC Bas-St-Laurent peut soumettre des candidatures aux fins de ces nominations.

Un représentant du CALQ agit à titre de secrétaire du jury, sans en être membre, ni avoir droit de vote.

## **7. Règles d'éthique et de déontologie**

Les membres du Comité conseil, ainsi que les membres du jury sont soumis aux règles prévues à la Politique concernant les jurys et les comités consultatifs du CALQ jointe en annexe à la présente entente.



## **ANNEXE 3**

### **Politique concernant les jurys et les comités consultatifs**

#### **ARTICLE 1 : OBJECTIFS**

La présente politique a pour but de définir les termes et les principes généraux applicables au Conseil des arts et des lettres du Québec, ci-après appelé le Conseil, à l'égard de la formation des jurys et des comités consultatifs requis dans le cadre de la gestion des programmes de bourses et subventions du Conseil. Elle fixe également le rôle et la rémunération des membres des jurys et des comités consultatifs.

Cette politique concerne les programmes de bourses et de subventions dont le processus d'évaluation prévoit la constitution d'un comité consultatif, lorsqu'il s'agit d'un programme de subventions ou d'un jury, lorsqu'il s'agit d'un programme de bourses. Elle ne s'applique pas à l'embauche d'évaluateurs, d'appréciateurs ou d'experts-conseils, sauf en ce qui a trait à l'obligation de respecter les articles 2.2 et 2.4 couvrant notamment les règles d'éthique et la sélection des membres.

#### **ARTICLE 2 : JURYS ET COMITÉS CONSULTATIFS**

Les demandes de bourses et de subventions sont analysées par des jurys ou des comités consultatifs formés de pairs. Pour les demandes de bourses, les jurys sont formés de personnes reconnues dans une ou plusieurs des disciplines concernées et qui possèdent une bonne connaissance de la pratique artistique pour laquelle elles ont été choisies. Pour les demandes de subventions, les membres des comités consultatifs sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans le domaine et qui possèdent une bonne connaissance des organismes demandeurs et de leur impact sur le milieu artistique.

##### **2.1 Composition**

La composition d'un jury ou d'un comité consultatif doit respecter, dans la mesure du possible, les critères suivants :

- a) un jury ou un comité consultatif est composé de trois à cinq personnes qui ne doivent pas faire partie du conseil d'administration du Conseil, du personnel de la fonction publique ou du personnel du Conseil;
- b) les membres d'un jury ou d'un comité consultatif sont des spécialistes reconnus dans leur domaine;
- c) un jury ou un comité consultatif doit se composer d'hommes et de femmes, choisis de manière à tenir compte de la diversité des pratiques, de la représentativité territoriale et de la diversité ethnoculturelle de la population;
- d) la personne responsable du programme, employé ou employée du Conseil, préside le jury ou le comité consultatif et assume la responsabilité de l'organisation et du secrétariat. Elle n'a cependant pas droit de vote;
- e) il n'existe pas de jurys permanents au Conseil; ainsi, il est exceptionnel qu'une personne soit appelée à faire partie d'un jury d'une même discipline plus d'une fois au cours de la même année financière. Toutefois, elle ne pourra pas faire partie d'un jury au cours de l'année financière suivante;
- f) le mandat d'un membre de comité consultatif est d'une année;
- g) il ne peut être engagé pour siéger à un comité consultatif qu'une seule fois durant une période de deux ans, sauf si le membre du comité consultatif :
  - est appelé, au cours de la même année, à évaluer des dossiers inscrits dans des programmes horizontaux ;
  - est appelé à assurer une continuité dans l'évaluation d'une année à l'autre; il peut alors siéger à un même comité deux années consécutives.

## **2.2 Règles d'éthique**

Les membres de comités consultatifs et de jurys, les évaluateurs et les appréciateurs s'engagent à respecter les règles d'éthique et de confidentialité prévues accompagnant la lettre d'engagement. À cet effet :

- ne peut être engagée comme membre de jury une personne présentant une demande de bourse personnellement ou avec un collectif ;
- un membre d'un comité consultatif ne peut participer aux délibérations ou aux décisions concernant une demande d'aide financière dans laquelle il a un intérêt direct ou indirect. Le cas échéant, il est tenu de déclarer son intérêt et doit se retirer lors des échanges. Toute déclaration de conflit d'intérêts doit être consignée sur le rapport des comités d'évaluation.

Constitue un intérêt direct le fait qu'un membre d'un jury ou d'un comité consultatif présente une demande d'aide financière, soit personnellement ou par l'intermédiaire d'un organisme artistique, d'un collectif d'artistes ou d'un promoteur d'un projet admissible au soutien du Conseil.

Constitue un intérêt indirect le cas où une demande d'aide financière est présentée par une personne qui a ou a eu des liens d'affaires ou de parenté avec un membre d'un jury ou d'un comité consultatif ayant à se prononcer de quelque manière sur cette demande.

## **2.3 Sélection des membres de jurys et comités consultatifs**

Les membres d'un jury ou d'un comité consultatif sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans une ou plusieurs des disciplines artistiques ou en gestion d'organismes culturels. Ces personnes sont choisies à même une banque de noms constituée après consultation auprès d'artistes, d'organismes, d'associations ou de regroupements d'artistes, des membres du conseil d'administration du Conseil, des employés du Conseil ou du public. Cette banque de noms est approuvée par le conseil d'administration et révisée annuellement. Des appels de candidature publics peuvent également être utilisés pour bonifier la banque de noms.

## **2.4 Sélection des évaluateurs, appréciateurs et experts-conseils**

Les évaluateurs ou appréciateurs qui sont embauchés à cause de leurs connaissances artistiques doivent être choisis à même la banque de noms détenue par le Conseil. Les experts-conseils dont le champ d'expertise déborde le domaine artistique peuvent, quant à eux, être sélectionnés ailleurs que dans la banque de noms.

## **2.5 Publication**

Le Conseil rend disponible sur demande le nom des membres d'un jury trois mois après la décision du Conseil lors de l'attribution d'une bourse et celui d'un membre d'un comité consultatif trois mois après la fin de son mandat. Les membres des jurys et des comités consultatifs doivent être avisés par écrit de cette disposition de la politique.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT**

L'engagement d'un membre d'un jury ou d'un comité consultatif doit faire l'objet d'une lettre d'engagement en vertu de laquelle il s'engage à respecter les règles d'éthique, le caractère confidentiel de la charge qui lui est confiée et à faire la divulgation de tout dossier pour lequel il a un intérêt direct ou indirect. Cette lettre doit être signée et transmise, dûment complétée, au ou à la secrétaire du comité avant le début de la réunion du comité consultatif ou du jury, et est versée au dossier. La lettre d'engagement détermine également les modalités convenues quant au remboursement des honoraires, frais de séjour et de déplacement prévus à l'article 4.

## **ARTICLE 4 : HONORAIRES, FRAIS DE SÉJOUR ET DE DÉPLACEMENT**

### **4.1 Honoraires**

Pour sa préparation et sa participation à un jury ou à un comité consultatif, un membre est rémunéré sur la base d'honoraires fixes approuvés par le décret 1225-95 du 12 septembre 1995 et reproduits à l'annexe I de la présente politique (annexe 4 de l'entente). Pour chaque tranche supplémentaire de quatre heures de travail effectuée en sus de la journée normale de travail, le membre reçoit la moitié des honoraires prévus.

Le Conseil s'est toutefois doté d'une politique administrative interne balisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée (honoraires de lecture), tout en respectant le tarif journalier approuvé par le décret. C'est à partir de ces balises que le Conseil établit le montant qui sera octroyé au membre pour l'analyse des documents. Ce montant est mentionné dans la lettre d'engagement.

De même, si la journée de travail du jury ou du comité consultatif comporte moins de quatre heures, le membre du jury ou du comité consultatif reçoit la moitié des honoraires prévus. Le temps de déplacement excédant deux heures peut être rémunéré. Les périodes de repas sont exclues du calcul des heures de travail.

### **4.2 Frais de séjour et de déplacement**

Sans égard à son lieu de domicile, un membre de jury ou de comité consultatif peut réclamer le remboursement de ses frais de séjour et de déplacement jusqu'à concurrence du montant établi selon la politique de remboursement d'honoraires, de frais de séjour et de transport des membres de jurys et de comités consultatifs, des appréciateurs et experts-conseils en vigueur au Conseil tout en respectant les grands paramètres de la directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les «Frais de déplacement du personnel engagé à honoraires». Les repas doivent toutefois avoir été pris à l'intérieur de la durée et du cadre de la délibération.

Ces frais (repas, séjour et déplacement) sont réclamés à l'aide du formulaire «Fiche de réclamation : honoraires, frais de séjour et de transport» du Conseil des arts et des lettres du Québec qui doit être complété par le membre du jury ou du comité consultatif. Accompagné des pièces justificatives nécessaires, il doit être approuvé par le directeur ou la directrice du programme concerné, ou la personne qu'il ou qu'elle désigne.

### **4.3 Modalités de paiement**

Le paiement des honoraires et autres frais est effectué par le Conseil, sur attestation par la personne responsable du programme et par le directeur ou la directrice des programmes ou la personne qu'il ou qu'elle désigne, dès que le mandat a été réalisé.

Si un membre du jury ou du comité consultatif ne peut compléter son mandat ou si le mandat est retiré ou différé, en tout ou en partie, par le Conseil, il est alors payé proportionnellement pour le temps travaillé et pour le nombre de dossiers traités.

## **ARTICLE 5 : RÔLE DU JURY ET DU COMITÉ CONSULTATIF**

### **5.1 Jury**

Le rôle d'un membre de jury est d'analyser et d'évaluer les demandes présentées par des individus dans le cadre d'un programme de bourses et d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. Il donne à titre indicatif le montant qui peut être octroyé. Il établit un ordre de classement des projets recommandés. Une fois l'enveloppe budgétaire épuisée, les candidats qui demeurent sur la liste des dossiers recommandés par le jury sont reconnus comme substitués.

## **5.2 Comité consultatif**

Le comité consultatif doit tenir compte des orientations du Conseil. Les demandes de subventions sont analysées par les chargés ou chargées de programme du Conseil en fonction des conditions d'admissibilité, des objectifs du programme et des critères d'évaluation décrits dans les brochures. Ces analyses sont ensuite soumises à un comité consultatif formé de pairs dont l'évaluation fait partie de la recommandation formulée par le secteur disciplinaire.

Au terme du processus d'étude, le comité consultatif peut également être invité à réfléchir sur l'orientation et le développement de la discipline.

## **5.3 Critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation utilisés par les jurys et les comités consultatifs sont ceux qui apparaissent aux politiques adoptées par le Conseil concernant les critères d'admissibilité à l'aide financière, les barèmes et les limites de cette aide et les modalités d'attribution pour chacun des programmes de subventions ou de bourses. Les demandes sont évaluées au mérite, sur la base des critères énoncés pour chacun des programmes.

En l'absence de consensus, les choix d'un jury et les recommandations d'un comité consultatif sont faits selon le principe de la majorité des voix des membres du jury ou du comité consultatif.

## **5.4 Décisions**

L'annonce des décisions est faite conformément à la politique du Conseil à cet effet.

## **ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur lors de son adoption et prend effet pour les évaluations des demandes d'aide de l'exercice 2003 –2004 .

## **ANNEXE 4**

### **Honoraires des membres de jury ou de comité consultatif**

Le décret 1225-95 fixe les honoraires des membres selon un tarif journalier

Honoraires par journée comptant sept heures de travail 200 \$	Honoraires par journée comptant moins de quatre heures de travail 100 \$	Honoraires par journée de lecture de dossiers (forfait) 100 \$
--	---	---

Le Conseil s'est toutefois doté d'une politique administrative interne balisant le temps de lecture en précisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée, compte tenu de la discipline, tout en respectant le tarif journalier mentionné précédemment.

## **ANNEXE 5**

### **Écoles de formation en art**

#### **École de musique du Collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière**

Madame Sophie De Courval, directrice générale

100, 4<sup>ième</sup> Avenue

La Pocatière (Québec) G0R 1Z0

#### **École de musique de Rivière-du-Loup**

Madame Élane Prévost, directrice générale

67, rue du Rocher, C.P. 1484

Rivière-du-Loup (Québec) G5R 4M1

#### **École de musique du Témiscouata**

Madame Chantal Pelletier, directrice générale

79, rue Commerciale

Cabano (Québec) G0L 1E0

#### **École de musique du Bas-Saint-Laurent**

Madame Hélène Gaudin, directrice générale

133, rue Léonard

Rimouski (Québec) G5L 2Y4

#### **École de musique de Matane**

Madame Aline Lavoie, directrice générale

384, rue du Rempart, C.P. 192

Matane (Québec) G4W 3N1

#### **Camp musical de Saint-Alexandre**

Monsieur Mathieu Rivest, directeur général

267, rang Saint-Gérard

Saint-Alexandre (Québec) G0L 2G0

#### **École de danse Quatre Temps**

Madame Annie Fraser, directrice générale

C.P. 541

Rimouski (Québec) G5L 7C7

#### **Camp littéraire Félix**

Madame Danyelle Morin, directrice générale

402, 7<sup>ième</sup> Avenue

La Pocatière (Québec) G0R 1Z0

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR  
LA RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION  
AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN  
2002-2005**

**ENTRE**

Pour et au nom du gouvernement du Québec:

- LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION ET MINISTRE DES RÉGIONS, M. Rémy Trudel;
- LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE, M<sup>me</sup> Linda Goupil;
- LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI, M<sup>me</sup> Agnès Maltais;
- LE MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET À L'EMPLOI, M. Sylvain Simard;
- LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DÉLÉGUÉ À LA RÉGION, M. Stéphane Bédard;

dûment autorisés par la loi consultative de leur ministère respectif et ci-après appelés, sauf lorsque le contexte le commande, le « Gouvernement ».

**ET**

Pour et au nom de la région:

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 2155, rue de la Peltre, Jonquière (Québec), G7X 7W8, représenté par le président, M. Réjean Bergeron, dûment autorisé par résolution

Ci-après désigné le CRCD

LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 930, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi (Québec), G7H 7K9, représentée par la présidente M<sup>me</sup> Lucille Gagnon et dûment autorisée par résolution

Ci-après désignée la RRSSS

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec), G7H 2B1, représentée par le recteur, M. Michel Belley, dûment autorisé par résolution

Ci-après désignée l'UQAC

LE CEGEP DE JONQUIÈRE, corporation légalement constituée, sise au 2505, rue St-Hubert, Jonquière (Québec) G7X 7W2, représenté par le président, M. Georges Bouchard, dûment autorisé par résolution

Ci-après désigné le Cégep de Jonquière

LE SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'ŒUVRE SAGUENAY, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 2655, boulevard du Royaume, bureau 600, Jonquière (Québec), G7S 4S9, représenté par le président, M. Gilles Morin, dûment autorisé par résolution

Ci-après désigné le SEMO-Saguenay

## PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la Politique de soutien au développement local et régional et, conséquemment, qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont les moyens privilégiés pour en assurer la concrétisation;

CONSIDÉRANT QUE les prémisses de cette politique sont:

- Le citoyen avant tout;
- La responsabilisation accrue des milieux locaux et régionaux dans une perspective d'association et de partenariat;
- La simplification et la rationalisation des structures et programmes existants;
- La primauté à l'organisme ou à l'institution les plus aptes à fournir un service public adéquat et au meilleur coût possible;
- Le maintien du rôle de régulation et d'équité de l'État et de son rôle stratégique;

CONSIDÉRANT QUE cette politique poursuit les objectifs suivants:

- Intégrer ou regrouper les services sur la base de grandes catégories de clientèles ou de grandes missions gouvernementales dans une perspective de simplification, d'efficacité et de rationalisation;
- Responsabiliser les instances locales et régionales dans la gestion de services en procédant par décentralisation, délégation ou par négociation de contrats de services;
- Associer les intervenants locaux et régionaux en assurant leur participation au processus décisionnel et à la mise en œuvre des objectifs, priorités et projets à réaliser;
- Assurer l'adaptation des politiques et programmes gouvernementaux aux réalités locales et régionales et, dans la mesure du possible, l'élimination du "mur à mur" dans l'organisation territoriale des services;
- Adopter les modes de gestion faisant appel à une plus grande responsabilisation des gestionnaires;

CONSIDÉRANT QUE cette politique vise à:

- Rapprocher l'action gouvernementale des citoyens et citoyennes;
- Assurer une plus grande responsabilisation des communautés locales et régionales;
- Accroître le partenariat État-régions pour assurer le développement global du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la *Politique de soutien au développement local et régional* vise une plus grande responsabilisation des milieux régionaux à l'égard de leur propre développement;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec reconnaît le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme interlocuteur en matière d'élaboration des stratégies de développement et en tant qu'aviseur dans la détermination des priorités ministérielles en région;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean a adopté, le 17 mai 2001, un Plan stratégique de développement pour la région pour les années 2001-2006;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont signé une Entente cadre de développement, permettant de traduire, sous forme d'engagement, leur contribution à la réalisation du plan stratégique régional;

CONSIDÉRANT QUE cette Entente cadre prévoit à l'Axe 1, A-1.6 « mettre en place des mesures visant l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes »;



CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean conviennent de la nécessité d'œuvrer, conjointement, à la diversification de la base économique régionale par la multiplication d'activités générant des retombées économiques directes ou indirectes, dans le but de développer l'économie et l'emploi;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a notamment pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la *Politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants*;

CONSIDÉRANT QUE la *Politique de régionalisation de l'immigration*, qui vise à favoriser l'établissement d'un plus grand nombre de personnes immigrantes en région, repose sur une approche fondée sur la recherche d'opportunités concrètes et le partenariat avec les régions, dans un souci d'établissement durable;

CONSIDÉRANT QUE la stratégie du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration repose sur l'intégration des nouveaux arrivants au milieu de vie francophone et aux institutions communes à l'ensemble des citoyens;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale vise à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés;

CONSIDÉRANT QUE le 4 mai 2000, le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean entérinait une demande du Comité de régionalisation de l'immigration du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour enclencher la négociation d'une entente spécifique en immigration dans la région;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration confirme, en date du 4 août 2000, qu'il était favorable à la négociation d'une Entente spécifique visant la régionalisation de l'immigration au Saguenay–Lac-Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QUE le projet de régionalisation de l'immigration du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'inscrit en adéquation avec les orientations définies par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration dont voici le rappel:

- 1- *Marquer la volonté du Québec de régionaliser l'immigration en misant sur la concertation entre le ministère et ses partenaires gouvernementaux en harmonie avec les orientations gouvernementales en matière de soutien au développement local et régional;*
- 2- *S'appuyer sur le dynamisme et la spécificité de chaque région afin de développer leur potentiel respectif à l'égard de la régionalisation de l'immigration;*
- 3- *Miser sur un partenariat, avec les forces vives de chacune des régions, afin de favoriser l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants tout en visant une répartition plus équilibrée de ces derniers sur le territoire du Québec;*
- 4- *Susciter l'engagement de tous les secteurs du ministère dans la réalisation de l'objectif de régionalisation de l'immigration;*
- 5- *Contribuer à la mise en place du système intégré d'information stratégique en participant au développement d'indicateurs de performance permettant de suivre le mouvement de l'immigration en région.*

EN CONSÉQUENCE le gouvernement du Québec, par le biais du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), du ministère de l'Éducation (MEQ), du ministère des Régions (MREG), du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), d'Emploi-Québec et la région par le biais du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean (CRCD), de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean (RRSSS), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), du Cégep de Jonquière et du Service externe de main-d'œuvre Saguenay (SEMO), conviennent de ce qui suit:

## 1. DÉFINITIONS

Dans l'Entente spécifique, les termes et acronymes utilisés font référence au sens ci-après défini:

**Gouvernement:**

Gouvernement du Québec

**Ministre:**

Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

**Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI):**

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) a été créé en vertu de la Loi constitutive du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Il a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants, de faciliter les relations entre les citoyens et l'État et de favoriser la pleine participation de tous les citoyens à la vie collective.

**Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale-Sécurité du revenu (MESS):**

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) a été créé par décret gouvernemental le 8 mars 2001 à même les composantes de l'ancien ministère de la Solidarité sociale créé le 15 décembre 1998 et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité lequel avait été mis en place en juin 1997. En matière de solidarité sociale, la mission vise à préserver et à développer la solidarité sociale, d'une part en attribuant une aide financière aux ménages dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins et d'autre part, en aidant les personnes à résoudre les problématiques sociales qui constituent un frein à leur insertion sociale et économique. Elle vise également à soutenir financièrement les organismes communautaires dans l'action qu'ils mènent auprès de la population québécoise.

**Emploi-Québec:**

Relevant de la ministre déléguée à l'Emploi, agence gouvernementale au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale créée en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150). Elle a pour mission de contribuer à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur ce marché, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés.

**Ministère de l'Éducation (MEQ):**

La Loi sur le ministère de l'Éducation confie au ministre de l'Éducation la responsabilité de promouvoir l'éducation, de contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la société québécoise et des personnes qui la composent, de favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture à toute personne qui en a la volonté et l'aptitude, de contribuer à l'harmonisation des orientations et des activités avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels.

**Ministère des Régions (MREG):**

Ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional, dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État.

**Délégué régional:**

Le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale.

**Conférence administrative régionale (CAR):**

Structure de concertation interministérielle instituée en vertu du décret 107-2002, du 9 février 2000, et ayant pour mission d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle; elle est présidée par le sous-ministre adjoint du ministère des Régions et constituée des ministères ou organismes dont les actions ont des incidences sur le développement de la région.

**Région:**

Région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean, territoire couvert par l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC) suivantes: MRC du Fjord-du-Saguenay, MRC de Lac-Saint-Jean-Est, MRC du Domaine-du-Roy, MRC de Maria-Chapdelaine et Ville de Saguenay.

**Régie régionale de la Santé et des  
Services sociaux du Saguenay-  
Lac-Saint-Jean (RSSS):**

Instituée en 1992, lors de l'avènement de la *Réforme de la santé et des services sociaux*, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean est le maître d'œuvre de l'organisation et du développement des services sociaux et de santé dans la région. À ce titre, elle est responsable de planifier, d'organiser, de mettre en œuvre et d'évaluer les programmes de santé et de services sociaux élaborés par le ministre, et de les adapter aux besoins de la population locale et aux réalités régionales. (Art. 340 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*).

**Conseil régional de concertation et  
de développement du  
Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD):**

Corporation reconnue par le gouvernement à titre de conseil régional de développement et comme interlocuteur privilégié du gouvernement en vertu du décret 1631-92, du 11 novembre 1992 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de fournir des avis au gouvernement et de stimuler le développement économique, social et culturel de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

**Service externe de main-d'œuvre du  
Saguenay (SEMO):**

Corporation à but non lucratif, ayant comme mission, entre autres, d'offrir aux personnes immigrantes du territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean des services adaptés et personnalisés de préparation, d'insertion, de maintien et de création d'emploi, ainsi que des services d'accueil et d'établissement.

**Université du Québec à Chicoutimi  
(UQAC):**

L'Université du Québec à Chicoutimi, constituée en vertu de la Loi sur l'Université du Québec, est responsable de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

**École de langue française et de  
culture québécoise de l'UQAC:**

L'École de langue française et de culture québécoise de l'UQAC a pour mission d'offrir des programmes de français pour non-francophones axés sur la communication orale et sur l'intégration des participants et participantes à la culture québécoise.

**Cégep de Jonquière:**

Collège d'enseignement général et professionnel institué par le décret 453-80 en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel. Au fil des ans, le Cégep de Jonquière s'est avéré un partenaire engagé dans le développement de la communauté régionale.

**Centre linguistique du Cégep de Jonquière:**

Le Centre linguistique du Cégep de Jonquière a pour mission d'offrir différents services linguistiques (enseignement, révision de textes, traduction, interprétation et évaluation des compétences linguistiques, formation des maîtres) autant à une clientèle nationale qu'internationale, avec l'aide de différents intervenants: formateurs professionnels, moniteurs, familles et gestionnaires.

**Régionalisation:**

Opération par laquelle le Gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

**Plan stratégique de développement:**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le CRCD et identifiant, à partir de bilans, d'analyses et perspectives sectorielles, les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq (5) ans.

**Entente cadre de développement:**

Outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et la région permettant de traduire, sous forme d'engagement mutuel, la contribution du gouvernement et du CRCD à la réalisation du Plan stratégique régional.

**Entente spécifique:**

Convention entre, d'une part, un CRCD et le cas échéant d'autres partenaires du milieu et, d'autre part, un ou des ministères ou organismes du Gouvernement visant la mise en œuvre de l'Entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional, ci-après appelée "Entente".

**Fonds de développement régional (FDR):**

Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional et dont l'administration est confiée au ministre.

## 2. OBJETS ET BUTS DE L'ENTENTE

### 2.1 Objet de l'entente:

- 2.1.1 Préciser les engagements des parties aux présentes relatifs à la planification et à la réalisation de projets ou d'activités ayant pour objet la régionalisation de l'immigration au Saguenay-Lac-Saint-Jean en mettant en place des mesures visant l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes.

### 2.2 Buts de l'entente:

- 2.2.1 Augmenter le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean de 100 personnes pour atteindre annuellement un objectif se situant entre 225 et 250 personnes immigrantes dont la majorité des clientèles visées proviendrait de la catégorie des indépendants;
- 2.2.2 Favoriser leur intégration culturelle, sociale, professionnelle et reconnaître leur apport économique et social au développement de la région pour une occupation dynamique du territoire;
- 2.2.3 Soutenir les partenaires locaux et régionaux dans leurs interventions favorisant la planification et la réalisation de projets ou d'activités liés à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes au Saguenay-Lac-Saint-Jean en fonction des objets et des buts de la présente Entente.

## 3. CADRE GÉNÉRAL

### 3.1 Stratégies d'intervention:

- 3.1.1 Assurer la concertation des intervenants afin d'arrimer les dynamismes régionaux à la réalité de l'immigration au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Mettre en place une Table régionale de concertation en immigration regroupant les différents partenaires du gouvernement et du milieu.

- 3.1.2 Positionner la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean en tant qu'acteur signifiant en regard de la volonté du MRCI de régionaliser l'immigration.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Sensibiliser les instances régionales et les membres de la société d'accueil à la contribution de l'immigration;
- ⇒ Promouvoir la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme destination d'accueil et d'établissement pour les personnes immigrantes.

- 3.1.3 Positionner l'immigration comme facteur de développement socio-économique et démographique.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Faire le lien entre la régionalisation de l'immigration et les besoins régionaux en matière de développement socio-économique (recherche, entrepreneuriat, main-d'œuvre spécialisée et autres).

3.1.4 Favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Maintenir, développer et adapter les services d'accueil et d'aide à l'établissement en fonction des besoins des différentes clientèles immigrantes;
- ⇒ Faciliter l'accès et l'intégration des jeunes et des adultes immigrants dans leur milieu de formation;
- ⇒ Sensibiliser les intervenants en santé et services sociaux et adapter les modes d'intervention aux différentes clientèles immigrantes;
- ⇒ Assurer la mise en valeur des compétences professionnelles et la reconnaissance des acquis des personnes immigrantes;
- ⇒ Faciliter l'intégration en emploi de la clientèle immigrante;
- ⇒ Consolider l'intégration socio-économique et culturelle des personnes immigrantes dans la région.

4. LA TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

4.1 Composition:

La Table sera composée des représentants(tes) des signataires de l'Entente.

4.2 La Table aura pour mandat de:

- Coordonner et superviser la mise en œuvre de l'Entente;
- Recevoir et adopter les plans d'action annuels;
- Recevoir et adopter le cadre d'évaluation des projets;
- Orienter, et affecter dans le cas du FDR, les montants nécessaires pour financer les actions dans le cadre de l'Entente;
- Élaborer les rapports annuels de l'Entente et les diffuser auprès de partenaires;
- Recommander aux partenaires, s'il y a lieu, les ajustements nécessaires au bon déroulement de l'Entente;
- Stimuler le développement et la mise en œuvre de projets variés et complémentaires destinés aux clientèles visées par l'Entente;
- Mobiliser le plus grand nombre d'intervenants et intervenantes autour des objectifs de l'Entente;
- Favoriser et de soutenir l'échange d'informations sur toutes les questions relatives à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes;
- Procéder à une évaluation annuelle des résultats de l'Entente et de recommander les suites à donner.

4.3 La Table pourra inviter toute autre personne utile à l'atteinte des objectifs et buts de l'Entente, dont les représentants(tes) des commissions scolaires concernées.

5. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

5.1 Les parties présentes à l'Entente s'engagent à:

- Dans les 60 jours après sa signature, à adopter un code d'éthique pour la poursuite des activités de la Table régionale de concertation en immigration;

- Participer aux travaux de la Table régionale de concertation en immigration du Saguenay–Lac-Saint-Jean;
- Favoriser la concertation entre les partenaires régionaux concernés par l'Entente.

5.2 Les engagements du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI):

Le MRCI s'engage à:

5.2.1 Effectuer les déboursés directement aux promoteurs de projets retenus par la Table régionale de concertation en immigration, à même le Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR), sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation annuelle, afin d'assurer les ressources nécessaires au financement d'activités ou de projets retenus conjointement et dont les résultats concrets visent à accroître le nombre de personnes immigrantes et leur impact sur la dynamique de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean ainsi que leur intégration sociale et économique selon le calendrier suivant:

- |                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| • Au cours de l'année 2002-2003: | 70 000 \$ |
| • Au cours de l'année 2003-2004: | 70 000 \$ |
| • Au cours de l'année 2004-2005: | 70 000 \$ |

Pour un total de: 210 000 \$

5.2.2 Informer régulièrement les membres de la Table régionale de concertation en immigration des projets liés au *programme de soutien à l'insertion en emploi* (PSIE) et au *programme d'accueil et d'établissement des immigrants* (PAEI);

5.2.3 Faire état de l'avancement de l'Entente auprès de la Conférence administrative régionale (CAR).

5.3 Les engagements du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale–Sécurité du revenu (MESS):

Le MESS s'engage à:

5.3.1 Favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre la Direction régionale et/ou un Centre local d'emploi (CLE) et des organismes régionaux, dans le cadre de l'Entente.

5.4 Les engagements d'Emploi-Québec:

Emploi-Québec s'engage à:

5.4.1 Favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes au Saguenay–Lac-Saint-Jean en finançant des services d'aide à l'emploi auprès d'un organisme spécialisé en la matière. Les services offerts porteront sur l'évaluation du profil d'employabilité, la préparation, l'intégration et le maintien en emploi de la clientèle immigrante;

5.4.2 Une première entente d'une valeur de 32 000 \$ et couvrant la période du 2 septembre 2002 au 30 juin 2003 permettra de desservir 45 personnes immigrantes. Par la suite, cette entente pourra être renouvelée annuellement sur la base des résultats obtenus et sous réserve des disponibilités budgétaires du Fonds de développement du marché du travail;



- 5.4.3 Informer régulièrement la Table régionale de concertation en immigration sur les conditions du marché du travail et sur les possibilités d'emploi.

5.5 Les engagements du ministère des Régions (MREG):

Le MREG s'engage à:

- 5.5.1 Réserver un montant de 210 000\$ pour trois ans, au Fonds de développement régional (FDR), activité "entente spécifique", pour la mise en œuvre du plan d'action annuel adopté par la Table régionale de concertation en immigration;
- 5.5.2 Verser à la Table régionale de concertation en immigration, pour la première année, sa contribution annuelle dans les soixante (60) jours suivant la signature des présentes. Pour les années subséquentes, le MREG s'engage à verser sa contribution annuelle dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une recommandation positive du CRCD sous réserve des disponibilités financières;
- 5.5.3 Favoriser la concertation entre les partenaires gouvernementaux régionaux concernés par l'Entente.

5.6 Les engagements du ministère de l'Éducation (MEQ):

Le MEQ s'engage à:

- 5.6.1 Financer, par son programme Accueil et soutien à l'apprentissage du français, la formation des élèves issus de l'immigration à l'éducation pré-scolaire, l'enseignement primaire et secondaire selon le nombre.

5.7 Les engagements du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD):

Le CRCD s'engage à:

- 5.7.1 Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR), activité "entente spécifique", un montant maximal de 210 000 \$ pour la durée de l'Entente et en recommander les versements à la suite d'une demande de la Table régionale de concertation en immigration du Saguenay-Lac-Saint-Jean;
- 5.7.2 Mettre en place la Table régionale de concertation en immigration du Saguenay-Lac-Saint-Jean regroupant les différents partenaires du gouvernement et du milieu et l'incorporer selon la 3<sup>ème</sup> partie de la Loi des compagnies (LRQ., chap. c-38).

5.8 Les engagements du Service externe de main-d'œuvre Saguenay (SEMO):

Le SEMO s'engage à:

- 5.8.1 Mettre à la disposition des intervenants régionaux et de la clientèle visée par l'entremise de services, son expertise et ses ressources humaines pour une valeur approximative de 15 000 \$ annuellement.

5.9 Les engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi (École de langue française et de culture québécoise de l'UQAC):

L'École de langue française et de culture québécoise de l'UQAC s'engage à:

- 5.9.1 Affecter et mettre à la disposition de la clientèle immigrante des ressources humaines et matérielles pouvant atteindre 50 000 \$ par année pour offrir une prestation de services visant l'établissement en région.

5.10 Les engagements du Cégep de Jonquière (Centre linguistique):

Le Centre linguistique du Cégep de Jonquière s'engage à:

- 5.10.1 Affecter et mettre à la disposition de la clientèle immigrante des ressources humaines et matérielles pour une somme totalisant 61 500 \$ par année.

5.11 Les engagements de la Régie régionale de la santé et des Services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean (RRSSS):

La RRSSS s'engage à:

- 5.11.1 Favoriser la réalisation d'entente de collaboration entre les services du MRCI et les services du réseau de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean et adapter ses interventions, lorsque requis, à la clientèle immigrante;

- 5.11.2 Informer et sensibiliser tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CH, CLSC, Centres Jeunesse, Centres de réadaptation, organismes communautaires) dans le but de favoriser et supporter l'intégration et l'établissement des personnes immigrantes.

6. TABLEAU D'ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	Total
MRCI	70,0	70,0	70,0	210,0
MESS-Emploi-Québec	22,4	9,6 *	À définir	32,0
MREG/CRCD	70,0	70,0	70,0	210,0
SEMO	15,0	15,0	15,0	45,0
UQAC	50,0	50,0	50,0	150,0
CÉGEP JONQUIÈRE	61,5	61,5	61,5	184,5
MEQ	**	**	**	
RRSSS	À définir			
MESS-Sécurité du revenu	À définir			
TOTAL:	288,9	276,6	266,5	831,5

\* La somme de 9 600 \$ constitue l'engagement d'Emploi-Québec jusqu'au 30 juin 2003. Par la suite, l'Entente pourrait se renouveler sur la base des résultats obtenus et sous réserve des disponibilités budgétaires du Fonds de développement du marché du travail.

\*\* Financement déterminé selon le nombre d'élèves concernés (2001-2002 : 136 298 \$)

7. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de ce protocole sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et plus particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

## 8. CESSION

- 8.1 Les droits et obligations, contenus aux présentes, ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des parties.

## 9. CLAUSES GÉNÉRALES

- 9.1 Les parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente Entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Chicoutimi;
- 9.2 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE MINISTÈRE DES RÉGIONS est le sous-ministre adjoint ou son représentant;
- 9.3 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN est le directeur général;
- 9.4 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, la représentante désignée par LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION est la sous-ministre adjointe à l'Intégration et à la Régionalisation;
- 9.5 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, les représentants désignés par LE MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (EMPLOI-QUÉBEC) sont les directeurs régionaux;
- 9.6 La présente entente n'exclut pas la possibilité de réaliser des projets spécifiques en matière d'attraction et d'établissement des personnes immigrantes en région.

## 10. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

### 10.1 Portée de l'Entente

- 10.1.1 Les parties conviennent que la présente Entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à la réalisation des objectifs de la présente Entente.

### 10.2 Évaluation de l'Entente

- 10.2.1 Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation annuelle jusqu'à son échéance par les représentants(tes) des signataires de l'Entente;
- 10.2.2 Les parties s'engagent à se doter d'un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus, par un rapport annuel, en fonction des objectifs de l'Entente;
- 10.2.3 Un rapport annuel des réalisations liées à l'Entente sera l'occasion de proposer entre signataires, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires pour s'assurer de l'atteinte des objectifs et tenir compte de l'évolution de la réalité régionale.

### 10.3 Modification de l'Entente

- 10.3.1 Les parties conviennent que cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et qu'elle sera, le cas échéant, harmonisée de façon à tenir compte de toutes nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales;

10.3.2 Pour toute modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. À cet effet, un projet de modification proposé par une des parties doit être soumis, par écrit, aux autres parties. Ces dernières disposent d'un délai de 60 jours pour transmettre leur réponse par écrit.

#### 10.4 Résiliation de l'Entente

Les parties se réservent le droit de résilier la présente Entente, en tout ou en partie, si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit et plus spécifiquement, l'un des signataires se donne le droit de retirer sa participation si l'évaluation des résultats à la fin de la première année de l'Entente est insatisfaisante.

#### 10.5 Durée de l'Entente

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et aura une durée de trois (3) ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005.

### 11. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS

11.1 Les parties reconnaissent l'importance de la visibilité de l'Entente et s'engagent à pouvoir annoncer conjointement, par le biais d'une cérémonie officielle ou autre, les faits saillants de l'Entente, soit entre autres :

- Les objectifs visés par l'Entente;
- Le nom des partenaires impliqués;
- Le montant des contributions;
- Le coût estimé de l'Entente et l'implication des partenaires.

11.2 Les parties s'engagent aussi à assurer la visibilité conjointe, tout au long de l'Entente, du CRCD du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du MREG, du MRCI, du MESS, du MEQ et de la RRSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean lors de toute activité de communication relative à l'Entente et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent, en soulignant leur contribution de l'une des façons suivantes :

- En mentionnant dans tous les outils de communication que l'ensemble des partenaires ont contribué financièrement à la réalisation de l'Entente;
- En présentant la signature institutionnelle et ce, en respectant leur programme d'identification visuelle de l'ensemble des partenaires sur les documents promotionnels;
- Ou de toute autre façon qui aura été approuvée par les parties.

#### 11.3 Communications entre les parties:

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

*Au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration:*  
Mme Nicole Vandal  
Directrice régionale p.i.  
Direction régionale de la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec  
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
930, chemin Ste-Foy, R.C.  
Québec (Québec)  
G1S 2L4

Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu):  
M. Denis Darveau  
Directeur régional  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Direction régionale-Sécurité du revenu  
210, rue des Oblats Ouest, 1<sup>er</sup> étage  
Chicoutimi (Québec)  
G7J 2B1

À la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean:  
M. Ghislain Girard  
Directeur de la coordination des services  
RRSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
930, Jacques-Cartier Est  
Chicoutimi (Québec)  
G7H 7K9

Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec):  
M. Yvon Fleury  
Directeur régional  
Direction régionale Emploi-Québec  
210, rue des Oblats Ouest,  
Chicoutimi (Québec)  
G7J 2B1

Au ministère de l'Éducation du Québec:  
Mme Marie-France Benes  
Directrice régionale par intérim au ministère de l'Éducation  
Édifce Marguerite-Belley  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Au ministère des Régions:  
M. Richard Bellemare  
Sous-ministre adjoint p.i.  
Ministère des Régions  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Au Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean:  
M. Denis Brassard  
Directeur général  
Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
2155, rue de la Peltrie, C.P. 903  
Jonquière (Québec) G7X 7W8

À l'Université du Québec à Chicoutimi:  
M. Pierre Lincourt  
Responsable administratif  
École de langue française et de culture québécoise  
555, boul. de l'Université  
Chicoutimi (Québec) G7H 2B1

Au Cégep de Jonquière:  
Madame Jo-Ann Prebinski  
Directrice du Centre linguistique  
Cégep de Jonquière  
2505, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Québec) G7X 7W2

Au Service externe de main-d'œuvre du Saguenay:  
Madame Francine Lemieux  
Directrice générale  
Service externe de main-d'œuvre du Saguenay  
2655, boul. du Royaume  
Jonquière (Québec)  
G7S 4S9

## 12. MODALITÉ DE SUIVI

La Table régionale de concertation en immigration assurera le suivi de l'Entente.

## 13. AVIS DE CONFORMITÉ

### 13.1 Ministère des Régions

Le ministre des Régions reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional.

### 13.2 Conseil régional de concertation et développement

Le président du CRCD du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît que cette Entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional 2001-2006 et dans l'Entente cadre du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

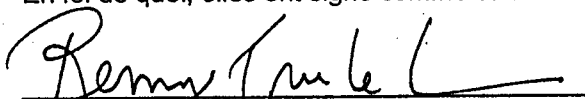
## 14. LES ANNEXES

Annexe 1:      Résolution du CRCD  
                 Résolution de la RRSSS  
                 Résolution de l'UQAC  
                 Résolution du Cégep de Jonquière  
                 Résolution du SEMO Saguenay

## 15. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.

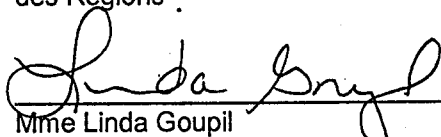
En foi de quoi, elles ont signé comme suit:



M. Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et  
aux Affaires autochtones, ministre des Relations  
avec les citoyens et de l'Immigration et ministre  
des Régions

03-03-31

Date



Mme Linda Goupil  
Ministre d'État à la Solidarité sociale,  
à la Famille et l'Enfance

03-03-31

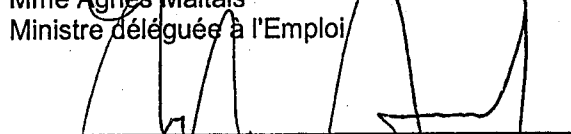
Date



Mme Agnès Maltais  
Ministre déléguée à l'Emploi

03-03-31

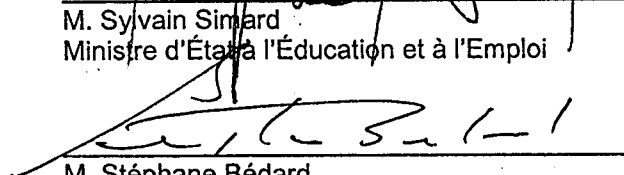
Date



M. Sylvain Simard  
Ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi

03-03-31

Date



M. Stéphane Bédard  
Secrétaire d'État au renouvellement de la  
Fonction publique et délégué à la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean

03-03-31

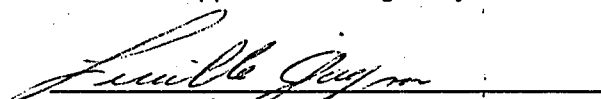
Date



M. Réjean Bergeron  
Président du Conseil régional de concertation  
et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean

03-03-31

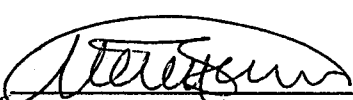
Date



Mme Lucille Gagnon  
Présidente de la Régie régionale de la santé  
et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean

01/04/03

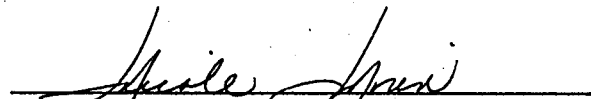
Date



M. Michel Belley  
Recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi

03/04/03

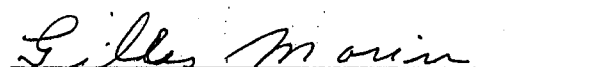
Date



M. George Bouchard  
Président du Cégep de Jonquière

07/04/03

Date



M. Gilles Morin  
Président du Service externe de main-d'œuvre  
du Saguenay

03/04/03

Date





**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR  
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE  
AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN  
2002-2005**

**ENTRE**

Pour et au nom du gouvernement du Québec:

- LA MINISTRE D'ÉTAT AUX RELATIONS INTERNATIONALES, MINISTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES, MINISTRE RESPONSABLE DE LA FRANCOPHONIE et MINISTRE RESPONSABLE DE L'OBSERVATOIRE DE LA MONDIALISATION, Madame Louise Beaudoin,
- LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES et MINISTRE DES RÉGIONS, Monsieur Rémy Trudel,
- LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE et DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, Monsieur Stéphane Bédard,

ci-après appelés, sauf lorsque le contexte le commande, le «Gouvernement».

**ET**

Pour et au nom de la région:

- LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 2155, rue de la Peltre, Jonquière (Québec), G7X 7W8, représentée par le président, Monsieur Réjean Bergeron, dûment autorisé par résolution,

ci-après appelé «LE CRCD».

- LE CENTRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 425 rue Sacré-Cœur Ouest, Alma (Québec) C.P.278, G8B 5V8, représentée par la présidente, Madame Danielle Bergeron, dûment autorisée par résolution,

ci-après appelé «LE CSI».

**ET**

À titre d'intervenante :

- L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, personne morale légalement constituée ayant son siège au 180, rue Ste-Catherine Est, Bureau 540, Montréal (Québec), H2X 1K9, représentée par son président, Monsieur Gervais l'Heureux, dûment autorisé par résolution,

ci-après appelée «l'AQOCI».

ci-après désigné les « parties ».

## PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la Politique de soutien au développement local et régional et, conséquemment, qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont les moyens privilégiés pour en assurer la concrétisation ;

CONSIDÉRANT QUE les prémisses de cette politique sont :

- Le citoyen avant tout ;
- La responsabilisation accrue des milieux locaux et régionaux dans une perspective d'association et de partenariat ;
- La simplification et la rationalisation des structures et programmes existants ;
- La primauté à l'organisme ou à l'institution les plus aptes à fournir un service public adéquat et au meilleur coût possible ;
- Le maintien du rôle de régulation et d'équité de l'État et de son rôle stratégique.

CONSIDÉRANT QUE cette politique poursuit les objectifs suivants:

- Intégrer ou regrouper les services sur la base de grandes catégories de clientèles ou de grandes missions gouvernementales dans une perspective de simplification, d'efficacité et de rationalisation ;
- Responsabiliser les instances locales et régionales dans la gestion de services en procédant par décentralisation, délégation ou par négociation de contrats de services ;
- Associer les intervenants locaux et régionaux en assurant leur participation au processus décisionnel et à la mise en œuvre des objectifs, priorités et projets à réaliser ;
- Assurer l'adaptation des politiques et programmes gouvernementaux aux réalités locales et régionales et, dans la mesure du possible, l'élimination du "mur à mur" dans l'organisation territoriale des services ;
- Adopter les modes de gestion faisant appel à une plus grande responsabilisation des gestionnaires.

CONSIDÉRANT QUE cette politique vise à :

- Rapprocher l'action gouvernementale des citoyens et citoyennes ;
- Assurer une plus grande responsabilisation des communautés locales et régionales ;
- Accroître le partenariat État-régions pour assurer le développement global du Québec.

CONSIDÉRANT QUE la *Politique de soutien au développement local et régional* vise une plus grande responsabilisation des milieux régionaux à l'égard de leur propre développement ;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec reconnaît le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme interlocuteur en matière d'élaboration des stratégies de développement et en tant qu'aviseur dans la détermination des priorités ministérielles en région ;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean conviennent de la nécessité d'œuvrer, conjointement, à la diversification de la base économique régionale par la multiplication d'activités générant des retombées économiques directes ou indirectes, dans le but de développer l'économie et l'emploi ;

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec et le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont signé une Entente cadre de développement permettant de traduire, sous forme d'engagement, leur contribution à la réalisation du plan stratégique régional ;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que, sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il a signé une Entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région, le 18 janvier 2002, et que le projet du promoteur correspond, entre autres, aux priorités de développement suivantes :

- Atteindre un bilan migratoire positif des jeunes par le recours à des mesures d'ordre social, économique et culturel ;
- Favoriser l'implication et la participation sociale des jeunes dans le développement local et régional ;
- Assurer un meilleur accès à l'éducation et à la formation, encourager la scolarisation et la persévérance scolaire ;
- Favoriser le développement d'un programme d'apprentissage d'une deuxième et troisième langue dans l'ensemble du réseau de l'éducation ;
- Mettre à profit et supporter les groupes communautaires en éducation populaire de même que le bénévolat avec le soutien des entreprises ;
- Assurer les ressources requises et permanentes aux groupes communautaires et bénévoles ;
- Reconnaître et utiliser l'expertise des groupes communautaires en formation et en analyse des enjeux sociaux de même que dans l'élaboration des solutions et la mobilisation populaire.

**CONSIDÉRANT QUE** l'un des enjeux majeurs identifiés dans le Plan stratégique régional et l'Entente cadre 2001-2006 vise à positionner la région dans les grands courants économiques, communicationnels, sociaux, culturels et environnementaux mondiaux ;

**CONSIDÉRANT QUE** le contexte mondial actuel interpelle chaque individu à devenir des citoyens responsables, conscients, actifs, informés, en vue d'une participation à l'édification d'un monde plus juste ;

**CONSIDÉRANT QUE**, le 13 décembre 2001, le CRCD du Saguenay-Lac-Saint-Jean entérine une demande du Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour enclencher la négociation d'une entente spécifique en vue de renforcer les actions de solidarité internationale initiées en région ;

**CONSIDÉRANT QUE** le ministère des Relations internationales (MRI) confirme, en date du 23 septembre 2002, qu'il est favorable à la négociation d'une entente spécifique visant le renforcement des actions de solidarité internationale initiées dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;

**CONSIDÉRANT QUE** l'AQOCI, gestionnaire pour le MRI du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale et des Journées québécoises de la solidarité internationale, accepte que les montants versés au CSI d'Alma dans ce cadre soient comptabilisés pour les fins de la présente entente ;

**CONSIDÉRANT QUE** le plan d'action soumis par le CSI, dans le cadre de la présente entente, s'inscrit en adéquation avec la mission et les orientations du ministère des Relations internationales, notamment en ce qui a trait à :

- La promotion des intérêts du Québec sur la scène internationale ;
- L'appui aux pays en développement dans la formation de leurs ressources humaines ;
- Le soutien aux actions de solidarité internationale des ONG québécoises ;
- La sensibilisation de la jeunesse québécoise au développement international ;
- La promotion des programmes voués à l'ouverture sur le monde à l'intention des jeunes Québécois et Québécoises ;
- La sensibilisation de l'opinion publique québécoise aux fondements et aux défis de l'action internationale du Québec ;
- L'accès du citoyen québécois aux renseignements sur les activités du Ministère, ses programmes et, plus généralement, sa compréhension de la politique internationale du Québec.

**EN CONSÉQUENCE**, le gouvernement du Québec, par le biais du ministère des Relations internationales (MRI) et du ministère des Régions (MREG), et la région, par le biais du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD), et du Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CSI), et, enfin l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) conviennent de ce qui suit:

## 1. DÉFINITIONS

Dans l'Entente spécifique, les termes et acronymes utilisés font référence au sens ci-après défini:

Gouvernement: Gouvernement du Québec ;

Ministre: La ministre des Relations internationales ;

Ministère des Relations internationales (MRI) :  
Il a pour mission de promouvoir et de défendre les intérêts du Québec sur la scène internationale ;

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) :

Organisme à but non lucratif, fondé en 1976, dont la mission est de soutenir le travail de ses membres afin de permettre leur développement en s'inspirant des principes de solidarité et de coopération internationale ;

Centre de solidarité internationale :  
Organisme à but non lucratif, dûment constitué depuis 1980 selon la *Loi sur les compagnies*, 3<sup>e</sup> partie. Il a pour mission de travailler, dans une perspective d'un développement durable, en vue d'un monde juste et équitable, à mettre en œuvre des actions de solidarité internationale avec la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ses programmes de coopération permettent à des communautés de pays du Sud d'acquérir les moyens techniques, matériels et humains pour prendre en charge leur propre développement. Le CSI réalise un travail d'ouverture sur le monde, notamment auprès des jeunes. Le CSI réalise sa mission à travers quatre volets d'intervention, soit les activités d'éducation et de conscientisation, les stages de coopération, les projets de développement outre-mer et les activités de collecte de fonds ;

**Ministère des Régions (MREG):**

Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional, dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

**Délégué régional:**

Le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale ;

**Conférence administrative régionale (CAR):**

Structure de concertation interministérielle instituée en vertu du décret 107-2002, du 9 février 2000, et ayant pour mission d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle ; elle est présidée par le sous-ministre adjoint du ministère des Régions et constituée des ministères ou organismes dont les actions ont des incidences sur le développement de la région ;

**Région :**

Région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean, territoire couvert par l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC) et ville suivantes: MRC du Fjord-du-Saguenay, Ville Saguenay, MRC de Lac-Saint-Jean-Est, MRC du Domaine-du-Roy et MRC de Maria-Chapdelaine ;

**Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD) :**

Corporation reconnue par le gouvernement à titre de conseil régional de développement et comme interlocuteur privilégié du gouvernement en vertu du décret 1631-92, du 11 novembre 1992 et de l'article 18 de la *Loi sur le ministère des Régions*. Il a pour mission de fournir des avis au gouvernement et de stimuler le développement économique, social et culturel de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;

**Régionalisation :**

Opération par laquelle le Gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État ;

**Plan stratégique de développement :**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le CRCD et identifiant, à partir de bilans, d'analyses et perspectives sectorielles, les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq (5) ans ;

Entente cadre de développement :	Outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et la région permettant de traduire, sous forme d'engagement mutuel, la contribution du gouvernement et du CRCD à la réalisation du Plan stratégique régional ;
Entente spécifique de régionalisation:	Convention entre, d'une part, un CRCD et, le cas échéant, d'autres partenaires du milieu et, d'autre part, un ou des ministères ou organismes du Gouvernement visant la mise en œuvre de l'Entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional, ci-après appelée "Entente" ;
Fonds de développement régional (FDR):	Fonds institué par l'article 24 de la <i>Loi sur le ministère des Régions</i> et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional et dont l'administration est confiée au ministre ;

## 2.1 Objet de l'entente:

- 2.1.1 Dans la perspective d'une plus grande autonomie financière, associer les parties aux présentes en vue de consolider et développer le CSI, lui permettant ainsi de planifier et réaliser, avec la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean, des projets et activités visant l'ouverture sur le monde et débouchant sur des gestes concrets de solidarité internationale.

## 2.2 Buts de l'entente:

- 2.2.1 accroître les revenus d'autofinancement du CSI ;
- 2.2.2 conscientiser la population régionale à l'importance de soutenir l'organisme régional voué à la promotion d'un développement international solidaire ;
- 2.2.3 responsabiliser les citoyens et citoyennes du Saguenay-Lac-Saint-Jean afin qu'ils participent aux activités visant la consolidation et le développement du CSI ;
- 2.2.4 susciter l'intérêt des jeunes envers la solidarité internationale ;
- 2.2.5 étendre le rayonnement du CSI à l'ensemble de la région.

## 2.3 Résultats attendus :

### Capacités d'autofinancement

- 2.3.1 le CSI compte sur une ressource permanente pour coordonner ses activités d'autofinancement ;
- 2.3.2 de nouvelles ententes partenariales sont conclues avec des instances gouvernementales et des ONG de coopération internationale ;
- 2.3.3 les outils pour promouvoir les dons planifiés sont élaborés et diffusés auprès des membres et sympathisants du CSI ;
- 2.3.4 le CSI compte sur un réseau régional de 1 000 donateurs ;
- 2.3.5 deux projets de développement outre-mer du CSI sont en partie financés par des partenaires régionaux.

### Conscientisation de la population régionale

- 2.3.6 la campagne de promotion positionne le CSI comme étant l'organisme en région à soutenir en vue de participer concrètement et efficacement au développement de communautés du Tiers-Monde ;
- 2.3.7 les résultats des campagnes actuelles de financement du CSI augmentent (*Tour du lac Saint-Jean à vélo pour le Burkina Faso*, et campagne annuelle *Boire à la source de notre solidarité*) ;
- 2.3.8 le CSI accroît son niveau de notoriété et de crédibilité à l'échelle régionale et nationale ;
- 2.3.9 deux groupes d'adultes de la région, qui réalisent une mission dans l'un ou l'autre pays où le CSI intervient, deviennent des ambassadeurs du CSI et de la solidarité internationale ;
- 2.3.10 le travail des instances et des ONG de coopération internationale québécoises de même que les services qu'elles offrent sont mieux connus de la population régionale.

### Responsabilisation et participation du public

- 2.3.11 la participation aux activités du CSI s'accroît ainsi que le nombre de ses membres ;
- 2.3.12 la demande pour les produits issus du commerce équitable augmente ;
- 2.3.13 les ententes avec les distributeurs de produits issus du commerce équitable sont multipliées.

### Rayonnement à l'échelle régionale

- 2.3.14 la consolidation de ses effectifs permet au CSI de disposer des ressources humaines et matérielles pour réaliser sa mission et ce, à travers l'ensemble du territoire régional ;
- 2.3.15 le CSI est plus en mesure de jouer son rôle d'organisme de référence dans le domaine de la coopération internationale pour la population régionale.

### Soutien et mobilisation des jeunes

- 2.3.16 le nombre d'activités de sensibilisation du public à la solidarité internationale organisées par le CSI augmente, particulièrement celles destinées au public "jeunes" ;
- 2.3.17 le nombre de jeunes de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui participent à un stage outre-mer augmente ;
- 2.3.18 dans le cadre de la réalisation d'un événement spécial, le volet international des programmes jeunesse du gouvernement du Québec est mieux connu de la part des intervenants qui oeuvrent auprès des jeunes en Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec et Saguenay-Lac-Saint-Jean.

## 3. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES

### 3.1 Les engagements du MRI

- 3.1.1 soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 3.1.2 soutenir financièrement le CSI en investissant, pendant les trois années de la durée de l'entente, un montant maximum de 300 000 \$, selon les modalités définies à l'article 4. La ventilation de cette subvention serait:

39 755 \$	Programme triennal d'appui à la mission d'éducation des OCI (PAME-OCI et transfert de la subvention du PSÉPA du MÉQ) couvrant les années 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005 ;
9 500 \$	Programme de sensibilisation du public aux enjeux du développement et à la solidarité internationale – Volet Journées québécoises de la solidarité internationale (2002-2003), géré par l'AQOCI ;
9 100 \$	Programme de sensibilisation du public aux enjeux du développement et à la solidarité internationale – Volet Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (2002-2003), géré par l'AQOCI ;
20 000 \$	Programme Québec sans frontières : stagiaires OCI (2002-2003) ;
12 000 \$	Programme Québec sans frontières : financement des activités de sensibilisation au retour des stagiaires (année 2002-2003) ;

Hormis le financement accordé dans le cadre du programme d'appui à la mission d'éducation des OCI (triennal) et des Journées québécoises de la solidarité internationale (récurrent), les subventions couvrant les deux (2) années subséquentes de l'entente triennale (2003-2004) et 2004-2005) seront versées en fonction des projets de l'organisme retenu aux programmes Québec sans frontière et Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale.

- 3.1.3 à verser au CSI une somme de 15 000 \$, provenant de la Direction des affaires de la capitale nationale et des régions, destinée à l'organisation d'un événement de promotion des programmes jeunesse du gouvernement du Québec pour l'année 2003-2004 tel qu'indiqué à l'Annexe IV (Contrat spécifique) ;
- 3.1.4 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant.

### **3.2 Les engagements de l'AQOCI**

- 3.2.1 à accepter que les argents éventuellement versés au CSI, dans le cadre des programmes qu'elle gère à partir de subventions accordées par le MRI, soient comptabilisés à la présente entente.

### **3.3 Les engagements du ministère des Régions (MREG)**

- 3.3.1 à soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 3.3.2 à coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs et buts de la présente Entente lorsque requis ;
- 3.3.3 à réserver un montant maximal de 236 106 \$ au Fonds de développement régional " activité ententes spécifiques " aux fins de la présente Entente et à la verser selon les modalités définies à l'article 4 ;
- 3.3.4 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant.



### **3.4 Les engagements du CRCD**

- 3.4.1 à soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 3.4.2 à affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional " activité ententes spécifiques ", un montant maximal de 236 106 \$ pour la durée de l'Entente ;
- 3.4.3 à présider le comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

### **3.5 Les engagements du CSI**

- 3.5.1 à réaliser les activités prévues aux présentes, en conformité avec les objets et buts de l'Entente ;
- 3.5.2 à déposer, dans les 90 jours suivant la signature de l'Entente, un plan d'action annuel précisant les résultats attendus au cours de cette période ;
- 3.5.3 à déposer annuellement un rapport d'activités au comité de suivi et d'évaluation ;
- 3.5.4 à utiliser les subventions dédiées dans la présente aux seules fins de l'atteinte des objets et buts de l'Entente ;
- 3.5.5 à tenir une comptabilité distincte et à déposer son rapport annuel vérifié au comité de suivi et d'évaluation ;
- 3.5.6 à souscrire seul, ou avec des partenaires, 300 000 \$ en argent, biens et services pour la durée de l'Entente ;
- 3.5.7 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant deux (2) représentants ;
- 3.5.8 à soutenir professionnellement les activités du comité de suivi et d'évaluation et à en assumer les aspects logistiques (secrétariat et autres).

## **4. MODALITÉS DE VERSEMENT**

- 4.1 Pour la première année de l'Entente, les différents ministères s'engagent à verser au CSI la totalité de leur contribution annuelle dans les 60 jours de la signature des présentes ;
- 4.2 Les signataires conviennent que, dans le cadre d'activités en lien avec l'objet, les buts et les objectifs de l'Entente, le CSI pourra présenter au comité de suivi et d'évaluation pour approbation, un relevé de dépenses antérieures à la date de signature, appuyé par des pièces justificatives et ce, rétroactivement au 1<sup>er</sup> septembre 2002 ;
- 4.3 Pour les années subséquentes, les ministères s'engagent à verser leur contribution dans les 60 jours suivant la réception d'une recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation.

#### 4.4 Tableau des participations financières au développement du CSI

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	TOTAL
MRI (PAME – OCI MEQ)	39 755 \$	39 754 \$	39 754 \$	119 263 \$
AQOCI* (sensibilisation public)	9 500 \$	9 500 \$	9 500 \$	28 500 \$
AQOCI* (JQSI)	9 100 \$	9 100 \$	9 100 \$	27 300 \$
OCI* (stagiaires)	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
Programme retour stages*	12 000 \$	12 000 \$	12 000 \$	36 000 \$
Journées sensibilisation programmes jeunesse (MRI)	10 000 \$	5 000 \$	0 \$	15 000 \$
Partenaires :	0 \$	15 000 \$	0 \$	15 000 \$
CSI **	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
MREG-CRCD	78 702 \$	78 702 \$	78 702 \$	236 106 \$
<b>TOTAL</b>	<b>279 057 \$</b>	<b>289 056 \$</b>	<b>269 056 \$</b>	<b>837 169 \$</b>

\* Les montants précisés sont valables pour l'année 2002-2003; au cours des années subséquentes, les montants pourront être revus à la hausse ou à la baisse selon les fonds disponibles.

\*\* Contribution du CSI en argent, biens et services.

#### 5. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE

- 5.1 Pour les fins de coordination, de suivi et d'évaluation de l'Entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par le CRCD ;
- 5.2 Ce comité sera formé d'un représentant du MRI, d'un représentant du MREG, d'un représentant du CRCD et de deux représentants du CSI. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote ;
- 5.3 Entre autres, le comité devra adopter, dans les 90 jours suivant la signature de l'Entente, les règles de fonctionnement dudit comité et un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus, entre autres, en fonction de l'objet, des buts, des objectifs et des résultats escomptés visés à l'Entente ;

- 5.4 Le comité aura à accepter annuellement le bilan des résultats obtenus et les états financiers et à recommander le versement des contributions selon l'article 4. Le comité pourra autoriser des ajustements aux prévisions budgétaires reproduites au tableau 4.4.

## **6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **6.1 Durée**

L'entente prend effet à la date de signature par les parties. Elle aura une durée de trois ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005.

Toutefois, elle restera en vigueur jusqu'à la date où les obligations respectives des parties seront complétées et elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'Entente, les parties conviendront des suites à donner à la présente.

### **6.2 Harmonisation et modifications**

Cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourrait décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'Entente.

Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

### **6.3 Ouverture à d'autres partenaires**

La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des parties.

## **7. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

**Le CSI s'engage à :**

- 7.1 tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu'il effectue. À cet égard, il conserve les pièces justificatives relatives à ses opérations pendant une période de 7 années ;
- 7.2 fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les MINISTRES jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente Entente ;
- 7.3 reconnaître que les transactions financières découlant de l'exécution de cette Entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui a tous les pouvoirs prévus par la *Loi sur les commissions d'enquête* (L.R.Q., c. C-37) et, plus particulièrement, le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les documents et registres qu'il juge utiles à cette vérification ;
- 7.4 permettre, pendant la période d'application de la présente Entente, à tout représentant autorisé des ministres signataires, l'accès à ses locaux, ses livres et documents et accepter, en tout temps, de divulguer à ce représentant tout renseignement permettant de déterminer si les conditions et modalités de la présente entente sont respectées ;
- 7.5 ne pas céder, en tout ou en partie, vendre ou transporter les droits que lui confère la présente Entente sans avoir obtenu, au préalable, le consentement écrit des parties, toute cession faite sans ce consentement étant jugée nulle et sans effet.

## **8. CAS DE DÉFAUTS**

**8.1 Les circonstances suivantes constituent des cas de défauts à la présente Entente :**

- a) le CSI ne remplit pas l'une des obligations à laquelle il est tenu ou ne respecte pas l'une des conditions auxquelles il est assujéti en vertu de la présente Entente ;
- b) le CSI fait une déclaration ou fournit des renseignements faux ou inexacts ;
- c) le CSI met fin à ses activités ;
- d) le CSI fait faillite ou devient insolvable, est mis sous séquestre ou se prévaut d'une loi concernant les faillites ou l'insolvabilité ;
- e) ordre est donné ou décision est rendue de mettre en liquidation le CSI ou celui-ci est effectivement dissous.

**8.2 S'il y a lieu :**

- a) au sens des paragraphes a) ou b) de l'article 8.1 et que la situation n'a pas été corrigée dans le délai que pourrait fixer un ou des ministres parties à l'Entente dans un avis de défaut envoyé au CSI, ou si aucun plan n'a été dressé pendant ce délai pour corriger la situation à la satisfaction du ou des ministres ou ;
- b) au sens des paragraphes c), d) ou e) de l'article 8.1 ;  
un ministre peut exercer l'un ou l'autre des recours suivants, qui s'ajoutent à tout recours autrement disponible :
  - i) annuler toute obligation d'un ministre de verser ou de continuer à verser sa contribution et, entre autres, toute obligation de verser un montant quelconque dû avant la date de ladite annulation ;
  - ii) obliger le CSI à rembourser toute partie de la contribution dont il n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de réception de l'avis de remboursement.

- 8.3 Si un ministre donne au CSI un avis de défaut conformément au paragraphe a) de l'article 8.2, il n'est pas tenu de verser d'autre contribution en vertu de la présente entente avant la fin de la période accordée au CSI pour prendre des mesures de correction appropriées.

## 9. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

### ***Au ministère des Régions***

M. Richard Bellemare  
Sous-ministre adjoint par intérim  
Ministère des Régions  
3950, boul. Harvey  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

### ***Au ministère des Relations internationales***

M<sup>me</sup> Marjolaine Ricard  
Édifica Hector-Fabre  
525 boulevard René-Lévesque Est  
Québec (Québec)  
G1R 5R9

### ***Au Conseil régional de concertation et de développement***

M. Denis Brassard  
Directeur général  
CRCD 02  
2155 de la Peltrie, C.P. 903  
Jonquière, Québec  
G7X 7W8

### ***Au Centre de solidarité Internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean***

M<sup>me</sup> Martine Bourgeois  
Directrice générale  
CSI SLSJ  
425 rue Sacré-Cœur Ouest, C.P. 278  
Alma, Québec  
G8B 5V8

### ***À l'Association québécoise des organismes de coopération internationale***

M<sup>me</sup> Francine Néméh  
Directrice générale  
AQOCI  
180, rue Sainte-Catherine Est  
Montréal (Québec)  
H2X 1K9

## 10. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS

Les parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communication au regard de la conclusion de cette Entente.

Spécifiquement, le CSI et le CRCD s'engagent à :

- 10.1 offrir une tribune aux ministres signataires de l'Entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention ;
- 10.2 inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements ;

- 10.3 indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères ;
- 10.4 faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communication où l'on fera mention de la contribution des ministères ;
- 10.5 faire refléter de façon équitable la contribution des parties dans tout matériel d'information publique produit dans le cadre de l'entente .

## **11. DISPOSITIONS FINALES**

- 11.1 Les dispositions du préambule font partie intégrante de la présente comme ci au long récitées ;
- 11.2 Tous les titres et autres divisions insérés à la présente ne l'ont été que pour en faciliter la lecture et, en aucun cas, ils ne pourront être utilisés pour l'interpréter ni pour la contredire de quelque façon que ce soit, ni pour en étendre ou en restreindre la portée. Selon que le contexte l'exige, le singulier comprend le pluriel, le masculin comprend le féminin et inversement ;
- 11.3 La présente constitue l'entente intégrale intervenue entre les parties et celles-ci ne sont liées par aucune représentation, promesse, garantie, entente ou engagement antérieur à la date de signature de la présente concernant l'objet de la présente, sauf ceux qui y sont ici stipulés ;
- 11.4 Les parties à la présente déclarent qu'aucune de ses dispositions ne peut être interprétée comme établissant une entreprise, une co-entreprise ou une relation de mandataire entre elles. Rien dans la présente entente n'est réputé autoriser le CSI à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte d'un ministre ;
- 11.5 Les parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Québec. Tout litige survenant en rapport avec la présente entente sera de la compétence de la Cour supérieure du district de Québec ou de tout autre tribunal compétent ;
- 11.6 Toute décision d'un tribunal ou d'un arbitre à l'effet que l'une des dispositions de la présente est nulle et non exécutoire n'affectera aucunement la validité ou la force exécutoire des autres dispositions de la présente ;
- 11.7 Si une partie fait défaut de se prévaloir de l'un des droits que lui confère la présente entente, ceci ne constitue pas une renonciation, ni une modification des droits dont elle dispose en vertu de la présente ; chaque partie pourra ainsi dans les délais prescrits par la loi, intenter des procédures judiciaires afin de se prévaloir des droits que lui octroie la présente et tout défaut antérieur de s'en prévaloir ou retard à ce faire ne constitue pas un moyen de défense qui lui est opposable ;
- 11.8 Sauf cas de faute lourde ou de faute intentionnelle de la part d'un ministre, ceux-ci déclinent toute responsabilité pouvant résulter des dommages matériels subis par le promoteur, ses représentants, préposés ou toute autre personne dans le cours de l'exécution de la présente ;
- 11.9 La présente, son application et son interprétation sont régies par les lois du Québec et par les lois du Canada applicables au Québec ;
- 11.10 Les parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente Entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Chicoutimi.

## **12. REPRÉSENTANTS DES PARTIES**

- 12.1 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE MINISTÈRE DES RÉGIONS est le sous-ministre adjoint ;
- 12.2 Pour fins d'application et d'exécution de la présente Entente, le représentant désigné par LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN est le directeur général ;

- ### 13. AVIS DE CONFORMITÉ

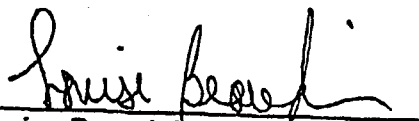
- ## 14. CLAUSE FINALE

## 15. LES ANNEXES

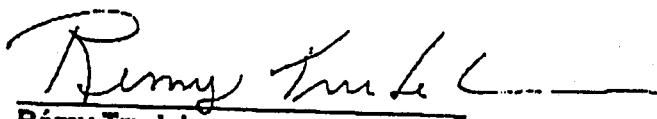
**Contrat pour l'organisation de Journées de sensibilisation au volet international des programmes jeunesse du gouvernement du Québec.**

16. SIGNATURES

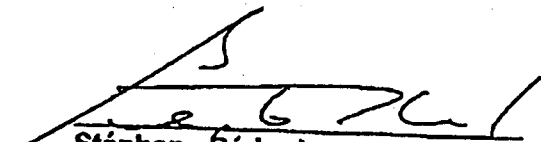
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Alma....., ce 4 mars... 2003.



**Louise Beaudoin**  
Ministre d'État aux relations internationales  
Ministre des Relations internationales  
Ministre responsable de la Francophonie  
Ministre responsable de l'Observatoire de la mondialisation



**Rémy Trudel**  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones,  
Ministre des Régions



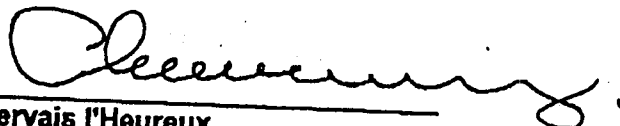
**Stéphane Bédard**  
Secrétaire d'État au Renouvellement de la Fonction publique,  
Délégué régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean



**Réjean Bergeron**  
Président  
Conseil régional de concertation et de développement  
Saguenay-Lac-Saint-Jean



**Danielle Bergeron**  
Présidente  
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean



**Gervais l'Heureux**  
Président  
Association québécoise des organismes de coopération internationale



**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION  
VISANT À CRÉER UN CENTRE D'EXPERTISE  
EN AFFAIRES ÉLECTRONIQUES  
DANS LE BUT D'ACCOMPAGNER LES PME  
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN,  
FOURNISSEUSES DE BIENS ET SERVICES DANS LE SECTEUR  
DE L'ALUMINIUM**

**ENTRE**

Madame LUCIE PAPINEAU, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce,

Monsieur RÉMY TRUDEL, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Régions,

Madame AGNÈS MALTAIS, ministre déléguée à l'Emploi,

Monsieur STÉPHANE BÉDARD, secrétaire d'État au Renouvellement de la Fonction publique et délégué régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean,

Dûment autorisés par la Loi constitutive de leur ministère respectif et ci-après désignés, sauf lorsque le contexte le commande, le « gouvernement ».

**ET**

Pour et au nom de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean :

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**, corporation légalement constituée sise au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec) G7X 7W8, représentée par le président, monsieur Réjean Bergeron, dûment autorisé par résolution.

Ci-après désigné le « CRCD »

**LE GROUPE TECHNOLOGIE INNOVATION**, corporation légalement constituée sise au 2110, rue Gilbert, Jonquière (Québec) G7S 4R8 et représentée par son président, monsieur André Tremblay, dûment autorisé par résolution.

Ci-après désigné le « GTI ».

**CI-APRÈS DÉSIGNÉS LES « PARTIES »**

## PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires ;

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) prévoit, notamment, que le ministre des Régions a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le ministre des Régions élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et supervise leur réalisation et considérant que le gouvernement du Québec a adopté la Politique de soutien au développement local et régional ;

ATTENDU QUE cette politique vise à consolider le partenariat gouvernement-régions et à assurer une plus grande participation des milieux régionaux et locaux aux choix gouvernementaux et aux décisions relatives au développement de leur territoire, et ce, en vue d'adapter les politiques et programmes aux réalités locales et régionales ;

ATTENDU QUE cette politique réaffirme l'importance des ententes cadres de développement comme outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagement mutuel la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale ;

ATTENDU QUE cette politique confie un rôle clé aux ententes spécifiques en vue de l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités régionales et qu'elle précise que les conférences administratives régionales et les conseils régionaux de développement définiront conjointement, sur la base des ententes cadres, les mesures, activités et interventions pouvant faire l'objet de discussions menant à la conclusion d'ententes spécifiques ;

ATTENDU QUE l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le Conseil régional de développement est, pour la région qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et que l'article 20 de cette loi précise, notamment, que chaque conseil régional de développement :

- a principalement pour mandat de favoriser la concertation des Partenaires de la région et de donner avis au ministre sur tout ce qui touche le développement de la région ;
- établit un plan stratégique définissant les axes et priorités de développement de la région et conclut avec le gouvernement, sur la base de ce plan stratégique, une entente cadre dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement de la région ;
- conclut également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente cadre.

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions a institué le Fonds de développement régional et qu'une entente de gestion signée entre le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean et le ministère des Régions, en vertu de l'article 19 de cette loi, établit notamment les montants affectés au financement des ententes spécifiques et des projets à caractère régional ;

ATTENDU QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que, sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, il a signé une Entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région le 18 janvier 2002 et que le projet du promoteur correspond, entre autres, aux priorités de développement suivantes :

Axe 3 : Revitaliser et diversifier l'économie,

dont les priorités de développement suivantes :

- 3.1 Maximiser et diversifier les secteurs de deuxième et de troisième transformation de nos ressources ;
- 3.2 Développer le potentiel entrepreneurial ;
- 3.3 Améliorer le soutien aux entreprises ;
- 3.4 Élaborer et appliquer un plan d'action visant la consolidation et le développement, en région, de la filière industrielle associée à l'aluminium en lien avec les éléments de connaissance actuels telles la carte routière de l'aluminium et l'étude de préféabilité de la mise en œuvre de la « vallée de l'aluminium ».

ATTENDU QUE les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

ATTENDU QUE la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les ententes cadres de développement ;

ATTENDU QUE la Stratégie québécoise de développement des affaires électroniques vise à appuyer les entreprises pour qu'elles se positionnent dans les réseaux d'affaires des grands donneurs d'ordres ;

ATTENDU QUE les entreprises qui ne s'adapteront pas au contexte des nouvelles technologies se priveront d'importants gains de productivité, auront de la difficulté à préserver leurs marchés et d'en conquérir de nouveaux ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

## DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

« *Le Groupe technologie d'innovation* » :  
(GTI) corporation à but non lucratif reconnue comme tel par l'Inspecteur général des institutions financières, le 29 juin 2000, en vertu de la loi sur les compagnies. Elle est issue de la volonté des services aux entreprises des quatre Cégeps de la région pour assurer le rôle de rassembleur au niveau des affaires électroniques ;

« *Conseil régional de concertation et de développement* » :  
(CRCD) le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean reconnu à titre de conseil régional en vertu du décret 1631-92 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions et constituant l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

« *Délégué régional* » : le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale ;

« *Entente cadre* » : convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique régional et dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période ;

« Entente spécifique » :	convention entre le conseil régional et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional ;
« Fonds de développement régional » : (FDR)	fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au ministre ;
« Gouvernement » :	le gouvernement du Québec ;
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche » : (MFER mission Industrie et Commerce)	la mission Industrie et Commerce du MFER joue un rôle de premier plan dans la stratégie économique gouvernementale. Sa mission est de contribuer au développement économique du Québec en intensifiant la compétitivité des entreprises et le développement des marchés, aux fins d'appuyer la création d'emplois. Le ministère entretient des liens continus sur les plans sectoriel et régional avec les entreprises oeuvrant au Québec et avec celles faisant des affaires au Québec. Il est le principal porte-parole gouvernemental sur les questions touchant les entreprises. Il exerce également des responsabilités horizontales dans l'exécution de mandats gouvernementaux relatifs à la compétitivité des entreprises et au développement de marchés notamment ;
« Ministère des Régions » : (MREG)	ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;
« Emploi-Québec » :	relevant de la ministre déléguée à l'Emploi, agence au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, créée en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150). Elle a pour mission de contribuer à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur ce marché, à réduire le chômage, l'exclusion professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés ;
« Plan d'action pour la mise en œuvre de l'entente cadre » :	ensemble des dispositions précisant les actions à entreprendre et définissant les moyens appropriés en vue de la mise en œuvre de l'entente cadre ;
« Plan stratégique » :	document d'orientation adopté par le conseil régional au terme de sa démarche de planification stratégique régionale. Ce plan décrit les enjeux propres à la région, en faisant état de ses forces et de ses faiblesses, et identifie les axes et priorités de développement de la région pour un horizon de cinq ans ;

« *Priorité de développement* » : objectif particulier jugé prioritaire pour la réalisation d'un axe de développement et identifié à titre de cible d'intervention sectorielle à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

« *Régionalisation* » : opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

Associer le Gouvernement du Québec, par le biais du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche - mission Industrie et Commerce, du ministère des Régions, d'Emploi Québec, du Délégué régional, et de la région, par le biais du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean, du Groupe Technologie Innovation et des partenaires privés dans le secteur de l'aluminium, à la création d'un centre d'expertise en affaires électroniques.

## **2. OBJECTIF VISÉ**

Accompagner, au cours des trois (3) prochaines années, soixante (60) entreprises dans le secteur de l'aluminium, dans leurs démarches visant à intégrer, dans leurs processus d'affaires, le commerce électronique, en les rendant aptes à faire des affaires électroniquement avec les grands donneurs d'ordres et autres clientèles au niveau mondial.

## **3. MOYENS**

- 3.1 Mettre en place le centre d'expertises en affaires électroniques ;
- 3.2 Élaborer, en collaboration avec CPoly (Centre d'expertise en commerce électronique de l'École Polytechnique de Montréal), l'environnement de simulation pour le centre d'expertise en affaires électroniques de GTI ;
- 3.3 Sensibiliser, mobiliser et recruter les PME fournisseuses de biens et services dans le secteur de l'aluminium ;
- 3.4 Pour chacune des PME
  - Analyser et diagnostiquer les processus organisationnels ;
  - Élaborer des nouveaux processus et modèles d'affaires ;
  - Simuler et implanter les processus et modèles d'affaires ;
  - Développer un programme de formation pour le personnel ;
  - Former le personnel ;
- 3.5 Accompagner l'entreprise et améliorer de façon continue les façons de faire ;
- 3.6 Mettre en place et animer une table régionale de concertation en affaires électroniques composée des partenaires suivants : grands donneurs d'ordres, PME, partenaires gouvernementaux, syndicats, etc., dans la perspective de créer un réseau.

## **4. MESURES DE RENDEMENT**

- 4.1 Créer un centre d'expertise régional en affaires électroniques et maîtriser au moins une plateforme en affaires électroniques dans le secteur de l'aluminium ;

- 4.2 Préparer au moins 60 entreprises, à des niveaux divers, (en moyenne 20 par année) pour répondre aux exigences des grands donneurs d'ordres ;
- 4.3 Acquérir l'entière autonomie technologique au terme de la première année ;
- 4.4 Procéder aux démarches dans le but de faire reconnaître le Centre d'expertise en affaires électroniques de GTI, au terme de l'Entente, comme Centre collégial de transfert technologique (CCTT).

## **5. LES RÉSULTATS ATTENDUS**

- 5.1 Avoir accueilli des étudiants stagiaires de niveau universitaire et collégial ;
- 5.2 Avoir créé des opportunités de travail pour les jeunes diplômés dans la région ;
- 5.3 Avoir développé une expertise régionale en affaires électroniques reliée au secteur de l'aluminium ;
- 5.4 Avoir transféré les connaissances acquises dans les PME ;
- 5.5 Avoir contribué à maintenir et à améliorer, si possible, le chiffre d'affaires actuel des PME, avec les grands donneurs d'ordres ;
- 5.6 Avoir rendu possible la diversification de clientèles pour les PME ;
- 5.7 Avoir contribué à la diminution des coûts de transaction des PME avec les grands donneurs d'ordres.

## **6. LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES**

- 6.1 Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche s'engage:
  - 6.1.1 À soutenir l'atteinte des objectifs de l'Entente par son expertise professionnelle ;
  - 6.1.2 À soutenir financièrement le GTI, en investissant une somme de 225 000 \$, pour la durée de l'Entente, et à la verser, selon les modalités définies à l'article 8 ;
  - 6.1.3 À participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un représentant.
- 6.2 Le ministère des Régions s'engage:
  - 6.2.1 À soutenir l'atteinte des objectifs de l'Entente par son expertise professionnelle ;
  - 6.2.2 À coordonner et harmoniser les interventions interministérielles reliées au cheminement de la présente Entente ;
  - 6.2.3 À réserver un montant de 220 000 \$, pour la durée de l'Entente, au Fonds de développement régional « activité Ententes spécifiques » ;
  - 6.2.4 À verser au GTI, sous réserve des disponibilités financières et selon les modalités définies à l'article 8, la subvention ci-haut mentionnée au point 6.2.3 ;
  - 6.2.5 À participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un représentant.

### **6.3 Emploi-Québec s'engage :**

- 6.3.1 À soutenir l'atteinte des objectifs de l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.3.2 À soutenir financièrement les activités de formation mises en œuvre par le GTI, jusqu'à concurrence de 240 000 \$, pour la durée de l'Entente et à effectuer les versements selon les modalités de la mesure retenue ;
- 6.3.3 À participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un représentant.

### **6.4 Le CRCD s'engage:**

- 6.4.1 À soutenir l'atteinte des objectifs de l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.4.2 À affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional « activité Ententes spécifiques », un montant de 220 000 \$ pour la durée de l'Entente et à recommander au ministère des Régions, le versement des subventions annuelles selon les modalités définies à l'article 8 ;
- 6.4.3 À présider le comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

### **6.5 Le GTI s'engage:**

- 6.5.1 À soutenir l'atteinte des objectifs de l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.5.2 À déposer annuellement au comité de suivi et d'évaluation un rapport d'activités ainsi qu'un plan d'action ;
- 6.5.3 À utiliser les subventions dédiées dans la présente aux seules fins de l'atteinte des objectifs de l'Entente ;
- 6.5.4 À tenir une comptabilité distincte et à déposer un rapport annuel vérifié au comité de suivi et d'évaluation ;
- 6.5.5 À souscrire avec les partenaires du milieu une valeur de 366 000 \$ pour la durée de l'Entente ;
- 6.5.6 À concrétiser le partenariat avec la compagnie Alcan, par des échanges de connaissances et de services, dans le but de venir en aide aux PME fournisseuses de biens et services et selon l'orientation confirmée dans la lettre d'Alcan inc. et annexée aux présentes ;
- 6.5.7 À signer une entente avec EPoly pour élaborer l'environnement de simulation de la plateforme Quadrem, et ce, en relation avec les activités du Centre d'expertise en affaires électroniques ;
- 6.5.8 À participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant deux (2) représentants ;
- 6.5.9 À soutenir professionnellement les activités du comité de suivi et d'évaluation et en assumer les aspects logistiques (secrétariat et autres).

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'Entente couvre le territoire de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, notamment le territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay, de Ville de Saguenay, de la MRC de Lac Saint-Jean-Est, de la MRC du Domaine-du-Roy et de la MRC de Maria-Chapdelaine.

## **8. MODALITÉS DE VERSEMENTS**

### **8.1 Pour la première année de l'Entente :**

- 8.1.1 Le MREG et le MFER s'engagent à verser au GTI, selon les montants indiqués au tableau 8.4, la totalité de leur contribution annuelle dans les 60 jours de la signature des présentes sous réserve toutefois de la confirmation par le GTI, de l'obtention de la contribution de Développement économique Canada prévue au tableau 8.4 ;
- 8.1.2 Emploi-Québec s'engage à verser au GTI, sa contribution indiquée au tableau 8.4, sur la base de services rendus et selon les modalités de la mesure utilisée sous réserve toutefois de la confirmation par le GTI de l'obtention de la contribution de Développement économique Canada prévue au tableau 8.4 ;

### **8.2 Pour la deuxième année de l'Entente :**

- 8.2.1 Le MFER s'engage à verser, selon le tableau 8.4, sa contribution au GTI dans les 60 jours suivant la réception d'une recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation ;
- 8.2.2 Emploi-Québec s'engage à verser au GTI, sa contribution indiquée au tableau 8.4, sur la base des services rendus et selon les modalités de la mesure utilisée.

### **8.3 Pour la troisième année de l'Entente :**

- 8.3.1 Le MFER s'engage à verser au GTI, selon le tableau 8.4, sa contribution finale dans les 60 jours suivant la recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation ;
- 8.3.2 Le MREG s'engage à verser au GTI, selon le tableau 8.4, la contribution finale dans les 60 jours suivant une recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation ;
- 8.3.3 Emploi-Québec s'engage à verser au GTI, sa contribution indiquée au tableau 8.4, sur la base des services rendus et selon les modalités de la mesure utilisée.



#### 8.4 DÉCAISSEMENTS DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES <sup>(1)</sup>

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC				
	1 <sup>re</sup> année 2003-2004	2 <sup>e</sup> année 2004-2005	3 <sup>e</sup> année 2005-2006	TOTAL
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Ministère des Régions et Conseil régional de concertation et de développement	202 000 \$	0 \$	18 000 \$	220 000 \$
Emploi-Québec	45 000 \$	95 000 \$	100 000 \$	240 000 \$
Sous total :	322 000 \$	170 000 \$	193 000 \$	685 000 \$
GTI et partenaires privés <sup>(2)</sup>	104 000 \$	145 000 \$	117 000 \$	366 000 \$
Développement économique Canada (DEC) <sup>(3)</sup>	354 000 \$	423 000 \$	367 000 \$	1 144 000 \$
GRAND TOTAL	780 000 \$	738 000 \$	677 000 \$	2 195 000 \$

- (1) Les modalités de versements des contributions sont pro forma et pourront, selon le cheminement du dossier, faire l'objet de modifications. Le tout devra être approuvé par le comité de suivi et d'évaluation.
- (2) Cette contribution peut être en argent, biens et services et n'inclut pas les sommes que les PME de la région devront investir pour adapter leurs systèmes.
- (3) Le tout sera confirmé dans une lettre (contrat) entre le GTI et DEC.

### 9. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE

- 9.1 Pour les fins de coordination, de suivi et d'évaluation de l'Entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par le CRCD ;
- 9.2 Ce comité sera formé d'un (1) représentant du MFER mission Industrie et Commerce, d'un (1) représentant du MREG, d'un (1) représentant d'Emploi-Québec, d'un (1) représentant du CRCD et de deux (2) représentants du GTI. Le Comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote ;
- 9.3 Entre autres, le comité devra adopter, dans les 90 jours suivant la signature de l'Entente, les règles de fonctionnement dudit comité et un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs visés à l'Entente ;
- 9.4 Le comité aura à accepter annuellement le bilan des résultats obtenus et les états financiers et à recommander le versement des contributions selon l'article 8 .

### 10. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

#### 10.1 Durée

L'entente prend effet à la date de signature par les parties. Elle aura une durée de trois ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ;

Toutefois, elle restera en vigueur jusqu'à la date où les obligations respectives des parties seront complétées et elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'Entente, les parties conviendront des suites à donner à la présente.

## 10.2 Harmonisation et modification

Cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, en regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'Entente.

Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

## 10.3 Résiliation

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

## 10.4 Cession

La présente Entente, ni quelque droit en résultant, ne pourront en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans l'autorisation écrite des parties.

## 10.5 Ouverture à d'autres partenaires

La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des parties.

# 11. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

## 11.1 Avis et communications entre les parties

Tout avis exigé en vertu de la présente Entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en main propre ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Pour le MFER mission Industrie et Commerce :

M. Alain Mignault  
Directeur régional par intérim  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour le MREG :

M<sup>me</sup> Lison Rhéaume  
Sous-ministre adjointe par intérim  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour Emploi-Québec :

M. Yvon Fleury  
Directeur  
Emploi-Québec, direction régionale  
210, avenue des Oblats Ouest, 1<sup>er</sup> étage  
Chicoutimi (Québec)  
G7J 2B1

Pour le CRCD :

M. Denis Brassard  
Directeur général  
2155, rue de la Peltrie  
C. P. 903  
Jonquière (Québec)  
G7X 7W8

Pour le GTI : M. Jocelyn Audet  
Directeur exécutif  
Groupe technologie innovation  
2110, rue Colbert  
Jonquière (Québec)  
G7H 4R8

#### 11.2 Publicité, relations publiques et communications

Les parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la conclusion de cette Entente.

Spécifiquement, le GTI et le CRCD s'engagent à :

- Offrir une tribune aux ministres signataires de l'Entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention ;
- Inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements ;
- Indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères ;
- Faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communications où l'on fera mention de la contribution des ministères ;
- Faire refléter de façon équitable la contribution des parties dans tout matériel d'information publique produit dans le cadre de l'Entente.

### 12. AVIS DE CONFORMITÉ

- 12.1 Le ministre des Régions reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional ;
- 12.2 Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean reconnaît que cette Entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional et dans l'Entente cadre de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

### 13. LES ANNEXES

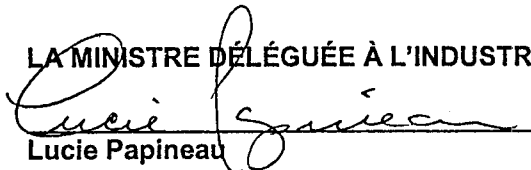
Annexes : Résolution du CRCD ;  
Résolution du GTI ;  
Lettre de l'Alcan ;  
Plan d'action.

## SIGNATURES

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.

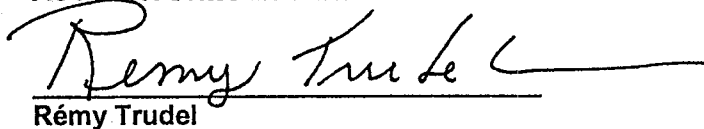
En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE

  
Lucie Papineau

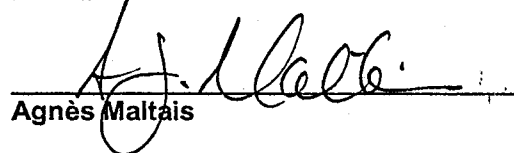
31 mars 2003  
Date

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES  
AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

  
Rémy Trudel

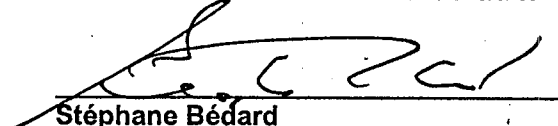
31 mars 2003  
Date

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI

  
Agnès Maltais

31 mars 2003  
Date

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Stéphane Bédard

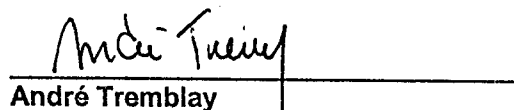
31 mars 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Réjean Bergeron

31 mars 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DU GROUPE TECHNOLOGIE INNOVATION

  
André Tremblay

31 mars 2003  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION SUR LE  
DÉVELOPPEMENT AGROALIMENTAIRE  
AU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

**ENTRE**

**pour et au nom du gouvernement du Québec :**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC,  
monsieur Maxime Arseneau,

ci-après désigné le « MAPAQ » ;

**ET**

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES  
ET MINISTRE DES RÉGIONS, monsieur Rémy Trudel,

ci-après désigné le « MREG » ;

**ET**

LA VICE-PREMIÈRE MINISTRE, MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,  
MINISTRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RECHERCHE, madame Pauline Marois,

ci-après désignée le « MFER - mission recherche et technologie » ;

**ET**

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE, madame Lucie Papineau,

ci-après désignée le « MFER - mission industrie et commerce » ;

**ET**

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI, madame Agnès Maltais,

ci-après désignée « EMPLOI-QUÉBEC » ;

**ET**

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ  
RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, monsieur Stéphane Bédard,

ci-après désigné le « délégué régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean » ;

Dûment autorisés par la loi constitutive de leur ministère respectif et, ci-après désignés, sauf  
lorsque le contexte le commande, le « gouvernement ».

**ET**

**pour et au nom de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean :**

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-  
SAINT-JEAN, corporation légalement constituée sise au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière  
(Québec) G7X 7W8, représentée par le président, M. Réjean Bergeron, dûment autorisé par  
résolution;

ci-après désigné le « CRCDD » ;

**ET**

LA TABLE AGROALIMENTAIRE DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement  
constituée sise au 640, rue Côté Ouest, Alma (Québec) G8B 7S8, représentée par le président,  
M. André Fortin, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « Table » ;

ET

LE CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGRICULTURE, corporation légalement constituée sise au 640, rue Côté Ouest, Alma (Québec) G8B 7S8, représentée par le président, M. Yvan Morin, dûment autorisé par résolution,

ci-après désigné le « CRDA » ;

ET

L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée sise au 3635, rue Panet, Jonquière (Québec) G7X 8T7, représentée par le président, M. Yvon Simard, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « l'UPA » ;

ET

LA SOCIÉTÉ DES FABRICANTS RÉGIONAUX, corporation légalement constituée sise au 216, rue des Oblats, Chicoutimi (Québec) G7J 2B1, représentée par le président, M. Alain Tremblay, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « SFR » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LAC-SAINT-JEAN-EST, corporation légalement constituée sise au 625, rue Bergeron, Alma (Québec) G8B 1V3, représentée par le préfet, M. Lawrence Potvin, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « MRC DE LAC-SAINT-JEAN-EST » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ MARIA-CHAPDELAINE, corporation légalement constituée sise au 1030, boulevard Vézina, Dolbeau-Mistassini (Québec) G8L 3K9, représentée par le préfet, M. Réjean Boivin, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « MRC DE MARIA-CHAPDELAINE » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU DOMAINE-DU-ROY, corporation légalement constituée sise au 915, boulevard Saint-Joseph, bureau 103, Roberval (Québec) G8H 2M1, représentée par le préfet, M. Berriard Généreux, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « MRC DU DOMAINE-DU-ROY » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY, corporation légalement constituée sise au 216, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec) G7H 5B5, représentée par le préfet, M. Jean-Marie Claveau, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « MRC DU FJORD-DU-SAGUENAY » ;

ET

VILLE DE SAGUENAY, corporation légalement constituée sise au 201, Racine Est, C.P. 129, Saguenay (Québec) G7H 5B8, représentée par le maire, M. Jean Tremblay, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée « VILLE DE SAGUENAY » ;

ci-après désigné(s) les « parties ».

## PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires ;

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) prévoit, notamment, que le ministre des Régions a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le ministre des Régions élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et supervise leur réalisation et considérant que le gouvernement du Québec a adopté la Politique de soutien au développement local et régional ;

ATTENDU QUE cette politique vise à consolider le partenariat gouvernement-régions et à assurer une plus grande participation des milieux régionaux et locaux aux choix gouvernementaux et aux décisions relatives au développement de leur territoire, et ce, en vue d'adapter les politiques et programmes aux réalités locales et régionales ;

ATTENDU QUE cette politique réaffirme l'importance des ententes cadres de développement comme outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagement mutuel la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale ;

ATTENDU QUE cette politique confie un rôle clé aux ententes spécifiques en vue de l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités régionales et qu'elle précise que les conférences administratives régionales et les conseils régionaux de développement définiront conjointement, sur la base des ententes cadres, les mesures, activités et interventions pouvant faire l'objet de discussions menant à la conclusion d'ententes spécifiques ;

ATTENDU QUE l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le Conseil régional de développement est, pour la région qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et que l'article 20 de cette loi précise, notamment, que chaque conseil régional de développement :

- a principalement pour mandat de favoriser la concertation des Parties de la région et de donner avis au ministre sur tout ce qui touche le développement de la région ;
- établit un plan stratégique définissant les axes et priorités de développement de la région et conclut avec le gouvernement, sur la base de ce plan stratégique, une entente cadre dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement de la région ;
- conclut également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres Parties, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente cadre.

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions a institué le Fonds de développement régional et qu'une entente de gestion signée entre le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean et le ministre des Régions, en vertu de l'article 19 de cette loi, établit notamment les montants affectés au financement des ententes spécifiques et des projets à caractère régional ;

ATTENDU QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, il a signé une entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région le 18 janvier 2002 et que le projet du promoteur correspond, entre autres, aux priorités de développement suivantes :

- P-1 Poursuivre et accentuer les efforts de régionalisation de l'État de manière à permettre à la collectivité régionale et aux collectivités locales de disposer d'une meilleure emprise sur les leviers de développement et d'agir avec une plus grande efficacité à la résolution des problèmes qui affectent le développement de la région.
- 3.12 Favoriser le développement harmonieux, la consolidation et la diversification des productions agricoles ;
- 3.13 Améliorer l'encadrement, le financement et le développement du secteur de la transformation des produits agroalimentaires ;
- 3.14 Améliorer la mise en marché des produits agroalimentaires régionaux ;
- 3.15 Développer un environnement favorable à l'entrepreneursip et à la relève au sein de l'industrie agroalimentaire ;

- 3.16 Encourager la formation, la recherche, l'innovation et le transfert des technologies ;
- 3.40 Encourager et supporter le développement d'activités de recherche dans des créneaux en émergence ;

ATTENDU QUE les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

ATTENDU QUE la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les ententes cadres de développement ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

## DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

« *Table agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean* » :

organisme à but non lucratif dont la mission est de favoriser la concertation et la coordination des initiatives de développement et de mise en oeuvre du secteur agroalimentaire, tout en apportant un soutien à la réalisation d'actions concrètes au niveau local ou régional.

Ses objectifs sont :

- assurer un lien d'acquisition et d'échanges d'information au niveau des partenaires de la Table agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
- concerter et supporter les partenaires autour des projets de développement et de la mise en valeur du secteur agroalimentaire, en misant notamment sur la valeur ajoutée ;
- assurer une approche concertée des différents marchés régionaux ;
- établir une structure d'opération et de communication efficace pour le secteur agroalimentaire.

« *Conférence administrative régionale* » :

structure de concertation interministérielle instituée en vertu du décret 107-2000, du 9 février 2000, et ayant pour mission d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle ; elle est présidée par le sous-ministre adjoint du ministère des Régions et constituée des ministères ou organismes dont les actions ont des incidences sur le développement de la région.

« *Conseil régional de concertation et de développement* » :  
(CRCD)

le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnu à titre de conseil régional en vertu du décret 1631-92 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions et constituant l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

« *Délégué régional* » :

le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale.



« Entente cadre » :	convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique régional et dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période.
« Entente spécifique » :	convention entre le conseil régional et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional.
« Fonds de développement régional » : (FDR)	fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au ministre.
« Gouvernement » :	le gouvernement du Québec.
« Ministère des Régions » : (MREG)	ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État.
« Plan d'action pour la mise en œuvre de l'entente cadre » :	ensemble des dispositions précisant les actions à entreprendre et définissant les moyens appropriés en vue de la mise en œuvre de l'entente cadre.
« Plan stratégique » :	document d'orientation adopté par le conseil régional au terme de sa démarche de planification stratégique régionale. Ce plan décrit les enjeux propres à la région, en faisant état de ses forces et de ses faiblesses, et identifie les axes et priorités de développement de la région pour un horizon de cinq ans.
« Priorité de développement » :	objectif particulier jugé prioritaire pour la réalisation d'un axe de développement et identifié à titre de cible d'intervention sectorielle à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean.
« Région du Saguenay—Lac-Saint-Jean » :	territoire d'application de la présente entente qui comprend les municipalités régionales de comté du Domaine-du-Roy, du Fjord-du-Saguenay, de Lac-Saint-Jean-Est et de Maria-Chapdelaine et Ville de Saguenay.
« Régionalisation » :	opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet :

D'associer le gouvernement du Québec par le biais du MAPAQ, du MREG, du MFER, d'Emploi-Québec, et la région par le biais du CRCD, de la Table agroalimentaire, du Centre de recherche et de développement en agriculture, de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de la Société des fabricants régionaux, de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est, de la MRC du Domaine-du-Roy, de la MRC de Maria-Chapdelaine, de la MRC du Fjord-du-Saguenay et de Ville de Saguenay, en vue d'appuyer la concertation et le développement agroalimentaire. Cette entente couvre les activités de production, de transformation, de distribution, de formation spécialisée, de la recherche et du développement, initiées par la Table agroalimentaire du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

## **2. LES BUTS ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Volet concertation**

#### **2.1.1 Buts**

- 2.1.1.1 Favoriser et stimuler le réseautage entre l'ensemble des acteurs de la filière agroalimentaire régionale;
- 2.1.1.2 Améliorer en qualité et en quantité la circulation de l'information stratégique au sein de la filière agroalimentaire régionale;
- 2.1.1.3 Favoriser la diffusion de l'information auprès des intervenants socio-économiques et de la population en général en vue de valoriser l'importance de l'industrie agroalimentaire dans le développement économique régional;
- 2.1.1.4 Augmenter la demande, les ventes et la pénétration des produits régionaux sur les marchés intras et extras régionaux (10 % en cinq ans).

#### **2.1.2 Objectifs**

- 2.1.2.1 Créer une plus grande synergie autour de la Table agroalimentaire, afin d'améliorer la concertation régionale en matière de développement de l'agroalimentaire;
- 2.1.2.2 Favoriser le réseautage entre entreprises et intervenants;
- 2.1.2.3 Favoriser la création d'alliances stratégiques;
- 2.1.2.4 Démontrer par le biais de portefeuilles d'entreprises, les retombées socio-économiques de l'industrie agroalimentaire;
- 2.1.2.5 Promouvoir l'agroalimentaire dans le but de développer un sentiment de fierté et d'appartenance;
- 2.1.2.6 Élaborer une stratégie régionale de développement des produits de niche et du terroir (incluant les produits d'appellation réservée, dont les produits biologiques).

### **2.2 Volet production**

#### **2.2.1 Buts**

- 2.2.1.1 Maximiser les retombées économiques en harmonisant et regroupant les intervenants reliés au développement de l'agriculture;
- 2.2.1.2 Favoriser le développement de nouvelles productions agricoles;
- 2.2.1.3 Favoriser la diversification des entreprises agricoles régionales.

### **2.2.2 Objectifs**

- 2.2.2.1 Soutenir les producteurs, les groupes de producteurs et des organismes, dans la réalisation de projets de développement de leurs entreprises agricoles ;
- 2.2.2.2 Faciliter le transfert et la mise à niveau des connaissances et des moyens technologiques auprès des producteurs (colloques, symposiums, journées techniques).

## **2.3 Volet transformation et distribution**

### **2.3.1 Buts**

- 2.3.1.1 Consolider les acquis des entreprises des secteurs de la transformation et de la distribution agroalimentaire ;
- 2.3.1.2 Maximiser le développement des secteurs de la transformation et de la distribution agroalimentaire.

### **2.3.2 Objectifs**

- 2.3.2.1 Favoriser l'émergence de regroupements d'entreprises (consortium, réseautage, alliances stratégiques, etc.) visant la mise en commun des ressources pour l'approvisionnement, la gestion, la mise en marché, la production et l'application des normes HACCP ;
- 2.3.2.2 Identifier les besoins particuliers des grands distributeurs afin de permettre aux transformateurs de répondre à ces besoins pour augmenter leur part de marchés.

## **2.4 Volet formation**

### **2.4.1 But**

- 2.4.1.1 Favoriser le développement des ressources humaines (entrepreneurs et employés) actuellement en place en fonction de l'évolution de l'entreprise et de l'environnement externe.

### **2.4.2 Objectifs**

- 2.4.2.1 Établir en collaboration avec Emploi Québec, un plan de formation pour les entreprises agroalimentaires, selon leurs besoins, et initier un réseautage entre celles-ci ;
- 2.4.2.2 Valoriser les professions reliées au secteur de la transformation agroalimentaire ;
- 2.4.2.3 Sensibiliser les propriétaires à la nécessité de former une relève à l'intérieur des entreprises agroalimentaires.

## **2.5 Volet recherche et développement**

### **2.5.1 Buts**

- 2.5.1.1 Promouvoir l'innovation et le transfert de technologies en agroalimentaire ;
- 2.5.1.2 Favoriser l'acquisition, par les entreprises agroalimentaires, d'informations stratégiques;
- 2.5.1.3 Initier des projets de recherche.

### **2.5.2 Objectifs**

- 2.5.2.1 Identifier les principales problématiques de recherche et de développement auxquelles font face les entreprises des secteurs de la production et de la transformation;
- 2.5.2.2 Identifier et mettre en place des mesures pour supporter la recherche et le développement de l'innovation technologique au sein des entreprises agroalimentaires;

- 2.5.2.3 Augmenter le nombre d'entreprises agroalimentaires actives en recherche et en développement;
- 2.5.2.4 Augmenter les investissements des entreprises agroalimentaires en recherche et développement;
- 2.5.2.5 Mettre en place un réseau de veille stratégique régional concernant les nouvelles technologies de production et de transformation en agroalimentaire (veille sectorielle) et amener annuellement cinq (5) entreprises à s'y engager;
- 2.5.2.6 Identifier les meilleures opportunités d'innovation dans les secteurs de l'agroalimentaire régional;
- 2.5.2.7 Organiser ou collaborer à l'organisation, à tous les deux ans, d'un colloque d'information sur la recherche et l'innovation au sein des entreprises agroalimentaires.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1 Engagements communs des parties**

Les parties s'engagent à :

- 3.1.1 Développer et véhiculer, une vision commune du développement agroalimentaire dans la perspective du développement durable ;
- 3.1.2 Confier à la Table et collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action visant la mise en œuvre de la présente entente, le tout en relation avec les priorités du plan stratégique régional et de l'entente cadre;
- 3.1.3 Affecter les sommes prévues ci-dessous exclusivement à la poursuite des buts et des objectifs de la présente entente.

#### **3.2 Engagements du MREG**

Le MREG s'engage à :

- 3.2.1 Collaborer à la mise en place des interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente ;
- 3.2.2 Réserver un montant de 443 545 \$ au Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques », pour donner suite à l'Entente ;
- 3.2.3 Verser, sur recommandation du CRCD, sous réserve des crédits disponibles, la contribution annuelle de 88 709 \$ prévue au Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques »;
- 3.2.4 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5 ;
- 3.2.5 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

#### **3.3 Engagements du MAPAQ**

Le MAPAQ s'engage à :

- 3.3.1 Apporter son soutien technique à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire ;
- 3.3.2 Participer financièrement, en conformité avec les normes des programmes en vigueur, à la réalisation de l'entente pour un montant de 700 000 \$, réparti à raison de 140 000 \$ par année, pour les années 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.3.3 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5 ;
- 3.3.4 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

### **3.4 Engagements du MFER**

Le MFER – mission recherche et technologie s'engage à :

- 3.4.1 Apporter son soutien technique à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire ;
- 3.4.2 Participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente pour un montant de 75 000 \$, réparti à raison de 50 000 \$ en 2002-2003 et 25 000 \$ en 2003 et 2004 ;
- 3.4.3 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5 ;
- 3.4.4 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

### **3.5 Engagements du MFER**

Le MFER - mission industrie et commerce s'engage à :

- 3.5.1 Apporter son soutien technique à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire ;
- 3.5.2 Participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente pour un montant de 175 000 \$, réparti à raison de 35 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.5.3 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5 ;
- 3.5.4 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation .

### **3.6 Engagements d'Emploi-Québec**

Emploi-Québec s'engage à :

- 3.6.1 Apporter son soutien technique à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire, tout particulièrement pour le volet formation ;
- 3.6.2 Participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente pour un montant de 100 000 \$, réparti à raison de 20 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.6.3 Effectuer les versements de ces montants selon les modalités de la mesure utilisée ;
- 3.6.4 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

### **3.7 Engagements du CRCD**

Le CRCD s'engage à :

- 3.7.1 Apporter son soutien à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire ;
- 3.7.2 Consulter la Table sur les projets agroalimentaires régionaux qui leur sont présentés ;
- 3.7.3 Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques », un montant de 443 545 \$, et à recommander au MREG d'en effectuer le versement. Cette contribution financière sera destinée à la mise en œuvre de l'Entente ;
- 3.7.4 , Présider le comité de suivi et d'évaluation.

### **3.8 Engagements des MRC et de VILLE DE SAGUENAY**

Les MRC et VILLE DE SAGUENAY s'engagent à :

- 3.8.1 Apporter leur soutien à la mise en œuvre du plan d'action du secteur agroalimentaire.

La MRC de LAC-SAINT-JEAN s'engage à :

- 3.8.2 Participer financièrement à la réalisation de l'Entente pour un montant de 40 000 \$, à raison de 8 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.8.3 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5.

La MRC DE MARIA-CHAPDELAINE s'engage à :

- 3.8.4 Participer financièrement à la réalisation de l'Entente pour un montant de 40 000 \$, à raison de 8 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.8.5 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5.

La MRC DOMAINE-DU-ROY s'engage à :

- 3.8.6 Participer financièrement à la réalisation de l'Entente pour un montant de 40 000 \$, à raison de 8 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.8.7 Effectuer le versement de ces montants tels que décrits à l'article 4.5.

La MRC DU FJORD-DU-SAGUENAY s'engage à :

- 3.8.8 Participer financièrement à la réalisation de l'Entente pour un montant de 40 000 \$, à raison de 8 000 \$ par année pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.8.9 Effectuer les versements de ces montants tels que décrits à l'article 4.5.

La VILLE DE SAGUENAY s'engage à :

- 3.8.10 Participer financièrement à la réalisation de l'Entente pour un montant de 40 000 \$, à raison de 8 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 3.8.11 Effectuer le versement de ces montants tels que décrits à l'article 4.5.

### **3.9 Engagements de la Table**

La Table s'engage à :

- 3.9.1 Animer les différents partenaires afin de maximiser l'apport de ressources et d'expertises, au sein de la Table agroalimentaire, dans le but de supporter la mise en œuvre de l'Entente ;
- 3.9.2 Élaborer et déposer au comité de suivi et d'évaluation le plan d'action concerté du secteur agroalimentaire régional visant la mise en œuvre de l'Entente et en faire la révision annuellement ;
- 3.9.3 Gérer les sommes mises à sa disposition dans le cadre de l'Entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à son fonctionnement et à la réalisation de projets locaux et régionaux ;
- 3.9.4 Définir le mandat octroyé aux différents partenaires par rapport à la production, la transformation, la distribution et la recherche ainsi que le niveau de ressources financières et techniques à consentir pour la réalisation de ces mandats et signer des ententes de partenariat en conséquence ;

- 3.9.5 Assurer le suivi administratif de l'Entente ;
- 3.9.6 Déposer annuellement un rapport d'appréciation sur l'atteinte des résultats de l'Entente au comité de suivi et d'évaluation ;
- 3.9.7 Présenter et déposer annuellement des états financiers vérifiés au comité de suivi et d'évaluation ;
- 3.9.8 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation et soutenir professionnellement les activités de ce dernier ;
- 3.9.9 Souscrire un montant de 150 000 \$ représentant une somme annuelle de 30 000 \$ pour la durée de l'Entente afin de défrayer partiellement les frais inhérents à la présente et à le décaisser selon s'article 4.5 ;
- 3.9.10 À poursuivre les discussions avec les CLD en vue de les impliquer dans la mise en œuvre de l'Entente et signer avec ces derniers une entente de partenariat.

### **3.10 Engagements de l'UPA**

L'UPA s'engage à :

- 3.10.1 Exécuter le mandat confié par la Table visant la mise en œuvre des buts et objectifs de l'Entente, en particulier pour le volet production et signer l'entente de partenariat définissant le tout ;
- 3.10.2 Souscrire un montant de 75 000 \$, soit un montant de 15 000 \$ par année, pour la durée de l'Entente, afin de défrayer partiellement les frais inhérents à la présente et à le décaisser selon l'article 4.5 ;
- 3.10.3 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

### **3.11 Engagements de la SFR**

La SFR s'engage à :

- 3.11.1 Exécuter le mandat confié par la Table visant la mise en œuvre des buts et objectifs de l'Entente, en particulier pour le volet transformation et distribution et signer l'entente de partenariat définissant le tout ;
- 3.11.2 Souscrire un montant de 50 000 \$, soit un montant de 10 000 \$ par année, pour la durée de l'Entente, afin de défrayer partiellement les frais inhérents à la présente et à le décaisser selon l'article 4.5 ;
- 3.11.3 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

### **3.12 Engagements du CRDA**

Le CRDA s'engage à :

- 3.12.1 Exécuter le mandat confié par la Table visant la mise en œuvre des buts et objectifs de l'Entente, en particulier pour le volet recherche et développement et signer l'entente de partenariat définissant le tout ;
- 3.12.2 Souscrire un montant de 75 000 \$, soit un montant de 15 000 \$ par année, pour la durée de l'Entente, afin de défrayer partiellement les frais inhérents à la présente et à le décaisser selon l'article 4.5 ;
- 3.12.3 Nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

#### **4. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

##### **4.1 Durée**

- 4.1.1 L'entente prend effet à la date de signature par les Parties. Elle a une durée de cinq (5) ans. Elle porte sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ;
- 4.1.2 Toutefois, les Parties se donnent jusqu'au 31 mars 2007 pour finaliser les activités et l'évaluation finale prévues à l'Entente.

##### **4.2 Harmonisation et modifications**

- 4.2.1 Cette Entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, en regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'Entente ;
- 4.2.2 Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement des Parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des Parties doit être communiqué par écrit aux autres Parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours ;
- 4.2.3 La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des Parties.

##### **4.3 Évaluation annuelle et suivi de la mise en œuvre de l'entente**

###### **4.3.1 Formation d'un comité de suivi et d'évaluation**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation assurant le suivi de la mise en œuvre de l'Entente. Le comité de suivi est composé des onze (11) membres suivants : un (1) représentant du MREG, un (1) représentant du MAPAQ, deux (2) représentants du MFER dont un (1) pour la mission Recherche et Technologie et un (1) pour la mission Industrie et Commerce, un (1) représentant d'Emploi Québec, un (1) représentant du CRCD, un (1) représentant des MRC, un (1) représentant de la Table, un (1) représentant de l'UPA, un représentant (1) de la SFR et un (1) représentant du CRDA. La présidence du comité est assumée par le représentant du CRCD.

###### **4.3.2 Mandats confiés au comité de suivi et d'évaluation**

Les mandats confiés au comité de suivi et d'évaluation sont :

- 4.3.2.1 Approuver, annuellement, le plan d'action concerté du secteur agroalimentaire, déposé par la Table et, dans le cadre des disponibilités financières dédiées à la présente, accepter, s'il y a lieu, une réaffectation des budgets selon les priorités définies par la Table;
- 4.3.2.2 Procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente et autoriser le décaissement annuel;
- 4.3.2.3 Signifier annuellement les attentes à la Table;
- 4.3.2.4 Assumer au besoin, l'interface entre les partenaires de l'Entente et la Table;
- 4.3.2.5 Adopter, dans les 90 jours du début des activités de l'Entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour, d'une part, procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs visés au départ et des activités prévues aux plans d'action annuels et, d'autre part, s'assurer que l'aide financière versée au cours d'une année financière a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été versée.



#### 4.4 Bilan annuel

La Table déposera auprès des signataires, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la date d'anniversaire de l'Entente, un bilan annuel faisant état des actions menées pour la mise en œuvre de l'Entente, des résultats atteints et des états financiers vérifiés.

#### 4.5 Modalités de financement

Modalités de versement :

- 4.5.1 Pour la première année de l'Entente, le MREG et le MFER s'engagent à verser à la Table leurs contributions annuelles dans les 60 jours de la signature des présentes ;
- 4.5.2 Pour les années subséquentes, ces ministères s'engagent à verser leurs contributions annuelles dans les 60 jours de la réception d'un avis provenant du CRCD et d'une recommandation en ce sens du comité de suivi et d'évaluation à la suite d'une appréciation du bilan annuel prévu au point 4.4 ;
- 4.5.3 Pour la dernière année de l'Entente, le MREG décaissera de la façon suivante : à la suite d'un avis provenant du CRCD et d'une recommandation en ce sens du comité de suivi et d'évaluation, un montant représentant 90% de la contribution annuelle sera versé à la Table dans les 60 jours de la réception de cet avis et le résiduel sera versé dans les 60 jours suivant la réception du rapport final sur les résultats atteints pour la durée de l'Entente ;
- 4.5.4 Les MRC et Ville de Saguenay décaisseront de la façon suivante : pour la première année de l'Entente, elles verseront leurs contributions annuelles dans les 90 jours du début de l'année financière 2003. Pour les années subséquentes, elles verseront leurs contributions annuelles dans les 90 jours du début de leur année financière et à la suite d'un avis du CRCD ;
- 4.5.5 Les contributions financières annuelles du MAPAQ seront versées en conformité avec les programmes et les normes inhérents ;
- 4.5.6 Les contributions financières annuelles d'Emploi-Québec seront versées selon les modalités de la mesure utilisée ;
- 4.5.7 Les contributions financières annuelles de la Table, de l'UPA, de la SFR et du CRDA seront versées selon une séquence convenue avec le comité de suivi et d'évaluation.

**TABLEAU DES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (5 ANS)**

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total
Table agroalimentaire	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 003 \$	150 003 \$
UPA	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	75 000 \$
SFR	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$
CRDA	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	75 000 \$
MAPAQ	140 000 \$	140 000 \$	140 000 \$	140 000 \$	140 000 \$	700 000 \$
MREG/CRCD	88 709 \$	88 709 \$	88 709 \$	88 709 \$	88 709 \$	443 545 \$
MFER (Industrie et Commerce)	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	175 000 \$
MFER (Recherche et Technologie)	50 000 \$	25 000 \$	0 \$	0 \$	0 \$	75 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
MRC et Ville de Saguenay	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	200 000 \$
Total:	443 709 \$	418 709 \$	393 709 \$	393 709 \$	393 712 \$	2 043 548 \$

**BUDGET PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES (1)  
(5 ANS)**

Volets	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total
Concertation, coordination et formation	126 100 \$	128 252 \$	130 447 \$	132 686 \$	134 970 \$	652 455 \$
Production	61 250 \$	632 285 \$	64 341 \$	65 418 \$	66 516 \$	320 809 \$
Transformation – distribution	147 645 \$	149 875 \$	152 150 \$	154 470 \$	156 836 \$	760 975 \$
Transfert et technologie	59 750 \$	60 785 \$	61 841 \$	62 918 \$	64 016 \$	309 309 \$
Total :	394 745 \$	402 197 \$	408 778	415 492 \$	422 338 \$	2 043 548 \$

Le budget des dépenses est à titre indicatif. Selon les priorités de la Table convenues avec le Comité de suivi et d'évaluation, ce dernier pourra autoriser des changements dans la planification budgétaire des dépenses.

## 5. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La Table agroalimentaire s'engage à :

- 5.1 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu'elle effectue. À cet égard, elle conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations pendant une période de sept (7) années ;
- 5.2 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les ministres jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente ;
- 5.3 Reconnaître que les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37) et, plus particulièrement, le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les documents et registres qu'il juge utile à cette vérification ;
- 5.4 Permettre, pendant la période d'application de la présente entente, à tout représentant autorisé des ministres signataires, l'accès à ses locaux, ses livres et documents et accepter, en tout temps, de divulguer à ce représentant tout renseignement permettant de déterminer si les conditions et modalités de la présente entente sont respectées ;
- 5.5 Ne pas céder, en tout ou en partie, vendre ou transporter les droits que lui confère la présente entente sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit des Parties, toute cession faite sans ce consentement étant jugée nulle et sans effet.

## 6. CAS DE DÉFAUTS

Les circonstances suivantes constituent des cas de défauts à la présente entente :

- 6.1 La Table ne remplit pas l'une des obligations à laquelle elle est tenue ou ne respecte pas l'une des conditions auxquelles elle est assujettie en vertu de la présente entente ;
- 6.2 La Table fait une déclaration ou fournit des renseignements faux ou inexacts ;
- 6.3 La Table met fin à ses activités ;
- 6.4 La Table fait faillite ou devient insolvable, est mise sous séquestre ou se prévaut d'une loi concernant les faillites ou l'insolvabilité ;
- 6.5 Ordre est donné ou décision est rendue de mettre en liquidation la Table ou celle-ci est effectivement dissoute ;

S'il y a lieu :

- 6.6 au sens des paragraphes qui précèdent et que la situation n'a pas été corrigée dans le délai que pourrait fixer un ou des ministres signataires à l'entente dans un avis de défaut envoyé à la Table, ou si aucun plan n'a été dressé pendant ce délai pour corriger la situation à la satisfaction du ou des ministres ou ;
- 6.7 en cas de fin des activités de la Table, un ministre peut exercer l'un ou l'autre des recours suivants, qui s'ajoutent à tout recours autrement disponible :
  - annuler toute obligation d'un ministre de verser ou de continuer à verser sa contribution et, entre autres, toute obligation de verser un montant quelconque dû avant la date de ladite annulation ;
  - obliger la Table à rembourser toute partie de la contribution dont elle n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de réception de l'avis de remboursement.
- 6.8 Si un ministre donne à la Table un avis de défaut, il n'est pas tenu de verser d'autre contribution en vertu de la présente entente avant la fin de la période accordée à la Table pour prendre des mesures de corrections appropriées.

## **7. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS**

Les Parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la présente entente.

Spécifiquement, la Table et le CRCD s'engagent à :

- 7.1 offrir une tribune aux ministres signataires de l'Entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention ;
- 7.2 inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements ;
- 7.3 indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères ;
- 7.4 faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communications où l'on fera mention de la contribution des ministères ;
- 7.5 faire refléter de façon équitable la contribution des Parties dans tout matériel d'information publique produit dans le cadre de l'Entente.

## **8. DISPOSITIONS FINALES**

- 8.1 Les dispositions du préambule font partie intégrante de la présente comme si elles étaient ici au long récitées ;
- 8.2 Tous les titres et autres divisions insérés à la présente ne l'ont été que pour en faciliter la lecture et, en aucun cas, ils ne pourront être utilisés pour l'interpréter ni pour la contredire de quelque façon que ce soit, ni pour en étendre ou en restreindre la portée. Selon que le contexte l'exige, le singulier comprend le pluriel, le masculin comprend le féminin et inversement ;
- 8.3 La présente constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties et celles-ci ne sont liées par aucune représentation, promesse, garantie, entente ou engagement antérieur à la date de signature de la présente concernant l'objet de la présente, sauf ceux qui y sont ici stipulés ;
- 8.4 Les Parties à la présente déclarent qu'aucune de ces dispositions ne peut être interprétée comme établissant une entreprise, une coentreprise ou une relation de mandataire entre elles. Rien dans la présente entente n'est réputé autoriser le promoteur à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte d'un ministre ;
- 8.5 Les Parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Québec. Tout

litige survenant en rapport avec la présente entente sera de la compétence de la Cour supérieure du district de Québec ou de tout autre tribunal compétent ;

- 8.6 Toute décision d'un tribunal ou d'un arbitre à l'effet que l'une des dispositions de la présente est nulle et non exécutoire n'affectera aucunement la validité ou la force exécutoire des autres dispositions de la présente ;
- 8.7 Si une Partie fait défaut de se prévaloir de l'un des droits que lui confère la présente entente, ceci ne constitue pas une renonciation, ni une modification des droits dont elle dispose en vertu de la présente ;
- 8.8 Chaque Partie pourra ainsi, dans les délais prescrits par la loi, intenter des procédures judiciaires afin de se prévaloir des droits que lui octroie la présente, et tout défaut antérieur de s'en prévaloir ou retard à ce faire ne constitue pas un moyen de défense qui lui est opposable ;
- 8.9 La présente, son application et son interprétation sont régies par les lois du Québec et par les lois du Canada applicables au Québec.

## **9. Avis de conformité**

- 9.1 Le ministre des Régions reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional ;
- 9.2 Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean reconnaît que cette Entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional et dans l'entente cadre de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

## **10. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les Parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la Partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Chaque Partie peut, au moyen d'un avis écrit, changer son adresse ou son représentant.

Pour le MREG:

M. Pierre Gauthier  
Sous-ministre adjoint  
Région du Saguenay—Lac-Saint-Jean  
3950, boulevard Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour le MFER - mission Industrie et Commerce :

M. Alain Migneault  
Directeur régional par intérim  
Région du Saguenay—Lac-Saint-Jean  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour le MFER - mission Recherche et Technologie :

M. Claude Phaneuf  
Agent de liaison  
1150, Chemin St-Louis  
Sillery (Québec)  
G1S 4Y9

Pour le MAPAQ :

M. Alain Dessureault  
Directeur régional  
801, chemin Pont Taché Nord  
Alma (Québec)  
G8B 5W2

Pour Emploi-Québec :

M. Yvon Fleury  
Directeur régional  
210, des Oblats Ouest  
Chicoutimi (Québec)  
G7J 2B1

Pour le CRCD du Saguenay—Lac-Saint-Jean :

M. Denis Brassard  
Directeur général  
2155, rue de la Peltrie, C.P. 903  
Jonquière (Québec)  
G7X 7W8

Pour la SFR :

M<sup>me</sup> Brigitte Bussièrès  
Coordonnatrice  
216, rue Des Oblats Ouest  
2<sup>e</sup> étage, case postale 911  
Chicoutimi (Québec)  
G7H 3E5

Pour la Table agroalimentaire :

M<sup>me</sup> Christine Verreault  
Coordonnatrice  
640, rue Côté Ouest  
Alma (Québec)  
G8B 7S8

Pour l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean :

M. Denis Tremblay  
Directeur général  
3635, rue Panet  
Jonquière (Québec)  
G7X 8T7

Pour le CRDA :

M. Richard Wieland  
Directeur général par intérim  
640, rue Côté Ouest  
Alma (Québec)  
G8B 7S8

Pour la MRC du Fjord-du-Saguenay :

M. Denis Jubinville  
Directeur général  
216, rue Racine Est  
Chicoutimi (Québec)  
G7H 1R9

Pour la MRC de Lac-Saint-Jean-Est :

M. Sabin Larouche  
Directeur général  
625, rue Bergeron Ouest, C.P. 397  
Alma (Québec)  
G8B 5V9

Pour la MRC du Domaine-du-Roy :

M. Denis Taillon  
Directeur général  
901, boulevard Saint-Joseph, suite 101  
Roberval (Québec)  
G8L 2L8

Pour la MRC de Maria-Chapdelaine :

M. Christian Bouchard  
Directeur général  
209, boulevard des Pères  
Dolbeau-Mistassini (Québec)  
G8M 3A8

Pour la Ville de Saguenay :

M. Daniel Gaudreault  
Directeur général  
2890, Place Davis, C.P. 2 000  
Jonquière (Québec)  
G7X 7W7

## **11. LES ANNEXES**

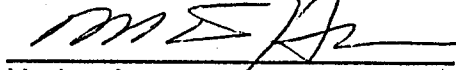
### **11.1 RÉSOLUTION DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES**

## 12. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.


En foi de quoi, les parties ont signé comme suit :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

  
Maxime Arsenau

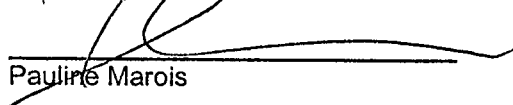
11 février 2003  
Date

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

  
Rémy Trudel

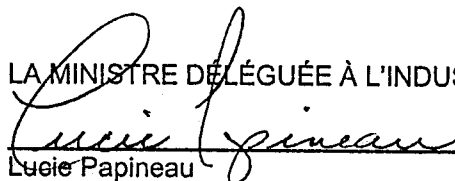
11 février 2003  
Date

LA VICE-PRÉMIÈRE MINISTRE, MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES, MINISTRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RECHERCHE

  
Pauline Marois

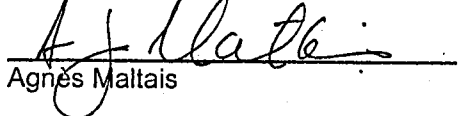
10 février 2003  
Date

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE

  
Lucie Papineau

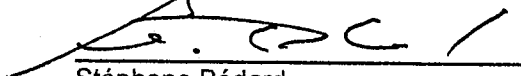
10 février 2003  
Date

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI

  
Agnès Maltais

10 février 2003  
Date

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

  
Stéphane Bédard

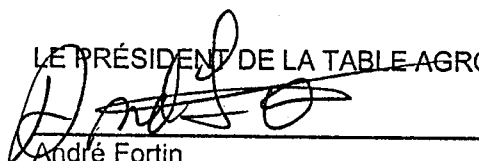
11 février 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

  
Réjean Bergeron

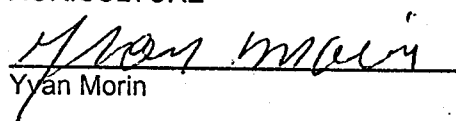
11 février 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DE LA TABLE AGROALIMENTAIRE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

  
André Fortin

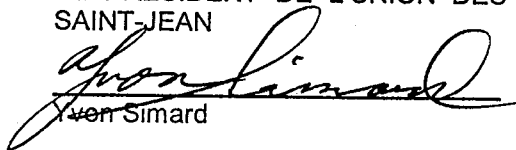
11 février 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DU CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT EN AGRICULTURE

  
Yvan Morin

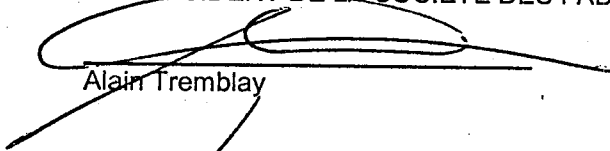
11 février 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU SAGUENAY-LAC-  
SAINT-JEAN

  
Yvon Simard

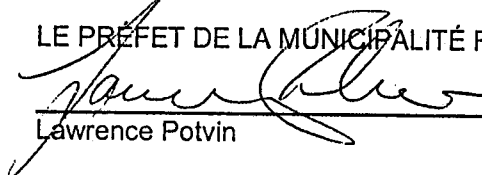
11 février 2003  
Date

LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES FABRICANTS RÉGIONAUX

  
Alain Tremblay

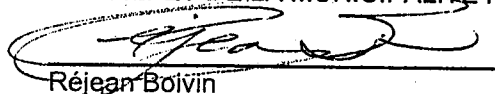
11 février 2003  
Date

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LAC-SAINT-JEAN-EST

  
Lawrence Potvin

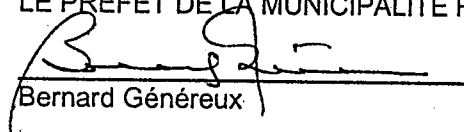
10 mars 2003  
Date

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ MARIA-CHAPDELAINE

  
Réjean Boivin

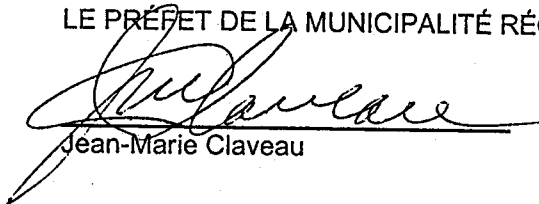
12 mars 2003  
Date

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU DOMAINE-DU-ROY

  
Bernard Généreux

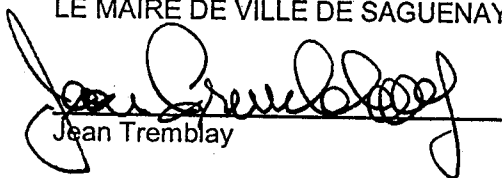
14 mars 2003  
Date

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY

  
Jean-Marie Claveau

14 mars 2003  
Date

LE MAIRE DE VILLE DE SAGUENAY

  
Jean Tremblay

24 mars 2003  
Date



## **Entente de régionalisation sur le développement touristique du Saguenay—Lac-Saint-Jean**

---

### **POUR ET AU NOM DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC :**

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT ET  
MINISTRE RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS, monsieur Richard Legendre,

ci-après désigné « Tourisme Québec » ;

ET

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET  
MINISTRE DES RÉGIONS, monsieur Rémy Trudel,

ci-après désigné le « ministère des Régions » ;

ET

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS, MINISTRE DE LA CULTURE ET  
DES COMMUNICATIONS, madame Diane Lemieux,

ci-après désignée le « ministère de la Culture et des Communications » ;

ET

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION DU QUÉBEC, monsieur Maxime  
Arseneau,

ci-après désigné le « ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec » ;

ET

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ  
RÉGIONAL DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN, monsieur Stéphane Bédard,

ci-après désigné le « délégué régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean » ;

ET

LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU  
QUÉBEC, madame Monique L. Bégin,

ci-après désignée la « Société de la faune et des parcs du Québec » ;

ET

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'INVESTISSEMENT QUÉBEC, monsieur Maurice  
Prud'homme,

ci-après désigné « Investissement Québec » ;

### **POUR ET AU NOM DE LA RÉGION DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN :**

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY—LAC-  
SAINT-JEAN, corporation légalement constituée, sise au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec),  
G7X 7W8, ici représenté par monsieur Réjean Bergeron, président,

ci-après désigné le « CRCD » ;

ET

L'ASSOCIATION TOURISTIQUE RÉGIONALE DE SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN, corporation  
légalement constituée, sise au 455, rue Racine Est, bureau 101, Chicoutimi (Québec), G7H 1T5, ici  
représentée par monsieur Gervais Coulombe, président,

ci-après désignée la « FTR » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY, corporation municipale légalement constituée, sise au 214, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec), G7H 1R9, ici représentée par monsieur Jean-Marie Claveau, préfet, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « MRC du Fjord-du-Saguenay » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LAC-SAINT-JEAN-EST, corporation municipale légalement constituée, sise au 625, rue Bergeron Ouest, Alma (Québec), G8B 5V9, ici représentée par monsieur Lawrence Potvin, préfet, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « MRC de Lac-Saint-Jean-Est » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU DOMAINE-DU-ROY, corporation municipale légalement constituée, sise au 901, boulevard Saint-Joseph, suite 101, Roberval (Québec), G8H 2L8, ici représentée par monsieur Bernard Généreux, préfet, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « MRC du Domaine-du-Roy » ;

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MARIA-CHAPDELAINE, corporation légalement constituée, sise au 209, boulevard des Pères, Mistassini (Québec), G8M 3A8, ici représentée par monsieur Réjean Boivin, préfet, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « MRC de Maria-Chapdelaine » ;

ET

L'ASSOCIATION DES CLD DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée, sise au 2155, de la Peltrie, Jonquière (Québec) G7X 7W8, ici représentée par monsieur Bertrand Côté, président,

ci-après désignée « L'Association des CLD » .

## **1. PRÉAMBULE**

ATTENDU QU'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires ;

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) prévoit, notamment, que le ministre des Régions a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le ministre des Régions élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et supervise leur réalisation et considérant que le gouvernement du Québec a adopté la Politique de soutien au développement local et régional ;

ATTENDU QUE cette politique vise à consolider le partenariat gouvernement-régions et à assurer une plus grande participation des milieux régionaux et locaux aux choix gouvernementaux et aux décisions relatives au développement de leur territoire, et ce, en vue d'adapter les politiques et programmes aux réalités locales et régionales ;

ATTENDU QUE cette politique réaffirme l'importance des ententes cadres de développement comme outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagement mutuel la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale ;

ATTENDU QUE cette politique confie un rôle clé aux ententes spécifiques en vue de l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités régionales et qu'elle précise que les conférences administratives régionales et les conseils régionaux de développement définiront conjointement, sur la base des ententes cadres, les mesures, activités et interventions pouvant faire l'objet de discussions menant à la conclusion d'ententes spécifiques ;

ATTENDU QUE l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le Conseil régional de développement est, pour la région qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et que l'article 20 de cette loi précise, notamment, que chaque conseil régional de développement :

- a principalement pour mandat de favoriser la concertation des Parties de la région et de donner avis au ministre sur tout ce qui touche le développement de la région ;
- établit un plan stratégique définissant les axes et priorités de développement de la région et conclut avec le gouvernement, sur la base de ce plan stratégique, une entente cadre dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement de la région ;
- conclut également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres Parties, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente cadre.

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions a institué le Fonds de développement régional et qu'une entente de gestion signée entre le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean et le ministre des Régions, en vertu de l'article 19 de cette loi, établit notamment les montants affectés au financement des ententes spécifiques et des projets à caractère régional ;

ATTENDU QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, il a signé une entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région le 18 janvier 2002 et que le projet du promoteur correspond entre autres aux priorités de développement suivantes :

- P-1 Poursuivre et accentuer les efforts de régionalisation de l'État de manière à permettre à la collectivité régionale et aux collectivités locales de disposer d'une meilleure emprise sur les leviers de développement et d'agir avec une plus grande efficacité à la résolution des problèmes qui affectent le développement de la région.
- A-1.24 Favoriser, dans les organisations, l'acquisition des savoirs et le développement des compétences.
- A-1.27 Développer la qualité professionnelle des ressources humaines en tourisme, en haussant le niveau moyen de formation du personnel des entreprises touristiques et, par voie de conséquence, permettre aux jeunes d'obtenir des emplois de qualité en région.
- A-2.4 Viser la régionalisation de programmes ou de mesures de Tourisme Québec, accompagnés des ressources nécessaires en vue d'appuyer efficacement la réalisation des priorités régionales.
- A-2.8 Consolider l'intervention régionale en tourisme, tout en s'appuyant sur les structures d'intervention locales reconnues pour en maximiser l'effet mobilisateur et structurant en améliorant la cohésion de l'offre, l'efficacité des promotions, la qualité de l'accueil et la compréhension de l'évolution des marchés.
- A-2.9 Assurer la complémentarité des interventions des organismes de loisir et de sport avec les milieux liés au tourisme, à la culture, à la santé, à l'environnement et à l'éducation, de façon à assurer une cohésion entre les actions.
- A-2.10 Optimiser l'utilisation des ressources en loisir et en sport, en facilitant le développement, la mise en commun, le partage d'infrastructures, d'équipements et de services des différents domaines, notamment des secteurs municipal, scolaire et récréotouristique.
- A-3.2 Développer le potentiel entrepreneurial.
- A-3.3 Structurer la promotion régionale et la prospection d'investissements.
- A-3.4 Faciliter l'accès et l'utilisation des sources de financement.
- A-3.5 Améliorer le soutien aux entreprises.
- A-3.17 Soutenir financièrement le renouvellement constant de l'offre touristique pour répondre à l'évolution de la demande et de la concurrence, et hausser les standards de qualité des services touristiques, notamment l'hébergement, pour ainsi préserver et développer des emplois.
- A-3.18 Encourager l'entrepreneuriat et l'innovation touristiques en partenariat avec les CLD, les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et autres organisations de développement œuvrant en région.
- A-3.19 Renforcer notre réseau d'expériences touristiques par le réseautage et la complémentarité de notre offre régionale et en améliorant l'adaptabilité des entreprises aux marchés actuels ainsi

qu'à de nouveaux, en vue d'améliorer la place du Saguenay—Lac-Saint-Jean sur l'échiquier touristique québécois et international.

A-3.20 Réduire les effets du caractère saisonnier du tourisme dans la région.

A-3.21 Dans une perspective de développement durable, promouvoir la pratique des activités de chasse, de pêche et de piégeage et identifier, mettre en œuvre et soutenir des activités de mise en valeur liées de près ou de loin à la faune et à ses habitats, afin d'accroître les retombées économiques régionales.

A-3.23 Développer la recherche et l'innovation en vue de favoriser l'émergence de nouveaux produits et services culturels pour les clientèles régionale et nationale.

A-3.24 Consolider et développer les infrastructures et les équipements culturels sur le territoire et, de manière spécifique, les équipements mineurs pour les besoins immédiats du milieu, et préserver le patrimoine religieux.

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, lors du Discours du budget pour l'année 2001-2002, a annoncé des crédits de 18 M\$ sur trois ans pour soutenir les efforts de développement touristique des régions ressources et qu'une enveloppe de 2,5 M\$ est réservée pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

ATTENDU QUE la région a recours à l'application de la taxe spécifique sur l'hébergement. Qu'elle utilisera une partie de cette taxe comme effet de levier au niveau du développement de l'offre et que l'utilisation de la taxe aux fins du développement a été un argument majeur lors des négociations avec les partenaires de l'hébergement ;

ATTENDU QUE Tourisme Québec, par sa politique de développement touristique, a comme orientation stratégique de consolider le financement de l'industrie touristique et d'élargir la concertation en vue d'un développement touristique durable et responsable ;

ATTENDU QUE la FTR est reconnue par Tourisme Québec comme son interlocuteur régional privilégié en matière de tourisme quant à l'établissement des priorités, des orientations et des politiques de développement et de promotion touristiques pour la région ;

ATTENDU QUE les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

ATTENDU QUE la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les ententes cadres de développement ;

ATTENDU QUE les sommes injectées à l'intérieur de cette entente sont en sus des mesures et des programmes réguliers ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

## 2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

« Association touristique régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean » : (FTR) organisation reconnue par le gouvernement du Québec comme maître d'œuvre du tourisme en région au niveau de la promotion, de l'accueil et de l'information touristique et du développement de l'offre ;

« Axe de développement » : grand objectif de développement de la région, décrit à titre d'orientation stratégique à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

« Conférence administrative régionale » : structure de concertation interministérielle instituée en vertu du décret 107-2000, du 9 février 2000, et ayant pour mission d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action

	gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle ; elle est présidée par le sous-ministre adjoint du ministère des Régions et constituée des ministères ou organismes dont les actions ont des incidences sur le développement de la région ;
« Conseil régional de concertation et de développement » : (CRCD)	le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean reconnu à titre de conseil régional en vertu du décret 1631-92 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions et constituant l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;
« Délégué régional » :	le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale ;
« Entente cadre » :	convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique régional et dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période ;
« Entente spécifique » :	convention entre le conseil régional et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional ;
« Fonds de développement régional » : (FDR)	fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au ministre ;
« Fonds de partenariat touristique » :	fonds légalement constitué le 23 décembre 1996 par la Loi instituant le Fonds de partenariat touristique destiné à la promotion et au développement de l'industrie touristique québécoise ;
« Fonds régional de développement de l'industrie touristique du Saguenay—Lac-Saint-Jean » : (FRDIT)	fonds régional créé dans le cadre de la présente entente spécifique et visant à soutenir le développement de l'offre touristique, ci-après désigné FRDIT ;
« Gouvernement » :	le gouvernement du Québec ;
« Ministère des Régions » : (MREG)	ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;
« Plan d'action pour la mise en œuvre de l'entente cadre » :	ensemble des dispositions précisant les actions à entreprendre et définissant les moyens appropriés en vue de la mise en œuvre de l'entente cadre ;

« Plan stratégique » :	document d'orientation adopté par le conseil régional au terme de sa démarche de planification stratégique régionale. Ce plan décrit les enjeux propres à la région, en faisant état de ses forces et de ses faiblesses, et identifie les axes et priorités de développement de la région pour un horizon de cinq ans ;
« Priorité de développement » :	objectif particulier jugé prioritaire pour la réalisation d'un axe de développement et identifié à titre de cible d'intervention sectorielle à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;
« Programme de soutien au développement de l'offre touristique » :	programme de soutien financier géré par Tourisme Québec visant à accroître les investissements touristiques au Québec, modifié par le CT 198070 du 9 avril 2002 pour les régions ressources et les MRC en difficulté dans les régions centrales ;
« Région touristique du Saguenay—Lac-Saint-Jean » :	territoire d'application de la présente entente qui comprend les municipalités régionales de comté du Domaine-du-Roy, du Fjord-du-Saguenay, de Lac-Saint-Jean-Est et de Maria-Chapdelaine ainsi que la Ville de Saguenay ;
« Régionalisation » :	opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

### 3. OBJET DE L'ENTENTE

La présente a pour objet d'associer les Parties à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique en vue de maximiser l'apport économique de l'industrie touristique à l'économie de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. De plus, elle précise les engagements financiers et administratifs des Parties.

### 4. BUTS ET DE L'ENTENTE

Dans une perspective de développement durable :

- 4.1 Développer un partenariat entre la région et le gouvernement du Québec et harmoniser leurs interventions afin d'assurer un support au développement de l'offre touristique de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.
- 4.2 Soutenir financièrement le renouvellement constant de l'offre touristique pour répondre à l'évolution de l'offre et de la demande et hausser les standards de qualité des services de façon à renforcer le réseau d'expériences touristiques.
- 4.3 Réduire les effets de la saisonnalité de l'industrie touristique de la région.
- 4.4 Convenir des modalités de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques.
- 4.5 Évaluer l'impact économique de l'industrie touristique sur l'économie régionale.
- 4.6 Maximiser les investissements publics et privés en tourisme en fonction du plan marketing et du plan d'affaires définis annuellement par la FTR.

## 5. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

En vue de tendre vers l'atteinte du premier but, les Parties conviennent de poursuivre l'objectif suivant :

5.1 Mettre en commun des informations et leurs expertises en ce qui concerne les projets touristiques.

En vue de tendre vers l'atteinte du second but, les Parties conviennent de poursuivre les objectifs suivants :

5.2 Assurer un soutien professionnel et financier à :

- des projets qui contribuent au développement touristique ;
- des projets novateurs dans des secteurs porteurs de développement ;
- la consolidation des entreprises existantes par le développement de nouveaux produits ou services touristiques susceptibles d'augmenter la valeur de l'expérience touristique régionale.

5.3 Supporter le maillage d'entreprises touristiques en relation avec les priorités régionales de développement de l'offre touristique.

5.4 Assurer un soutien professionnel et financier à des projets permettant d'offrir des services touristiques complets sur une plus longue période.

5.5 Convenir d'un plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques.

5.6 Assurer le monitoring des marchés touristiques en termes d'impacts et de performance régionale.

## 6. RÉSULTATS ESCOMPTÉS PAR CETTE ENTENTE

En relation avec l'objet, les buts et les objectifs de l'entente, les Parties conviennent de l'atteinte des résultats suivants :

6.1 En lien avec le premier objectif :

- le renforcement du rôle de la FTR au chapitre de la planification et du développement de l'offre touristique au Saguenay—Lac-Saint-Jean ;
- la concrétisation de priorités régionales en développement de l'offre touristique ;
- l'adaptation des interventions des ministères et organismes gouvernementaux aux besoins de la région ;
- la participation des intervenants régionaux à la prise de décision, à la gestion et à la mise en œuvre d'activités et d'opérations relevant de la responsabilité du gouvernement ;
- la création d'une passerelle d'informations propre à optimiser l'intervention des Parties au plan du développement touristique régional.

6.2 En lien avec le deuxième objectif :

- l'injection d'au moins 30 M\$ d'investissements publics et privés en développement de l'offre touristique d'ici 2006;
- la consolidation et la création d'au moins 500 emplois en équivalent temps complet ;
- conformément au plan marketing de la FTR :
  - l'augmentation de 6 % du volume de touristes québécois ;
  - l'augmentation de la portion de touristes hors Québec de 4 % ;
  - l'allongement de la durée moyenne de séjour des touristes québécois sur une base annuelle de 3 % ;
  - l'allongement de la durée moyenne de séjour des touristes hors Québec sur une base annuelle de 7 % ;
  - l'accroissement du volume total de nuitées de 15 % ;
  - l'accroissement du taux d'occupation hôtelière de 6,5 % ;
  - l'accroissement des recettes touristiques totales de 16 % ;
  - l'amélioration d'un rang le positionnement du Saguenay—Lac-Saint-Jean comme région touristique de destination.

6.3 En lien avec le troisième objectif :

- l'optimisation des investissements en tourisme au Saguenay—Lac-Saint-Jean, notamment en assurant la complémentarité des interventions, en évitant les chevauchements et la surenchère.

6.4 En lien avec le quatrième objectif :

- la croissance de la fréquentation touristique lors des saisons autres que l'été.

6.5 En lien avec le cinquième objectif :

- le plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques de la région à la fin de décembre 2003.

6.6 En lien avec le sixième objectif :

- le portrait de l'impact économique du tourisme pour la région.

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Cette entente couvre le territoire de la région touristique du Saguenay—Lac-Saint-Jean, correspondant au territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay, de Ville de Saguenay, de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est, de la MRC du Domaine-du-Roy et de la MRC de Maria-Chapdelaine.

## **8. LES ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **8.1 Engagements généraux**

Les Parties s'engagent conjointement à :

- 8.1.1 Confier à la FTR la responsabilité de créer à titre de fiduciaire, pour canaliser les investissements liés à la présente entente, le Fonds régional de développement de l'industrie touristique (FRDIT) en conformité avec les règles d'imputabilité et de reddition des comptes prévues par la loi sur l'administration publique. Un rapport annuel des résultats atteints sera déposé aux Parties.
- 8.1.2 S'informer mutuellement, dans le respect des règles de diffusion des renseignements personnels, de tout projet de développement de l'offre touristique touchant la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et sur lesquels elles interviennent.
- 8.1.3 Appuyer, lorsque requis, les projets soumis à l'entente par l'utilisation de leurs programmes, mesures et services réguliers.
- 8.1.4 Confier à la FTR la responsabilité professionnelle liée à la gestion et l'analyse des dossiers. Pour ce faire, elle engagera un analyste. Les dépenses liées à cette responsabilité sont assumées à même les ressources consenties par le ministère des Régions pour un montant maximal de 300 000 \$ pour la durée de l'entente.
- 8.1.5 Harmoniser leurs opérations de suivi des projets auprès des promoteurs.
- 8.1.6 Former un comité de gestion pour la mise en œuvre et d'évaluation de l'entente.

### **8.2 Composition et mandat du comité de gestion de l'entente**

Le comité de gestion est composé des Parties à l'entente, soit :

- de treize (13) membres répartis comme suit :

#### **8.2.1 Les représentants du milieu :**

- quatre (4) sièges à la FTR dont obligatoirement le président.
- un (1) siège au CRCD.
- un (1) siège pour les MRC.
- un (1) représentant des CLD nommés par l'association des CLD.

Sous-total : 7 sièges

#### **8.2.2 Les représentants gouvernementaux :**

- un (1) représentant de Tourisme Québec.



- un (1) représentant du ministère des Régions.
- un (1) représentant de la Société de la faune et des parcs du Québec.
- un (1) représentant du ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation.
- un (1) représentant du ministère de la Culture et des Communications.
- un (1) représentant d'Investissement Québec.

Sous-total : 6 sièges

8.2.3 Le comité peut s'adjoindre des personnes-ressources sans droit de vote.

8.2.4 Le comité de gestion est présidé par le président de la FTR.

8.2.5 Le mandat du comité de gestion consiste à :

- 8.2.5.1 Établir les critères de fonctionnement et les règles d'attribution en fonction des stratégies régionales d'investissement touristique définies par la FTR et les soumettre au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport pour approbation.
- 8.2.5.2 Adopter dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder à l'évaluation de l'entente.
- 8.2.5.3 Analyser les demandes d'aide financière et formuler une recommandation aux Parties concernées pour autorisation.
- 8.2.5.4 Se doter d'un plan de communication qui vise à faire connaître les règles d'attribution, les modalités pour le dépôt des demandes d'aide et le rôle des Parties de la présente entente pour la réalisation des projets.
- 8.2.5.5 Identifier au besoin de nouvelles avenues de financement aptes à maximiser l'investissement public et privé.
- 8.2.5.6 Produire et déposer aux parties annuellement et au terme de l'entente un bilan des activités et des résultats atteints.
- 8.2.5.7 Adresser, sous la signature de la présidence du comité de gestion, toute décision relative à une demande refusée.
- 8.2.5.8 Faire part aux ministres concernés de tout projet d'annonce reliée à l'entente afin qu'ils puissent s'y associer, s'ils le jugent à propos.
- 8.2.5.9 Recommander, aux parties concernées, le versement des contributions financières annuelles dans le FRDIT.

### 8.3 Engagements de Tourisme Québec

Tourisme Québec s'engage à :

- 8.3.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.3.2 Participer au comité de sélection pour l'embauche de la ressource professionnelle prévue à l'article 8.1.4.
- 8.3.3 Soutenir techniquement la FTR dans les analyses sur les demandes d'aide financière.
- 8.3.4 Réserver dans le Fonds de partenariat touristique un montant de 2,5 M\$ sur quatre ans pour le développement de l'offre de la région touristique du Saguenay—Lac-Saint-Jean.
  - entre 2002-2003, le montant prévu est de 1 000 000 \$ ;
  - en 2003-2004, 1 000 000 \$ ;
  - en 2004-2005, 500 000 \$ ;
  - en 2005-2006, les sommes non engagées seront périmées au 31 mars 2006.
- 8.3.5 Réserver annuellement dans le Fonds de partenariat touristique, une contribution équivalente à la contribution provenant des revenus de la taxe spécifique sur l'hébergement de la FTR, jusqu'à concurrence de 250 000 \$, pour soutenir financièrement des projets de développement de l'offre touristique.

- 8.3.6 En complément des modalités indiquées ci-dessus, maintenir l'éligibilité des projets du Saguenay—Lac-Saint-Jean aux programmes réguliers et aux mesures d'application générales gérés par Tourisme Québec.
- 8.3.7 Soumettre au ministre pour décision les projets recommandés par le comité de gestion.
- 8.3.8 Annoncer conformément et selon les termes convenus à l'article 13 de la présente l'aide financière pour les projets retenus dans le cadre du Fonds de partenariat touristique.
- 8.3.9 Assurer le suivi administratif de ses engagements financiers.
- 8.3.10 Participer à l'élaboration du plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques de la région.

#### 8.4 Engagements du ministère des Régions

Le ministère des Régions s'engage à :

- 8.4.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.4.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.
- 8.4.3 Coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs et buts de la présente entente lorsque requis.
- 8.4.4 Réserver un montant maximal de 300 000 \$ du FDR, volet « entente spécifique » et le verser selon les modalités prévues à l'article 9.

#### 8.5 Engagements du ministère de la Culture et des Communications

Le MCC s'engage à :

- 8.5.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.5.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.
- 8.5.3 Réserver un montant de 75 000 \$ pour les fins de l'entente.
- 8.5.4 Verser 75 000 \$ au FRDIT selon les modalités prévues à l'article 9.

#### 8.6 Engagements de la Société de la faune et des parcs du Québec

La FAPAQ s'engage à :

- 8.6.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.6.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.
- 8.6.3 Réserver un montant maximal de 790 000 \$ pour les fins de l'entente spécifique, soit 529 000 \$ dans le programme « Pourvoirie Québec – Standard international » et 261 000 \$ dans le programme « Développement récréotouristique des zecs », et ce, pour l'exercice 2002-2003. Pour les autres années, la Société ne pourra contribuer financièrement à l'entente, à moins que des fonds nouveaux lui soient attribués.

#### 8.7 Engagements du ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec

Le MAPAQ s'engage à :

- 8.7.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.7.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.

- 8.7.3 Réserver un montant maximal de 140 000 \$ à même le programme « appui à la diversification et à la transformation en agriculture et en agroalimentaire » dans les régions ressources pour les deux premières années de l'entente et à évaluer une participation supplémentaire pour la 3<sup>e</sup> année à condition que le programme soit renouvelé pour l'année 2005, étant entendu que ces montants seront dédiés à des projets en agrotourisme et attribués en fonction des normes du programme ci-haut mentionné.

#### 8.8 Engagements d'Investissement Québec

Investissement Québec s'engage à :

- 8.8.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.8.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.

#### 8.9 Engagements du CRCD

Le CRCD s'engage à :

- 8.9.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.9.2 Soutenir la présente entente par son expertise professionnelle.
- 8.9.3 Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional volet « entente spécifique », un montant maximal de 300 000 \$ pour la durée de l'entente.

#### 8.10 Engagements de la FTR

La FTR s'engage à :

- 8.10.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant quatre (4) représentants :
- le président de la FTR;
  - le directeur général de la FTR;
  - le représentant de l'Association régionale des hôteliers membres du Comité exécutif de la FTR;
  - un administrateur.

En ce qui concerne le représentant des hôteliers et l'administrateur de la FTR, l'un devra provenir de la sous-région Saguenay et l'autre de la sous-région Lac-Saint-Jean.

- 8.10.2 Définir la stratégie régionale d'investissement touristique.
- 8.10.3 Présider le comité de gestion de l'entente.
- 8.10.4 Créer, à titre de fiduciaire, le FRDIT en conformité avec les règles d'imputabilité et de reddition des comptes prévues par la loi sur l'administration publique.
- 8.10.5 Soutenir professionnellement l'entente et les activités du comité de gestion.
- 8.10.6 Déposer selon les modalités définies par le comité de gestion, les rapports d'activités.
- 8.10.7 Utiliser les subventions dédiées dans la présente aux fins de l'atteinte des objets et buts de l'entente. Pour ce qui est du financement provenant du monde municipal, le tout devra être utilisé selon l'article 8.11.3.
- 8.10.8 Tenir une comptabilité distincte et à déposer un rapport annuel vérifié au comité de gestion.
- 8.10.9 Verser annuellement au FRDIT aux fins de financement de projets de développement de l'offre touristique, une somme maximale de 300 000 \$, à même le produit de la taxe spécifique sur l'hébergement et les cotisations des membres.

- 8.10.10 Consacrer annuellement aux fins du monitoring des marchés, une somme de 100 000 \$ à même ses budgets annuels d'opération.
- 8.10.11 Procéder à l'engagement des ressources professionnelles nécessaires à la bonne marche de l'entente à même le budget consenti au financement de la gestion de cette dernière et en assurer la supervision.
- 8.10.12 Recevoir, analyser les demandes d'aide financière et transmettre aux Parties concernées, les recommandations du comité de gestion pour autorisation.
- 8.10.13 Participer à l'élaboration du plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques de la région.

#### 8.11 Engagements des MRC

Les MRC s'engagent à :

- 8.11.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant pour les MRC.
- 8.11.2 Soutenir la présente entente par leur expertise professionnelle.
- 8.11.3 Réserver une enveloppe totale de 419 028 \$, laquelle permettra de contribuer au financement des projets issus d'organismes sans but lucratif (OSBL) et des coopératives dont les activités sont similaires. La répartition de l'enveloppe provenant de chacune des MRC est la suivante :
 

▪ la MRC du Domaine-du-Roy	100 944 \$
▪ la MRC de Maria-Chapdelaine	86 310 \$
▪ la MRC de Lac-Saint-Jean-Est	168 081 \$
▪ la MRC du Fjord-du-Saguenay	63 693 \$
- 8.11.4 Verser leurs contributions dans le FRDIT, selon les modalités prévues à l'article 9.
- 8.11.5 Participer à l'élaboration du plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques de la région.

#### 8.12 Engagements de l'Association des CLD

L'Association des CLD s'engage à :

- 8.12.1 Reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci en y déléguant un (1) représentant.
- 8.12.2 Affecter, pour la durée de l'entente, une contribution d'une valeur de 150 000 \$ pour le volet monitoring des marchés, convenir d'une répartition entre CLD.
- 8.12.3 Animer le milieu en vue de faire lever des projets de développement de l'offre touristique en lien avec la présente entente.
- 8.12.4 Offrir aux entrepreneurs touristiques des services de première ligne d'accompagnement, ou de soutien, ou financier entre autres par des activités d'orientation, de référence, d'aide à la réalisation de plan d'affaires, de recherche de financement, de support financier, de formation spécialisée ou de référence à des services dits de deuxième ligne.
- 8.12.5 Collaborer, lorsque requis, avec l'analyste du fonds de l'entente de régionalisation sur le développement touristique du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans ses démarches visant à formuler l'avis adressé au comité de gestion pour recommandations.
- 8.12.6 Signer un protocole de confidentialité par rapport aux activités de formulation de l'avis et de son suivi.
- 8.12.7 Participer à l'élaboration du plan de financement de la Politique relative aux lieux d'accueil et de renseignements touristiques de la région.

## 9. MODALITÉS DE VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Partenaires	Financement des projets de développement de l'offre			
	1 <sup>ère</sup> année 2002-2003	2e année 2003-2004	3e année 2004-2005	TOTAL
Tourisme Québec (Budget des régions ressources)	1 000 000 \$	1 000 000 \$	500 000 \$	2 500 000 \$
(Fonds de partenariat touristique)	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	750 000 \$
Société de la faune et des parcs du Québec (Pourvoirie Québec - Standard international)	529 000 \$			529 000 \$
(Développement récréotouristique des zecs)	261 000 \$			261 000 \$
Ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec (L'agrotourisme)	70 000 \$	70 000 \$		140 000 \$
Ministère de la Culture et des Communications	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Fédération touristique régionale du SLSJ	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	900 000 \$
La MRC du Domaine-du-Roy	33 648 \$	33 648 \$	33 648 \$	100 944 \$
La MRC de Maria-Chapdelaine	28 770 \$	28 770 \$	28 770 \$	86 310 \$
La MRC de Lac-Saint-Jean-Est	56 027 \$	56 027 \$	56 027 \$	168 081 \$
La MRC du Fjord-du-Saguenay	21 231 \$	21 231 \$	21 231 \$	63 693 \$
<b>TOTAL :</b>	<b>2 574 676 \$</b>	<b>1 784 676 \$</b>	<b>1 214 676 \$</b>	<b>5 574 028 \$</b>
	<b>Financement de la gestion de l'entente</b>			
Ministère des Régions et Conseil régional de concertation et de développement	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
<b>TOTAL :</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>300 000 \$</b>
	<b>Projet de monitoring</b>			
Fédération touristique régionale	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
L'Association des CLD du Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>TOTAL :</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>450 000 \$</b>

- 9.1.1 Pour la première année de l'entente, le MREG, le MCC, s'engagent à verser à la FTR leur contribution annuelle dans les 60 jours de la signature des présentes.
- 9.1.2 Pour la deuxième année, le MREG s'engage à verser sa contribution annuelle dans les 60 jours suivant la réception d'une recommandation positive du CRCD à la suite d'une demande en ce sens du comité de gestion de l'entente.
- 9.1.3 Pour la troisième année, le MREG décaissera de la façon suivante : 90 000 \$ dans les 60 jours suivant une recommandation du CRCD et le résiduel de 10 000 \$ dans les 60 jours du dépôt du rapport final de l'entente.

- 9.1.4 Les MRC s'engagent à verser leur contribution annuelle dans un délai maximum de 90 jours du début de leur année financière.
- 9.1.5 Pour l'Association des CLD, les modalités seront précisées dans une entente à convenir avec le comité de gestion.
- 9.1.6 Tourisme Québec s'engage à décaisser ses participations financières selon les conventions intervenues avec les promoteurs des projets recommandés par le comité de gestion et autorisés par le ministre.
- 9.1.7 La FAPAQ s'engage à décaisser ses participations financières selon les normes des programmes de la Société pour les projets retenus par le comité de gestion.
- 9.1.8 Le MAPAQ s'engage à décaisser ses participations financières selon les conventions intervenues avec les promoteurs des projets retenus par le comité de gestion.

## **10. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **10.1 Durée**

- 10.1.1 L'entente prend effet à la date de signature par les Parties. Elle a une durée de quatre ans. Elle porte sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.
- 10.1.2 Toutefois, les Parties se donnent jusqu'au 31 mars 2007 pour finaliser les activités et l'évaluation finale prévues à l'entente à l'article 8.2.5.6.

### **10.2 Harmonisation et modifications**

- 10.2.1 Cette entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, en regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'entente.
- 10.2.2 Pour toute autre modification de l'entente, le consentement des Parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des Parties doit être communiqué par écrit aux autres Parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.
- 10.2.3 La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouvelles Parties désireuses de s'y associer. L'association de ces Parties pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des Parties.

## **11. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

La FTR s'engage à :

- 11.1 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu'il effectue. À cet égard, elle conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations pendant une période de sept années.
- 11.2 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les ministres jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.
- 11.3 Reconnaître que les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c. C-37) et, plus particulièrement, le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les documents et registres qu'il juge utile à cette vérification.
- 11.4 Permettre, pendant la période d'application de la présente entente, à tout représentant autorisé des ministres signataires, l'accès à ses locaux, ses livres et documents et accepter, en tout temps, de divulguer à ce représentant tout renseignement permettant de déterminer si les conditions et modalités de la présente entente sont respectées.

- 11.5 Ne pas céder, en tout ou en partie, vendre ou transporter les droits que lui confère la présente entente sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit des Parties, toute cession faite sans ce consentement étant jugée nulle et sans effet.

## **12. CAS DE DÉFAUTS**

Les circonstances suivantes constituent des cas de défauts à la présente entente :

- 12.1 La FTR ne remplit pas l'une des obligations à laquelle elle est tenue ou ne respecte pas l'une des conditions auxquelles elle est assujettie en vertu de la présente entente.
- 12.2 La FTR fait une déclaration ou fournit des renseignements faux ou inexacts.
- 12.3 La FTR met fin à ses activités.
- 12.4 La FTR fait faillite ou devient insolvable, est mise sous séquestre ou se prévaut d'une loi concernant les faillites ou l'insolvabilité.
- 12.5 Ordre est donné ou décision est rendue de mettre en liquidation la FTR ou celle-ci est effectivement dissoute.

S'il y a lieu :

- 12.6 Au sens des paragraphes qui précèdent et que la situation n'a pas été corrigée dans le délai que pourrait fixer un ou des ministres Parties à l'entente dans un avis de défaut envoyé à la FTR, ou si aucun plan n'a été dressé pendant ce délai pour corriger la situation à la satisfaction du ou des ministres ou ;
- 12.7 En cas de fin des activités de la FTR, un ministre peut exercer l'un ou l'autre des recours suivants, qui s'ajoutent à tout recours autrement disponible :
- Annuler toute obligation d'un ministre de verser ou de continuer à verser sa contribution et, entre autres, toute obligation de verser un montant quelconque dû avant la date de ladite annulation ;
  - Obliger la FTR à rembourser toute partie de la contribution dont elle n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de réception de l'avis de remboursement.
- 12.8 Si un ministre donne à la FTR un avis de défaut, il n'est pas tenu de verser d'autre contribution en vertu de la présente entente avant la fin de la période accordée à la FTR pour prendre des mesures de correction appropriées.

## **13. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS**

Les Parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la présente entente.

Spécifiquement, la FTR et le CRCD s'engagent à :

- 13.1 Offrir une tribune aux ministres signataires de l'entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention.
- 13.2 Inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements. À moins d'entente contraire, les projets autorisés font l'objet d'une annonce officielle conjointe par, d'une part, le ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la Faune et des Parcs et, selon le cas, avec ses collègues ministériels, et, d'autre part, le président de la FTR.
- 13.3 Indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères.
- 13.4 Faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communications où l'on fera mention de la contribution des ministères.

- 13.5 Faire refléter de façon équitable la contribution des Parties dans tout matériel d'information publique produit dans le cadre de l'entente.

#### **14. DISPOSITIONS FINALES**

- 14.1 Les dispositions du préambule font partie intégrante de la présente comme ci au long récitées.
- 14.2 Tous les titres et autres divisions insérés à la présente ne l'ont été que pour en faciliter la lecture et, en aucun cas, ils ne pourront être utilisés pour l'interpréter ni pour la contredire de quelque façon que ce soit, ni pour en étendre ou en restreindre la portée. Selon que le contexte l'exige, le singulier comprend le pluriel, le masculin comprend le féminin et inversement.
- 14.3 La présente constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties et celles-ci ne sont liées par aucune représentation, promesse, garantie, entente ou engagement antérieur à la date de signature de la présente concernant l'objet de la présente, sauf ceux qui y sont ici stipulés.
- 14.4 Les Parties à la présente déclarent qu'aucune de ses dispositions ne peut être interprétée comme établissant une entreprise, une co-entreprise ou une relation de mandataire entre elles. Rien dans la présente entente n'est réputé autoriser le promoteur à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte d'un ministre.
- 14.5 Les Parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Québec. Tout litige survenant en rapport avec la présente entente sera de la compétence de la Cour supérieure du district de Québec ou de tout autre tribunal compétent.
- 14.6 Toute décision d'un tribunal ou d'un arbitre à l'effet que l'une des dispositions de la présente est nulle et non exécutoire n'affectera aucunement la validité ou la force exécutoire des autres dispositions de la présente.
- 14.7 Si une Partie fait défaut de se prévaloir de l'un des droits que lui confère la présente entente, ceci ne constitue pas une renonciation, ni une modification des droits dont elle dispose en vertu de la présente.
- 14.8 Chaque Partie pourra ainsi, dans les délais prescrits par la loi, intenter des procédures judiciaires afin de se prévaloir des droits que lui octroie la présente, et tout défaut antérieur de s'en prévaloir ou retard à ce faire ne constitue pas un moyen de défense qui lui est opposable.
- 14.9 La présente, son application et son interprétation sont régies par les lois du Québec et par les lois du Canada applicables au Québec.

#### **15. AVIS DE CONFORMITÉ**

- 15.1 Le ministre des Régions reconnaît que cette entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional.
- 15.2 Le ministre responsable du Tourisme, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la Faune et des Parcs, reconnaît que cette entente est conforme à la Politique de développement touristique.
- 15.3 Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean reconnaît que cette entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional et dans l'entente cadre de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

#### **16. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les Parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la Partie concernée telle qu'indiquée ci-après :



Chaque Partie peut, au moyen d'un avis écrit, changer son adresse ou son représentant.

Pour Tourisme Québec :

Mme Diane De Lisio  
Déléguee touristique  
Tourisme Québec  
Direction de l'intervention régionale  
900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 400  
Québec (Québec) G1R 2B5

Pour le ministère des Régions :

M. Richard Bellemare  
Sous-ministre adjoint par intérim  
Région du Saguenay—Lac-Saint-Jean  
3950, boulevard Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Pour le ministère de la Culture et des Communications :

M. Michel Bonneau  
Directeur régional  
202, rue Jacques-Cartier Est  
Chicoutimi (Québec) G7H 6R8

Pour la Société de la faune et des parcs du Québec :

M. Louis Villemure  
Directeur régional  
3950, boulevard Harvey  
Jonquière (Québec) G7H 8L6

Pour le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec :

M. Alain Dessureault  
Directeur régional  
801, chemin Pont Taché Nord  
Alma (Québec) G8B 5W2

Pour Investissement Québec :

M. Martin Vallée  
Représentant régional  
Édifice Marguerite-Belley, 2<sup>e</sup> étage  
3950, boulevard Harvey  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Pour le CRCD du Saguenay—Lac-Saint-Jean :

M. Denis Brassard  
Directeur général  
2155, rue de la Peltrie, C.P. 903  
Jonquière (Québec) G7X 7W8

Pour la FTR :

M. Serge Plourde  
Directeur général  
455, rue Racine Est, bureau 101  
Chicoutimi (Québec) G7H 1T5

Pour la MRC du Fjord-du-Saguenay :

M. Denis Jubinville  
Directeur général  
216, rue Racine Est  
Chicoutimi (Québec) G7H 1R9

Pour la MRC de Lac-Saint-Jean-Est :

M. Sabin Larouche  
Directeur général  
625, rue Bergeron Ouest, C.P. 397  
Alma (Québec) G8B 5V9

Pour la MRC du Domaine-du-Roy :

M. Denis Taillon  
Directeur général  
901, boulevard Saint-Joseph, suite 101  
Roberval (Québec) G8L 2L8

Pour la MRC de Maria-Chapdelaine :

M. Christian Bouchard  
Directeur général  
209, boulevard des Pères  
Dolbeau-Mistassini (Québec) G8M 3A8

Pour l'Association des CLD du Saguenay-Lac-Saint-Jean :

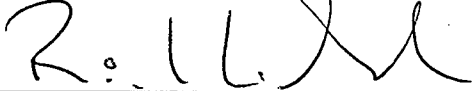
M. Roger Boivin  
Directeur délégué  
295, rue Racine Est, C.P. 22  
Chicoutimi (Québec) G7H 5B5

## **17. SIGNATURES**

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.

En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS

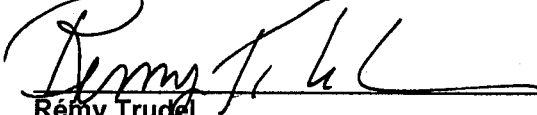


Richard Legendre

24/01/03

Date

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS



Rémy Trudel

Date

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS, MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

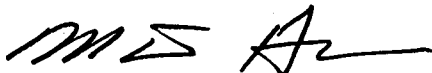


Diane Lemieux

22.01.03

Date

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION DU QUÉBEC



Maxime Arseneau

Date

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

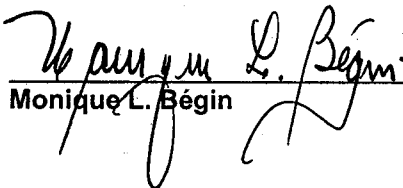


Stéphane Bédard

24/01/03

Date

LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC



Monique L. Bégin

03/01/03

Date

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'INVESTISSEMENT QUÉBEC



Maurice Prud'homme

10-02-03

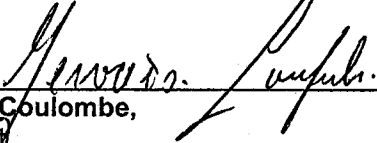
Date

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY—  
LAC-SAINT-JEAN

  
Réjean Bergeron,  
Président

24/01/03  
Date

L'ASSOCIATION TOURISTIQUE RÉGIONALE DE SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Gervais Coulombe,  
Président

24/01/03  
Date

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU FJORD-DU-SAGUENAY

\_\_\_\_\_  
Jean-Marie Claveau,  
Préfet

\_\_\_\_\_  
Date

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LAC-SAINT-JEAN-EST

  
Lawrence Potvin,  
Préfet

24/01/03  
Date

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU DOMAINE-DU-ROY

\_\_\_\_\_  
Bernard Généreux,  
Préfet


\_\_\_\_\_  
Date

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE MARIA-CHAPDELAINE

\_\_\_\_\_  
Réjean Boivin,  
Préfet

\_\_\_\_\_  
Date

L'ASSOCIATION DES CLD DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

  
Bertrand Côté,  
Président

24-01-2003  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION  
SUR LA CONSOLIDATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA  
SOCIÉTÉ DES FABRICANTS RÉGIONAUX  
DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

**ENTRE**

**pour et au nom du gouvernement du Québec :**

Madame LUCIE PAPINEAU, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce,

Monsieur RÉMY TRUDEL, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, ministre des Régions,

Madame AGNÈS MALTAIS, ministre déléguée à l'Emploi,

Monsieur STÉPHANE BÉDARD, secrétaire d'État au Renouveau de la Fonction publique, délégué régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean,

Dûment autorisés par la Loi constitutive de leur ministère respectif et ci-après désignés, sauf lorsque le contexte le commande, le « gouvernement ».

**ET**

**pour et au nom de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean :**

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée sise au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec) G7X 7W8 et représenté par le président, M. Réjean Bergeron, dûment autorisé par résolution,

ci-après désigné le « CRCD »

LA SOCIÉTÉ DES FABRICANTS RÉGIONAUX, corporation légalement constituée, sise au 216, rue des Oblats Ouest, Chicoutimi (Québec) G7J 2B1, ici représentée par monsieur Alain Tremblay, président, dûment autorisé par résolution,

ci-après désignée la « SFR » ;

**CI-APRÈS DÉSIGNÉS LES « PARTIES »**

## 1. PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires ;

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) prévoit, notamment, que le ministre des Régions a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le ministre des Régions élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et supervise leur réalisation et considérant que le gouvernement du Québec a adopté la Politique de soutien au développement local et régional ;

ATTENDU QUE cette politique vise à consolider le partenariat gouvernement-régions et à assurer une plus grande participation des milieux régionaux et locaux aux choix gouvernementaux et aux décisions relatives au développement de leur territoire, et ce, en vue d'adapter les politiques et programmes aux réalités locales et régionales ;

ATTENDU QUE cette politique réaffirme l'importance des ententes cadres de développement comme outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagement mutuel la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale ;

ATTENDU QUE cette politique confie un rôle clé aux ententes spécifiques en vue de l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités régionales et qu'elle précise que les conférences administratives régionales et les conseils régionaux de développement définiront conjointement, sur la base des ententes cadres, les mesures, activités et interventions pouvant faire l'objet de discussions menant à la conclusion d'ententes spécifiques ;

ATTENDU QUE l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le Conseil régional de développement est, pour la région qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et que l'article 20 de cette loi précise, notamment, que chaque conseil régional de développement :

- a principalement pour mandat de favoriser la concertation des Partenaires de la région et de donner avis au ministre sur tout ce qui touche le développement de la région ;
- établit un plan stratégique définissant les axes et priorités de développement de la région et conclut avec le gouvernement, sur la base de ce plan stratégique, une entente cadre dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement de la région ;
- conclut également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente cadre.

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions a institué le Fonds de développement régional et qu'une entente de gestion signée entre le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean et le ministre des Régions, en vertu de l'article 19 de cette loi, établit notamment les montants affectés au financement des ententes spécifiques et des projets à caractère régional ;

ATTENDU QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que, sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean, il a signé une Entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région le 18 janvier 2002 et que le projet du promoteur correspond, entre autres, aux priorités de développement suivantes :

### Axe 3 : Revitaliser et diversifier l'économie de la région

#### Priorités d'intervention :

- 3.1 Maximiser et diversifier les secteurs de deuxième et de troisième transformation de nos ressources;
- 3.2 Développer le potentiel entrepreneurial;
- 3.3 Structurer la promotion régionale et la prospection d'investissements;
- 3.4 Faciliter l'accès et l'utilisation des sources de financement;
- 3.5 Améliorer le soutien aux entreprises.

ATTENDU QUE les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

ATTENDU QUE la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les ententes cadres de développement ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

## 2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

« Société des fabricants régionaux » :  
(SFR) corporation à but non lucratif reconnue comme tel par l'inspecteur général des institutions financières, le 5 juin 1998, en vertu de la loi sur les compagnies ;

« Conseil régional de concertation et de développement » :  
(CRCD) le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay—Lac-Saint-Jean reconnu à titre de conseil régional en vertu du décret 1631-92 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions et constituant l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

« Délégué régional » : le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale ;

« Entente cadre » : convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique régional et dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période ;

« Entente spécifique » : convention entre le conseil régional et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional ;

« Fonds de développement régional » :  
(FDR) fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au ministre ;

« Gouvernement » :

le gouvernement du Québec ;

*Ministère des Finances, de  
l'Économie et de la Recherche » :*  
(MFER mission Industrie et  
Commerce)

la mission Industrie et commerce du MFER joue un rôle de premier plan dans la mission économique gouvernementale. Sa mission est de contribuer au développement économique du Québec en intensifiant la compétitivité des entreprises et le développement des marchés, aux fins d'appuyer la création d'emploi. Le ministère entretient des liens continus sur les plans sectoriel et régional avec les entreprises oeuvrant au Québec et avec celles des affaires au Québec. Il est le principal porte-parole gouvernemental sur les questions touchant les entreprises. Il exerce également des responsabilités horizontales dans l'exécution de mandats gouvernementaux relatifs à la compétitivité des entreprises et au développement de marché notamment ;

« Ministère des Régions » :  
(MREG)

ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

« Emploi-Québec » :

relevant de la ministre déléguée à l'Emploi, agence au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale créée en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150). Elle a pour mission de contribuer à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur ce marché, à réduire le chômage, l'exclusion professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés ;

« Plan d'action pour la mise en  
œuvre de l'entente cadre » :

ensemble des dispositions précisant les actions à entreprendre et définissant les moyens appropriés en vue de la mise en œuvre de l'entente cadre ;

« Plan stratégique » :

document d'orientation adopté par le conseil régional au terme de sa démarche de planification stratégique régionale. Ce plan décrit les enjeux propres à la région, en faisant état de ses forces et de ses faiblesses, et identifie les axes et priorités de développement de la région pour un horizon de cinq ans ;

« Priorité de développement » :

objectif particulier jugé prioritaire pour la réalisation d'un axe de développement et identifié à titre de cible d'intervention sectorielle à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

« Région administrative du  
Saguenay—Lac-Saint-Jean » :

territoire d'application de la présente entente qui comprend les municipalités régionales de comté du Domaine-du-Roy, du Fjord-du-Saguenay, de Lac-Saint-Jean-Est et de Maria-Chapdelaine ainsi que la Ville de Saguenay ;



« Régionalisation » :

opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

### **3. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente a pour objet d'associer le gouvernement du Québec, par le biais du MFER mission Industrie et Commerce, du MREG, d'Emploi-Québec et la région, par le biais du CRCD et de la SFR, dans la consolidation et le développement de la Société des fabricants régionaux afin de lui permettre d'accomplir sa mission auprès des entreprises régionales de fabrication et de tendre vers une autonomie financière.

### **4. BUTS DE L'ENTENTE**

Dans la perspective d'assurer l'autonomie financière de la Société des Fabricants régionaux, les buts de l'Entente sont :

- 4.1 Mettre en place un plan stratégique de développement visant à accroître l'autonomie financière de l'organisation.
- 4.2 Mettre en réseau les entreprises manufacturières et de transformation afin de les amener à :
  - 4.2.1 Échanger sur leurs problématiques respectives et communes.
  - 4.2.2 Créer un climat de confiance et d'entraide au sein du réseau.
  - 4.2.3 Favoriser les maillages stratégiques entre entreprises.
  - 4.2.4 Favoriser les regroupements d'achats.
- 4.3 Travailler à la sensibilisation et à l'éducation auprès de la population et des entreprises face à l'importance des choix de consommation en regard de l'économie régionale.
  - 4.3.1 Mettre sur pied un plan de communication visant à mettre en relief l'excellence et le succès de plusieurs entreprises régionales (créer une image régionale positive).
  - 4.3.2 Élaborer des stratégies permettant aux utilisateurs de biens et de services de reconnaître rapidement les produits de fabrication régionale.
- 4.4 Aider, par le biais du réseau d'entreprises, les membres à prendre conscience de l'importance de l'amélioration des pratiques d'affaires, de la compétitivité et de la diversification des marchés.
- 4.5 Mettre sur pied un programme de soutien à la formation de la main-d'œuvre adapté aux besoins spécifiques des entreprises régionales de fabrication.
- 4.6 Contribuer à la maximisation des retombées économiques des grands projets en région afin d'en faire bénéficier ses membres.
- 4.7 Développer et établir des liens avec les grands réseaux d'achats et de distribution de produits afin d'y créer des ouvertures pour les entreprises régionales.
- 4.8 Faire de la vigie face à la propriété régionale d'entreprises.

## **5. RÉSULTATS ESCOMPTÉS PAR CETTE ENTENTE**

Au terme de cette entente, les résultats suivants devront être observables :

- 5.1 Structure améliorée de la SFR et de son réseau d'entreprises et de partenaires ;
- 5.2 Augmentation substantielle de l'autonomie financière de la Société des fabricants régionaux ;
- 5.3 Augmentation du dynamisme des entreprises et de leur implication à l'amélioration de la situation régionale ;
- 5.4 Amélioration de la qualité de la main-d'œuvre au sein des entreprises régionales de fabrication ;
- 5.5 Amélioration de la perception de la collectivité face aux entreprises régionales et à leurs produits ;
- 5.6 Amélioration de la connaissance, par les consommateurs et les grands acheteurs, des entreprises de fabrication et de leurs produits ;
- 5.7 Amélioration du climat d'affaires et des échanges entre les grands réseaux d'achats et de distribution et les fournisseurs régionaux.

## **6. LES ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES**

### **6.1 Le MFER mission Industrie et Commerce s'engage :**

- 6.1.1 à soutenir l'entente par son expertise professionnelle ;
- 6.1.2 à soutenir financièrement la SFR pour une somme totale de 90 000 \$ en attribuant un montant de 30 000 \$ par année pour la durée de l'entente ;
- 6.1.3 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant.

### **6.2 Le MREG s'engage :**

- 6.2.1 à soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.2.2 à coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs et buts de la présente Entente ;
- 6.2.3 à réserver un montant maximal de 150 000 \$ au Fonds de développement régional « activité ententes spécifiques » ;
- 6.2.4 à verser à la SFR sur recommandation du CRCD, selon les modalités convenues à l'article 7, et sous réserve des disponibilités financières, un montant de 50 000 \$ par année pour les deux premières années, et des montants de 45 000\$ et 5 000\$ pour les années subséquentes;
- 6.2.5 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant.

### **6.3 Emploi-Québec s'engage :**

- 6.3.1 à soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.3.2 dans le cadre du volet formation de l'Entente, Emploi-Québec s'engage, pour un montant de 30 000 \$ pour la première année et que cet engagement pourra être reconduit pour la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année de l'Entente sous réserve des disponibilités budgétaires et d'une évaluation des résultats obtenus au cours de l'année précédente et à verser sa contribution selon les modalités de la mesure utilisée ;
- 6.3.3 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant.

**6.4 Le CRCD s'engage :**

- 6.4.1 à soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 6.4.2 à affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional « activités ententes spécifiques », un montant maximal de 150 000 \$ pour la durée de l'Entente et recommander au MREG d'en effectuer le versement selon les modalités convenues à l'article 7;
- 6.4.3 à présider le comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.

**6.5 La SFR s'engage :**

- 6.5.1 à présenter un plan d'action annuel en conformité avec les objets et buts de l'Entente ;
- 6.5.2 à réaliser les activités prévues au plan d'action;
- 6.5.3 à déposer annuellement un rapport d'activités au comité de suivi et d'évaluation ;
- 6.5.4 à utiliser les subventions dédiées dans la présente aux fins de l'atteinte des objets et buts de l'Entente ;
- 6.5.5 à tenir une comptabilité distincte et à déposer un rapport annuel vérifié au comité de suivi et d'évaluation ;
- 6.5.6 à souscrire, avec des partenaires du milieu 15 000 \$ en argent, biens et services pour la durée de l'Entente ;
- 6.5.7 à participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente en déléguant un (1) représentant ;
- 6.5.8 à soutenir professionnellement les activités du comité de suivi et d'évaluation et à en assumer les aspects logistiques (secrétariat et autres).

**7. MODALITÉS DE VERSEMENTS**

**7.1 Pour la première année de l'Entente :**

- 7.1.1 le MREG et le MFER s'engagent à verser à la SFR la totalité de leur contribution annuelle dans les 60 jours de la signature des présentes ;
- 7.1.2 Emploi-Québec s'engage à verser sa contribution selon les modalités de la mesure utilisée ;

**7.2 Pour la deuxième année de l'Entente :**

- 7.2.1 Le MREG et le MFER s'engagent à verser leur contribution à la SFR dans les 60 jours suivant la réception d'une recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation ;
- 7.2.2 Emploi-Québec s'engage, sous réserve de disponibilités budgétaires et d'une évaluation des résultats obtenus la première année, à verser une participation de 30 000 \$ selon les modalités de la mesure utilisée ;

**7.3 Pour la troisième année de l'Entente :**

- 7.3.1 Le MFER s'engage à verser sa contribution finale dans les 60 jours suivant la recommandation positive du président du comité de suivi et d'évaluation ;
- 7.3.2 Le MREG s'engage à verser un montant de 45 000 \$ dans les 60 jours suivant une recommandation positive du président du comité

de suivi et d'évaluation. Le résiduel soit 5 000 \$ sera versé dans les 60 jours suivant le dépôt du rapport final au comité de suivi et d'évaluation et suite à une recommandation du président du comité.

- 7.3.3 Emploi-Québec s'engage, sous réserve de disponibilités budgétaires et d'une évaluation des résultats obtenus l'année précédente, à verser une participation de 30 000 \$ selon les modalités de la mesure utilisée.

#### 7.4 MODALITÉS DE VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

PARTIE GOUVERNEMENTALE					
	2002-2003 1 <sup>re</sup> année	2003-2004 2 <sup>e</sup> année	2004-2005 3 <sup>e</sup> année	2005-2006 4 <sup>e</sup> année	TOTAL
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$		90 000 \$
Ministère des Régions et Conseil régional de concertation et de développement	50 000 \$	50 000 \$	45 000 \$	5 000 \$	150 000 \$
Emploi-Québec	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$		90 000 \$
Sous total :	110 000 \$	110 000 \$	105 000 \$	5 000 \$	330 000 \$
CONTRIBUTION DU MILIEU					
La Société des fabricants régionaux	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$		45 000 \$
GRAND TOTAL	125 000 \$	125 000 \$	120 000 \$	5 000 \$	375 000 \$

#### 8. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE

- 8.1 Pour les fins de coordination, de suivi et d'évaluation de l'Entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par le CRCD ;
- 8.2 Ce comité sera formé d'un représentant du MFER mission Industrie et Commerce, d'un représentant du MREG, d'un représentant d'Emploi-Québec, d'un représentant du CRCD et d'un représentant de la SFR. Le Comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote ;
- 8.3 Entre autres, le comité devra adopter, dans les 90 jours suivant la signature de l'Entente, les règles de fonctionnement dudit comité et un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objets et buts visés à l'Entente ;
- 8.4 Le comité aura à accepter annuellement le bilan des résultats obtenus et les états financiers et à recommander le versement des contributions selon l'article 7.

#### 9. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

##### 9.1 Durée

L'entente prend effet à la date de signature par les parties. Elle aura une durée de trois ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ;

Toutefois, elle restera en vigueur jusqu'à la date où les obligations respectives des parties seront complétées et elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'Entente, les parties conviendront des suites à donner à la présente.

## **9.2 Harmonisation et modifications**

Cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, en regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'Entente.

Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

## **9.3 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

## **9.4 Cession**

La présente Entente, ni quelque droit en résultant, ne pourront en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans l'autorisation écrite des parties.

## **9.5 Ouverture à d'autres partenaires**

La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des parties.

# **10 COMMUNICATIONS**

## **10.1 Avis et communications entre les parties**

Tout avis exigé en vertu de la présente Entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Pour le MFER volet Économie :

M. Alain Migneault  
Directeur régional par interim  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour le MREG :

M<sup>me</sup> Lison Rhéaume  
Sous-ministre adjointe par intérim  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec)  
G7X 8L6

Pour Emploi-Québec :

M. Yvon Fleury  
Directeur  
Direction régionale  
210, avenue des Oblats Ouest, 1<sup>er</sup> étage  
Chicoutimi (Québec) G7J 2B1

Pour le CRCD : M. Denis Brassard  
Directeur général  
2155, rue de la Peltrie  
C. P. 903  
Jonquière (Québec)  
G7X 7W8

Pour la SFR : M. Alain Tremblay  
Président  
Société des fabricants régionaux  
C.P. 911  
Chicoutimi (Québec)  
G7H 5E8

## **10.2 Publicité, relations publiques et communications**

Les parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la conclusion de cette Entente.

Spécifiquement, la SFR et le CRCD s'engagent à:

- Offrir une tribune aux ministres signataires de l'Entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention ;
- Inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements ;
- Indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères ;
- Faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communications où l'on fera mention de la contribution des ministères ;
- Faire refléter de façon équitable la contribution des parties dans tout matériel d'information public produit dans le cadre de l'Entente.

## **11 AVIS DE CONFORMITÉ**

- 11.1 Le ministre des Régions reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional ;
- 11.2 Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean reconnaît que cette Entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional et dans l'Entente cadre de développement du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

## **12 LES ANNEXES**

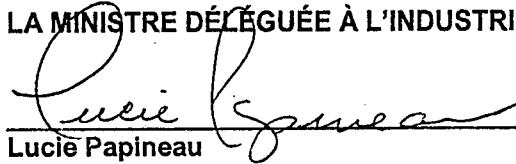
Annexe 1 : Résolution du CRCD  
Résolution de la SFR

## SIGNATURES

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.


En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'INDUSTRIE ET AU COMMERCE

  
Lucie Papineau

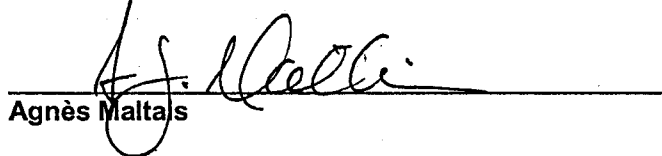
31 mars 2003  
Date

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX  
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

  
Rémy Trudel

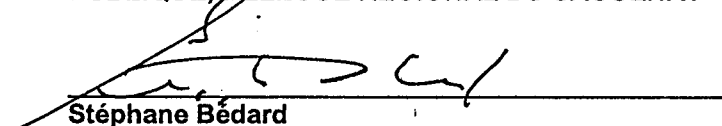
31 mars 2003  
Date

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI

  
Agnès Maltais

31 mars 2003  
Date

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION  
PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Stéphane Bédard

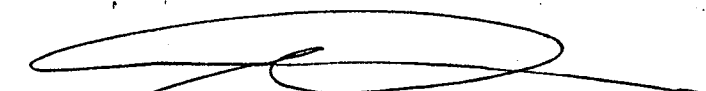
31 mars 2003  
Date

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Réjean Bergeron,  
Président

31 mars 2003  
Date

LA SOCIÉTÉ DES FABRICANTS RÉGIONAUX

  
Alain Tremblay,  
Président

31 mars 2003  
Date





## **ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION SUR LA PROMOTION ET LA MISE EN MARCHÉ DES ARTS ET DE LA CULTURE AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

---

**POUR ET AU NOM DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC :**

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS, MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, madame Diane Lemieux,

ci-après désignée le « ministère de la Culture et des Communications » ;

ET

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS, monsieur Rémy Trudel,

ci-après désigné le « ministère des Régions » ;

ET

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI, madame Agnès Maltais,

ci-après désignée « Emploi-Québec » ;

ET

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, monsieur Stéphane Bédard,

ci-après désigné le « délégué régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean » ;

Dûment autorisés par la loi constitutive de leur ministère respectif et, ci-après désignés, sauf lorsque le contexte le commande, le « gouvernement ».

**POUR ET AU NOM DE LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN :**

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, corporation légalement constituée, sise au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec), G7X 7W8, ici représenté par monsieur Réjean Bergeron, président,

ci-après désigné le « CRCD » ;

ET

LE CONSORTIUM DE PROMOTION DES ARTS ET DE LA CULTURE, corporation légalement constituée, sise au 414, rue Collard Ouest, Alma, G8B 1N2, laquelle est représentée par Monsieur André Turgeon, délégué, dûment autorisé par résolution,

ci-après désigné le « CONSORTIUM » ;

## 1. PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires ;

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) prévoit, notamment, que le ministre des Régions a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le ministre des Régions élabore et propose au gouvernement des orientations et des politiques favorables au développement local et régional et supervise leur réalisation et considérant que le gouvernement du Québec a adopté la Politique de soutien au développement local et régional ;

ATTENDU QUE cette politique vise à consolider le partenariat gouvernement-régions et à assurer une plus grande participation des milieux régionaux et locaux aux choix gouvernementaux et aux décisions relatives au développement de leur territoire, et ce, en vue d'adapter les politiques et programmes aux réalités locales et régionales ;

ATTENDU QUE cette politique réaffirme l'importance des ententes cadres de développement comme outils privilégiés de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagement mutuel la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale ;

ATTENDU QUE cette politique confie un rôle clé aux ententes spécifiques en vue de l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités régionales et qu'elle précise que les conférences administratives régionales et les conseils régionaux de développement définiront conjointement, sur la base des ententes cadres, les mesures, activités et interventions pouvant faire l'objet de discussions menant à la conclusion d'ententes spécifiques ;

ATTENDU QUE l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions prévoit que le Conseil régional de développement est, pour la région qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et que l'article 20 de cette loi précise, notamment, que chaque conseil régional de développement :

- a principalement pour mandat de favoriser la concertation des Partenaires de la région et de donner avis au ministre sur tout ce qui touche le développement de la région ;
- établit un plan stratégique définissant les axes et priorités de développement de la région et conclut avec le gouvernement, sur la base de ce plan stratégique, une entente cadre dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement de la région ;
- conclut également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres Parties, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente cadre ;

ATTENDU QUE l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions a institué le Fonds de développement régional et qu'une entente de gestion signée entre le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean et le ministre des Régions, en vertu de l'article 19 de cette loi, établit notamment les montants affectés au financement des ententes spécifiques et des projets structurants à caractère régional ;

ATTENDU QUE le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean a adopté son deuxième plan stratégique le 26 avril 2001 et que sur la base de ce plan et de l'avis de la Conférence administrative régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il a signé une entente cadre entre le gouvernement du Québec et la région le 18 janvier 2002 et que le projet du promoteur correspond, entre autres, aux priorités de développement suivantes :

P-1 Poursuivre et accentuer les efforts de régionalisation de l'État de manière à permettre à la collectivité régionale et aux collectivités locales de disposer d'une meilleure emprise sur les leviers de développement et d'agir avec une plus grande efficacité à la résolution des problèmes qui affectent le développement de la région ;

A-2.3 Développer des partenariats accrus entre les gouvernements, les sociétés d'État, les municipalités, le milieu culturel, les entreprises privées et autres partenaires pour une plus grande régionalisation du financement de la culture et favoriser le développement et la consolidation des réseaux ;

A-3.22. Développer des stratégies de promotion et de sensibilisation des arts et de la culture et mettre en marché les produits, les biens et les services culturels ;

ATTENDU QUE la Politique culturelle du Québec, adoptée en 1992, vise, d'une part, à encourager la fréquentation d'activités culturelles et la consommation de produits culturels de langue française et, d'autre part, à accentuer le rôle des médias en ce qui a trait à la sensibilisation et à la promotion des arts et de la culture ;

ATTENDU QUE le projet expérimental de promotion des arts et de la culture a fait l'objet d'un consensus régional du milieu des arts et de la culture lors de consultations publiques tenues en 1998-1999 par le Conseil régional de la culture ;

ATTENDU QUE le Consortium de promotion des arts et de la culture, représentatif de la dynamique culturelle et artistique régionale, agit à titre de promoteur et maître d'œuvre du projet expérimental de promotion et mise en marché des arts et de la culture ;

ATTENDU QUE la promotion des arts et de la culture représente une des solutions à la problématique de la fréquentation des activités culturelles sur le territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;

ATTENDU QUE les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

EN CONSÉQUENCE, les Parties conviennent de ce qui suit :

## 2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

« <i>Axe de développement</i> » :	grand objectif de développement de la région, décrit à titre d'orientation stratégique à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
« <i>Conférence administrative régionale</i> » :	structure de concertation interministérielle instituée en vertu du décret 107-2000, du 9 février 2000, et ayant pour mission d'assurer la concertation et l'harmonisation interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle ; elle est présidée par le sous-ministre adjoint du ministère des Régions et constituée des ministères ou organismes dont les actions ont des incidences sur le développement de la région ;
« <i>Conseil régional de concertation et de développement</i> » : (CRCD)	le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnu à titre de conseil régional en vertu du décret 1631-92 et de l'article 18 de la Loi sur le ministère des Régions et constituant l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
« <i>Consortium de promotion des arts et de la culture</i> » :	Organisme à but non lucratif dont les buts sont de promouvoir, par la concertation, les arts et la culture auprès de la population régionale et de susciter la demande globale des activités et produits culturels et artistiques ;
« <i>Délégué régional</i> » :	le député désigné pour représenter le gouvernement dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et défendre les intérêts de cette région auprès du gouvernement et de l'Assemblée nationale ;
« <i>Entente cadre</i> » :	convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique

régional et dans laquelle les Parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période ;

« Entente spécifique » :

convention entre le conseil régional et un ministère ou un organisme gouvernemental et, le cas échéant, d'autres partenaires, pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional ;

« Fonds de développement régional » :  
(FDR)

fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets structurants à caractère régional, et dont l'administration est confiée au ministre ;

« Gouvernement » :

le gouvernement du Québec ;

« Ministère de la Culture et des Communications » :  
(MCC)

ministère dont la mission est de favoriser l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture et des communications au Québec dans le respect des valeurs de la société québécoise, francophone et pluraliste, d'en maximiser les retombées au plan de la qualité artistique et de l'enrichissement de la collectivité et de susciter le développement, tant national qu'international, des entreprises qui oeuvrent dans ce domaine ; d'assurer l'harmonisation de l'ensemble des activités du gouvernement, des ministères et des organismes publics en matière de culture ainsi que la coordination gouvernementale des politiques en matière de communications ;

« Ministère des Régions » :  
(MREG)

ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions. Il a pour mission de susciter et de soutenir le développement local et régional dans ses dimensions économique, sociale et culturelle, en favorisant sa prise en charge par les collectivités intéressées, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État ;

« Emploi-Québec » :

Relevant de la ministre déléguée à l'Emploi, agence au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale créée en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150). Elle a pour mission de contribuer à améliorer le fonctionnement du marché du travail, à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sur ce marché, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emplois, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés

« Plan d'action pour la mise en œuvre de l'entente cadre » :

ensemble des dispositions précisant les actions à entreprendre et définissant les moyens appropriés en vue de la mise en œuvre de l'entente cadre ;

« Plan stratégique » :

document d'orientations adopté par le conseil régional aux termes de sa démarche de planification stratégique régionale. Ce plan décrit

les enjeux propres à la région, en faisant état de ses forces et de ses faiblesses, et identifie les axes et priorités de développement de la région pour un horizon de cinq ans ;

« *Priorité de développement* » : objectif particulier jugé prioritaire pour la réalisation d'un axe de développement et identifié à titre de cible d'intervention sectorielle à l'intérieur du plan stratégique régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;

« *Région du Saguenay-Lac-Saint-Jean* » : territoire d'application de la présente entente qui comprend les municipalités régionales de comté Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est et Maria-Chapdelaine ainsi que la Ville de Saguenay ;

« *Régionalisation* » : opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État.

## **1. L'OBJET DE L'ENTENTE**

Associer le gouvernement du Québec, par le biais du ministère de la Culture et des Communications, du ministère des Régions, d'Emploi-Québec, et la région, par le biais du Conseil régional de concertation et de développement et du Consortium de promotion des arts et de la culture, à la réalisation du projet expérimental sur la promotion des arts et de la culture au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

## **2. LES OBJECTIFS**

- 2.1 Augmenter la demande globale des activités et produits culturels et artistiques par la promotion des arts et de la culture auprès de la population régionale ;
- 2.2 Accroître la reconnaissance des rôles sociaux et économiques de la culture et de ses acteurs ;
- 2.3 Obtenir un effet multiplicateur des stratégies de promotion en privilégiant une intervention régionale concertée ;
- 2.4 Accroître la fréquentation des lieux et l'acquisition des biens et services culturels et artistiques par la population régionale ;
- 2.5 Consolider et créer des emplois spécialisés dans les organisations culturelles et sensibiliser le milieu à la réalisation d'activités de promotion et de mise en marché des arts et de la culture.

## **3. LES MOYENS**

- 3.1 La conception d'un plan marketing quinquennal et sa mise en œuvre par des campagnes publicitaires régionales majeures, la création d'un fonds de promotion et de mise en marché des arts et de la culture et l'utilisation des nouvelles technologies comme outils de communication et possiblement de commercialisation ;
- 3.2 L'évaluation de l'impact des actions sur les marchés et auprès de la population ;
- 3.3 La création de réseaux de partenaires entre le milieu culturel et les organismes des secteurs privé et public ;
- 3.4 Le positionnement de produits, d'activités et d'œuvres, selon leurs caractéristiques auprès des marchés cibles régionaux et nationaux pour les cinq (5) prochaines années ;

- 3.5 La sensibilisation des organisations culturelles à participer et à s'impliquer dans des actions et stratégies de promotion et de mise en marché des arts et de la culture.

#### **4. BILAN ANNUEL**

Le Consortium déposera, auprès du comité de suivi et d'évaluation, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après la date d'anniversaire de l'Entente, un bilan annuel faisant état des actions menées pour la mise en œuvre de l'Entente et des résultats atteints. De plus, le Consortium déposera des états financiers vérifiés dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier.

#### **5. LES ENGAGEMENTS DES PARTIES**

##### **5.1 Engagements du ministère de la Culture et des Communications :**

Le MCC s'engage à :

- 5.1.1 soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 5.1.2 soutenir financièrement l'Entente en investissant un montant total de 75 000 \$ et à le verser selon les modalités prévues à l'article 6, et ce, conditionnellement à une participation équivalente des entreprises privées et des municipalités. L'appariement du montant de 75 000 \$ avec les investissements des entreprises privées et des municipalités sera ajusté lors du troisième versement;
- 5.1.3 participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation en déléguant un représentant.

##### **5.2 Engagements d'Emploi-Québec :**

Emploi-Québec s'engage à :

- 5.2.1 soutenir l'Entente par son expertise professionnelle ;
- 5.2.2 participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière et sous réserve des disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'Entente pour un montant de 20 000 \$, réparti selon les modalités acceptées par Emploi Québec;
- 5.2.3 effectuer les versements de ces montants selon les modalités de la mesure utilisée;
- 5.2.4 nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

##### **5.3 Engagements du ministère des Régions :**

Le ministère des Régions s'engage à :

- 5.3.1 soutenir la présente entente par son expertise professionnelle ;
- 5.3.2 coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente ;
- 5.3.3 réserver un montant maximal de 150 000 \$ du FDR, volet « entente spécifique » et le verser selon les modalités prévues à l'article 6 ;
- 5.3.4 nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation.

#### 5.4 Engagements du CRCD :

Le CRCD s'engage à :

- 5.4.1 soutenir la présente entente par son expertise professionnelle ;
- 5.4.2 affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional volet « entente spécifique », un montant maximal de 150 000 \$ pour la durée de l'entente et recommander au MREG d'en effectuer le versement conformément aux modalités prévues à l'article 6 ;
- 5.4.3 présider le comité de suivi et d'évaluation ;

#### 5.5 Engagement du Consortium de promotion des arts et de la culture

- 5.5.1 superviser le projet de promotion et mise en marché des arts et de la culture ;
- 5.5.2 définir le plan quinquennal de marketing et le déposer au comité de suivi et d'évaluation pour autorisation ;
- 5.5.3 signer des ententes de partenariat avec les médias, les organisations, les entreprises privées, les villes et municipalités et le Conseil régional de la culture ;
- 5.5.4 soutenir professionnellement l'Entente et les activités du comité de suivi et d'évaluation ;
- 5.5.5 déposer, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date anniversaire et selon les modalités définies par le comité de suivi et d'évaluation, les rapports d'activités et les résultats atteints; déposer des états financiers vérifiés dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;
- 5.5.6 utiliser les subventions dédiées dans la présente aux fins de l'atteinte des objectifs de l'Entente ;
- 5.5.7 tenir une comptabilité de l'entente et déposer un rapport annuel vérifié au comité de suivi et d'évaluation ;
- 5.5.8 procéder à l'engagement des ressources professionnelles nécessaires à la bonne marche de l'Entente ;
- 5.5.9 définir le plan de financement et de commandites ;
- 5.5.10 nommer un (1) représentant pour participer aux activités du comité de suivi et d'évaluation ;
- 5.5.11 souscrire, avec ses partenaires, un montant minimum de 167 000 \$ pour la durée de l'entente.

### 6. MODALITÉS DE VERSEMENTS DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

#### 6.1 TABLEAU DES PARTICIPATIONS FINANCIÈRES (5 ANS)

Revenus	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	TOTAL
Fonds de stabilisation (1)	75 000 \$	-	-	-	-	75 000 \$
Médias – gratuité	180 000 \$	180 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	960 000 \$
Entreprises privées et mun.	-	25 000 \$	50 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	195 000 \$
CRC-Consortium-org. culturels(2)	47 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	167 000 \$
Réserves – Fonds	-	-	-	45 000 \$	45 000 \$	90 000 \$
Emploi-Québec	-	20 000 \$	0 \$	-	-	20 000 \$
MCC	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	-	-	75 000 \$
CRCD-MREG	40 000 \$	50 000 \$	60 000 \$	-	-	150 000 \$
Total :	367 000 \$	330 000 \$	365 000 \$	335 000 \$	335 000 \$	1 732 000 \$

(1) La participation du Fonds de stabilisation a déjà été versée au Consortium selon la convention annexée à la présente sous la cote « A ».

(2) Cette participation inclut une prestation en service du CRC équivalente à 23 000 \$ pour l'année 2002-2003.

## 6.2 TABLEAU PRÉVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS (5 ANS)

Investissements	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	TOTAL
Honoraires professionnels	43 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	123 000 \$
Consultant - Fonds	5 000 \$	-	-	-	-	5 000 \$
Concept et production	29 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	89 000 \$
Placements médias en \$	85 000 \$	85 000 \$	95 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	465 000 \$
Placements médias – gratuité	180 000 \$	180 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	960 000 \$
Réserve auto-fin. ou Fonds	25 000 \$	20 000 \$	45 000 \$	-	-	90 000 \$
Total :	367 000 \$	320 000 \$	375 000 \$	335 000 \$	335 000 \$	1 732 000 \$

### 6.3 Le premier versement (exercice financier 2002-2003):

6.3.1 Le MCC versera sa contribution annuelle dans les soixante (60) jours suivant la signature de l'entente, soit un montant de 25 000 \$ ;

6.3.2 Le MREG versera sa contribution au Consortium dans les soixante (60) jours suivant la signature de l'entente, soit un montant de 40 000 \$ ;

### 6.4 Le deuxième versement (exercice financier 2003-2004) :

6.4.1 Le MCC versera sa contribution annuelle de 25 000 \$ représentant son deuxième versement dans les soixante (60) jours de la réception d'une demande du CRCD, à la suite d'une recommandation du comité de suivi et d'évaluation relative à l'appréciation des rapports annuels déposés par le Consortium

6.4.2 Le MREG versera sa contribution annuelle de 50 000 \$ dans les soixante (60) jours de la réception d'une demande du CRCD, à la suite d'une recommandation du comité de suivi et d'évaluation relative à l'appréciation des rapports annuels déposés par le promoteur.

### 6.5 Le troisième versement (exercice financier 2004-2005) :

6.5.1 Le MCC versera sa contribution annuelle de 25 000 \$ représentant son troisième et dernier versement dans les soixante (60) jours de la réception d'une demande du CRCD, à la suite d'une recommandation du comité de suivi et d'évaluation relative à l'appréciation des rapports annuels déposés par le Consortium, et ce, sous réserve d'une réduction pouvant résulter de l'appariement effectué, conformément à l'article 5.1.2 de la présente entente ;

6.5.2 Le MREG versera sa troisième et dernière contribution annuelle de 60 000 \$ dans les soixante (60) jours de la réception d'une demande du CRCD, à la suite d'une recommandation du comité de suivi et d'évaluation relative à l'appréciation des rapports annuels déposés par le Consortium ;

### 6.6 Les contributions annuelles du Consortium et des partenaires liés à l'Entente

6.6.1 Les contributions annuelles du Consortium et des organismes culturels seront décaissées selon l'entente intervenue entre le promoteur et le comité de suivi et d'évaluation ;

6.6.2 Les contributions annuelles des entreprises privées et des municipalités seront décaissées selon la séquence convenue entre le promoteur et ses partenaires. Elles devront être nommément inscrites dans les états financiers annuels ;

6.6.3 La contribution annuelle des médias sous forme de gratuité devra être nommément inscrite dans les états financiers annuels ;

6.6.4 L'utilisation de la réserve constituée dans le cadre des revenus autonomes et des participations financières des partenaires, autres que le gouvernement, devra faire l'objet d'une décision du comité de suivi et d'évaluation.



## **7. ÉVALUATION ANNUELLE ET SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENTENTE**

### **7.1 Composition du comité**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation assurant le suivi de la mise en œuvre de l'Entente. Le comité de suivi est composé des cinq (5) membres suivants : Un (1) représentant du MREG, un (1) représentant du MCC, un (1) représentant d'Emploi-Québec, un (1) représentant du CRCD et un (1) représentant du Consortium. La présidence du comité est assumée par le représentant du CRCD.

### **7.2 Mandats confiés au comité de suivi et d'évaluation ;**

Les mandats confiés au comité de suivi et d'évaluation sont :

- 7.2.1 Approuver annuellement le plan d'action déposé par le Consortium et, dans le cadre des disponibilités financières dédiées à la présente, accepter, s'il y a lieu, une réaffectation des budgets selon les priorités convenues avec le Consortium ;
- 7.2.2 Procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente et autoriser le décaissement annuel ;
- 7.2.3 Signifier annuellement les attentes au Consortium ;
- 7.2.4 Adopter, dans les quatre-vingt-dix (90) jours du début des activités de l'Entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour, d'une part, procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs visés au départ et des activités prévues aux plans d'action annuels et, d'autre part, s'assurer que l'aide financière versée au cours d'une année financière a été utilisée aux fins pour lesquelles elle a été versée.

## **8. MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **8.1 Durée**

- 8.1.1 L'Entente prend effet à la date de signature par les Parties. Elle a une durée de cinq (5) ans. Elle porte sur les années financières gouvernementales 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.
- 8.1.2 Toutefois, les Parties se donnent jusqu'au 31 mars 2008 pour finaliser les activités et l'évaluation finale prévues à l'Entente.

### **8.2 Harmonisation et modifications**

- 8.2.1 Cette entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et sera harmonisée, le cas échéant, en regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décréter le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'entente ;
- 8.2.2 Pour toute autre modification de l'entente, le consentement des Parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une ou des Parties doit être communiqué par écrit aux autres Parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de trente (30) jours ;
- 8.2.3 La présente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouvelles Parties désireuses de s'y associer. L'association de ces Parties pourra se faire par un avenant annexé à la présente et devra faire l'objet d'une signature des Parties.

## 9. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Le Consortium s'engage à :

- 9.1 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations qu'il effectue. À cet égard, il conserve les pièces justificatives relatives à ces opérations pendant une période de sept (7) ans, à compter de la date d'échéance de l'entente ;
- 9.2 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les ministres jugent utiles d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente ;
- 9.3 Reconnaître que les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c.C-37) et, plus particulièrement, le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les documents et registres qu'il juge utiles à cette vérification ;
- 9.4 Permettre, pendant la période d'application de la présente entente, à tout représentant autorisé des ministres signataires, l'accès à ses locaux, ses livres et documents et accepter, en tout temps, de divulguer à ce représentant tout renseignement permettant de déterminer si les conditions et modalités de la présente entente sont respectées ;
- 9.5 Ne pas céder, en tout ou en partie, vendre ou transporter les droits que lui confère la présente entente sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit des parties, toute cession faite sans ce consentement étant jugée nulle et sans effet.

## 10. CAS DE DÉFAUTS

Les circonstances suivantes constituent des cas de défauts à la présente entente :

- 10.1 Le Consortium ne remplit pas l'une des obligations à laquelle il est tenu ou ne respecte pas l'une des conditions auxquelles il est assujéti en vertu de la présente entente ;
- 10.2 Le Consortium fait une déclaration ou fournit des renseignements faux ou inexacts ;
- 10.3 Le Consortium met fin à ses activités ;
- 10.4 Le Consortium fait faillite ou devient insolvable, est mis sous séquestre ou se prévaut d'une loi concernant les faillites ou l'insolvabilité ;
- 10.5 Ordre est donné ou décision est rendue de mettre en liquidation le Consortium ou celui-ci est effectivement dissout.

S'il y a lieu :

- 10.6 Au sens des paragraphes qui précèdent et que la situation n'a pas été corrigée dans le délai que pourrait fixer un ou des ministres parties à l'Entente dans un avis de défaut envoyé au Consortium, ou si aucun plan n'a été dressé pendant ce délai pour corriger la situation à la satisfaction du ou des ministres ou ;
- 10.7 En cas de fin des activités du Consortium, un ministre peut exercer l'un ou l'autre des recours suivants, qui s'ajoutent à tout recours autrement disponible :
  - Annuler toute obligation d'un ministre de verser ou de continuer à verser sa contribution et, entre autres, toute obligation de verser un montant quelconque dû avant la date de ladite annulation ;
  - Obliger le Consortium à rembourser toute partie de la contribution dont il n'a pas besoin pour honorer ses engagements irrévocables effectués avant la date de réception de l'avis de remboursement.
- 10.8 Si un ministre donne au Consortium un avis de défaut, il n'est pas tenu de verser d'autre contribution en vertu de la présente entente avant la fin de la période accordée au Consortium pour prendre des mesures de correction appropriées.

## **11. PUBLICITÉ, RELATIONS PUBLIQUES ET COMMUNICATIONS**

Les Parties conviennent d'harmoniser leurs activités de publicité, de relations publiques et de communications en regard de la présente entente.

Spécifiquement, le Consortium et le CRCD s'engagent à :

- 11.1 Offrir une tribune aux ministres signataires de l'entente ou à leurs représentants, lors de la conférence de presse organisée pour l'annonce de la subvention ;
- 11.2 Inviter les représentants des ministères signataires à toutes activités publiques relatives au projet et mentionner la contribution des ministères lors de ces événements ;
- 11.3 Indiquer la participation des ministères signataires par l'utilisation de la signature ministérielle – nom et logo – dans toutes les activités de promotion, de publicité et de relations publiques liées à l'entente. L'utilisation de la signature devra être validée par les ministères ;
- 11.4 Faire approuver par les ministères signataires le plan de visibilité, lequel comprendra tous les outils de communications où l'on fera mention de la contribution des ministères ;
- 11.5 Faire refléter de façon équitable la contribution des Parties dans tout matériel d'information publique produit dans le cadre de l'entente.

## **12. DISPOSITIONS FINALES**

- 12.1 Les dispositions du préambule font partie intégrante de la présente comme si au long récitées.
- 12.2 Tous les titres et autres divisions insérés à la présente ne l'ont été que pour en faciliter la lecture et, en aucun cas, ils ne pourront être utilisés pour l'interpréter ni pour la contredire de quelque façon que ce soit, ni pour en étendre ou en restreindre la portée. Selon que le contexte l'exige, le singulier comprend le pluriel, le masculin comprend le féminin et inversement.
- 12.3 La présente constitue l'entente intégrale intervenue entre les Parties et celles-ci ne sont liées par aucune représentation, promesse, garantie, entente ou engagement antérieur à la date de signature de la présente concernant l'objet de la présente, sauf ceux qui y sont ici stipulés.
- 12.4 Les Parties à la présente déclarent qu'aucune de ces dispositions ne peut être interprétée comme établissant une entreprise, une co-entreprise ou une relation de mandataire entre elles. Rien dans la présente entente n'est réputé autoriser le promoteur à sous-traiter ou à contracter une obligation pour le compte d'un ministre.
- 12.5 Les Parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Chicoutimi. Tout litige survenant en rapport avec la présente entente sera de la compétence de la Cour supérieure du district de Chicoutimi ou de tout autre tribunal compétent.
- 12.6 Toute décision d'un tribunal ou d'un arbitre à l'effet que l'une des dispositions de la présente est nulle et non exécutoire n'affectera aucunement la validité ou la force exécutoire des autres dispositions de la présente.
- 12.7 Si une Partie fait défaut de se prévaloir de l'un des droits que lui confère la présente entente, ceci ne constitue pas une renonciation, ni une modification des droits dont elle dispose en vertu de la présente.
- 12.8 Chaque Partie pourra ainsi, dans les délais prescrits par la loi, intenter des procédures judiciaires afin de se prévaloir des droits que lui octroie la présente, et tout défaut antérieur de s'en prévaloir ou retard à ce faire ne constitue pas un moyen de défense qui lui est opposable.
- 12.9 La présente, son application et son interprétation sont régies par les lois du Québec et par les lois du Canada applicables au Québec.

### 13. AVIS DE CONFORMITÉ

- 13.1 Le ministre des Régions reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional ;
- 13.2 La ministre d'État à la Culture et aux Communications, ministre de la Culture et des Communications, reconnaît que cette Entente est conforme à la Politique culturelle du Québec ;
- 13.3 Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean reconnaît que cette Entente est conforme aux priorités de développement définies dans le Plan stratégique régional et dans l'entente cadre de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

### 14. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les Parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la Partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Chaque Partie peut, au moyen d'un avis écrit, changer son adresse ou son représentant.

Pour le ministère de la Culture et des Communications :

M. Michel Bonneau  
Directeur régional  
Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
202, rue Jacques-Cartier Est  
Chicoutimi (Québec) G7H 6R8

Pour le ministère des Régions :

Madame Lison Rhéaume  
Sous-ministre adjoint p. i.  
Région du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
3950, boulevard Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Pour Emploi-Québec:

M. Yvon Fleury  
Directeur régional  
Direction du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
210, des Oblats Ouest  
Chicoutimi (Québec) G7J 2B1

Pour le CRCD du Saguenay-Lac-Saint-Jean :

M. Denis Brassard  
Directeur général  
2155, rue de la Peltrie, C.P. 903  
Jonquière (Québec) G7X 7W8

Pour le Consortium :


M. Daniel Hébert, chargé de projet  
Directeur général  
Conseil régional de la culture du Saguenay-  
Lac-Saint-Jean-Chibougamau-Chapais inc.  
414, rue Collard Ouest  
Alma (Québec) G8B 1N2

15. SIGNATURES

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

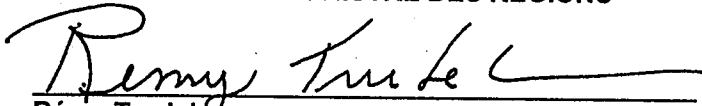
En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS, MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

  
Diane Lemieux

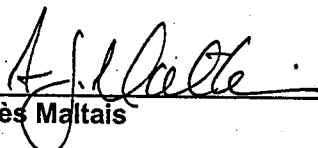
31 mars 2003  
Date

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

  
Rémy Trudel

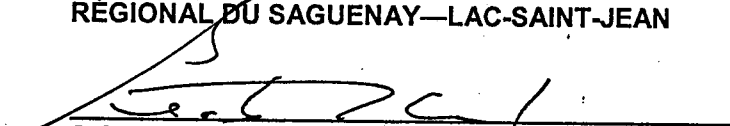
31 mars 2003  
Date

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI

  
Agnès Maltais

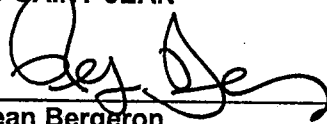
31 mars 2003  
Date

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU RENOUVELLEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE, DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Stéphane Bédard

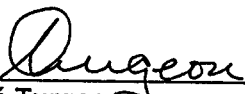
31 mars 2003  
Date

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

  
Réjean Bergeron  
Président

31 mars 2003  
Date

LE CONSORTIUM DE PROMOTION DES ARTS ET DE LA CULTURE

  
André Turgeon  
Délégué

31 mars 2003  
Date



## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE DE L'ESTRIE**

#### **ENTRE**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, représenté par son ministre, monsieur Maxime Arseneau,

#### **ET**

Le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, représenté par sa ministre, madame Pauline Marois,

#### **ET**

Le ministère des Régions, représenté par son ministre, monsieur Rémy Trudel,

#### **ET**

Le délégué régional de l'Estrie, monsieur Claude Boucher,

#### **ET**

La Fédération de l'UPA-Estrie, représentée par son président, monsieur Antoine Doyon,

#### **ET**

Le Conseil régional de développement de l'Estrie, représenté par son président, monsieur Janvier Cliche,

#### **ET**

Le Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie, représenté par son président, monsieur Robert Beauchemin,

#### **ET**

Les centres locaux de développement (CLD) participants :

- Le CLD de la MRC d'Asbestos, représenté par son président, monsieur Pierre Corbeil;
- Le CLD de la MRC de Coaticook, représenté par son président, monsieur Jacques Ferland;
- Le CLD de la MRC du Granit, représenté par son président, monsieur Jean-Paul Floriot;
- Le CLD du Haut-Saint-François, représenté par son président, monsieur Marc Latulippe;
- Le CLD de la MRC de Memphrémagog, représenté par son président, Pierre Riverin;
- Le CLD de la MRC du Val-Saint-François, représenté par son président, monsieur Patrice Desmarais.

## **ABRÉVIATIONS UTILISÉES**

**Le Conseil régional de développement de l'Estrie, ci-après appelé « CRD-Estrie »;**

**Le Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie, ci-après appelé « CIBLE »;**

**Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ci-après appelé « MAPAQ-Estrie »;**

**Le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, ci-après appelé « MRST »;**

**Le ministère des Régions, ci-après appelé « MREG »;**

**Les ministères participants, le CRD-Estrie, le CIBLE, l'UPA-Estrie et les CLD participants, ci-après appelés « SIGNATAIRES »;**

**Le Fonds de développement régional, ci-après appelé « FDR »;**

**La Fédération de l'UPA-Estrie, ci-après appelée « UPA-Estrie »;**

**Le Plan stratégique de développement du secteur bioalimentaire de l'Estrie 2002-2007, ci-après appelé « PSD »;**

**Les centres locaux de développement de la MRC d'Asbestos, de la MRC de Coaticook, de la MRC du Granit, du Haut-Saint-François, de la MRC de Memphrémagog et de la MRC du Val-Saint-François, ci-après appelés « CLD participants ».**



## PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT qu'avec l'adoption de la *Politique de soutien au développement local et régional*, le gouvernement du Québec entend faire des Ententes spécifiques la clé de voûte des rapports entre le gouvernement et les régions;

CONSIDÉRANT qu'avec l'adoption de la *Politique de soutien au développement local et régional*, le gouvernement du Québec reconnaît les CLD à titre d'organismes responsables de la mise en œuvre de leur plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) respectif;

CONSIDÉRANT que les principaux mandats confiés aux directions régionales du MAPAQ sont le soutien au développement et à la croissance du secteur agricole et de la transformation alimentaire, le soutien à l'adaptation des entreprises par l'innovation et le transfert technologique et le soutien à la gestion durable des ressources ou l'agroenvironnement;

CONSIDÉRANT le mandat confié au MRST qui est de soutenir la réalisation de projets régionaux mobilisateurs, en matière de recherche, de science, de technologies et d'innovation;

CONSIDÉRANT que la *Politique québécoise de la science et de l'innovation* reconnaît le secteur agroalimentaire comme un secteur économique bien établi et capable de s'adapter aux nouvelles exigences et que cette politique préconise la consolidation et la multiplication des interfaces entre les producteurs et les utilisateurs des connaissances, afin de permettre une conversion plus grande et plus rapide de la connaissance en innovation et d'offrir à toutes les organisations québécoises, publiques et privées, les moyens d'accroître leur capacité d'innovation;

CONSIDÉRANT que cette Entente spécifique s'inscrit dans l'axe de la planification stratégique régionale sur le développement de l'économie et des ressources naturelles et répond plus particulièrement à la priorité C, sur l'agriculture et l'agroalimentaire;

CONSIDÉRANT qu'une Entente spécifique est une convention qui associe un conseil régional de développement, un ministère du gouvernement du Québec et un partenaire régional à la mise en œuvre de mesures, de programmes ou d'activités adaptés aux particularités de la région concernée;

CONSIDÉRANT que le CRD-Estrie est reconnu par le gouvernement du Québec en tant qu'interlocuteur en région en matière d'élaboration de stratégie de développement régional et en tant qu'aviseur dans la détermination des priorités ministérielles en région;

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec reconnaît le CRD-Estrie comme organisme de concertation régionale et qu'il appartient au CRD-Estrie d'assurer la concertation des intervenants régionaux en Estrie;

CONSIDÉRANT que le CRD-Estrie reconnaît le CIBLE comme représentant du secteur agroalimentaire en Estrie;

CONSIDÉRANT que le CIBLE a pour mission de favoriser la concertation et la coordination des efforts de développement du secteur agroalimentaire de la région de l'Estrie;

CONSIDÉRANT que six CLD avec cinq tables agroalimentaires se sont donnés comme mandat de stimuler le secteur agroalimentaire soit Asbestos, Coaticook, Granit, Haut-Saint-François, Val-Saint-François et Memphrémagog et que leur rôle est d'encourager l'activité locale de ce secteur sur leur territoire respectif;

CONSIDÉRANT que cette Entente tient compte des besoins de l'ensemble de la dynamique de concertation du milieu liée au développement du secteur agroalimentaire de l'Estrie;

CONSIDÉRANT que la région de l'Estrie disposera d'un PSD pour la période 2002-2007;

CONSIDÉRANT que le MAPAQ-Estrie a participé au cours des trois dernières années à l'Entente spécifique du secteur bioalimentaire de l'Estrie et qu'il désire contribuer à la présente Entente;

CONSIDÉRANT que les systèmes de mise en marché collective, incluant la gestion de l'offre, constituent des piliers de la politique agricole et agroalimentaire québécoise;

CONSIDÉRANT que l'article 14 du protocole de la première Entente spécifique stipule que les parties conviennent de négocier une nouvelle Entente spécifique pour les années subséquentes;

CONSIDÉRANT la mise en place du programme de volet rural du MREG;

EN CONSÉQUENCE, les SIGNATAIRES conviennent de ce qui suit :

1. **OBJET DE L'ENTENTE**

La présente Entente a pour objet d'associer le MAPAQ-Estrie, le MREG, le MRST, le CRD-Estrie, le CIBLE, l'UPA-Estrie et les CLD participants afin de favoriser la consolidation et le développement de l'industrie bioalimentaire sur le territoire de la région de l'Estrie en mettant à la disposition du secteur des ressources humaines, financières et matérielles.

2. **OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

- 2.1 Le MAPAQ-Estrie, le MRST, le MREG, le CRD-Estrie, l'UPA-Estrie et les CLD participants s'entendent pour accorder une aide financière en Estrie de manière à contribuer aux objectifs A, B, C et D reliés au Rendez-vous des décideurs qui sont de:
- A. Augmenter et maintenir le nombre d'emplois en agriculture et dans la transformation de 15 000 nouveaux emplois;
  - B. Réaliser des investissements à la ferme et dans la transformation, de 7,5 milliards de dollars;
  - C. Accroître de 10 % la pénétration des entreprises estriennes sur le marché intérieur;
  - D. Doubler les exportations de produits agroalimentaires québécois pour atteindre 4 milliards de dollars;
  - E. Œuvrer à la consolidation et assurer la pérennité du CIBLE et des volets agroalimentaires des CLD participants;
  - F. Soutenir la réalisation de projets visant la qualité de l'eau en milieu rural;
  - G. Assurer une meilleure complémentarité des services offerts par les partenaires de l'Entente;
  - H. Soutenir la réalisation de projets visant à accroître la recherche, le développement et l'innovation.
- 2.2 L'atteinte de ces objectifs se traduira par la réalisation d'activités dans les sept axes suivants :
- A. Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu;
  - B. Le soutien à la transformation agroalimentaire;
  - C. Le soutien à la mise en marché;
  - D. La gestion de l'eau en milieu agricole;
  - E. L'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement dans le secteur de la transformation;
  - F. Le soutien à l'entrepreneurship;
  - G. Le soutien au développement de la main-d'œuvre et de la formation.

2.3 La mise en œuvre comprendra également :

- A. Les activités du comité de gestion;
- B. Les activités du comité d'évaluation de projets;
- C. Les activités reliées à la mise à jour du PSD 2002-2007.

### 3. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente Entente couvre le territoire de la région administrative de l'Estrie.

### 4. ENGAGEMENT DU CIBLE

Le CIBLE s'engage à :

- 4.1 Contribuer à la mise en œuvre de l'Entente spécifique en vue de l'atteinte des objectifs contenus à l'article 2 et ce, en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec;
- 4.2 Gérer les crédits mis à sa disposition;
- 4.3 Déposer, annuellement, au comité de gestion de l'Entente;
  - un plan d'action pour le secteur agroalimentaire de l'Estrie avec des objectifs de résultats selon les axes d'intervention dans le cadre de son mandat et des engagements prévus à l'Entente en considérant les priorités des ministères participants;
  - un rapport d'activités réalisées, du temps consacré et des résultats atteints en regard du plan d'action;
  - les états financiers vérifiés de la dernière année de l'organisme;
  - les prévisions budgétaires pour la prochaine année de l'organisme.
- 4.4 Développer en collaboration avec les autres SIGNATAIRES de l'Entente, des indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente;
- 4.5 Colliger les résultats en lien avec les objectifs mesurables de l'Entente;
- 4.6 Déléguer un représentant au comité de gestion;
- 4.7 Recommander un représentant du secteur de la mise en marché au comité d'évaluation de projets;
- 4.8 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à son fonctionnement et à la réalisation de projets ainsi que déposer, tel que stipulé à l'article 14, les états financiers au CRD-Estrie;
- 4.9 Fournir sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à l'Entente, à toute personne autorisée par les SIGNATAIRES afin qu'ils puissent les examiner, les vérifier et en prendre des copies;
- 4.10 Réaliser les activités suivantes en fonction des axes, tel que stipulé à l'article 2.2 :
  - Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu:
    - Soutenir les travaux du comité de gestion de l'Entente spécifique;
    - Coordonner l'élaboration du PSD;
    - Veiller au suivi de la mise en œuvre du PSD;
    - Soutenir les travaux des comités de suivi des axes de développement du PSD;
    - Participer aux travaux de la Commission de l'économie des ressources naturelles du CRD-Estrie;

- Favoriser la mise en place d'une table régionale des personnes-ressources en agroalimentaire en Estrie;
- Coordonner la tenue d'un forum de concertation pour le secteur agroalimentaire en Estrie;
- Animer un comité formé d'agents de développement des CLD, de l'UPA-Estrie, du MAPAQ-Estrie offrant un service de soutien à l'entrepreneurship pour le secteur agroalimentaire de l'Estrie;
- Appuyer les travaux des agents de développement des CLD ou de tout autre organisme local ou régional offrant un soutien à l'entrepreneurship pour le secteur agroalimentaire;
- Soutenir les travaux du réseau des tables régionales du Québec.

Le soutien à la mise en marché :

- Développer, en partenariat avec Estrie 2007, une culture marketing chez les entrepreneurs de l'industrie agroalimentaire de l'Estrie, aussi bien lorsqu'il s'agit d'une mise en marché domestique que d'une mise en marché d'exportation (formation, alliances pour la promotion, relations d'affaires, encadrement marketing etc.);
- Initier et organiser des activités de formation en matière de mise en marché;
- Favoriser les alliances pour la promotion et la mise en marché des produits régionaux;
- Développer une meilleure relation d'affaires entre les fournisseurs de produits régionaux et les décideurs du réseau de la distribution;
- Favoriser le développement de l'encadrement marketing des entreprises agroalimentaires de l'Estrie.

Le soutien à la transformation agroalimentaire :

- Gérer et mettre à jour la base de données des entreprises de transformation de l'Estrie;
- Établir le profil des entreprises de transformation à chaque année;
- Promouvoir et positionner le secteur de la transformation auprès des intervenants de la région;
- Développer des projets collectifs répondant aux besoins des entreprises de transformation de l'Estrie sur le plan du maillage, de la formation, de la mise en marché et du contrôle de la qualité;
- Favoriser la mise en place d'un portail pour les entreprises de transformation de l'Estrie.

L'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement :

- Positionner les besoins du secteur agroalimentaire en matière de R&D et de transfert technologique;
- Animer les entreprises et les organismes du secteur agroalimentaire de la région en matière de technologie alimentaire;
- Favoriser la mise en place d'une interface en technologie alimentaire en Estrie pour soutenir les entreprises dans leurs activités de R&D et de transfert technologique.

## 5. **ENGAGEMENT DU MAPAQ-ESTRIE**

Le MAPAQ-Estrie s'engage à :

- 5.1 Contribuer, jusqu'à concurrence de 140 000 \$, pour chacune des trois années prévues à l'Entente, selon les crédits disponibles et les programmes gérés par la direction régionale de l'Estrie, tel que stipulé à l'article 11 :
  - 1) 140 000 \$ pour la première année;
  - 2) 140 000 \$ pour la deuxième année;
  - 3) 140 000 \$ pour la troisième année.
- 5.2 Verser annuellement, avec le CRD-Estrie, une contribution au financement de la concertation et à l'animation du milieu jusqu'à 100 000 \$ au CIBLE et jusqu'à 15 000 \$ par CLD participant, conformément aux articles 4.3, 9.2 et 9.7;

- 5.3 Verser le financement à la concertation et à l'animation du milieu, tel que stipulé à l'article 11.2 pour l'exercice financier 2001-2002, au CIBLE et aux CLD participants de la façon suivante :
1. Une première tranche représentant 50 % du montant annuel à la signature de l'Entente spécifique, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits;
  2. Une seconde tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
  3. Une troisième tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.
- 5.4 Verser le financement pour l'axe soutien à la concertation et à l'animation du milieu, pour l'exercice financier 2002-2003, au CIBLE et aux CLD participants de la façon suivante :
1. Une première tranche représentant 50 % du montant annuel à la fin de l'an I de l'Entente, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits;
  2. Une seconde tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
  3. Une troisième tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.
- 5.5 Verser le financement pour l'axe soutien à la concertation et à l'animation du milieu, pour l'exercice financier 2003-2004, au CIBLE et aux CLD participants de la façon suivante :
1. Une première tranche représentant 50 % du montant annuel à la fin de l'an II de l'Entente, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits;
  2. Une seconde tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
  3. Une troisième tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.
- 5.6 Déléguer deux représentants au comité d'évaluation de projets et un représentant au comité de gestion;
- 5.7 Apporter son soutien technique et sa contribution financière à l'Entente dans le respect de son plan de financement en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente;
- 5.8 Soutenir le CIBLE dans le développement d'indicateurs, à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente;
- 5.9 Réaliser les activités suivantes en fonction des axes, tel que stipulé à l'article 2.2 :
- Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu :
- Soutenir les travaux du comité de gestion;
  - Reconnaître le CIBLE comme étant l'organisme régional de concertation pour le secteur agroalimentaire de l'Estrie;
  - Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PSD selon la mission et le mandat du MAPAQ;
  - Apporter un soutien au CIBLE dans son mandat de concertation régionale;

- Apporter un soutien aux CLD participants dans leurs mandats de concertation locale.

Le soutien à la mise en marché :

- Soutenir le CIBLE pour les projets collectifs de mise en marché régionale;
- Soutenir les CLD participants dans les projets de mise en marché locale;
- Diffuser l'information stratégique sur les marchés;
- Collaborer à la réalisation d'activités de promotion du secteur;
- Collaborer à la réalisation d'activités pour le regroupement d'entreprises en vue d'activités de mise en marché;
- Procéder à l'analyse de projets soumis.

Le soutien à la transformation agroalimentaire :

- Soutenir les CLD participants dans les projets de transformation de produits dans les entreprises de leur territoire;
- Fournir l'expertise nécessaire à la recherche et à l'analyse de l'information relative au portrait et à la dynamique du secteur de la transformation;
- Soutenir les agents des CLD participants dans la recherche de solutions et les accompagner afin de favoriser la réalisation de projets de transformation de produits à valeur ajoutée;
- Fournir aux agents des CLD participants l'information et les outils requis dans l'exercice de leurs fonctions;
- Fournir de l'information sur les normes gouvernementales en matière d'étiquetage et de qualité d'aliments;
- Procéder à l'analyse des projets soumis.

La gestion de l'eau en milieu agricole :

- Identifier les principaux bassins versants en milieu agricole, en Estrie;
- Faire une analyse des principales caractéristiques des bassins versants estriens;
- Établir, en fonction de la volonté du milieu et des problématiques identifiées, en concertation avec le ministère de l'Environnement, l'UPA-Estrie et les différents groupes liés à la protection des cours d'eau, des priorités d'interventions par bassin versant pour le secteur agricole;
- Identifier, en collaboration avec le ministère de l'Environnement, l'UPA-Estrie et les différents groupes liés à la protection des cours d'eau, des mesures concrètes permettant l'amélioration de la qualité de l'eau;
- Participer à la préparation de plans de communication relatifs aux projets réalisés en Estrie en matière de protection des cours d'eau;
- Procéder à l'analyse des projets soumis.

L'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement :

- Réaliser diverses activités pour introduire des pratiques et des technologies éprouvées dans les entreprises (essais, démonstrations et autres);
- Soutenir les entreprises dans leurs processus d'implantation de nouvelles pratiques et technologies;
- Contribuer au financement de projets associés à l'axe sur l'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement en transformation alimentaire.

Le soutien à l'entrepreneuriat :

- Émettre, le cas échéant, des commentaires ou des avis sur des projets déposés dans le cadre de la présente entente.

## 6. ENGAGEMENT DU MRST

Le MRST s'engage à :

- 6.1 Contribuer, pour le financement de projets associés à l'axe sur l'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement, secteur transformation, pour un montant total de 14 250 \$ pour les trois années prévues à l'Entente, soit l'équivalent du montant consacré tant par le MAPAQ-Estrie que par le CRD-Estrie à cet axe, selon les crédits disponibles, tel que stipulé à l'article 11 :

- 1) 4 750 \$ pour la première année;
- 2) 4 750 \$ pour la deuxième année;
- 3) 4 750 \$ pour la troisième année.

6.2 Pour la durée de l'Entente, le MRST effectuera les déboursés directement au CIBLE de la façon suivante :

1. Une première tranche de subvention de 4 750 \$, pour l'exercice financier 2001-2002, à la signature de l'Entente spécifique, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits;
2. Une seconde tranche de subvention de 4 750 \$, pour l'exercice financier 2002-2003, à la suite du dépôt d'un rapport d'activité positif, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits;
3. Une troisième tranche de subvention de 4 750 \$, pour l'exercice financier 2003-2004, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants, et ce, sous réserve de la disponibilité de crédits.

6.3 Déléguer un représentant au comité d'évaluation de projets et un représentant au comité de gestion;

6.4 Apporter son soutien technique à l'axe sur l'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement, secteur de la transformation, et sa contribution financière à l'Entente dans le respect de son plan de financement en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente ;

6.5 Soutenir le CIBLE dans le développement d'indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente;

6.6 Réaliser les activités suivantes en fonction de l'axe suivant, tel que stipulé à l'article 2.2 :

L'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement :

- Soutenir, en appui à l'action des partenaires, la réalisation d'activités propices au développement du système régional d'innovation du secteur de la transformation agroalimentaire.

## 7. ENGAGEMENT DU MREG

Le MREG s'engage à :

7.1 Réserver pour la durée de l'Entente un montant de 420 000 \$ au FDR, volet entente spécifique, pour y donner suite, et ce, selon les modalités suivantes :

1. Pour l'année financière 2001-2002, réserver un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;
2. Pour l'année financière 2002-2003, réserver un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;
3. Pour l'année financière 2003-2004, réserver un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;

7.2 Verser, sur recommandation du CRD-Estrie, les sommes prévues et dévolues au FDR, volet entente spécifique;

7.3 Déléguer un représentant au comité de gestion;



- 7.4 Présenter à la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR), dans le cadre du mandat de concertation et de coordination interministérielles, le suivi de l'Entente et y déposer le bilan annuel produit par le CIBLE;
- 7.5 Apporter son soutien technique et sa contribution financière à l'Entente dans le respect de son plan de financement en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente ;
- 7.6 Soutenir le CIBLE dans le développement d'indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente.

## 8. **ENGAGEMENT DE L'UPA-ESTRIE**

L'UPA-Estrie s'engage à :

- 8.1 Contribuer, pour le financement de projets associés aux axes sur le soutien à la mise en marché et/ou le soutien au développement de la main-d'œuvre et de la formation, jusqu'à concurrence de 5 000 \$, pour chacune des trois années prévues à l'Entente, selon les crédits disponibles, tel que stipulé à l'article 11 :

- 1) 5 000 \$ pour la première année;
- 2) 5 000 \$ pour la deuxième année;
- 3) 5 000 \$ pour la troisième année.

- 8.2 Effectuer, pour la durée de l'Entente, les déboursés directement aux promoteurs des projets qui auront été retenus par le comité d'évaluation de projets et selon le plan de financement établi;
- 8.3 Apporter son soutien technique et sa contribution financière à l'Entente dans le respect de son plan de financement en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente;
- 8.4 Réaliser les activités suivantes en fonction des axes, tel que stipulé à l'article 2.2.1 :

Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu :

- Soutenir les travaux du comité de gestion;
- Reconnaître le CIBLE comme étant l'organisme régional de concertation pour le secteur agroalimentaire de l'Estrie;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du PSD;
- Apporter un soutien au CIBLE dans son mandat de concertation régionale;
- Participer au comité formé d'agents de développement des CLD, de l'UPA-Estrie, du MAPAQ-Estrie, animé par le CIBLE et offrant un soutien à l'entrepreneursip pour le secteur agroalimentaire de l'Estrie.

Le soutien à la mise en marché :

- Soutenir le CIBLE dans les projets collectifs de mise en marché régionale;
- Collaborer à la réalisation d'activités pour le regroupement d'entreprises pour la mise en marché.

Le soutien à l'entrepreneursip :

- Grouper les producteurs agricoles et leur donner une association propre, au moyen de laquelle ils pourront étudier leurs problèmes, proposer des solutions et défendre l'intérêt général de leur profession.

La gestion de l'eau en milieu agricole :

- Établir, en fonction de la volonté du milieu et des problématiques identifiées, en concertation avec le ministère de l'Environnement, le MAPAQ-Estrie et les différents groupes liés à la protection des cours d'eau, des priorités d'interventions pour le secteur agricole;

- Identifier, en collaboration avec le ministère de l'Environnement, le MAPAQ-Estrie et les différents groupes liés à la protection des cours d'eau, des mesures concrètes permettant l'amélioration de la qualité de l'eau;
- Participer à la préparation de plans de communication relatifs aux projets réalisés en Estrie en matière de protection des cours d'eau.

Le soutien au développement de la main-d'œuvre et de la formation :

- Collaborer avec la Compagnie des travailleurs agricoles et le Collectif régional en formation agricole.

8.5 Déléguer un représentant au comité de gestion;

8.6 Déléguer deux représentants au comité d'évaluation de projets;

8.7 Soutenir le CIBLE dans le développement d'indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente.

## 9. ENGAGEMENT DES CLD PARTICIPANTS

Chacun des CLD participants s'engagent à :

9.1 Gérer les crédits mis à leur disposition;

9.2 Déposer, annuellement, au comité de gestion de l'Entente :

- un plan d'action pour le secteur agroalimentaire de leur territoire respectif, avec des objectifs de résultats selon les axes d'intervention dans le cadre de son mandat et des engagements prévus à l'Entente;
- un rapport des activités réalisées, du temps consacré et des résultats atteints en regard du plan d'action, en fonction de l'année financière des CLD participants;
- les états financiers vérifiés de la dernière année des CLD participants;
- les prévisions budgétaires pour la prochaine année des CLD participants.

9.3 Déléguer un représentant pour les CLD participants au comité de gestion;

9.4 Déléguer deux représentants oeuvrant dans le secteur agroalimentaire au comité d'évaluation de projets;

9.5 Soutenir le CIBLE dans le développement d'indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente;

9.6 Réaliser les activités suivantes en fonction de la mise en œuvre du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) de chacun des CLD participants et des priorités des ministères participants :

Le soutien à l'entrepreneurship :

- Assurer le service de 1<sup>re</sup> ligne au soutien à l'entrepreneurship individuel et collectif dans des créneaux de production spécialisée et/ou à valeur ajoutée, notamment par des interventions d'accompagnement (plan d'affaires, financement), des références et de la diffusion d'information.

Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu local :

- Animer et soutenir les tables de concertation locale (plan d'action);
- Répondre aux besoins des divers comités locaux (projets structurants);
- Assurer une participation régionale dans un objectif de cohésion entre les paliers local et régional.

Le soutien à la transformation agroalimentaire :

- Soutenir le développement de nouvelles opportunités individuelles et collectives dans des créneaux de transformation spécialisée et /ou à valeur ajoutée, notamment par des interventions de recherches et d'études ainsi que de prospection et de maillage d'entreprises.

Le soutien à la mise en marché locale :

- Accompagner les initiatives individuelles et collectives de mise en valeur du secteur et des produits locaux, notamment par des interventions de sensibilisation (activités, événements) et de maillage avec les producteurs et les distributeurs.

Le soutien au développement de la main-d'œuvre et de la formation :

- Soutenir le développement de la main-d'œuvre et de la formation dans le secteur agroalimentaire, notamment par un soutien à l'identification des besoins et à la mise en place d'activités et de programmes permettant le développement de compétences de la main-d'œuvre et la formation de la relève.

- 9.7 Allouer une ressource à temps plein ou son équivalent et identifier un répondant pour le développement du secteur agroalimentaire.

## 10. ENGAGEMENT DU CRD-ESTRIE

Le CRD-Estrie s'engage à :

- 10.1 Affecter une somme de 420 000 \$ à même le volet entente spécifique du FDR, pour la durée de réalisation de l'Entente selon les modalités prévues à l'article 11 :
1. Pour l'année financière 2001-2002, affecter un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;
  2. Pour l'année financière 2002-2003, affecter un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;
  3. Pour l'année financière 2003-2004, affecter un montant de 140 000 \$ en provenance du FDR, volet entente spécifique;
- 10.2 Ne verser aucun montant additionnel à la présente subvention si celle-ci s'avérait insuffisante à la réalisation complète du projet;
- 10.3 Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente spécifique, selon les disponibilités du CRD-Estrie, notamment :
- 1) Pour les activités de concertation;
  - 2) Pour les activités de communication.
- 10.4 Participer à l'atteinte des objectifs de la présente Entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de sa mission et de ses mandats, en allouant conjointement avec le MAPAQ-Estrie, une contribution financière annuelle maximale de 100 000 \$ au CIBLE et de 15 000 \$ par CLD participant, pour les activités de concertation et d'animation. Le résiduel des montants engagés par le CRD sera affecté aux projets découlant de cette Entente;

Recommander au MREG, conformément aux articles 4.3, 9.2 et 9.7, d'effectuer les versements de la contribution du FDR, de la façon suivante :

Pour l'année financière 2001-2002 :

Concertation et d'animation :

- A) Une première tranche représentant 50 % du montant annuel, à la signature de cette Entente;

- B) Une deuxième tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
- C) Une dernière tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.

Pour l'année financière 2002-2003 :

Concertation et d'animation :

- A) Une première tranche représentant 50 % du montant annuel, à la fin de l'an 1;
- B) Une deuxième tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
- C) Une dernière tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.

Pour l'année financière 2003-2004 :

Concertation et d'animation :

- A) Une première tranche représentant 50 % du montant annuel, à la fin de l'an 2;
- B) Une deuxième tranche représentant 40 % du montant annuel, à la suite du dépôt et de l'approbation du plan d'action annuel du CIBLE et des CLD participants;
- C) Une dernière tranche représentant 10 % du montant annuel, à la suite du dépôt du rapport d'activités et des états financiers vérifiés du CIBLE et des CLD participants.

- 10.5 Recommander au MREG d'effectuer les versements de la contribution du FDR, volet entente spécifique, pour chacun des projets acceptés dans le cadre de cette entente, selon les modalités prévues dans leur protocole d'entente respectif;
- 10.6 Assurer la vérification de conformité administrative quant à la mise en œuvre et au suivi de l'Entente;
- 10.7 Déléguer un représentant au comité de gestion;
- 10.8 Présider le comité de gestion;
- 10.9 Soutenir les activités suivantes en fonction des axes, tel que stipulé à l'article 2.2 :  
  - Le soutien à la concertation et à l'animation du milieu;
  - Le soutien à la mise en marché;
  - La gestion de l'eau en milieu agricole;
  - L'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement pour le secteur transformation;
  - Le soutien à l'entrepreneurship.
- 10.10 Apporter son soutien technique et sa contribution financière à l'Entente dans le respect de son plan de financement en fonction des décisions du comité de gestion de l'Entente;

- 10.11 Supporter le CIBLE dans le développement d'indicateurs à soumettre au comité de gestion, pour faciliter le suivi annuel de l'atteinte des objectifs mesurables de l'Entente;
- 10.12 Contribuer au financement de projets associés à l'axe sur l'innovation, le transfert technologique, la recherche et le développement en transformation alimentaire.

## 11. PLAN DE FINANCEMENT ET VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

11.1 Les parties conviennent du plan de financement<sup>1</sup> suivant :

		2001-2002	2002-2003	2003-2004	TOTAL
MAPAQ-Estrie	48,3 %	140 000 \$	140 000 \$	140 000 \$	420 000 \$
MRST	1,6 %	4 750 \$	4 750 \$	4 750 \$	14 250 \$
UPA-Estrie	1,8 %	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CRD-Estrie	48,3 %	140 000 \$	140 000 \$	140 000 \$	420 000 \$
TOTAL		289 750 \$	289 750 \$	289 750 \$	869 250 \$

11.2 La ventilation annuelle des coûts est la suivante :

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	TOTAL
A) Concertation et animation	190 000 \$	190 000 \$	190 000 \$	570 000 \$
B) Transformation bioalimentaire 45 % <sup>2</sup>	43 000 \$	43 000 \$	43 000 \$	129 000 \$
C) Mise en marché 20 %	19 000 \$	19 000 \$	19 000 \$	57 000 \$
D) Gestion de l'eau 20 %	19 000 \$	19 000 \$	19 000 \$	57 000 \$
E) Inno. et transfert techno. 10 % <sup>3</sup>	14 250 \$	14 250 \$	14 250 \$	42 750 \$
F) Entrepreneurship				
G) Soutien au dév de la main-d'œuvre 5 %	4 500 \$	4 500 \$	4 500 \$	13 500 \$
TOTAL	289 750 \$	289 750 \$	289 750 \$	869 250 \$

<sup>1</sup> Ce plan de financement n'inclut pas la contribution de chacun des CLD participants au volet agroalimentaire.

<sup>2</sup> Les pourcentages sont en fonction du montant de 95 000 \$ consacré annuellement aux axes, excluant celui de la concertation. La répartition des fonds alloués aux projets se fait selon les pourcentages indiqués pour chaque axe d'intervention, à l'exception des axes A et E, et pourra être ajustée annuellement par le comité de gestion sur recommandation du comité d'évaluation de projets.

<sup>3</sup> Cet axe est bonifié par la contribution annuelle de 4 750 \$ du MRST.

11.3 La ventilation annuelle des coûts selon les axes et les signataires pourra être la suivante :

	MAPAQ-Estrie	MRST	UPA-Estrie	CRD-Estrie	CLD participants <sup>4</sup>	TOTAL
A) Concertation et animation	95 000 \$			95 000 \$		190 000 \$
B) Transformation bioalimentaire 45 % <sup>5</sup>	21 500 \$			21 500 \$		43 000 \$
C) Mise en marché 20 %	9 250 \$		500 \$	9 250 \$		19 000 \$
D) Gestion de l'eau 20 %	9 500 \$			9 500 \$		19 000 \$
E) Inno. et transfert technologique 10 %	4 750 \$	4 750 \$		4 750 \$		14 250 \$
F) Entrepreneurship						
G) Soutien au dév de la main-d'œuvre 5 %			4 500 \$			4 500 \$
TOTAL	140 000 \$	4 750 \$	5 000 \$	140 000 \$		289 750 \$

11.4 Au moins 50 % de la contribution annuelle totale versée par le CRD-Estrie et le MAPAQ-Estrie (projets et animation) devra être consenti au palier local;

11.5 Les SIGNATAIRES reconnaissent que ce plan de financement, tel que stipulé à l'article 11.1, ne pourra être modifié sans le consentement de tous les SIGNATAIRES;

11.6 L'aide financière de chacun des SIGNATAIRES ne devra pas être supérieure au pourcentage prévu au plan de financement, tel que stipulé à l'article 11.1;

11.7 Advenant que le CIBLE obtienne du financement additionnel qui modifierait le plan de financement pour la concertation et le fonctionnement, les SIGNATAIRES se réservent le droit de réviser leur participation financière à l'Entente et de réclamer, le cas échéant, le remboursement d'une partie ou de la totalité de l'aide financière versée. Cependant, cette clause ne pourra s'appliquer si le financement additionnel permet l'ajout d'activités supplémentaires. L'ensemble de l'aide financière gouvernementale, incluant l'aide accordée par le CRD-Estrie, ne pourra dépasser 70 % des dépenses annuelles de fonctionnement du CIBLE;

11.8 Le présent protocole n'engage pas les SIGNATAIRES à verser un montant quelconque additionnel à la présente aide financière si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète de l'Entente;

11.9 Lors du versement de la dernière tranche, l'aide financière sera ajustée selon le pourcentage de la contribution des SIGNATAIRES prévu au plan de financement lorsque les dépenses totales seront inférieures à celles prévues au plan de financement. En aucun cas, l'aide financière des SIGNATAIRES ne devra être supérieure au pourcentage prévu au plan de financement multiplié par le total des coûts et des dépenses admissibles encourues.

## 12. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE

12.1 Un comité de gestion de l'Entente sera formé. Il devra s'assurer du respect de l'atteinte des objectifs et de la mécanique de mise en œuvre de l'Entente et recommander annuellement aux SIGNATAIRES de la poursuivre ou non. Les membres du comité de gestion devront, le cas échéant, se doter d'un code visant

<sup>4</sup> Cette ventilation annuelle n'inclut pas la contribution de chacun des CLD participants au volet agroalimentaire.

<sup>5</sup> La répartition des fonds alloués aux projets se fait selon les pourcentages indiqués pour chaque axe d'intervention, à l'exception des axes A et E, et pourra être ajustée annuellement par le comité de gestion sur recommandation du comité d'évaluation de projets.

les éventuels conflits d'intérêt. Ce comité sera présidé par le CRD-Estrie et sera composé d'un représentant de chacun des SIGNATAIRES ou groupe d'organismes signataires de l'Entente :

(1) MREG	(1) MAPAQ-Estrie	(1) MRST
(1) CIBLE	(1) UPA-Estrie	(1) CRD-Estrie
(1) CLD participants		

- 12.2 Les fonds annuels prévus mais non accordés pour l'un ou l'autre des axes seront affectés à des projets réalisés selon les axes d'intervention prévus à l'Entente conformément à l'article 11.3;
- 12.3 Le comité de gestion de l'Entente pourra faire des recommandations aux SIGNATAIRES de l'Entente. Ces recommandations pourront concerner chacun des SIGNATAIRES dans la réalisation des clauses prévues à l'Entente. Ces recommandations s'adresseront cependant à l'ensemble des SIGNATAIRES, s'il s'agit de l'opportunité de poursuivre l'Entente ou d'apporter des modifications à des clauses prévues à l'Entente.

### 13. COMITÉ D'ÉVALUATION DE PROJETS

- 13.1 Un comité d'évaluation des projets sera formé. Il aura à voir à l'élaboration des critères et du processus d'évaluation des projets financés par le biais de l'Entente. Ces critères et ce processus devront être approuvés par le comité de gestion. Des critères de complémentarité et de respect des programmes et des ministères concernés seront notamment utilisés. Ce comité, présidé par le MAPAQ-Estrie, sera composé des représentants d'organismes signataires de l'Entente :

(2)	MAPAQ-Estrie;
(2)	UPA-Estrie;
(1)	MRST;
(2)	CLD participants œuvrant dans le secteur agroalimentaire;
(1)	CIBLE;

- 13.2 Les clientèles admissibles aux projets sont les CLD, le CIBLE, les organismes et les entreprises ainsi que les regroupements d'entreprises du secteur agroalimentaire. Pour les territoires et les axes d'intervention des CLD participants, le comité d'évaluation de projets n'évaluera que les projets locaux préalablement analysés et recommandés par les CLD participants. Pour les projets régionaux correspondant aux axes d'intervention du CIBLE, le comité d'évaluation de projets n'évaluera que les projets préalablement analysés et recommandés par le CIBLE.

### 14. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

Conformément au Règlement sur le rapport financier des institutions subventionnées publié en vertu du CT 143461 du 22 mars 1983 et de ses amendements, le CIBLE et les CLD participants doivent transmettre aux membres du comité de gestion dans les 90 jours qui suivent la clôture de leur exercice financier un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant le bilan, le compte des revenus et des dépenses ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de l'aide financière.

### 15. CESSION

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des SIGNATAIRES.

5. **VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de ce protocole sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et plus particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

17. **CLAUSES GÉNÉRALES**

17.1 Les SIGNATAIRES déclinent toute responsabilité pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par le CIBLE, les CLD participants et les promoteurs ayant bénéficié de l'aide financière de l'Entente, ses représentants, préposés ou toute autre personne dans le cadre de l'exécution du présent projet;

17.2 Les parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente Entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Saint-François.

18. **ANNONCE PUBLIQUE**

18.1 Tout type d'annonce publique devra se faire dans le respect de la stratégie de communication des SIGNATAIRES et conformément au plan de communication réalisé par le comité de gestion de l'Entente;

18.2 Tous les projets réalisés dans le cadre de cette Entente doivent faire l'objet d'information auprès des clientèles concernées. À cet égard, les plans de communication qui seront élaborés pour chaque projet de l'Entente devraient viser à faire connaître le rôle et la contribution des parties.

19. **RÉSILIATION**

19.1 Sous réserve de leurs autres recours, le MAPAQ-Estrie, le MRST, le MREG, le CRD-Estrie et l'UPA-Estrie peuvent résilier la présente Entente par un avis écrit et exiger le remboursement des sommes versées si le CIBLE ou un ou des CLD participants ne respectent pas les conditions et obligations prévues aux présentes. Lors d'un tel événement, le CIBLE ou le ou les CLD concernés perdent tous leurs droits et recours contre le MAPAQ-Estrie, le MRST, le MREG, le CRD-Estrie et l'UPA-Estrie;

19.2 Le CIBLE et les CLD participants peuvent se retirer de l'entente par un avis écrit si le MAPAQ-Estrie, le MRST, le MREG, le CRD-Estrie et l'UPA-Estrie ne respectent pas les conditions et obligations prévues aux présentes.

20. **OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente Entente sera intégrée à l'Entente ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente Entente, et ce, avec l'accord de tous les SIGNATAIRES. Les partenaires potentiels sont le ministère de l'Industrie et du Commerce, Emploi-Québec et le ministère de l'Environnement.

21. **COMMUNICATIONS**

Toute communication, par écrit, entre les parties, sera censée avoir été reçue par le destinataire si elle est livrée ou envoyée par courrier recommandé comme suit :



Le CRD-Estrie :	Conseil régional de développement de l'Estrie 230, rue King Ouest, bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1P9  À l'attention de M. Claude Boulanger, directeur général
Le MAPAQ-Estrie :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation 4260, boulevard Bourque Rock Forest (Québec) J1N 2A5  À l'attention de M. Jacques Jubinville, directeur régional
Le MRST :	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie 2021, avenue Union, 10 <sup>e</sup> étage Montréal (Québec) H3A 2S9  À l'attention de Mme France Garon, agente de liaison gouvernementale et régionale
Le MREG :	Ministère des Régions Bureau régional de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 4.05 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9  À l'attention de M. Pierre Deland, sous-ministre adjoint
L'UPA-Estrie :	Fédération de l'UPA-Estrie 4300, boul. Bourque Rock Forest (Québec) J1N 2A6  À l'attention de Mme Diane Lacroix, directrice régionale
Le Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie :	CIBLE 4260, boul. Bourque Rock Forest (Québec) J1N 2A5  À l'attention de M. Idriss Ettabaâ, commissaire au développement régional, agriculture et agroa- limentaire
Le CLD de la MRC de Coaticook :	CLD de la MRC de Coaticook 14, rue Adam, bureau 301 Coaticook (Québec) J1A 1K3  À l'attention de Mme Sylvie Harvey, directrice générale
Le CLD de la MRC d'Asbestos :	CLD de la MRC d'Asbestos 309 rue Chassé Asbestos (Québec) J1T 2B4  À l'attention de Mme Sylvie Bellerose, directrice générale

Le CLD du Haut-Saint-François :

CLD du Haut-Saint-François  
61 rue Laurier, C.P. 879  
East Angus (Québec) J0B 1R0

À l'attention de M. Dominic Provost, directeur  
général

Le CLD de la MRC du Granit :

CLD de la MRC du Granit  
4675, rue Roberge  
Lac-Mégantic (Québec) G6B 2S6

À l'attention de Mme Nathalie Tuboeuf, direc-  
trice générale

Le CLD de la MRC  
du Val-Saint-François :

CLD de la MRC du Val-Saint-François  
300, rue Parc industriel  
Windsor (Québec) J1S 3A8

À l'attention de M. Jocelyn St-Jean, directeur  
général

Le CLD de la MRC  
de Memphrémagog :

CLD de la MRC de Memphrémagog  
455, rue MacDonald  
Magog (Québec) J1X 1M2

À l'attention de M. Ghyslain Goulet, directeur  
général

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit donné tel que susdit, changer son adresse.

## 22. DURÉE DE L'ENTENTE


La présente Entente spécifique aura une durée de trois (3) ans et couvrira les années financières 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004. La présente Entente, à moins de dispositions contraires, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties seront accomplies et pourra être sujette au renouvellement pour une période additionnelle de deux ans avec l'accord de tous les SIGNATAIRES.

## 23. SIGNATURES

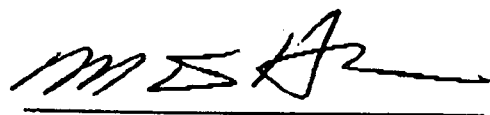
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de cette Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en 13 exemplaires, à Canton Orford  
ce 5e jour du mois de juillet 2002.

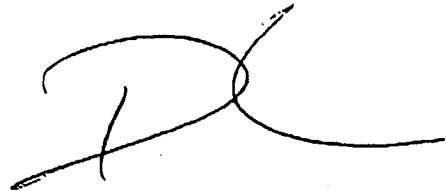
Le Ministre d'État à la Population,  
aux Régions et aux Affaires autochtones,  
ministre des Régions

  
Monsieur Remy Trudel

Le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation

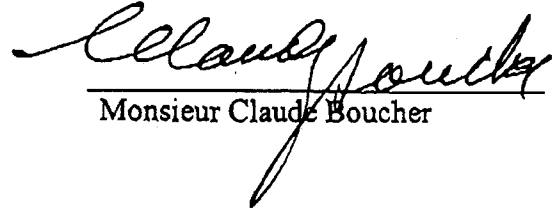
  
Monsieur Maxime Arseneau

La Vice-première ministre  
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances  
Ministre de l'Industrie et du Commerce  
Ministre de la Recherche, de la Science et  
de la Technologie  
Ministre responsable de la région de la Montérégie



Madame Pauline Marois

Le Délégué régional de l'Estrie



Monsieur Claude Boucher

Le Président du Conseil régional  
de développement de l'Estrie



Monsieur Janvier Cliche

Le Président de l'UPA-Estrie



Monsieur Antoine Doyon

Le Président du CIBLE



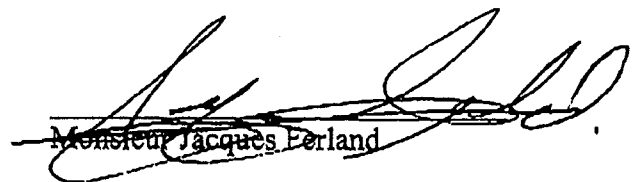
Monsieur Robert Beauchemin

Le Président du CLD du Haut-Saint-François



Monsieur Marc Latulippe

Le Président du CLD de la MRC de Coaticook



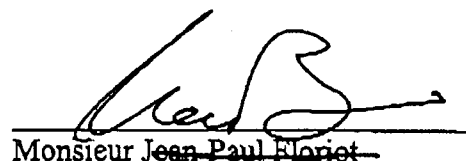
Monsieur Jacques Ferland

Le Président du CLD de la MRC d'Asbestos



Monsieur Pierre Corbeil

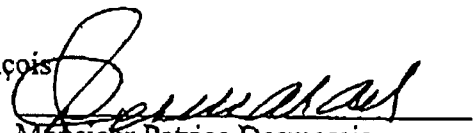
Le Président du CLD de la MRC du Granit



Monsieur Jean-Paul Floriot

Maurice Benier

Le Président du CLD de la MRC du Val-Saint-François

  
Monsieur Patrice Desmarais

Le Président du CLD de la MRC de Memphrémagog

  
Monsieur Pierre Riverin

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **SUR L'IMPLANTATION D'UN SYSTÈME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE EN MILIEU AGRICOLE**

#### **ENTRE**

Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau et Leader du gouvernement, monsieur André Boisclair

#### **ET**

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, monsieur Maxime Arseneau

#### **ET**

Le ministre d'état à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Régions, monsieur Rémy Trudel

#### **ET**

Député de Taillon, vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de l'Industrie et du Commerce, ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie et ministre responsable de la région de la Montérégie, madame Pauline Marois

#### **ET**

La ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, ministre de la Solidarité sociale, ministre de la Famille et de l'Enfance, ministre responsable de la Condition féminine, ministre responsable des Aînés, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches et députée de Lévis, madame Linda Goupil

#### **ET**

Le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, monsieur Jacques Baril

#### **ET**

Le secrétaire d'État aux Infrastructures et délégué régional de l'Estrie, monsieur Claude Boucher

## **DÉSIGNATIONS ET DÉFINITIONS**

**Bureau de normalisation du Québec, ci-après appelé « BNQ »;**

**Conseil régional de développement de l'Estrie, ci-après appelé « CRD-Estrie »;**

**Conseil régional de concertation et de développement Chaudière-Appalaches, ci-après appelé « CRCD Chaudière-Appalaches »;**

**Conseil régional de développement Montérégie, ci-après appelé « CRD Montérégie »;**

**Conseil régional de concertation et de développement Centre-du-Québec, ci-après appelé « CRCD Centre-du-Québec »;**

**Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, ci-après appelé « CREE »;**

**Fonds de développement régional, ci-après appelé « FDR »;**

**Ministère de l'Environnement, ci-après appelé « MENV »;**

**Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ci-après appelé « MAPAQ »;**

**Ministère des Régions, ci-après appelé « MREG »;**

**Ministères participants, CRD participants, UPA, CREE, ci-après appelés « SIGNATAIRES »;**

**Société d'Expertise Envirotest Ltée, ci-après appelé « le CONSULTANT » ou « ENVIROTEST »;**

**Système de gestion environnementale, ci-après appelé « SGE »;**

**Union des producteurs agricoles, ci-après appelée « UPA ».**

**Outils d'implantation :** Documents informatisés et/ou sous la forme papier nécessaire à la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale incluant des modèles de procédures, de formulaires, de listes des contrôles, de références documentaires et d'instructions spécifiques au modèle de management développé par niveau de certification.

**Outils de diffusion :** Documents informatisés et/ou sous la forme papier et/ou sous la forme audio-visuelle utilisés afin de sensibiliser les parties intéressées et les organismes aux éléments nécessaires à l'implantation et la mise en œuvre des outils d'implantation.

**Biens livrables :** Documents informatisés et/ou sous la forme papier et/ou sous la forme audio-visuelle prévus au projet (voir Annexe 2) comprenant des outils d'implantation et de diffusion développés dans le cadre du projet ainsi que des rapports d'étapes sur le degré d'avancement des travaux et des engagements financiers prévus.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

1.1 La présente entente a pour objet la mise sur pied d'un système de gestion environnementale (SGE) à niveaux intégrés de gestion responsable (voir Annexe 1), crédible et accessible à l'ensemble des fermes pouvant conduire à une accréditation environnementale de type ISO 14001. Elle vise 76 fermes dont 43 en Estrie, 11 en Montérégie, 11 dans Chaudière-Appalaches et 11 dans le Centre-du-Québec au prorata suivant : 16 fermes de niveau 3, 21 fermes de niveau 2 et 39 fermes de niveau 1. Le modèle de SGE à niveaux intégrés sera validé prioritairement pour les productions suivantes : horticultures fruitière et maraîchère, lait, porc, aviculture, bovin de boucherie, grandes cultures, veau de grain, aquaculture, ovins et caprins.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

2.1 Les SIGNATAIRES s'entendent pour atteindre les objectifs suivants :

- A. Développer et diffuser un modèle de SGE;
- B. Développer les outils d'implantation du modèle de SGE;
- C. Implanter et valider le modèle de SGE auprès des 76 fermes et le rendre disponible à l'ensemble des producteurs.

2.2 L'atteinte de ces objectifs se traduira par les activités suivantes :

2.2.1 Les activités qui se réaliseront en regard de l'objectif « A »

- A.1 Faire rapport au comité de gestion du projet avec les partenaires;
- A.2 Concevoir un modèle théorique du SGE à niveaux intégrés d'implantation à partir de l'expérience des deux fermes déjà accréditées et de six autres déjà sélectionnées;
- A.3 Implanter ce modèle dans les six fermes définies en A.2;
- A.4 Modifier le modèle de SGE défini en A.2 en fonction des résultats d'implantation;
- A.5 Demander l'accréditation des six fermes définies en A.2 pour valider le travail par une tierce partie indépendante, le BNQ;
- A.6 Modifier le modèle de SGE défini en A.2 en fonction des expérimentations d'accréditation;
- A.7 Procéder aux renouvellements annuels des huit fermes accréditées telles que définies dans A.2;
- A.8 Obtenir les données économiques relatives aux éléments de A.2 à A.7 nécessaires au calcul des coûts inhérents à l'implantation et au maintien d'un système de gestion environnementale, ainsi qu'à la certification.

2.2.2 Les activités qui se réaliseront en regard de l'objectif « B »

- B.1 Éditer le modèle du SGE à niveaux intégrés d'implantation tel que défini en A.4 en versions papier et informatique;
- B.2 Créer et éditer un guide d'implantation à la ferme qui accompagnera le modèle de SGE selon les données obtenues en A.4 et en A.8;
- B.3 Créer un site Internet d'aide à l'implantation et au maintien du SGE;
- B.4 Produire un vidéo de vulgarisation faisant la démonstration du SGE;
- B.5 Créer un programme de formation destiné aux organisations ressources à l'implantation du SGE et aux producteurs.

- 4.8 Fournir sur demande tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature, relatifs à l'Entente, à toute personne autorisée par les SIGNATAIRES afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies;
- 4.9 Remettre au MAPAQ, au MENV et à l'UPA les biens livrables réalisés par le CONSULTANT;
- 4.10 Déléguer deux représentants au comité de projets;
- 4.11 Établir une collaboration étroite entre les Conseils régionaux de l'environnement de Chaudière-Appalaches, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

## 5. ENGAGEMENT DE L'UPA

L'UPA s'engage à :

- 5.1 Verser au CREE, jusqu'à concurrence de 321 500 \$ et selon les disponibilités budgétaires, les sommes prévues à l'Entente telles que spécifiées aux articles 5.2, 5.3, 5.4 et 13;
  - 1) 132 890 \$ pour la première année;
  - 2) 93 890 \$ pour la deuxième année;
  - 3) 94 720 \$ pour la troisième année.
- 5.2 Verser le montant, de l'année financière 2001-2002, au CREE de la façon suivante :
  - 1. Une première tranche de 99 670 \$, soit 75% du montant annuel de 132 890 \$ à la signature de l'Entente spécifique;
  - 2. Une seconde tranche de 33 220 \$, soit 25% du montant annuel de 132 890 \$, suite au dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 5.3 Verser le montant, de l'année financière 2002-2003, au CREE de la façon suivante :
  - 1. Une première tranche de 70 420 \$, soit 75% du montant annuel de 93 890 \$ à la fin de l'an I de l'Entente spécifique;
  - 2. Une seconde tranche de 23 470 \$, soit 25% du montant annuel de 93 890 \$, suite au dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 5.4 Verser le montant, de l'année financière 2003-2004, au CREE de la façon suivante :
  - 1. Une première tranche de 71 040 \$, soit 75% du montant annuel de 94 720 \$ à la fin de l'an II de l'Entente spécifique;
  - 2. Une seconde tranche de 23 680 \$, soit 25% du montant annuel de 94 720 \$, suite au dépôt du rapport d'activités final approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 5.5 Déléguer deux représentants au comité de gestion;
- 5.6 Déléguer deux représentants au comité de projets;
- 5.7 Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique;
- 5.8 Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente spécifique selon les disponibilités de l'UPA, notamment :



## **ENGAGEMENT DU MAPAQ**

Le MAPAQ s'engage à :

- 7.1 Verser au CREE, jusqu'à concurrence de 321 500 \$ selon les disponibilités budgétaires, les sommes prévues à l'Entente telles que spécifiées aux articles 7.2, 7.3, 7.4 et 13;
  - 1) 132 890 \$ pour la première année;
  - 2) 93 890 \$ pour la deuxième année;
  - 3) 94 720 \$ pour la troisième année.
- 7.2 Verser le montant, de l'année financière 2001-2002, au CREE de la façon suivante :
  1. Une première tranche de 99 670 \$, soit 75% du montant annuel de 132 890 \$ à la signature de l'Entente spécifique;
  2. Une seconde tranche de 33 220 \$, soit 25% du montant annuel de 132 890 \$, suite au dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 7.3 Verser le montant, de l'année financière 2002-2003, au CREE de la façon suivante :
  1. Une première tranche de 70 420 \$, soit 75% du montant annuel de 93 890 \$ à la fin de l'an I de l'Entente spécifique;
  2. Une seconde tranche de 23 470 \$, soit 25% du montant annuel de 93 890 \$, suite au dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 7.4 Verser le montant, de l'année financière 2003-2004, au CREE de la façon suivante :
  1. Une première tranche de 71 040 \$, soit 75% du montant annuel de 94 720 \$ à la fin de l'an II de l'Entente spécifique;
  2. Une seconde tranche de 23 680 \$, soit 25% du montant annuel de 94 720 \$, suite au dépôt du rapport d'activités final approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 7.5 Déléguer deux représentants au comité de gestion;
- 7.6 Déléguer deux représentants au comité de projets;
- 7.7 Fournir au besoin, et selon les disponibilités, de l'aide technique;
- 7.8 Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente spécifique selon les disponibilités du MAPAQ, notamment :
  - 1) Pour les activités de concertation;
  - 2) Pour les activités de communication.

## **8. ENGAGEMENT DU MREG**

Le MREG s'engage à :

- 8.1 Réserver, pour la durée de l'Entente, un montant de 175 000 \$ au FDR, volet Entente spécifique (85 000 \$ de l'enveloppe du CRD-Estrie, 30 000 \$ du CRCD Chaudière-Appalaches, 30 000 \$ du CRD de la Montérégie et 30 000 \$ du CRCD du Centre-du-Québec), et ce, selon les modalités suivantes :

## **10. ENGAGEMENT DU CRCD CHAUDIÈRE-APPALACHES**

Le CRCD Chaudière-Appalaches s'engage à :

- 10.1 Affecter une somme de 30 000 \$ à même le volet Entente spécifique du FDR, et ce, pour la réalisation de l'Entente selon les modalités prévues à l'article 13 ;
- 10.2 Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente spécifique, en collaboration avec le Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches, selon les disponibilités du CRCD Chaudière-Appalaches, notamment :
  - 1) Pour les activités de concertation;
  - 2) Pour les activités de communication.
- 10.3 Recommander annuellement au MREG d'effectuer les versements de la contribution du FDR, volet Entente spécifique, et en assurer le suivi. Le CRCD Chaudière-Appalaches participera à l'atteinte des objectifs de la présente entente, sous réserve des disponibilités budgétaires et dans le respect de sa mission et de ses mandats. La recommandation du CRCD Chaudière-Appalaches au MREG s'effectuera de la façon suivante :
  1. Pour l'année financière 2001-2002, une première tranche de 7 500 \$, soit 75 % du montant annuel de 10 000 \$, à la signature de cette entente;
  2. Pour l'année financière 2002-2003, une seconde tranche de 10 000 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE;
  3. Pour l'année financière 2003-2004, une troisième tranche de 10 000 \$ à la suite du dépôt du rapport d'activités approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE;
  4. Pour l'année financière 2004-2005, une dernière tranche de 2 500 \$, soit 25 % du montant annuel de 10 000 \$, à la suite du dépôt du rapport d'activités final approuvé par le comité de gestion et du rapport financier du CREE.
- 10.4 Assurer la vérification de conformité administrative quant à la mise en œuvre et au suivi de l'Entente auprès du MREG;
- 10.5 Déléguer un représentant au comité de gestion.

## **11. ENGAGEMENT DU CRCD CENTRE-DU-QUÉBEC**

Le CRCD Centre-du-Québec s'engage à :

- 11.1 Affecter une somme de 30 000 \$ à même le volet Entente spécifique du FDR, et ce, pour la réalisation de l'Entente selon les modalités prévues à l'article 13;
- 11.2 Apporter un soutien à la réalisation de l'Entente spécifique, en collaboration avec le Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec, selon les disponibilités du CRCD Centre-du-Québec, notamment :
  - 1) Pour les activités de concertation;
  - 2) Pour les activités de communication.
- 11.3 Recommander annuellement au MREG d'effectuer les versements de la contribution du FDR, volet Entente spécifique, et en assurer le suivi. Le CRCD Centre-du-Québec participera à l'atteinte des objectifs de la présente entente, sous réserve des disponibilités budgétaires et dans le respect de sa mission et de ses mandats. La recommandation du CRCD Centre-du-Québec au MREG s'effectuera de la façon suivante :

### 13. PLAN DE FINANCEMENT DE L'ENTENTE

13.1 Les parties conviennent du plan de financement suivant :

		2001-2002	2002-2003	2003-2004	TOTAL
MENV	(27,9%)	132 890 \$	93 890 \$	94 720 \$	321 500 \$
MAPAQ	(27,9%)	132 890 \$	93 890 \$	94 720 \$	321 500 \$
UPA	(27,9%)	132 890 \$	93 890 \$	94 720 \$	321 500 \$
CRD-Estrie	(7,4%)	28 335 \$	28 335 \$	28 330 \$	85 000 \$
CRD Montérégie	(2,6%)	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
CRCD Centre-du-Québec	(2,6%)	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
CRCD Chaudière-Appal.	(2,6%)	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
CREE	(1,1%)	4 932 \$	4 932 \$	4 932 \$	14 796 \$
<b>TOTAL</b>	<b>(100,0%)</b>	<b>461 937 \$</b>	<b>344 937 \$</b>	<b>347 422 \$</b>	<b>1 154 296 \$</b>

13.2 La ventilation annuelle des coûts (voir Annexe 2) sera la suivante :

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	TOTAL
Frais administratifs	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Frais de développement et d'implantation du SGE	436 937 \$	319 937 \$	322 422 \$	1 079 296 \$
<b>TOTAL</b>	<b>461 937 \$</b>	<b>344 937 \$</b>	<b>347 422 \$</b>	<b>1 154 296 \$</b>

13.3 Les SIGNATAIRES conviennent que ce plan de financement ne pourra être modifié sans le consentement de tous les SIGNATAIRES;

13.4 À moins d'un changement autorisé en vertu de l'article 13.5, l'aide financière de chacun des SIGNATAIRES ne devra pas être supérieure au pourcentage prévu au plan de financement;

13.5 Advenant que le CREE obtienne une source de financement additionnel qui modifierait le plan de financement détaillé, les SIGNATAIRES se réservent le droit de réviser leur participation financière à l'Entente et de réclamer, le cas échéant, le remboursement d'une partie ou de la totalité de l'aide financière versée. Cependant, cette clause ne pourra s'appliquer si le financement additionnel permet l'ajout d'activités supplémentaires;

13.6 Le présent protocole n'engage pas les SIGNATAIRES à verser un montant quelconque additionnel à la présente aide financière si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète de l'Entente;

13.7 Lors du versement de la dernière tranche, l'aide financière sera ajustée selon le pourcentage de la contribution des SIGNATAIRES prévu au plan de financement lorsque les dépenses totales seront inférieures à celles prévues au plan de financement. En aucun cas, l'aide financière des SIGNATAIRES ne devra être supérieure au pourcentage prévu au plan de financement multiplié par le total des coûts et des dépenses admissibles encourues.

### 14. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE

14.1 Un comité de gestion de l'Entente spécifique sera formé. Il devra s'assurer du respect de l'atteinte des objectifs et de la mécanique de mise en œuvre de l'Entente et recommander aux SIGNATAIRES de la poursuivre ou non. De plus, ce comité aura la tâche de réaliser un plan de communication dans le respect des stratégies de communication des SIGNATAIRES. Ce comité, qui sera présidé par le CRD-Estrie qui en assurera l'administration, sera composé des représentants de chacun des organismes suivants (le nombre de représentants est entre parenthèses):

MREG(1)	MAPAQ (2)
UPA (2)	MENV (2)
CRD-Estrie (1)	CRD Montérégie (1)
CRCD Centre-du-Québec (1)	CRCD Chaudière-Appalaches (1)

**20. ANNONCE PUBLIQUE**

- 20.1 Tout type d'annonce publique devra se faire dans le respect de la stratégie de communication des SIGNATAIRES et conformément au plan de communication réalisé par le comité de gestion de l'Entente.

**21. RÉSILIATION**

- 21.1 Sous réserve de tout autre recours, le MAPAQ, le MENV, l'UPA, le CRD-Estrie, le CRD Montérégie, le CRCD Chaudière-Appalaches et le CRCD Centre-du-Québec peuvent résilier la présente entente par un avis écrit et exiger le remboursement des sommes versées si le CREE ne respecte pas les conditions, obligations et stipulations prévues aux présentes. Lors d'un tel événement, le CREE perd tous ses droits et recours contre le MAPAQ, le MENV, l'UPA, le CRD-Estrie, le CRD Montérégie, le CRCD Chaudière-Appalaches et le CRCD Centre-du-Québec.

**22. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

- 22.1 L'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente entente, et ce, avec l'accord de tous les SIGNATAIRES.

**23. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

- 23.1 Les SIGNATAIRES conviennent entre eux que les droits sur la propriété intellectuelle devant être utilisés ou qui seront développés dans le cadre du projet, seront détenus conjointement par le MAPAQ, l'UPA et le MENV, selon les termes de la licence accordée par la SOCIÉTÉ D'EXPERTISE ENVIROTEST LTÉE dans une lettre reproduite à l'annexe 3.

**24. COMMUNICATION**

Toute communication par écrit entre les parties devra être reçue par le destinataire si elle est livrée ou envoyée par courrier recommandé comme suit :

Le CRD-Estrie :

Conseil régional de développement de l'Estrie  
230, rue King Ouest, bureau 300  
Sherbrooke (Québec), J1H 1P9

À l'attention de M. Claude Boulanger,  
directeur général

Le CRCD Chaudière-Appalaches :

Conseil régional de concertation et de  
développement de Chaudière-Appalaches  
25, boulevard Taché Ouest, bureau 102  
Montmagny (Québec), G5V 2Z9

À l'attention de M. Martin Larue,  
directeur général

Le MAPAQ :

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de  
l'Alimentation  
Direction de l'environnement et du  
développement durable  
200, chemin Sainte-Foy, 9<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec), G1R 4X6

À l'attention de M. Denis Sanfaçon, directeur

L'UPA :

UPA  
Maison de l'UPA  
555, boul. Roland-Therrien  
Longueuil (Québec), J4H 3Y9

À l'attention de M. Christian Lacasse,  
Premier vice-président

Le CREE :

CREE  
165, rue Moore, bureau 300  
Sherbrooke (Québec), J1H 1B8

À l'attention de M. Roger Riendeau,  
Directeur général

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit donné tel que susdit, changer son adresse.

## **25. DURÉE DE L'ENTENTE**

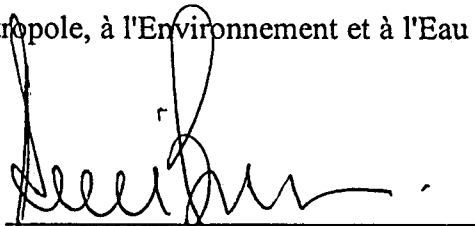
La présente Entente spécifique, qui sera confirmée annuellement par chacun des SIGNATAIRES, aura une durée de trois ans et couvrira les années financières 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004. La présente entente, à moins de dispositions contraires, prend fin à la date où les obligations de chacune des parties seront accomplies et pourra être sujette au renouvellement avec l'accord de tous les SIGNATAIRES.

## **26. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les clauses de cette Entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en 13 exemplaires :

Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau et  
Leader du gouvernement,



Monsieur André Boisclair

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

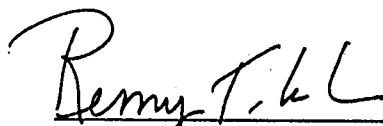
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de  
la région de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine,



Monsieur Maxime Arseneau

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre  
des Régions,



Monsieur Rémy Trudel

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

La Député de Taillon, vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux  
Finances, ministre de l'Industrie et du Commerce, ministre de la Recherche, de la Science  
et de la Technologie et ministre responsable de la région de la Montérégie,



Madame Pauline Marois

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

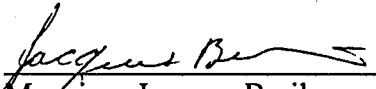
La ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, ministre de la  
Solidarité sociale, ministre de la Famille et de l'Enfance, ministre responsable de la  
Condition féminine, ministre responsable des Aînés, ministre responsable de la région de  
la Chaudière-Appalaches et députée de Lévis,



Madame Linda Goupil

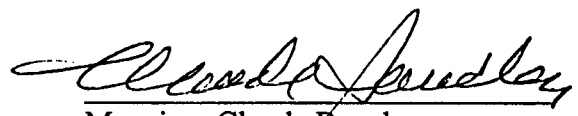
à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime et ministre responsable de la région du Centre-du-Québec,

  
Monsieur Jacques Baril

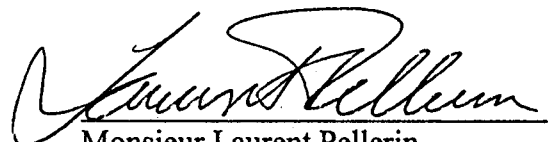
à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le secrétaire d'État aux Infrastructures et délégué régional de l'Estrie,

  
Monsieur Claude Boucher

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président de l'Union des producteurs agricoles,

  
Monsieur Laurent Pellerin

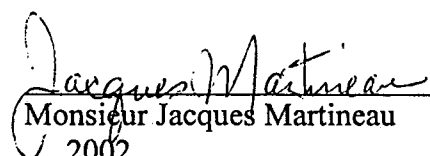
à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président du Conseil régional de développement de l'Estrie,

  
Monsieur Janvier Cliche

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président du Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec,

  
Monsieur Jacques Martineau


à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président du Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches,

  
Monsieur Russell Gilbert


à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président du Conseil régional de développement de la Montérégie,

  
Monsieur Claude Bernier

à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2002

Le président du Conseil régional de l'Environnement de l'Estrie,

  
Monsieur Jean-Marie Bergeron

à Sherbrooke, ce 20 jour de juin 2002



# ANNEXE I

# ANNEXE I

## DÉFINITION D'UN SYSTÈME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE) À NIVEAUX INTÉGRÉS DE GESTION RESPONSABLE

Le système de gestion environnementale (SGE) à trois niveaux d'engagement est un processus graduel comportant trois étapes permettant à une ferme d'obtenir la conformité de la norme ISO 14001 (niveau pro-actif). Pour se rendre à cette étape, deux niveaux intermédiaires sont requis. Les fermes qui s'inscrivent dans cette démarche et celles en processus d'accréditation ou déjà certifiées ne sont pas soustraites aux applications réglementaires et au processus d'inspection prévu par le MENV.

### **Niveau 1 (pré-requis)**

L'inscription d'une entreprise agricole, dans une démarche d'implantation d'un système de gestion environnementale, exige, entre autres, pour son premier niveau, la conformité aux lois et aux règlements applicables en matière environnementale. La ferme doit d'abord inventorier l'ensemble des lois et règlements s'appliquant à elle et évaluer sa conformité par rapport à ces dispositions. La ferme qui n'est pas en tout point conforme, doit concevoir des programmes d'actions correctives accompagnés d'échéanciers de réalisation destinés à lui permettre d'atteindre une conformité complète. Ce n'est que lorsqu'elle est en mesure de démontrer pareille conformité que cette reconnaissance par un tiers lui est accordée.

### **Niveau 2 (préventif)**

Une ferme entreprend volontairement d'implanter un SGE de niveau 2 lorsqu'elle a terminé le niveau 1 et désire entreprendre une démarche de prévention à la ferme. La réalisation de ce deuxième niveau du SGE comporte d'abord l'évaluation des risques d'incidents et d'accidents pouvant porter préjudice à l'environnement et à la santé humaine. Par la suite, des mesures préventives sont élaborées et implantées, ainsi qu'un programme de mesures d'urgence.

### **Niveau 3 (pro-actif)**

Une ferme entreprend volontairement d'implanter un SGE de niveau 3 lorsqu'elle a terminé le niveau 2 et désire se doter d'un SGE complet en conformité avec la norme ISO 14001 et pouvant conduire à la certification internationale. La réalisation de ce dernier niveau du SGE permet à la ferme d'évaluer sa performance environnementale et de s'engager vers une amélioration continue. Les activités, les produits et les services de la ferme font l'objet d'une évaluation environnementale exhaustive. Des programmes doivent ensuite être implantés afin de répondre aux indices de préoccupation environnementale identifiés. Avant de demander une accréditation reconnue au plan international, le système devra être maintenu durant une année, revu et corrigé régulièrement.

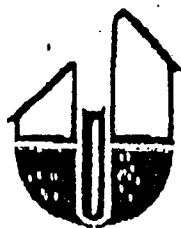
## **ANNEXE II**

Annexe 2 - Détails des coûts du projet

Objectif	Description	Année 2										TOTAL	GRAND TOTAL	
		Q5	Q6	Q7	Q8									
A1	Faire rapport au comité de gestion du projet avec les partenaires	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	2 838 \$	11 352 \$	11 352 \$	34 056
A2	Concevoir un modèle théorique du SGE à niveaux intégrés d'implantation à partir de l'expérience des deux fermes déjà accréditées et de six autres déjà sélectionnées	66 627 \$	63 767 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
A3	Implanter ce modèle dans les six fermes définies en A.2	- \$	- \$	84 125 \$	54 120 \$	24 970 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	24 970 \$	- \$	163 215
A4	Modifier le modèle de SGE défini en A.2 en fonction des résultats d'implantation	- \$	- \$	- \$	14 328 \$	11 963 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 963 \$	- \$	26 290
A5	Demandeur l'accréditation des 6 fermes définies en A.2 pour valider le travail par une tierce partie indépendante, le BNQ	- \$	- \$	- \$	- \$	39 120 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	39 120 \$	- \$	39 120
A6	Modifier le modèle de SGE défini en A.2 en fonction des expérimentations d'accréditation	- \$	- \$	- \$	- \$	5 968 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 968 \$	- \$	5 968
A7	Procéder aux renouvellements annuels des huit fermes accréditées telles que définies dans A.2	21 645 \$	- \$	- \$	- \$	21 645 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	21 645 \$	- \$	21 290
A8	Obtenir les données économiques relatives aux éléments de A.2 à A.7 nécessaires au calcul des coûts inhérents à l'implantation et au maintien d'un système de gestion environnementale, ainsi qu'à la certification	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	4 037 \$	16 148 \$	16 148 \$	48 444
TOTAL A		95 147 \$	70 642 \$	91 000 \$	75 323 \$	110 540 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	131 165 \$	27 500 \$	490 777
B1	Éditer le modèle du SGE à niveaux intégrés d'implantation tel que défini en A.4 en versions papier et informatique					15 979 \$	15 979 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	31 959 \$		79 896
B2	Créer et éditer un guide d'implantation à la ferme qui accompagnera le modèle de SGE selon les données obtenues en A.4 et en A.8					- \$	28 160 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	28 160 \$		28 160
B3	Créer un site Internet d'aide à l'implantation et au maintien du SGE					19 037 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 037 \$		19 037
B4	Produire un vidéo de vulgarisation faisant la démonstration du SGE					- \$	16 243 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 243 \$		16 243
B5	Créer un programme de formation destiné aux organisations ressources à l'implantation du SGE et aux producteurs					- \$	12 485 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 485 \$		12 485
TOTAL B						35 016 \$	72 867 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	107 883 \$		155 821
C1	Approcher le comité de gestion afin qu'il identifie des organisations ressources (clubs agro, syndicats gestion, féd spécialisées, etc.) désirant tester le SGE					4 368 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 368 \$	- \$	4 368
C2	Expérimenter les outils d'implantation (B.1, B.2, B.4 et B.5) dans ces exploitations agricoles à l'intérieur d'un maximum de 18 fermes déterminées en fonction de l'article 1.					- \$	- \$	27 240 \$	27 240 \$	- \$	- \$	54 480 \$	54 480 \$	108 960
C3	Réviser les outils d'implantation (B.1, B.2, B.4 et B.5) en fonction des résultats d'expérimentation					- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 383 \$	11 938 \$	11 938
C4	Faire la promotion du modèle de SGE défini dans B.1 et de ses outils de diffusion (B.2, B.3, B.4 et B.5) auprès des organisations ressources					- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 915 \$	5 830 \$	5 830
C5	Mettre en circulation les outils d'implantation décrits en B.1, B.2, B.3, B.4 et B.5					- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 391 \$	6 782 \$	6 782
C6	Implanter et valider le modèle de SGE défini dans B.1 auprès de 50 autres fermes selon la répartition géographique, le prorata et les productions identifiées à l'article 1					- \$	- \$	- \$	- \$	18 720 \$	53 280 \$	153 840 \$	153 840	153 840
TOTAL C						4 368 \$	- \$	27 240 \$	27 240 \$	67 270 \$	59 586 \$	232 870 \$	232 870	291 718
TOTAL PROJET		95 147 \$	70 642 \$	91 000 \$	75 323 \$	110 540 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	131 165 \$	27 500 \$	339 315
TOTAL SGE		66 627 \$	63 767 \$	- \$	- \$	130 394 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	65 682
TOTAL PRODUITS		- \$	- \$	- \$	- \$	30 480 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	75 300
TOTAL BÉNÉFICIAIRES		95 147 \$	70 642 \$	91 000 \$	75 323 \$	110 540 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	131 165 \$	27 500 \$	107 929
TOTAL PROJET		95 147 \$	70 642 \$	91 000 \$	75 323 \$	110 540 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	6 875 \$	131 165 \$	27 500 \$	175 000
TOTAL SGE		66 627 \$	63 767 \$	- \$	- \$	130 394 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	154 297

## **ANNEXE III**

ANNEXE III



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE ENVIROTEST LTÉE



Certifié ISO 14001-86

Montréal, le 26 novembre 2001

Conseil Régional de développement de l'Estrie  
a/s M. Claude Boulanger, directeur général  
230, rue King Ouest, #300  
Sherbrooke (Québec) J1H 1P9

Pour et au nom de:

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, a/s M. Denis Sanfaçon,  
directeur, Direction de l'environnement et du développement durable, 200, chemin  
Sainte-Foy, 9e étage, Québec (Québec) G1R 4X6

Ministère de l'Environnement, a/s M. Pierre Fortin, directeur, Direction des politiques du  
secteur agricole, 675, boul. René-Lévesque Est, 8e étage, CP 26, Québec (Québec)  
G1R 5V7

L'Union des Producteurs Agricoles, a/s M. Christian Lacasse, premier vice-président,  
Maison de l'UPA, 555, boul. Roland Thérien, Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Sujet: Implantation d'un système de gestion environnementale en milieu agricole  
Re: Licence d'utilisation accordée au MAPAQ, au MENV et à l'UPA

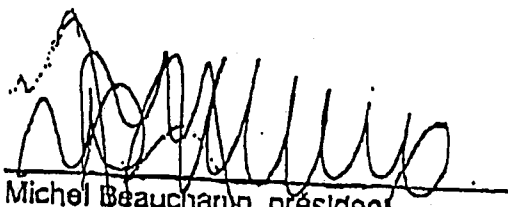
Messieurs,

Tel que mentionné au paragraphe 23 de l'Entente spécifique sur l'implantation d'un système de gestion environnementale en milieu agricole à être signée par vous et vos partenaires, la Société d'Expertise Envirotest Ltée (ci-après «Envirotest») confirme vous accorder une licence d'utilisation du système de gestion environnementale (SGE), développé par notre entreprise en milieu agricole, selon les modalités et conditions suivantes:

1. Envirotest accorde au MAPAQ, à l'UPA et au MENV une licence pour l'utilisation, le développement et la mise en marché dans l'industrie agricole établie sur l'ensemble du territoire québécois du SGE (ISOSYST) développé par Envirotest;

825 Sherbrooke est, bureau 200, Montréal, Qc H2L 1K8, tél.: (514) 523-8762 • fax: (514) 523-8133

Espérant le tout à votre entière satisfaction, recevez, Messieurs, nos salutations distinguées.



Michel Beauchamp, président  
pour Société d'Expertise Envirotest Ltée  
c.c. Conseil Régional de l'Environnement de l'Estrie (CREE)  
a/s Roger Riendeau, d.g. (par fax au 1 (819) 821-3841)







**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**portant sur l'élargissement des choix professionnels des filles et**  
**des femmes notamment dans les métiers non traditionnels**  
**et les professions d'avenir**

**ENTRE**

LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS, ici représenté par Mme Christine Émond Lapointe, présidente;

**ET**

LE MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET À L'EMPLOI, ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS, M. Sylvain Simard;

**ET**

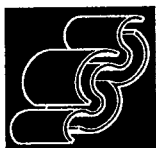
LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI, Mme Agnès Maltais;

**ET**

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, M. Rémy Trudel;

**ET**

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'OUTAOUAIS, ici représenté par Mme Marielle de Champlain, présidente.



CONSEIL RÉGIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'OUTAOUAIS

Québec 

## **DEFINITIONS**

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens leur étant donné ci-après:

### **Ministères**

Ministère de l'Éducation (MEQ)  
Emploi Québec (EQ)  
Ministère des Régions (MREG)  
Table Éducation Outaouais (TEO)

### **Conseil régional**

Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) reconnu à titre de Conseil régional par le gouvernement du Québec en vertu du décret 1630-92 du 11 novembre 1992.

### **Planification stratégique régionale 2000-2004**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le Conseil régional et identifiant, à partir d'analyses et de bilans les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq ans.

### **Entente cadre**

Entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais, signée le 21 juin 2000.

### **Entente spécifique**

Une entente spécifique de régionalisation est une convention entre un conseil régional de développement et un ministère ou organisme gouvernemental et, le cas échéant d'autres partenaires « *pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional* » (Réf. : article 20, Loi sur le ministère des régions).

### **Fonds de développement régional**

Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au Ministre. Ce fonds est mis à la disposition du Conseil régional de développement pour financer des projets.

### **Comité de gestion**

Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

## CONTEXTE

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la *Politique de soutien au développement local et régional*, et conséquemment qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour en assurer la concrétisation;

ATTENDU QUE les signataires de l'entente spécifique conviennent que le Conseil régional de développement est l'interlocuteur et l'instance de concertation régionale reconnu par le gouvernement du Québec, qu'il est mandaté pour signer les ententes spécifiques et que sa mission s'inscrit dans le développement de la région sur les plans économique, social et culturel;

ATTENDU QUE le Conseil régional de développement et le gouvernement du Québec ont convenu de la priorité régionale de diversifier les choix professionnels des filles et des femmes en suscitant leur intérêt pour les métiers non-traditionnels et professions d'avenir;

ATTENDU QUE l'accès aux métiers non-traditionnels constitue pour les femmes une voie d'avenir et un levier essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie;

ATTENDU QUE, dans le Programme d'action 2000-2003 de la Politique québécoise en matière de condition féminine, le ministère de l'Éducation s'engage à mettre en œuvre des actions pour assurer la réussite éducative et socioprofessionnelle des filles par, entre autres, la conception et la mise en œuvre d'un volet sur les métiers non traditionnels;

ATTENDU QUE la Politique québécoise de la science et de l'innovation a pour orientation de rejoindre d'abord les jeunes dans l'environnement scolaire, et qu'une attention particulière doit être accordée au développement précoce de l'intérêt des filles pour des activités à caractère scientifique et technique;

ATTENDU QUE le ministère de l'Éducation et la Table Éducation Outaouais s'entendent pour développer un projet interordre afin de renouveler l'orientation scolaire et professionnelle dans le concept de l'école orientante tenant compte des métiers non traditionnels chez les filles et les femmes et les professions d'avenir;

ATTENDU QUE Emploi Québec a adopté une stratégie nationale à l'égard de la main-d'œuvre féminine à portée régionale et locale et qu'une des orientations vise la diversification des choix professionnels des femmes;

EN CONSÉQUENCE, les parties reconnaissent l'importance de conclure une entente spécifique et conviennent de ce qui suit :

### 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les engagements des parties en vue d'améliorer les conditions de vie des filles et des femmes en encourageant la diversification des choix de formation et en soutenant leur accès à des emplois et à des carrières non traditionnels et à des professions d'avenir qui offrent de bonnes conditions de travail et des perspectives intéressantes.

Cette entente permet la mise en œuvre des priorités régionales issues de l'entente cadre de développement visant à :

- « Accroître l'autonomie économique des femmes, notamment chez les plus désavantagées sur le plan de l'emploi, en augmentant leur taux d'activité dans des emplois durables et de qualité »;
- « Augmenter de 10 % la main-d'œuvre féminine dans les secteurs économiques prioritaires d'ici cinq ans ».

### 2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les signataires de l'entente spécifique conviennent de travailler en étroite collaboration afin d'atteindre les objectifs suivants :

- assurer un soutien financier aux projets permettant l'atteinte des objectifs identifiés à l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais;
- favoriser les initiatives ayant un impact régional en soutenant le développement d'outils de sensibilisation et de promotion des métiers non traditionnels et des professions d'avenir auprès des filles et des femmes;

- soutenir la réussite scolaire de même que l'intégration et le maintien en emploi;
- faire la promotion des formations et des carrières en science et en technologie;
- identifier de nouvelles avenues non traditionnelles reliées aux secteurs prioritaires de la PSR;
- recruter des participantes susceptibles de s'inscrire aux formations et aux activités nouvellement identifiées.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1 Conseil régional de développement de l'Outaouais**

Le Conseil régional de développement s'engage à :

- mettre à contribution son réseau de partenaires pour faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente;
- assurer, tel que stipulé au plan de financement présenté en annexe, un soutien financier et technique en y affectant un montant pouvant atteindre 45 000 \$ du fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques » montant réparti sur trois années financières débutant à la signature de l'entente et pour une durée de trois ans, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de ses mandats. Cette aide financière permettra, d'une part, de financer des projets intégrés incluant la promotion, la sensibilisation, l'orientation, l'intégration en emploi et le soutien des clientèles féminines pour l'obtention du diplôme et, d'autre part, la promotion des carrières en science et en technologie;
- recommander au ministère des Régions d'effectuer le versement des montants requis du FDR pour la réalisation des projets retenus, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 45 000\$ ;
- participer aux travaux du Comité de suivi par le biais d'un représentant, tel que défini à l'article 4.

#### **3.2 Ministère de l'Éducation**

Le ministère de l'Éducation s'engage à :

- assurer, tel que stipulé au plan de financement présenté en annexe, un soutien financier et technique dont le montant total provenant du ministère doit correspondre à 90 000\$ débutant à la signature de l'entente et pour une durée de trois ans, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et en conformité avec les normes de la mesure de soutien des projets novateurs visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins. Cette aide financière permettra, d'une part, de financer des projets intégrés incluant la promotion, la sensibilisation, l'orientation, la formation, l'intégration en emploi et le soutien des clientèles féminines pour l'obtention du diplôme et, d'autre part, la promotion des carrières en science et en technologie;
- fournir des informations et des outils afin d'établir le cadre d'intervention de l'entente et mettre à contribution ses propres ressources pouvant être utiles à l'atteinte des objectifs de l'entente;
- assurer l'adéquation des projets financés dans le cadre de la présente entente avec les orientations du MEQ;
- promouvoir l'entente auprès des commissions scolaires, des collèges et de l'université;
- participer aux travaux du Comité de suivi par le biais d'un représentant, tel que défini à l'article 4.

#### **3.3 Emploi—Québec**

Emploi—Québec s'engage à :

- assurer, tel que stipulé au plan de financement présenté en annexe, un soutien financier pouvant atteindre 150 000\$ débutant à la signature de l'entente pour une durée de trois ans et sous réserve des disponibilités budgétaires afin de rendre accessible une expertise régionale en non traditionnel pour coordonner et développer des projets concourant à la diversification des choix professionnels des femmes et des jeunes filles en collaboration avec les partenaires associés à cette entente. Cette aide financière permettra, d'une part, de financer des projets intégrés incluant la promotion, la sensibilisation, l'orientation, l'intégration en emploi et le

soutien des clientèles féminines pour l'obtention du diplôme et, d'autre part, la promotion des carrières en science et en technologie;

- contribuer, par la participation de son personnel et son apport technique, aux travaux du comité régional en options non traditionnelles;
- faciliter l'accès à la formation, pour les femmes dans les métiers non traditionnels en demande sur le marché du travail et supporter financièrement des formations adaptées à l'intérieur de ces mesures ;
- créer des conditions favorables pour que la clientèle féminine trouve dans les salles multi-services des centres locaux d'emploi, la documentation et un service approprié suscitant une plus large exploration de leurs choix professionnels;
- participer au Comité de suivi, par le biais d'un représentant , tel que défini à l'article 4.

### **3.4 Table Éducation Outaouais**

La Table Éducation Outaouais s'engage à :

- mandater le comité régional de concertation pédagogique (CRCP) pour qu'il intègre le concept du non traditionnel dans la dynamique de l'approche orientante et qu'il assure un suivi conséquent;
- mandater le comité FPT pour qu'il développe et mette en action un cadre de référence en vue d'accueillir, d'encadrer et de favoriser la réussite des femmes qui optent pour les programmes de formation professionnelle et technique en particulier ceux liés aux métiers non traditionnels;
- mettre en place un réseau de multiplicateurs(trices) dans les institutions d'enseignement;
- participer, au besoin, aux travaux du Comité de suivi, par le biais d'un représentant, tel que défini à l'article 4.

### **3.5 Ministère des Régions**

Le ministère des Régions s'engage à :

- réserver un montant de 45 000 \$ pour trois (3) ans dans le cadre du Fonds de développement régional volet «ententes spécifiques», pour donner suite à la présente entente;
- effectuer, sur recommandation du CRDO, le versement des sommes requises du FDR;
- participer aux travaux du Comité de suivi, par le biais d'un représentant, tel que défini à l'article 4.

## **4. MODALITÉS DE SUIVI**

Pour assurer une convergence réelle des interventions dans la mise en œuvre et le traitement des projets et des activités qui seront réalisés, un Comité de gestion est créé.

### Responsabilités du Comité de suivi

Le comité responsable d'assurer le suivi de la présente entente a pour mandat :

- de déterminer et d'adopter les modalités de fonctionnement du comité et les critères de sélection des projets;
- de faire rapport annuellement, aux signataires de l'entente, des réalisations liées à celle-ci en fonction des résultats attendus;
- de procéder à une évaluation de l'entente, six mois avant son échéance.

### Composition du comité de suivi

Pour les fins de la présente entente, le comité de suivi est composé d'un représentant ou d'une représentante des signataires de l'entente :

- la présidente du Conseil régional de développement ou son (sa) représentant (e)
- le sous-ministre adjoint du Ministère des Régions ou son (sa) représentant (e)
- le directeur régional du Ministère de l'Éducation ou son (sa) représentant (e)
- le directeur régional d'Emploi—Québec ou son (sa) représentant (e)

Le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

## 5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente sera effective à partir de la date de signature de toutes les parties. Elle sera en vigueur pour une durée de trois ans et se terminera à la date de son troisième anniversaire ou après la complète exécution des obligations par toutes les parties. Enfin, elle n'est pas sujette à tacite reconduction.

## 6. HARMONISATION ET MODIFICATION

La présente entente n'engage en rien les parties à verser tout montant additionnel qui pourrait s'avérer nécessaire à la poursuite des travaux reliés à l'entente.

Aucune partie ne peut, sans le consentement préalable écrit des autres parties, céder ou transférer ses droits et obligations en vertu de la présente entente.

Cette entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais et sera, le cas échéant, harmonisée aux lois, règlements, décrets et politiques ou mesures que pourrait décider le gouvernement ou ses mandataires durant la durée de l'entente.

Pour toute autre modification de l'entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

## 7. ÉVALUATION DE L'ENTENTE

Les parties s'entendent à se doter, dans un délai de 90 jours suivant la signature de la présente entente, d'un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction de cette entente.

## 8. ANNONCE PUBLIQUE

Les organismes subventionnés reconnaissent et acceptent que les signataires de l'entente puissent annoncer conjointement avec le Conseil, les détails importants des projets et de leur financement soit entre autres :

L'objectif du projet  
 Le nom de l'ORGANISME bénéficiaire  
 Le montant de la contribution financière  
 L'emplacement  
 Le coût estimé du projet

La présente subvention demeurera confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par le CRDO ou son représentant à moins d'avis contraire.

Les organismes subventionnés, en vertu de la présente entente, acceptent la participation du ou des représentants du CRDO à toute annonce officielle concernant l'Entente spécifique et, à cet égard, ils informeront le CRDO par écrit au moins 10 jours avant la date d'une telle annonce pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## 9. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications se feront par écrit et qu'elles seront livrées ou envoyées par courrier recommandé comme suit :

Ministère des Régions

M. Paul-André David, sous-ministre adjoint  
170, rue Hôtel-de-Ville, 7<sup>e</sup> étage  
Hull (Québec) J8X 4C2

Conseil régional de développement  
de l'Outaouais

M. Gilles Gagné, directeur général  
290, boulevard St-Joseph, suite 203  
Hull (Québec) J8Y 3Y3

Emploi—Québec

M. Robert Beauchamp, directeur régional  
245, boul. Cité des Jeunes  
Hull, (Québec) J8Y 6L2

Ministère de l'Éducation

M. Francis Culée, directeur régional  
170, rue de l'Hôtel-de-ville, bureau 4.130  
Hull (Québec) J8X 4C2

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

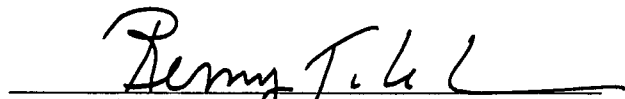
10. SIGNATURE

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de cette entente.

EN FOI DE QUOI, elles ont signé comme suit :

Pour LE MINISTÈRE DES RÉGIONS

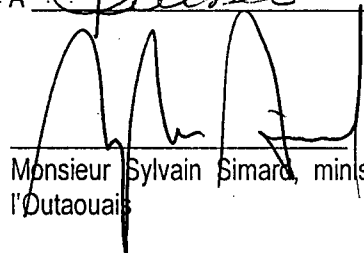
À Québec ce 29<sup>e</sup> du mois de novembre 2002



Monsieur Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones

Pour LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI  
Et MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS

À Québec ce 29<sup>e</sup> du mois de novembre 2002



Monsieur Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi et ministre responsable de la région de l'Outaouais

Pour LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI

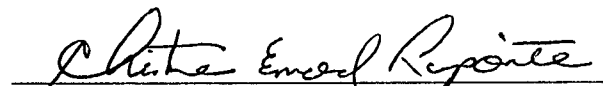
À Québec ce 29<sup>e</sup> du mois de novembre 2002



Madame Agnès Maltais, ministre déléguée à l'Emploi

Pour LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

À Satouac ce 17<sup>e</sup> du mois de janvier 200<sup>3</sup>



Madame Christine Émond Lapointe, présidente

Pour LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

À Satouac ce 10 du mois de janvier 200<sup>3</sup>



Madame Marielle de Champlain, présidente



**Plan de financement : montant du MRST à confirmer**

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	Total sur 3 ans
CRDO	15 000\$	15 000\$	15 000\$	45 000\$
MEQ	30 000\$	30 000\$	30 000\$	90 000\$
Emploi Québec	50 000\$	50 000\$	50 000\$	150 000\$
Total annuel	95 000\$	95 000\$	95 000\$	285 000\$



**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE RÉGIONALE  
PORTANT SUR LA PRÉVENTION DE L'ABANDON SCOLAIRE EN OUTAOUAIS**

**ENTRE**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS**

**ET**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**ET**

**LES COMMISSIONS SCOLAIRES DE L'OUTAOUAIS**

**ET**

**LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

**ET**

**EMPLOI-QUÉBEC**

**ET**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS DU QUÉBEC**

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**



**CONSEIL RÉGIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'OUTAOUAIS**

**Régions  
Québec**

## **DÉFINITIONS**

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens leur étant donné ci-après :

### **MINISTÈRES**

Ministère de l'Éducation (MEQ)

Ministère des Régions (MREG)

Emploi-Québec

### **RRSSSO**

Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

### **COMMISSIONS SCOLAIRES**

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO)

Commission scolaire des Draveurs (CSD)

Commission scolaire Au Cœur-des-Vallées (CSCV)

Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CSHBO)

Commission scolaire Western Québec (CSWQ)

### **CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (CRDO)**

Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) reconnu à titre de Conseil régional par le gouvernement du Québec en vertu du décret 1630-92 du 11 novembre 1992.

### **Planification stratégique régionale 2000-2004**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le Conseil régional de développement et identifiant, à partir d'analyses et de bilans, les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq ans.

### **Entente cadre**

Entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais, signée le 21 juin 2000.

### **Entente spécifique**

Une entente spécifique de régionalisation est une convention entre un conseil régional de développement et un ministère ou organisme gouvernemental et, le cas échéant d'autres partenaires « *pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional* » (Réf. : article 20, Loi sur le ministère des Régions).

### **Fonds de développement régional**

Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au Ministre. Ce fonds est mis à la disposition du Conseil régional de développement pour financer des projets.

### **Comité de suivi**

Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

### **Abandon scolaire**

L'abandon scolaire est l'aboutissement d'une problématique sociale qui prend racine dans la petite enfance et qui se traduit à un âge plus ou moins avancé par le décrochage du système scolaire.

### **Jeunes décrocheurs**

Jeunes d'âge de fréquentation scolaire obligatoire qui ont déjà décroché d'un cheminement scolaire ou qui présentent un haut risque de décrocher.

### **Services**

Services éducatifs alternatifs adaptés visant la réinsertion scolaire et la rééducation en vue de favoriser l'insertion sociale.

**Attendu que la Politique de soutien au développement local et régional** prévoit la mise en œuvre d'une entente cadre identifiant des priorités d'intervention devant faire l'objet d'une attention particulière;

**Attendu que** le gouvernement du Québec a conclu une entente cadre de développement avec le Conseil régional de développement de l'Outaouais d'une durée de cinq ans, soit du 21 juin 2000 au 21 juin 2005;

**Attendu que** cette entente cadre prévoit la signature d'ententes spécifiques entre certains ministères et organismes gouvernementaux et le Conseil régional de développement de l'Outaouais;

**Attendu que** le Conseil régional de développement de l'Outaouais a prévu, dans sa planification stratégique régionale 2000-2004, de reconnaître l'importance d'intégrer et de faire participer les jeunes au développement local, régional et international.

**Attendu que** le gouvernement du Québec, à la suite de la nouvelle réforme de l'éducation, favorise le partenariat pour contrer le décrochage et prévenir l'abandon scolaire;

**Attendu que** la priorité de développement de la cible stratégique : Éducation, est de *<Répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par l'application de mesures concrètes visant la réduction du décrochage scolaire et l'élargissement de l'offre de formation>*;

**Attendu que** la priorité de développement de la cible stratégique : Jeunesse et pauvreté de l'axe Développement Social, se donne pour priorité de développement de *<Mobiliser les décideurs et les intervenants de la région afin de réduire les inégalités par des projets structurants pour contrer la pauvreté chez les jeunes et briser le cercle de l'exclusion>*;

**Attendu que** les travaux de la Table Éducation Outaouais (TEO) mettent en évidence la problématique du taux de diplômation des jeunes et du taux d'abandon scolaire;

**Attendu que** Emploi-Québec et les Centres Locaux d'Emploi (CLE) sont le cœur des interventions liées à la politique active du marché du travail (PAMT), notamment en fonction des problématiques distinctes de préparation à l'emploi qui vise à répondre aux besoins des clientèles en matière d'orientation, de counselling, de développement de l'employabilité, d'information scolaire et professionnelle, ainsi qu'en matière d'aide à la formation générale, professionnelle et technique;

**Attendu que** la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux, de par sa mission, doit améliorer et maintenir l'état de santé de la population et que le niveau d'éducation est l'un des déterminants les plus importants de l'état de santé;

**Attendu que** « Attendu que l'absence de motivation des enfants en bas âge et que l'abandon du processus d'apprentissage encadré par le système scolaire, peu importe l'âge, ont un impact majeur sur la capacité des jeunes d'apprendre, de se développer et de contribuer au développement régional;

**Attendu** le rôle que le réseau de la santé et des services sociaux joue déjà au niveau du développement des compétences des parents et de la stimulation précoce des enfants par son réseau de CLSC et son réseau communautaire;

**Attendu que** la Régie régionale de la santé et des services sociaux, de par sa mission et ses priorités d'action, vise entre autres, à favoriser l'insertion sociale des jeunes;

**Attendu que** la volonté de collaboration des partenaires du milieu s'est déjà manifestée dans un travail conjoint et un plan d'action dans le cadre du comité régional sur l'abandon scolaire;

**Attendu que** la lutte au décrochage scolaire et social demande une stratégie régionale bien articulée;

**Attendu que** l'abandon scolaire est une problématique récurrente qui atteint des sommets inquiétants en Outaouais et que la planification stratégique régionale 2000-2004 du CRDO reconnaît l'importance d'intervenir en vue de parer aux conséquences de cette situation sur le développement de la région;

**Attendu que** l'obtention d'un diplôme attestant des compétences professionnelles et/ou techniques devient une exigence pour favoriser l'insertion socio-professionnelle;

**Attendu que** la volonté des partenaires du milieu d'investir pour contrer le phénomène de l'abandon scolaire en Outaouais s'est déjà concrétisée, au cours des dernières années, par un investissement significatif en ressources pour la création et la mise en place de projets spécifiques au regard de cette problématique;

**Attendu que** dans un contexte d'ouverture sur le monde, la formation devient un facteur clé du développement de la personne, des communautés et de la région;

**Attendu que** le *Conseil permanent de la jeunesse*, dans son dernier avis au gouvernement, « Je décroche, tu décroches... est-ce que nous décrochons ? » reconnaît la valeur de l'expérience et des services dispensés aux jeunes décrocheurs de l'Outaouais.

**EN CONSÉQUENCE**, le gouvernement du Québec, de par les ministères représentés et les partenaires régionaux nommément identifiés, conviennent de ce qui suit :

## 1) OBJETS ET BUTS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

### 1.1 Objets de la présente entente :

La présente entente a pour objet :

- d'associer le gouvernement du Québec, le Conseil régional de développement de l'Outaouais, le ministère de l'Éducation, la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux, Emploi-Québec, les Commissions scolaires et le ministère des Régions à la mise en œuvre des stratégies d'action identifiées dans l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005 portant sur la prévention de l'abandon scolaire et de la réinsertion sociale;
- d'actualiser et consolider les partenariats quant à la lutte au décrochage scolaire et social;
- de préciser les engagements des ministères et organismes gouvernementaux et du Conseil régional de développement de l'Outaouais quant à la consolidation et au développement des services pour prévenir et agir sur l'abandon scolaire.

### 1.2 Buts de l'entente :

Les buts de la présente entente sont de favoriser la réinsertion et la rééducation scolaire et sociale des jeunes. De manière plus précise, l'entente vise à :

- reconnaître la nécessité de dispenser des services appropriés pour lutter contre l'exclusion scolaire et sociale des jeunes;
- accorder le soutien financier nécessaire à la consolidation et à l'amélioration des services actuels à offrir aux jeunes décrocheurs visés par cette entente.

## 2) CADRE GÉNÉRAL DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

### 2.1 Objectifs d'intervention

Tel que stipulé dans les priorités de développement des cibles stratégiques « Jeunes », « Jeunesse et pauvreté » et « Éducation », qui sont respectivement : a) Intégrer et faire participer les jeunes au développement local, régional et international, b) Mobiliser les décideurs et les intervenants de la région afin de réduire les inégalités par des projets structurants pour contrer la pauvreté chez les jeunes et briser le cercle de l'exclusion et c) Répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par l'application de mesures concrètes visant la réduction du décrochage scolaire et l'élargissement de l'offre de formation, les parties conviennent de s'associer pour la réalisation de celles-ci.

### 2.2 Objectif principal

L'objectif principal de la présente entente est de susciter l'engagement de tous les partenaires concernés pour consolider et développer des services en vue de prévenir et d'agir sur le décrochage des jeunes visés par cette entente sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais.

## 3) ENGAGEMENT DES PARTIES

### 3.1 Engagements du Conseil régional de développement de l'Outaouais

Le Conseil régional participera à la réalisation des objectifs d'intervention de la présente entente spécifique sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et de sa planification stratégique régionale.

À cette fin le Conseil régional s'engage à :

- participer financièrement, à l'aide de son Fonds de développement régional, volet ententes spécifiques, pour un montant de 90 000\$ annuellement, pour la réalisation de l'entente;
- susciter la participation des différents partenaires régionaux à la réalisation de la présente entente ;
- recommander au ministère des Régions le versement de la contribution financière de 90 000\$ par année prévue au Fonds de développement régional, volet ententes spécifiques ;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### **3.2 Engagements du Ministère de l'Éducation (MEQ)**

Le Ministère de l'Éducation s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le ministère s'engage à :

- favoriser la concertation régionale dans l'élaboration de services aux jeunes décrocheurs;
- soutenir les commissions scolaires dans leurs engagements et leurs services pour cette clientèle, notamment en étudiant la possibilité d'assouplir certaines règles de financement afin de faciliter la mise en place de nouveaux services destinés aux décrocheurs;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### **3.3 Engagements des commissions scolaires**

Les commissions scolaires s'engagent collectivement à :

- contribuer, en lien avec leur mission propre de réinsertion scolaire, à consolider et développer des services aux jeunes décrocheurs visés par cette entente;
- contribuer à l'implantation de services de rééducation pour une clientèle hors du réseau scolaire et des services sociaux existants pour lesquels aucune subvention n'a été versée à la date du 30 septembre;
- convenir des modalités pour l'obtention des subventions pour cette clientèle;
- affecter le montant de ces subventions à recevoir pour la mise en œuvre de ces services;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

En plus, chaque commission scolaire prend les engagements suivants pour soutenir les services aux jeunes décrocheurs visés par cette entente.

#### **3.3.1 La Commission scolaire des Draveurs s'engage à :**

- contribuer pour l'équivalent d'un montant de 81 000\$\* par année pour la durée de l'entente, pour des services qui pourraient être :
  - embaucher un(e) enseignant(e);
  - défrayer partiellement les coûts d'un(e) intervenant(e)-ressource;
  - payer la location de locaux;
  - fournir un budget pour les opérations courantes;
  - fournir les services techniques en informatique;
  - participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

#### **3.3.2 La Commission scolaire Western Québec s'engage à :**

- contribuer pour l'équivalent d'un montant de 81 000\$\* par année pour la durée de l'entente, pour des services qui pourraient être :
  - embaucher un(e) enseignant(e) et un(e) technicien(ne) en comportement (behavior tech.);
  - contribuer à la formation et à l'encadrement de l'enseignant(e) et du (de la) technicien(ne) tel que stipulé dans leurs contrats de travail;
  - participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

#### **3.3.3 La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais s'engage à :**

- contribuer pour l'équivalent d'un montant de 81 000\$\* par année pour la durée de l'entente, pour des services qui pourraient être :
  - embaucher un(e) enseignant(e);
  - défrayer partiellement les coûts d'un(e) intervenant(e) -ressource;
  - contribuer aux coûts d'impression de documents;
  - fournir un budget pour les opérations courantes;
  - fournir les services techniques en informatique;
  - participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.



### **3.3.4 La Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais s'engage à :**

- contribuer pour l'équivalent d'un montant de 51 000\$\* par année pour la durée de l'entente, pour des services qui pourraient être :
  - embaucher un(e) enseignant(e);
  - défrayer la totalité des coûts réels de location des locaux, d'entretien, d'électricité et de chauffage, le cas échéant;
  - contribuer aux coûts d'impression de documents;
  - participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### **3.3.5 La Commission scolaire au Cœur-des-Vallées s'engage à :**

- contribuer pour l'équivalent d'un montant de 51 000\$\* par année pour la durée de l'entente, pour des services qui pourraient être :
  - embaucher un(e) enseignant(e);
  - défrayer la totalité des coûts réels de location des locaux, d'entretien, d'électricité et de chauffage, le cas échéant;
  - contribuer aux coûts d'impression de documents;
  - participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

## **3.4 Engagements de la Régie régionale de la santé et des services sociaux**

La Régie régionale de la santé et des services sociaux souscrit aux buts de la présente entente spécifique et s'engage dans le respect de son mandat à :

- susciter la participation et la concertation de tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux avec les organismes du réseau scolaire dans la lutte au décrochage scolaire et social;
- fournir le soutien en ressources humaines afin d'évaluer, en collaboration avec les autres partenaires, les besoins de certaines clientèles particulières par rapport aux services actuellement disponibles;
- s'impliquer, avec tous les autres partenaires, dans la stratégie régionale de lutte au décrochage scolaire et social;
- faire valoir les besoins régionaux en matière de décrochage scolaire auprès du ministère de la Santé et des services sociaux;
- soutenir, en conformité avec sa planification régionale, l'implantation de projets spécifiques et novateurs en vue d'agir en prévention de l'abandon scolaire et ainsi contribuer à la lutte au décrochage scolaire et social;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

## **3.5 Engagement d'Emploi-Québec**

Emploi-Québec s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

Emploi-Québec s'engage à :

- s'attaquer aux problèmes importants de la sous-scolarisation et du faible taux de diplôme de la main d'œuvre en contribuant au développement de services à des clientèles avec des besoins particuliers afin de favoriser leur insertion scolaire et le développement de leur employabilité en vue de leur intégration au marché du travail par une subvention de 300 000\$ pour l'année 2002-2003 et de 225 000\$ pour chacune des années 2003-2004 et 2004-2005;
- de participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

## **3.6 Engagements du ministère des Régions**

Le ministère des Régions s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et de ses politiques.

À cette fin, le ministère des Régions s'engage à :

- réserver dans le cadre du Fonds de développement régional, «activité ententes spécifiques», une somme de 90 000\$ par année pour la durée de l'entente;
- verser au CRDO la contribution financière de 90 000\$ par année, pour la durée de l'entente, destinée à la mise en œuvre de l'entente;

- informer la Conférence administrative régionale de l'Outaouais du suivi de l'entente et lui déposer un bilan annuel produit par un comité de suivi;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

#### 4) MODALITÉS DE SUIVI

Le suivi des engagements prévus à la présente entente sera assuré par un comité de suivi composé de représentants et représentantes de chacun des organismes signataires.

##### Responsabilités du comité de suivi

Le comité responsable d'assurer le suivi de la présente entente a pour mandat :

- de recevoir les plans de réalisation des engagements préparés par les signataires;
- de former, le cas échéant, des groupes de travail nécessaires à la réalisation des engagements, auxquels pourraient s'associer des organismes et partenaires du développement du territoire de l'Outaouais;
- d'établir des indicateurs de résultats pour chacun des engagements des partenaires;
- de préparer un bilan des actions prévues à la présente entente en vue de procéder à une évaluation de l'entente, six mois avant son échéance.

#### 5) MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

##### 5.1 Durée de l'entente

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et sera d'une durée de trois (3) ans; elle prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies et n'est pas sujette au renouvellement par tacite reconduction.

##### 5.2 Harmonisation et modification

Cette entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais et sera, le cas échéant, harmonisée au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décider le gouvernement du Québec ou ses mandataires pendant la durée de l'entente.

Pour toute autre modification à l'entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse sur l'objet de la demande dans un délai de trente (30) jours.

##### La portée de l'entente

Les parties conviennent que la présente entente est l'expression de leur volonté commune de contribuer à l'atteinte d'objectifs et à la réalisation du plan d'action visant à prévenir l'abandon scolaire en Outaouais.

La présente entente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle d'autres partenaires émanant des secteurs public et privé désireux de s'associer aux objectifs reliés à la prévention de l'abandon scolaire. L'association de tels nouveaux partenaires pourra se faire par l'ajout d'un addenda annexé à la présente.

#### 6) Évaluation de l'entente spécifique

Les parties s'engagent à procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs visés par la présente entente.

## 7. Communications entre les parties

Aux fins de la présente entente, les communications écrites seront acheminées de la façon suivante :

<i>Pour le Conseil régional de développement de l'Outaouais :</i>	<i>M. Gilles Gagné, directeur général 290, boul. St-Joseph, bureau 203 Hull (Québec) J8Y 3Y3</i>
<i>Pour le ministère des Régions :</i>	<i>M. Paul André David, sous-ministre adjoint 170, rue Hôtel-de-Ville, bureau 7.120 Hull (Québec) J8X 4C2</i>
<i>Pour la Régie régionale de la santé et des services sociaux :</i>	<i>M. Roch Martel Président-directeur général 104, rue Lois Hull (Québec) J8Y 3R7</i>
<i>Pour le ministère de l'Éducation</i>	<i>M. Francis Culée Directeur régional 170, rue Hôtel-de-Ville, bur. 4.130 Hull (Québec) J8X 4C2</i>
<i>Pour Emploi-Québec</i>	<i>M. Robert Beauchamps Directeur régional 245, boul. Cité-des-Jeunes Hull (Québec) J8Y 6L2</i>
<i>Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais</i>	<i>Mme Lucie Lafleur Directrice générale 225, rue St-Rédempteur Hull (Québec) J8X 2T3</i>
<i>Commission scolaire au Cœur-des-Vallées</i>	<i>M. Pierre Daoust Directeur général 582, boul. Cité-des-Jeunes Buckingham (Québec) J8L 2W2</i>
<i>Commission scolaire des Draveurs</i>	<i>M. Robert Saumur Directeur général 225, rue Notre-Dame Gatineau (Québec) J8P 1K3</i>
<i>Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais</i>	<i>Mme Marlène Thonnard Directrice générale 321, rue du Couvent Maniwaki (Québec) J9E 1H5</i>
<i>Commission scolaire Western Quebec</i>	<i>Mme Diane Fyfe Directrice générale 170, rue Principale Aylmer (Québec) J9H 6K1</i>

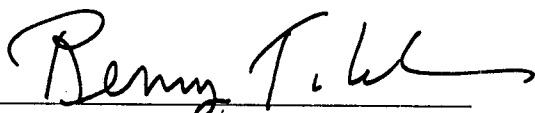
## 8. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

En foi de quoi, les parties ont signé comme suit :

Pour le MINISTÈRE DES RÉGIONS

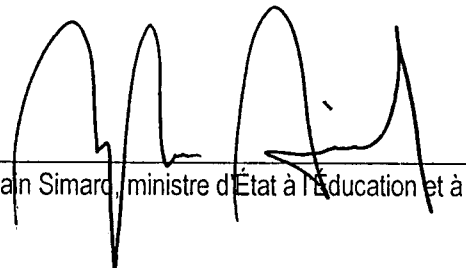
À Québec, ce 29<sup>e</sup> jour de novembre 2002



Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones

Pour le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI  
et MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS

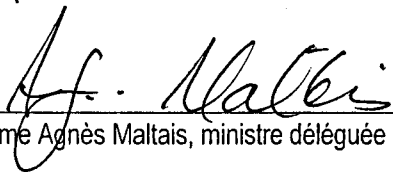
À Québec, ce 29<sup>e</sup> jour de novembre 2002



Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi et ministre responsable de la région de l'Outaouais

Pour le MINISTÈRE DE L'EMPLOI

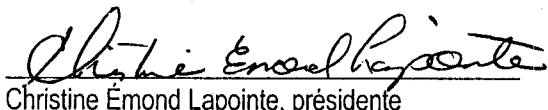
À Québec, ce 29<sup>e</sup> jour de novembre 2002



Madame Agnès Maltais, ministre déléguée à l'Emploi

Pour le CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

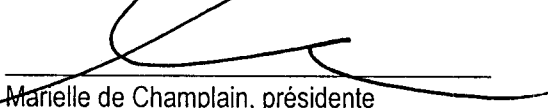
À St-Jérôme, ce 22 jour de janvier 2002<sup>3</sup>



Christine Émond Lapointe, présidente

Pour le CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

À St-Jérôme, ce 28<sup>e</sup> jour de janvier 2002<sup>3</sup>



Marielle de Champlain, présidente

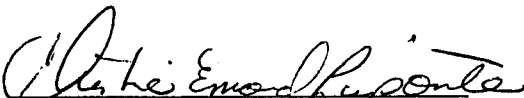
Pour la RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS

À Saturne, ce 29 jour de janvier 2002<sup>3</sup>

  
Roch Martel, président-directeur général

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS

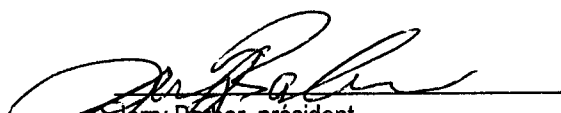
À Saturne, ce 22 jour de janvier 2002<sup>3</sup>

  
Christine Émond Lapointe, présidente

  
Robert Saumur, directeur général

Pour la COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

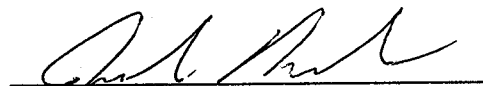
À Saturne, ce 26 jour de février 2002<sup>3</sup>


  
Jerry Barber, président

  
Diane Fyfe, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS


À Saturne, ce 9 jour de janvier 2002<sup>3</sup>


  
Jocelyn Blondin, président

  
Lucie Lafleur, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS


À Saturne, ce 14 jour de janvier 2002<sup>3</sup>

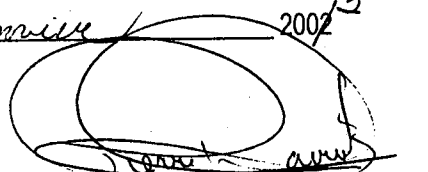
  
Daniel Moreau, président

  
Marlene Thonnard, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES

À Saturne, ce 8 jour de janvier 2002<sup>3</sup>

  
Martine Bergeron, présidente

  
Pierre Daoust, directeur général

Annexe I

Sommaire des engagements financiers

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	Total sur 3 ans
CRDO	90 000\$	90 000\$	90 000\$	270 000\$
Emploi-Québec	300 000\$	225 000\$	225 000\$	750 000\$
Commissions scolaires	345 000\$	345 000\$	345 000\$	1 035 000\$
<b>TOTAL</b>	<b>735 000\$</b>	<b>660 000\$</b>	<b>660 000\$</b>	<b>2 055 000\$</b>

**Entente spécifique  
portant sur l'implantation d'un service régional  
de la formation professionnelle et sur l'amélioration de l'offre de formation  
professionnelle et technique en Outaouais**

**ENTRE**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS**

**ET**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**ET**

**LES COMMISSIONS SCOLAIRES DE L'OUTAOUAIS**

**ET**

**LES COLLÈGES DE L'OUTAOUAIS**

**ET**

**LA TABLE ÉDUCATION-OUTAOUAIS**

**ET**

**EMPLOI-QUÉBEC**

**ET**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS DU QUÉBEC**

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**



**CONSEIL RÉGIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'OUTAOUAIS**

**Québec** 

## DEFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens leur étant donné ci-après:

### Ministères

Ministère de l'Éducation (MEQ)  
Emploi-Québec (EQ)  
Ministère des Régions (MREG).

### Commissions scolaires

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO)  
Commission scolaire des Draveurs (CSD)  
Commission scolaire Au Cœur-des-Vallées (CSCV)  
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CSHBO)  
Commission scolaire Western Québec (CSWQ)

### Collèges de l'Outaouais

Collège de l'Outaouais  
Collège Héritage  
Multicollège de l'ouest du Québec

### Conseil régional

Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) reconnu à titre de Conseil régional par le gouvernement du Québec en vertu du décret 1630-92 du 11 novembre 1992.

### Entente cadre

Entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais, signée le 21 juin 2000.

### Entente spécifique

Une entente spécifique de régionalisation est une convention entre un conseil régional de développement et un ministère ou organisme gouvernemental et, le cas échéant d'autres partenaires « pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional » (Réf. : article 20, Loi sur le ministère des régions).

### Fonds de développement régional

Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et des projets à caractère régional, et dont l'administration est confiée au Ministre. Ce fonds est mis à la disposition du Conseil régional de développement pour financer des projets.

### Comité de suivi

Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

### Table Éducation-Outaouais

Instance régionale de concertation intersectorielle dont les objectifs sont d'assurer le suivi du *Plan stratégique de développement de l'Éducation en Outaouais*, d'établir les priorités d'action, de coordonner les travaux des comités et groupes de travail mis en place et de concerter les acteurs du milieu vers l'atteinte des objectifs fixés.

### Service régional en formation professionnelle

Structure régionalisée de gestion de l'offre de formation professionnelle que les commissions scolaires francophones de l'Outaouais ont décidé d'implanter suite aux résultats des travaux de la Table Éducation-Outaouais portant sur le développement de la formation professionnelle et technique.



**Tableaux de bord**

Outils de référence rassemblant, à un seul et même endroit, toute l'information pertinente quant aux diverses composantes de la demande de main-d'œuvre et de l'offre de formation au regard d'une profession ou d'un programme d'études donné.

**Accord**

Action Concertée de Coopération Régionale de Développement : entente entre la région, le gouvernement et la Société générale de financement par laquelle les parties conviennent de s'associer pour développer un créneau particulier qui aidera la région à occuper une niche significative dans l'économie mondiale.

**Forum de l'enseignement supérieur**

Démarche de consultation régionale menée par la Table Éducation-Outaouais sur les grands enjeux et les priorités de développement de l'enseignement collégial et universitaire en Outaouais.

Attendu que la Politique de soutien au développement local et régional prévoit la mise en œuvre d'une entente cadre identifiant des priorités d'intervention devant faire l'objet d'une attention particulière;

Attendu que le gouvernement du Québec a conclu une entente cadre de développement avec le Conseil régional de développement de l'Outaouais d'une durée de cinq ans, soit du 21 juin 2000 au 21 juin 2005;

Attendu que cette entente cadre prévoit la signature d'ententes spécifiques entre certains ministères et organismes gouvernementaux et le Conseil régional de développement de l'Outaouais;

Attendu que la priorité de développement de la cible stratégique « Éducation » de l'entente cadre est de *<Répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par l'application de mesures concrètes visant la réduction du décrochage scolaire et l'élargissement de l'offre de formation>*;

Attendu que la politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue convie divers partenaires à des orientations structurantes et mobilisatrices;

Attendu que parmi les engagements ministériels et gouvernementaux pris dans le cadre du *Rendez-vous national des régions*, plusieurs portent sur la régionalisation de la gestion de la formation professionnelle et de la formation technique et certains visent plus particulièrement à « Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi et lutter contre les pénuries de main-d'œuvre »;

Attendu l'étude de la table Éducation-Outaouais : « Plan stratégique de développement de l'éducation en Outaouais : état de la situation, enjeux et priorités » publiée en mai 2000;

Attendu l'étude de la Table Éducation-Outaouais « Abandon scolaire en Outaouais : problématique et pistes d'intervention » publiée en juin 2000;

Attendu l'étude de la Table Éducation-Outaouais « Plan stratégique de développement de la formation professionnelle et technique en Outaouais » (Étude Schneider) publié en juin 2002;

Attendu l'étude de la Table Éducation-Outaouais « Exode des étudiants de l'Outaouais » déposée en février 2003 ( Rapport Allaire).

Attendu les conclusions du rapport du comité de travail sur l'implantation d'un service régional de la formation professionnelle en Outaouais déposé en janvier 2003;

Attendu l'offre actuelle de formation des institutions d'enseignement en Outaouais;

Attendu que les effectifs en formation professionnelle en Outaouais ont diminué de 27% entre 1991-1992 et 2000-2001 alors qu'ils ont augmenté de 33% durant la même période au Québec;

Attendu que les effectifs en formation professionnelle en 2001 en Outaouais calculés par rapport à la population active (1,5%) sont proportionnellement près de deux fois moins nombreux qu'en moyenne dans la région de la Capitale nationale du Québec (2,6%) prise à titre de comparaison en raison des similitudes du contexte socio-économique;

Attendu que les effectifs en formation technique en Outaouais ont moins progressé en Outaouais entre 1991-1992 et 2000-2001 (13%) que durant la même période au Québec (15,6%), même si l'Outaouais a connu durant cette période une croissance démographique ( 11,2.%) deux fois plus importante qu'au Québec (5,4%);

Attendu que les effectifs en formation technique en 2001 en Outaouais calculés par rapport à la population active (1,6%) sont proportionnellement presque trois fois moins nombreux qu'en moyenne dans la région de la Capitale nationale du Québec (4,4%) prise à titre de comparaison en raison des similitudes du contexte socio-économique;

Attendu que l'Outaouais affiche un des pires taux de décrochage au secondaire du Québec;

Attendu que l'obtention d'un diplôme attestant des compétences professionnelles et/ou techniques devient une exigence pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle;

Attendu que « L'équilibre entre les exigences des nouvelles compétences, le désintéressement face à la formation professionnelle et technique et le décrochage scolaire » constituent un enjeu majeur exprimé dans le cadre de la planification stratégique 2003-2007 du Conseil régional des partenaires du marché du travail et d'Emploi-Québec Outaouais

Attendu que dans un contexte d'ouverture sur le monde, la formation devient un facteur clé du développement de la personne, des communautés et de la région;

EN CONSÉQUENCE, le gouvernement du Québec, de par les ministères représentés, et les partenaires régionaux nommément identifiés conviennent de ce qui suit :

## 1. OBJECTIFS ET BUTS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE :

### 1.1 Objets de la présente entente

La présente entente a pour objet :

- d'associer le gouvernement du Québec, le Conseil régional de développement de l'Outaouais, le ministère de l'Éducation, Emploi-Québec, les Commissions scolaires, les Collèges et le ministère des Régions à la mise en œuvre des stratégies d'action identifiées dans l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005 portant sur la création d'un meilleur arrimage entre la formation et les besoins régionaux et locaux du marché du travail et sur le développement de la formation professionnelle et de la formation technique;
- de consolider les partenariats afin d'offrir une formation adaptée aux secteurs prioritaires de la région et aux besoins de main-d'œuvre régionaux et locaux;
- de préciser les engagements des ministères et organismes gouvernementaux et du Conseil régional de développement de l'Outaouais quant à la promotion et la valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique.

### 1.2 Buts de l'entente

Le but de la présente entente vise à mettre en œuvre un plan d'action pour les trois composantes sociale, économique et géographique de la problématique de l'éducation dans la région, telles que définies dans l'entente cadre, avec une emphase particulière sur la composante économique. De manière plus précise, l'entente vise à :

- mettre en place des mesures favorisant la réussite scolaire et l'augmentation du taux de diplomation en formation professionnelle et en formation technique ;
- développer l'intérêt des jeunes pour la formation professionnelle et la formation technique;
- valoriser et développer la formation professionnelle et la formation technique et la rendre accessible sur l'ensemble du territoire;
- améliorer l'organisation et la qualité de l'offre de formation professionnelle et de formation technique sur l'ensemble du territoire;
- créer un meilleur arrimage entre les besoins régionaux et locaux du marché du travail;
- créer dans toute la mesure du possible des passerelles entre les différents ordres d'enseignement;
- favoriser le développement de centres d'excellence intégrés de formation professionnelle et de formation technique, en partenariat avec les entreprises;
- améliorer les liens de partenariat entre le réseau de formation professionnelle et de formation technique et les entreprises;
- inciter davantage les jeunes de l'Outaouais à poursuivre leurs études post secondaires dans la région.

## **2. CADRE GÉNÉRAL DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **2.1 Objectifs d'intervention**

Tel que stipulé dans l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais 2000-2005, les parties s'entendent pour s'associer en vue de réaliser la priorité de développement de la cible Éducation qui est de « Répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par l'application de mesures concrètes visant la réduction du décrochage scolaire et l'élargissement de l'offre de formation ».

### **2.2 Objectifs spécifiques**

- coordonner la phase d'implantation du Service régional de la formation professionnelle en Outaouais;
- réaliser les travaux de recherche et d'analyse portant sur l'amélioration et le développement de l'offre de formation professionnelle et de formation technique et qui portent notamment sur :
  - la définition d'une carte régionale des options en formation professionnelle et en formation technique, compte tenu de la carte existante, de la carte régionale de base qui sera définie par le MEQ et compte tenu des besoins actuels et prévisibles, des créneaux de développement ainsi que des créneaux d'excellence qui seront définis dans le cadre d'ACCORD;
  - la faisabilité de la mise en œuvre de centres d'excellence intégrés de formation professionnelle et de formation technique et la détermination de leurs modalités de fonctionnement, en favorisant le partenariat avec les entreprises;
  - le développement d'arrimages, dans toute la mesure du possible, entre la formation professionnelle et la formation technique et entre la formation technique et la formation universitaire;
- élaborer des tableaux de bord régionaux sur l'adéquation formation-emploi qui permettront d'ajuster et d'équilibrer l'offre de formation en fonction de la spécificité régionale du marché du travail et de son contexte frontalier;
- identifier et mettre en œuvre des stratégies conjointes CS/Collèges portant sur :
  - l'accessibilité des services de formation;
  - le développement de nouveaux partenariats avec les entreprises;
  - une meilleure adéquation des services de formation avec les besoins de la clientèle et du marché du travail, en lien avec les perspectives de développement économique de la région;
  - la promotion de la formation professionnelle et de la formation technique auprès des clientèles;
- Assurer les liens avec les travaux du Forum de l'enseignement supérieur et avec le processus de consultation qui y est associé.

## **3. LES ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 Engagements du Conseil régional de développement de l'Outaouais**

Le Conseil régional participera à la réalisation des objectifs de la présente entente spécifique sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et de sa planification stratégique régionale.

À cette fin le Conseil régional s'engage à :

- Affecter, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 180 000 \$ du Fonds de développement régional, volet « entente spécifique » destinée à la mise en œuvre de l'entente et recommander au MREG d'en effectuer les versements. Cette somme sera versée à « La Table Éducation-Outaouais inc. » sur une période de trois ans;
- susciter la participation des différents partenaires régionaux à la réalisation de la présente entente;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### **3.2 Engagements du ministère de l'Éducation (MEQ)**

Le ministère de l'Éducation s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le ministère s'engage à :

- participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 360 000\$ pour la durée de l'entente;
- favoriser la concertation des partenaires régionaux;
- soutenir les commissions scolaires dans l'implantation d'un service régional de la formation professionnelle en Outaouais, à titre de projet pilote visant à expérimenter une gestion régionalisée de la carte des enseignements en formation professionnelle, avec pour objectif l'amélioration de l'offre et de l'accessibilité de la formation sur l'ensemble du territoire;
- En collaboration avec les partenaires de la présente entente :
  - contribuer aux travaux portant sur l'adéquation de l'offre de formation avec les besoins de main-d'œuvre;
  - contribuer à l'élaboration et à l'opérationnalisation d'un tableau de bord formation/emploi;
- contribuer à la définition de la nouvelle carte régionale des options de formation professionnelle et de formation technique;
- contribuer à l'identification et à l'implantation de centres d'excellence intégrés de formation professionnelle et de formation technique et à la détermination de leurs modalités de fonctionnement;
- favoriser le développement de partenariats entre les centres de formation et les entreprises;
- participer aux initiatives régionales visant la valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique;
- soutenir les initiatives visant le renforcement de la formation continue et l'adaptation de la formation aux réalités du marché du travail;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### 3.3 Engagements d'Emploi-Québec

Emploi-Québec s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, Emploi-Québec s'engage à :

- contribuer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 210 000\$ pour la durée de l'entente;
- En collaboration avec les partenaires de la présente entente :
  - diriger les travaux d'enquêtes visant l'identification des besoins de main-d'œuvre de la région et l'adéquation avec l'offre de formation;
  - élaborer et rendre opérationnel un tableau de bord formation/emploi en partageant l'information relative aux composantes de l'offre de main-d'œuvre;
- contribuer à la définition de la nouvelle carte des options de formation professionnelle et de la formation technique
- favoriser les liens de partenariat entre les entreprises et les milieux de l'éducation;
- participer aux initiatives régionales visant la valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique;
- soutenir les initiatives visant le renforcement de la formation continue et l'adaptation de la formation aux réalités du marché du travail;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### 3.4 Engagement du ministère des Régions

Le ministère des Régions s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et de ses politiques à :

- À réserver et à verser à La Table Éducation-Outaouais inc. Sur recommandation du conseil régional de développement de l'Outaouais une somme de 180 000 \$ du FDR, volet « ententes spécifiques » destinée à la mise en œuvre de l'entente selon les modalités de versement qui seront déterminées par le Comité de suivi;
- assurer la coordination interministérielle requise pour la réalisation de la présente entente;
- soutenir le fonctionnement de la Table Éducation-Outaouais dans le cadre de l'entente quinquennale de prêt de service conclue le 18 juin 2001, en vue de permettre à la Table d'assurer la coordination des activités découlant de la présente entente;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### 3.5 Engagements des commissions scolaires

Les commissions scolaires s'engagent à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de leurs mandats.

À cette fin, les commissions scolaires francophones s'engagent collectivement à :

- participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 120 000\$ pour la durée de l'entente;
- contribuer, en prêt de ressources humaines, pour un montant de 750 000\$ pour la durée de l'entente;
- implanter un Service régional de la formation professionnelle en Outaouais en tenant compte des orientations suivantes :
  - placer le Service régional sous l'autorité d'une instance régionale distincte disposant d'une délégation de pouvoirs de la part des commissions scolaires;
  - associer au Service régional un comité consultatif de concertation composé de représentants des signataires de l'entente;
  - consulter les partenaires de l'entente sur les critères et le processus de sélection de(s) la personne(s) ressource(s) qui sera(ont) engagée(s) dans le cadre de l'entente pour coordonner l'implantation du Service régional;
  - répondre aux besoins des clientèles à la fois des milieux ruraux et urbains et assurer l'accessibilité des services de formation;
  - mettre en œuvre des façons novatrices de gérer les options de la carte des options en formation professionnelle en vue de mieux répondre aux besoins de la clientèle;
  - favoriser le développement de centres d'excellence en lien avec les créneaux de développement prioritaires de la région;
  - identifier et mettre en œuvre des pistes d'action pour soutenir les élèves en formation professionnelle;
  - identifier et mettre en œuvre des solutions qui vont favoriser l'accès à la formation professionnelle;
  - identifier et mettre en œuvre d'autres actions pouvant favoriser la relance de la formation professionnelle en Outaouais;
- participer aux travaux de recherche et d'analyse identifiés dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- identifier et mettre en œuvre, conjointement avec les collèges et en collaboration avec les partenaires de l'entente, les stratégies identifiées dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

La Commission scolaire Western Québec s'engage à :

- participer aux travaux de recherche et d'analyse identifiés dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- identifier et mettre en œuvre, conjointement avec les collèges et en collaboration avec les partenaires de l'entente, les stratégies identifiées dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### 3.6 Engagements des Collèges

Les collèges s'engagent à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de leurs mandats.

À cette fin, les collèges s'engagent collectivement à :

- participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 30 000\$ pour la durée de l'entente;
- contribuer, en termes de ressources humaines, pour un montant de 120 000\$ pour la durée de l'entente;
- participer aux travaux de recherche et d'analyse identifiés dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- identifier et mettre en œuvre, conjointement avec les commissions scolaires et en collaboration avec les partenaires de l'entente, les stratégies identifiées dans les objectifs spécifiques de l'entente;
- participer aux activités du comité de suivi, par le biais d'un(e) représentant(e) tel que défini à l'article 4.

### 3.7 Engagements de la Table Éducation-Outaouais

La Table Éducation-Outaouais s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve de la disponibilité de ressources humaines et dans le respect de ses mandats.

À cette fin, la Table Éducation-Outaouais s'engage à :

- assurer la coordination des activités découlant de l'entente;
- contribuer, en termes de ressources humaines, pour un montant de 60 000\$ pour la durée de l'entente;
- assumer le rôle d'organisme fiduciaire dans le cadre de l'entente;
- élaborer un cadre d'évaluation de l'entente, tel que défini à l'article 5.4 et déposer annuellement un rapport d'évaluation au comité de suivi.

#### **4. MODALITÉS DE SUIVI**

Pour assurer une convergence réelle des interventions dans la mise en œuvre et le traitement des projets et des activités qui seront réalisés, un Comité de suivi est créé.

##### Responsabilités du Comité de suivi

Le comité responsable d'assurer le suivi de la présente entente a pour mandat de :

- permettre aux partenaires de l'entente de s'assurer que les objectifs poursuivis et les engagements pris sont respectés;
- permettre une collaboration active de chacun des partenaires à l'atteinte des objectifs;
- permettre d'ajuster certaines interventions suite aux imprévus rencontrés lors de la mise en œuvre de l'entente;
- déterminer et d'adopter les modalités de fonctionnement du comité et les critères de sélection des projets;
- déterminer et adopter les modalités et les conditions de versements des contributions financières;
- faire rapport annuellement, aux signataires de l'entente, des réalisations liées à celle-ci en fonction des résultats attendus;
- procéder à une évaluation de l'entente, six mois avant son échéance.

##### Composition du Comité de suivi

Pour les fins de la présente entente, le comité de suivi est composé d'un représentant ou d'une représentante des signataires de l'entente.

Le Comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

#### **5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

##### **5.1 Durée de l'entente**

La présente entente sera effective à partir de la date de signature de toutes les parties. Elle sera en vigueur pour une durée maximale de trois ans et se terminera à la date de son troisième anniversaire ou, le cas échéant, après la complète exécution des obligations par toutes les parties. Enfin, elle n'est pas sujette à tacite reconduction.

##### **5.2 Harmonisation et modification**

La présente entente n'engage en rien les parties à verser tout montant additionnel qui pourrait s'avérer nécessaire à la poursuite des travaux reliés à l'entente;

Aucune partie ne peut, sans le consentement préalable écrit des autres parties, céder ou transférer ses droits et obligations en vertu de la présente entente;

Cette entente sera annexée à l'entente cadre de développement de la région de l'Outaouais et sera, le cas échéant, harmonisée aux lois, règlements, décrets et politiques ou mesures que pourrait décider le gouvernement ou ses mandataires durant la durée de l'entente.

Pour toute autre modification de l'entente, le consentement de toutes les parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

### 5.3 Vérification

Les transactions financières découlant de l'exécution de ce protocole sont sujettes à la vérification par le contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la *Loi sur les commissions d'enquêtes* (L. R. Q., c. c. -37) et plus particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge pertinents pour cette vérification.

### 5.4 La portée de l'entente

Les parties conviennent que la présente entente est l'expression de leur volonté commune de contribuer à l'atteinte d'objectifs et à la réalisation du plan d'action visant à valoriser et promouvoir la formation professionnelle et la formation technique.

La présente entente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle d'autres partenaires émanant des secteurs public et privé désireux de s'associer aux objectifs reliés à la promotion et à la valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique. L'association de tels nouveaux partenaires pourra se faire par l'ajout d'un addenda annexé à la présente.

### 5.5 Évaluation de l'entente

Les parties s'entendent à se doter, dans un délai de 90 jours suivant la signature de la présente entente, d'un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction de cette entente.

### 5.6 Annonce publique

Les organismes subventionnés reconnaissent et acceptent que les signataires de l'entente puissent annoncer conjointement avec le Conseil régional de développement de l'Outaouais, les détails importants des projets et de leur financement, soit entre autres :

L'objectif du projet

Le nom de l'ORGANISME bénéficiaire

Le montant de la contribution financière

L'emplacement

Le coût estimé du projet

La présente subvention demeurera confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par le CRDO ou son représentant à moins d'avis contraire;

Les organismes subventionnés, en vertu de la présente entente, acceptent la participation du ou des représentants du CRDO à toute annonce officielle concernant l'Entente spécifique et, à cet égard, ils informeront le CRDO par écrit au moins 10 jours avant la date d'une telle annonce pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## 6. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications se feront par écrit et qu'elles seront livrées ou envoyées par courrier recommandé comme suit :

Ministère des Régions

Monsieur Paul André David  
Sous-ministre adjoint  
170, rue Hôtel-de-Ville, 7<sup>e</sup> étage  
Hull (Québec) J8X 4C2

Conseil régional de développement  
de l'Outaouais

Monsieur Gilles Gagné  
Directeur général  
290, boulevard St-Joseph, suite 203  
Hull (Québec) J8Y 3Y3



<i>Emploi—Québec</i>	<i>Monsieur Robert Beauchamp Directeur régional 245, boul. Cité des Jeunes Hull, (Québec) J8Y 6L2</i>
<i>Ministère de l'Éducation</i>	<i>Monsieur Francis Culée, Directeur régional 170, rue de l'Hôtel-de-ville, bureau 4.130 Hull (Québec) J8X 4C2</i>
<i>Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais</i>	<i>Madame Lucie Lafleur Directrice générale 225, rue St-Rédempteur Hull (Québec) J8X 2T3</i>
<i>Commission scolaire au Cœur-des-Vallées</i>	<i>Monsieur Pierre Daoust Directeur général 582, boul. Cité-des-Jeunes Buckingham (Québec) J8L 2W2</i>
<i>Commission scolaire des Draveurs</i>	<i>Monsieur Robert Saumur Directeur général 225, rue Notre-Dame Gatineau (Québec) J8P 1K3</i>
<i>Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais</i>	<i>Madame Marlène Thonnard Directrice générale 321, rue du Couvent Maniwaki (Québec) J9E 1H5</i>
<i>Commission scolaire Western-Québec</i>	<i>Madame Diane Fyfe Directrice générale 170, rue Principale Aylmer (Québec) J9H 6K1</i>
<i>Collège de l'Outaouais</i>	<i>Madame Ginette Ouellette Directrice générale 333, boul. de la Cité-des-Jeunes Hull (Québec) J8Y 6M5</i>
<i>Collège Héritage</i>	<i>Monsieur Claude J. Chénier Directeur général 325, boul. de la Cité-des-Jeunes Hull (Québec) J8X 6T3</i>
<i>MultiCollège de l'Ouest du Québec</i>	<i>Madame Nicole Rousseau Directrice du Collège Méricis en Outaouais Représentante du MultiCollège à la TEO 217, rue Montcalm Hull (Québec) J8Y 6X1</i>
<i>Table Éducation-Outaouais</i>	<i>Monsieur Denis Dugal Coordonnateur 361, boul. Maloney Ouest Gatineau (Québec) J8P 7E9</i>

Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

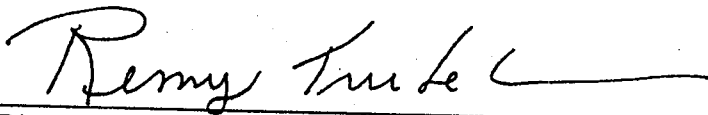
## 7. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

En foi de quoi, les parties ont signé comme suit :

Pour le MINISTÈRE DES RÉGIONS

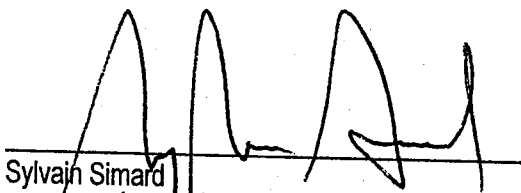
À Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de mars 2003



Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions  
et aux Affaires autochtones et ministre des Régions

Pour le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI  
et MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS

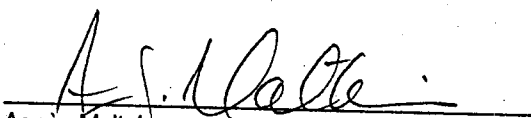
À Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de mars 2003



Sylvain Simard  
Ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, ministre de l'éducation  
et ministre responsable de la région de l'Outaouais

Pour EMPLOI-QUÉBEC

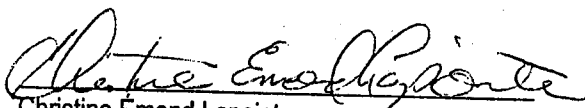
À Québec, ce \_\_\_\_\_ jour de mars 2003



Agnès Maltais  
Ministre déléguée à l'Emploi

Pour le CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS

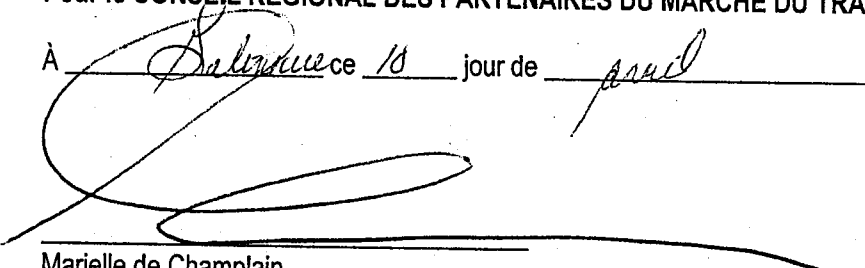
À Québec, ce 26 jour de mars 2003



Christine Émond Lapointe  
Présidente

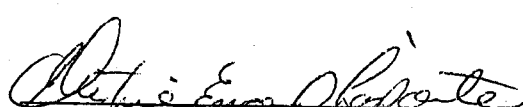
Pour le CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL


À Salabue ce 10 jour de avril 2003

  
Marielle de Champlain  
Présidente

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS

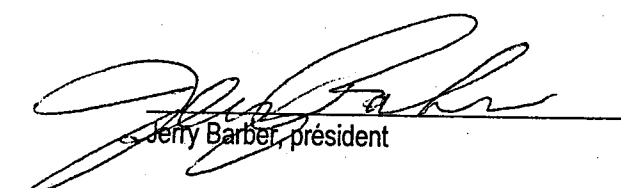
À Portneuf, ce 28 jour de mars 2003

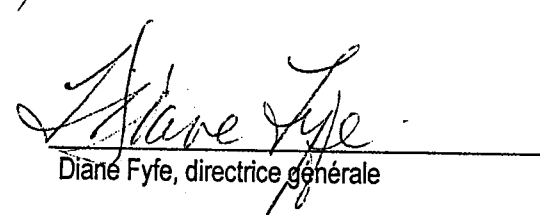
  
Christine Emond Lapointe, présidente

  
Robert Saumur, directeur général

Pour la COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

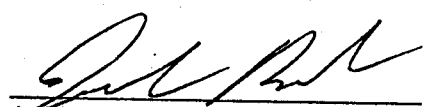
À St-Jovite, ce 8 jour de avril 2003


  
Jerry Barber, président

  
Diane Fyfe, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS

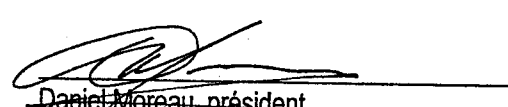
À Portneuf, ce 28 jour de mars 2003

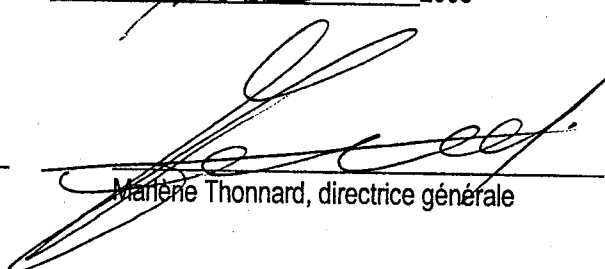
  
Jocelyn Blondin, président

  
Lucie Lafleur, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

À Portneuf, ce 28 jour de mars 2003

  
Daniel Moreau, président

  
Marlene Thonnard, directrice générale

Pour la COMMISSION SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES

À Satinéau, ce 28 jour de mars 2003

Martine Bergeron  
Martine Bergeron, présidente

Pierre Daoust  
Pierre Daoust, directeur général

Pour le COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS

À Satinéau, ce 31 jour de mars 2003

Lyne Laprade  
Lyne Laprade, vice-présidente

Ginette Ouellette  
Ginette Ouellette, directrice générale

Pour le COLLÈGE HERITAGE

À Satinéau, ce 31 jour de mars 2003

Pierre Roberge  
Pierre Roberge, président

Claude J. Chénier  
Claude J. Chénier, directeur général

Pour le MULTICOLLÈGE

À Satinéau, ce 7 jour de avril 2003

Gilles Lévesque  
Gilles Lévesque, président

Nicole Rousseau  
Nicole Rousseau, directrice

Pour la TABLE ÉDUCATION-OUTAOUAIS INC.

À Satinéau, ce 31 jour de mars 2003

Claude J. Chénier  
Claude J. Chénier, président

Denis Dugal  
Denis Dugal, coordonnateur

# Annexe I

## Sommaire des engagements financiers

	2003-2004 (**)	2004-2005	2005-2006	Total sur 3 ans
CRDO	60 000\$	60 000\$	60 000\$	180 000\$
Emploi-Québec	70 000\$	70 000\$	70 000\$	210 000\$
Ministère de l'Éducation	120 000\$	120 000\$	120 000\$	360 000\$
Ministère des Régions (Table Éducation-Outaouais)	20 000\$*	20 000\$*	20 000\$*	60 000\$*
Commissions scolaires	40 000\$	40 000\$	40 000\$	120 000\$
	250 000\$*	250 000\$*	250 000\$*	750 000\$*
Collèges	10 000\$	10 000\$	10 000\$	30 000\$
	40 000\$*	40 000\$*	40 000\$*	120 000\$*
TOTAL	300 000\$	300 000\$	300 000\$	900 000\$
	310 000\$*	310 000\$*	310 000\$*	930 000\$*
GRAND TOTAL	610 000\$	610 000\$	610 000\$	1 830 000\$

\* équivalent ressources humaines

\*\* Une entente devra être établie entre les partenaires de manière à pouvoir financer les tableaux de bord sur l'adéquation formation/emploi dès la première année (180 000 \$).



# **ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION**

**Concernant le suivi et la mise en œuvre du**

## **PLAN DE TRANSPORT DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

**conclue entre**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CRDAT)**

**et**

**LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ)**

**et**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS (MREG)**

**Août 2002**

## 1. PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la *Politique de soutien au développement local et régional*, et conséquemment, que le gouvernement fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour en assurer la concrétisation ;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Régions (MREG) a pour mandat de favoriser l'harmonisation et l'adaptation de l'action gouvernementale en région ainsi que la conclusion d'ententes spécifiques ;

CONSIDÉRANT QUE le MREG administre le Fonds de développement régional ;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT) ont convenu en septembre 2000, d'une entente cadre de développement pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2000-2005 ;

CONSIDÉRANT QUE cette entente stipule à l'article 5.3.18 que les parties s'entendent sur la nécessité de maintenir et d'améliorer l'efficience et la sécurité des services et des infrastructures de transport, en s'appuyant sur une vision à moyen et à long terme des besoins de déplacement des personnes et des marchandises ;

CONSIDÉRANT QU'à l'annexe 1 de cette entente, au point 18 portant sur la qualité des services et des infrastructures de transport, il est prévu parmi les objectifs prioritaires de mettre en œuvre le plan de transport par l'adoption d'un plan d'action visant notamment à améliorer le réseau routier régional, à identifier des avenues garantissant le transport intrarégional et interrégional des personnes et des marchandises et à identifier des pistes de solution pour le transport des personnes qui vivent en milieu rural ;

CONSIDÉRANT QUE cette entente prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le CRDAT et les organismes et ministères du gouvernement du Québec ;

CONSIDÉRANT QUE le CRDAT a adopté le 21 novembre 1998 la deuxième génération du Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003 ;

CONSIDÉRANT QUE le Plan stratégique de développement a retenu à l'intérieur de la cible transport un objectif à l'effet de s'assurer d'un plan d'action rapide et rigoureux visant à solidifier et à rendre plus sécuritaire le réseau routier régional ;

CONSIDÉRANT QUE le Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue a été approuvé par le ministre des Transports ;

CONSIDÉRANT QUE le Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que le plan d'action qui en découle sont sous la responsabilité de la direction de l'Abitibi-Témiscamingue—Nord-du-Québec (DATNQ) du ministère des Transports (MTQ) ;

CONSIDÉRANT QUE le CRDAT et la (DATNQ) du ministère des Transports ont convenu, conjointement, de conjuguer leurs ressources afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre du Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue ;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'action du Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue se divise en deux volets soit, les engagements du ministère des Transports et les engagements du milieu ;

CONSIDÉRANT QUE le CRDAT assure le suivi des engagements du milieu ;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :



## 2. DÉFINITIONS

Gouvernement	Gouvernement du Québec
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT)	Organisme reconnu par le gouvernement en vertu du décret 1449-92 du 30 septembre 1992
MTQ	Ministère des Transports du Québec
DATNQ	Direction de l'Abitibi-Témiscamingue—Nord-du-Québec du ministère des Transports
Ministère des Régions (MREG)	Ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions
Entente spécifique (Entente)	Dans le présent texte, le mot Entente doit être compris comme signifiant entente spécifique
Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue	Outil de planification visant à définir les grandes priorités d'intervention en vue de répondre aux besoins de déplacement des personnes et des marchandises de la région
Plan d'action 2002-2007	Document accompagnant le Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue qui identifie les engagements du Ministère et des partenaires du milieu. Celui-ci vise à concrétiser les objectifs et atteindre les résultats attendus du plan de transport
Conseil d'orientation du Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue	Comité qui assure la continuité de la démarche de concertation entamée par le milieu

## 3. OBJET DE L'ENTENTE

L'objet visé par la présente entente spécifique est de définir la collaboration entre le CRDAT et le MTQ quant au processus de suivi et de mise en oeuvre du *Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue* ainsi que du plan d'action qui en découle.

## 4. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les signataires s'entendent pour travailler en étroite collaboration de façon à contribuer à l'atteinte des objectifs suivants :

- Assurer la coordination des actions des partenaires du milieu ;
- Mener à bien la mise en œuvre du Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue ;
- S'assurer de la réalisation des actions contenues dans le plan d'action quinquennal.

## 5. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 5.1 Engagements du CRDAT

Le CRDAT, au nom des différentes instances du milieu, s'engage à travailler à l'atteinte des objectifs et résultats attendus du Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue et plus spécifiquement aux activités du milieu prévues au Plan d'action 2002-2007 inclus à l'annexe A. De manière plus précise, il sera responsable :

- d'assurer la mise en œuvre du Plan de transport dans les axes qui ne sont pas de la responsabilité du MTQ ;
- de documenter les problématiques afin d'alimenter les partenaires et faire des liens entre des préoccupations indirectement reliées au transport (services de proximité, besoins en matière de desserte de transport collectif, etc.) ;
- d'assurer la concertation et agir comme secrétaire de différentes tables de concertation identifiées dans le Plan de transport de l'Abitibi-Témiscamingue, en respectant les priorités du plan d'action régional ;
- de supporter les initiatives issues de tables de concertation notamment pour le transport des personnes en milieu rural et urbain ;
- d'assurer le suivi des engagements des partenaires du milieu ;
- d'assurer le suivi du plan d'action auprès du Conseil d'orientation ;
- d'effectuer un bilan annuel de l'état d'avancement des actions du milieu;
- d'affecter un suivi de cette entente, à partir du Fonds de développement régional volet Ententes spécifiques du MREG; un montant maximum réparti comme suit :

AN	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	TOTAL
Montant	30 000 \$	33 000 \$	36 000 \$	39 000 \$	42 000 \$	180 000 \$

## 5.2 Engagements du MTQ

Le MTQ s'engage à :

- collaborer à la mise sur pied et assurer le fonctionnement des mécanismes nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du plan d'action ;
- participer aux tables de concertation entre différents partenaires locaux et régionaux pour la réalisation de différentes actions s'inscrivant dans le plan d'action découlant du plan de transport ;
- assurer le suivi et la mise en œuvre des engagements pris à l'intérieur du plan d'action ;
- assurer le suivi auprès du Conseil d'orientation ;
- effectuer un bilan annuel de l'état d'avancement des actions de la DATNQ ;
- octroyer au CRDAT un montant de 55 000 \$ annuellement et ce, pour les cinq années de la durée de l'entente, pour un total de 275 000 \$, sous réserve de la disponibilité des crédits.

## 5.3 Engagements du MREG

Le MREG s'engage à :

- sous réserve de la disponibilité des crédits, rendre disponibles et verser les sommes prévues à l'entente qui sont issues du Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques ;
- collaborer à la réalisation de l'entente.

## **6. MODALITÉS DE VERSEMENT**

Pour le MTQ, les modalités de versement s'effectuent comme suit :

- Le montant total sera réparti sur les cinq années de la durée de la présente entente ;
- La première année de financement, la totalité du montant annuel sera versée au CRDAT à la suite de la signature de l'entente par toutes les parties concernées ;
- Pour la deuxième, troisième et quatrième année, la totalité des montants annuels sera versée au CRDAT sur présentation d'un bilan annuel de l'état d'avancement des actions du milieu. Ce bilan est déposé au MTQ dans les 60 jours de la fin de la première année de l'entente et accepté par ce dernier au plus tard dans les trente jours suivant le dépôt dudit bilan ;
- Pour la cinquième année de financement, 90 % de la somme prévue sera versée au CRDAT sur présentation d'un bilan annuel de l'état d'avancement des actions du milieu. Le solde de 10 % sera versé sur présentation d'un bilan final.

Pour les engagements du CRDAT, sous la responsabilité du MREG, les modalités de versement sont les suivantes :

- Pour la première année, le montant sera versé entièrement en une tranche par le MREG au CRDAT à la suite de la signature de la présente entente ;
- Pour les années suivantes, le montant sera versé entièrement à chaque année en une tranche par le MREG, au CRDAT, sur présentation d'un bilan annuel de l'état d'avancement de l'entente et sur la base d'une recommandation en ce sens issue du Conseil d'orientation.

Par ailleurs, les parties conviennent de réviser, s'il y a lieu, le montant de leur contribution financière à l'entente après les trois premières années. Cette révision pourra conduire à une augmentation ou une diminution de cette contribution financière qui fera alors l'objet d'un addenda à la présente entente, lequel liera les parties.

## **7. SUIVI DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent de confier au Conseil d'orientation le mandat d'assurer le suivi général de la présente entente. Le Conseil d'orientation est composé de la façon suivante :

- Une personne représentant le CRDAT ;
- Une personne représentant la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue ;
- Le sous-ministre adjoint du MREG pour l'Abitibi-Témiscamingue ;
- Le directeur régional pour l'Abitibi-Témiscamingue du MTQ.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'orientation pourront s'adjoindre les personnes ressources qu'elles jugeront nécessaires pour les appuyer dans leur mandat. Le Conseil d'orientation se réunira au moins trois fois par année afin d'assurer le suivi de la démarche consultative avec les partenaires du milieu.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les deux parties et aura une durée de cinq ans soit celle du plan d'action 2002-2007. Cependant, nonobstant la date de signature, celle-ci prendra fin le 31 mars 2007.

## **9. ÉVALUATION ANNUELLE**

Les parties conviennent de faire une évaluation annuelle de l'entente qui portera sur l'état de la mise en œuvre du plan d'action et sur les mécanismes de concertation entre les parties. Ces dernières pourront, au besoin, s'adjoindre toutes autres personnes jugées utiles à la réalisation de ces travaux.

Les parties s'engagent à se doter, dans un délai de 90 jours après la signature de l'entente, d'un cadre d'évaluation permettant de procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente décrits à l'article 4 de la présente.

## **10. HARMONISATION ET MODIFICATIONS**

Cette entente sera annexée à l'Entente cadre de développement de l'Abitibi-Témiscamingue et sera harmonisée, le cas échéant, au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décider le gouvernement ou ses mandataires durant la durée de l'entente.

Pour toute autre modification de l'entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de trente (30) jours.

## **11. RÉSILIATION**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente si l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelques obligations qui sont identifiées dans la présente entente.

Un avis écrit doit être transmis par la partie qui désire mettre fin à l'entente afin d'expliquer ses raisons. L'entente prend fin trente jours ouvrables après la réception de l'avis écrit.

## **12. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

La présente entente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par l'entremise d'un addenda annexé à la présente entente.

## **13. AVIS ET COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications se feront par écrit et qu'elles seront acheminées de la façon suivante :

**Pour le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue :**

Monsieur Guy Lemire  
Directeur général  
170, rue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour le ministère des Transports :**

Monsieur Daniel Dorais  
Directeur  
Direction de l'Abitibi-Témiscamingue—Nord-du-Québec  
80, avenue Québec  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

**Pour le ministère des Régions :**

Monsieur Luc Dupuis  
Sous-ministre adjoint par intérim  
170, rue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**14. DÉCLARATIONS**

Le ministère des Régions reconnaît que cette entente est conforme à la *Politique de soutien au développement local et régional*. Le ministère des Régions déclare également que la présente Entente est conforme à l'Entente cadre de développement de la région de l'Abitibi-Témiscamingue 2000-2005.

Le CRDAT reconnaît que la présente Entente est conforme aux priorités de développement retenues dans le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 1999-2003.

**15. SIGNATAIRES**

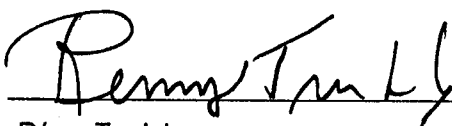
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes :



Serge Ménard  
Ministre des Transports

23 avril 2002

Date



Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions  
et aux Affaires autochtones  
Ministre des Régions  
Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

23 avril 2002

Date

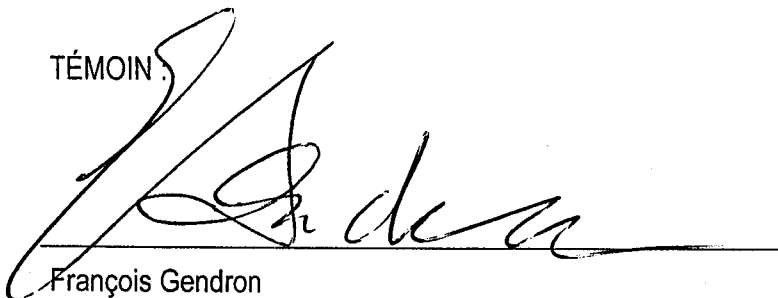


Diane F. Raymond  
Présidente  
Conseil régional de développement de  
l'Abitibi-Témiscamingue

23 avril 2002

Date

TÉMOIN :



François Gendron  
Ministre des Ressources naturelles  
Député d'Abitibi-Ouest

23 avril 2002

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR  
LA RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION  
EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE  
2003-2006**

CONCLUE ENTRE

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

et

**LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE  
L'IMMIGRATION**

et

**LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE  
EMPLOI-QUÉBEC**

et

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

et

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

et

**LE CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

et

**LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE  
L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

et

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS**

**Mars 2003**

## CONSIDÉRATIONS

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la *Politique de soutien au développement local et régional*;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue ont convenu en septembre 2000 d'une *Entente cadre de développement pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2000-2005*;

CONSIDÉRANT QUE l'article 5.3.7 de cette entente cadre prévoit d'accroître l'établissement de personnes immigrantes dans la région, dans des champs qui viennent compléter l'expertise présente en région ou encore qui démontrent des opportunités d'affaires intéressantes et de favoriser l'insertion de ces personnes dans la communauté régionale;

CONSIDÉRANT QUE, au point 7 de l'annexe I de cette entente, il est notamment prévu dans les objectifs prioritaires de favoriser l'établissement et l'intégration de travailleuses et de travailleurs spécialisés et de promouvoir l'intégration des personnes immigrantes par des activités régulières de sensibilisation et d'ouverture aux diversités culturelles;

CONSIDÉRANT QUE cette entente cadre prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le Conseil régional de développement et les ministères ou organismes du gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue a adopté en novembre 1998 le *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003*;

CONSIDÉRANT QUE le *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003* a retenu à l'intérieur de la cible « immigration » un objectif à l'effet d'accroître l'immigration en région et un autre objectif à l'effet d'accueillir et d'intégrer les personnes qui immigrent en région en leur offrant un milieu de vie stimulant;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec et les régions, dans le cadre du Rendez-vous national des régions tenu en novembre 2002, ont adopté un *Plan d'action Québec-Régions*, dont les orientations sur la régionalisation de l'immigration sont les suivantes :

- Encourager la mobilité des étudiants vers les régions-ressources;
- Attirer les étudiants étrangers vers les régions-ressources;
- Lutter contre les pénuries de main-d'oeuvre;
- Attirer et retenir davantage d'immigrants en région à l'aide d'un plan d'action concret et structurant articulé autour de trois grands axes :
  - la sélection à l'étranger arrimée aux dynamiques régionales;
  - l'insertion socioprofessionnelle plus rapide dans les milieux;
  - la promotion profilée pour attirer dans les régions les immigrants établis à Montréal;

CONSIDÉRANT QUE le Plan d'action Québec-Régions engage le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration à avoir recours à la signature d'ententes spécifiques comme moyen d'action pour attirer et retenir davantage d'immigrants en région;



CONSIDÉRANT QUE le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a notamment pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la *Politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants*;

CONSIDÉRANT QUE la *Politique de régionalisation de l'immigration*, qui vise à favoriser l'établissement d'un plus grand nombre de personnes immigrantes en région, repose sur une approche fondée sur la recherche d'opportunités concrètes et le partenariat avec les régions, dans un souci d'établissement durable;

CONSIDÉRANT QUE la stratégie du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration repose sur l'intégration des nouveaux arrivants au milieu de vie francophone et aux institutions communes à l'ensemble des citoyens;

CONSIDÉRANT QUE la présente entente est cohérente avec les orientations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale qui visent à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre;

CONSIDÉRANT QUE la présente entente est cohérente avec les créneaux d'excellence identifiés par la région, dans une perspective d'attraction de personnes immigrantes pouvant occuper des emplois ou s'inscrire à des programmes de formation reliés à ces créneaux d'excellence;

CONSIDÉRANT QUE dans la planification de main-d'œuvre de la Régie régionale de la santé et des services sociaux, l'une des actions prévues est le recrutement de personnes immigrantes afin que la région bénéficie d'une main-d'œuvre suffisante dans le domaine de la santé et des services sociaux;

En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit :

## 1. DÉFINITIONS

Dans l'Entente spécifique, les termes et acronymes utilisés font référence au sens ci-après défini:

<b>Gouvernement:</b>	Gouvernement du Québec
<b>Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI):</b>	Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI).
<b>Emploi-Québec:</b>	Relevant de la ministre déléguée à l'Emploi, une agence gouvernementale au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
<b>Ministère de l'Éducation (MEQ):</b>	La Loi sur le ministère de l'Éducation confie au ministre de l'Éducation la responsabilité de promouvoir l'éducation, de contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces

domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la société québécoise et des personnes qui la composent, de favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture.

**Ministère des Régions  
(MREG):**

Ministère créé en vertu de la Loi sur le ministère des Régions.

**Régie régionale de la Santé  
et des Services sociaux de  
l'Abitibi-Témiscamingue  
(RRSSSAT):**

Instituée en 1992, lors de l'avènement de la *Réforme de la santé et des services sociaux*, la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue est le maître d'œuvre de l'organisation et du développement des services sociaux et de santé dans la région.

**Conseil régional de  
développement de  
l'Abitibi-Témiscamingue  
(CRDAT):**

Corporation reconnue par le gouvernement à titre de conseil régional de développement et comme interlocuteur privilégié du gouvernement.

**Université du Québec en  
Abitibi-Témiscamingue  
(UQAT):**

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, constituée en vertu de la Loi sur l'Université du Québec, est responsable de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Cégep de l'Abitibi-  
Témiscamingue (Cégep):**

Collège d'enseignement général et professionnel institué par le décret 453-80 en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

**Conseil régional des  
partenaires du marché du  
travail:**

Créé en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, il a pour fonction notamment, de définir la problématique du marché du travail dans sa région et d'identifier des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.

## **2. OBJET ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Objet de l'entente:**

L'objet de l'entente est de préciser les engagements des parties aux présentes en vue de favoriser l'attraction et l'établissement

durable des personnes immigrantes et leur intégration sociale et professionnelle en Abitibi-Témiscamingue.

## **2.2 Objectifs de l'entente:**

Les objectifs de l'entente sont :

- 2.2.1 Augmenter le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue;
- 2.2.2 Favoriser une répartition équitable des personnes immigrantes sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue;
- 2.2.3 Favoriser l'intégration culturelle, sociale, professionnelle des personnes immigrantes et faire connaître l'importance de leur contribution dans le développement de la région;
- 2.2.4 Contribuer à répondre aux besoins prévisibles de main-d'œuvre spécialisée dans divers domaines et assurer une relève dans les secteurs stratégiques et dans les secteurs en émergence;
- 2.2.5 Soutenir les partenaires locaux et régionaux dans leurs interventions favorisant la planification et la réalisation de projets ou d'activités liés à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes en Abitibi-Témiscamingue en fonction de l'objet et des objectifs de la présente Entente.

## **3. CADRE GÉNÉRAL**

### **3.1 Stratégies d'intervention:**

Les stratégies d'intervention retenues par les parties sont :

- 3.1.1 Assurer la concertation des intervenants en matière d'immigration en Abitibi-Témiscamingue.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Mettre en place une table régionale de concertation en immigration en Abitibi-Témiscamingue dont la composition et les mandats sont définis à l'annexe I.

- 3.1.2 Positionner la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme destination d'accueil et d'établissement pour les personnes immigrantes.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Promouvoir la région en faisant valoir nos spécificités;
- ⇒ Sensibiliser les instances régionales, les employeurs et les membres de la société d'accueil à la contribution de l'immigration.

### 3.1.3 Positionner l'immigration comme facteur de développement socio-économique et démographique.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Favoriser la venue de travailleuses et de travailleurs spécialisé(e)s dans les secteurs ayant des besoins de main-d'œuvre;
- ⇒ Favoriser la venue de travailleuses et de travailleurs spécialisé(e)s ayant un statut d'immigrant temporaire pour combler des besoins de main-d'œuvre;
- ⇒ Favoriser la venue d'étudiantes et d'étudiants dans des programmes de formation reliés aux secteurs stratégiques et aux secteurs en émergence;
- ⇒ Faire le lien entre les besoins régionaux en matière de relève de la main-d'œuvre et la sélection de personnes immigrantes.

### 3.1.4 Favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes en Abitibi-Témiscamingue.

Plus spécifiquement:

- ⇒ Mettre en place un carrefour d'intégration;
- ⇒ Développer et adapter les services d'accueil et d'aide à l'établissement en fonction des besoins des différentes clientèles immigrantes;
- ⇒ Faciliter l'accès et l'intégration des personnes immigrantes dans leur milieu de formation;
- ⇒ Sensibiliser les intervenantes et intervenants en santé et services sociaux et adapter les modes d'intervention aux différentes clientèles immigrantes;
- ⇒ Viser la mise en valeur des compétences professionnelles et la reconnaissance des acquis des personnes immigrantes;
- ⇒ Faciliter l'intégration en emploi de la clientèle immigrante.

### 3.1.5 Contribuer financièrement à l'embauche d'une ressource professionnelle et lui confier les activités à réaliser pour atteindre l'objet et les objectifs de l'entente.

### 3.1.6 Créer un fonds régionalisé afin de permettre la réalisation de projets ou d'activités visant l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes et leur intégration sociale et professionnelle. Pour chacune des trois années de l'entente, le fonds régionalisé sera constitué d'une enveloppe annuelle de base de 60 000 \$, dont 30 000 \$ seront issus du Fonds d'initiatives régionales en immigration administré par le MRCI alors que 30 000 \$ seront issus de la contribution financière du Fonds de développement régional à la présente entente.

## **4. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTIES**

### **4.1 Les parties s'engagent à:**

- Participer aux travaux de la Table régionale de concertation en immigration;
- Favoriser la concertation entre les partenaires régionaux concernés par l'Entente;
- Participer au comité de suivi de l'entente.

### **4.2 Les engagements du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT):**

Le CRDAT s'engage à :

- 4.2.1 Affecter, dans la mesure où les crédits sont disponibles et où les règles budgétaires le permettent, un montant maximal de 105 000 \$ issu du Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques, à raison de 35 000 \$ par année pendant trois ans, à compter de l'exercice financier 2003-2004 pour la mise en œuvre de la présente entente dont 30 000 \$ sont affectés annuellement au Fonds régionalisé prévu à l'article 3.1.6;
- 4.2.2 Recevoir l'ensemble des contributions financières de chacun des partenaires financiers de l'entente et à en assurer la saine gestion, à l'exception des contributions du FDR et du MRCI destinées au Fonds régionalisé prévu à l'article 3.1.6 lesquelles seront versées directement aux projets et aux activités retenues.
- 4.2.3 Verser à l'UQAT les sommes provenant des partenaires de l'entente destinées à l'embauche d'une ressource professionnelle et ce, suite au dépôt au CRDAT des factures trimestrielles accompagnées des pièces justificatives et après recommandation du comité de suivi :
  - le salaire et les avantages sociaux de la personne ressource embauchée par l'UQAT, pour la période, en vertu des dispositions de la présente entente;
  - les frais de bureau (papeterie, interurbains incluant interurbains outre-mer, abonnements, fournitures de bureau, etc.), pour la période, jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année;
  - les frais de déplacement et de séjour sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue et les frais de déplacement de séjour reliés à la participation à des colloques ou à des événements nationaux concernant l'immigration, pour la période, jusqu'à un maximum de 7 000 \$ par année;
- 4.2.4 Recommander au MREG de verser directement aux promoteurs des projets retenus, jusqu'à concurrence de 30 000 \$ annuellement, sur recommandation du comité de suivi et selon les dispositions spécifiques à cette recommandation et à la gestion du fonds régionalisé, les montants attribués pour la réalisation de projets ou d'activités reliés aux objectifs de l'entente. Les sommes

non utilisées peuvent être reportées à l'année financière suivante;

- 4.2.5 Mettre en place la Table régionale de concertation en immigration de l'Abitibi-Témiscamingue regroupant les différents partenaires du gouvernement et du milieu;
- 4.2.6 Contribuer à concrétiser les actions prévues dans le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003, qui visent à accroître l'immigration en région, à accueillir et à intégrer les personnes qui immigreront en région en leur offrant un milieu de vie stimulant.

#### **4.3 Les engagements du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI):**

Le MRCI s'engage à:

- 4.3.1 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant de 210 000 \$ pour trois ans, à raison de 70 000 \$ par année à compter de l'exercice financier 2003-2004 pour la mise en œuvre de la présente entente. À même les 70 000 \$ affectés annuellement, 40 000 \$ seront spécifiquement dédiés à la mise en place d'un carrefour d'intégration, la réalisation d'activités de concertation ainsi qu'à des activités d'accueil, d'intégration et de référence réalisées par la ressource professionnelle prévues à l'article 3.1.5 et 30 000 \$ seront spécifiquement réservés au Fonds régionalisé prévu à l'article 3.1.6;
- 4.3.2 Verser au CRDAT, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant de 40 000 \$ destiné à la mise en place d'un carrefour d'intégration et à la réalisation d'activités de concertation et destiné à couvrir les activités d'accueil, d'intégration et de référence réalisées par la ressource professionnelle prévue à l'article 3.1.5;
- 4.3.3 Effectuer les déboursés directement aux promoteurs des projets ou des activités prévus à l'article 3.1.6, sur acceptation du comité de suivi et conformément aux dispositions spécifiques à cette acceptation et aux modalités de gestion du Fonds d'initiatives régionales en immigration et sous réserve de la disponibilité des crédits, afin d'assurer le financement nécessaire des projets ou des activités acceptés par le comité de suivi;
- 4.3.4 Favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre les services du MRCI et des organismes de l'Abitibi-Témiscamingue reconnus pour leur expertise en matière d'immigration;
- 4.3.5 Informer régulièrement les membres de la Table régionale de concertation des orientations ministérielles en matière d'immigration ainsi que sur les activités et les programmes du MRCI qui s'adressent à la clientèle immigrante et aux partenaires;

4.3.6 Faire connaître les caractéristiques de l'Abitibi-Témiscamingue dans les bureaux de Immigration Québec à l'étranger et au Québec.

#### **4.4 Les engagements du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Emploi-Québec :**

Emploi-Québec s'engage à:

4.4.1 Affecter et à verser au CRDAT, sous réserve de la disponibilité des crédits et dans le respect de ses programmes et de ses mesures, un montant de 60 000 \$, à raison d'un montant annuel de 20 000\$ à compter de l'exercice financier 2003-2004. Ce montant est destiné à couvrir les frais d'opération reliés à l'entente.

4.4.2 Diffuser de l'information sur les emplois qui deviendront disponibles et les exigences d'accès à ces emplois en termes de formation et de qualification professionnelle;

4.4.3 Rendre disponible à l'ensemble des partenaires toute l'information nécessaire à l'identification des besoins actuels et futurs en main-d'œuvre;

4.4.4 Documenter, en lien avec les partenaires de l'entente, les problématiques vécues par les personnes immigrantes dans le cadre de leur insertion professionnelle;

4.4.5 Sensibiliser les employeurs quant à l'apport des personnes immigrantes et quant aux difficultés d'adaptation reliées à leur intégration à l'emploi;

4.4.6 Référer, selon l'évaluation de leurs besoins, les immigrants et les immigrantes à des organismes offrant des ateliers de techniques de recherche d'emplois.

#### **4.5 Les engagements de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (RRSSSAT):**

La RRSSSAT s'engage à:

4.5.1 Sous réserve des crédits disponibles, participer financièrement à des projets de la table de concertation en immigration lorsque ces derniers correspondent à des besoins identifiés par la RRSSSAT, principalement dans le recrutement de personnes immigrantes oeuvrant dans le secteur de la santé;

4.5.2 Favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre les services du MRCI et les services du réseau de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue et adapter ses interventions, lorsque requis, à la clientèle immigrante;

4.5.3 Informer et sensibiliser tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CH, CLSC, CS, CHSLD, Centre Jeunesse, Centres de réadaptation, organismes communautaires) dans le but de

favoriser et supporter l'intégration et l'établissement des personnes immigrantes;

- 4.5.4 Poursuivre, en collaboration avec les partenaires de l'entente, ses efforts d'attraction de personnes immigrantes qualifiées oeuvrant dans les secteurs de la santé et des services sociaux.

#### **4.6 Les engagements du ministère de l'Éducation (MEQ) :**

Le MEQ s'engage à :

- 4.6.1 Examiner dans les prochaines règles budgétaires la question des services d'intégration des élèves immigrants, de manière à ce que les commissions scolaires puissent offrir à tout enfant de personne immigrante les services requis;
- 4.6.2 En conformité avec les engagements gouvernementaux du Rendez-vous national des régions, accorder des bourses supplémentaires d'exemption de frais forfaitaires aux étudiantes et aux étudiants étrangers inscrits à l'UQAT;
- 4.6.3 Inviter le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et l'UQAT à se joindre à un regroupement d'établissements d'enseignement supérieur en région en vue de mettre en œuvre des mesures visant à soutenir la promotion des services éducatifs offerts aux étudiantes et aux étudiants étrangers dans les établissements collégiaux et universitaires situés en région;
- 4.6.4 Examiner avec les partenaires de l'entente d'autres moyens visant à attirer les étudiantes et les étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur en région.

#### **4.7 Les engagements de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT):**

L'UQAT s'engage à:

- 4.7.1 Procéder à l'engagement de la personne ressource identifiée à l'article 3.1.5 ou à affecter l'une de ses propres ressources pour une période de trois ans, équivalente à la durée de la présente entente;
- 4.7.2 Fournir des services de secrétariat correspondant à deux journées et demie de travail par semaine et fournir gratuitement un local comprenant le mobilier de bureau, un ordinateur, les services téléphoniques, le raccordement au réseau de télécommunications (internet et courriel), pour la durée de l'entente; le tout représentant la contribution de l'UQAT évaluée à environ 20 000 \$ annuellement;



4.7.3 Produire et présenter au CRDAT des factures trimestrielles et les pièces justificatives correspondant aux frais encourus par l'UQAT pour couvrir :

- le salaire et les avantages sociaux de la personne ressource embauchée par l'UQAT en vertu des dispositions de la présente entente jusqu'à concurrence de 53 000 \$ par année;
- les frais de bureau (papeterie, interurbains incluant interurbains outre-mer, abonnements, fournitures de bureau, etc.) jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par année;
- les frais de déplacement et de séjour sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue et les frais de déplacement de séjour reliés à la participation à des colloques ou à des événements nationaux concernant l'immigration, pour la période, jusqu'à un maximum de 7 000 \$ par année.

4.7.4 Produire une fois l'an un rapport d'activités incluant la justification des dépenses en lien avec la présente entente;

4.7.5 Poursuivre ses activités de soutien auprès des étudiantes et des étudiants étrangers dans leur projet d'études et poursuivre ses activités de promotion et d'accueil des étudiantes et des étudiants étrangers dans ses programmes de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles.

#### **4.8 Les engagements du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue:**

Le Cégep s'engage à:

4.8.1 Affecter et verser au CRDAT, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant de 45 000 \$, à raison d'un montant annuel de 15 000 \$ à compter de l'exercice financier 2003-2004 pour la mise en œuvre de l'entente;

4.8.2 Établir, d'un commun accord avec le personnel en place, les stratégies d'intervention afin de soutenir l'intégration scolaire et sociale des élèves nouvellement arrivés en prévoyant des mesures d'identification des étudiantes et des étudiants en difficulté d'apprentissage, mesures de réussite;

4.8.3 S'assurer que les étudiantes et étudiants immigrants aient accès à des mesures leur permettant une maîtrise de la langue : apprentissage continu du français, langue commune chez tous les élèves et véhicule de la culture québécoise;

4.8.4 Renforcer le sentiment d'appartenance à la société québécoise, faire partager à l'ensemble des étudiantes et étudiants le patrimoine du Québec, son histoire, ses valeurs, ses coutumes, la reconnaissance de la diversité culturelle;

4.8.5 Dans les cours et les programmes :

- maîtriser les théories, les concepts et les faits relatifs au domaine de relations interculturelles et civiques pour la formation préuniversitaire;

- assurer davantage l'introduction de la dimension interculturelle notamment dans les programmes menant à des professions qui sont en relation avec le public (stages dans les organismes qui oeuvrent auprès des immigrants ou dans les organismes de développement internationaux, voyages à l'étranger...);

4.8.6 Dans la vie parascolaire, le CEGEP veillera à :

- favoriser des activités parascolaires par le biais des services aux étudiants;
- afficher clairement son orientation face à la lutte contre le racisme;
- garantir les droits fondamentaux des étudiantes, des étudiants et du personnel et combattre l'exclusion sous toutes ses formes;

4.8.7 Sensibiliser l'ensemble du personnel à l'importance d'acquérir les connaissances, les habiletés et les attitudes appropriées pour relever les défis éducatifs reliés à une dimension interculturelle.

#### **4.9 Les engagements du ministère des Régions (MREG):**

Le MREG s'engage à:

- 4.9.1 Réserver, dans la mesure où les crédits sont disponibles et où les règles budgétaires le nécessitent, une somme totale de 105 000 \$ issue du Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques, à raison de 35 000 \$ par année pendant trois ans, à compter de l'exercice financier 2003-2004 et la verser sur recommandation du CRDAT conformément aux articles 4.2.2 et 4.2.4;
- 4.9.2 Favoriser la concertation entre les partenaires gouvernementaux régionaux concernés par l'Entente;
- 4.9.3 Faire état de l'avancement de l'entente auprès de la Conférence administrative régionale (CAR).

#### **4.10 Contributions financières et affectation des sommes**

Les contributions financières des partenaires ainsi que l'affectation des sommes aux fins de la présente entente spécifique sont décrites à l'annexe 2.

### **5. MODALITÉS DE VERSEMENT**

Les contributions financières du MRCI destinées au Fonds régionalisé pour la réalisation de projets ou d'activités visant l'attraction et l'établissement durable des personnes immigrantes et leur intégration sociale et professionnelle seront versées directement aux promoteurs des projets ou des activités retenus conformément à l'article 4.3.3.

La partie de la contribution financière du MRCI dédiée à la mise en place d'un carrefour d'intégration, à la réalisation des activités de

concertation et à la réalisation des activités d'accueil, d'intégration et de référence de la ressource professionnelle prévue à l'article 3.1.5 sera versée la première année entièrement après la signature de la présente entente. Pour les années subséquentes, les contributions prévues à ces fins seront versées entièrement à chaque année après réception d'un avis favorable émis par le comité de suivi de l'entente.

Les contributions financières du FDR seront versées sur recommandation du CRDAT conformément aux articles 4.2.2 et 4.2.4.

Les contributions financières annuelles des autres parties seront versées la première année entièrement après la signature de la présente entente. Pour les années subséquentes, les contributions seront versées entièrement à chaque année après réception d'un avis favorable émis par le comité de suivi de l'entente.

## **6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **6.1 Durée de l'entente**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et se terminera le 31 mars 2006. Elle portera sur les années financières gouvernementales, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

### **6.2 Comité de suivi**

6.2.1 Un comité de suivi sera mis en place et sera constitué d'une personne représentant chacun des organismes et ministères suivants :

- Le CRDAT
- Le MRCI
- Le MESS - Emploi-Québec
- La RRSSSAT
- Le MEQ
- L'UQAT
- Le Cégep de l'A-T
- Le MREG

6.2.2 Ce comité sera sous la présidence du CRDAT et aura pour mandat de suivre la mise en application de la présente entente, d'évaluer annuellement les résultats du plan d'action en fonction de l'objet, des objectifs et des stratégies d'intervention de l'entente et de procéder à l'évaluation de celle-ci à son expiration selon les dispositions de l'article 6.3;

6.2.3 Le comité de suivi aura aussi le mandat d'analyser, d'accepter ou de refuser les demandes présentées au Fonds régionalisé, de définir pour chacune des demandes acceptées les contributions requises et les modalités s'y rattachant, de transmettre la décision au MRCI et assurer le suivi des projets liés aux demandes acceptées;

6.2.4 Le comité de suivi devra se doter, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de l'entente, d'un cadre d'analyse des demandes déposées au Fonds régionalisé;

6.2.5 Le comité de suivi aura de plus la responsabilité de recommander au CRDAT, sur réception et acceptation des factures trimestrielles et des pièces justificatives, les versements nécessaires au remboursement des frais encourus par l'UQAT tel que stipulé à l'article 4.2.3 ainsi que de recommander au CRDAT les versements nécessaires à la réalisation des projets ou des activités du Fonds régionalisé lorsque ces projets ou ces activités s'inscrivent dans le cadre de l'article 4.2.4;

6.2.6 Le comité de suivi se réunira au moins quatre fois par année pendant la durée de l'entente.

### **6.3 Évaluation de l'entente**

6.3.1 Le comité de suivi procédera à une évaluation annuelle de l'entente jusqu'à son échéance;

6.3.2 Le comité de suivi s'engage à se doter, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de l'entente, d'un cadre d'évaluation pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus en fonction de l'objet, des objectifs et des stratégies de l'entente;

6.3.3 L'évaluation annuelle sera l'occasion de proposer, s'il y a lieu, les ajustements et les modifications nécessaires pour s'assurer de l'atteinte des objectifs et tenir compte de la réalité régionale.

### **6.4 Modification de l'Entente**

6.4.1 Les parties conviennent que cette Entente sera, le cas échéant, harmonisée de façon à tenir compte de toutes nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales;

6.4.2 Pour toute modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. À cet effet, cette modification prendra la forme d'un addenda qui sera annexé à la présente entente.

### **6.5 Renouvellement de l'entente**

6.5.1 La présente entente pourra être renouvelée à son expiration. Cependant, avant tout renouvellement de celle-ci, le comité de suivi procédera à une évaluation globale de la présente entente en fonction de l'objet, des objectifs et des stratégies d'intervention de l'entente.

## **7. COMMUNICATIONS**

### **7.1 Communications entre les parties:**

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

Au Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue:

M. Guy Lemire  
Directeur général  
170, avenue principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration:

M. Pierre Legros  
Directeur régional  
Direction régionale de l'Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec  
430, boulevard de l'Hôpital, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8V 1T7

Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec):

M. Denis Allard  
Directeur régional par intérim  
Direction régionale Emploi-Québec  
180, boulevard Rideau, RC-01  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

À la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

M. Normand Leblanc  
Président-directeur général  
1, 9<sup>e</sup> Rue  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 2A9

Au ministère de l'Éducation du Québec:

Mme Guylaine Larose  
Directrice régionale  
215, boulevard Rideau  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5Y6

À l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue:

M. Jules Arsenault  
Recteur  
445, boulevard de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4

Au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue:

M. Daniel Marcotte  
Directeur général  
425, boulevard du Collège  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E5

Au ministère des Régions:

M. Luc Dupuis  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
170, avenue principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

## **8. DÉCLARATIONS**

Le ministère des Régions déclare que cette Entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional et à l'Entente cadre de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2000-2005;

Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue déclare que la présente entente est conforme au Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003;

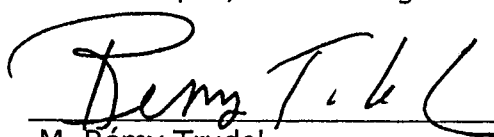
Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration déclare que la présente entente est conforme à la Politique de régionalisation de l'immigration;

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue déclare que cette entente est conforme aux orientations de son plan d'action régional en matière de développement de l'emploi et de développement de la main-d'œuvre pour l'Abitibi-Témiscamingue;

## 9. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.

En foi de quoi, elles ont signé comme suit:



M. Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et  
aux Affaires autochtones, ministre des  
Relations avec les citoyens et de  
l'Immigration et ministre des Régions

03.03.21

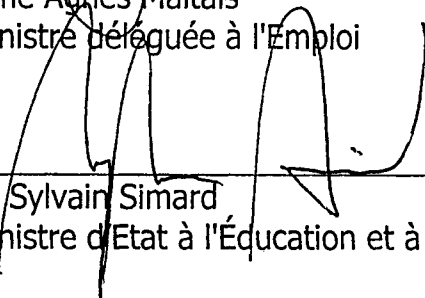
Date



Mme Agnès Maltais  
Ministre déléguée à l'Emploi

03.03.21

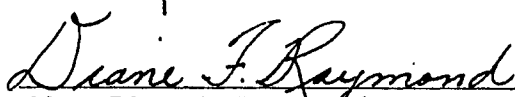
Date



M. Sylvain Simard  
Ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi

03.03.11

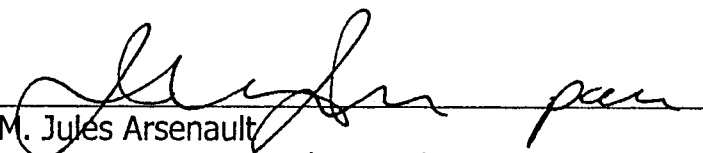
Date



Mme Diane F. Raymond  
Présidente du Conseil régional de  
développement de l'Abitibi-Témiscamingue

03.03.21

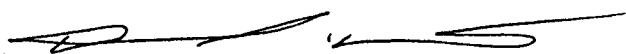
Date



M. Jules Arsenault  
Recteur de l'Université du Québec  
en Abitibi-Témiscamingue

03.03.21

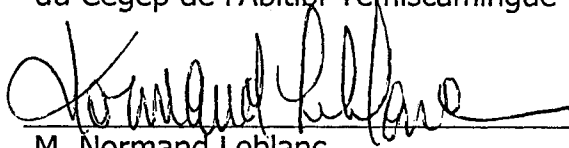
Date



M. Daniel Marcotte  
Directeur général  
du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

03.03.21

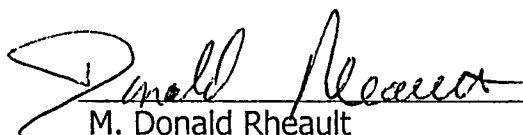
Date



M. Normand Leblanc  
Président-directeur général  
de la Régie régionale de la Santé  
et des Services sociaux de l'Abitibi-  
Témiscamingue

03.03.27

Date



M. Donald Rhéault  
Président du Conseil régional des  
partenaires du marché  
du travail de l'Abitibi-Témiscamingue

03.03.25

Date

## **ANNEXE 1**

### **LA TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION**

Composition :

La table sera sous la présidence du CRDAT et elle sera composée des représentantes et des représentants des signataires de l'entente, d'une représentante ou d'un représentant de l'organisme La Mosaique ainsi que d'une représentante ou d'un représentant de chaque territoire de MRC de l'Abitibi-Témiscamingue. Elle pourra s'adjoindre toute autre personne utile à l'atteinte de l'objet, des objectifs et des stratégies d'intervention de l'entente.

La table aura pour mandat de :

- Coordonner et superviser la mise en œuvre de l'Entente;
- Orienter les actions en fonction de l'objet, des objectifs et des stratégies d'intervention de l'entente;
- Produire un plan d'action annuel définissant les actions à réaliser pour répondre à l'objet, aux objectifs et aux stratégies d'intervention de l'entente et ce, pour chacune des trois années de la présente entente. Le plan d'action de la première année de l'entente devra être adopté par la table régionale de concertation dans les 90 jours suivant la constitution de celle-ci. Pour les deux années subséquentes, chacun des plans d'action sera adopté dans les 60 jours suivant la date anniversaire de la signature de l'entente;
- Donner son avis sur le cadre d'analyse des projets et des activités du Fonds régionalisé;
- Élaborer les rapports annuels de l'Entente;
- Mobiliser le plus grand nombre d'intervenantes et intervenants autour des objectifs de l'Entente;
- Favoriser et de soutenir l'échange d'informations sur toutes les questions relatives à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes.



## ANNEXE 2

### TABLEAU DE L'AFFECTATION DES SOMMES

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Salaire ressource professionnelle	44 000	44 000	44 000
Avantages sociaux	9 000	9 000	9 000
Secrétariat	20 000	20 000	20 000
Frais de fonctionnement	10 000	10 000	10 000
Frais de déplacement en région	7 000	7 000	7 000
Frais de la table de concertation régionale	10 000	10 000	10 000
<b>Sous-total</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>
Fonds régionalisé (projets ou activités)	60 000	60 000	60 000
<b>Total</b>	<b>160 000</b>	<b>160 000</b>	<b>160 000</b>

### Tableau des contributions financières

	2003-2004	2004-2005	2005-2005	Total
MRCI (1)	70 000	70 000	70 000	<b>210 000</b>
Emploi-Québec	20 000	20 000	20 000	<b>60 000</b>
MREG/CRDAT	35 000	35 000	35 000	<b>105 000</b>
UQAT (2)	20 000	20 000	20 000	<b>60 000</b>
CÉGEP A-T	15 000	15 000	15 000	<b>45 000</b>
MEQ (3)	À définir	À définir	À définir	
RRSSSAT (4)	À définir	À définir	À définir	
<b>TOTAL:</b>	<b>160 000</b>	<b>160 000</b>	<b>160 000</b>	<b>480 000</b>

1. À même les 70 000 \$ affectés annuellement, 40 000 \$ seront spécifiquement dédiés à la mise en place d'un carrefour d'intégration, à des activités de concertation et aux activités d'accueil et d'intégration réalisées par la ressource professionnelle de l'entente et 30 000 \$ seront réservés pour le Fonds régionalisé.
2. Sur la base de l'estimation du coût des services assurés par l'UQAT.
3. Financement déterminé selon le nombre d'élèves concernés.
4. À déterminer en fonction du type de projets déposés et acceptés dans le cadre du Fonds régionalisé.



# **Entente spécifique de régionalisation**

## **CONCERNANT LE SUIVI DU SYMPOSIUM SUR LE PARTENARIAT «CONVERGENCE DES AFFLUENTS ÉCONOMIQUES»**

conclue entre

Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue

et

Le Secrétariat aux alliances économiques Nation crie / Abitibi-Témiscamingue

et

La Ville de Rouyn-Noranda

et

La Ville de Val-d'Or

et

L'Administration régionale crie

et

Le Secrétariat aux Affaires autochtones

et

Le ministère des Régions

Mars 2003

## 1. CONSIDÉRATIONS

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec et le CRDAT ont convenu en septembre 2000 d'une entente cadre de développement pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2000-2005;

CONSIDÉRANT que cette entente stipule à l'article 5.3.1 que la partie régionale et la partie gouvernementale s'entendent pour favoriser l'établissement et le maintien de relations harmonieuses entre les collectivités autochtones (algonquines et crie) et allochtones de la région et que, de même, elles conviennent de favoriser les partenariats et les relations d'affaires entre ces communautés;

CONSIDÉRANT que, à l'annexe 1 de cette entente, au point 1 portant sur les relations avec les communautés autochtones, il est précisé parmi les objectifs prioritaires prévus à cet égard de stimuler un partenariat d'affaires sur des projets ciblés avec les communautés algonquines et crie ;

CONSIDÉRANT que cette entente prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le CRDAT et les ministères ou organismes du gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT que le CRDAT a adopté en novembre 1998 le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 1999-2003 ;

CONSIDÉRANT que le Plan stratégique de développement a retenu à l'intérieur de la cible des objectifs à l'effet de favoriser le développement de partenariats économiques avec les autochtones, ainsi que de développer des relations avec les communautés algonquine et crie;

CONSIDÉRANT que le Symposium «Convergence des affluents économiques» qui s'est tenu à Val-d'Or les 4, 5 et 6 juin 2002 a permis d'entreprendre le rapprochement entre les acteurs du développement de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et les leaders de la nation crie ;

CONSIDÉRANT que ce symposium a connu un très grand succès et démontré à la fois un très fort potentiel pour des alliances entre les responsables deux communautés et une très grande volonté, de part et d'autre, d'en arriver à des partenariats ;

CONSIDÉRANT la volonté des parties intéressées à poursuivre le travail de plus grande connaissance mutuelle et de collaboration sur des projets concrets entamé lors du symposium ;

CONSIDÉRANT que, sur cette base, les parties souhaitent formaliser le suivi des projets et actions découlant du symposium,

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

## 2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les termes, sigles et expressions ont la signification suivante :

CRDAT:	Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
MREG :	Le ministère des Régions
SAA :	Le Secrétariat aux affaires autochtones
Symposium :	Le Symposium «Convergence des affluents économiques» tenu à Val-d'Or les 4, 5 et 6 juin 2002
ARC :	L'Administration régionale crie
Val-d'Or :	La Ville de Val-d'Or

Rouyn-Noranda : La Ville de Rouyn-Noranda

Le Secrétariat : Le Secrétariat aux alliances économiques Nation crie / Abitibi-Témiscamingue

### **3. OBJET DE L'ENTENTE**

L'objet de la présente entente est de continuer le travail entrepris lors du Symposium de rapprochement entre les Cris et la région de l'Abitibi-Témiscamingue dans un esprit de respect mutuel et de collaboration afin de permettre le développement harmonieux autant de la nation crie que de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **4. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Par cette entente, les parties poursuivent les objectifs suivants :

- Maintenir un dialogue constant entre les Cris et les citoyennes et citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue tout en favorisant la création d'un climat propice au développement d'alliances économiques et ce, sans perdre de vue les besoins sectoriels de formation de la nation crie;
- Formaliser le suivi des contacts, projets et actions émanant du symposium;
- Accroître les échanges entre les Cris et les résidents de l'Abitibi-Témiscamingue dans tous les domaines d'activités, mais en privilégiant d'abord les échanges sous la forme d'alliances économiques et de partenariats éducatifs et sociaux;
- Améliorer la qualité de la vie des Cris du Nord du Québec et des résidents de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **5. MOYENS DE RÉALISATION**

#### **5.1 Mise en place d'un secrétariat**

Les parties conviennent, afin de contribuer à réaliser l'objet et les objectifs de l'entente, de mettre en place le Secrétariat aux alliances économiques Nation crie / Abitibi-Témiscamingue constitué en organisme à but non lucratif, dans le respect et l'esprit de l'entente «La paix des braves» et de la prise en charge par les Cris.

#### **5.2 Mandat du Secrétariat**

Le mandat du Secrétariat sera de faciliter la création d'alliances stratégiques, de partenariats d'affaires, de maillages entre les entrepreneurs cris et les gens d'affaires de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Sur la base de ce mandat, le Secrétariat aura comme rôle général d'agir comme facilitateur en ce qui concerne les retombées possibles de l'entente «La paix des braves». Ce rôle pourra comporter les éléments suivants :

- Maintenir un dialogue constant entre la région de l'Abitibi-Témiscamingue, les communautés et organisations cries, la Société d'Énergie de la Baie-James, Hydro-Québec et les institutions gouvernementales;
- Voir à développer des alliances économiques avec les communautés pour leurs projets sur le plan local et régional;
- Œuvrer de façon à opérer de façon efficace dans les deux environnements (région de l'Abitibi-Témiscamingue et communautés cries) et à être accepté par les deux environnements;

- Mettre de l'avant des actions et des activités permettant d'établir des liens avec les gens d'affaires de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et des communautés criées et avec les divers intervenants;
- Être à l'affût des besoins des communautés criées;
- Travailler à construire un climat de confiance;
- Donner, de façon équitable, l'opportunité à chaque communauté de développer son potentiel économique, de créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises en leur offrant l'accès aux différents programmes;
- Être présent sur le territoire en participant aux différentes activités en relation avec le développement économique;
- Examiner la possibilité d'établir un programme de reconnaissance pour souligner les initiatives à succès reliées aux partenariats et alliances stratégiques;
- Orienter les entreprises désireuses de développer des partenariats vers les ressources pouvant offrir un support technique efficace;
- Assurer un dynamisme constant au niveau régional et dans les communautés criées afin de réaliser les objectifs;
- Assurer sa visibilité;
- Travailler à créer un réflexe naturel chez les Cries de recourir à ses services et donc de développer un sentiment d'appartenance chez ceux-ci à son égard;
- Identifier les projets porteurs issus du Symposium;
- Soutenir les efforts de maillage issus du Symposium;
- Identifier et faciliter la mise en place de programmes spécifiques de formation;
- Agir comme facilitateur entre les promoteurs criés et non criés auprès des organismes gouvernementaux;
- Agir comme facilitateur pour les appels de propositions qui proviendront de la Société d'énergie de la Baie-James et d'Hydro-Québec;
- Agir comme agent de communication auprès des communautés criées, des entreprises régionales et des organismes publics et parapublics;
- Voir à la mise en œuvre des autres recommandations issues du Symposium.

### **5.3 Composition du conseil d'administration du Secrétariat**

Le conseil d'administration du Secrétariat sera constitué de la manière suivante :

- Trois personnes représentant la Ville de Val-d'Or, dont au moins une en provenance du milieu des affaires et une en provenance du milieu de l'éducation, nommées par celle-ci;
- Trois personnes représentant la Ville de Rouyn-Noranda, dont au moins une en provenance du milieu des affaires et une en provenance du milieu de la santé, nommées par celle-ci;
- Sept personnes représentant l'Administration régionale crie, dont au moins une en provenance du milieu des affaires et une autre en provenance du milieu de l'éducation, nommées par celle-ci;
- Une personne désignée par le CRDAT;

- Une personne représentant le ministère des Régions, comme membre sans droit de vote, nommée par celui-ci;
- La personne responsable de la coordination du Secrétariat, comme membre sans droit de vote.

#### **5.4 Plan d'action**

Le Secrétariat préparera un plan d'action afin de supporter son travail et ses actions. Ce plan sera révisé à chaque année et déposé au comité de suivi et d'évaluation avec son rapport d'activités. Pour la première année de la présente entente, le plan d'action provisoire qui figure à l'annexe 1 sera celui qui servira de base aux travaux du Secrétariat.

### **6. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **6.1 Engagements du CRDAT**

Le CRDAT s'engage, à réserver et à payer, conditionnellement à la disponibilité des crédits et dans la mesure où les règles budgétaires le permettent, à même les fonds disponibles dans le Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques, une somme de 375 000 \$ à raison de 75 000 \$ par année pendant cinq ans à compter de l'année financière 2003-2004 pour les activités du Secrétariat. Il s'engage également à participer au conseil d'administration du Secrétariat, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

#### **6.2 Engagements de la Ville de Val-d'Or**

La Ville de Val-d'Or s'engage à verser une somme annuelle de 25 000 \$ à compter de l'année 2003 pendant 5 ans au Secrétariat. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du Secrétariat, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

#### **6.3 Engagements de la Ville de Rouyn-Noranda**

La Ville de Rouyn-Noranda s'engage à verser une somme annuelle de 25 000 \$ à compter de l'année 2003 pendant 5 ans au Secrétariat. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du Secrétariat, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

#### **6.4 Engagements de l'Administration régionale crie**

L'Administration régionale crie s'engage à verser une somme annuelle de 25 000 \$ à compter de l'année 2003 pendant 5 ans au Secrétariat. Elle s'engage également à participer au conseil d'administration du Secrétariat, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

#### **6.5 Engagements du Secrétariat aux Affaires autochtones**

Le Secrétariat aux Affaires autochtones s'engage à collaborer avec les parties et à appuyer, dans la mesure du possible, les initiatives de rapprochement qui seront entreprises par le Secrétariat.

#### **6.6 Engagements du ministère des Régions**

Le ministère des Régions s'engage à réserver et à verser au Secrétariat, au nom du CRDAT, conditionnellement à la disponibilité des crédits et dans la mesure où les règles budgétaires l'obligent, les sommes prévues dans le Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques. Il s'engage également à réserver et à verser au Secrétariat, conditionnellement à la disponibilité des crédits, une somme de 25 000 \$ en provenance

du Fonds conjoncturel de développement pour l'année financière 2002-2003, une somme de 125 000 \$ par année pour les années 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 en provenance également du Fonds conjoncturel de développement et un dernier montant de 100 000 \$ pour l'année financière 2006-2007 en provenance de la même source pour un total de 500 000 \$ sur la durée de l'entente. Il s'engage également à participer au conseil d'administration du Secrétariat, de même qu'au comité de suivi et d'évaluation.

## **7. MODALITÉS DE VERSEMENT**

Les contributions financières des parties seront versées la première année entièrement après la signature de la présente entente, sauf pour la contribution provenant du CRDAT qui sera versée après le 1er avril 2003. Pour les années subséquentes, les contributions seront versées entièrement à chaque année après la réception d'un avis favorable à cet effet approuvé par le comité de suivi et d'évaluation.

## **8. COMITÉ DE SUIVI ET D'ÉVALUATION**

Les parties se mettent en place un comité de suivi et d'évaluation qui aura le mandat de s'assurer de la mise sur pied du Secrétariat et de son bon fonctionnement, de recommander aux parties le versement annuel de leur contribution financière s'il est satisfait du fonctionnement du Secrétariat, sur la base de son rapport d'activités et de son plan d'action, et de faire l'évaluation de l'entente à son expiration, selon les modalités de l'article 9 ci-après.

## **9. ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent de procéder à une évaluation de la présente entente à son expiration. Cette évaluation sera effectuée sous la responsabilité du comité de suivi et d'évaluation et elle portera sur le degré d'atteinte des objectifs de l'entente, de même que sur les relations entre les parties de même que l'évaluation de ces relations pendant la durée de l'entente. L'évaluation portera également sur le travail du Secrétariat et sur les actions menées par celui-ci en regard des mandats qui lui sont confiés dans la présente entente. Cette évaluation sera nécessaire avant tout renouvellement de la présente entente.

## **10. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature et elle se terminera après cinq ans, soit le ou vers le 31 mars 2008.

## **11. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

La présente entente pourra être élargie pour inclure d'autres parties. Tout élargissement de la présente entente devra être acceptée par les toutes les parties et celui-ci fera l'objet d'un addenda à la présente entente qui lui sera annexé.



## **12. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Les parties conviennent que toutes les communications entre elles se feront par écrit de la façon suivante :

**Pour le CRDAT :**

M. Guy Lemire, directeur général  
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour la Ville de Val-d'Or :**

M. Normand Gélinas, greffier  
Ville de Val-d'Or  
855, 2<sup>e</sup> Avenue  
Val-d'Or (Québec) J9P 4P4

**Pour la Ville de Rouyn-Noranda :**

M. Daniel Samson, greffier  
Ville de Rouyn-Noranda  
100, avenue Taschereau Est, C. P. 220  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C3

**Pour l'Administration régionale crie :**

M. Eddie Diamond, directeur général  
Administration régionale crie  
2, Lakeshore Road  
Nemaska, Champion Lake  
Poste Nemiscau (Québec) J0Y 3B0

**Pour le SAA :**

M. Francis Forcier  
Directeur des relations et du suivi des ententes  
Secrétariat aux Affaires autochtones  
905, autoroute Dufferin-Montmorency, 1<sup>er</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5M6

**Pour le MREG :**

M. Luc Dupuis, sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

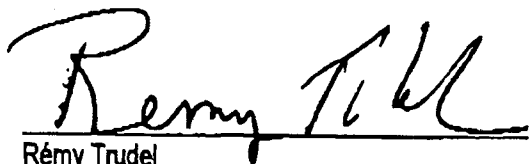
## **13. DÉCLARATIONS**

Le ministère des Régions déclare que la présente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional, de même qu'à l'Entente cadre de développement 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le CRDAT déclare que la présente entente est conforme au Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003.

## 14. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes :



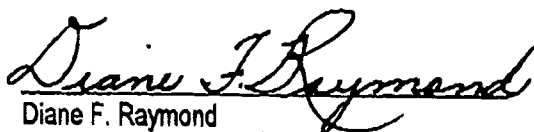
Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et  
aux Affaires autochtones  
Ministre responsable de l'Abitibi-Témiscamingue

27 mars 2003  
Date



Ted Moses  
Grand Chef  
Grand Conseil des Cris Eeyou Istchee  
Administration régionale crie

27 mars 2003  
Date



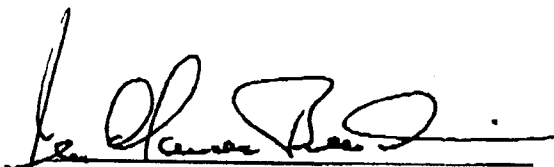
Diane F. Raymond  
Présidente  
Conseil régional de développement de  
l'Abitibi-Témiscamingue

27 mars 2003  
Date



Fernand Trahan  
Maire  
Ville de Val-d'Or

27 mars 2003  
Date



Jean-Claude Beauchemin  
Maire  
Ville de Rouyn-Noranda

27 mars 2003  
Date



Albert Diamond  
Président  
Secrétariat aux alliances économiques  
Nation crie / Abitibi-Témiscamingue

27 mars 2003  
Date

# **Entente spécifique de régionalisation**

## **CONCERNANT L'OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

conclue entre

Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue

et

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

et

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité

et

Le ministère des Régions

**Février 2003**

## 1. CONSIDÉRATIONS

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Québec et le CRDAT ont convenu en septembre 2000 d'une entente cadre de développement pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2000-2005;

CONSIDÉRANT que cette entente prévoit 24 priorités de développement;

CONSIDÉRANT que, afin de réaliser les priorités de développement identifiées dans l'entente cadre, il est nécessaire de compter sur une lecture complète, fouillée et approfondie de la réalité régionale ;

CONSIDÉRANT que cette entente prévoit à l'article 6.6 que, sur les aspects de l'entente qui concernent la main-d'œuvre, le Conseil régional des partenaires du marché du travail sera mis à contribution par le biais d'ententes de collaboration ;

CONSIDÉRANT que la question de la main-d'œuvre fait partie des dimensions de la réalité régionale qui doivent être examinées ;

CONSIDÉRANT que cette entente prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le CRDAT et les ministères ou organismes du gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT que le CRDAT a adopté en novembre 1998 le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 1999-2003 ;

CONSIDÉRANT que le Plan stratégique de développement repose également sur une lecture complète, fouillée et approfondie de la réalité régionale ;

CONSIDÉRANT que les parties souhaitent s'associer dans le développement d'un lieu qui permette de construire la lecture de la réalité régionale nécessaire à l'avancement à la fois des priorités inscrites dans l'entente cadre de développement et dans le Plan stratégique de développement ;

En conséquence, les parties conviennent des présentes :

## 2. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les termes, sigles et acronymes utilisés ont la signification suivante :

CRDAT :	Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
MREG :	Le ministère des Régions
Observatoire :	L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, organisme sans but lucratif existant depuis l'an 2000
Emploi-Québec :	Le secteur Emploi-Québec du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

## 3. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les parties dans le soutien, le développement et la diffusion des connaissances quant à la réalité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, y compris dans les questions concernant la main-d'œuvre et le marché du travail.

## 4. BUT ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Par la présente entente, les parties poursuivent le but d'assurer à long terme la présence de l'Observatoire et d'œuvrer à maintenir et à accroître sa pertinence comme source de connaissances à propos de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et comme lieu de diffusion de ces connaissances, y compris concernant la main-d'œuvre et marché du travail.

Dans ce contexte, les objectifs de la présente entente sont les suivants :

- Assurer, pour au moins cinq ans, le financement de l'Observatoire de façon à lui permettre de mener à bien sa mission;
- Poursuivre la cueillette d'informations de toutes natures concernant la région de l'Abitibi-Témiscamingue et leur traitement;
- Poursuivre la diffusion des informations recueillies et traitées et élargir encore davantage cette diffusion.

## **5. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **5.1 ENGAGEMENTS DU CRDAT**

Le CRDAT s'engage à affecter et à verser à l'Observatoire, dans la mesure où les crédits sont disponibles et où les règles budgétaires le permettent, une somme totale de 1 050 000 \$ issue du Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques, à raison de 210 000 \$ par année pendant cinq ans, à partir de l'année financière 2002-2003. Le CRDAT s'engage également à héberger dans ses locaux l'Observatoire et à en désigner les membres de son conseil d'administration à partir de son comité exécutif.

### **5.2 ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC**

Emploi-Québec s'engage à faire parvenir régulièrement à l'Observatoire les données dont il dispose concernant la main-d'œuvre et le marché du travail en Abitibi-Témiscamingue. Il s'engage également à donner son avis à l'Observatoire sur les grandes tendances du marché du travail et à contribuer à l'interprétation des données régionales à cet égard. Emploi-Québec s'engage enfin à collaborer avec l'Observatoire à la diffusion de ces informations.

### **5.3 ENGAGEMENTS DU MREG**

Le ministère des Régions s'engage, dans la mesure où les crédits sont disponibles et où les règles budgétaires le nécessitent, à réserver et à verser à l'Observatoire une somme totale de 1 050 000 \$ issue du Fonds de développement régional, volet Ententes spécifiques, à raison de 210 000 \$ par année pendant cinq ans à partir de l'année financière 2002-2003. Le MREG s'engage également à examiner la possibilité de transférer le centre de documentation de son bureau régional de l'Abitibi-Témiscamingue sous la responsabilité de l'Observatoire et de demander à celui-ci de lui fournir ses services, à l'occasion, lorsque des besoins de documenter certaines questions se présentent. Ce transfert et cette entente feront l'objet, s'il y a lieu, d'un addenda à la présente entente.

### **5.4 ENGAGEMENTS DE L'OBSERVATOIRE**

L'Observatoire s'engage à poursuivre ses activités de cueillette de données et de traitement et de diffusion de celles-ci auprès de la société régionale.

## **6. MODALITÉS DE VERSEMENT**

Pour la première année de l'entente, le versement de la contribution financière se fera à la suite de la signature de la présente. Pour les années subséquentes, le versement de la contribution financière se fera à la suite du dépôt et de l'acceptation par le comité exécutif du CRDAT et le sous-ministre adjoint du MREG, du rapport d'activités de l'Observatoire pour l'année précédente et de son plan de travail pour l'année en cours.

## **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur en date de sa signature par les parties, elle aura une durée totale de quatre ans et se terminera au plus tard le 31 mars 2007.

## **8. RENOUELEMENT DE L'ENTENTE**

La présente entente pourra être renouvelée à son expiration, si c'est là le vœu des parties. Cependant, avant tout renouvellement de cette entente, une évaluation devra être effectuée par les parties selon les dispositions de l'article 9.

## **9. ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

À l'expiration de la présente entente et avant tout renouvellement, les parties procèderont à son évaluation. Cette évaluation portera généralement sur le degré d'atteinte des objectifs de l'entente et plus précisément sur la nature et la portée des travaux effectués pour amasser l'information, la traiter et la diffuser. Les parties conviendront à cet égard, dans les 90 jours qui suivront la signature de la présente entente, d'indicateurs qui serviront à cette évaluation.

## **10. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

Les parties conviennent que la présente entente pourra être élargie pour inclure d'autres partenaires. L'ajout de ces partenaires sera constaté par un addenda à la présente entente qui devra être signé par toutes les parties.

## **11. COMMUNICATIONS**

Les parties conviennent que les communications entre elles se feront par écrit de la façon suivante :

### **Pour le CRDAT et l'Observatoire :**

Guy Lemire, directeur général  
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour Emploi-Québec :**

Denis Allard, directeur régional par intérim  
Emploi-Québec  
180, boulevard Rideau  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

### **Pour le MREG :**

Luc Dupuis, sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

## **12. DÉCLARATIONS**

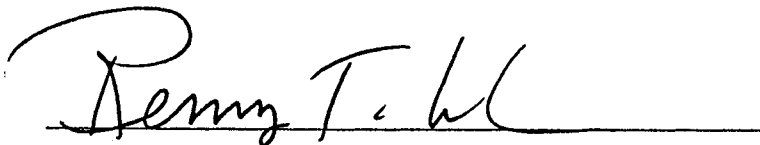
Le MREG déclare que la présente entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional et à l'Entente cadre de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2000-2005.

Le CRDAT déclare que la présente entente est conforme au Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003.

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue déclare que la présente entente est conforme aux orientations du Plan d'action régional en matière de développement de l'emploi et de développement de la main-d'œuvre pour l'Abitibi-Témiscamingue.

### 13. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes :



Rémy Trudel  
Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires  
autochtones  
Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

24 février 2003  
Date



Agnès Maltais  
Ministre déléguée à l'Emploi

24 février 2003  
Date



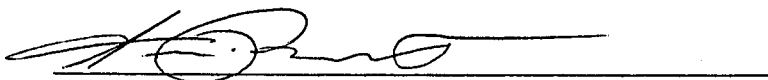
Diane F. Raymond  
Présidente  
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue

27 février 2003  
Date



Donald Rheault  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du travail  
de l'Abitibi-Témiscamingue

24 février 2003  
Date



André Brunet  
Président  
Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

24 février 2003  
Date





# **ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION**

**concernant  
la recherche et le développement dans le domaine  
de l'aménagement forestier durable**

**conclue entre**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT  
DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

**et**

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

**et**

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**

**et**

**LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

**et**

**LE MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RECHERCHE**

**et**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS**

**Novembre 2002**

## **1. CONSIDÉRATIONS**

**Considérant** que le gouvernement du Québec et le CRDAT ont convenu en septembre 2000 d'une entente cadre de développement pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2000-2005;

**Considérant** que cette entente stipule à l'article 5.3.21 que les parties s'entendent pour assurer une gestion concertée des territoires forestiers dans un contexte de développement multi-ressources et durable;

**Considérant** que, à l'annexe 1 de cette entente, au point 21 portant sur la gestion concertée et durable des ressources forestières, il est prévu parmi les objectifs prioritaires de consolider et développer l'organisation de la recherche forestière en Abitibi-Témiscamingue et de favoriser la concertation entre les institutions d'enseignement, les unités de recherche et l'industrie;

**Considérant** que cette entente prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le CRDAT et les organismes et ministères du gouvernement du Québec;

**Considérant** que le CRDAT a adopté en novembre 1998 le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003;

**Considérant** que le Plan stratégique de développement a retenu à l'intérieur de la cible ressources forestières un objectif à l'effet de favoriser la concertation au sein des institutions d'enseignement, des unités de recherche et des entreprises dans le but d'harmoniser les interventions en recherche, en exploitation, en production et en transfert technologique, un autre objectif à l'effet de réaliser des recherches, tant en forêt boréale qu'en forêt mixte, dans le respect de la biodiversité, et qui répondent aux besoins, ainsi qu'un objectif à l'effet d'identifier les zones où seront appliquées des méthodes permettant d'y accroître le rendement en se dotant d'outils pour fixer les limites à respecter face au rendement accru et pour identifier des indicateurs en matière de gestion durable et intégrée des forêts;

**Considérant** que l'UQAT et l'UQAM ont mis en place en 1999 la Chaire industrielle UQAM – UQAT en aménagement forestier durable;

**Considérant** que cette Chaire a mené divers travaux de recherche et qu'elle souhaite accroître l'ampleur de ses travaux de façon à mieux atteindre ses objectifs et à mieux s'acquitter de son mandat;

**Considérant** que l'accroissement des activités de recherche de la Chaire exige des sommes importantes ainsi que la mise en place d'un partenariat entre les intervenants concernés tant régionaux que gouvernementaux et industriels;

**Considérant** que la Politique québécoise de la science et de l'innovation vise à soutenir l'effort d'enrichissement des collectivités et l'amélioration du bien-être de la population sur l'ensemble du territoire québécois et reconnaît ainsi la nécessité de soutenir le développement des systèmes d'innovation régionaux en consolidant les créneaux d'excellence existants et en favorisant l'émergence de nouveaux créneaux;

**Considérant** que, pour concrétiser les orientations de la PQSI, le MFER (mission Recherche, Science et Technologie) appuie la réalisation de projets et d'activités découlant d'initiatives de concertation qui catalysent les forces régionales dans l'ensemble du Québec;

**Considérant** que la présente entente est structurante pour le secteur de l'aménagement forestier en Abitibi-Témiscamingue;

**Considérant** que la recherche-développement en aménagement forestier durable permet d'envisager des retombées importantes sur le développement local et régional;

**Considérant** que cette entente répond aux objectifs et aux clientèles du Programme de soutien aux initiatives de concertation régionale en recherche, science, technologie et innovation du MFER (mission Recherche, Science et Technologie);

**Considérant** que les activités de veille et de transfert technologique en aménagement forestier peuvent contribuer à augmenter le potentiel forestier de la région;

**Considérant** que le MRN a comme orientation de favoriser le développement de la connaissance du territoire et des ressources;

En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit :

## **2. DÉFINITIONS**

Dans la présente entente, les sigles, termes et expressions sont définis de la façon suivante :

CRDAT :	Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
UQAT :	L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
UQAM :	L'Université du Québec à Montréal
MRN :	Le Ministère des Ressources naturelles – secteur Forêt
MFER :	Le Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (mission Recherche, Science et Technologie)
MREG :	Le Ministère des Régions
CRSNG :	Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Chaire industrielle :	La Chaire industrielle CRSNG – UQAT – UQAM en aménagement forestier durable
PQSI :	La Politique québécoise de la science et de l'innovation

## **3. OBJET ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **3.1 Objet de l'entente**

Cette entente a pour objet de mettre en place un partenariat pour assurer le développement des activités de recherche en aménagement forestier durable dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **3.2 Objectifs de l'entente**

L'entente poursuit les objectifs suivants :

- Consolider et développer les activités de recherche en matière d'aménagement forestier durable dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Soutenir à long terme la Chaire industrielle et lui permettre de se positionner comme un leader sur les plans québécois et canadien dans le domaine de l'aménagement forestier durable;
- Contribuer au transfert technologique des résultats des recherches effectuées par la Chaire industrielle et au développement d'une expertise de pointe dans le domaine de l'aménagement forestier durable dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Identifier des méthodes permettant d'accroître à court, moyen et long terme la productivité en matière ligneuse des forêts boréale et mixte dans le respect de la biodiversité et de l'utilisation diversifiée des milieux forestiers;
- Structurer et formaliser le partenariat entre l'industrie, les milieux régionaux et les institutions d'enseignement concernés avec le gouvernement du Québec en matière de recherches sur l'aménagement forestier durable.

## **4. MOYENS D'ACTION**

Afin de réaliser l'objet et les objectifs de l'entente, les parties conviennent de mettre en place un Fonds de recherche sur l'aménagement forestier durable, lequel sera mis à la disposition de la Chaire,

industrielle afin de supporter ses projets de recherche. Le détail des contributions financières prévues pour alimenter ce Fonds de recherche est décrit à l'annexe 1 à la présente entente.

Les parties conviennent également de confier au comité d'orientation de la Chaire le mandat de procéder périodiquement à l'évaluation des travaux effectués et de valider l'orientation des travaux prévus.

Par ailleurs, un comité de suivi sera également mis en place. Ce comité aura pour mandat de suivre la mise en application de la présente entente et de procéder à l'évaluation de celle-ci à son expiration selon les dispositions de l'article 8.

Le comité de suivi est constitué d'une personne représentant chacun des organismes et partenaires suivants :

- le CRDAT,
- le MFER,
- le MRN,
- le MREG,
- l'UQAT,
- l'UQAM,
- le titulaire de la Chaire industrielle.

Le comité d'orientation se donnera les règles de fonctionnement qu'il jugera nécessaire d'adopter. Il se réunira à chaque année au moins à deux occasions, soit vers le printemps pour examiner le programme des travaux à venir et vers l'automne pour examiner le bilan des travaux effectués.

Outre le comité d'orientation, les parties conviennent d'utiliser le comité exécutif et scientifique de la Chaire, constitué du titulaire de la Chaire, des représentants de l'UQAT et de l'UQAM, d'une personne représentant le MRN et de 3 partenaires industriels pour voir à la gestion courante du Fonds de recherche entre les rencontres du comité d'orientation.

Enfin, le comité de suivi sera composé d'une personne représentant chacun des organismes signataires de la présente entente. Celui-ci se donnera les règles de fonctionnement qu'il jugera pertinentes et se réunira au moins une fois à chaque année pendant la durée de l'entente.

## **5. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **5.1 Engagements du CRDAT**

Le CRDAT s'engage à affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant de 375 000 \$ à même le Fonds de développement régional, volet «Ententes spécifiques» à raison d'un montant annuel de 75 000 \$ à compter de l'année financière 2003-2004. Ce montant est destiné à supporter le fonctionnement de la Chaire industrielle et sera versé par le MREG à la Chaire industrielle, selon les modalités de l'article 6. Le CRDAT s'engage également à appuyer la mise en valeur des retombées des travaux sur le plan du développement local et régional de l'Abitibi-Témiscamingue et à participer aux rencontres du comité d'orientation et du comité de suivi.

### **5.2 Engagements de l'UQAT**

L'UQAT s'engage à contribuer au fonctionnement de la Chaire industrielle sous la forme de biens et de services pour l'équivalent d'une somme annuelle de 140 000 \$ en 2002-2003 et d'une somme annuelle de 210 000 \$ en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008. Elle s'engage également à participer aux rencontres du comité de suivi, du comité d'orientation et du comité exécutif et scientifique de la Chaire industrielle.

### **5.3 Engagements de l'UQAM**

L'UQAM s'engage à contribuer au fonctionnement de la Chaire industrielle sous la forme de biens et de services pour l'équivalent d'une somme annuelle de 83 000 \$ en 2002-2003 et

d'une somme annuelle de 100 000 \$ en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008. Elle s'engage également à participer aux rencontres du comité de suivi, du comité d'orientation et du comité exécutif et scientifique de la Chaire industrielle.

#### **5.4 Engagements du MFER**

Le MFER s'engage à supporter financièrement les projets de recherche de la Chaire industrielle reliés à l'aménagement forestier durable principalement en Abitibi-Témiscamingue pour une somme de 90 000 \$ en 2002-2003 et de 140 000 \$ en 2003-2004. Il s'engage également à participer aux rencontres du comité d'orientation.

#### **5.5 Engagements du MRN**

Le MRN s'engage à investir une somme de 100 000 \$ par année pour 5 ans à partir de l'année 2002-2003 afin de supporter le fonctionnement de la Chaire industrielle. Cette injection se fera à partir d'une somme en provenance du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier (volet I) et sera égale à 15 % du montant des projets de recherche financés par ce programme. À cette fin, le MRN s'engage également à réserver et à faire transiter par la Chaire industrielle, toujours à même le volet 1 du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier, une somme de 667 000 \$ par année pendant 5 ans, sous réserve de la disponibilité des crédits. De ce montant, 315 000 \$ seront réservés pour les projets de recherche de la Chaire industrielle et seront recommandés par son comité scientifique. Le solde sera également géré par la Chaire industrielle mais les projets seront recommandés par un comité externe à celle-ci. Enfin, le MRN s'engage à participer aux rencontres du comité de suivi, du comité d'orientation et du comité exécutif et scientifique de la Chaire industrielle.

#### **5.6 Engagements du MREG**

Le MREG s'engage, sous réserve des crédits disponibles, à réserver et à verser selon les modalités prévues à l'article 6 les sommes prévues à l'entente issues du Fonds de développement régional, volet «Ententes spécifiques». Il s'engage également à participer au comité de suivi de l'entente.

#### **5.7 Engagements de la Chaire industrielle**

La Chaire industrielle s'engage à mener à bien les projets de recherche selon le programme de travail autorisé annuellement par le comité d'orientation. Elle s'engage également à présenter annuellement au comité d'orientation, le bilan des travaux réalisés et le programme des travaux à venir. Elle s'engage de plus à exercer une fonction de vigie dans son champ disciplinaire pour informer les partenaires à l'entente et ses partenaires industriels des développements d'importance susceptibles de les influencer ou de modifier leurs pratiques. Elle s'engage aussi à effectuer des activités de transfert technologique envers ses partenaires industriels et à contribuer à la formation du personnel des partenaires à l'entente et de ses partenaires industriels. La Chaire industrielle s'engage enfin à oeuvrer de façon à maximiser les retombées économiques directes et indirectes de ses travaux de recherche sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **6. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DES PARTIES**

Pour la première année de l'entente, les contributions financières des parties prévues pour 2002-2003 seront versées entièrement après la signature de la présente entente, sur la base du programme de recherche initial décrit à l'annexe 2 à la présente entente, sauf en ce qui concerne la contribution de 100 000 \$ du MRN prévue pour l'année 2002-2003 qui pourra être versée en tout ou en partie soit en 2002-2003 ou en 2003-2004. Pour les années subséquentes, les contributions financières des parties seront versées en début d'année financière à la suite d'une recommandation en ce sens du comité de

suivi et du comité d'orientation, après que ceux-ci auront pris connaissance et approuvé le programme des travaux à venir.

## **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

Cette entente aura une durée de 64 mois à compter de sa signature et elle devrait se terminer le ou vers le 31 mars 2008. Celle-ci pourra être reconduite ou renouvelée, selon le vœu des parties, à la suite d'une évaluation de celle-ci selon les dispositions de l'article 8.

## **8. ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent de procéder à une évaluation de l'entente à son expiration.

Cette évaluation portera sur l'atteinte de l'objet et des objectifs de l'entente et sur le fonctionnement de celle-ci. Plus précisément, les parties conviennent d'examiner l'évolution des activités de recherches en matière d'aménagement forestier durable dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, tant en ce qui concerne les sujets de ces recherches que leur ampleur et leurs retombées pour la région et pour le Québec. Ils conviennent également d'examiner le positionnement de la Chaire industrielle comme leader au niveau québécois et canadien dans le domaine de la recherche en aménagement forestier durable, de même que les activités de transfert technologique effectuées par la Chaire industrielle et l'évolution des méthodes en aménagement de même que leur impact sur la productivité et l'usage diversifié des forêts ainsi que la biodiversité. L'évaluation portera enfin sur la qualité des relations entre les parties et leur contribution respective aux objets et objectifs de l'entente, de même que sur la qualité des partenariats dont celui avec les industriels du secteur.

## **9. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

La présente entente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'y associer, de même qu'à l'augmentation ou la prolongation des engagements financiers des signataires. L'association de ces partenaires, de même que l'augmentation ou la prolongation des engagements des signataires, pourront se faire par l'entremise d'addenda annexés à la présente entente.

## **10. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

**Pour le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue :**

Guy Lemire  
Directeur général  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour l'UQAT :**

Johanne Jean  
Vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche  
445, boul. de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4

**Pour l'UQAM :**

Daniel Coderre  
Vice-recteur associé à la recherche et à la création  
Casier postal 8888, succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8

**Pour le MRN-Forêts :**

André W. Paul  
Directeur régional  
70, boulevard Québec, local 100  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

**Pour le MFER :**

Claude Phaneuf  
Agent de liaison  
1150, chemin St-Louis,  
Sillery (Québec) G1S 4Y9

**Pour le Ministère des Régions :**

Luc Dupuis  
Sous-ministre adjoint par intérim  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour la Chaire industrielle :**

Yves Bergeron  
Titulaire de la Chaire industrielle  
445, boul. de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4

## **11. DÉCLARATIONS**

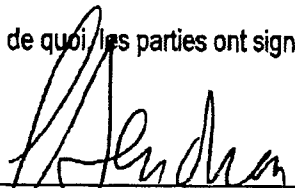
Le MREG déclare que la présente entente est conforme à la Politique de soutien au développement local et régional, de même qu'à l'entente cadre de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2000-2005.

Le CRDAT déclare que la présente entente est conforme au Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 1999-2003.

Le MFER déclare que la présente entente est conforme à la Politique québécoise de la science et de l'innovation.

## 12. SIGNATURES

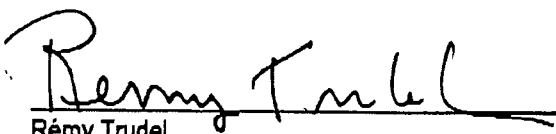
En foi de quoi les parties ont signé les présentes :

  
 François Gendron  
 Ministre des Ressources naturelles

13/12/2002  
 Date

  
 Pauline Marois  
 Vice-première ministre  
 Ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche

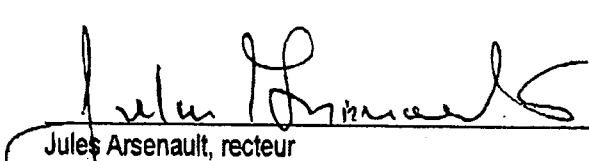
18/12/02  
 Date

  
 Rémy Trudel  
 Ministre d'État à la Population, aux Régions et  
 aux Affaires autochtones  
 Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

20/12/2002  
 Date

  
 Diane F. Raymond, présidente  
 Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue

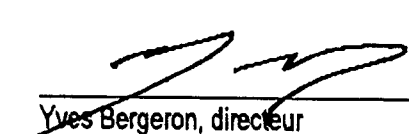
27-01-2003  
 Date

  
 Jules Arsenault, recteur  
 Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

03-01-27  
 Date

  
 Roch Denis, recteur  
 Université du Québec à Montréal

05-02-03  
 Date

  
 Yves Bergeron, directeur  
 Chaire industrielle

27-02-2003  
 Date



# ANNEXE I

## SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES PRÉVUES AU FONDS DE RECHERCHE EN AMÉNAGEMENT FORESTIER DURABLE (en 000 \$)

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Total
MRN	767,0	767,0	767,0	767,0	767,0		3 835,0
CRDAT	-	75,0	75,0	75,0	75,0	75,0	375,0
MFER	90,0	140,0	-	-	-	-	230,0
UQAT	140,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	1 190,0
UQAM	83,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	583,0
CRSNG	313,0	125,0	125,0	125,0	125,0	125,0	938,0
IRS-DEC	407,0	407,0	407,0	407,0	-	-	1 628,0
Industrie	-	200,0	150,0	150,0	125,0	125,0	750,0
Total	1 800,0	2 024,0	1 834,0	1 834,0	1 402,0	635,0	9 529,0

## **ANNEXE II**

### **PROGRAMME DE RECHERCHE POUR L'ANNÉE 2002-2003**

#### **AXE I : Dynamique de la forêt boréale et historique des perturbations naturelles**

1. Régimes de perturbations et dynamique naturelle pour l'ouest du Québec et le nord-est Ontarien.
2. Développement de stratégies d'aménagement et de pratiques sylvicoles durables adaptées aux écosystèmes forestiers nordiques de l'Ouest du Québec.
3. Développement de stratégies d'aménagement durable adaptées aux écosystèmes forestiers de la Côte-Nord.
4. Développement d'approches sylvicoles inspirées des perturbations naturelles pour une foresterie écologique dans les forêts mixtes à feuillus intolérants.
5. Rôle des épidémies de la livrée des forêts dans la dynamique de la forêt boréale mixte.
6. Contraintes à la régénération après feu en forêt boréale nordique.
7. Régénération après feu de l'épinette noire : mieux comprendre, mieux prédire et mieux intervenir.
8. Perte de croissance et mortalité chez le peuplier faux-tremble associées aux défoliations par la livrée des forêts en Abitibi-Témiscamingue.

#### **AXE II : Les facteurs clés nécessaires au maintien de la biodiversité en forêt boréale**

1. Stratégies de récupération dans les brûlis récents et maintien de la biodiversité en forêt nordique.
2. Stratégies de maintien de la diversité biologique en pessière à mousses : l'optimisation de la répartition spatiale des habitats résiduels dans les aires de récolte.
3. Analyse de la qualité de l'habitat pour l'alimentation du Caribou forestier (*Rangifer tarandus*) en fonction de la structure d'âge des mosaïques forestières en zone de pessière à mousses en Abitibi, Québec.
4. Interactions entre la biodiversité du sol et la biodiversité de la végétation : arguments pour maintenir les communautés mixtes en forêt boréale.
5. Prescription d'aménagement des arbres d'intérêt pour la faune en forêt boréale aménagée.
6. Évaluation spatio-temporelle de la mosaïque forestière pour la martre d'Amérique dans la pessière noire nordique de l'Ouest.

#### **AXE III : Productivité forestière et résilience des écosystèmes**

1. Productivité et résilience après perturbations naturelles et anthropiques.
2. Incidence de l'aménagement du sol sur le maintien de la fertilité et sur l'optimisation de la productivité forestière en forêt boréale.
3. Développement d'indicateurs précoces de productivité forestière: une analyse rétrospective des aires de régénération issues des pratiques sylvicoles en usage dans la région de l'Abitibi.
4. Influence des stratégies sylvicoles sur le cycle du carbone dans la pessière à mousses.
5. Perturbation du sol pour lutter contre la paludification et maintenir la productivité des pessières.

## **AXE IV : Développement et évaluation de nouvelles approches sylvicoles**

### ***Volet ligniculture***

1. Établissement et performance de plantations pures et mixtes épinettes-peupliers dans la région de l'Abitibi.
2. Propagation in vitro du pin gris.
3. Délimitation des zones d'amélioration et de déplacement des semences pour le pin gris au Québec à l'aide du polymorphisme de l'ADN.
4. Performance et établissement de plantations de pin gris à partir de matériel génétiquement modifié.
5. Fertilisation par pied d'arbre de plantations de peuplier hybride.

### ***Volet sylviculture***

1. Projet-pilote sur l'application de la triade dans les cantons Hébecourt et Roquemaure en Abitibi-Ouest.
2. Effets des perturbations naturelles et des coupes partielles sur la structure clonale du tremble dans la ceinture d'argile, Québec.
3. Élaboration d'une approche sylvicole écosystémique pour la forêt boréale mixte.
4. Développement des éclaircies commerciales des peuplements mixtes composés de pin gris et d'épinette noire en Abitibi.
5. Évaluation des éclaircies commerciales en Abitibi.
6. Modélisation des facteurs biologiques et sylvicoles qui affectent la croissance et la survie de la régénération préétablie et la dynamique de la forêt boréale mixte de l'Abitibi.
7. Évaluation forestière et écologique de la coupe partielle comme traitement sylvicole pour la forêt boréale de la ceinture d'argile.
8. Réponse des peuplements de pin gris et d'épinette noire soumis à différents régimes d'éclaircie commerciale et de fertilisation.
9. Remise en production des sites riches mal régénérés à l'aide du Bull Hog: impacts sur la dynamique de la végétation compétitive et de l'azote.
10. Essais de coupes partielles dans des peuplements mixtes composés de peuplier faux-tremble et d'épinette blanche.
11. Modalités de récolte visant à limiter le phénomène d'enfeuillement après coupe.
12. Sylviculture de l'épinette blanche et du tremble dans les peuplements mélangés.
13. Expérimentation d'approches sylvicoles écosystémiques dans le secteur Skipie, Témiscamingue Nord.
14. Évaluation d'approches sylvicoles intégrées visant à limiter l'expansion du peuplier dans les forêts résineuses de la municipalité de la Baie James et du nord de l'Abitibi.
15. Deuxième éclaircie commerciale dans un peuplement de pin gris.
16. Premier remesurage d'un peuplement de pin gris éclairci en 1996 et fertilisé en 1999.
17. Recherche de peuplements mixtes composés de pin gris et d'épinette noire devant faire l'objet d'essais de coupes d'éclaircies commerciales.
18. Seconde éclaircie commerciale des pessières noires sur argile de l'Abitibi : effets de la coupe partielle et du scarifiage sur la régénération.
19. Aménagement écosystémique dans la sapinière à bouleau jaune : Essais sylvicoles et études rétrospectives dans le Témiscamingue Nord.

## **AXE V: Développement et expérimentation de stratégies d'aménagement durable des forêts**

1. Implantation d'une stratégie d'aménagement forestier s'inspirant de la dynamique des perturbations naturelles pour la région nord de l'Abitibi.
2. Développement d'une approche intégrée pour la prise de décision dans un cadre de gestion durable des forêts.
3. Développement d'un scénario d'aménagement écosystémique qui intègre les modes d'occupation du territoire par les autochtones.
4. Identification de critères socio-économiques de la gestion durable des forêts: une démarche de recherche action à la Forêt d'enseignement et de recherche du lac Duparquet.
5. Implantation d'un système d'aide à la décision pour la gestion des épidémies de la tordeuse des bourgeons de l'épinette à la forêt du lac Duparquet.
6. Développement d'une approche d'aménagement écosystémique pour la forêt feuillue du Témiscamingue.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR LA DIVERSIFICATION PROFESSIONNELLE  
DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE NORD-CÔTIÈRE**

**D'UNE PART**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI, Madame Agnès Maltais, pour et au nom du**  
gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Emploi-Québec** »

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET MINISTRE DE L'ÉDUCATION, Monsieur Sylvain**  
**Simard, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné « **Ministère de l'Éducation** »,

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES**  
**AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS, Monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du**  
gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **Ministère des Régions** »,

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD, Monsieur Michel**  
**Létourneau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné le « **Ministre responsable de la région** »,

**ET**

**D'AUTRE PART**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE-NORD, corporation légalement**  
constituée, ici représentée par **Monsieur Robin P. Bélanger, président, dûment autorisé en**  
vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désigné le « **CRDCN** »,

**ET**

**LE FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD, corporation légalement constituée, ici représentée par**  
**Monsieur Thomas Gravel, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil**  
d'administration,

ci-après désignée **Forum Jeunesse Côte-Nord,**

ET

**L'ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA CÔTE-NORD**, ici représentée par **Monsieur Rodrigue Vigneault, président**, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désignée **l'Association des commissions scolaires de la Côte-Nord**,

ET

**LE CÉGEP DE BAIE-COMEAU**, corporation légalement constituée, ici représentée par **Monsieur Jacques Tremblay, président**, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désignée **Cégep de Baie-Comeau**,

ET

**LE CÉGEP DE SEPT-ILES**, corporation légalement constituée, ici représentée par **Monsieur Bill Noël, président**, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désignée **Cégep de Sept-Iles**,

ET

**LE CENTRE ÉMERSION**, corporation légalement constituée, ici représenté par **Madame Viviane Richard, présidente**, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désignée **Centre Émersion**,

## PRÉAMBULE

*« Après avoir prouvé à leurs parents, à leurs professeurs, à leurs collègues de classe, à leur entourage et à elles-mêmes qu'elles avaient le physique de l'emploi, ces diplômées d'un secteur non traditionnel doivent encore faire leurs preuves auprès d'un employeur et de collègues de travail masculins : de l'entrevue de sélection à l'accueil dans l'emploi et l'équipement de travail, elles doivent s'adapter à des formules et à des modes d'organisation qui ont été conçus par et pour des hommes... » Léa Cousineau*

En mars 2002, les résultats de l'enquête réalisée par Emploi-Québec, l'Association des Commissions scolaires de la Côte-Nord et Développement des ressources humaines Canada, portant sur l'érosion de la main-d'œuvre dans la région, indique que 2 200 emplois seront disponibles d'ici l'an 2004. Les données recueillies permettent d'affirmer que 90 % de ces emplois sont concentrés dans des domaines non-traditionnels, c'est-à-dire où l'on retrouve moins de 33 % de femmes. En effet, l'étude spécifie que dans l'industrie primaire, très importante dans la région, la proportion de travailleurs spécialisés, admissibles à la retraite, sera de 30 % d'ici 7 ans. Des disciplines seront très en demande d'ici trois ans notamment, mécanique industrielle, conduite d'engin de chantier et camions lourds, technique en génie électrique et électrotechnique, charpentier-menuisier, soudure et soudage-assemblage de même que maintenance industrielle.

Soulignons que, sur le plan national, le gouvernement québécois a fait de la diversification professionnelle des filles et des femmes une priorité dans la stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine, adoptée par Emploi-Québec.

Il importe de former adéquatement cette future main-d'œuvre nord-côtière afin de répondre aux besoins criants du marché du travail si l'on veut atténuer les effets de cette pénurie. Les acteurs du développement de la main-d'œuvre de la région ont démontré leur volonté de s'engager dans cette voie, entre autres par une entente spécifique destinée à contrer le décrochage scolaire. Des mesures concrètes pourront être initiées dans le but d'attirer la clientèle des jeunes décrocheurs vers les métiers spécialisés qui seront en pénurie. Le fait d'attirer l'attention des jeunes filles et des femmes dans les secteurs d'avenir constitue un autre moyen efficace de répondre aux problématiques d'érosion de la main-d'œuvre et d'exode des jeunes vers les régions urbaines.

Sur la Côte-Nord, on retrouve 12 secteurs de formation de niveau secondaire professionnel. Parmi ces secteurs, huit peuvent être considérés comme non-traditionnels. En observant les données de placement au 31 mars 2000, on constate que les filles représentent à peine 4 % du nombre total des diplômés et qu'on les retrouve dans seulement 3 de ces secteurs.

Selon les données du dernier recensement, les femmes sont encore concentrées à plus de 80 % dans six champs professionnels soit : la santé et les services sociaux, l'éducation, les soins esthétiques, l'administration, le commerce, le secrétariat, l'hôtellerie et la restauration. Leur revenu moyen accuse un net retard par rapport à celui des hommes. Tandis que les hommes qui travaillent à plein temps gagnent 33 552 \$ annuellement, les femmes doivent composer avec un revenu annuel de 17 486 \$.

Grâce aux efforts concertés de plusieurs entreprises, organismes et institutions de la région, l'intégration des femmes dans les emplois non-traditionnels connaît une progression constante depuis la fin des années 80. Des initiatives ont contribué à attirer un plus grand nombre de femmes vers des secteurs d'emploi offrant de bonnes perspectives d'avenir, comme :

- La signature d'ententes tripartites (employeurs, syndicats et le Centre Émersion) visant l'embauche de femmes à Hydro-Québec et à la Société Canadienne de Métaux Reynolds au début des années 90;
- La mise en place du comité Bélouga en 1994;
- Le Forum nord-côtier sur les emplois non-traditionnels tenu à Sept-Iles en 1998;
- Le projet « En Avant Toutes! »;
- L'initiative « Chapeau les filles ! ».

Bien que les initiatives mentionnées plus haut soient remarquables, elles demeurent sporadiques et souvent de trop courte durée pour avoir des retombées durables en ce qui regarde les choix professionnels des filles et des femmes. D'autres interventions doivent être mises de l'avant pour qu'elles puissent profiter des emplois qui seront laissés vacants par le phénomène de l'érosion de la main-d'œuvre.

## CONSIDÉRATIONS

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la Politique de soutien au développement local et régional et conséquemment qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires;

**CONSIDÉRANT QUE** les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale ;

**CONSIDÉRANT QUE** la politique gouvernementale en matière de développement régional prévoit que la mise en œuvre des choix stratégiques de l'entente cadre relève, au plan gouvernemental, des ministères sectoriels concernés, par le biais de la conclusion d'ententes spécifiques ;

**CONSIDÉRANT QU'**un décret gouvernemental reconnaît le Conseil régional de développement de la Côte-Nord (CRDCN) comme étant l'instance de concertation régionale représentative à titre d'interlocuteur du gouvernement du Québec en matière de développement régional et qu'il est mandaté pour signer les ententes spécifiques;

**CONSIDÉRANT QU'**une Entente cadre de développement de la région de la Côte-Nord a été signée entre le CRDCN et le gouvernement du Québec le 16 juin 2000 et que cette entente, d'une durée de cinq ans, reconnaît les axes et priorités de développement auxquels les parties conviennent de s'associer au regard du développement de la région de la Côte-Nord;

**CONSIDÉRANT QU'**un contrat de collaboration est intervenu entre le CRDCN et le gouvernement du Québec, représenté par le ministre des Régions, précisant les liens, relations et obligations qui les unissent;

**CONSIDÉRANT QUE** la « Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine » cible la diversification des choix professionnels des femmes vers les métiers non-traditionnels;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil régional des partenaires du marché du travail dans le Plan d'action régional d'Emploi-Québec accorde une attention particulière à la main-d'œuvre féminine;

**CONSIDÉRANT QUE** la Côte-Nord est une région ressource et que, selon l'enquête sur l'érosion de la main-d'œuvre, les métiers qui offrent des perspectives d'emploi favorables sont dans des secteurs où les emplois sont majoritairement occupés par les hommes;

**CONSIDÉRANT QUE** l'un des enjeux de l'Entente cadre de développement de la région de la Côte-Nord 2000-2005, consiste à bâtir une Côte-Nord solidaire et à lutter contre l'exclusion économique et sociale;

**CONSIDÉRANT QUE** l'un des éléments du Plan d'action de l'Entente cadre de développement 2000-2003 vise à faciliter l'intégration des femmes qui vivent des contraintes supplémentaires notamment en terme de diversification professionnelle;

**CONSIDÉRANT QUE** le comité régional « *En avant toutes* » composé d'organismes qui ont développé des interventions en matière d'intégration de la main-d'œuvre féminine sur le marché du travail est reconnu par Emploi-Québec pour la qualité des interventions réalisées dans le secteur des métiers non-traditionnels.



## I CONSÉQUENCE :

### LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIV :

#### DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens ci-après défini :

« **CRDCN** » : le Conseil régional de développement de la Côte-Nord reconnu à titre de conseil régional par le gouvernement du Québec en vertu du décret 1450-92, du 30 septembre 1992.

« **Entente cadre de développement** » : entente signée entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de la Côte-Nord le 16 juin 2000, visant à reconnaître les axes, les priorités de développement et les objectifs d'intervention à privilégier pour la région pour une période de 5 ans.

« **MREG** » : ministère des Régions;

« **MEQ** » : ministère de l'Éducation;

« **Emploi-Québec** » : ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

« **ACSCN** » : Association des commissions scolaires de la Côte-Nord

Comité régional « *En avant toutes* » : Réseau régional des organismes spécialisés à l'intégration de la main-d'œuvre féminine dans des emplois non-traditionnels.

---

## 1. OBJETS ET BUTS DE L'ENTENTE

### 1.1 Objets de l'entente

La présente entente a pour objets de :

- Définir une stratégie régionale spécifique d'intervention destinée à supporter la mise en place et l'harmonisation de mesures reliées aux priorités régionales définies pour encourager la diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine vers des secteurs d'emplois non-traditionnels;
- Définir les engagements des partenaires en vue de soutenir la réalisation de la stratégie régionale et harmoniser la concertation des actions à mener au plan local et régional en vue de la diversification de la main-d'œuvre nord-côtière;
- Soutenir la mise en place et la réalisation des activités du comité régional « **En avant toutes** » chargé de l'application de l'entente.

### 1.2 Buts de l'entente

La présente entente permettra d'atteindre les buts suivants :

- Sensibiliser et promouvoir la diversification professionnelle auprès de la population nord-côtière et de la future main-d'œuvre féminine en processus de choix de carrière particulièrement dans les métiers spécialisés et techniques en pénurie ou ceux reliés aux secteurs d'activités qui caractérisent chacune des MRC;
- Pour chacun des territoires de MRC de la région, définir le portrait de la situation en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine dans les emplois non-traditionnels afin de mettre en œuvre les moyens d'interventions appropriés et d'harmoniser l'action locale et régionale;

- Faciliter l'intégration en emploi de la main-d'œuvre féminine qui chemine dans les disciplines des métiers non-traditionnels par le support aux employeurs en complémentarité avec les services offerts dans les Centres locaux d'emploi;
- Favoriser le maintien en emploi de la main-d'œuvre féminine nord-côtière oeuvrant dans les métiers non-traditionnels notamment, par la mise en place d'un réseau d'échange et de support pour celles qui occupent des emplois non-traditionnels.

## 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 2.1 Engagements d'Emploi-Québec

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, Emploi-Québec s'engage à :

- Sous réserve de la disponibilité des crédits et de l'évaluation, ainsi que dans le respect de ses programmes et politiques, soutenir financièrement la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'oeuvre féminine en affectant une somme de 230 000 \$ pour la durée de l'entente à verser au Centre Émersion.
- Mettre à la disposition du comité régional « *En avant toutes* » l'expertise dont il dispose et identifier une personne-ressource qui en fera partie;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

### 2.2 Engagements du ministère de l'Éducation

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le ministère de l'Éducation du Québec s'engage à :

- Sous réserve de la disponibilité des crédits et dans le respect du programme, poursuivre l'initiative « *Chapeau les filles* » à la disposition des commissions scolaires et des collèges de la Côte-Nord;
- Rendre disponibles aux partenaires de l'entente les données relatives aux inscriptions et au placement régional des finissants selon l'analyse différenciée selon les sexes, par territoire de MRC;
- Mettre à la disposition du comité régional « *En avant toutes* » l'expertise dont il dispose en vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine et identifier une personne-ressource qui en fera partie;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

### 2.3 Engagements du ministère des Régions (MREG)

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le MREG s'engage à :

- Réserver dans le cadre du volet « ententes spécifiques » du FDR, une somme de 150 000 \$ en vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine. Par conséquent, donner suite à la volonté du CRDCN de contribuer financièrement à l'entente et verser cette somme au Centre Émersion sur recommandation du CRDCN selon l'échéancier prévu à l'article 2.9 de la présente entente.

- Mettre à la disposition du comité régional « **En avant toutes** » l'expertise dont il dispose;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

#### 2.4 Engagements du Forum jeunesse Côte-Nord

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le Forum jeunesse Côte-Nord s'engage à :

- Mettre à la disposition du comité régional « **En avant toutes** » l'expertise dont il dispose en vue de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine, conformément à l'application des mesures et programmes existants et identifier une personne-ressource qui en fera partie. Il s'agit d'appuyer les actions de sensibilisation et de promotion de la diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine nord-côtière auprès du réseau des partenaires du Forum jeunesse Côte-Nord;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

#### 2.5 Engagements du Centre Émersion

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le Centre Émersion s'engage à :

- Assumer la présidence et le secrétariat du comité régional « **En avant toutes** » et mettre à la disposition de celui-ci l'expertise dont il dispose afin de soutenir l'élaboration de la stratégie régionale spécifique d'intervention ainsi que la coordination et la réalisation du plan d'action spécifique à chaque territoire;
- Assurer la gestion administrative des mesures reliées aux priorités régionales définies à la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine;
- Offrir les sessions de formation et de sensibilisation pour l'intégration de la main-d'œuvre féminine dans les secteurs d'emplois non-traditionnels aux employeurs de la région et aux intervenants spécifiquement concernés par l'intégration de la main-d'œuvre féminine dans les métiers non-traditionnels;
- Apporter un soutien technique à la réalisation d'activités de concertation et de communication en lien avec la présente entente;
- Aux échéances prévues ci-dessous, élaborer et déposer aux signataires de l'entente les documents suivants :
  - a) Suite à la signature de l'entente, transmettre aux signataires, au plus tard dans les soixante (60) jours, un plan d'action comprenant des indicateurs de résultats et le budget y afférent couvrant une période de douze mois afin de recevoir les subventions de l'année financière 2003-2004;
  - b) La situation budgétaire 2003-2004, le bilan des activités 2003-2004, et le plan d'action 2004-2005 afin d'obtenir les subventions de l'année financière 2004-2005;
  - c) La situation budgétaire 2004-2005, le bilan des activités 2004-2005, et le plan d'action 2005-2006 afin d'obtenir les subventions de l'année financière 2005-2006;
  - d) La situation budgétaire 2005-2006, le bilan des activités 2005-2006, et le rapport final couvrant les trois années de l'entente afin d'obtenir le solde des subventions prévues dans l'année financière 2005-2006;

- Au terme de l'entente spécifique, déposer au comité régional « **En avant toutes** » un rapport final présentant le bilan des réalisations des trois années de celui-ci et l'analyse des résultats obtenus;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

## 2.6 Engagements de l'Association des commissions scolaires de la Côte-Nord (ACSCN)

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, l'ACSCN s'engage à :

- En vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine, nommer dans chaque commission scolaire, une personne responsable du dossier de la diversification professionnelle dans le but de soutenir le personnel enseignant et professionnel, d'animer le milieu scolaire et d'évaluer les résultats des actions privilégiées en partenariat avec le comité régional « **En avant toutes** »;
- Par l'intermédiaire du comité régional « **En avant toutes** », offrir aux différents intervenants impliqués dans le choix professionnel des jeunes une formation visant à les sensibiliser avec le contexte d'intégration de cette clientèle spécifique aux emplois non-traditionnels;
- Accueillir dans les écoles une personne chargée de faire connaître les occupations et le potentiel d'embauche dans les métiers spécialisés et le secteur des sciences et de la technologie dans le cadre d'une campagne de sensibilisation s'adressant aux jeunes de niveau primaire et secondaire;
- Établir un mécanisme d'intégration au marché de l'emploi des jeunes filles et des femmes ayant terminé une formation non traditionnelle en les référant au comité régional « **En avant toutes** » afin de renforcer les interventions avec les centres de formation professionnelle en matière d'intégration au marché du travail;
- Mettre à la disposition du comité régional « **En avant toutes** » l'expertise dont elle dispose et identifier une personne-ressource qui en fera partie;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

## 2.7 Engagements du Cégep de Baie-Comeau

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le Cégep de Baie-Comeau s'engage à :

- En vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine, nommer une personne responsable du dossier de la diversification professionnelle dans le but de soutenir le personnel enseignant et professionnel, d'animer le milieu scolaire et d'évaluer les résultats des actions privilégiées en partenariat avec le comité régional « **En avant toutes** »;
- Par l'intermédiaire du comité régional « **En avant toutes** », offrir aux différents intervenants impliqués dans le choix professionnel des jeunes une formation visant à les sensibiliser à l'accès aux emplois non-traditionnels;
- Établir un mécanisme d'intégration au marché de l'emploi des filles et des femmes ayant terminé une formation non traditionnelle en les référant au comité régional « **En avant toutes** »;

- Mettre à la disposition du comité régional « **En avant toutes** » l'expertise dont il dispose et identifier une personne-ressource qui en fera partie;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

## 2.8 Engagements du Cégep de Sept-Îles

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le Cégep de Sept-Îles s'engage à :

- En vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine, nommer une personne responsable du dossier de la diversification professionnelle dans le but de soutenir le personnel enseignant et professionnel, d'animer le milieu scolaire et d'évaluer les résultats des actions privilégiées en partenariat avec le comité régional « **En avant toutes** »;
- Par l'intermédiaire du comité régional « **En avant toutes** », offrir aux différents intervenants impliqués dans le choix professionnel des jeunes une formation visant à les sensibiliser à l'accès aux emplois non-traditionnels;
- Établir un mécanisme d'intégration au marché de l'emploi des filles et des femmes ayant terminé une formation non traditionnelle en les référant au comité régional « **En avant toutes** »;
- Mettre à la disposition du comité régional « **En avant toutes** » l'expertise dont il dispose et identifier une personne-ressource qui en fera partie;
- Désigner un représentant ou une représentante au comité d'évaluation de l'entente spécifique.

## 2.9 Engagements du Conseil régional de développement de la Côte-Nord (CRDCN)

Pour collaborer à l'atteinte des objectifs de la présente entente spécifique, le CRDCN s'engage à :

- Affecter à même son Fonds dévolu aux ententes spécifiques une somme maximale de 150 000 \$ en vue de la réalisation de la stratégie régionale d'intervention spécifique en matière de diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine;
- Suite à l'évaluation annuelle de l'entente et à la réalisation des attentes signifiées par le CRD, recommander au MREG d'effectuer le versement au Centre Émersion des sommes réservées à cette fin selon l'échéancier suivant :
  - a) Une première tranche de subvention au montant de 25 000 \$ sera versée à la signature de la présente entente;
  - b) Une deuxième tranche de subvention au montant de 50 000 \$ sera versée suite au dépôt du plan d'action 2003-2004;
  - c) Une troisième tranche de subvention au montant de 45 000 \$ sera versée au cours de l'exercice financier 2004-2005 suite à l'acceptation de la situation budgétaire 2003-2004, le bilan des activités 2003-2004, et le plan d'action 2004-2005;
  - d) Une quatrième tranche de subvention au montant de 28 000 \$ sera versée au cours de l'exercice financier 2005-2006 suite au dépôt et à l'acceptation de la situation budgétaire 2004-2005, le bilan des activités 2004-2005, et le plan d'action 2005-2006;

- e) Une cinquième et dernière tranche de subvention au montant de 2 000 \$ sera versée suite à l'acceptation de la situation budgétaire 2005-2006, le bilan des activités 2005-2006, et le dépôt du rapport final.
- Soutenir la promotion et la mise en place d'un réseau régional d'échange et de support entre les femmes qui occupent des emplois non-traditionnels dans la région;
- Apporter un soutien technique à la réalisation d'activités de concertation et de communication en lien avec la présente entente;
- Assumer la présidence du comité d'évaluation annuelle de l'entente;

### **3. ENGAGEMENTS CONJOINTS DES PARTIES**

#### **3.1 Soutenir la mise en place et les activités du comité régional « En avant toutes »**

##### **Composition du comité**

- Sont membres du comité régional « En avant toutes », les partenaires signataires de l'entente ainsi que les organismes suivants : Centre de Femmes aux 4 Vents pour les MRC de Sept-Rivières et Caniapiscau, Centre Le Volet des femmes d'Aganish pour la MRC Minganie, Centre de Femmes de Forestville et l'Alliance des femmes de Sacré-Cœur pour la MRC de La Haute-Côte-Nord. Pour la Basse-Côte-Nord, des ententes sont à prévoir.

##### **Mandats du comité**

- Définir une stratégie régionale spécifique d'intervention destinée à supporter la mise en place et l'harmonisation de mesures reliées aux priorités régionales définies pour encourager la diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine vers des secteurs d'emplois non-traditionnels;
- Établir et réaliser un plan d'action régional et des actions spécifiques à un territoire en vue de promouvoir les métiers spécialisés et techniques en région et de favoriser la diversification professionnelle de la main-d'œuvre féminine nord-côtière;
- Définir la problématique de chacun des territoires de MRC concernant l'intégration de la main-d'œuvre féminine dans les emplois non-traditionnels et mettre en œuvre les moyens d'interventions appropriés dans chacune des sous-régions;
- Faire la promotion de la main-d'œuvre féminine désirant intégrer un métier non traditionnel auprès des employeurs à la recherche de celle-ci en complémentarité avec les services de placement des Centres locaux d'emploi;
- Préparer les employeurs de la région à accueillir du personnel féminin dans des métiers traditionnellement occupés par des hommes;
- Favoriser le maintien en emploi de l'ensemble de la main-d'œuvre féminine oeuvrant dans des secteurs non-traditionnels dans la région, notamment par la mise en place d'un réseau d'échange et de support pour celles qui occupent des emplois non-traditionnels et les employeurs de la région qui les ont recrutées;
- Prendre les décisions relatives à la disposition de l'enveloppe financière dont disposera la stratégie d'intervention spécifique créée en vertu de la présente entente.

### **3.2 Visibilité**

Le comité régional « **En avant toutes** » doit proposer au ministre des Régions, à la ministre déléguée à l'Emploi, au ministre de l'Éducation et au ministre responsable de la région Côte-Nord, tout projet d'annonce publique relié à l'entente afin qu'ils puissent s'associer à une telle démarche s'ils le jugent opportun.

## **4. MODALITÉS D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

- 4.1 Les parties conviennent d'évaluer annuellement l'entente et à cette fin, de mettre en place un comité d'évaluation. Le comité est composé d'un représentant de chacune des parties à la présente entente. La présidence du comité est assumée par le CRD de la Côte-Nord.
- 4.2 Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la signature de la présente entente, les parties s'entendront sur un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente.

## **5. MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

La présente entente n'engage en rien les parties à verser tout montant additionnel qui pourrait s'avérer nécessaire à la poursuite des travaux reliés à l'entente;

- 5.1 Aucune partie ne peut, sans le consentement préalable écrit des autres parties, céder ou transférer ses droits et obligations en vertu de la présente entente;
- 5.2 Les parties conviennent que cette entente sera, le cas échéant, harmonisée de façon à prendre en compte toute nouvelle mesure et toute politique que le gouvernement pourrait décréter. Pour toute autre modification, le consentement des parties est nécessaire;
- 5.3 Tout projet de modification proposé par l'une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières doivent transmettre leur réponse dans un délai de trente (30) jours.
- 5.4 Les parties à la présente entente conviennent que le comité régional devra permettre au Vérificateur général du Québec de vérifier ses activités et lui permettre de prendre connaissance des informations que celui-ci jugera nécessaires.
- 5.5 Les parties se réservent le droit de résilier en tout ou en partie la présente entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit. Si le défaut est maintenu, cette résiliation prend effet trente (30) jours après réception d'un avis écrit de défaut.

## **6. DURÉE**

- 6.1 La présente entente sera effective à partir de la date de sa signature, et elle continue de lier les parties pour une période de 3 ans. L'entente n'est pas sujette à une reconduction tacite.
- 6.2 À la fin de la présente entente, si les fonds ne sont pas totalement utilisés, les parties décideront de poursuivre l'entente jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe financière.

## **7. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télégramme, courriel, télécopieur, télex, messenger ou par poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

### **Pour le MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE - EMPLOI-QUÉBEC**

À l'attention de:      Monsieur Réginald Caron  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
550, boul. Blanche  
Baie-Comeau (Québec) G5C 2B3

### **Pour le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

À l'attention de:      Madame Lucy DeMendonça  
Directrice régionale  
Ministère de l'Éducation  
106, rue Napoléon, bureau 201  
Sept-Îles (Québec) G4R 3L7

### **Pour le MINISTÈRE DES RÉGIONS**

À l'attention de:      Monsieur Yvon Forest  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
625, boul. Laflèche, RC.711  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

### **Pour le CENTRE ÉMERSION**

À l'attention de:      Madame Viviane Richard  
Présidente  
Centre Émersion  
22, Place LaSalle  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K3

### **Pour le FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD**

À l'attention de:      Monsieur Thomas Gravel  
Président  
Forum jeunesse Côte-Nord  
625, boulevard Laflèche, bureau 204  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

### **Pour le CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE-NORD**

À l'attention de:      Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conseil régional de développement de la Côte-Nord  
625, boul. Laflèche, bureau 204  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5



Pour l'ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA CÔTE-NORD

À l'attention de: Monsieur Rodrigue Vigneault  
Président  
Commission scolaire du FER  
30, rue Comeau  
Sept-Îles (Québec) G4R 2N2

Pour le CÉGEP DE BAIE-COMEAU

À l'attention de: Monsieur Roger Lapointe  
Directeur  
CÉGEP de Baie-Comeau  
537, boul. Blanche  
Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2

Pour le CÉGEP DE SEPT-ÎLES

À l'attention de: Monsieur Christian Gagnon  
Directeur  
CÉGEP de Sept-Îles  
175, rue de la Vérendrye  
Sept-Îles (Québec) G4R 5B7

8. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'entente.

En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

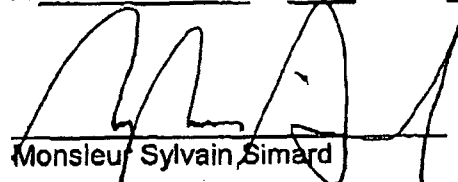
PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI

À \_\_\_\_\_ ce 20<sup>e</sup> jour de février 2003.

  
Madame Agnès Maltais

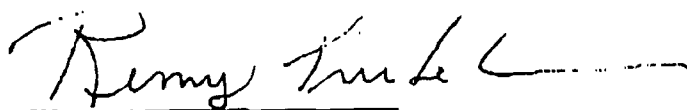
PAR LE MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET MINISTRE DE L'ÉDUCATION

À \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Sylvain Simard

PAR LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

À \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Rémy Trudel

- 14 -


**PAR LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION CÔTE-NORD**

A \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Michel Létourneau

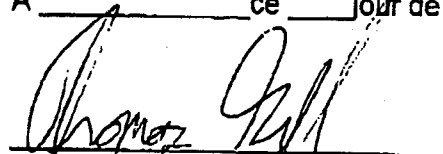
**PAR LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA CÔTE-NORD**

A \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Robin Bélanger  
Président


**PAR LE FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD**

A \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Thomas Gravel  
Président

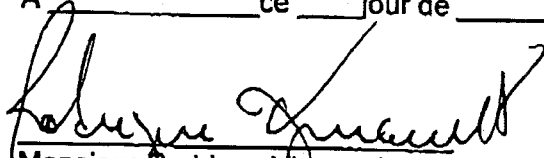
**PAR LE CENTRE ÉMERSION**

A \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Madame Viviane Richard  
Présidente

**PAR L'ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA CÔTE-NORD**

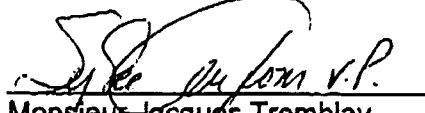
A \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.

  
Monsieur Rodrigue Vigneault  
Président

- 15 -

**PAR LE CÉGEP DE BAIE-COMEAU**

À \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003.



Monsieur Jacques Tremblay  
Président

**PAR LE CÉGEP DE SEPT-ÎLES**

À \_\_\_\_\_ ce 28<sup>e</sup> jour de février 2003.



Monsieur Bill Noël  
Président



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**SUR LA CULTURE ET LES COMMUNICATIONS**  
**DANS LA RÉGION ADMINISTRATIVE DU NORD-DU-QUÉBEC,**  
**SECTEUR BAIE-JAMES**

**ENTRE**

**LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DES  
COMMUNICATIONS DE LA BAIE-JAMES (CCCBJ)**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT  
DE LA BAIE-JAMES (CRDBJ)**

**ET**

**LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX  
COMMUNICATIONS ET MINISTRE DE LA CULTURE  
ET DES COMMUNICATIONS**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET  
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION  
NORD-DU-QUÉBEC**

ENTENTE SPÉCIFIQUE

**ENTRE**      **LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DE LA BAIE-JAMES**, personne morale légalement constituée, sise au 166, boulevard Springer, Chapais (Québec) G0W 1H0, représentée par son président, M. Gilbert Hamel, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 18 février 2003, dont copie conforme est jointe à l'annexe A-1 de la présente,

(ci-après appelé le « CCCBJ »);

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES**, personne morale légalement constituée, sise au 110, boulevard Matagami, C.P. 850, Matagami (Québec) J0Y 2A0, représenté par son président, M. Donald Bubar, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 19 septembre 2002, dont copie conforme est jointe à l'annexe A-2 de la présente,

(ci-après appelé le « CRDBJ »);

**ET**                      **LES PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX :**

**LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS ET MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, M<sup>me</sup> Diane Lemieux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelé « LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ou MCC »);

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**, M. Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelé « LE MINISTRE DES RÉGIONS ou LE MINISTÈRE DES RÉGIONS ou MREG »);

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI**, M<sup>me</sup> Agnès Maltais, dûment autorisée par la loi constitutive du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

(ci-après appelé « EMPLOI-QUÉBEC »);

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION NORD-DU-QUÉBEC**, M. Michel Létourneau, dûment autorisé par le décret 54-2002, confirmant sa nomination et adopté le 30 janvier 2002 par le Conseil des ministres,

(ci-après appelé « LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION NORD-DU-QUÉBEC »);

**LESQUELS DÉCLARENT CE QUI SUIIT :**

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec, le Conseil régional Nord-du-Québec et le Conseil régional de développement de la Radissonie, devenu depuis le Conseil régional de développement de la Baie-James, ont signé le 9 septembre 1997, une entente cadre de développement pour le Nord-du-Québec, volet se rapportant à la Radissonie, ci-après nommé volet se rapportant à la Baie-James, et par laquelle l'État reconnaît les axes et les priorités de développement inscrits au plan stratégique régional.

**ATTENDU QUE** cette entente cadre prévoit la signature d'ententes spécifiques entre des ministères et le CRDBJ, liées principalement aux priorités de développement, aux objectifs d'intervention ou aux actions reconnus par les parties dans le présent volet de l'entente cadre;

**ATTENDU QUE** le CRDBJ a, entre autres, pour mission de concerter le milieu jamésien et d'élaborer des stratégies de développement;

**ATTENDU QUE** le ministère de la Culture et des Communications a, entre autres, pour mission de mettre à contribution la culture et les communications dans la dynamique du développement régional;

**ATTENDU QUE** le ministère des Régions a, entre autres, pour mission de concerter l'action des ministères et organismes gouvernementaux sur le territoire de la Baie-James, dans la région administrative du Nord-du-Québec;

**ATTENDU QUE** le 11 avril 2001, le gouvernement du Québec a adopté la politique de développement du Nord-du-Québec qui sert d'assise aux interventions de l'État dans cette région;

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTENDU QUE** le CRDBJ a mis sur pied la Commission de la culture et des communications de la Baie-James;

**ATTENDU QUE** le CRDBJ et la CCCBJ ont adopté un plan d'action triennal 2002-2005 pour le développement de la culture et des communications à la Baie-James;

**ATTENDU QU'**il est important d'accompagner financièrement la concertation régionale visant la mise en œuvre d'un plan d'action triennal devant mener à des actions et à des projets concrets et de favoriser la planification et le développement dans les secteurs de la culture et des communications;

**ATTENDU QU'**Emploi-Québec a la responsabilité de soumettre annuellement un plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi qui comporte notamment les éléments relatifs à la préparation à l'emploi, l'insertion en emploi, le maintien sur le marché du travail, la stabilisation du niveau de l'emploi, la création d'emplois durables et de qualité en harmonie avec les orientations, les stratégies et les objectifs nationaux, sectoriels et régionaux;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté la politique culturelle du Québec, laquelle préconise, entre autres, une concertation accrue avec les instances régionales;

**ATTENDU QUE** par sa mission, le ministère de la Culture et des Communications est porteur du discours gouvernemental en matière de culture et de communications;

**ATTENDU QUE** les partenaires gouvernementaux reconnaissent le CRDBJ et la Commission de la culture et des communications de la Baie-James comme des partenaires centraux du développement culturel et des communications de la région de la Baie-James;

**ATTENDU QUE** la contribution du Fonds de développement régional (FDR) à l'entente spécifique 2000-2002 a exclusivement servi au financement de projets et non au financement du fonctionnement de la CCCBJ;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique initiale (2000-2002) a eu un bilan positif et que les parties désirent la renouveler.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



**CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT :**

**1. OBJETS DE L'ENTENTE**

- 1.1 Confier à la CCCBJ, en collaboration avec le CRDBJ, la responsabilité de la concertation en matière de culture et de communications sur le territoire de la Baie-James.
- 1.2 Préciser la participation financière des partenaires gouvernementaux et du CRDBJ (*lesquels composent le groupe appelé PARTENAIRES FINANCIERS pour les fins de l'entente*) pour l'accompagnement de la CCCBJ, afin de lui permettre de réaliser la présente entente et plus spécifiquement les activités citées en annexes B et C.

**2. PORTÉE DE L'ENTENTE**

- 2.1 Les parties conviennent que la présente entente est l'expression de leur volonté commune de mettre à contribution la culture et les communications dans le développement social et économique de la Baie-James.
- 2.2 Les parties s'engagent à travailler à la réalisation de projets prioritaires au plan d'action triennal 2002-2005 établi par la CCCBJ.

**3. ACTIONS ET OBJECTIFS D'INTERVENTION**

**Les parties conviennent des actions et des objectifs d'intervention suivants :**

- 3.1 la reconnaissance de la CCCBJ à titre de structure de consultation en ces matières sur le territoire de la Baie-James;
- 3.2 le soutien de la concertation régionale et l'accompagnement du développement de la culture et des communications sur le territoire de la Baie-James;
- 3.3 l'appropriation et l'application par les acteurs locaux et régionaux du plan d'action triennal en matière de culture et de communications.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

#### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

##### 4.1 Engagements de la CCCBJ et du CRDBJ :

###### La CCCBJ s'engage à :

- réaliser les activités que lui confient les PARTENAIRES FINANCIERS, telles que décrites à l'annexe B;
- utiliser les subventions, y compris les intérêts produits par celles-ci, aux seules fins prévues à la présente entente;
- déposer annuellement tous les rapports requis en vertu de l'article 5;
- au trois (3) mois avant la fin de l'entente, rassembler toutes les informations et données pertinentes permettant de compléter le document intitulé *Cadre de référence pour l'évaluation de l'entente* (annexe D), convoquer les parties impliquées et participer activement à l'évaluation finale de l'entente;
- mentionner la contribution des PARTENAIRES FINANCIERS dans ses documents d'information et de publicité destinés au public qui sont reliés directement ou indirectement à l'une des activités soutenues en vertu de la présente entente et ce, en conformité avec le *Programme d'identification visuelle* (PIV) du gouvernement du Québec et celui du CRDBJ.

###### Le CRDBJ s'engage à :

- affecter cent vingt mille dollars (120 000 \$) du FDR volet « ententes spécifiques » à raison de quarante mille dollars (40 000 \$) par année pendant 3 ans;
- recommander au ministère des Régions d'effectuer le versement de la contribution annuelle du FDR à la CCCBJ selon les modalités de l'annexe E;
- poursuivre l'accompagnement de la CCCBJ pour lui permettre de réaliser pleinement ses activités.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

#### 4.2 Engagements du MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Le MCC s'engage à :

- participer à la réalisation des actions et des objectifs d'intervention précisés à l'article 3, sous réserve de ses disponibilités budgétaires et dans le cadre de ses programmes de soutien financier;
- participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total n'excédant pas cent quarante mille dollars (140 000 \$) réparti sur les trois années budgétaires gouvernementales, soit 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, le tout sous réserve de la Loi sur l'Administration financière (L.R.Q., c.A-6.001) et selon les modalités de paiement indiquées à l'annexe E jointe à la présente entente.

#### 4.3 Engagements du MINISTÈRE DES RÉGIONS

Le MINISTÈRE DES RÉGIONS s'engage à :

- informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente;
- participer aux activités prévues à l'entente tel que requis;
- réserver un montant de cent vingt mille dollars (120 000 \$) à même le Fonds de développement régional, volet ententes spécifiques, pour donner suite à la présente entente et le verser, sur recommandation du CRDBJ, à la CCCBJ, le tout sous réserve de la disponibilité des crédits et de la Loi sur l'administration financière. Ce montant sera versé selon les modalités de paiement indiquées à l'annexe E jointe à la présente entente;
- s'assurer que la présente entente ainsi que les activités qui en découlent sont conformes à l'Entente cadre de développement de la région Nord-du-Québec, volet se rapportant à la Baie-James, et respectent les paramètres établis dans la Politique de soutien au développement local et régional, de même que dans la Politique de développement du Nord-du-Québec et sont conformes au cadre normatif du FDR;

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- assurer la coordination interministérielle nécessaire, conjointement avec le ministère de la Culture et des Communications et Emploi-Québec.

#### 4.4 Engagements d'EMPLOI-QUÉBEC

##### EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- participer à la réalisation des objectifs d'intervention précisés à l'article 3, dans le respect de ses mandats et de son plan d'action régional;
- participer aux activités prévues à l'entente;
- participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$) réparti sur les trois années budgétaires gouvernementales, soit 2002-2003 (30 000 \$), 2003-2004 (30 000 \$), 2004-2005 (30 000 \$), le tout sous réserve de la Loi sur l'Administration financière et selon les modalités de paiement indiquées à l'annexe E jointe à la présente entente pour en faire partie intégrante.

#### 5. RAPPORTS

La CCCBJ s'engage à remettre aux PARTENAIRES FINANCIERS, à chaque année visée par la présente entente, au plus tard trois (3) mois suivant la fin de son exercice financier, les documents suivants essentiels au versement de la deuxième tranche de la subvention annuelle et à la réalisation de l'évaluation :

- 5.1 le budget prévisionnel de la prochaine année;
- 5.2 les états financiers du dernier exercice approuvés par le Conseil d'administration;
- 5.3 un bilan détaillé et complet des activités réalisées au cours de la dernière année en regard des objectifs inscrits au plan d'action;
- 5.4 les mises à jour apportées au plan d'action triennal, telles qu'approuvées par le Conseil d'administration et discutées préalablement avec les PARTENAIRES FINANCIERS.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

6. **LE SUIVI DE L'ENTENTE**

Les parties s’entendent pour tenir deux rencontres annuelles, lesquelles seront convoquées par la CCCBJ, en novembre et en début d'année financière, pour évaluer le rapport d'activité afin de faire le point sur les actions posées par les parties et convenir, le cas échéant, des ajustements requis pour atteindre les objectifs visés, soit dans le cadre de la présente entente.

7. **MODIFICATIONS AUX STATUTS ET RÈGLEMENTS**

Pendant la durée de cette entente, la CCCBJ s'engage à ne modifier d'aucune façon les objets de ses lettres patentes ou ses statuts sans l'accord écrit des PARTENAIRES FINANCIERS et à les informer de tout changement ou modification à ses règlements.

8. **VÉRIFICATION**

La CCCBJ devra, sur demande des partenaires financiers, se rendre disponible pour toute consultation relative à ses documents. Notamment, la CCCBJ autorise l’accès à ses locaux et livres aux PARTENAIRES FINANCIERS ou à leurs représentants, ainsi que la reproduction de tout document nécessaire à l’application et à la vérification de la présente entente.

Par ailleurs, l’utilisation de la subvention découlant de l’exécution de la présente entente est sujette à vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur la commission d’enquête (L.R.Q., chapitre C-37), dont celui de prendre connaissance et de procéder à un examen de tous les registres et documents qu’il juge utiles à cette vérification.

9. **PROPRIÉTÉ ET DROITS D'AUTEUR**

9.1 **Propriété**

Tous les rapports, documents ou plans produits dans le cadre de cette entente deviendront la propriété entière et exclusive de la CCCBJ qui s’engage à fournir une copie aux PARTENAIRES FINANCIERS.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## 9.2 Droits d'auteur

La CCCBJ s'engage à acquérir de toute personne qui exécutera des travaux en vertu de la présente entente, une licence exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les travaux ou documents de toutes sortes réalisés par ces personnes, et ce, pour une durée minimale de vingt (20) ans et sans limite territoriale.

La CCCBJ accorde aux PARTENAIRES FINANCIERS, qui acceptent, une licence non exclusive, transférable et irrévocable leur permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les travaux et documents en vertu de la présente entente, et ce, pour une durée minimale de vingt (20) ans et sans limite territoriale.

## 9.3 Garantie

La CCCBJ garantit aux PARTENAIRES FINANCIERS qu'elle détiendra tous les droits lui permettant de réaliser cette entente et, notamment, de consentir la licence prévue à l'article 9.2 et garantit les partenaires financiers contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

La CCCBJ s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour les PARTENAIRES FINANCIERS contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande à l'égard de ces garanties.

## 10. DÉFAUTS

Les éléments suivants sont constitutifs d'un défaut et confèrent aux PARTENAIRES FINANCIERS le droit d'exercer les recours prévus à l'article 11 :

- 10.1 la CCCBJ fait faillite ou devient insolvable, est mis sous séquestre ou invoque une loi en vigueur relativement aux débiteurs faillis ou insolvable;
- 10.2 une ordonnance est rendue ou une résolution est adoptée visant la liquidation de la CCCBJ ou cette dernière propose sa dissolution;
- 10.3 la CCCBJ cesse de faire affaire ou interrompt totalement ou partiellement ses activités;

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- 10.4 la CCCBJ a directement ou par l'entremise de ses représentants présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets aux PARTENAIRES FINANCIERS;
- 10.5 la CCCBJ fait défaut de respecter l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations prévus à cette entente, après que les partenaires financiers l'aient avisée par écrit de remédier au(x) défaut(s) dans un délai de trente (30) jours ouvrables.

11. RECOURS

Lorsque les partenaires financiers constatent un défaut de la CCCBJ visé à l'article 10, ils peuvent exercer, séparément ou conjointement, les recours suivants :

- 11.1 réviser le niveau de la subvention et aviser la CCCBJ en conséquence;
- 11.2 suspendre tout versement des subventions, soit pour les sommes déjà dues ou celles à venir;
- 11.3 résilier l'entente et mettre fin immédiatement à toute obligation financière découlant de l'entente;
- 11.4 réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral de la subvention alors versée;
- 11.5 facturer des intérêts au taux légal ou au taux fixé par le ministre des Finances sur tout retard dans les remboursements.

Le fait pour un ou des PARTENAIRES FINANCIERS de s'abstenir d'exercer un droit qui leur est conféré par la présente entente ne peut être considéré comme une renonciation à ce droit et, en outre, l'exercice partiel ou ponctuel d'un droit qui leur est conféré ne les empêche nullement d'exercer ultérieurement tout autre droit ou recours en vertu de la présente entente ou de toute autre loi applicable.

La résiliation de la présente entente ne met pas fin à l'application de l'article 9.

12. AVIS, AUTORISATION OU ENVOI

Tout avis, autorisation, approbation ou envoi de documents ou d'informations requis en vertu de quelque disposition de cette entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et doit être transmis par télégramme, télécopie, courrier électronique, messenger, ou par la poste ou par poste recommandée aux adresses qui suivent.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Tout avis ou autre document envoyé par télégramme, télécopieur, courrier électronique ou messenger sera présumé avoir été reçu le jour où il a été envoyé. Tout avis ou autre document envoyé par la poste ou poste recommandée sera présumé avoir été reçu le 5<sup>e</sup> jour ouvrable où il aura été posté.

**Pour la Commission de la culture et des communications de la Baie-James (CCCBJ)**

Monsieur Gilbert Hamel  
Président  
CCCBJ  
166, boulevard Springer  
Chapais (Québec) G0W 1H0

Téléphone : (418) 745-3969  
Télécopieur : (418) 745-3970  
C. élec. : culture@crdbj.ca

**Pour le Conseil régional de développement de la Baie-James (CRDBJ)**

Monsieur Guy Hétu  
Directeur général  
CRDBJ  
110, boulevard Matagami, C.P. 850  
Matagami (Québec) J0Y 2A0

Téléphone : (819) 739-4111  
Télécopieur : (819) 739-4809  
C. élec. : ghetu@crdbj.ca

**Pour le ministère de la Culture et des Communications**

Madame Monik Duhaimé  
Directrice  
Direction de l'Abitibi-Témiscamingue  
et du Nord-du-Québec  
19, rue Perreault Ouest, bureau 450  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5

Téléphone : (819) 763-3517  
Télécopieur : (819) 763-3382  
C. élec. : dratnq@mcc.gouv.qc.ca

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



**Pour le ministère des Régions**

Monsieur Serge Woods  
Sous-ministre adjoint, Nord-du-Québec  
511, route 167, C.P. 70  
Chibougamau (Québec) G8P 2K5

Téléphone : (418) 748-7737  
Télécopieur : (418) 748-7841  
C. élec. : nord-du-quebec@mreg.gouv.qc.ca

**Pour Emploi-Québec**

Monsieur Ghislain Desjardins  
Directeur régional  
Direction régionale d'Emploi-Québec, Nord-du-Québec  
333, 3<sup>e</sup> Rue  
Chibougamau (Québec) G8P 1N4

Téléphone : (418) 748-7643  
Télécopieur : (418) 748-2177  
C. élec. : ghislain.desjardins@mess.gouv.qc.ca

**13. DURÉE**

La présente entente, répartie sur les années budgétaires 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, entrera en vigueur au moment de sa signature par les parties et se terminera le 31 mars 2005.

Initiales des parties

---

---

---

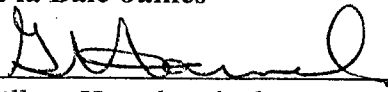
---

---

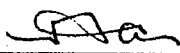
---

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en sept exemplaires, à \_\_\_\_\_  
ce 27<sup>e</sup> jour du mois de mars 2003.

**La Commission de la culture et des communications  
de la Baie-James**

  
Gilbert Hamel, président

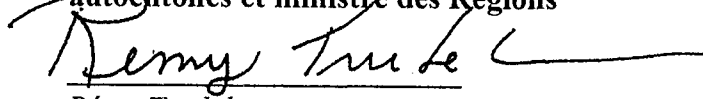
**Le Conseil régional de développement de la Baie-James**

  
Donald Bubar, président

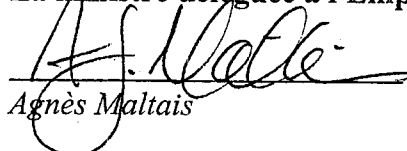
**La ministre d'État à la Culture et aux Communications et ministre  
de la Culture et des Communications**

  
Diane Lemieux

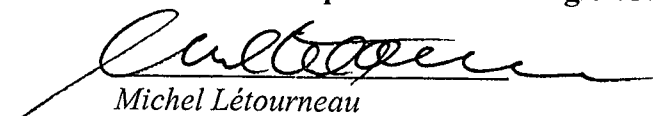
**Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires  
autochtones et ministre des Régions**

  
Rémy Trudel

**La ministre déléguée à l'Emploi**

  
Agnès Maltais

**Le ministre responsable de la Région Nord-du-Québec**

  
Michel Létourneau

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ANNEXE A-1**

**Résolution du conseil d’administration de la CCCBJ**

Initiales des parties

**ANNEXE A-2**

**Résolution du conseil d'administration du CRDBJ**

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

ANNEXE B

ACTIVITÉS DONT LA RÉALISATION EST CONFIEE PAR LES  
PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET LE CRDBJ À LA  
COMMISSION DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS  
DE LA BAIE-JAMES (CCCBJ)

1. Activités liées à la vie associative de la Commission de la culture et des communications de la Baie-James
- établir et mettre à jour des outils d’information;

• mettre en place des moyens pour accroître le recrutement de membres;

• favoriser une vie démocratique à l’intérieur de l’organisation.
2. Activités de concertation, de conseil et de représentation
- entretenir des relations avec les milieux culturels et de communications à la Baie-James;

• entretenir des relations avec les partenaires locaux (municipalités, CLD, etc.), régionaux (ATR, le réseau scolaire, le réseau du développement de la main-d’œuvre, etc.) et nationaux (associations disciplinaires diverses).
3. Réalisations liées au développement culturel et des communications et à la dynamique socio-économique régionale
- réaliser ou soutenir des projets structurants pour le milieu culturel et des communications à la Baie-James;

• mettre en œuvre toute autre activité spécifique liée au plan d’action triennal.
4. Activités administratives
- assurer la bonne administration générale de la Commission de la culture et des communications de la Baie-James;

• assurer une bonne gestion des ressources financières;

• assurer une bonne gestion des ressources humaines.

Initiales des parties

**ANNEXE C**

**Plan d'action triennal 2002-2005 de la Commission de la culture et des communications de la Baie-James (CCCBJ) en matière de culture et de communications.**

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ANNEXE D**

**Cadre de référence pour l'évaluation de l'entente sur la culture et les communications dans le secteur de la Baie-James.**

Initiales des parties

ANNEXE E

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE PAIEMENT

1. PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

Partenaires	2002-2003	2003-2004	2004-2005	TOTAL
CRDBJ *	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
MCCQ	40 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	140 000 \$
EQ	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>110 000 \$</b>	<b>120 000 \$</b>	<b>120 000 \$</b>	<b>350 000 \$</b>

\*Sommes provenant du Fonds de développement régional

2. MODALITÉS DE PAIEMENT

2.1 **Ministère de la Culture et des Communications**

Sous réserve de conditions particulières, la contribution annuelle du Ministère sera remise en deux versements :

*Pour l'année budgétaire 2002-2003 :*

- un versement unique de quarante mille dollars (40 000 \$) représentant 100 % de la subvention annuelle sera versé après la signature de l'entente.

*Pour les années budgétaires 2003-2004 et 2004-2005 :*

- un premier versement de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) représentant 50 % de la subvention annuelle, au plus tard au mois de juin;
- un second et dernier versement de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) représentant 50 % de la subvention annuelle sera versé sur recommandation du représentant du Ministère suite au dépôt, à l'analyse et à l'acceptation du rapport prévu à l'article 5.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



**2.2    Ministère des Régions**

*Pour l'année budgétaire 2002-2003 :*

- un unique versement sera effectué à la CCCBJ à la signature de la présente entente, conformément aux dispositions établies pour l'administration du Fonds de développement régional.

*Pour les années budgétaires 2003-2004 et 2004-2005 :*

- un unique versement sera effectué au début de chacune de ces années, conformément aux dispositions établies pour l'administration du Fonds de développement régional.

**2.3    Ministère d'Emploi-Québec**

*Pour l'année budgétaire 2002-2003 :*

- un unique versement sera effectué à la signature de la présente entente (30 000 \$), conformément aux dispositions établies au Fonds de développement du marché du travail.

*Pour les années budgétaires 2003-2004 et 2004-2005 :*

- pour les deux années subséquentes, la subvention annuelle de trente mille dollars (30 000 \$) sera versée en deux versements distincts; un premier versement de vingt mille dollars (20 000 \$) sera effectué au plus tard en juin, alors que le deuxième versement de dix mille dollars (10 000 \$) sera effectué en novembre.

Initiales des parties

\_\_\_\_\_

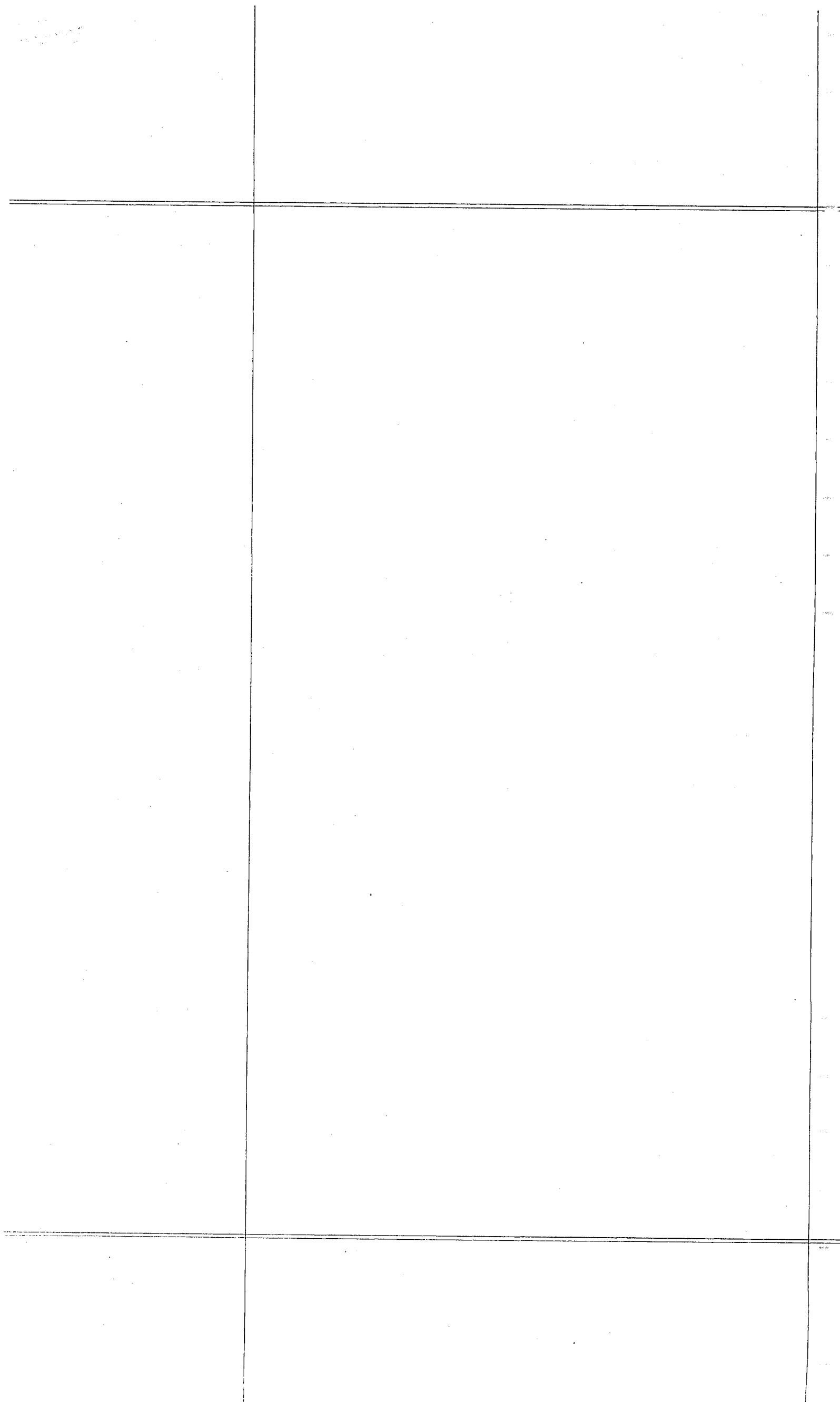
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



(12)

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA RÉGION TOURISTIQUE DU NORD-DU-QUÉBEC (NUNAVIK)

#### ENTRE

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT**, monsieur Richard Legendre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Tourisme Québec** »

#### ET

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**, monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **ministère des Régions** »

#### ET

**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD QUÉBÉCOIS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Michel Létourneau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **Ministre responsable de la région** »

#### ET

**INVESTISSEMENT QUÉBEC**, personne morale constituée en vertu de l'article 1 de la *Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec* (L.R.Q., 1-16.1), telle que modifiée par le chapitre 69 des lois de 2001, ici représentée et agissant à la présente entente par monsieur Maurice Prud'homme, président-directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes;

ci-après désigné, « **Investissement Québec** »

#### ET

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK** reconnu à titre de conseil régional par le gouvernement en vertu de l'article 61 de la Loi sur le ministère des Régions, agissant à la présente Entente et ici représenté par monsieur Johnny N. Adams, président,

ci-après désigné, le « **CRDK** »

#### ET

**L'ASSOCIATION TOURISTIQUE DU NUNAVIK** agissant à la présente entente et ici représentée par monsieur Tommy Cain Sr, président,

ci-après désignée, l'« **AT** »

- **Attendu qu'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation un de ses mandats prioritaires;**
- **Attendu que les Conseils régionaux de développement ont été reconnus par la Loi sur le ministère des Régions comme les interlocuteurs privilégiés du gouvernement du Québec en matière de développement régional;**
- **Attendu que l'Administration régionale crie (ARC), le Conseil de développement de la Baie-James (CRDBJ), de même que le Conseil régional de développement Kativik (CRDK) constituent le Conseil régional Nord-du-Québec (CRNDQ) et ont été reconnus par le gouvernement comme étant les instances constituantes régionales en matière de développement régional, et ce, par l'adoption du décret 187-94, le 2 février 1994;**
- **Attendu que la négociation et la conclusion d'Ententes spécifiques entre les Conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les Ententes-cadres de développement;**
- **Attendu que l'Entente-cadre de la région administrative Nord-du-Québec ainsi que l'Entente-cadre avec le Conseil régional de développement Kativik identifient le tourisme comme axe de développement régional;**
- **Attendu que les Ententes-cadres prévoient la signature d'Ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères ou organismes gouvernementaux pour leur mise en œuvre;**
- **Attendu que le gouvernement du Québec, lors du Discours du budget pour l'année 2001-2002, a annoncé des crédits de 18 M\$ sur trois ans pour soutenir les efforts de développement touristique des régions ressources;**
- **Attendu que Tourisme Québec a la volonté de gérer ces crédits en partenariat avec les intervenants régionaux;**
- **Attendu que l'Association touristique du Nunavik est reconnue par Tourisme Québec comme sa partenaire privilégiée en région quant à l'établissement des priorités, des orientations et des politiques de développement et de promotion touristique pour sa région.**

## **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

### **1. DÉFINITIONS**

Dans le cadre de la présente Entente, on entend par :

**Fonds de développement régional:** Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des Ententes spécifiques et de toute autre activité exercée par un conseil régional.

**Fonds de partenariat touristique:** Fonds institué par l'article 1 de la Loi instituant le Fonds de partenariat touristique et destiné à soutenir la promotion et le développement de l'industrie touristique québécoise.

**Région touristique de Nunavik : Territoire d'application de la présente Entente soit celui qui comprend les municipalités :**

- Kangiqsualujjuaq
- Kuujjuaq
- Tasiujaq
- Aupaluk
- Kangirsuk
- Quaqaq
- Kangiqsujaq
- Salluit
- Ivujivik
- Akulivik
- Puvirnituk
- Inukjuak
- Umiujaq
- Kuujjuarapik
- Chisasibi (population inuit)

## **2. OBJET ET BUTS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **2.1 Objet de l'Entente**

La présente Entente a pour objet d'associer Tourisme Québec, le ministère des Régions, le CRDK et l'AT à la réalisation de priorités de développement de l'offre touristique régionale et locale de la région touristique du Nord-du-Québec (Nunavik). Elle précise les obligations financières et administratives des parties.

### **2.2 Buts de l'Entente**

- Développer un partenariat entre la région touristique du Nord-du-Québec (Nunavik) et le gouvernement afin de favoriser le développement économique régional et, par conséquent, la création d'emplois.
- Harmoniser les interventions gouvernementales et régionales afin d'assurer un support stratégique au développement de l'offre touristique de la région touristique du Nord-du-Québec (Nunavik).

### **2.3 Objectifs de l'Entente**

- Accroître l'offre régionale de produits touristiques structurants.
- Amener des investissements supplémentaires en tourisme pour la durée de l'Entente.
- Soutenir la création d'emplois directs dans les entreprises touristiques de la région.

### 3. PORTÉE DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Cette Entente couvre le territoire de la région touristique du Nord-du-Québec (Nunavik) et est l'expression de la volonté commune des signataires de contribuer à l'atteinte des priorités régionales en matière de développement touristique.

### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 4.1 Engagements conjoints

##### 4.1.1 Comité de gestion de l'Entente

Les parties s'engagent à former un comité de gestion pour la mise en oeuvre et le suivi de l'Entente;

ci-après désigné le « **comité de gestion** ».

Le comité de gestion est composé de cinq membres répartis comme suit:

- un (1) représentant de Tourisme Québec;
- un (1) représentant du ministère des Régions;
- un (1) représentant du Conseil régional de développement Kativik;
- un (1) représentant de l'Association touristique du Nunavik;
- un (1) représentant d'Investissement Québec.

Le comité de gestion est coprésidé par le représentant de l'Association touristique du Nunavik et par le représentant du Conseil régional de développement Kativik.

Le comité a pour mandat de:

- préciser les priorités régionales de développement touristique, d'élaborer les règles de fonctionnement du comité ainsi que les modalités de gestion et d'utilisation des fonds de Tourisme Québec et de les soumettre à Tourisme Québec pour approbation;
- analyser les demandes d'aide financière et de formuler ses recommandations au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, à l'égard de toute demande d'aide financière reçue;
- adresser, sous la signature d'un représentant de Tourisme Québec et d'un représentant de la présidence du comité de gestion, toute décision relative à une demande refusée;
- établir, dès le début de ses activités, un cadre d'évaluation comprenant un certain nombre d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder à l'évaluation de l'Entente;
- produire annuellement et au terme de l'Entente un bilan des activités du comité.

Le Comité de gestion doit faire part au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et au ministre d'État aux Régions et ministre des Régions, de tout projet d'annonce reliée à l'entente afin qu'ils puissent s'y associer, s'ils le jugent à propos.

#### **4.1.2 Priorité et répartition budgétaire**

La priorité est accordée au développement de l'offre touristique par le biais d'une aide financière aux projets d'investissements touristiques.

Toutefois, dans la répartition de l'enveloppe budgétaire, le soutien financier aux études et à la promotion pourra être possible jusqu'à concurrence de 25 % du montant injecté par Tourisme Québec dans le cadre de la présente Entente et l'engagement d'une ressource professionnelle jusqu'à concurrence de 10 %.

#### **4.1.3 Visibilité**

Il appartient au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et/ou au ministre des Régions de procéder à toute annonce publique concernant une aide financière accordée pour un projet dans le cadre de la présente Entente.

#### **4.2 Engagements de Tourisme Québec**

Tourisme Québec s'engage à :

- reconnaître le rôle du Comité de gestion et à participer à celui-ci;
- soutenir techniquement l'analyste dans les analyses sur les demandes d'aide financière;
- réserver dans le Fonds de partenariat touristique un montant de 833 333 \$ sur trois ans pour le développement de l'offre et de la promotion de la région touristique du Nord-du-Québec (Nunavik) selon la répartition suivante :
  - en 2001-2002, le montant disponible est de 166 667 \$;
  - en 2002-2003, le montant disponible est de 333 333 \$;
  - en 2003-2004, le montant disponible est de 333 333 \$.
- Ces sommes ne pourront être périmées, ce qui signifie que les sommes non engagées dans une année pourront être reportées sur l'année suivante, sauf en 2003-2004 où les crédits non engagés pourront être périmés;
- transmettre, pour décision, au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, les recommandations du comité de gestion à l'égard de toute demande d'aide financière reçue. Il revient au Ministre de prendre la décision finale quant à l'aide financière qu'il octroie ou non à un projet;
- donner suite aux décisions du ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport;
- produire périodiquement un bilan budgétaire et annuellement un bilan des activités de l'Entente ainsi qu'à la fin de l'Entente;
- verser à l'AT le montant correspondant aux dépenses de fonctionnement du comité de gestion prévu à l'article 4.1.2.

#### **4.3 Engagements du ministère des Régions**

Le ministère des Régions s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination interministérielle pour la mise en œuvre de la présente Entente dans la perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci.

#### **4.4 Engagements d'Investissement Québec**

Investissement Québec s'engage à:

- recommander à l'autorité compétente l'encadrement requis pour harmoniser avec Tourisme Québec son intervention dans le cadre de projets de développement à but lucratif dans la présente entente;
- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci.

#### **4.5 Engagements du CRDK**

Le CRDK s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci;
- faciliter la concertation des partenaires et des intervenants touristiques de la région particulièrement avec les autres acteurs de la société régionale;
- agir à titre de coprésident du comité de gestion;
- procéder à l'analyse des demandes d'aide financière.

#### **4.6 Engagements de l'AT**

L'AT s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci;
- agir à titre de coprésident du comité de gestion;
- assurer la concertation des intervenants touristiques de la région du Nord-du-Québec (Nunavik);
- assumer la supervision administrative de la ressource nécessaire au fonctionnement du comité de gestion;
- cette ressource aura comme tâche de :
  - faire la promotion de l'Entente sur le territoire régional;
  - recevoir les demandes d'aide financière et de coordonner le traitement des dossiers;
  - fournir l'expertise technique requise;



- coordonner les analyses préliminaires et produire les avis finaux sur les demandes d'aide financière;
- transmettre, à Tourisme Québec, les recommandations du comité de gestion sur les projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide financière;
- assurer le suivi administratif des dossiers;
- assurer la logistique et le secrétariat des réunions du comité de gestion;
- réaliser les autres tâches connexes.

## **5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **5.1 Durée de l'Entente**

Malgré la date de sa signature, par les parties, la présente Entente prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001 et se termine le 31 mars 2004, en ce qui concerne les engagements financiers. Toutefois, les parties se donnent jusqu'au 31 mars 2005 pour finaliser les activités et l'évaluation finale prévue à l'article 5.2.

### **5.2 Évaluation de l'Entente**

Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation annuelle par le comité de gestion. Cette évaluation annuelle est prévue le ou vers le 1<sup>er</sup> avril de chaque année. De plus, après le 1<sup>er</sup> avril 2004, le comité de gestion procédera à une évaluation finale de l'Entente, laquelle sera effectuée en mesurant, entre autres, le degré d'atteinte des objectifs de la présente Entente, de même que l'évolution de la situation de l'offre touristique dans la région du Nord-du-Québec (Nunavik) pendant les trois années de l'Entente.

### **5.3 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier en tout ou en partie la présente Entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

Pour ce faire, les parties doivent, au préalable, adresser un avis à la partie en défaut et accorder à cette dernière un délai de 30 jours après sa réception pour y remédier.

La résiliation prend effet lorsque la partie ainsi avisée omet de remédier au défaut dans le délai imparti.

### **5.4 Modifications de l'Entente**

Toute modification au contenu de la présente Entente en cours d'année devra faire l'objet d'un consentement écrit des parties. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties qui doivent y répondre dans un délai de 30 jours. Cette modification fera partie intégrante de la présente Entente.

### **5.5 Vérification des opérations du Comité**

Les parties à la présente Entente conviennent que le comité de gestion devra permettre au Vérificateur général du Québec de vérifier ses activités et lui permettre de prendre connaissance des informations que celui-ci jugera nécessaires.

### **5.6 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente Entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, entre elles seront acheminées de la façon suivante :

**Pour Tourisme Québec :**

Guy Desaulniers, délégué touristique  
Tourisme Québec  
Direction de l'intervention régionale et  
des projets d'investissement  
900, boul. René-Lévesque Est - bureau 300  
Québec (Québec) G1R 2B5

**Pour le ministère des Régions :**

Serge Woods, sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
511, Route 167 (Case postale 70)  
Chibougamau (Québec) G8P 2K5

**Pour le CRDK :**

Adel Yassa, coordonnateur  
CRDK  
Case postale 239  
Kuujjuaq (Québec) J0M 1C0

**Pour l'AT :**

Allen Gordon, directeur général  
AT  
Case postale 779  
Kuujjuaq (Québec) J0M 1C0

**Pour Investissement Québec:**

Martin Vallée, représentant régional  
Investissement Québec  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit, changer son adresse ou son représentant.

## 6. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes :

TOURISME QUÉBEC,



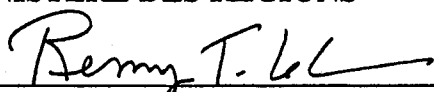
Richard Legendre,

Ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport,

26 AVRIL 2002

Date

MINISTÈRE DES RÉGIONS




Rémy Trudel

Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
et ministre des Régions

11 AVRIL 2002

Date

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC,



Michel Létourneau,

le ministre délégué au développement du Nord québécois et ministre responsable  
de la région du Nord-du-Québec,

26 AVRIL 2002

Date

INVESTISSEMENT QUÉBEC



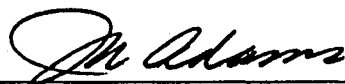
Maurice Prud'homme,

Président-directeur général,

15 MARS 2002

Date

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK,



Johnny N. Adams,

Président,

26 AVRIL 2002

Date

ASSOCIATION TOURISTIQUE DU NUNAVIK,



Tommy Cain Sr, CT, PD

Président,

26 AVRIL 2002

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**SUR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE**  
**DE LA RÉGION TOURISTIQUE**  
**DU NORD-DU-QUÉBEC (BAIE-JAMES)**

**ENTRE**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT**, monsieur Richard Legendre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci- après désigné « **Tourisme Québec** »

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**, monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **ministère des Régions** »

**ET**

**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD QUÉBÉCOIS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Michel Létourneau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **Ministre responsable de la région** »

**ET**

**INVESTISSEMENT QUÉBEC**, personne morale constituée en vertu de l'article 1 de la *Loi sur Investissement Québec et sur la Financière du Québec* (L.R.Q., 1-16.1), telle que modifiée par le chapitre 69 des lois de 2001, ici représentée et agissant à la présente entente par monsieur Maurice Prud'homme, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes;

ci-après désigné, « **Investissement Québec** »

**ET**

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES**, personne morale de droit public légalement constituée, ici représentée et agissant aux présentes par monsieur Jean-Claude Simard, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes ;

ci-après désignée, « **Société de développement de la Baie-James** »

**ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES** reconnu à titre de conseil régional par le gouvernement en vertu du décret 187-94, agissant à la présente entente et ici représenté par monsieur Donald Bubar, président,

ci-après désigné, le « **CRDBJ** »

**ET**

**TOURISME BAIE-JAMES** corporation légalement constituée agissant à la présente entente et ici représentée par monsieur René Rousseau, président,

ci-après désignée, l'« **ATR** »

- **Attendu qu'en adoptant en 1997 la Politique de soutien au développement local et régional, le gouvernement du Québec a fait de la régionalisation de son action un de ses mandats prioritaires;**
- **Attendu que les Conseils régionaux de développement ont été reconnus par la Loi sur le ministère des Régions comme les interlocuteurs privilégiés du gouvernement du Québec en matière de développement régional;**
- **Attendu que l'Administration régionale crie (ARC), le Conseil régional de développement de la Baie-James (CRDBJ) de même que le Conseil régional de développement Kativik constituent le Conseil régional Nord-du-Québec et ont été reconnus par le gouvernement comme étant les instances constituantes régionales en matière de développement régional, et ce, par l'adoption du décret 187-94, le 2 février 1994;**
- **Attendu que la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre les Conseils régionaux de développement et les ministères sectoriels permettent de donner un contenu concret aux objectifs définis dans les ententes-cadres de développement;**
- **Attendu que l'entente-cadre de la région administrative Nord-du-Québec (volet Baie-James) identifie le tourisme comme axe de développement régional;**
- **Attendu que les ententes-cadres prévoient la signature d'ententes spécifiques entre les conseils régionaux de développement et les ministères ou organismes gouvernementaux pour leur mise en œuvre;**
- **Attendu que le gouvernement du Québec, lors du Discours du budget pour l'année 2001-2002, a annoncé des crédits de 18 M\$ sur trois ans pour soutenir les efforts de développement touristique des régions ressources;**
- **Attendu que Tourisme Québec a la volonté de gérer ces crédits en partenariat avec les intervenants régionaux;**
- **Attendu que Tourisme Baie-James est reconnue par Tourisme Québec comme sa partenaire privilégiée en région Nord-du-Québec (Baie-James) quant à l'établissement des priorités, des orientations et des politiques de développement et de promotion touristique pour sa région.**

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

## **1. DÉFINITIONS**

Dans le cadre de la présente entente, on entend par :

**Fonds de développement régional:** Fonds institué par l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions et affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et de toute autre activité exercée par un conseil régional;

**Fonds de partenariat touristique:** Fonds institué par l'article 1 de la Loi instituant le Fonds de partenariat touristique et destiné à soutenir la promotion et le développement de l'industrie touristique québécoise;

**Région touristique Nord-du-Québec (Baie-James) : : Territoire d'application de la présente entente soit celui qui comprend les municipalités :**

- Chapais ;
- Chibougamau ;
- Lebel-sur-Quevillon ;
- Matagami ;
- La Municipalité de la Baie-James sauf les communautés autochtones qu'elle comprend.

## **2. OBJET ET BUTS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **2.1 Objet de l'entente**

La présente entente a pour objet d'associer Tourisme Québec, le ministère des Régions, le CRDBJ, l'ATR, la SDBJ et Investissement Québec à la réalisation de priorités de développement de l'offre touristique régionale et locale de la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James). Elle précise les obligations financières et administratives des parties.

### **2.2 Buts de l'entente**

- Développer un partenariat entre la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James) et le gouvernement afin de favoriser le développement économique régional et, par conséquent, la création d'emplois;
- harmoniser les interventions gouvernementales et régionales afin d'assurer un support stratégique au développement de l'offre touristique de la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James).

### **2.3 Objectifs de l'entente**

- Accroître l'offre régionale de produits touristiques structurants;
- amener des investissements supplémentaires à l'entente en tourisme pour un montant de l'ordre de 800 000 \$ pour la durée de l'entente;
- Soutenir la création ou assurer le maintien d'au moins 30 emplois directs dans les entreprises touristiques de la région.

## **3. PORTÉE DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

Cette entente couvre le territoire de la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James) et est l'expression de la volonté commune des signataires de contribuer à l'atteinte des priorités régionales en matière de développement touristique.

## 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 4.1 Engagements conjoints

#### 4.1.1 Comité de gestion de l'entente

Les parties s'engagent à former un comité de gestion pour la mise en oeuvre et le suivi de l'entente,

ci-après désigné le « comité de gestion ».

Le comité de gestion est composé de six membres répartis comme suit :

- un (1) représentant de Tourisme Québec;
- un (1) représentant du ministère des Régions;
- un (1) représentant d'Investissement Québec;
- un (1) représentant de la Société de développement de la Baie-James;
- un (1) représentant du Conseil régional de développement de la Baie-James;
- un (1) représentant de Tourisme Baie-James.

Le comité de gestion est coprésidé par le représentant de Tourisme Baie-James et par le représentant du Conseil régional de développement de la Baie-James.

Le comité a pour mandat de :

- préciser les priorités régionales de développement touristique dans le cadre de cette entente, d'élaborer les règles de fonctionnement du comité ainsi que les modalités de gestion et d'utilisation des fonds de Tourisme Québec et de les soumettre à Tourisme Québec pour approbation;
- analyser les demandes d'aide financière et formuler ses recommandations au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, à l'égard de toute demande d'aide financière reçue, selon les priorités régionales de développement touristique établies et selon le Programme de soutien au développement de l'offre touristique, tel que modifié à l'égard des besoins spécifiques de la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James), sous réserve de l'acceptation par le Conseil du trésor;
- adresser, sous la signature d'un représentant de Tourisme Québec et d'un représentant de la présidence du comité de gestion, toute décision relative à une demande refusée;
- établir, dès le début de ses activités, un cadre d'évaluation comprenant un certain nombre d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder à l'évaluation de l'entente;
- produire annuellement et au terme de l'entente un bilan des activités du comité.

Le Comité de gestion doit faire part au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et au ministre d'État aux Régions et ministre des Régions, de tout projet d'annonce reliée à l'entente afin qu'ils puissent s'y associer, s'ils le jugent à propos.



#### **4.1.2 Priorité et répartition budgétaire**

La priorité est accordée au développement de l'offre touristique par le biais d'une aide financière aux projets d'investissements touristiques.

Toutefois, dans la répartition de l'enveloppe budgétaire, le soutien financier aux études et à la promotion pourra être possible jusqu'à concurrence de 25 % du montant injecté par Tourisme Québec dans le cadre de la présente entente et l'engagement de ressources professionnelles et des frais administratifs afférents jusqu'à la concurrence de 10 %.

#### **4.1.3 Visibilité**

Il appartient au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, et/ou au ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Régions de procéder à toute annonce publique concernant une aide financière accordée pour un projet dans le cadre de la présente entente.

### **4.2 Engagements de Tourisme Québec**

Tourisme Québec s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci;
- soutenir techniquement le CRDBJ et l'ATR dans les analyses sur les demandes d'aide financière;
- réserver dans le Fonds de partenariat touristique un montant de 833 333 \$ sur trois ans pour le développement de l'offre et de la promotion de la région touristique du Nord-du-Québec (Baie-James) selon la répartition suivante :
  - en 2001-2002, le montant disponible est de 166 667 \$;
  - en 2002-2003, le montant disponible est de 333 333 \$;
  - en 2003-2004, le montant disponible est de 333 333 \$.

Ces sommes ne pourront être périmées, ce qui signifie que les sommes non engagées dans une année pourront être reportées sur l'année suivante, sauf en 2003-2004 où les crédits non engagés pourront être périmés;

- transmettre, pour décision, au ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, les recommandations du comité de gestion. Il revient au Ministre de prendre la décision finale quant à l'aide financière qu'il octroie ou non à un projet;
- donner suite aux décisions du ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport;
- verser à l'ATR le montant correspondant aux dépenses de fonctionnement du comité de gestion prévu à l'article 4.1.2.

### 4.3 Engagements du ministère des Régions

Le ministère des Régions s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination interministérielle pour la mise en œuvre de la présente entente dans la perspective du respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci.

### 4.4 Engagements du CRDBJ

Le CRDBJ s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci;
- faciliter la concertation des partenaires et des intervenants touristiques de la région particulièrement avec les autres acteurs de la société régionale;
- procéder à l'analyse des demandes d'aide financière;
- agir à titre de coprésident du comité de gestion.

### 4.5 Engagements de l'ATR

L'ATR s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci;
- agir à titre de coprésident du comité de gestion;
- assurer la concertation des intervenants touristiques de la région du Nord-du-Québec (Baie-James);
- assumer la supervision administrative des ressources nécessaires au fonctionnement du comité de gestion;
- ces ressources auront comme tâche de :
  - faire la promotion de l'entente sur le territoire régional;
  - recevoir les demandes d'aide financière et de coordonner le traitement des dossiers;
  - transmettre les demandes d'aide financière au CRDBJ pour l'analyse financière;
  - fournir l'expertise technique requise;
  - coordonner les analyses préliminaires et produire les avis finaux sur les demandes d'aide financière;
  - transmettre, à Tourisme Québec, les recommandations du comité de gestion sur les projets ayant fait l'objet d'une demande d'aide financière;
  - assurer le suivi administratif des dossiers;
  - produire périodiquement un bilan budgétaire et annuellement un bilan des activités de l'entente ainsi qu'à la fin de l'entente;
  - assurer la logistique et le secrétariat des réunions du comité de gestion;
  - réaliser les autres tâches connexes.

#### **4.6 Engagement d'Investissement Québec**

Investissement Québec s'engage à:

- recommander à l'autorité compétente l'encadrement requis pour harmoniser avec Tourisme Québec son intervention dans le cadre de projets de développement à but lucratif dans la présente entente;
- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci.

#### **4.7 Engagement de la SDBJ**

La SDBJ s'engage à :

- reconnaître le rôle du comité de gestion et à participer à celui-ci.

### **5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

#### **5.1 Durée de l'entente**

Malgré la date de sa signature, par les parties, la présente entente prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001 et se termine le 31 mars 2004, en ce qui concerne les engagements financiers. Toutefois, les parties se donnent jusqu'au 31 mars 2005 pour finaliser les activités et l'évaluation finale prévue à l'article 5.2.

#### **5.2 Évaluation de l'entente**

Les parties conviennent que la présente entente fera l'objet d'une évaluation annuelle par le comité de gestion. Cette évaluation annuelle est prévue le ou vers le 1<sup>er</sup> avril de chaque année. De plus, après le 1<sup>er</sup> avril 2004, le comité de gestion procédera à une évaluation finale de l'entente, laquelle sera effectuée en mesurant, entre autres, le degré d'atteinte des objectifs de la présente entente, de même que l'évolution de la situation de l'offre touristique dans la région du Nord-du-Québec (Baie-James) pendant les trois années de l'entente.

#### **5.3 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier en tout ou en partie la présente entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

Pour ce faire, les parties doivent, au préalable, adresser un avis à la partie en défaut et accorder à cette dernière un délai de 30 jours après sa réception pour y remédier.

La résiliation prend effet lorsque la partie ainsi avisée omet de remédier au défaut dans le délai imparti.

#### **5.4 Modifications de l'entente**

Toute modification au contenu de la présente entente en cours d'année devra faire l'objet d'un consentement écrit des parties. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties qui doivent y répondre dans un délai de 30 jours. Cette modification fera partie intégrante de la présente entente.

#### **5.5 Vérification des opérations du comité**

Les parties à la présente entente conviennent que le comité de gestion devra permettre au Vérificateur général du Québec de vérifier ses activités et lui permettre de prendre connaissance des informations que celui-ci jugera nécessaires.

## **6. Communications entre les parties**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, entre elles seront acheminées de la façon suivante :

### **Pour Tourisme Québec :**

Guy Desaulniers, délégué touristique régional  
Tourisme Québec  
Direction de l'intervention régionale et  
des projets d'investissement  
Tourisme Québec  
900, boul. René-Lévesque Est - bureau 300  
Québec (Québec) G1R 2B5

### **Pour le ministère des Régions :**

Serge Woods, sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
511, Route 167 (Case postale 70)  
Chibougamau (Québec) G8P 2K5

### **Pour Investissement Québec :**

Martin Vallée, représentant régional  
Investissement Québec  
3950, boul. Harvey, 2<sup>e</sup> étage  
Jonquière (Québec) G7X 8L6

### **Pour le SDBJ:**

Monsieur Alain Coulombe, Directeur Développement  
Société de développement de la Baie-James  
110, boul. Matagami (Case postale 970)  
Matagami (Québec) JOY 2AO

### **Pour le CRDBJ :**

Monsieur Donald Bubar, Président  
Conseil régional de développement de la Baie-James  
110, boul. Matagami (Case postale 110)  
Matagami (Québec) JOY 2AO

### **Pour l'ATR :**


Monsieur René Rousseau  
Président  
Tourisme Baie-James  
166, boul. Springer  
Chapais (Québec) GOW 1HO

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit, changer son adresse ou son représentant.

## 7. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé les présentes :

## TOURISME QUÉBEC



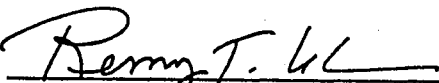
Richard Legendre

Ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport

26 avril 2002

Date

## MINISTÈRE DES RÉGIONS



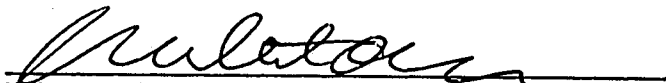
Rémy Trudel

Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
et ministre des Régions

11 avril 2002

Date

## MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC



Michel Létourneau

Ministre responsable de la région du Nord-du-Québec

26 avril 2002

Date

## INVESTISSEMENT QUÉBEC



Maurice Prud'homme

Président-directeur général

26 avril 2002

Date

## SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES



Jean-Claude Simard

Président-directeur général

26 avril 2002

Date

## CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES



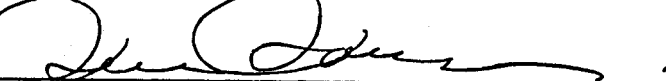
Donald Bubar

Président

23 avril 2002

Date

## TOURISME BAIE-JAMES



René Rousseau

Président

26 avril 2002

Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **EN CONDITION FÉMININE POUR LA RÉGION DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES- DE-LA-MADELEINE**

**ENTRE :** LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, représenté par le ministre responsable, monsieur Sylvain Simard,

ci-après appelé le « Ministre de l'Éducation ».

**ET :** LE CÉGEP DE LA GASPÉSIE-ET-DES-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, représenté par le président, monsieur Antonio Blouin,

ci-après appelé le « Cégap de la Gaspésie et des îles »

**ET :** LA COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS, représentée par le président, monsieur François R. Tardif,

ci-après appelé la « Commission scolaire des Chic-Chocs »

**ET :** LA COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES, représentée par la présidente, madame Huguette Reld,

ci-après appelé la « Commission scolaire des îles »

**ET :** LA COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES, représentée par la présidente, madame Audrey Acteson,

ci-après appelé la « Commission scolaire Eastern Shores »

**ET :** LA COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE, représentée par le président, monsieur Pierre Arsenault,

ci-après appelé la « Commission scolaire René-Lévesqua »

**ET :** LA TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES, représentée par la coordonnatrice, madame Marie-Thérèse Forest,

ci-après appelé la « Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des îles »

**ET :** LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE, représenté par le ministre responsable, monsieur André Boisclair,

ci-après appelé le « Ministre aux Affaires municipales et à la Métropole »

**ET :** LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, représenté par le ministre responsable, madame Pauline Marois,

ci-après appelé la « Ministre de l'Industrie et du Commerce »

**ET :** LE MINISTÈRE DES RÉGIONS, représenté par le ministre responsable, monsieur Rémy Trudel,

ci-après appelé le « Ministre des Régions »

**D'UNE PART**

**ET :** LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, représenté par son président, monsieur Henri Le May, dûment autorisé,

ci-après appelé le « Conseil »



## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté une Politique de soutien au développement local et régional;

**ATTENDU QU'À** l'intérieur de la Politique de soutien au développement local et régional le gouvernement réaffirme que « les ententes cadres constituent un outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions du Québec parce qu'elles permettent de traduire sous forme d'engagements mutuels la contribution du gouvernement et de la région à la réalisation de la planification stratégique régionale »;

**ATTENDU QUE** les ententes cadres sont de portées générales et que leur concrétisation exige des actions plus particulières qui peuvent faire l'objet d'ententes spécifiques de régionalisation entre les ministères ou organismes gouvernementaux et les conseils régionaux de développement;

**ATTENDU QUE** les ententes spécifiques de régionalisation visant la mise en œuvre de l'Entente cadre, associent les parties à la mise en place de mesures concrètes de développement liées aux priorités et aux axes retenus dans l'Entente cadre;

**ATTENDU QUE** le CRCD agit comme interlocuteur du gouvernement en matière d'élaboration des stratégies de développement et en tant qu'aviseur dans la détermination des priorités ministérielles en région;

**ATTENDU QUE** conformément à la Politique de développement régional, le CRCD de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a adopté, le 26 mai 2000, un Plan stratégique de développement pour la région et l'a soumis au gouvernement aux fins d'une Entente cadre;

**ATTENDU QUE** ce Plan stratégique de développement reconnaît l'expertise et l'apport significatif des femmes dans le développement et fait une large place à leurs préoccupations;

**ATTENDU QUE** le gouvernement et le CRCD ont signé une Entente cadre le 15 septembre 2000 permettant de traduire sous forme d'engagements leur contribution à la réalisation du Plan stratégique régional;

**ATTENDU QUE** l'égalité sociale, économique et politique entre les femmes et les hommes fait partie des valeurs fondamentales et démocratiques de la société québécoise et que le gouvernement y souscrit d'emblée;

**ATTENDU QUE** le gouvernement reconnaît les réalités différentes qui caractérisent les conditions de vie des femmes par rapport à celles des hommes et énonce sa volonté ferme d'agir contre les inégalités qui s'y rattachent;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec reconnaît comme prioritaire la diversification des choix professionnels des femmes ainsi que leur intégration dans des secteurs jusqu'à maintenant historiquement et majoritairement masculins;

**ATTENDU QUE** l'accès aux programmes de formation traditionnellement masculins constitue pour les femmes une voie d'avenir et un levier essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie;

**ATTENDU QUE** les budgets dédiés à l'approche orientante des écoles sont décentralisés dans les commissions scolaires;

**ATTENDU QUE** le personnel qui œuvre dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle est sous la responsabilité des commissions scolaires et des Cégeps;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec reconnaît l'apport significatif des femmes à la construction de la société québécoise et qu'à cet égard, il a adopté, en 1993, une politique en matière de condition féminine intitulée « Un avenir à partager »;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec, afin d'inscrire cette politique dans les courants de transformation de la société québécoise, a décidé d'y ajouter, en 1997, une cinquième orientation portant sur la place des femmes dans le développement des régions;

**ATTENDU QUE** le premier axe de cette orientation concerne la représentation équitable des femmes au sein des instances locales et régionales et que le second concerne la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes par ces mêmes instances;

**ATTENDU QUE** le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Régions ont signé une entente de collaboration visant la mise en œuvre de cette cinquième orientation;

**ATTENDU QUE** le CRCD exerce une fonction générale de concertation des intervenantes et intervenants régionaux et de planification régionale et qu'il doit, dans la composition de son conseil d'administration, porter une attention particulière à une représentation équitable entre les femmes et les hommes;

**ATTENDU QUE** l'avis du Conseil du statut de la femme sur les conditions de vie des femmes et le développement local et régional en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, déposé en mars 2000, dresse les constats suivants :

- 48,2 % des femmes de la région font partie de la population active comparativement à 60,8 % des hommes et à 54,6 % des Québécoises;
- Quel que soit le groupe d'âges considéré, les femmes de la région sont deux fois plus touchées par le chômage que la moyenne des Québécoises (23,3 % en région et 11,2 % au Québec);
- Les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes de la région à travailler à temps partiel (26,9 % contre 12,5 %);
- Malgré un emploi plus souvent à temps plein que l'ensemble des Québécoises, les femmes de la région ne gagnent que 80 % du revenu moyen d'emploi des Québécoises;
- Les Gaspésiennes et les Madelinienues sont surreprésentées à l'aide sociale et en dépendent plus longtemps que les hommes de la région et l'ensemble des Québécoises;
- Les femmes sont sous-scolarisées par rapport aux Québécoises (26,7 % des Gaspésiennes et des Madelinienues ont moins d'une neuvième année de scolarité comparativement à 18,9 % des Québécoises) et leurs choix scolaires sont plus fortement concentrés dans les options traditionnellement féminines (85,3 % des femmes de la région se concentrent dans trois familles de programmes au secondaire et sont majoritairement concentrées dans deux programmes au collégial). Il est donc impératif qu'elles diversifient leur orientation scolaire et professionnelle pour mieux s'arrimer au développement de l'économie régionale et ainsi améliorer leurs perspectives d'emploi;
- En Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, les mesures susceptibles d'épauler les femmes-chefs d'entreprise ou celles qui souhaitent se lancer en affaires, plus nombreuses proportionnellement que dans l'ensemble du Québec, sont insuffisantes;

**ATTENDU QU'EN** Gaspésie et aux Îles, comme ailleurs au Québec, les femmes sont en minorité à siéger au sein des instances décisionnelles qui déterminent les paramètres du développement socio-économique local et régional.

**EN CONSÉQUENCE**, le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires des Chic-Chocs, des Îles, René-Lévesque et Eastern Shores, le Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles, de même que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère des Régions et le CRCD conviennent de ce qui suit :

## DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

Politique de soutien au développement local et régional :

Politique gouvernementale qui vise à rapprocher l'action gouvernementale des citoyens et citoyennes, à assurer une plus grande responsabilisation des communautés locales et régionales et à accroître le partenariat état-régions pour assurer le développement global du Québec.

Entente cadre :

Convention entre le gouvernement et le conseil régional établie sur la base du plan stratégique régional et dans laquelle les parties conviennent des axes et priorités de développement auxquels le gouvernement sera associé en vue du développement de la région. L'Entente cadre a une durée de cinq ans et elle est complétée par deux plans d'action au cours de cette période.

Entente spécifique :

Une entente spécifique est une convention entre, d'une part, un Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) et, le cas échéant, d'autres partenaires du milieu et d'autre part un ou des ministères ou organismes gouvernementaux. Cette convention associe les parties à la mise en œuvre ou à la gestion de certaines mesures, activités, interventions ou programmes visant l'adaptation de l'action gouvernementale aux particularités ou aux priorités régionales.

Plan stratégique de développement :

Résultat de la démarche de planification entreprise par le CRCD et identifiant, à partir de bilans, d'analyses et de perspectives sectorielles, les choix de développement de la région pour un horizon d'environ cinq ans.

Condition féminine : Ensemble des éléments caractérisant les conditions de vie des femmes.

Commission sectorielle  
« Femmes et développement  
régional » :

Comité aviseur du CRCD sur toute question relative à la condition féminine. À cet égard, les principaux mandats de ce comité sont les suivants :

Tenir informé le CRCD de l'évolution de son secteur;

Proposer un plan de travail annuel et en assurer le suivi;

Élaborer et soumettre les orientations sectorielles de développement s'inscrivant dans le cadre des axes et priorités de développement régional du CRCD;

Soumettre ou donner son avis sur toutes propositions d'ententes spécifiques.

## 1. OBJECTIF ET BUTS DE L'ENTENTE

### 1.1 Objet de l'entente

La présente entente a pour objet :

D'associer le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires des Chic-Chocs, des Îles, René-Lévesque et Eastern Shores, le Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère des Régions et le CRCD dans la réalisation du plan d'action de la commission sectorielle « Femmes et développement régional », en lien avec les axes et les priorités de développement contenus dans l'Entente cadre de développement de la région de la Gaspésie et des Îles. Ce plan d'action vise à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et à améliorer les conditions de vie des femmes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.

### 1.2 Buts de l'entente

Cette entente vise à :

- ♦ accroître la présence des femmes dans les structures décisionnelles locales et régionales afin d'assurer leur participation, comme citoyennes, à la prise de décision de même que la prise en compte de leurs intérêts et de leurs réalités;
- ♦ améliorer les conditions de vie des femmes en :
  - encourageant la diversification des choix de formation des femmes et des filles,
  - favorisant leur maintien dans les programmes traditionnellement masculins,
  - soutenant leur accès à des carrières et à des emplois traditionnellement masculins qui offrent de bonnes conditions de travail et des perspectives intéressantes;
- ♦ reconnaître et développer le potentiel entrepreneurial des femmes;
- ♦ assurer la prise en compte des intérêts et des réalités distinctes des hommes et des femmes notamment par la tenue de statistiques sexuées régionales permettant une meilleure analyse de la situation et une correction des écarts, s'il y a lieu.

## 2. L'ENGAGEMENT DES PARTIES

**2.1 Le ministère de l'Éducation s'engage à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

À cette fin, le ministère s'engage à :

**2.1.1 Accentuer ses efforts afin de diversifier les choix de carrière pour les femmes ainsi qu'à soutenir leur intégration dans des secteurs d'emploi traditionnellement masculins en :**

- s'assurant que les établissements d'enseignement mettront en application l'approche orientante et élaboreront des projets ou réaliseront des activités qui favorisent des choix de carrière diversifiés pour les filles et les femmes,
- faisant la promotion de la mesure de soutien offerte aux commissions scolaires et aux cégeps pour des projets novateurs visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins,
- réservant, sur l'allocation versée à la Direction régionale dans le cadre de la mesure, un montant de 12 000 \$ pour la réalisation de projets dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine à la condition que des projets soient présentés par les établissements ou par un regroupement d'établissements. Le choix des projets sera fait par un comité formé à cet effet et composé de représentantes ou de représentants du ministère de l'Éducation et d'organismes de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. L'engagement de la Direction régionale est valable pour l'année 2002 – 2003 et pour les années subséquentes si la mesure est reconduite,
- agissant en partenariat avec le CRCD Gaspésie-IDM quant au développement de projets novateurs visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins.
- incitant les établissements d'enseignement à développer des services en lien avec le marché du travail et les orientations de développement de la région,



- collaborant, le cas échéant, avec le ministère de la Science et de la Technologie, à la promotion des carrières scientifiques pour les filles et les femmes;

#### 2.1.2 Rendre disponibles des statistiques sur :

- le nombre de femmes qui œuvrent dans les instances politiques (conseil des commissaires, conseil d'administration et conseil d'établissement) ainsi que dans la structure administrative des commissions scolaires et du Cégep de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine,
- le nombre de filles et de femmes inscrites dans les programmes de formation traditionnellement masculins;

#### 2.1.3 Tenir annuellement une cérémonie de remise des prix pour les lauréates du concours « Chapeau les filles » de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;

#### 2.1.4 Proposer et supporter, au cours de l'année scolaire 2002 – 2003, sur le territoire de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, l'organisation de la session de perfectionnement intitulée « Découvrir des métiers gagnants pour les filles! » qui procure au personnel scolaire des outils pour démythifier auprès des jeunes filles et femmes les métiers traditionnellement réservés aux hommes;

#### 2.1.5 Déléguer une représentante ou un représentant du ministère de l'Éducation au sein du comité de suivi de l'entente.

### 2.2 Les commissions scolaires des Chic-Chocs, des Îles, René-Lévesque et Eastern Shores ainsi que le Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine s'engagent à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de leurs mandats et politiques.

À cette fin, les commissions scolaires et le Cégep s'engagent à :

#### 2.2.1 mettre en application l'approche « orientante » et élaborer des projets ou réaliser des activités qui concernent directement les choix des filles et des femmes;

- 2.2.2 proposer, au besoin, des mécanismes d'ajustement afin de favoriser la diversification des choix de formation offerts aux filles et aux femmes;
- 2.2.3 développer, pour les filles et les femmes qui étudient en formation professionnelle et technique, des services en lien avec le marché du travail et les orientations de développement de la région (ex: activités favorisant l'intégration des filles et des femmes qui ont choisi des programmes d'étude traditionnellement masculins dans des entreprises de la région, développement de projets avec les CLE, utilisation de femmes qui œuvrent dans des métiers traditionnellement masculins comme conférencières auprès des élèves du secondaire, organiser des visites d'entreprises pour les sortantes en formation professionnelle et technique, etc.);
- 2.2.4 tenir à jour des statistiques sur la situation des filles et de femmes dans les programmes traditionnellement masculins (ex: nombre de demandes d'admission, nombre d'inscriptions, nombre de sortantes avec diplôme, nombre de filles et de femmes qui trouvent un emploi dans leur domaine – en région ou à l'extérieur de la région);
- 2.2.5 tenir à jour des statistiques sur le nombre de femmes qui œuvrent dans les instances politiques (conseil des commissaires, conseil d'administration, conseil d'établissement) ainsi que dans la structure administrative des organismes scolaires et des établissements de formation;
- 2.2.6 déléguer une représentante ou un représentant de chacun des organismes (le Cégep ainsi que les quatre commissions scolaires) au sein du comité de suivi de l'entente.

**2.3 La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles s'engage à participer à la réalisation de la présente entente sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

À cette fin, la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles s'engage à :

- 2.3.1 Maintenir et développer la Banque de candidates (femmes intéressées à s'impliquer dans les structures régionales et locales);
- 2.3.2 Assurer des liens entre les femmes et les instances socio-économiques par l'entremise de deux moyens : promotion de l'utilisation de la Banque de candidates et utilisation d'un outil régional de sensibilisation et d'action destiné aux instances décisionnelles, « Outils en mains »;
- 2.3.3 Organiser des rencontres et des sessions de formation pour les femmes inscrites à la Banque de candidates;
- 2.3.4 Collaborer à l'organisation de rencontres de sensibilisation et d'information à la politique municipale à l'intention des femmes de la région, de concert avec le Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles;
- 2.3.5 Créer un réseau de communication et un forum de discussions sur internet destiné aux femmes inscrites à la Banque de candidates;
- 2.3.6 Déléguer une représentante de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles au sein du comité de suivi de l'entente.

**2.4 Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole s'engage à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

À cette fin, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole s'engage à :

- 2.4.1 Mettre en œuvre divers moyens pour sensibiliser les municipalités aux réalités et aux intérêts des femmes et pour en promouvoir la prise en compte, par :

- l'établissement d'un répertoire des municipalités qui prennent en compte les intérêts particuliers des femmes et les moyens qu'elles ont mis en place à cet effet,
- l'évaluation des besoins des municipalités en matière d'outils pour la prise en compte des besoins particuliers des femmes,
- l'élaboration, le cas échéant, d'outils pour permettre aux municipalités une meilleure prise en compte des besoins particuliers des femmes;

2.4.2 Participer, à titre d'expert, aux rencontres d'information et de sensibilisation, de même qu'aux sessions de formation à la politique municipale offertes par le Conseil régional de concertation et de développement;

2.4.3 Rendre disponibles des statistiques sexuées régionales afin de permettre une meilleure analyse de la situation et une correction des écarts, s'il y a lieu;

2.4.4 Déléguer une représentante ou un représentant du ministère des Affaires municipales et de la Métropole au sein du comité de suivi de l'entente;

2.4.5 Participer à l'exécution des activités prévues aux points 2.6.3, 2.6.4 et 2.6.5, et en assurer le financement pour un montant total n'excédant pas 1 500 \$ par année pour la durée de l'entente.

**2.5 Le ministère de l'Industrie et du Commerce s'engage à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

À cette fin, le ministère de l'Industrie et du Commerce s'engage à :

2.5.1 Faire connaître aux entrepreneures de la région et aux femmes qui suivent une formation en entrepreneuriat les services spécialisés qu'il offre;

2.5.2 Appuyer la réalisation d'un état de situation régional des problèmes d'accès des femmes entrepreneures au financement;

- 2.5.3 Sensibiliser les institutions financières afin que les femmes bénéficient des leviers nécessaires au démarrage d'entreprise;
- 2.5.4 Faire la promotion des mesures mises à la disposition des femmes entrepreneures par le ministère de l'Industrie et du Commerce;
- 2.5.5 Rendre disponibles des statistiques sexuéées régionales afin de permettre une meilleure analyse de la situation et une correction des écarts, s'il y a lieu;
- 2.5.6 Déléguer une représentante ou un représentant du ministère de l'Industrie et du Commerce au sein du comité de suivi de l'entente.

**2.6 Le ministère des Régions s'engage à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

**À cette fin, le ministère des Régions s'engage à :**

- 2.6.1 S'assurer que soient pris en compte les intérêts et les réalités des femmes dans l'élaboration des plans d'action régionaux des ministères et organismes, en lien avec l'Entente cadre de développement;
- 2.6.2 Faire reconnaître, par tous les ministères et organismes membres de la Conférence administrative régionale, le comité interministériel en condition féminine qui s'assurera de la mise en œuvre et de la réalisation des actions régionales prévues au programme d'action 2000 – 2003 en condition féminine;
- 2.6.3 Déposer un rapport semestriel des actions menées par le comité interministériel en condition féminine au CRCD pour avis, afin d'assurer un arrimage entre les actions ministérielles et celles du milieu. Ce rapport fera état de l'avancement des travaux du comité;
- 2.6.4 Informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente et lui déposer les bilans annuels produits par le comité de suivi;
- 2.6.5 Rendre disponibles des statistiques sexuéées régionales afin de permettre une meilleure

analyse de la situation et une correction des écarts, s'il y a lieu;

2.6.6 S'assurer que les CLD rendent disponibles des statistiques sexuées régionales afin de permettre une meilleure analyse de la situation et une correction des écarts, s'il y a lieu;

2.6.7 Intégrer aux attentes signifiées aux CLD la mise en place d'un mécanisme visant à atteindre et à maintenir une représentation féminine équitable au sein de ces instances;

2.6.8 Intégrer aux attentes signifiées aux CLD la réalisation d'un portrait des problèmes d'accès des femmes entrepreneures au financement;

2.6.9 Déléguer une représentante ou un représentant du ministère des Régions au sein du comité de suivi de l'entente;

2.6.10 Réserver un montant de 39 000 \$ dollars par année au Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », et ce, pour chacune des années de l'entente, soit 39 000 \$ en 2002 – 2003, 39 000 \$ en 2003 – 2004 et 39 000 \$ en 2004 – 2005.

**2.7 Le Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles s'engage à participer à la réalisation de la présente entente, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.**

À cette fin, le Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles s'engage à :

2.7.1 Se doter d'une politique d'équité quant à la représentation des femmes dans ses structures de façon à en augmenter le nombre, en faire la promotion et le suivi;

2.7.2 Soutenir la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles dans le maintien et le développement de la Banque de candidates (femmes intéressées à s'impliquer dans les structures régionales et locales);

2.7.3 Soutenir la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles pour lui permettre d'assurer les liens entre les femmes et les instances socio-économiques par l'entremise de deux moyens : promotion de l'utilisation de la

Banque de candidates et utilisation d'un outil régional de sensibilisation et d'action destiné aux instances décisionnelles, « Outils en mains »;

2.7.4 Soutenir la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles dans l'organisation de rencontres et de sessions de formation s'adressant aux femmes inscrites à la Banque de candidates;

2.7.4 Soutenir la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles dans la création d'un réseau de communication et un forum de discussions sur internet destiné aux femmes inscrites à la Banque de candidates;

2.7.5 Organiser des rencontres de sensibilisation et d'information à la politique municipale à l'intention des femmes de la région;

2.7.6 Émettre, sur la base de l'expertise de la commission sectorielle « Femmes et développement régional », un avis sur les rapports du comité interministériel en condition féminine de la Conférence administrative régionale;

2.7.7 Déléguer une représentante ou un représentant du Conseil régional de concertation et de développement au sein du comité de suivi de l'entente;

2.7.8 Affecter, sous réserve des crédits disponibles, un montant de 39 000 \$ par année à même le Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », et ce, pour chacune des trois années de l'entente. Un montant annuel de 33 000 \$, géré par la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles, sera destiné au financement d'activités en condition féminine et notamment sur des interventions reliées à la place des femmes dans le développement régional. Le CRCD s'engage à recommander au ministère des Régions, direction Gaspésie-IDM, le versement d'une somme maximale de 6 000 \$ par année, pour la durée de l'entente, aux organismes désignés par le CRCD en partenariat avec le ministère de l'Éducation pour les projets novateurs visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins tels que défini par le ministère de l'Éducation au point 2.1.1 de cette présente entente;

2.7.9 Recommander au ministre des Régions d'effectuer le versement des sommes prévues au Fonds de développement régional comme suit : 33 000 \$ en 2002 – 2003, 33 000 \$ en 2003 – 2004 et 33 000 \$ en 2004 – 2005 à la Table de concertation des groupes de femmes, et de recommander, en partenariat avec le ministère de l'Éducation, le versement d'une somme maximale de 6 000 \$ en 2002 – 2003, 6 000 \$ en 2003 – 2004 et 6 000 \$ en 2004 – 2005 au ministre des Régions pour les projets novateurs visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins. Ces versements se feront selon les modalités suivantes : 70 % du montant annuel vers le mois de mai et 30 % sur présentation d'un rapport d'étape et sur recommandation du comité de suivi, vers le mois de novembre, pour la durée de l'entente.



### **3. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTÉ**

#### **3.1 Durée de l'entente et renouvellement**

Cette entente est d'une durée de trois (3) ans et est effective à compter de la signature des présentes. Au début de la troisième année, les parties signataires conviennent d'amorcer, s'il y a lieu, des discussions et négociations visant son renouvellement.

#### **3.2 Gestion, suivi et évaluation**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de cette entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi.

Ce comité est formé d'une personne représentant le ministère de l'Éducation, d'une personne représentant le Cégep de la Gaspésie et des Îles, d'une personne représentant la Commission scolaire des Chic-Chocs, d'une personne représentant la Commission scolaire des Îles, d'une personne représentant la Commission scolaire Eastern Shores, d'une personne représentant la Commission scolaire René-Lévesque, d'une personne représentant la Table de concertation des groupes de femmes, d'une personne représentant le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, d'une personne représentant le ministère de l'Industrie et du Commerce, d'une personne représentant le ministère des Régions et d'une personne représentant le Conseil régional de concertation et de développement. Le comité pourra s'adjoindre toute personne nécessaire à l'accomplissement de son mandat qui est de s'assurer du respect des clauses de l'entente. De plus, il aura la responsabilité de déterminer des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte des objectifs.

#### **3.3 Modifications de l'entente**

Les parties conviennent que cette entente sera annexée à l'Entente cadre de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine et, le cas échéant, elle sera harmonisée pour tenir compte de nouvelles mesures ou politiques du gouvernement, s'il y a lieu.

Toute modification sur le fond de cette entente devra obtenir l'autorisation des signataires.

#### **3.4 Ouverture à d'autres partenaires**

La présente entente se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de nouveaux

partenaires désireux de s'y associer. L'association de ces partenaires pourra se faire par l'ajout d'un addenda annexé à la présente.

### **3.5 Portée de l'entente**

Les parties conviennent que la présente entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes.

## **4. AVIS DE CONFORMITÉ**

Le ministère des Régions reconnaît que cette entente spécifique est conforme à la « Politique de soutien au développement local et régional » qu'elle contribue à la mise en œuvre de l'Entente cadre de développement de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

## 5. LES COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications écrites seront acheminées de la façon suivante :

### **Le ministre de l'Éducation**

355, boulevard Saint-Germain Ouest, 2<sup>e</sup> étage  
Rimouski (Québec) G5L 3N2  
A/S de monsieur Gérard Bédard, directeur régional

### **Le Cégep de la Gaspésie et des Îles**

96, rue Jacques-Cartier  
Gaspé (Québec) G4X 2S8  
A/S de monsieur Roland Auger, directeur général

### **La Commission scolaire des Chêc-Chocs**

102, rue Jacques-Cartier  
Gaspé (Québec) G4X 2S9  
A/S de monsieur Yves Dallaire, directeur général

### **La Commission scolaire des Îles**

1332 A, chemin Lavernière  
L'Étang-du-Nord (Québec) G0B 1E0  
A/S de monsieur Reynald Déraspe, directeur général

### **La Commission scolaire Eastern Shores**

40, rue Mont-Sorel  
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0  
A/S de monsieur Cyrus Journeau, directeur général

### **La Commission scolaire René-Lévesque**

24, rue Centre civique  
Carleton (Québec) G0C 1J0  
A/S de monsieur Alain Desmeules, directeur général

### **La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles**

199, boulevard Perron Est  
Caplan (Québec) G0C 1H0  
A/S de madame Marie-Thérèse Forest, coordonnatrice

### **Le ministre aux Affaires municipales et à la Métropole**

500, avenue Daignéault  
C.P. 310  
Chandler (Québec) G0C 1K0  
A/S de monsieur Michel Gionest, directeur régional

**La ministre de l'Industrie et du Commerce**  
224, boulevard Gérard D. Lévesque  
C.P. 579  
New Carlisle (Québec) G0C 1Z0  
A/S de monsieur Roger Cyr, directeur régional

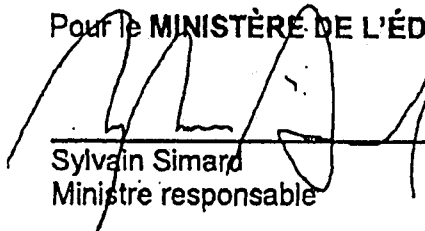
**Le ministre des Régions**  
500, avenue Daigneault, local 10-A  
C.P. 1360  
Chandler (Québec) G0C 1K0  
A/S de monsieur Marcel Landry, sous-ministre adjoint

**Le Conseil régional de concertation et de  
développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-  
Madeleine**  
153-2, rue de la Reine  
Gaspé (Québec) G4X 1T5  
A/S de monsieur Gilbert Scantland, directeur général

## 6. SIGNATURES

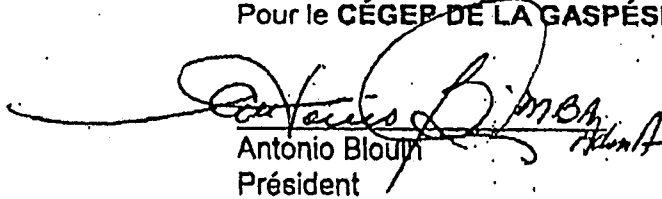
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente spécifique. En foi de quoi, elles ont signé à  
le

Pour le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

  
Sylvain Simard  
Ministre responsable

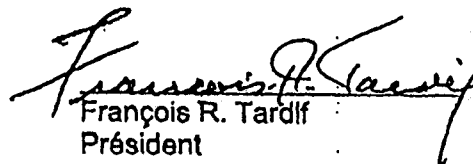
19 août 2002  
Date

Pour le CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

  
Antonio Blouin  
Président

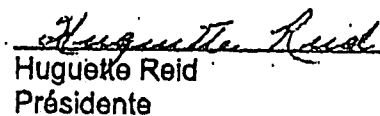
                      
Date

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS

  
François R. Tardif  
Président

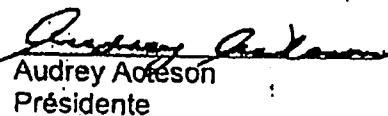
7 novembre 2002  
Date

Pour la COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES

  
Huguette Reid  
Présidente

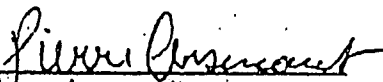
29 octobre 2002  
Date

Pour la COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

  
Audrey Acheson  
Présidente

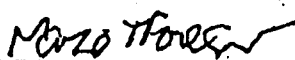
02 décembre 2002  
Date

Pour la **COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE**

  
 Pierre Arsenault  
 Président.


Date \_\_\_\_\_

Pour la **TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES**

  
 Marie-Thérèse Forest  
 Coordonnatrice


14.11.02  
 Date

Pour le **MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE**

  
 André Boisclair  
 Ministre responsable

Date \_\_\_\_\_


Pour le **MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**

  
 Pauline Marois  
 Ministre responsable

Date \_\_\_\_\_

Le **MINISTÈRE DES RÉGIONS** considère que cette entente est conforme à la politique québécoise de développement des régions.

Pour le **MINISTÈRE DES RÉGIONS**

  
 Remy Trudel  
 Ministre responsable

Date \_\_\_\_\_

  
 Maxime Arseneau  
 Ministre régional délégué

Date \_\_\_\_\_

Pour le CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-  
LA-MADELEINE

  
Henri Le May  
Président

25-06-02.  
Date





**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL  
EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE  
ENTRE**

**LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS ET  
MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, madame  
Diane Lemieux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelée « le MCC »);

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX  
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**, monsieur  
Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelé « le MREG »);

**ET**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE  
L'ALIMENTATION ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION  
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**, monsieur Maxime Arseneau,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

**ET**

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES  
CULTURELLES**, représentée par son président, monsieur Pierre Lafleur,

(ci-après appelée « la SODEC »);

**ET**

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES**, représenté par sa  
présidente-directrice, madame Marie-Claire Lévesque,

(ci-après appelé « le CALQ »);

**ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE ET DES  
ÎLES-DE-LA-MADELEINE**, compagnie sans but lucratif légalement  
constituée en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies  
(L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 153-2, rue de la Reine, Gaspé  
(Québec) G4X 1T5, représentée par monsieur Henri Le May, président,  
dûment autorisé par résolution adoptée à la séance du 13 décembre 2002  
et dont une copie certifiée est annexée aux présentes.

(ci-après appelé « le CRCDGÎM »);

Initiales des parties

PL  
del  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## CONSIDÉRATIONS

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec et le CRCDGÎM ont signé, le 15 septembre 2000, une Entente cadre de développement d'une durée de 5 ans qui détermine les axes et les priorités de développement de la région pour la période 2000-2005;

**ATTENDU QUE** la culture fait partie des quatre priorités d'interventions qui ont été identifiées pour chacun des axes de développement de l'Entente cadre;

**ATTENDU QUE** cette entente prévoit la signature d'ententes spécifiques entre le CRCDGÎM et les ministres et organismes du gouvernement du Québec;

**ATTENDU QU'UN** cadre de référence guide le partage des rôles respectifs des ministères et des organismes gouvernementaux du secteur culturel dans le but d'assurer l'harmonisation, la cohérence et la complémentarité de leurs actions en matière d'ententes spécifiques;

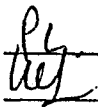
**ATTENDU QUE** la ministre de la Culture et des Communications a pour mandat de favoriser l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture et des communications au Québec, d'en susciter les retombées sur les plans de la qualité artistique et de l'enrichissement des collectivités, de même que susciter le développement des secteurs de la culture et des communications en région;

**ATTENDU QUE** la SODEC a, selon sa loi constitutive, pour mandat de promouvoir et de soutenir dans toutes les régions du Québec l'implantation et le développement des entreprises culturelles et de contribuer à accroître la qualité et la compétitivité des produits et services;

**ATTENDU QUE** le CALQ a, selon sa loi constitutive, pour mandat de soutenir dans toutes les régions la création, l'expérimentation et la production dans tous les domaines des arts et des lettres et d'en soutenir le rayonnement;

**ATTENDU QUE** l'Entente cadre de la région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine identifie l'affirmation d'une culture vivante comme l'un des cinq défis fondamentaux du développement de la région.

Initiales des parties

  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**DÉFINITIONS**

Dans la présente entente spécifique, les abréviations et termes suivants se réfèrent à :

**« Entente cadre » :**

Convention signée entre le gouvernement et le CRCDGÎM pour une durée de cinq ans (2000-2005) et portant sur certains ou l'ensemble des axes et des priorités de développement proposés par le CRCDGÎM et auxquels le gouvernement adhère et indique sa volonté de collaborer.

**« Entente spécifique » :**

Convention signée entre un conseil régional de développement et un des ministres ou organismes gouvernementaux et, le cas échéant, d'autres partenaires « pour la mise en œuvre de l'entente cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région l'action gouvernementale en matière de développement régional ».

**« Artiste professionnel » :**

Désigne tout artiste qui, ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement ou les deux, crée des œuvres pour son propre compte, possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline et diffuse ses œuvres en public. Il doit résider dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine depuis au moins 12 mois.

**« Comité d'évaluation ou jury » :**

Comité d'évaluation ou jury créé selon les modalités de l'article 22(3°) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q. c. C. 57-02) en vue d'évaluer les dossiers soumis au CALQ dans le cadre de la présente entente et de faire des recommandations aux parties.

**« Organismes professionnels » :**

Entendre organismes professionnels des domaines des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts de la scène et des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature qui font appel à des artistes professionnels, des concepteurs ou des intervenants de ces milieux reconnus comme tels, et dont l'administration est assurée par un personnel qualifié et expérimenté.

L'organisme doit être une corporation sans but lucratif, ayant son siège social dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dont la majorité des administrateurs sont des citoyens canadiens ou des immigrants reçus résidant au Québec, et qui est formée essentiellement en vue de produire et de diffuser dans le domaine des arts et des lettres.

Initiales des parties

PC.  
dy  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Le demandeur doit respecter la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature en ayant, notamment, un contrat écrit avec l'artiste contenant les six points prévus à l'article 31 de la Loi L.R.Q., C. S-32.01 et la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, L.R.Q., C. S-32.1.

**« Financement d'entreprises » :**

Opérations basées sur le plan d'affaires des entreprises qui peuvent résulter en diverses sortes d'avances financières consenties sous forme de prêt, de garantie de prêt, de crédit renouvelable, et, exceptionnellement, sous forme de capital-actions.

**« Partenaires » :**

Organismes associés à des activités et à des projets favorisant la réalisation des objectifs de l'entente spécifique.

**« Le comité de suivi » :**

Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

**CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. BUT DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet la concrétisation du partenariat gouvernement-région, visant, dans une perspective de régionalisation, à favoriser le développement culturel à l'échelle du territoire.

L'entente s'inscrit dans les axes 1 et 5 de l'Entente cadre :

Axe 1 : Consolidation et diversification de l'économie;  
Axe 5 : Qualité du milieu de vie.

Notamment :

- Préciser les engagements du CRCDGÎM et du CALQ pour la réalisation d'objectifs visant à appuyer des projets artistiques afin de renforcer le développement des arts et des lettres dans la région;
- Préciser les engagements du CRCDGÎM et de la SODEC envers le développement des entreprises culturelles dans la région;
- Préciser les engagements du CRCDGÎM et du MCC envers la mise en valeur du patrimoine, le positionnement du tourisme culturel, la promotion et la diffusion des arts et de la culture : objet de fierté et élément d'identité locale et régionale et source de développement économique.

Initiales des parties

PL  
del  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## 2. PORTÉE DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Cette entente couvre le territoire de la région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et est l'expression d'une volonté commune des signataires de contribuer à l'affirmation d'une culture vivante. Cet effort concerté s'exprime par une démarche d'ensemble et intégratrice : « **Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – Terre et Mer d'accueil et de culture** ».

## 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

### 3.1 Objectifs généraux

De manière plus générale, les parties s'engagent à :

- Favoriser la vitalité du domaine des arts et des lettres, notamment auprès des artistes de la relève;
- Stimuler la croissance des sources de revenus par des initiatives artistiques élaborées en partenariat et visant à sensibiliser les publics de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;
- Favoriser l'émergence des entreprises culturelles et la reconnaissance de leur apport à la culture et à l'économie de la région;
- Encourager les agents économiques à collaborer avec les milieux culturels pour qu'ils contribuent ensemble au rayonnement de la culture de la région;
- Susciter et encourager, lorsque possible, la complémentarité des actions des partenaires pour soutenir la réalisation d'activités ou de projets à caractère régional.

### 3.2 Objectifs spécifiques

De manière plus spécifique, les parties s'engagent à :

#### 3.2.1 Soutenir l'activité artistique dans le domaine des arts et des lettres par la création d'un fonds des arts et des lettres GÎM en vue de :

- Stimuler l'activité artistique afin de développer la carrière des artistes et l'émergence d'une relève dans la région dans les domaines des arts et des lettres;
- Encourager la création et le rayonnement d'œuvres réalisées par des artistes professionnels;
- Soutenir les initiatives artistiques réalisées en partenariat avec le milieu scolaire, municipal, social, culturel et le secteur privé;
- Appuyer des activités artistiques visant à sensibiliser les publics de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Initiales des parties

PL  
ML  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

### **3.2.2 Soutenir le développement des industries culturelles :**

- Accroître l'offre de services spécialisés pour le développement des entreprises culturelles;
- Mettre à disposition l'information et les statistiques permettant d'avoir une vue d'ensemble des politiques, programmes et activités touchant les industries culturelles, tant d'un point de vue régional que national;
- Soutenir une stratégie collective de commercialisation des métiers d'art dans le but de consolider les entreprises dans ce domaine;
- Encourager le rayonnement international du Festival en chanson de Petite-Vallée;
- Favoriser l'émergence d'un événement régional d'animation de la lecture et du livre.

### **3.2.3 Soutenir le développement culturel et patrimonial par la création d'un fonds de développement culturel GIM en vue de :**

- Encourager et soutenir la mise en valeur de la culture locale et régionale, notamment en ce qui concerne la contribution de l'industrie culturelle au développement touristique et la commercialisation des produits et services culturels sur les marchés intérieurs et extérieurs;
- Encourager et soutenir les actions locales et régionales en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine sous toutes ses formes;
- Consolider le réseau des institutions culturelles existantes;
- Favoriser des initiatives structurantes et novatrices;
- Favoriser la consolidation et le développement des emplois culturels de la région;
- Susciter le partenariat dans la réalisation des actions par l'importance de l'effet levier généré par les projets;
- Assurer à la région une présence culturelle dynamique sur le réseau Internet.

## **4. ENGAGEMENT DES PARTIES**

Les parties s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans le respect de leur mandat spécifique.

Initiales des parties

PC  
uy  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Les parties s'engagent à prendre part aux activités du comité de suivi décrit à l'article 5 et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente.

**4.1 Les engagements du CALQ au regard du fonds des arts et des lettres GÎM sont :**

- Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser une somme de 150 000 \$ sur trois ans, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, à raison de 50 000 \$ par année;
- Défrayer les coûts relatifs à la tenue des rencontres de jurys, en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités consultatifs et de jurys;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à l'objet de l'entente et à remettre un rapport annuel au CRCDGÎM dans les trois mois suivant la fin de chacune des trois années financières visées par l'entente;
- Fournir à chaque inscription au CRCDGÎM une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'entente;
- Participer à l'évaluation annuelle de l'entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci;
- Les modalités d'application du fonds, prévues à l'annexe 1, font partie intégrante de l'entente.

**4.2 Les engagements de la SODEC au regard du développement des entreprises culturelles sont :**

- Contribuer par ses actions à l'atteinte des objectifs de l'entente dans le respect de ses politiques et programmes et des orientations régionales en matière de développement;
- Participer à des sessions de travail, organisées par le CRCDGÎM, permettant de sensibiliser les agents économiques de la région, en particulier les CLD, aux problématiques de développement des entreprises culturelles et à y présenter la politique financière et les programmes de la Société;
- Examiner, selon les termes de sa politique financière, toute demande de financement provenant d'une entreprise régionale et requérir auprès du CRCDGÎM un avis, le cas échéant;
- Contribuer, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de ses programmes pour les années financières 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005 :

Initiales des parties

PL.  
afj  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- À deux projets régionaux de commercialisation des métiers d'art pour la Gaspésie et pour les Îles-de-la-Madeleine, gérés par des partenaires reconnus dans le milieu, pour un montant annuel global pouvant atteindre 30 000 \$, et ne pouvant dépasser 50 % du coût total de chacun des projets. La structure financière des projets pourra comprendre l'apport financier de plusieurs partenaires, dont le CRCDGÎM;
- Au rayonnement international du Festival en chanson de Petite-Vallée pour un montant annuel pouvant atteindre 10 000 \$, en complément d'une contribution financière du CRCDGÎM;
- À la tenue d'un événement régional d'animation de la lecture et du livre, géré par un partenaire reconnu dans le milieu, pour un montant annuel pouvant atteindre 60 000 \$, et ne pouvant dépasser 50 % du montant total du projet. La structure financière du projet pourra comprendre l'apport financier de plusieurs partenaires, dont les quatre librairies agréées de la région et le CRCDGÎM;
- Transmettre au CRCDGÎM le résultat de son analyse dans chacun des dossiers et le montant annuel de son engagement pour chacune des trois années financières visées par l'entente;
- La SODEC effectuera les versements des aides financières directement aux organismes et entreprises, après confirmation des engagements du CRCDGÎM et des partenaires, le cas échéant.

**4.3 Les engagements du MCC au regard du fonds de développement culturel GÎM sont :**

- Établir, en collaboration avec le CRCDGÎM, un fonds de développement culturel GÎM doté de modalités d'application pour le soutien financier de projets cadrant dans la réalisation des objectifs et activités découlant des points 3.1 et 3.2.3;
- Conformément à la lettre d'annonce du 21 mars 2002, verser au CRCDGÎM 50 000 \$ pour l'année financière 2002-2003, à la signature de l'entente, et sous réserve des crédits annuels disponibles, verser au CRCDGÎM une somme de 100 000 \$ pour les années financières 2003-2004 et 2004-2005, à raison de 50 000 \$ par année;
- Participer, en partenariat avec le CRCDGÎM, à l'analyse et aux recommandations finales des projets soumis dans le cadre du fonds culturel GÎM;

Initiales des parties

PL.  
HJ  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



- Mettre à la disposition des parties les ressources techniques et professionnelles requises au suivi des projets de la présente entente;
- Participer à l'évaluation annuelle de l'entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

**4.4 Les engagements du CRCDGÎM sont de :**

- Contribuer par ses actions et ses projets à l'atteinte des objectifs généraux et spécifiques énoncés à l'article 3 de la présente entente, dans le respect des orientations régionales en matière de développement;
- S'assurer que les organismes et entreprises bénéficiaires utilisent et affectent ces montants exclusivement à la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes et entreprises un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- Utiliser et affecter les montants prévus à la présente convention pour la réalisation des objets de l'entente, selon la répartition autorisée et conformément aux normes des programmes de soutien applicables;
- Percevoir des organismes et entreprises à qui sont versés certains montants, toute partie des montants qui ne seront pas utilisés à la réalisation des activités prévues et les remettre aux partenaires signataires de l'entente selon leur contribution respective;
- Participer à l'évaluation annuelle de l'entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci;
- Assumer, s'il y a lieu, les coûts directs reliés à la diffusion du plan de communication et de promotion;
- Assurer des engagements financiers avec les partenaires de l'entente pour les trois années financières 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005.

**4.4.1 Les engagements du CRCDGÎM au regard du fonds des arts et des lettres GÎM sont :**

- Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, à raison de 50 000 \$ par année, en complémentarité des sommes versées par le CALQ aux projets retenus dans le cadre de la présente entente.

Initiales des parties

PL  
AL  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- Recommander au ministère des Régions, sous réserve de la disponibilité des crédits, de rendre disponibles les sommes prévues dans l'entente pour la contribution du CRCD issues du Fonds de développement régional, et ce, conformément aux normes dudit Fonds;
- Utiliser et affecter les montants prévus à la présente convention pour la réalisation des objets de l'entente, aux points 3.1 et 3.2.1, selon la répartition autorisée conformément aux modalités d'application du Fonds des arts et des lettres GîM.

**4.4.2 Les engagements du CRCDGîM au regard des entreprises culturelles sont :**

- Organiser, en partenariat avec les agents culturels de la région, une ou des sessions de travail permettant de sensibiliser les agents économiques de la région, les CLD, SADC, fonds financiers et autres aux problématiques particulières des entreprises culturelles;
- Contribuer, selon la disponibilité de ses ressources technologiques et professionnelles, à l'établissement de deux plans de commercialisation des métiers d'art et à la création d'un événement régional d'animation de la lecture et du livre;
- Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, une somme de 150 000 \$ à raison de 50 000 \$ par année pour financer des projets soumis par les partenaires régionaux pendant la durée de la présente entente;
- Recommander au ministère des Régions, sous réserve de la disponibilité des crédits, de verser aux organismes désignés par le CRCD une somme maximale de 150 000 \$ à raison de 50 000 \$ par année pour la réalisation des projets soumis par les partenaires régionaux, et ce, conformément aux normes du Fonds de développement régional;
- La détermination finale du montant annuel de l'engagement du CRCDGîM dans chacun des projets soumis par les partenaires régionaux sera effectuée après avoir pris en considération l'analyse qu'en aura faite la SODEC.

Initiales des parties

PL  
dy  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**4.4.3 Les engagements du CRCDGÎM au regard du développement culturel GÎM sont :**

- Établir, en collaboration avec le MCC, un Fonds de développement culturel GÎM, doté de modalités d'application pour le soutien financier de projets cadrant dans la réalisation des objectifs et activités découlant des points 3.1 et 3.2.3;
- Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, une somme de 150 000 \$ à raison de 50 000 \$ par année pour la réalisation des projets retenus dans le cadre du Fonds de développement culturel GÎM pendant la durée de la présente entente;
- Recommander au ministère des Régions, sous réserve de la disponibilité des crédits, de verser aux organismes désignés par le CRCD une somme maximale de 150 000 \$ à raison de 50 000 \$ par année pour la réalisation des projets financés dans le cadre du Fonds de développement culturel GÎM, et ce, conformément aux normes du Fonds de développement régional;
- Verser aux organismes désignés conjointement avec le MCC, une somme maximale allouée par ce dernier de 150 000 \$ à raison de 50 000 \$ par année;
- S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent ces montants exclusivement à la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- Percevoir des organismes à qui sont versés certains montants, toute partie des montants qui ne seront pas utilisés à la réalisation des activités prévues;
- Tenir à jour un suivi distinct et spécifique relatif aux aides financières engagées dans le Fonds de développement culturel GÎM et remettre un rapport annuel au MCC dans les trois mois de la fin de chacune des années financières visées par l'entente.

**4.4.4 Les engagements du CRCDGÎM au regard de la gestion, des communications et du suivi de l'entente sont :**

- Assurer la gestion de cette entente en tenant une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables et remettre un rapport au comité de suivi et au MCC;

Initiales des parties

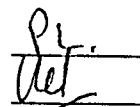
P.L.  
del  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- Réaliser un plan de communication et de promotion afin de faire valoir auprès du public les objectifs de l'entente, le rôle des partenaires impliqués et les projets réalisés dans le cadre de l'entente;
- Assurer la concertation des partenaires impliqués dans la présente entente en convoquant au moins une rencontre du comité de suivi annuellement;
- Dynamiser et mobiliser le milieu culturel à l'égard de la présente entente, via les commissions sectorielles « Culture-Gaspésie » et « Culture-Les Îles », afin d'intensifier et d'harmoniser le développement culturel à l'échelle régionale;
- Sous réserve de la disponibilité des crédits, recommander au ministère des Régions de réserver une somme totale de 75 000 \$ à même le Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques », laquelle sera versée à raison de 25 000 \$ par année afin d'accomplir ces mandats.

#### 4.5 Le ministère des Régions s'engage à :

- Assurer au besoin la coordination interministérielle et l'harmonisation intersectorielle requises dans le cadre de la mise en œuvre de la présente entente;
- Reconnaître le rôle du comité de suivi et participer à celui-ci;
- Réserver, sur recommandation du CRCDGÎM, dans le cadre du Fonds de développement régional, volet « Ententes spécifiques », une somme globale de 525 000 \$, à raison de 175 000 \$ par année, pour les années financières 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, afin de permettre la mise en œuvre de l'entente;
- À cet égard, sous réserve de la disponibilité des crédits, il s'engage à :
  - Verser, sur recommandation du CRCDGÎM, une somme totale de 450 000 \$, à raison de 150 000 \$ par année, aux organismes et projets désignés dans le cadre des modalités d'application du Fonds des arts et des lettres GÎM et du Fonds de développement culturel GÎM ou suite aux analyses de la SODEC pour le développement des entreprises culturelles, et ce, conformément aux normes du Fonds de développement régional;
  - Verser au CRCDGÎM une somme totale de 75 000 \$, à raison de 25 000 \$ par année, pour la réalisation des mandats relatifs à la gestion, aux communications et au suivi de l'entente.

Initiales des parties

  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## 5. GESTION DE L'ENTENTE

### Formation du Comité de suivi :

Pour faciliter le partenariat établi par la présente entente, les parties conviennent de former un Comité de suivi composé d'un (1) représentant désigné par le CRCDGÎM, d'un (1) représentant désigné par le CALQ, d'un (1) représentant désigné par la SODEC, d'un (1) représentant désigné par la Direction régionale du MCC et d'un (1) représentant désigné par la Direction régionale du MREG. Les cinq partenaires de l'entente pourront s'adjoindre, au besoin, des observateurs sans droit de vote.

Le mandat général de ce comité est de voir à l'application de la présente entente. Plus spécifiquement, le Comité est chargé de s'assurer de l'atteinte des objectifs de l'entente, d'évaluer, annuellement, l'impact des actions réalisées en fonction des objectifs fixés et des ressources budgétaires disponibles. Il procède également à l'évaluation préalable au renouvellement de l'entente et fait toute recommandation qu'il juge nécessaire au CALQ, à la SODEC, au MCC, au MREG et au conseil d'administration du CRCDGÎM.

## 6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

### Durée :

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties. Elle couvre les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, conditionnellement aux disponibilités financières. La fin de l'entente est donc prévue le 31 mars 2005.

### Modification de l'entente :

Les parties conviennent que la présente entente peut être modifiée avec le consentement des parties au moyen d'un avis écrit signé par elles qui incorporera les modifications convenues et sera réputé en faire partie intégrante. Un tel écrit fera mention de sa date d'entrée en vigueur.

### Résiliation :

Chacune des parties se réserve le droit de résilier, pour sa part, la présente entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit. Pour ce faire, l'une d'entre elles doit transmettre un avis aux autres parties, lequel énoncera les motifs de résiliation, et la ou les parties défaillantes auront 30 jours ouvrables pour remédier à tel défaut, faute de quoi, l'entente, en tout ou en partie, sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de l'avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

Initiales des parties

P.L.  
u  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Advenant une telle résiliation, la partie qui la demande se réserve le droit d'exiger le remboursement en tout ou en partie des montants des subventions qui auraient été versés avant cette date.

#### **7. PARTAGE DES COÛTS DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE**

Les parties assument les coûts liés à l'application de la présente entente en fonction du partage des responsabilités qui y est prévu. Les coûts assumés par chacune des parties s'établissent notamment, mais non exclusivement, en référant à l'engagement général des parties en introduction à l'article 4 et à leurs engagements spécifiques aux articles 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4.

Ce partage des coûts implique également que chaque partie assume les frais reliés aux responsabilités des personnes qu'elle désigne comme ses représentants au Comité de suivi.

Les parties conviennent que les coûts liés à l'application de l'entente ne sont pas inclus dans les sommes faisant partie de l'engagement des parties aux articles 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4, lesquelles sont donc consacrées exclusivement à l'exécution des engagements prévus à l'article 4, au bénéfice des milieux culturels de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Par ailleurs, les parties conviennent que les coûts reliés à la réalisation et à la diffusion du plan de communication et de promotion de l'entente, selon les modalités du plan de communication et de promotion prévu à l'article 9, sont assumés par le CRCDGÎM.

#### **8. ADHÉSION D'UN NOUVEAU PARTENAIRE**

Les parties conviennent à l'avance que tout nouveau partenaire qui accepte de verser une contribution dans le cadre de la présente entente bénéficie de la visibilité accordée aux partenaires, à la condition qu'il accepte de se conformer à la stratégie retenue dans le plan de communication et de promotion prévu à l'article 9.

Tout nouveau partenaire doit également confirmer qu'il a pris connaissance des dispositions de la présente entente et qu'il en accepte les modalités.

L'acceptation d'un nouveau partenaire est confirmée dans un engagement écrit signé par les parties signataires de la présente entente et par le nouveau partenaire. Cet engagement sera alors joint en annexe à la présente entente.

Initiales des parties

PL  
uy  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## 9. COMMUNICATION ET PROMOTION

Un plan de communication et de promotion est approuvé par le Comité de suivi. Ce plan est établi afin de faire valoir auprès du public les objectifs de l'entente, le rôle des partenaires impliqués et les projets réalisés dans le cadre de l'entente. La réalisation du plan de communication et de promotion sera sous la responsabilité du CRCDGÎM.

Les parties s'engagent également à respecter les dispositions sur les communications annexées à l'entente de gestion entre le CRCDGÎM et le MREG en ce qui concerne l'annonce des projets retenus, selon les pratiques habituelles dans le cadre du Fonds de développement régional.

## 10. AVIS ET TRANSMISSION DES COMMUNICATIONS

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la manière suivante :

Pour le CRCDGÎM : Monsieur Gilbert Scantland  
Directeur général  
CRCD de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
153-2, rue de la Reine  
Gaspé (Québec) G4X 1T5

Pour le CALQ : Monsieur Gaétan Gosselin  
Directeur du développement et de l'action  
régionale et internationale  
Conseil des arts et des lettres du Québec  
79, boul. René-Lévesque Est - 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5N5

Pour le MREG : Monsieur Marcel Landry  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
500, rue Daigneault, local 10-A, C. P. 1360  
Chandler (Québec) G0C 1K0

Pour la SODEC : Monsieur Bernard Boucher  
Directeur général  
Direction générale politiques et affaires  
internationales  
SODEC  
215, rue Saint-Jacques, bureau 800  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

Pour le MCC : Madame Hélène Latérière, directrice  
Ministère de la Culture et des Communications  
Direction de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
146, avenue Grand-Pré, C. P. 370  
Bonaventure (Québec) G0C 1E0

Initiales des parties

PL  
uj  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

## 11. ÉVALUATION DE L'ENTENTE

Les parties conviennent de procéder, au terme de chaque année financière, à une évaluation de l'entente. Cette évaluation portera sur les résultats obtenus compte tenu des objectifs poursuivis, de même que sur les relations entre les parties et les mécanismes de sélection des projets. Ainsi, les indicateurs suivants seront considérés : le nombre de projets présentés, le nombre de projets acceptés, le nombre de dossiers refusés et les motifs de cette décision, de même que les retombées économiques, sociales et culturelles des aides accordées.

Les parties conviennent également de procéder à une évaluation globale de l'entente avant de procéder à un renouvellement ou une reconduction de celle-ci.

## 12. DÉCLARATIONS ET AVIS DE CONFORMITÉ

- Le président du Conseil régional de concertation et de développement reconnaît que la présente entente est conforme aux priorités de développement retenues dans l'entente cadre et le Plan stratégique de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;
- Le ministre des Régions reconnaît que cette entente est conforme à la Politique du soutien au développement local et régional et à l'Entente cadre de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2000-2005;
- La ministre de la Culture et des Communications reconnaît que cette entente est conforme aux orientations de son plan stratégique 2001-2004;
- Le CALQ reconnaît que la présente entente est conforme aux orientations de son plan d'activités;
- Le président de la SODEC reconnaît que la présente entente est conforme au plan d'activités de la Société.

Initiales des parties

Pl  
au  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



13. SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ COMME SUIIT :

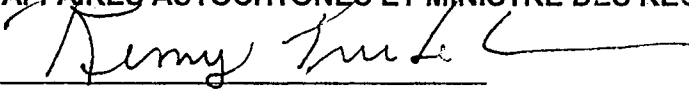
À \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2003

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET AUX COMMUNICATIONS ET  
MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS,



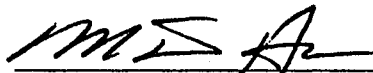
Madame Diane Lemieux

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX  
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,



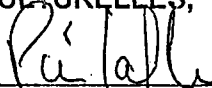
Monsieur Rémy Trudel

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE  
L'ALIMENTATION ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION  
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE,



Monsieur Maxime Arseneau

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES  
CULTURELLES,



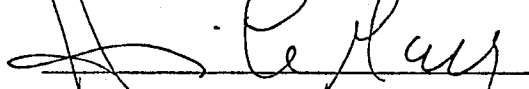
Monsieur Pierre Lafleur

LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC,



Madame Marie-Claire Lévesque

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE  
DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE,



Monsieur Henri Le May

**Annexe 1**

**Modalités d'application  
du fonds des arts et des lettres  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
(CALQ-CRCD)**

▪ **Processus, conditions et barème**

Les lieux et les dates d'inscription sont fixés par le comité de suivi et seront annoncés au moins 30 jours à l'avance. Les projets sont par la suite soumis au processus de sélection décrit au point « Comité d'évaluation – jury ».

Les projets déposés dans le cadre de l'entente sont traités par le CALQ.

Les projets retenus recevront une contribution financière en provenance des deux parties sur une base égale. Les parties conviendront à cet égard ultérieurement des modalités de versement de leur contribution respective pour chacun des projets retenus.

Le montant maximal qui pourra être accordé à un projet soutenu dans le cadre de la présente entente est de 15 000 \$ pour les projets d'artistes, les collectifs d'artistes et les organismes professionnels.

▪ **Suivi budgétaire**

Le CALQ tiendra à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à l'objet de l'entente et remettra les rapports au CRCDGÎM.

Il fournira, à chaque inscription au CRCDGÎM, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'entente.

▪ **Rapport annuel**

Chacune des parties (CRCDGÎM - CALQ) produit un rapport financier concernant les sommes engagées dans la présente entente au terme de chaque année financière, soit le 31 mars. Ce rapport est transmis par la suite à l'autre partie, aux membres du Comité de gestion et au MREG.

▪ **Autres contributions**

Les parties acceptent que des contributions provenant d'autres partenaires, y compris des organismes publics ou privés, soient versées dans le Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ou s'additionnent aux contributions des parties liées à l'entente. Ces contributions devront être au bénéfice des parties et respecter les buts et objectifs de l'entente et seront inscrites dans un addenda à celle-ci.

▪ **Modalités d'attribution des subventions**

Les subventions ou autres formes d'aide financière sont accordées pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs, programmes et modalités prévus dans la présente entente.

Initiales des parties

PC  
uy  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Les projets sont soumis à un processus de sélection comprenant notamment le recours à un comité d'évaluation ou jury au sens prévu par l'article 22(3°) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02). Le comité d'évaluation ou jury est informé de l'ensemble des projets présentés, y compris ceux jugés non admissibles.

Les recommandations du comité d'évaluation ou jury sont présentées au CALQ et au CRCDGÎM qui procèdent à l'approbation des projets retenus. Les décisions des conseils d'administration respectifs sont finales et sans appel. La contribution du CRCDGÎM aux projets retenus sera effectuée par le MREG selon le mécanisme habituel dans le cadre du Fonds de développement régional. La contribution du CALQ aux projets retenus sera puisée à même le Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

• **Clientèle admissible**

Sont admissibles les artistes professionnels et les organismes professionnels tels que précisés dans la section « Définitions » du préambule de l'entente.

• **Comité d'évaluation - jury**

La nomination des membres du comité d'évaluation ou jury est assurée par le CALQ et le CRCDGÎM sous réserve des conditions prévues par la loi et des modalités de la présente entente. Ainsi, les membres de ce comité d'évaluation ou jury doivent provenir du milieu des arts ou des lettres. Ils ne peuvent être membres du conseil d'administration du CALQ, ni du personnel du CALQ, du CRCDGÎM, Arrimage ou de la fonction publique.

Ce comité ou jury est composé d'au moins trois (3) membres/personnes dont les deux tiers (2/3) sont des artistes professionnels reconnus par leurs pairs et ayant une bonne connaissance des milieux artistiques de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le CRCDGÎM et Arrimage peuvent soumettre des candidatures aux fins de ces nominations.

Les coûts relatifs à la tenue des rencontres de comités d'évaluation ou jurys sont défrayés par le CALQ, en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités consultatifs et de jurys.

Un représentant du CALQ agit à titre de secrétaire du comité d'évaluation ou jury, sans en être membre, ni avoir droit de vote.

• **Règles d'éthique et de déontologie**

Les membres du comité de gestion ainsi que les membres du comité d'évaluation ou du jury sont soumis aux règles prévues à la Politique concernant les jurys et les comités consultatifs du CALQ jointe en annexe à la présente entente.

Initiales des parties

P.L.  
del  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



**COPIE**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**SUR LE RENOUVELLEMENT**

**DES TABLES DE CONCERTATION  
EN AGROALIMENTAIRE POUR LA  
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

**ENTRE :** LA COMMISSION SECTORIELLE RÉGIONALE EN AGROALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, ayant son siège social au 172, boul. Perron Est, New Richmond (Québec) G0C 2B0, représentée par **Madame Nicole Lapointe, présidente**, dûment autorisée ;

ci-après appelée la "**COMMISSION**"

**ET :** LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION ET RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-LES-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, **Monsieur Maxime Arseneau**, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après appelé le "**MAPAQ**"

**ET :** LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, organisme sans but lucratif légalement constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 153-2, rue de la Reine, Gaspé (Québec), G4X 1T5, représenté par **monsieur Henri Le May, président**, dûment autorisé ;

ci-après appelé le "**Conseil**"

**ET :** LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS, **monsieur Rémy Trudel**, dûment autorisé, en vertu de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.Q., c. M-25.001) ;

ci-après appelé le "**Ministère des Régions**"

## CONSIDÉRANT:

- Que le gouvernement du Québec et le Conseil ont convenu, par la signature d'une Entente cadre le 15 septembre 2000, de s'associer en vue d'atteindre les objectifs liés aux axes et aux priorités de développement présentés dans le plan stratégique;
- Que le gouvernement du Québec s'est engagé, dans cette Entente cadre, à faire en sorte que soient conclues des ententes spécifiques entre ses ministères et organismes gouvernementaux et le Conseil;
- Que le ministère des Régions a reçu l'autorisation du Conseil du trésor le 6 mars 2001 pour déroger aux normes du FDR afin de permettre de financer les frais de fonctionnement lors du renouvellement des ententes sur la concertation régionale dans le secteur agroalimentaire;
- Le contexte particulier de déstructuration et de faiblesse du secteur agroalimentaire de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine;
- La dispersion des entreprises agroalimentaires et l'étendue du territoire à couvrir;
- Que le MAPAQ dispose d'une mesure budgétaire pour l'appui à la concertation agroalimentaire;
- La nécessité du soutien financier additionnel pour garantir la démarche et l'implication du milieu agroalimentaire régional;
- Que le développement du secteur agroalimentaire est reconnu comme une priorité dans la planification stratégique régionale du Conseil;
- Que le développement du secteur agroalimentaire constitue un apport structurant au développement social et économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;
- L'existence de plusieurs mécanismes de concertation dans le secteur agroalimentaire sur le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;
- Que la représentativité de ces mécanismes de concertation doit être élargie pour assurer la contribution de l'ensemble des acteurs du secteur agroalimentaire;
- Que le Conseil est le mandataire régional de concertation multisectorielle et intersectorielle des activités du développement régional;
- Que la région a besoin de se doter d'une structure harmonisée de concertation afin d'assurer le développement du secteur agroalimentaire, et ce, en tenant compte des particularités qui distinguent les Îles-de-la-Madeleine de la Gaspésie;
- Que le MAPAQ, par le volet 5 du Programme d'appui au développement et à l'adaptation de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région, favorise le fonctionnement des tables régionales de concertation en agroalimentaire;
- Que la mise en œuvre de ce Programme doit être modulée afin de l'adapter aux spécificités de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

**EN CONSÉQUENCE**, le MAPAQ, le Ministre des Régions, le Conseil et la Commission conviennent de ce qui suit :

## **DÉFINITIONS :**

Dans le cadre de la présente entente, on entend par :

**"Entente cadre"** : Convention signée le 15 septembre 2000 entre le gouvernement et le Conseil pour une durée de cinq (5) ans et portant sur certains ou l'ensemble des axes et des priorités de développement proposés par le Conseil et auxquels le gouvernement adhère et indique sa volonté de collaborer.

**"Plan stratégique de développement"** : Résultat de la démarche de planification entreprise par le Conseil et identifiant, à partir d'une série d'activités de recherche, d'analyse et de consultation, les choix de développement de la région pour un horizon de cinq (5) ans.

**"Commission sectorielle régionale en agroalimentaire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine"** : Structure de concertation regroupant des représentants de chacune des deux Tables de concertation agroalimentaires, soit celle des Îles-de-la-Madeleine et celle de la Gaspésie et constituée en vertu d'une entente écrite entre les partenaires. Le **MAPAQ**, le **ministère des Régions** et le **Conseil** y sont représentés à part entière avec droit de parole mais sans droit de vote.

**"Tables de concertation en agroalimentaire"** : Structures de concertation territoriale distinctes en agroalimentaire, une pour la Gaspésie et une pour les Îles-de-la-Madeleine, regroupant à chacune des tables des représentants des différents secteurs de l'agroalimentaire. Le **MAPAQ**, le **ministère des Régions** et le **Conseil** y sont représentés à part entière avec droit de parole mais sans droit de vote.

**"Programme"** : Programme d'appui au développement et à l'adaptation de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**"Fonds de développement régional (F.D.R.)"** : Mesure définie à l'article 24 de la Loi sur le ministère des Régions (1997, chapitre 91), et sanctionnée le 19 décembre 1997. Le F.D.R. est affecté au financement des ententes spécifiques et des projets à caractère régional.

## **1. OBJETS DE L'ENTENTE**

Cette entente a pour objet:

- 1.1 De déterminer les conditions et les modalités de la concertation entre le MAPAQ, le ministre des Régions et le Conseil en vue de soutenir la Commission.
- 1.2 D'adapter la mise en œuvre du programme afin de soutenir le fonctionnement de la Commission en tenant compte des spécificités régionales.

L'adaptation du volet 5 du Programme d'appui au développement et à l'adaptation de l'agriculture et de l'agroalimentaire en région consiste à :

- supporter deux tables de concertation agroalimentaire pour la région dont le regroupement constituera la commission sectorielle régionale rattachée au C.R.C.D.;
- appliquer la contribution du milieu sur une base triennale, et à compléter le financement de la période de démarrage par la contribution annuelle de 20.000 \$ du Fonds de développement régional.

## 2. ENGAGEMENTS COMMUNS

Le MAPAQ, le ministère des Régions, le Conseil régional et la Commission conviennent de travailler en complémentarité et dans le respect des priorités ministérielles et régionales en vue des objectifs suivants :

- 2.1 Supporter la Commission selon les modalités prévues aux présentes et dont le budget sera géré en conformité avec le Programme adapté;
- 2.2 Favoriser par la Commission, le développement et la promotion du secteur agroalimentaire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en :
  - concertant les différents intervenants de ce secteur;
  - mettant en œuvre une stratégie régionale de développement du secteur agroalimentaire en conformité avec le plan stratégique régional du Conseil, l'Entente cadre en découlant et les objectifs du Programme.
- 2.3 Reconnaître la Commission comme la structure régionale de concertation en agroalimentaire et comme comité aviseur;
- 2.4 Assurer le fonctionnement d'un comité de suivi de la présente entente. Ce comité sera composé d'un représentant nommé par chacun des signataires présents et aura pour mandat de voir au respect des objectifs poursuivis par l'entente.

## 3. ENGAGEMENTS DU CONSEIL

Le Conseil s'engage à :

- 3.1 Servir les intérêts de la région, en :
  - contribuant par ses actions et ses projets à l'atteinte des objectifs énoncés dans la présente entente;
  - s'assurant que le développement du secteur agroalimentaire s'inscrive dans le développement harmonisé de la région;
  - soutenant dans ses interventions les orientations et les stratégies de développement privilégiées dans l'Entente cadre.



- 3.2 Assurer le soutien et le suivi de la Commission;
- 3.3 Reconnaître les spécificités du territoire des Îles-de-la-Madeleine par rapport à la Gaspésie en raison de ses limites de développement agroalimentaire en supportant deux tables de concertation distinctes.

Le regroupement de ces deux tables de concertation constitue la Commission.

- 3.4 Supporter techniquement le fonctionnement de la Commission.

La Commission est autonome dans l'élaboration de son plan stratégique, de ses activités et de son mode de fonctionnement à l'intérieur des balises prévues dans la présente entente.

Le plan stratégique de la Commission doit nécessairement être compatible avec le plan stratégique régional du Conseil ainsi qu'avec l'Entente cadre.

Par ses activités, son membership ou autrement, la Commission doit développer ses propres sources de financement en vue de développer son autonomie et renforcer ses actions.

- 3.5 Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, volet Entente spécifique, une somme de 60 000 \$ du budget de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine afin de soutenir le fonctionnement de la Commission;
- 3.6 Recommander au ministère des Régions de verser à la Commission la somme de 60 000 \$ prévue au FDR à raison de 20 000 \$ en 2002-2003, 20 000 \$ en 2003-2004 et 20 000 \$ en 2004-2005.
- 3.7 Les modalités de versements de ces sommes seront les suivantes :
- 80 % du montant annuel vers le mois de mai et 20 % sur présentation d'un rapport d'étape et des dépenses encourues et sur recommandation du comité de suivi, et ce, pour la durée de l'entente.
- 3.8 Le Conseil ne s'engage pas à affecter aucune aide additionnelle à celle prévue aux présentes, même si la Commission encoure des dépassements de coûts.

#### **4. ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION SECTORIELLE**

- 4.1 Assurer la concertation régionale des intervenants du milieu agroalimentaire;
- 4.2 Assurer la représentativité des tables agroalimentaires au sein du conseil d'administration du CRCD;
- 4.3 Tenir une comptabilité distincte afin que les contributions du ministère des Régions, du MAPAQ et éventuellement les revenus

autonomes soient utilisés exclusivement aux fins des activités de la Commission;

4.4 Soumettre aux partenaires gouvernementaux :

- un plan d'action annuel avec des objectifs mesurables;
- un rapport présentant le bilan annuel des activités identifiant les résultats atteints dans un délai de trois mois après la fin de l'année financière;
- un rapport financier de la Commission;

4.5 Ouvrir un compte bancaire distinct, au nom de la Commission, dont les chèques ou autres effets devront être signés par deux représentants de la Commission et voir également à ce que les contributions financières provenant du MAPAQ et du Ministère des Régions soient versées dans ce compte.

## 5. ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Le MAPAQ s'engage à :

- 5.1 Soutenir en collaboration avec le Conseil le fonctionnement de la Commission;
- 5.2 Sous réserve de la disponibilité des crédits annuels, octroyer à la Commission une aide financière maximale de 50 000 \$, par année pendant trois (3) ans, pour maintenir son fonctionnement.

Au cours des deux premières années, l'aide sera versée dans le cadre du Programme.

Préalablement au versement de cette aide, la Commission devra, par écrit, s'engager à respecter toutes les clauses et conditions des présentes qui la concernent et reconnaître qu'elle est liée par les clauses et conditions du Programme.

- 5.3 Ne pas verser d'aide additionnelle à celle prévue aux présentes, même si le Conseil ou la Commission encoure des dépassements de coûts.

## 6. ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES RÉGIONS

Le Ministère des Régions s'engage à :

- 6.1 Réserver, dans le cadre du Fonds de développement régional volet entente spécifique, une somme de 60 000\$ du budget de la région Gaspésie—îles-de-la-Madeleine afin de soutenir le fonctionnement de la Commission.
- 6.2 Verser, sur recommandation du Conseil à la Commission la somme de 60 000 \$ prévue au FDR à raison de 20 000 \$ en 2002-2003, 20 000 \$ en 2003-2004 et 20 000 \$ en 2004-2005.
- 6.3 Les modalités de versement de ces sommes seront les suivantes :

80 % du montant annuel vers le mois de mai et 20 % sur présentation d'un rapport d'étape et des dépenses encourues et sur recommandation du comité de suivi, et ce, pour la durée de l'entente.

- 6.4 Ne pas verser d'aide additionnelle à celle prévue aux présentes même si le Conseil et la Commission encoure des dépassements de coûts.

## 7. MODALITÉS DE FINANCEMENT

Les aides combinées du **Ministère des régions** et du **MAPAQ** totalisant la somme annuelle de 70 000 \$ au maximum seront réparties de la façon suivante :

- 20% pour le financement des activités pour soutenir la concertation en agroalimentaire aux Îles-de-la-Madeleine;
- 80% pour le financement des activités pour soutenir la concertation en agroalimentaire de la Gaspésie.

## 8. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

### 8.1 Durée de l'entente

Les parties reconnaissent que la présente entente entre en vigueur au moment de sa signature et demeurera valide pendant trois (3) ans à partir du 1er avril 2002.

### 8.2 Modification de l'entente

La présente entente peut être modifiée avec le consentement des parties au moyen d'un addenda signé par elles qui incorporera les modifications convenues. Un tel addenda fera mention de sa date d'entrée en vigueur.

### 8.3 Modalité de résiliation

Sous réserve de ses autres recours, les partenaires à l'entente peuvent résilier la présente entente par un avis écrit et exiger le remboursement des sommes versées si la Commission ne respecte pas les conditions, obligations et stipulations prévues aux présentes. Lors d'un tel événement, la Commission perd tous ses droits de recours contre les partenaires à l'entente.

### 8.4 Affichage et publicité

La Commission reconnaît et accepte que le gouvernement du Québec puisse annoncer publiquement les détails importants du projet et de la subvention, soit entre autres :

- le nom de la Commission;

- le montant de la subvention;
- l'emplacement;
- le coût estimé du projet;
- le nombre prévu de nouveaux emplois.

La présente subvention demeurera confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par le gouvernement du Québec ou son représentant, à moins d'avis contraire.

La Commission, par la présente, accepte la participation du ou des représentants à l'Entente à toute cérémonie officielle concernant le projet et, à cet égard, la Commission informera les partenaires à l'Entente par écrit au moins 30 jours avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.

La Commission s'engage, tel que convenu avec les différents partenaires à l'Entente, à ce que les noms des partenaires figurent sur tous les documents ou événements publics produits par elle. De plus, elle s'engage à assurer aux partenaires à l'Entente une visibilité équitable par rapport aux autres commanditaires et proportionnelle à l'aide financière attribuée par chacun d'eux.

#### **8.5 Cession**

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des partenaires à l'Entente spécifique.

#### **8.6 Vérification**

Les transactions financières découlant de l'exécution de ce protocole sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les Commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et, plus particulièrement, le pouvoir de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

La Commission fournira sur demande tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à son projet, à toute personne autorisée par l'un des partenaires à l'Entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre des copies.

#### **8.7 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, entre elles seront acheminées de la façon suivante :

##### **Pour le Conseil :**

À l'attention du directeur général du Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

**Pour le MAPAQ :**

À l'attention du directeur du bureau régional Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**Pour le Ministre des Régions :**

À l'attention du sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine du ministère des Régions.


**Pour la Commission sectorielle régionale en agroalimentaire  
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine :**

À l'attention de la présidente.

## 9. SIGNATURES

En foi de quoi, les parties ont signé la présente entente en quatre (4) exemplaires.

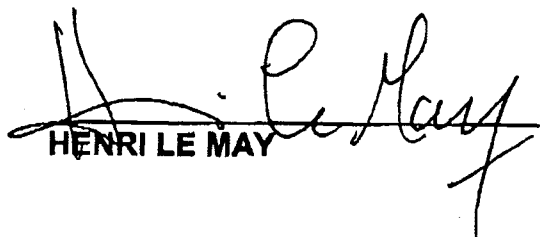
La Présidente de la Commission sectorielle régionale en agroalimentaire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

  
 \_\_\_\_\_  
 NICOLE LAPOINTE Date 13 février 2003

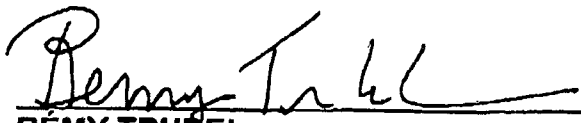
Le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Ministre responsable de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine,

  
 \_\_\_\_\_  
 MAXIME ARSENEAU Date \_\_\_\_\_

Le Président du Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine,

  
 \_\_\_\_\_  
 HENRI LE MAY Date le 10 janvier 2003

Le MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS

  
 \_\_\_\_\_  
 RÉMY TRUDEL Date \_\_\_\_\_

# ENTENTE SPÉCIFIQUE

*SUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME DE FORMATION  
DES ADULTES LOIN DU MARCHÉ DU TRAVAIL  
AUX FINS DE LEUR INTÉGRATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE*

ENTRE

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE ET  
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION CHAUDIÈRE-APPALACHES  
MME LINDA GOUPIL

ET

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES  
AUTOCHTONES, ET MINISTRE DES RÉGIONS  
M. RÉMY TRUDEL

ET

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI  
MME AGNÈS MALTAIS

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN, ici représentée  
par M. Charles-Henri Lecours, président, dûment autorisé,

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD, ici représentée  
par M. Denis Bertrand, président, dûment autorisé,

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DE L'AMIANTE, ici représentée  
par M. Denis Langlois, président, dûment autorisé,

ET

LA COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS, ici représentée  
par M. Anicet A. Gagné, président, dûment autorisé,

ET

LE REGROUPEMENT DES CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES  
DE CHAUDIÈRE-APPALACHES, ici représenté par M. André Normand, président, dûment autorisé,

ET

LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX  
DE CHAUDIÈRE-APPALACHES, ici représentée  
par M. Marc Tanguay, président-directeur général, dûment autorisé,

ET

LE CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT  
(CRCD) DE CHAUDIÈRE-APPALACHES, ici représenté  
par M. Russell Gilbert, président, dûment autorisé.

## DÉFINITION

Clientèle ciblée : principalement les adultes prestataires de l'assistance-emploi, cumulant plus de 4 ans, sans contrainte à l'emploi ou ayant des contraintes temporaires, et présentant une des caractéristiques suivantes :

Faible niveau de scolarité : les adultes ne possèdent pas de diplôme de secondaire V.

Loin du marché du travail : les adultes possèdent peu ou pas d'expérience de travail.

Problématiques personnelles : toxicomanies, alcoolisme, déficience légère, sans moyen de transport, malnutrition, manque d'organisation personnelle, surconsommation de médicaments...

Problématiques sociales : isolement physique, sans réseau d'entraide, difficulté d'interagir avec son milieu...

Problématiques familiales : violence, inceste, divorce compliqué, enfants éprouvant des troubles de comportement...

## ACRONYMES

CLSC : Centre local de services communautaires

CHSLD : Centre hospitalier de soins de longue durée

CRCD : Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches

CS : Commission scolaire

MESS : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

EQ : Emploi-Québec (direction régionale)

SR : Sécurité du Revenu (direction régionale)

MREG : Ministère des Régions

RRSSS : Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches



## PRÉAMBULE

ATTENDU la Politique de soutien au développement local et régional et la Loi sur le ministère des Régions adoptées en 1997;

ATTENDU l'article 20 de la loi qui stipule que le Conseil régional de développement de Chaudière-Appalaches *conclut avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'Entente-Cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional;*

ATTENDU que le gouvernement du Québec a conclu, le 7 mai 1997 avec le CRCD une Entente-Cadre de développement d'une durée de cinq ans qui reconnaît les axes et les priorités de développement inscrits au plan stratégique régional;

ATTENDU que les signataires reconnaissent dans l'Entente-Cadre de développement de la région de la Chaudière-Appalaches 1997-2002, entres autres axes de développement :

AXE : Augmenter la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre et des entreprises par l'ajustement continu des compétences et le soutien aux organisations.

PRIORITÉS : Contribuer à l'intégration ou à la réintégration au travail des personnes (hommes et femmes) sans emploi.

Accroître la concertation, la complémentarité et la cohérence des interventions régionales en matière de développement de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi.

AXE : Renforcer et développer l'offre en services éducatifs.

PRIORITÉ : Accroître le niveau de scolarisation de la population.

ATTENDU que le plan stratégique régional 2002-2007 comprend l'axe et la priorité suivants :

AXE : Contribuer au développement de milieux de vie qui permettent l'épanouissement et la participation des individus qui y vivent.

PRIORITÉ : Lutte contre l'exclusion.

ATTENDU que le gouvernement du Québec et le CRCD sont actuellement en discussion pour le renouvellement de l'Entente-Cadre de développement, suite à l'adoption, par le CRCD d'un plan stratégique régional lors de l'assemblée générale tenue le 6 juin 2002;

ATTENDU que le Plan d'action en développement social et lutte à la pauvreté, adopté par le conseil d'administration du CRCD de Chaudière-Appalaches en juin 2000, a comme objectif général d'améliorer la participation sociale des personnes démunies ou les conditions requises pour une meilleure participation sociale chez ces personnes;

ATTENDU que l'avis régional *La lutte contre les causes de la pauvreté en Chaudière-Appalaches*, présenté au ministre d'État à l'Emploi et à la Solidarité sociale et à la ministre déléguée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, le 14 novembre 2001, identifie entre autres priorités l'alphabétisation, laquelle réfère non seulement à « l'ABC », mais également aux apprentissages de base, le savoir-faire et le savoir-être, nécessaires à une meilleure autonomie;

ATTENDU qu'au terme du Rendez-vous national des régions de novembre 2002, sous le thème *La vitalité des milieux*, le gouvernement s'engage à «soutenir les régions dans les initiatives et la mobilisation entreprises autour de l'enjeu de la pauvreté et de l'exclusion sociale»;

ATTENDU que la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et le plan d'action qui en découlera, s'appuient sur cinq grandes orientations :

- Prévenir en favorisant le développement du potentiel des personnes;
- Renforcer le filet de sécurité sociale et économique;
- Favoriser l'accès à l'emploi et valoriser le travail;
- Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société;
- Assurer la constance et la cohérence de l'action à tous les niveaux.

ATTENDU la situation particulière de Chaudière-Appalaches où le pourcentage de personnes prestataires de l'assistance-emploi considérées « sans contrainte à l'emploi » et cumulant une durée de présence à l'aide de 48 mois et plus, est supérieur à la moyenne québécoise (76 % contre 66 % - juillet 2002);

ATTENDU que ces personnes vivent des problèmes personnels, familiaux ou sociaux, lesquels entravent leur intégration professionnelle ou même leur intégration sociale;

ATTENDU que ces personnes sont souvent trop loin du marché du travail pour se qualifier à court terme à des programmes ou mesures d'employabilité;

ATTENDU que ces personnes ont besoin d'être soutenues afin de développer leurs compétences en vue de s'intégrer socialement ou professionnellement;

ATTENDU que le projet d'entente spécifique de régionalisation présente un apport nouveau et particulièrement important pour l'intégration sociale ou professionnelle des adultes loin du marché du travail, en prévoyant une coordination locale et régionale des intervenants signataires du projet d'entente et des intervenants qui s'associeront à eux;

ATTENDU que les CLSC de la région de la Chaudière-Appalaches sont déjà particulièrement interpellés dans la dispensation de services aux prestataires de l'assistance-emploi présentant des difficultés personnelles, familiales ou sociales;

ATTENDU l'initiative des quatre commissions scolaires de la région pour convenir ensemble d'un projet destiné aux adultes loin du marché du travail;

ATTENDU la nécessité de la participation de nombreux partenaires actifs auprès de la clientèle visée pour la réalisation de l'entente;

EN CONSÉQUENCE, les **SIGNATAIRES** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET ET BUT DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION**

### **1.1 Objet de l'entente spécifique**

Mobiliser des adultes loin du marché du travail et pouvant vivre des problèmes personnels, familiaux ou sociaux dans un processus de développement de compétences nécessaires pour mettre en action un projet personnel d'intégration sociale ou professionnelle.

### **1.2 But de l'entente spécifique**

Harmoniser les interventions des signataires ainsi que celles des partenaires associés pour faciliter la mise en œuvre de l'objet de l'entente et optimiser l'atteinte des objectifs de résultats liés à celle-ci.

## **2. OBJECTIFS D'INTERVENTION**

### **2.1 Les objectifs d'intervention sont les suivants :**

2.1.1 Élaborer et dispenser un programme de formation en préemployabilité destiné à la clientèle visée. Le programme tiendra compte des éléments suivants :

- Un groupe de 12 à 15 personnes dans chacune des quatre commissions scolaires, soit un total de quatre groupes comptant jusqu'à 60 participants par année et jusqu'à 180 participants pour le total de la présente entente.
- Chaque participant pourra suivre le programme pendant une durée maximale de 52 semaines et selon une progression des heures de fréquentation : 15 heures/semaine en début de formation jusqu'à une fréquence de 25 heures/semaine.
- Le programme de formation comportera notamment les contenus suivants :
  - bilan et projet de vie; compétences reliées à la préemployabilité; habiletés sociales; compétences de base et connaissance du marché du travail.
- Selon les contenus, les activités seront réalisées en classe ou dans la communauté.
- Le programme de formation assurera un accompagnement soutenu et individualisé au moyen :
  - d'une coordination locale : suivi des participants; établissement et maintien des liens de collaboration avec les partenaires signataires de l'entente et avec les organismes locaux.
  - d'une coordination régionale : mise en œuvre du programme de formation à l'échelle de la région.
- Le programme de formation associera les signataires et d'autres partenaires autour du programme de formation en préemployabilité et, selon les besoins de la clientèle, définira avec eux des activités pour l'intégration sociale ou professionnelle de cette clientèle.

2.1.2 Élaborer et mettre en place une stratégie de communication qui vise notamment à :

- Faire la promotion du projet auprès de l'ensemble des organismes directement concernés.
- Faire la promotion des services disponibles auprès de la clientèle visée et faciliter l'accès aux services.
- Rejoindre et recruter la clientèle visée.

### **2.2 Les objectifs d'intervention seront évalués à l'aide d'indicateurs**

2.2.1 Des indicateurs seront développés par rapport à chacun des objectifs d'intervention et de leurs éléments, notamment :

- Indicateurs de la promotion du programme.
- Indicateurs du portrait de la clientèle.
- Indicateurs de la participation de la clientèle.
- Indicateurs de la participation du milieu.
- Indicateurs de résultat.

- 2.2.2 Les modalités de gestion des indicateurs seront établies par le comité de gestion de l'entente, et comprendront, notamment :
- Indicateurs pour l'ensemble et pour chacun des groupes de formation.
  - Indicateurs comptabilisés et communiqués au comité de gestion à chaque année.
  - Indicateurs établis pour l'ensemble de la durée de l'entente.

### 3. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente entente spécifique couvre le territoire de la région administrative Chaudière-Appalaches.

### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 4.1 Engagements communs des signataires

- 4.1.1 Participer à la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente.
- 4.1.2 Participer aux activités du comité de gestion mentionné à l'article 7 en y mandant une personne responsable de représenter le signataire.
- 4.1.3 Fournir au comité de gestion tout document et information pertinents à la réalisation et la gestion de l'entente spécifique.
- 4.1.4 Communiquer au coordonnateur régional du programme de formation les informations requises pour les rapports d'activité et les rapports financiers.
- 4.1.5 Le financement des signataires est établi sous réserve des disponibilités financières accordées par l'Assemblée nationale du Québec.
- 4.1.6 La répartition par année du financement de chacun des signataires pourrait varier compte tenu des besoins du projet.

#### 4.2 Engagements des quatre commissions scolaires

- 4.2.1 Mandater la Commission scolaire des Navigateurs à titre de représentant des quatre commissions scolaires de Chaudière-Appalaches au sein du comité de gestion.
- 4.2.2 Élaborer et dispenser le programme de formation en préemployabilité destiné à la clientèle visée (objectif 2.1.1) et le présenter au comité de gestion.
- 4.2.3 Embaucher un agent de liaison dans chacune des quatre commissions scolaires.
- 4.2.4 Financer les activités de formation dans chacune des quatre commissions scolaires, et ce, pour les années de la présente entente, à partir des programmes de formation suivants : Formation de base (alphabétisation); Intégration socioprofessionnelle (ISP) et Intégration sociale (IS) :

Commission scolaire	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
De la Côte-du-Sud	26 416 \$	88 056 \$	88 056 \$	61 641 \$
De L'Amiante	25 354 \$	84 516 \$	84 516 \$	59 162 \$
De la Beauce- Etchemin	26 238 \$	87 462 \$	87 462 \$	61 224 \$
Des Navigateurs	26 962 \$	89 875 \$	89 875 \$	62 912 \$
<b>TOTAL</b>	<b>104 970 \$</b>	<b>349 909 \$</b>	<b>349 909 \$</b>	<b>244 939 \$</b>

#### 4.3 Engagements de la Commission scolaire des Navigateurs

- 4.3.1 Agir en tant que mandataire des quatre commissions scolaires dans le cadre de la présente entente.
- 4.3.2 Agir en tant que fiduciaire de l'entente relativement aux sommes prévues, tel qu'il est indiqué dans l'engagement des parties.
- 4.3.3 Embaucher une personne à titre de coordonnateur régional du programme de formation, selon le mandat défini par le comité de gestion.

#### 4.4 Engagements du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction régionale de la Sécurité du revenu

- 4.4.1 Apporter un soutien financier aux fins suivantes :
  - Coordination régionale.
  - Conception et diffusion du matériel relatif à la stratégie de communication.
  - Conception du matériel pédagogique.

Verser au fiduciaire de l'entente un montant total de 50 000 \$ selon les modalités suivantes :

- 15 000 \$ à la signature de l'entente;
- 25 000 \$ en 2003-2004 sur réception de pièces justificatives (rapport d'activités) confirmant les ressources affectées à la coordination;
- 10 000 \$ en 2004-2005 sur réception de pièces justificatives (rapport d'activités) confirmant les ressources affectées à la coordination.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
<b>TOTAL</b>	15 000 \$	25 000 \$	10 000 \$	0 \$

- 4.4.2 Fournir des ressources humaines aux fins suivantes :
  - Recrutement des participants (clientèle visée).
  - Suivi des participants.

#### 4.5 Engagements du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction régionale d'Emploi-Québec

- 4.5.1 Apporter un soutien financier aux participants selon les budgets alloués au Fonds de développement du marché du travail (maximum 180 personnes). Le soutien financier aux participants est fonction de l'évaluation de leur situation personnelle et comprend :
  - Une allocation de participation.
  - Des frais de garde.
  - Des frais de transport.

Affecter, à même sa programmation régulière, un montant maximum de 600 000 \$ pour la durée de l'entente.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
<b>TOTAL</b>	0 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$

- 4.5.2 Apporter un soutien financier pour la coordination locale et régionale.

Verser au fiduciaire de l'entente un montant total de 160 000 \$ selon les modalités suivantes :

- 55 000 \$ en 2003-2004 sur réception de pièces justificatives (rapport d'activités) confirmant les ressources affectées à la coordination;
- 55 000 \$ en 2004-2005 sur réception de pièces justificatives (rapport d'activités) confirmant les ressources affectées à la coordination;
- 50 000 \$ en 2005-2006 sur réception de pièces justificatives (rapport d'activités) confirmant les ressources affectées à la coordination.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
<b>TOTAL</b>	0 \$	55 000 \$	55 000 \$	50 000 \$

#### 4.6 Engagements des CLSC de la région de la Chaudière-Appalaches

- 4.6.1 Mandater un représentant du Regroupement CLSC-CHSLD de Chaudière-Appalaches au sein du comité de gestion.
- 4.6.2 Désigner un interlocuteur dans chacun des onze établissements pour faire le lien avec les coordonnateurs locaux en vue de :
  - Faciliter la référence au CLSC, et au besoin, fournir un accompagnement personnalisé à chacun des participants du programme de formation.
  - Soutenir les coordonnateurs locaux afin de favoriser le dépistage des situations problématiques, d'informer les personnes et promouvoir les services et, selon les besoins, développer des interventions collectives.
- 4.6.3 Répondre sans délai d'attente aux besoins de la clientèle provenant des groupes du programme de formation pour les services disponibles dans leurs établissements, à l'exception des situations pour lesquelles des considérations cliniques imposeraient de répondre prioritairement à d'autres clients.
- 4.6.4 Fournir des ressources humaines, notamment :
  - Les services psychosociaux ou services de santé dispensés aux participants du programme de formation.

#### 4.7 Engagements de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

- 4.7.1 Apporter un soutien financier aux fins suivantes :
  - Coordination régionale.
  - Conception et diffusion de matériel de promotion du programme.

Verser au fiduciaire de l'entente un montant total de 60 000 \$ selon les modalités suivantes :

- 20 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2003;
- 20 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2004;
- 20 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2005.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
<b>TOTAL</b>	0 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$

- 4.7.2 Fournir des ressources humaines aux fins suivantes :
  - Soutien méthodologique à l'élaboration du devis d'évaluation du programme.
  - Un professionnel répondant à la Direction de santé publique pour assurer le lien avec le plan d'action régional et les plans d'action locaux de santé publique, volet intersectoriel.

#### 4.8 Engagements du CRCD

- 4.8.1 Favoriser la concertation régionale tout au long du projet, en particulier en faisant circuler l'information entre les partenaires de l'entente et les membres de la Table régionale de coordination en développement social et lutte à la pauvreté.
- 4.8.2 Affecter un montant de 230 000 \$ du Fonds de développement régional (FDR) – Volet Ententes spécifiques. Cette contribution financière est destinée à l'élaboration et à la mise en œuvre de la coordination régionale et de la coordination locale.

- 4.8.3. Recommander au MREG d'effectuer le versement de la contribution du FDR selon les modalités suivantes :
- 69 000 \$ au 1<sup>er</sup> avril 2003;
  - 84 000 \$ en 2004-2005 sur réception du rapport annuel 2003-2004 approuvé par le comité de gestion;
  - 38 500 \$ en 2005-2006 sur réception du rapport annuel 2004-2005 approuvé par le comité de gestion;
  - 38 500 \$ sur réception du rapport final du projet approuvé par le comité de gestion.

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
<b>TOTAL</b>		69 000 \$	84 000 \$	77 000 \$

- 4.8.4 Verser au fiduciaire de l'entente les sommes prévues au FDR – Volet Ententes spécifiques selon les modalités prévues.

#### 4.9 Engagements du ministère des Régions

- 4.9.1 Reconnaître cette entente à titre d'annexe à l'Entente-Cadre de la région de la Chaudière-Appalaches.
- 4.9.2 Réserver selon les crédits accordés par l'Assemblée nationale, pour la durée de l'entente, un montant total de 230 000 \$, au Fonds de développement régional (FDR) – Volet Ententes spécifiques, pour y donner suite.

### 5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

#### 5.1 Durée de l'entente

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et se termine à la date du quatrième anniversaire de celle-ci. Elle n'est pas sujette au renouvellement par reconduction.

#### 5.2 Modification de l'entente

- 5.2.1 Les parties conviennent que cette entente sera, le cas échéant, harmonisée de façon à prendre en compte toutes nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales. Pour toute autre modification à l'entente, le consentement des parties est nécessaire.
- 5.2.2 Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse à l'objet de la demande dans un délai de 30 jours.

#### 5.3 Résiliation

- 5.3.1 Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente, si de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir l'une ou l'autre de ses obligations contenues dans la présente.
- 5.3.2 Pour ce faire, l'une d'entre elles doit transmettre un avis aux autres parties, lequel énoncera les motifs de sa résiliation, et la partie défaillante aura 30 jours ouvrables pour remédier à tel défaut.

## 6. COÛTS ET FINANCEMENT DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

ACTIVITÉS	DÉTAILS	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	TOTAL
<b>Coûts</b>						
Formation	En classe et dans la communauté	104 970 \$	349 909 \$	349 909 \$	244 939 \$	1 049 727 \$
Soutien financier aux participants			200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$
Coordination						
Locale	4 agents de liaison	8 000 \$	139 000 \$	139 000 \$	131 000 \$	417 000 \$
Régionale	1 coordonnateur	7 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	16 000 \$	83 000 \$
	<b>Total des coûts</b>	<b>119 970 \$</b>	<b>718 909 \$</b>	<b>718 909 \$</b>	<b>591 939 \$</b>	<b>2 149 727 \$</b>
<b>Financement</b>						
Formation	Commissions scolaires	104 970 \$	349 909 \$	349 909 \$	244 939 \$	1 049 727 \$
Soutien financier aux participants	Emploi-Québec		200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	600 000 \$
Coordination	Emploi-Québec		55 000 \$	55 000 \$	50 000 \$	160 000 \$
	Sécurité du revenu	15 000 \$	25 000 \$	10 000 \$		50 000 \$
	RRSSS		20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
	CRCD/FDR		69 000 \$	84 000 \$	77 000 \$	230 000 \$
	<b>Total du financement</b>	<b>119 970 \$</b>	<b>718 909 \$</b>	<b>718 909 \$</b>	<b>591 939 \$</b>	<b>2 149 727 \$</b>

## 7. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE

Un comité de gestion de l'entente sera formé. Il aura la responsabilité de mettre en œuvre le programme de formation tel qu'il est indiqué dans la présente entente, d'en faire l'évaluation continue au cours des années de l'entente et de développer le partenariat requis à l'atteinte des objectifs visés.

7.1 Le comité aura à assurer la vérification de la conformité administrative quant aux processus visant la mise en œuvre et le suivi de l'entente spécifique.

7.2 Le comité aura à élaborer et réaliser un devis d'évaluation du programme de formation en y incluant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui permettront d'évaluer annuellement la qualité des résultats entourant la réalisation de la présente entente.

7.3 Approuver les rapports d'activité et les rapports financiers et au moment qu'il jugera opportun, le comité recommandera aux signataires concernés dans l'entente de procéder aux versements prévus.

7.4 Recevoir et approuver le rapport final d'activités en fonction du devis d'évaluation élaboré en vertu de l'article 7.2.

7.5 Recevoir et adopter le programme de formation élaboré par les commissions scolaires.

7.6 Élaborer et mettre en place la stratégie de communication.

7.7 Définir les responsabilités du coordonnateur régional et des quatre coordonnateurs locaux.

7.8 Diriger, superviser et évaluer le travail du coordonnateur régional.



**7.9** Formuler les recommandations appropriées à la bonne marche du projet à l'un ou l'autre des partenaires concernés.

**7.10** Le comité est composé d'une représentante ou d'un représentant de chacun des partenaires et regroupements de partenaires de l'entente, soit :

- Regroupement des CS
- MESS, SR
- MESS, EQ
- Regroupement des CLSC-CHSLD
- RRSSS
- CRCD
- MREG

## **8. MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

Conformément au Règlement sur le rapport financier des institutions subventionnées publié en vertu du CT 143461 du 22 mars 1983 et de ses amendements, la Commission scolaire des Navigateurs doit transmettre aux signataires de l'entente, dans les 90 jours qui suivent la clôture de son exercice financier, un rapport financier vérifié par un comptable professionnel et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de la subvention.

## **9. CESSION**

Les obligations et droits contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des signataires.

## **10. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et plus particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.

## **11. ANNONCE PUBLIQUE**

**11.1** Les parties reconnaissent que le ministère des Régions ou son représentant et autres partenaires de l'entente ou leur représentant, la ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches ou son représentant puissent annoncer, conjointement avec le CRCD, les détails importants de l'entente et son financement.

**11.2** La présente entente demeurera confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement conjointement par le MREG, les autres partenaires et le CRCD, à moins d'avis contraire.

**11.3** Les partenaires de l'entente permettront d'afficher sur les lieux de l'événement public, la participation du gouvernement du Québec et du CRCD conformément à leurs exigences à cet effet.

## **12. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée à celle-ci ou rendue possible par l'ajout d'un addenda à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente entente, et ce, avec l'accord de tous les signataires réunis au sein du comité de gestion.

### 13. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Toutes communications par écrit, entre les parties, seront censées avoir été reçues par les destinataires si elles sont livrées en mains propres ou transmises par courrier recommandé comme suit :

La Commission scolaire des Navigateurs

1860, 1<sup>re</sup> Rue  
Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6

À l'attention de M. Anicet A. Gagné,  
président

La Commission scolaire de L'Amiante

650, rue Lapierre  
Thetford Mines (Québec) G6G 7P1

À l'attention de M. Denis Langlois, président

La Commission scolaire de la Côte-du-Sud

157, rue Saint-Louis  
Montmagny (Québec) G5V 4N3

À l'attention de M. Denis Bertrand, président

La Commission scolaire de la Beauce-Etchemin 1925, 118e Rue Est

Ville St-Georges (Québec) G5Y 7R7

À l'attention de M. Charles-Henri Lecours,  
président

Le ministère de l'Emploi et de  
la Solidarité sociale  
Sécurité du Revenu

Direction régionale de la Sécurité du Revenu  
de la Chaudière-Appalaches  
5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 400  
Lévis (Québec) G6V 9L3

À l'attention de M. Roger Robitaille, directeur  
régional

Le ministère de l'Emploi et de  
la Solidarité sociale

Direction régionale - Emploi-Québec  
Chaudière-Appalaches  
5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 300  
Lévis (Québec) G6V 9L3

À l'attention de M<sup>me</sup> Denise Pelletier,  
directrice régionale

Le Regroupement des CLSC-CHSLD  
de Chaudière-Appalaches

Centre de santé Arthur-Caux  
135, rue de la Station  
Laurier-Station (Québec) G0N 1N0

À l'attention de M. André Normand, président

La Régie régionale de la santé et des  
services sociaux de Chaudière-Appalaches

363, route Cameron  
Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2

À l'attention de M. Marc Tanguay, président-  
directeur général

Le Conseil régional de concertation et  
développement de Chaudière-Appalaches

25, boulevard Taché Ouest  
Montmagny (Québec) G5V 2Z9

À l'attention de M. Martin LaRue, directeur-  
général

Le ministère des Régions

Bureau régional de la Chaudière-Appalaches  
1055, boulevard Vachon, bureau 1  
Sainte-Marie (Québec) G6E 1M4

À l'attention de M. Serge Paré, sous-ministre  
adjoint

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit donné tel que susdit, changer son adresse.

#### 14. SIGNATURES

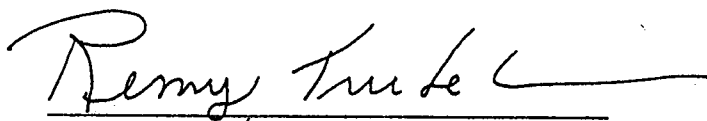
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de cette entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en dix exemplaires, à Québec, ce vingt-huitième jour du mois de mai 2003.

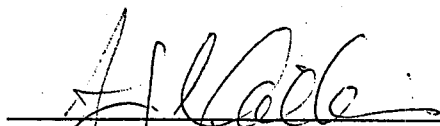
La ministre d'État à la Solidarité  
sociale, à la Famille et à l'Enfance et  
ministre responsable de la région  
Chaudière-Appalaches

  
LINDA GOUPIL  
Ministre

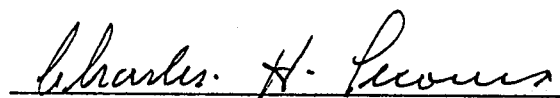
Le ministre d'État à la Population, aux  
Régions et aux Affaires autochtones et  
ministre des Régions

  
RÉMY TRUDEL  
Ministre

La ministre déléguée à l'Emploi

  
AGNÈS MALTAIS  
Ministre

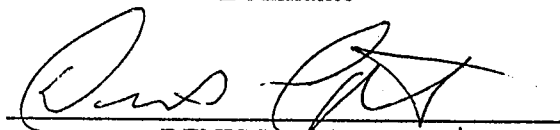
Le président de la Commission scolaire de  
la Beauce-Etchemin

  
CHARLES-HENRI LECOURS  
Président

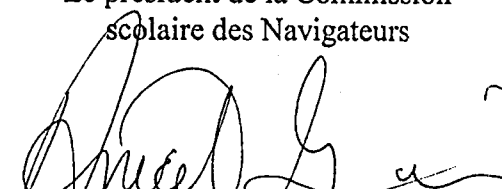
Le président de la Commission  
scolaire de la Côte-du-Sud

  
DENIS BERTRAND  
Président

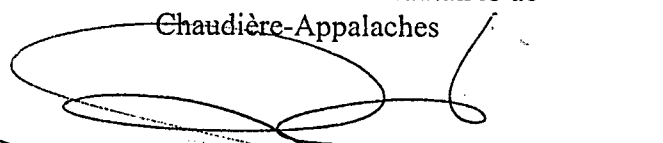
Le président de la Commission scolaire de  
L'Amiante

  
DENIS LANGLOIS  
Président

Le président de la Commission  
scolaire des Navigateurs

  
ANICET A. GAGNÉ  
Président

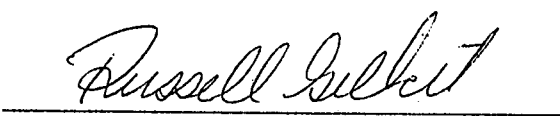
Le président du Regroupement des centres  
locaux de services communautaires de  
Chaudière-Appalaches

  
ANDRÉ NORMAND  
Président

Le président-directeur général de la  
Régie régionale de la santé et des  
services sociaux de Chaudière-  
Appalaches

  
MARC TANGUAY  
Président-directeur général

Le président du Conseil régional de  
concertation et de développement de  
Chaudière-Appalaches

  
RUSSELL GILBERT  
Président

**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION  
SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA CONSOLIDATION DE LA  
CULTURE ET DES COMMUNICATIONS  
DANS LANAUDIÈRE  
2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005**

**ENTRE**

**LE CONSEIL RÉGIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT LANAUDIÈRE**

**LE CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE**

**D'UNE PART**

**ET**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET  
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI**

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION LANAUDIÈRE**

**D'AUTRE PART**

**Entre :** **LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée, sise au 3, rue Papineau, bureau 107, à Joliette (Québec), J6E 2K3, représentée par son président, M. Alain Larue, dûment autorisé par résolution du conseil d'administration en date du 19<sup>e</sup> jour du mois de décembre 2002, dont copie conforme est annexée à cette convention,

(ci-après appelé «LE CONTRACTANT» ou «LE CONSEIL RÉGIONAL» ou «LE CRDL»).

**LE CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée, sise au 20, rue Saint-Charles-Borromée Sud, à Joliette (Québec), J6E 4T1, représenté par son président, M. Daniel Tessier, dûment autorisé par résolution du conseil d'administration en date du 14<sup>e</sup> jour du mois de février 2003, dont copie conforme est annexée à cette convention,

(ci-après appelé «LE CONSEIL DE LA CULTURE» ou «LE CCL»).

#### **D'UNE PART**

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS**, M. Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelé «LE MINISTÈRE DES RÉGIONS» ou «LE MREG »).

**LA MINISTRE D'ÉTAT À LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, ministre responsable de la Charte de la langue française et ministre responsable de l'Autoroute de l'information, Mme Diane Lemieux, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelée «LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS» ou «MCC»).

**LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'EMPLOI**, Mme Agnès Maltais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après appelée «EMPLOI-QUÉBEC»).

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**, institué par la loi sur le Conseil des arts et des lettres (L.R.Q., c.C -57.02), ici représenté par Mme Marie-Claire Lévesque,

(ci-après appelé «Le Conseil des arts et des lettres du Québec » ou « CALQ »).

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION LANAUDIÈRE**, M. François Legault,

#### **D'AUTRE PART,**

## **CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES**

**CONSIDÉRANT** la politique de soutien au développement local et régional et la création du ministère des Régions le 1<sup>er</sup> avril 1998, en vertu de la Loi sur le ministère des Régions (L.R.G. c.M-25.001) ;

**CONSIDÉRANT** l'article 20 de cette loi qui stipule que le Conseil régional de développement *conclut avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour la mise en œuvre de l'entente-cadre ou pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente l'action gouvernementale en matière de développement régional* ;

**CONSIDÉRANT** que le gouvernement du Québec a conclu le 10 septembre 2001, avec le Conseil régional de développement Lanaudière (CRDL), une entente-cadre de développement d'une durée de cinq (5) ans (2001-2006) et qui reconnaît les axes et les priorités de développement inscrits au plan stratégique régional ;

**CONSIDÉRANT** les trois axes de développement identifiés dans l'entente-cadre :

- Une identité économique à affirmer et à promouvoir ;
- un capital humain à valoriser ;
- une région à solidifier par l'amélioration des transports et des communications ;

**CONSIDÉRANT** que l'on spécifie dans l'entente cadre de développement 2001-2006 que « *la partie régionale et la partie gouvernementale s'entendent à intensifier les efforts de rattrapage dans le but d'atteindre l'équité interrégionale visant à doter la région des services et des équipements collectifs nécessaires pour répondre aux différents besoins de sa population* » ;

**CONSIDÉRANT** que, depuis près de cinq ans, le gouvernement du Québec amorce un processus de régionalisation ;

**CONSIDÉRANT** que Lanaudière accuse un certain recul en termes d'investissements culturels comparativement à d'autres régions ;

**CONSIDÉRANT** que les parties en région s'entendent sur la nécessité d'augmenter les budgets dédiés à la région Lanaudière pour le secteur de la culture et des communications dans une perspective de rattrapage ;

**CONSIDÉRANT** que la réalisation du portrait régional de la main-d'oeuvre de la culture et des communications réalisé en 2001 est issue d'un large consensus régional concernant les problématiques et les actions prioritaires ;

**CONSIDÉRANT** que les parties s'entendent pour favoriser la consolidation des médias existants et le développement, l'implantation et l'utilisation des nouvelles technologies de communication comme mode d'échange de l'information à l'échelle régionale ;

**CONSIDÉRANT** que le ministère de la Culture et des Communications constitue un partenaire gouvernemental important pour réaliser les objectifs dans le secteur culturel et des communications, conformément aux politiques gouvernementales ;

**CONSIDÉRANT** qu'un cadre de référence guide le partage des rôles respectifs des principaux intervenants culturels interpellés dans la conclusion d'ententes spécifiques de développement régional ;

**CONSIDÉRANT** que le CALQ a, selon sa loi constitutive, pour mandat de soutenir dans toutes les régions la création, l'expérimentation et la production dans tous les domaines des arts et des lettres et d'en soutenir le rayonnement ;

**CONSIDÉRANT** que les actions du CALQ à l'égard des régions visent à soutenir et à renforcer la pratique et la diffusion artistique dans toutes les régions ;

**CONSIDÉRANT** que les interventions du CALQ aident à stimuler le développement culturel et contribuent à l'essor du statut professionnel des artistes et des organismes dans toutes les régions du Québec ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de reconnaître l'activité artistique en encourageant le développement de la carrière de l'artiste professionnel et l'émergence d'une relève dans la région.

**CONSIDÉRANT** qu'Emploi-Québec constitue un partenaire gouvernemental important pour réaliser les objectifs de développement de la main-d'oeuvre et de l'emploi dans le secteur de la culture et des communications ;

**EN CONSÉQUENCE**, le Conseil régional de développement Lanaudière, le Conseil de la culture de Lanaudière d'une part, et le ministère des Régions, le ministère de la Culture et des Communications, la ministre déléguée à l'Emploi (Emploi-Québec) et le Conseil des arts et des lettres du Québec, d'autre part, reconnaissent et ont convenu de ce qui suit :

## **1. OBJET ET BUT DE L'ENTENTE**

### **1.1 Objet de l'entente**

La présente entente a pour objet :

- 1.1.1 de mettre en oeuvre les orientations de développement de l'entente-cadre de développement et de préciser les engagements des signataires de l'entente afin de poursuivre le développement et la consolidation du secteur de la culture et des communications et en augmenter le financement public.

### **1.2 But de l'entente**

La présente entente vise à poser des actions ciblées sur certaines problématiques identifiées dans le profil de la main-d'oeuvre culturelle et faisant consensus entre les partenaires :

- 1.2.1 Difficulté d'accès aux programmes de soutien et de développement ;
- 1.2.2 Bonification de la compréhension qu'ont les décideurs de ce que sont la culture et le développement de la culture ;



1.2.3 Manque, sous-utilisation ou réduction des lieux de diffusion ;

1.2.4 Morcellement du réseau des communications ;

1.2.5 Le loisir culturel, notamment en ce qui concerne la relève amateur ;

Et,

1.2.6 L'amélioration du soutien aux artistes et aux écrivains.

## **2. PROBLÉMATIQUES ET OBJECTIFS D'INTERVENTION**

### **DIFFICULTÉ D'ACCÈS AUX PROGRAMMES DE SOUTIEN ET DE DÉVELOPPEMENT**

- 2.1 Favoriser la professionnalisation des organismes culturels et de communication en vue de leur permettre de se rendre admissibles aux conditions générales des programmes gouvernementaux ;
- 2.2 Supporter le milieu en offrant l'expertise nécessaire pour compléter les demandes ;
- 2.3 Soutenir la formation des intervenants du secteur de la culture et des communications dans la gestion des demandes ;

### **BONIFICATION DE LA COMPRÉHENSION QU'ONT LES DÉCIDEURS DE CE QUE SONT LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE**

- 2.4 Sensibiliser les décideurs publics de la région (municipalités, MRC, organismes régionaux de concertation, institutions publiques, etc.) à l'intégration des enjeux culturels aux autres enjeux du développement régional ;
- 2.5 Diffuser et présenter les résultats du portrait de la main-d'œuvre auprès de l'ensemble des décideurs régionaux et locaux ;
- 2.6 Concerter le milieu en vue d'augmenter le financement public de ce secteur selon les besoins régionaux ou en fonction des projets ;

### **MANQUE, SOUS-UTILISATION OU RÉDUCTION DES LIEUX DE DIFFUSION**

- 2.7 Recenser les divers lieux de diffusion et mieux documenter cette problématique (arts de la scène et arts visuels) ;
- 2.8 Accompagner un promoteur à réaliser un projet régional structurant ;
- 2.9 Initier et soutenir le développement de projets dans le réseau d'équipements permettant la diffusion et la production culturelle en documentant les besoins (petites salles de spectacles, lieu d'exposition en art actuel, musée d'histoire régionale) ;

- 2.10 Poursuivre les démarches de consolidation et de développement du réseau des bibliothèques de la région et préciser le concept et les modalités de mise en place de la bibliothèque ressource ;
- 2.11 Soutenir la formation du milieu culturel dans la mise en valeur des produits culturels ;

#### **MORCELLEMENT DU RÉSEAU DES COMMUNICATIONS**

- 2.12 Accompagner un ou des promoteurs à réaliser un projet régional structurant (médias écrits, communautaires et nouvelles technologies de l'information et des communications) ;

#### **LE LOISIR CULTUREL, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LA RELÈVE AMATEUR**

- 2.13 Supporter des projets ;

#### **L'AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX ARTISTES ET AUX ÉCRIVAINS**

- 2.14 Soutenir des projets artistiques et littéraires en partenariat avec des collectivités de Lanaudière ;
- 2.15 Reconnaître et soutenir la relève professionnelle ;
- 2.16 Encourager la réalisation de projets favorisant l'accès du public lanaudois aux œuvres artistiques et littéraires produites en région.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1 Engagements communs des parties**

- 3.1.1 Participer à la réalisation des objectifs d'intervention de la présente entente dans le respect de l'entente-cadre conclue le 10 septembre 2001.
- 3.1.2 Participer aux activités du Comité des partenaires visé à l'article 5,1.
- 3.1.3 Collaborer, au besoin, à tout autre comité découlant de la présente entente.
- 3.1.4 Assurer l'expertise et les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation des projets émergeant de l'entente.

Et, de manière spécifique,

#### **ENGAGEMENTS RÉGIONAUX**

#### **3.2 Le Conseil régional de développement Lanaudière s'engage à :**

- 3.2.1 Outre les engagements communs, participer financièrement, sous réserve de ses disponibilités budgétaires, à la réalisation de l'entente pour une somme minimum de 450 000 \$ pour trois ans ;

- 3.2.2 Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques », un montant de 450 000 \$, à raison d'une somme de 150 000 \$ par année, pour une période de trois ans et à recommander au ministère des Régions d'en effectuer le versement. Cette contribution financière sera destinée à la mise en oeuvre de l'entente et le CRDL en assumera la gestion.
- 3.2.3 Assumer la concertation intersectorielle dans la région.
- 3.2.4 Demander des avis sectoriels au Conseil de la culture de Lanaudière et, au besoin, à tout organisme partenaire du milieu ;
- 3.2.5 Demander des avis sectoriels à la Corporation de loisirs et sports Lanaudière au regard des projets dans le secteur des loisirs culturels ;
- 3.2.6 Assurer le suivi administratif de l'entente spécifique ;
- 3.2.7 Coordonner les activités du comité des partenaires.

### **3.3 Le Conseil de la Culture de Lanaudière s'engage à :**

- 3.3.1 Favoriser la concertation de l'ensemble des intervenants du domaine de la culture et des communications ;
- 3.3.2 Donner des avis sectoriels sur l'ensemble des projets analysés dans le cadre de cette entente et lorsqu'il dépose lui-même des projets à titre de promoteur dans le cadre de l'Entente, être mandaté par le milieu culturel concerné ;

## **ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX**

### **3.4 Le ministère de la Culture et des Communications s'engage à :**

- 3.4.1 Outre les engagements communs, participer financièrement, sous réserve des disponibilités financières, à la réalisation de l'entente en respectant minimalement un montant de 300 000 \$, à raison d'une somme de 100 000 \$ par année, pour les trois années de l'entente.

### **3.5 Le ministère des Régions s'engage à :**

- 3.5.1 Outre les engagements communs, informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente et lui déposer les bilans annuels produits par le Conseil régional de développement Lanaudière.
- 3.5.2 Assurer la coordination interministérielle nécessaire, conjointement avec le ministère de la Culture et des Communications, le Conseil des arts et des lettres du Québec et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec) ;

3.5.3 Réserver un montant de 450 000 \$ au Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques », pour donner suite à l'Entente ;

3.5.4 Verser au CRDL, sur recommandation de ce dernier, la contribution annuelle de 150 000 \$ prévue au Fonds de développement régional, activité « ententes spécifiques ».

**3.6 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec) s'engage à :**

3.6.1 Outre les engagements communs, participer sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de sa mission, de ses mandats et de ses mesures à la réalisation de l'entente, à raison d'une somme de 100 000 \$ sur les trois années de l'entente.

**3.7 Le Conseil des arts et des lettres du Québec s'engage à :**

3.7.1 Outre les engagements communs, participer financièrement, sous réserve de la Loi sur l'administration financière, à la réalisation de l'entente en versant un montant de 150 000 \$, soit 100 000 \$ pour l'année financière 2003-2004 et 50 000 \$ pour l'année financière 2004-2005, dans le respect de sa mission et de ses mandats, en complémentarité des sommes versés par le CRDL afin d'atteindre l'objectif d'intervention concernant l'amélioration du soutien aux artistes et aux écrivains (articles 2.14 à 2.16). Les modalités sont précisés aux annexes 1 et 2.

**4. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**4.1 Durée de l'entente**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et sera d'une durée de trois (3) ans (2002-2003 ; 2003-2004 ; 2004-2005), conditionnellement aux budgets disponibles. La fin de l'entente est prévue après trois années, à compter de la date de son entrée en vigueur.

**4.2 Évaluation de l'entente**

Les parties conviennent que la présente entente fera l'objet d'une évaluation annuelle par le comité des partenaires qui fera rapport aux signataires de l'entente et proposera, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires.

#### **4.3 Modification de l'entente**

Les parties conviennent que cette entente sera annexée à l'entente-cadre de développement de Lanaudière et qu'elle sera, le cas échéant, harmonisée de façon à prendre en compte toute nouvelle mesure et politique que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales. Pour toute autre modification à l'entente, le consentement des parties est nécessaire.

Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse sur l'objet de la demande dans un délai de 60 jours.

#### **4.4 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente convention si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

Pour ce faire, l'une d'entre elles doit transmettre un avis aux autres parties, lequel énoncera les motifs de sa résiliation, et la partie défaillante aura trente (30) jours ouvrables pour remédier à tel défaut.

#### **4.5 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

##### **Pour le Conseil régional de développement Lanaudière :**

*Monsieur Alain Larue  
Président  
Conseil régional de développement Lanaudière  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3*

##### **Pour le Conseil de la culture de Lanaudière :**

*Monsieur Daniel Tessier  
Président  
Conseil de la culture de Lanaudière  
20, rue Saint-Charles-Borromée Sud,  
Joliette (Québec), J6E 4T1*

##### **Pour le ministère de la Culture et des Communications :**

*Monsieur Jean-Guy Prince  
Directeur  
Ministère de la Culture et des Communications  
Direction de Laval, de Lanaudière et des Laurentides  
300, rue Sicard, bureau 200  
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5*

**Pour le Conseil des arts et des lettres du Québec**

*Monsieur Gaétan Gosselin  
Directeur du développement et de l'action régionale et  
internationale  
Conseil des arts et des lettres du Québec  
79, boulevard René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5N5*

**Pour le ministère des Régions**

*Monsieur Serge Tétreault  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions  
138, rue Saint-Paul  
Joliette (Québec) J6E 5G3*

**Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
(Emploi-Québec)**

*Madame Mireille Doré  
Directrice régionale, Emploi-Québec  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
40, rue Gauthier Sud, bureau 2000  
Joliette (Québec) J6E 4J4*

**5. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE**

Pour assurer une convergence réelle des interventions dans la mise en œuvre de l'entente ainsi que dans le traitement des projets, un Comité des partenaires est créé.

**5.1 Mandat du Comité des partenaires**

De manière générale et non exclusive, le Comité a pour mandat de :

- 5.1.1 Élaborer un plan d'action triennal ;
- 5.1.2 Établir un plan de travail annuel pour identifier les priorités d'intervention ;
- 5.1.3 Identifier des outils d'évaluation pour quantifier les résultats ;
- 5.1.4 Soumettre aux signataires le plan d'action et de travail pour approbation;

- 5.1.5 Déterminer un mode de fonctionnement pour l'analyse et le traitement des dossiers ;
- 5.1.6 Analyser et traiter les projets dans le respect de l'entente. Le Comité doit demander des avis sectoriels, au besoin, et faire, par la suite, des recommandations pour acceptation ou refus de projets aux signataires ;
- 5.1.7 Soumettre un rapport annuel aux signataires de l'entente. Le comité demeure disponible à en faire la présentation ;
- 5.1.8 Initier et mettre en œuvre, au besoin, la conception de projets et la réalisation.

À cet effet, le Comité des partenaires évaluera les impacts des décisions partagées dans le cadre de l'entente et fera rapport aux signataires de l'entente.

## **5.2 Composition du comité des partenaires**

Le comité est composé de représentants des milieux régionaux et gouvernementaux suivants :

- 5.2.1 une ou un représentant du Conseil régional de développement Lanaudière ;
- 5.2.2 une ou un représentant du Conseil de la culture de Lanaudière ;
- 5.2.3 une ou un représentant du ministère de la Culture et des Communications ;
- 5.2.4 une ou un représentant du ministère des Régions ;
- 5.2.5 une ou un représentant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi- Québec) .

Au besoin, le comité pourra faire appel à d'autres ressources en fonction des dossiers traités.

**6. Signatures**

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à  
le 7 mars 2003.

Joliette

Le président du Conseil régional de développement Lanaudière :

[Signature]

**Monsieur Alain Larue**

Le président du Conseil de la Culture de Lanaudière :

[Signature]

**Monsieur Daniel Tessier**

Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones  
et ministre des Régions :

[Signature]

**Monsieur Rémy Trudel**

La ministre de la Culture et des Communications :

[Signature]

**Madame Diane Lemieux**

La ministre déléguée à l'Emploi :

[Signature]

**Madame Agnès Maltais**

Le Conseil des arts et des lettres du Québec :

[Signature]

**Madame Marie-Claire Lévesque**

Le ministre responsable de la région de Lanaudière :

[Signature]

**Monsieur François Legault**



## **ANNEXE 1**

### **MODALITÉS D'APPLICATION DU FONDS DES ARTS ET DES LETTRES DE LANAUDIÈRE**

#### **1. Clientèle admissible**

Sont admissibles les artistes ou écrivains professionnels et les collectifs d'artistes et d'écrivains professionnels tels que précisés dans la section « Définitions » du préambule de l'entente. Ils résident dans la région de Lanaudière depuis au moins douze (12) mois.

#### **2. Processus, conditions et barème**

Les lieux et les dates d'inscription sont fixés par le CALQ et le CRDL et seront annoncés au moins 30 jours à l'avance. Les projets sont par la suite soumis au processus de sélection décrit au point « Comité d'évaluation – jury » des présentes.

Les projets déposés dans le cadre de l'entente sont traités par le CALQ qui en valide l'admissibilité et effectue le traitement approprié en vue de l'évaluation par un jury.

Les projets retenus recevront une contribution financière en provenance des deux parties sur une base égale. Les parties conviendront à cet égard ultérieurement des modalités de versement de leur contribution respective pour chacun des projets retenus.

Le montant maximal qui pourra être accordé à un projet soutenu dans le cadre de la présente entente est de 15 000 \$ par inscription et ne pourra représenter plus de 75 % du coût total du projet.

#### **3. Modalités d'attribution de l'aide financière**

Les subventions ou autres formes d'aide financière sont accordées pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs et modalités prévus dans la présente entente et décrits dans un programme intitulé Fonds des arts et des lettres de Lanaudière.

Les projets sont soumis à un processus de sélection comprenant notamment le recours à un comité d'évaluation ou jury au sens prévu par l'article 22(3°) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02). Le comité d'évaluation ou jury est informé de l'ensemble des projets présentés, y compris ceux jugés non admissibles.

Les recommandations du comité d'évaluation ou jury sont présentées au CALQ et au CRDL qui procèdent à leur approbation. Les décisions des conseils d'administration respectifs sont finales et sans appel. La contribution du CRDL aux projets retenus sera effectuée par le MREG selon le mécanisme habituel dans le cadre du Fonds de développement régional. La contribution du CALQ aux projets retenus sera puisée à même le Fonds des arts et des lettres de Lanaudière.

#### **4. Comité d'évaluation - jury**

La nomination des membres du comité d'évaluation ou jury est assurée par le CALQ et le CRDL sous réserve des conditions prévues par la loi et des modalités de la présente entente. Ainsi, les membres de ce comité d'évaluation ou jury doivent provenir du milieu des arts ou des lettres. Ils ne peuvent être membres du conseil d'administration du CALQ, ni du personnel du CALQ, du CRDL, du CRCL ou de la fonction publique.

Ce comité ou jury est composé d'au moins trois (3) membres/personnes dont les deux tiers (2/3) sont des artistes professionnels reconnus par leurs pairs et ayant une bonne connaissance des milieux artistiques de la région de Lanaudière. Le CRDL et le CRCL peuvent soumettre des candidatures aux fins de ces nominations.

Le CRDL met à la disposition du CALQ les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue des rencontres du jury.

Les coûts relatifs à la tenue des rencontres de comités d'évaluation ou jurys sont défrayés par le CALQ, en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités consultatifs et de jurys.

Un représentant du CALQ agit à titre de secrétaire du comité d'évaluation ou jury, sans en être membre, ni avoir droit de vote.

## **5. Engagement budgétaire et rapport annuel**

Le CALQ ouvrira un compte de banque intitulé Fonds des arts et des lettres de Lanaudière ; Le CALQ tiendra à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à l'objet de l'entente et remettra les rapports au CRDL, dans les trois mois suivant la fin de chacune des trois années financières visées par l'entente;

Le CALQ fournira, à chaque inscription au CRDL, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de l'entente.

Chacune des parties (CRDL - CALQ) produit un rapport financier concernant les sommes engagées dans la présente entente au terme de chaque année financière, soit le 31 mars. Ce rapport est transmis par la suite à l'autre partie, aux membres du comité des partenaires et au MREG.

## **6. Autres contributions**

Les parties acceptent que des contributions provenant d'autres partenaires, y compris des organismes publics ou privés, soient ajoutées aux budgets de la présente entente. Ces contributions devront être au bénéfice des parties et respecter les buts et objectifs de l'entente et seront inscrites dans un addenda à celle-ci

## **7. Suivi de l'entente**

Le CALQ et le CRDL conviennent de procéder annuellement au suivi de l'entente dans le cadre d'une réunion statutaire du comité de suivi du Fonds des arts et des lettres de Lanaudière. Les parties verront à s'assurer de l'atteinte des objectifs de l'entente, d'évaluer l'impact des actions réalisées en fonction des objectifs fixés et des ressources budgétaires disponibles. Elles procèdent également à l'évaluation préalable au renouvellement de l'entente et fait toutes recommandations jugées nécessaires aux conseils d'administration du CRDL et du CALQ. Les membres du comité des partenaires peuvent y assister à titre d'observateurs.

## **8. Règles d'éthique et de déontologie**

Les membres du comité de gestion ainsi que les membres du comité d'évaluation ou du jury sont soumis aux règles prévues à la Politique concernant les jurys et les comités consultatifs du CALQ jointe en annexe à la présente entente.

## **9. Définitions**

Dans la présente entente spécifique, les abréviations et termes suivants se réfèrent à :

### **« Artiste professionnel » :**

Désigne tout artiste qui, ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement ou les deux, crée des œuvres pour son propre compte, possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline et diffuse ses œuvres en public. Il doit résider dans la région de Lanaudière depuis au moins 12 mois.

### **« Collectif d'artistes » :**

Ce terme désigne un regroupement d'artistes non légalement constitué, dont la majorité sont professionnels.

### **« Comité d'évaluation ou jury » :**

Comité d'évaluation ou jury créé selon les modalités de l'article 22 (3°) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q. c. C. 57-02) en vue d'évaluer les dossiers soumis au CALQ dans le cadre de la présente entente et de faire des recommandations aux parties.

## **POLITIQUE CONCERNANT LES JURYS ET LES COMITÉS CONSULTATIFS**

### **ARTICLE 1 : OBJECTIFS**

La présente politique a pour but de définir les termes et les principes généraux applicables au Conseil des arts et des lettres du Québec, ci-après appelé le Conseil, à l'égard de la formation des jurys et des comités consultatifs requis dans le cadre de la gestion des programmes de bourses et subventions du Conseil. Elle fixe également le rôle et la rémunération des membres des jurys et des comités consultatifs.

Cette politique concerne les programmes de bourses et de subventions dont le processus d'évaluation prévoit la constitution d'un comité consultatif lorsqu'il s'agit d'un programme de subventions ou d'un jury lorsqu'il s'agit d'un programme de bourses. Elle ne s'applique pas à l'embauche d'évaluateurs, d'appréciateurs ou d'experts-conseils, sauf en ce qui a trait à l'obligation de respecter les articles 2.2 et 2.4 couvrant notamment les règles d'éthique et la sélection des membres.

### **ARTICLE 2 : JURYS ET COMITÉS CONSULTATIFS**

Les demandes de bourses et de subventions sont analysées par des jurys ou des comités consultatifs formés de pairs. Pour les demandes de bourses, les jurys sont formés de personnes reconnues dans une ou plusieurs des disciplines concernées et qui possèdent une bonne connaissance de la pratique artistique pour laquelle elles ont été choisies. Pour les demandes de subventions, les membres des comités consultatifs sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans le domaine et qui possèdent une bonne connaissance des organismes demandeurs et de leur impact sur le milieu artistique.

#### **2.1 Composition**

La composition d'un jury ou d'un comité consultatif doit respecter, dans la mesure du possible, les critères suivants :

- a) un jury ou un comité consultatif est composé de trois à cinq personnes qui ne doivent pas faire partie du conseil d'administration du Conseil, du personnel de la fonction publique ou du personnel du Conseil;
- b) les membres d'un jury ou d'un comité consultatif sont des spécialistes reconnus dans leur domaine;
- c) un jury ou un comité consultatif doit se composer d'hommes et de femmes, choisis de manière à tenir compte de la diversité des pratiques, de la représentativité territoriale et de la diversité ethnoculturelle de la population;
- d) la personne responsable du programme, employé ou employée du Conseil, préside le jury ou le comité consultatif et assume la responsabilité de l'organisation et du secrétariat. Elle n'a cependant pas droit de vote;
- e) il n'existe pas de jurys permanents au Conseil; ainsi, il est exceptionnel qu'une personne soit appelée à faire partie d'un jury d'une même discipline plus d'une fois au cours de la même année financière. Toutefois, elle ne pourra pas faire partie d'un jury au cours de l'année financière suivante;
- f) le mandat d'un membre de comité consultatif est d'une année;
- g) il ne peut être engagé pour siéger à un comité consultatif qu'une seule fois durant une période de deux ans, sauf si le membre du comité consultatif :
- h) est appelé, au cours de la même année, à évaluer des dossiers inscrits dans des programmes horizontaux ;
- i) est appelé à assurer une continuité dans l'évaluation d'une année à l'autre; il peut alors siéger à un même comité deux années consécutives.

## **2.2 Règles d'éthique**

Les membres de comités consultatifs et de jurys, les évaluateurs et les appréciateurs s'engagent à respecter les règles d'éthique et de confidentialité prévues accompagnant la lettre d'engagement. À cet effet :

- ne peut être engagée comme membre de jury une personne présentant une demande de bourse personnellement ou avec un collectif ;
- un membre d'un comité consultatif ne peut participer aux délibérations ou aux décisions concernant une demande d'aide financière dans laquelle il a un intérêt direct ou indirect. Le cas échéant, il est tenu de déclarer son intérêt et doit se retirer lors des échanges. Toute déclaration de conflit d'intérêts doit être consignée sur le rapport des comités d'évaluation.

Constitue un intérêt direct le fait qu'un membre d'un jury ou d'un comité consultatif présente une demande d'aide financière, soit personnellement ou par l'intermédiaire d'un organisme artistique, d'un collectif d'artistes ou d'un promoteur d'un projet admissible au soutien du Conseil.

Constitue un intérêt indirect le cas où une demande d'aide financière est présentée par une personne qui a ou a eu des liens d'affaires ou de parenté avec un membre d'un jury ou d'un comité consultatif ayant à se prononcer de quelque manière sur cette demande.

## **2.3 Sélection des membres de jurys et comités consultatifs**

Les membres d'un jury ou d'un comité consultatif sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans une ou plusieurs des disciplines artistiques ou en gestion d'organismes culturels. Ces personnes sont choisies à même une banque de noms constituée après consultation auprès d'artistes, d'organismes, d'associations ou de regroupements d'artistes, des membres du conseil d'administration du Conseil, des employés du Conseil ou du public. Cette banque de noms est approuvée par le conseil d'administration et révisée annuellement. Des appels de candidature publics peuvent également être utilisés pour bonifier la banque de noms.

## **2.4 Sélection des évaluateurs, appréciateurs et experts-conseils**

Les évaluateurs ou appréciateurs qui sont embauchés à cause de leur connaissance artistique doivent être choisis à même la banque de noms détenue par le Conseil. Les experts-conseils dont le champ d'expertise débordé le domaine artistique peuvent, quant à eux, être sélectionnés ailleurs que dans la banque de noms.

## **2.5 Publication**

Le Conseil rend disponible sur demande le nom des membres d'un jury trois mois après la décision du Conseil lors de l'attribution d'une bourse et celui d'un membre d'un comité consultatif trois mois après la fin de son mandat. Les membres des jurys et des comités consultatifs doivent être avisés par écrit de cette disposition de la politique.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT**

L'engagement d'un membre d'un jury ou d'un comité consultatif doit faire l'objet d'une lettre d'engagement en vertu de laquelle il s'engage à respecter les règles d'éthique, le caractère confidentiel de la charge qui lui est confiée et à faire la divulgation de tout dossier pour lequel il a un intérêt direct ou indirect. Cette lettre doit être signée et transmise, dûment complétée, au ou à la secrétaire du comité avant le début de la réunion du comité consultatif ou du jury, et est versée au dossier. La lettre d'engagement détermine également les modalités convenues quant au remboursement des honoraires, frais de séjour et de déplacement prévus à l'article 4.

## **ARTICLE 4 : HONORAIRES, FRAIS DE SÉJOUR ET DE DÉPLACEMENT**

### **4.1 Honoraires**

Pour sa préparation et sa participation à un jury ou à un comité consultatif, un membre est rémunéré sur la base d'honoraires fixes approuvés par le décret 1225-95 du 12 septembre 1995 et reproduits à l'annexe I de la présente politique. Pour chaque tranche supplémentaire de quatre heures de travail effectuée en sus de la journée normale de travail, le membre reçoit la moitié des honoraires prévus.

Le Conseil s'est toutefois doté d'une politique administrative interne balisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée (honoraires de lecture), tout en respectant le tarif journalier approuvé par le décret. C'est à partir de ces balises que le Conseil établit le montant qui sera octroyé au membre pour l'analyse des documents. Ce montant est mentionné dans la lettre d'engagement.

De même, si la journée de travail du jury ou du comité consultatif comporte moins de quatre heures, le membre du jury ou du comité consultatif reçoit la moitié des honoraires prévus. Le temps de déplacement excédant deux heures peut être rémunéré. Les périodes de repas sont exclues du calcul des heures de travail.

### **4.2 Frais de séjour et de déplacement**

Sans égard à son lieu de domicile, un membre de jury ou de comité consultatif peut réclamer le remboursement de ses frais de séjour et de déplacement jusqu'à concurrence du montant établi selon la politique de remboursement d'honoraires, de frais de séjour et de transport des membres de jurys et de comités consultatifs, des apprécieurs et experts-conseils en vigueur au Conseil tout en respectant les grands paramètres de la directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les «Frais de déplacement du personnel engagé à honoraires». Les repas doivent toutefois avoir été pris à l'intérieur de la durée et du cadre de la délibération.

Ces frais (repas, séjour et déplacement) sont réclamés à l'aide du formulaire «Fiche de réclamation : honoraires, frais de séjour et de transport» du Conseil des arts et des lettres du Québec qui doit être complété par le membre du jury ou du comité consultatif. Accompagné des pièces justificatives nécessaires, il doit être approuvé par le directeur ou la directrice du programme concerné, ou la personne qu'il ou qu'elle désigne.

### **4.3 Modalités de paiement**

Le paiement des honoraires et autres frais est effectué par le Conseil, sur attestation par la personne responsable du programme et par le directeur ou la directrice des programmes ou la personne qu'il ou elle désigne, dès que le mandat a été réalisé.

Si un membre du jury ou du comité consultatif ne peut compléter son mandat ou si le mandat est retiré ou différé, en tout ou en partie, par le Conseil, il est alors payé proportionnellement pour le temps travaillé et pour le nombre de dossiers traités.

## **ARTICLE 5 : RÔLE DU JURY ET DU COMITÉ CONSULTATIF**

### **5.1 Jury**

Le rôle d'un membre de jury est d'analyser et d'évaluer les demandes présentées par des individus dans le cadre d'un programme de bourses et d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un

soutien. Il donne à titre indicatif le montant qui peut être octroyé. Il établit un ordre de classement des projets recommandés. Une fois l'enveloppe budgétaire épuisée, les candidats qui demeurent sur la liste des dossiers recommandés par le jury sont reconnus comme substitués.

## **5.2 Comité consultatif**

Le comité consultatif doit tenir compte des orientations du Conseil. Les demandes de subventions sont analysées par les chargés ou chargées de programme du Conseil en fonction des conditions d'admissibilité, des objectifs du programme et des critères d'évaluation décrits dans les brochures. Ces analyses sont ensuite soumises à un comité consultatif formé de pairs dont l'évaluation fait partie de la recommandation formulée par le secteur disciplinaire.

Au terme du processus d'étude, le comité consultatif peut également être invité à réfléchir sur l'orientation et le développement de la discipline.

## **5.3 Critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation utilisés par les jurys et les comités consultatifs sont ceux qui apparaissent aux politiques adoptées par le Conseil concernant les critères d'admissibilité à l'aide financière, les barèmes et les limites de cette aide et les modalités d'attribution pour chacun des programmes de subventions ou de bourses. Les demandes sont évaluées au mérite, sur la base des critères énoncés pour chacun des programmes.

En l'absence de consensus, les choix d'un jury et les recommandations d'un comité consultatif sont faits selon le principe de la majorité des voix des membres du jury ou du comité consultatif.

## **5.4 Décisions**

L'annonce des décisions est faite conformément à la politique du Conseil à cet effet.

## **ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur lors de son adoption et prend effet pour les évaluations des demandes d'aide de l'exercice 200\_\_-200\_\_.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DE L'IMMIGRATION  
DANS LA RÉGION DES LAURENTIDES**

**ENTRE**

**le Conseil régional de développement des Laurentides**

**ET**

**le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et  
ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration**

**ET**

**la ministre déléguée à l'Emploi**

**ET**

**le Conseil régional des partenaires du marché du travail  
région Laurentides**

**ET**

**le ministre responsable de la région des Laurentides.**

## **Définitions**

Dans le présent texte, les termes utilisés signifient ceci :

### **Conseil régional de développement des Laurentides ou CRDL**

Reconnu à titre de Conseil régional pour la région des Laurentides par le gouvernement en vertu du décret 1539-92 du 28 octobre 1992.

### **Plan stratégique régional**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le Conseil, à partir d'une série d'activités de recherche, d'analyse, de consultations et de participation, identifiant les choix de développement de la région pour un horizon d'environ 5 ans.

### **Entente-cadre de développement**

Entente signée entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional, visant à identifier et à reconnaître les priorités auxquelles les parties ont convenu de s'associer en regard du développement des Laurentides et indiquant les modalités de partenariat entre les parties dans la mise en œuvre des mesures contenues dans cette entente.

### **Entente spécifique sur le développement de l'immigration dans la région des Laurentides**

Convention signée entre le Conseil régional et les ministères signataires dans laquelle les partenaires conviennent de mettre en œuvre certaines mesures, activités, interventions qui visent à augmenter le nombre d'immigrants qui s'établissent dans les Laurentides et à accroître l'impact économique et social et leur intégration.

### **MRCI**

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). Créé en 1996 en vertu de la Loi constitutive du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, il a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants, de faciliter les relations entre les citoyens et l'État et de favoriser la pleine participation de tous les citoyens à la vie collective.

### **Le Conseil régional des partenaires du marché du travail des Laurentides;**

Institué par le gouvernement en vertu de la loi 150 sur le ministère de la Solidarité sociale.

### **Le Comité de suivi**

Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

### **Les immigrants sélectionnés par le Québec**

Pour les fins de l'entente, les immigrants sélectionnés par le Québec comprennent autant les indépendants (travailleurs ou gens d'affaires) que les réfugiés destinés au Québec, ainsi que les personnes à charge qui les accompagnent. Dans le présent texte, le masculin tient également lieu pour le féminin.

### **Parties**

Désigne les signataires suivants de l'entente spécifique:

Le Conseil régional de développement des Laurentides

Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

La ministre déléguée à l'Emploi

Le Conseil régional des partenaires du marché du travail des Laurentides

Le ministre responsable de la région des Laurentides.



## **Contexte**

**Considérant que** selon la *Politique de soutien au développement local et régional*, le gouvernement privilégie la signature d'ententes spécifiques avec les régions;

**Considérant que** le Conseil régional de développement des Laurentides a prévu, dans sa planification stratégique régionale 2000-2005, d'élaborer des interventions spécifiques à l'égard de la clientèle immigrante;

**Considérant que** Emploi-Québec Laurentides a priorisé dans son plan d'action annuel 2001-2002 la clientèle des personnes immigrantes;

**Considérant que** le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a notamment pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique d'immigration, d'accueil et d'intégration des immigrants;

**Considérant que** la politique de régionalisation de l'immigration repose sur une approche fondée sur la recherche d'opportunités concrètes et le partenariat avec les régions, dans un souci d'établissement durable;

**Considérant que** la planification triennale de l'immigration adoptée par le gouvernement le 26 octobre 2000 a fixé des objectifs d'immigration visant à accroître graduellement le volume d'admission des résidents permanents de manière à ce qu'il se situe entre 40 000 et 45 000 en 2003 et que la politique de régionalisation de l'immigration vise à favoriser l'établissement d'un plus grand nombre de personnes immigrantes en région, en tenant compte des besoins des immigrants et des régions et de la capacité d'accueil de celles-ci;

**Considérant que** la stratégie du MRCI repose sur l'intégration des nouveaux arrivants au milieu de vie francophone et aux institutions communes à l'ensemble des citoyens;

**En conséquence,** les parties ont convenu ce qui suit :

## **1. BUTS ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **1.1 Les objets de la présente entente spécifique**

La présente entente spécifique a pour objet :

- De préciser les engagements du MRCI, du ministère des Régions, d'Emploi-Québec et du Conseil régional de développement des Laurentides en lien avec l'entente cadre pour la réalisation de la priorité de développement ayant pour objet d'accroître l'impact économique et social de l'immigration dans les Laurentides;
- De préciser les engagements du MRCI, du ministère des Régions, d'Emploi-Québec et du Conseil régional de développement des Laurentides quant aux activités et projets liés à la régionalisation de l'immigration dans les Laurentides.

### **1.2 Les buts de la présente entente spécifique**

Les buts de la présente entente spécifique sont :

- D'adapter aux particularités régionales les interventions gouvernementales pour favoriser la réalisation de projets et d'activités en matière d'immigration dans la région;
- D'orienter les ressources disponibles vers la mise en œuvre de la planification régionale en matière d'immigration élaborée par le comité de suivi de la présente entente de même que la mission et les priorités du ministère en matière de régionalisation de l'immigration.

## **2. CADRE GÉNÉRAL DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **2.1 Objectifs d'intervention**

Les parties reconnaissent que l'attraction, l'accueil et l'établissement de nouveaux arrivants sont associés au développement de la main-d'œuvre et à la pleine utilisation des ressources humaines régionales. Les parties conviennent de s'associer en vue d'accroître l'impact économique et social de l'immigration dans les Laurentides, selon trois axes d'intervention :

- Assurer la venue d'immigrants d'affaires et de travailleurs spécialisés dans les Laurentides;
- Favoriser l'établissement de la clientèle immigrante sur l'ensemble du territoire des Laurentides;
- Soutenir leur intégration socio-économique au sein des communautés d'accueil.

### **2.2 Orientations**

Les parties conviennent de poursuivre les quatre orientations définies dans le plan d'action élaboré par le Comité de suivi de l'entente spécifique 1997-2000, soit :

1. Consolider dans chaque MRC le réseau de partenaires en accueil, en insertion en emploi et en milieu des affaires;
2. Assurer le suivi de l'établissement et de la rétention des immigrants dans les Laurentides;
3. Sensibiliser les instances régionales et la population à l'importance de l'immigration;
4. Faire valoir les atouts des Laurentides auprès des nouveaux arrivants et auprès des immigrants potentiels avant leur arrivée au Québec.

### **2.3 Clientèles visées**

Les personnes visées par l'entente spécifique sont les immigrants récemment arrivés et qui désirent s'établir dans les Laurentides.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties participeront à la réalisation des objectifs d'interventions liés au développement de l'immigration, sous réserve des disponibilités financières et de l'évaluation annuelle et dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs.

#### **3.1 Engagements du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration**

Mettre à la disposition des intervenants régionaux, par l'entremise du Fonds de développement de l'immigration en région (FDIR), une somme de 100 000 \$ par année pour la mise en œuvre des projets retenus conjointement, dont les résultats concrets visent à accroître le nombre d'immigrants et leur impact économique et social dans les Laurentides et dont les objectifs définis visent des résultats réalistes et mesurables, avec des échéances précises en termes de nombres de personnes immigrantes qui se seront établies dans la région des Laurentides, et sous réserve que la participation du MRCI ne soit pas supérieure à 50% du coût total des projets;

Favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre les services du MRCI et des organismes régionaux;

Participer aux travaux du Comité de suivi.

Le MRCI pourra soumettre au Conseil régional de développement des Laurentides des projets visant la rétention et l'attraction des immigrants en région, lesquels seraient réalisés par des intervenants du milieu. Le MRCI pourra également accompagner les intervenants dans la réalisation des projets.

#### **3.2 Engagements d'Emploi-Québec Laurentides et du Conseil régional des partenaires du marché du travail région Laurentides**

Supporter la politique de régionalisation de l'immigration par des actions visant le développement de l'emploi et d'une main-d'œuvre qualifiée;

Mettre à la disposition des intervenants régionaux, par l'entremise du Fonds de développement du marché du travail, une contribution de 25 000 \$ par année pour la durée de l'entente spécifique;

Participer aux travaux du Comité de suivi.

#### **3.3 Engagements du Conseil régional de développement des Laurentides**

À cette fin le Conseil régional de développement des Laurentides s'engage à :

Mettre à la disposition des intervenants régionaux, par l'entremise du Fonds de développement régional (volet ententes spécifiques), les ressources nécessaires au financement de projets, soit 50 000 \$ en moyenne par année, dont les résultats concrets visent à accroître le nombre d'immigrants et leur impact économique et social dans les Laurentides;

Favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre des organismes régionaux et les services du MRCI;

Participer aux travaux du Comité de suivi.

### 3.4 Engagements du ministère des Régions

Réserver un montant de 150 000 \$ au Fonds de développement régional, volet "ententes spécifiques", pour donner suite à la présente entente spécifique;

Sur recommandation du CRDL, verser, conformément à l'article 2.2, la subvention pour un montant de 50 000 \$ en 2002-2003, de 50 000 \$ en 2003-2004 et de 50 000 \$ en 2004-2005, tel que prévu au Fonds de développement régional, volet "ententes spécifiques";

Informar la Conférence administrative régionale du suivi de la présente entente spécifique;

Assurer la coordination interministérielle nécessaire, conjointement avec le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et Emploi-Québec Laurentides;

Agir en tant qu'agent facilitateur et catalyseur de l'information auprès des instances gouvernementales;

Participer aux travaux du Comité de suivi.

### 3.5 Engagements conjoints

Les parties s'engagent à :

Établir un plan annuel d'intervention qui tient compte des objectifs de la planification triennale de l'immigration (2001-2003) et des orientations du MRCI en matière de régionalisation de l'immigration;

Convenir des ressources nécessaires à la réalisation des projets découlant du plan annuel d'intervention et d'y affecter les budgets requis en tenant compte des normes respectives du Conseil régional de développement des Laurentides pour le Fonds de développement régional, du MRCI pour le Fonds de développement de l'immigration en région et d'Emploi-Québec pour le Fonds de développement du marché du travail;

Évaluer les moyens favorisant la régionalisation de l'immigration et notamment la pertinence de la mise sur pied d'un conseil des partenaires.

### 3.6 Engagements des parties impliquées financièrement

Les parties conviennent d'investir, pour la durée de l'entente spécifique, les sommes suivantes :

Ministères ou CRDL	Programmes	Montants 2002- 2003	Montants 2003- 2004	Montants 2004- 2005	Montants totaux
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	Fonds de développement de l'immigration en région	100 000\$	100 000\$	100 000\$	300 000\$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec Laurentides)	Fonds de développement du marché du travail	25 000\$	25 000\$	25 000\$	75 000\$
Conseil régional de développement des Laurentides	Fonds de développement régional (volet ententes spécifiques)	50 000\$	50 000\$	50 000\$	150 000\$
<b>Total</b>		<b>175 000\$</b>	<b>175 000\$</b>	<b>175 000\$</b>	<b>525 000\$</b>

### **3.7 Gestion des programmes**

Les projets retenus seront analysés en fonction des normes des programmes ministériels impliqués et dans le respect des exigences desdits programmes.

## **4. MODALITÉS DE SUIVI**

Pour contribuer au développement d'une vision régionale de l'immigration et favoriser la concertation de l'ensemble des intervenants régionaux en cette matière, un comité de suivi de l'entente spécifique est créé.

### **4.1 Responsabilités du Comité de suivi :**

Le comité responsable d'assurer le suivi de la présente entente spécifique a pour mandat :

D'élaborer un plan régional annuel d'intervention;

D'assurer la coordination des interventions favorisant l'accroissement de l'impact économique et social de l'immigration dans les Laurentides et l'établissement d'un plus grand nombre d'immigrants en région;

D'évaluer les projets soumis par les partenaires régionaux pour recommandation aux ministères, à Emploi-Québec et au Conseil régional de développement des Laurentides ;

D'assurer le suivi nécessaire à la réalisation des projets;

De faire rapport annuellement aux ministères et au Conseil régional, des réalisations liées à l'entente spécifique en regard des objectifs annuels adoptés par les parties à l'entente.

### **4.2 Composition du Comité de suivi**

Le Comité de suivi est composé des personnes suivantes :

Deux représentants désignés par le conseil d'administration du Conseil régional de développement des Laurentides;

Le directeur régional du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ou son représentant;

Le sous-ministre adjoint des Laurentides au ministère des Régions ou son représentant;

Le directeur régional d'Emploi-Québec ou son représentant;

Un mandataire d'un organisme régional désigné par le Conseil régional de développement des Laurentides, oeuvrant dans les Laurentides et ayant un intérêt dans l'intégration socio-économique des immigrants.

De façon ad hoc, le Comité peut s'adjoindre des personnes-ressources.

## **5. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **5.1 Durée**

La présente entente spécifique s'étend sur les années financières 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, elle est d'une durée de trois ans, débutant à la date de signature. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

## **5.2 Portée**

Les parties conviennent que la présente entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à la réalisation des objectifs d'intervention liés à l'immigration dans les Laurentides.

## **5.3 Rapport annuel**

Un rapport annuel des réalisations liées à l'entente spécifique sera l'occasion de proposer aux signataires, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires.

## **5.4 Évaluation**

Les parties conviennent que la présente entente fera l'objet d'une évaluation d'étape après dix-huit mois et d'une évaluation finale trois mois avant son échéance.

## **5.5 Modification de l'entente spécifique**

Les parties conviennent que cette entente spécifique sera annexée à l'entente cadre de développement de la région des Laurentides et qu'elle sera, le cas échéant, harmonisée de façon à prendre en compte toute nouvelle mesure et politique que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales, ainsi que toute mesure reliée à la mise en place de la nouvelle Communauté métropolitaine de Montréal. Pour toute autre modification à l'entente spécifique, le consentement des parties est nécessaire.

Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué, par écrit, aux autres parties; ces dernières transmettent leur réponse sur l'objet de la demande dans un délai de 60 jours.

## **5.6 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente spécifique si l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

## **5.7 Affichage et publicité**

Les parties reconnaissent l'importance de la visibilité de l'Entente et s'engagent à pouvoir annoncer conjointement, de la manière la plus appropriée, les faits saillants de l'Entente, soit entre autres :

- ses objectifs;
- le nom des partenaires impliqués;
- le montant des contributions;
- son coût estimé et l'implication des partenaires.

Les parties s'engagent aussi à donner le crédit, tout au long de l'Entente, au Conseil régional de développement des Laurentides, au ministère des Relations avec les citoyens et l'Immigration, au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi-Québec Laurentides), au Conseil régional des partenaires du marché du travail des Laurentides et au ministère des Régions lors de toute activité de communication relative à l'Entente et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent, en soulignant leur contribution de l'une des façons suivantes :

- en mentionnant que l'ensemble des partenaires ont contribué financièrement à la réalisation de l'Entente;
- en présentant le logo de l'ensemble des partenaires sur les documents promotionnels;
- ou de toute autre façon qui aura été approuvée par les partenaires.

## **5.8 Communications entre les parties**

Aux fins de la présente entente spécifique, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

### **Pour le Conseil régional de développement des Laurentides :**

Monsieur Michel Gagné  
Président du Conseil régional de développement des Laurentides  
296, rue de Martigny Ouest, bureau 100  
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C9

### **Pour le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration :**

Madame Madeleine Gagné  
Sous-ministre adjointe à l'Intégration et à la Régionalisation  
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration  
360, rue McGill, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Y 2E9

### **Pour Emploi-Québec Laurentides :**

Madame Louise Paradis  
Directrice régionale d'Emploi-Québec  
Madame Jocelyne Lauzon  
Présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail  
55, rue Castonguay, 2<sup>e</sup> étage  
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9

### **Pour le ministère des Régions :**

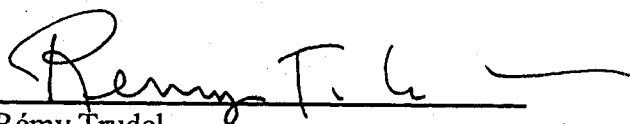
Monsieur Pierre-Paul Roy  
Sous-ministre adjoint  
Ministère des Régions - Laurentides  
10, rue Saint-Joseph, bureau 306  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7

## 6. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente spécifique.

En foi de quoi, elles ont signé comme suit :

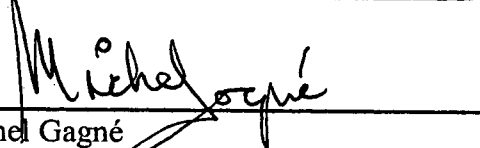
À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2002



Rémy Trudel

Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2002



Michel Gagné

Président du Conseil régional de développement des Laurentides

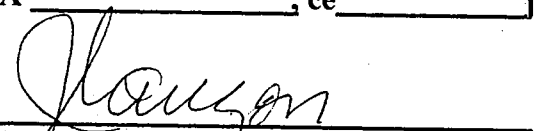
À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2002



Agnès Maltais

Ministre déléguée à l'Emploi

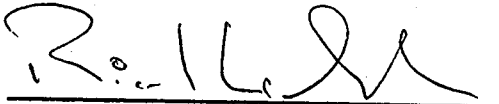
À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2002



Jocelyne Lauzon

Présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail – Région Laurentides

À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_ 2002



Richard Legendre

Ministre responsable de la région des Laurentides



**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR LA CONDITION FÉMININE EN MONTÉRÉGIE  
2002 - 2005**

**ENTRE**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MONTÉRÉGIE**

**ET**

**LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU BIOALIMENTAIRE DE LA MONTÉRÉGIE**

**EMPLOI-QUÉBEC**

**LA FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES  
DESJARDINS DU QUÉBEC, RÉGION RIVE-SUD DE MONTRÉAL**

**LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE**

**LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES  
ET DE L'ALIMENTATION**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS**

**MONTÉRÉGIE ÉCONOMIQUE**

**LE REGROUPEMENT DES COLLÈGES DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE**

**LE REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA MONTÉRÉGIE**

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### 1 CONSIDÉRATIONS

**Attendu que** la région reconnaît la valeur fondamentale que constitue l'égalité entre les femmes et les hommes;

**Attendu que** le gouvernement du Québec réitère ses engagements envers la cinquième orientation qui confirment la place des femmes dans le développement des régions dans le cadre de son programme d'action 2000-2003 « *L'égalité pour toutes les Québécoises* »;

**Attendu qu'en** vertu d'une entente entre le Secrétariat à la condition féminine et le ministère des Régions, ce dernier est responsable de la mise en œuvre de cette cinquième orientation;

**Attendu qu'une** première entente spécifique a été signée le 3 mai 1999 et que celle-ci a pris fin le 31 mars 2001;

**Attendu que** les membres du comité de suivi de la première entente spécifique sont satisfaits du travail accompli dans le cadre de cette entente et qu'ils s'entendent sur la nécessité de poursuivre le travail accompli dans les secteurs ciblés;

**Attendu que** le gouvernement du Québec a conclu une Entente cadre de développement, le 3 décembre 2001, avec le Conseil régional de développement de la Montérégie d'une durée de cinq ans;

**Attendu que** cette Entente cadre prévoit la signature d'ententes spécifiques entre certains ministères et le Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM);

**Attendu que** les objectifs prioritaires de l'Entente cadre en matière de condition féminine consistent :

- à encourager la participation des femmes au développement économique, notamment par l'acquisition et la création d'entreprises;
- à encourager la relève agricole, plus particulièrement chez les jeunes et les femmes;
- à réaliser des activités d'information et d'animation au niveau secondaire pour encourager (notamment chez les filles) le choix de formations professionnelles, techniques et technologiques;
- à mettre en place des mesures pour accroître la présence des femmes dans les secteurs d'avenir;
- à favoriser la diversification des choix de carrières et de formation des femmes, en particulier l'accès aux carrières professionnelles, techniques et technologiques;
- à améliorer les conditions de vie des femmes conformément au plan d'action régional;
- à augmenter et maintenir la présence des femmes dans les structures décisionnelles locales et régionales, afin d'assurer leur participation comme citoyennes aux prises de décision qui les concernent, de même que la prise en compte de leurs intérêts et de leur réalité;
- à favoriser le réseautage international des femmes de la Montérégie;

**Attendu que** le Comité condition féminine en développement régional de la Montérégie (CCFDRM) est composé de représentantes issues de différents secteurs d'activités de la région et qu'il existe depuis dix ans;

**Attendu que** le CCFDRM s'est donné pour mission d'améliorer les conditions socio-économiques des femmes de la Montérégie;

**Attendu que** le CCFDRM est reconnu comme comité aviseur permanent en matière de condition féminine auprès des instances de développement socio-économique

notamment au sein du CRDM et ses composantes, et ce, depuis mars 1999;

**Attendu que** les mandats du CCFDRM consistent à produire et mettre en œuvre un plan d'action régional en matière de condition féminine, à identifier des projets pouvant faire l'objet d'une entente spécifique, de même qu'à assumer un rôle de vigie auprès des structures actives au sein de la région;

**Attendu que** le plan d'action régional, adopté le 11 septembre 2001 par le CCFDRM, s'appuie sur un consensus existant au sein du mouvement des femmes de la Montérégie;

**Attendu que** ce plan d'action régional vise à assurer, dans toutes ses composantes, la participation équitable et démocratique des femmes dans le développement de la Montérégie particulièrement dans les domaines de la main-d'œuvre, de la relève féminine agricole, de l'entrepreneuriat féminin, de la diversification des choix professionnels des filles et des femmes, de la représentation des femmes en politique municipale et autres instances décisionnelles;

**Attendu que** la planification stratégique régionale explore de nouvelles pistes où les femmes sont directement concernées par leurs conditions de vie spécifiques : pauvreté et logement, monoparentalité, isolement, travail précaire, faible scolarisation, conciliation travail, études et famille, ghetto d'emploi;

**Attendu que** l'intérêt et la responsabilité du CCFDRM sont, entre autres, de s'assurer que les priorités de développement identifiées dans le cadre de l'axe du développement social soient actualisées dans une perspective d'équité et d'amélioration des conditions socio-économiques des femmes.

## **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **2 OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente porte sur la définition des engagements conjoints des parties pour la réalisation d'objectifs visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des femmes en Montérégie conformément au plan d'action régional.

### **3 DURÉE**

La présente entente entrera en vigueur au moment de sa signature par les parties et prendra fin en décembre 2005.

### **4 OBJECTIFS D'INTERVENTION**

**Les parties conviennent des objectifs d'intervention suivants :**

- 4.1** Augmenter et maintenir la présence des femmes dans les structures décisionnelles locales et régionales afin d'assurer leur participation, comme citoyennes, à la prise de décisions qui les concernent de même que la prise en compte de leurs intérêts et de leurs réalités;
- 4.2** Favoriser la diversification des choix de carrière des femmes et des filles ainsi que de soutenir leur accès à des emplois non traditionnels qui offrent de bonnes conditions de travail et des perspectives d'avenir intéressantes;
- 4.3** Encourager la relève féminine agricole.

## **5 PRINCIPES**

**Les parties s'entendent sur les principes suivants :**

- 5.1** le respect des priorités régionales;
- 5.2** la complémentarité entre les interventions des partenaires (gouvernementaux, privés ou communautaires) nationaux, régionaux et locaux;
- 5.3** l'utilisation maximale ou la consolidation des moyens existants (organismes, programmes, mesures, etc.);
- 5.4** la concertation entre les divers partenaires, la reconnaissance et la mise en commun des ressources et des compétences.

## **6 ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES**

### **6.1 Engagements du Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM)**

Le CRDM s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention dans le respect de ses mandats et de son plan stratégique de développement et plus précisément à :

- 6.1.1** participer à l'organisation et la tenue d'une rencontre annuelle d'échanges et de formation à l'intention des personnes intervenant dans la problématique de l'orientation et l'intégration des filles et des femmes dans des secteurs d'avenir;
- 6.1.2** offrir de la formation aux candidates inscrites à la Banque<sup>1</sup> en fonction de leurs besoins, de même que des activités de réseautage;
- 6.1.3** élaborer et mettre en œuvre un programme de formation visant à soutenir la participation des membres du CCFDRM;
- 6.1.4** engager et financer, pour la durée de l'entente, une personne spécialisée en condition féminine afin d'assurer l'exécution de l'entente;
- 6.1.5** participer à l'élaboration, à la recherche de financement et, s'il y a lieu, à la mise en œuvre d'un plan de communication visant à augmenter et maintenir la présence des femmes dans les structures décisionnelles sur le territoire de la Montérégie;
- 6.1.6** soutenir financièrement des projets structurants à l'aide d'une enveloppe de 50 000 \$. Les projets sélectionnés par le CCFDRM devront répondre aux objectifs suivants :
  - réaliser des activités d'information et d'animation au niveau secondaire pour encourager (notamment chez les filles) le choix de formations professionnelles, techniques et technologiques;
  - mettre en place des mesures pour accroître la présence des femmes dans les secteurs d'avenir;
  - favoriser la diversification des choix de carrière et de formation des femmes en particulier l'accès aux carrières professionnelles, techniques et technologiques;
- 6.1.7** afin de réaliser les engagements précédents, affecter, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 281 000 \$ du Fonds de

---

<sup>1</sup> La banque de candidates répertorie des femmes qui désirent s'impliquer dans les structures décisionnelles locales et régionales de la Montérégie

développement régional (FDR), volet «ententes spécifiques», répartie sur trois ans à raison de 127 000 \$, 77 000 \$ et 77 000 \$ par année respectivement. À cet effet, recommander au ministère des Régions d'effectuer les versements;

## **6.2 Engagement du Conseil de développement du bioalimentaire de la Montérégie (CDBM)**

Le CDBM s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le CDBM s'engage à :

- 6.2.1 participer à la poursuite de la campagne de sensibilisation «*Chez nous, la relève c'est notre fille*» par la mise en œuvre d'actions précises sur le territoire de la Montérégie, étant entendu que la contribution du CDBM s'évaluera en terme d'expertise allouée en temps ressource et que l'engagement se limitera à cette activité.

## **6.3 Engagements d'Emploi-Québec**

Emploi-Québec s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, Emploi-Québec s'engage à :

- 6.3.1 assurer le renouvellement annuel des cinq ententes de services des organismes œuvrant dans le secteur des options non traditionnelles chez les femmes en Montérégie, avec qui Emploi-Québec a déjà signé des ententes;
- 6.3.2 participer financièrement pour un montant de 1650 \$ à l'organisation et la tenue d'une rencontre annuelle d'échanges et de formation à l'intention des personnes intervenant dans la problématique de l'orientation et l'intégration des filles et des femmes dans des secteurs d'avenir;
- 6.3.3 afin de réaliser l'engagement visé au point 6.3.1, réserver une participation financière d'environ 1 300 000 \$ par année pour chacune des trois années de l'entente. Toutefois, Emploi-Québec se réserve le droit de modifier la teneur de sa participation après la première année de l'entente;
- 6.3.4 inscrire et adapter la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine* dans les plans d'action régionaux qui seront produits pendant la durée de l'entente. À cet égard, Emploi-Québec établira une stratégie d'information et de promotion auprès de ses agents et agentes d'aide à l'emploi et de ses clientes concernant les avantages pour ces dernières de choisir les métiers non traditionnels et ceux des secteurs d'avenir;
- 6.3.5 enrichir les données relatives aux revenus d'emploi des femmes et aux professions qu'elles occupent dans le cadre de la mise à jour du portrait de la situation des femmes sur le marché du travail en Montérégie.

## **6.4 Engagement de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec, Région Rive-Sud de Montréal**

La Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec, Région Rive-Sud de Montréal s'engage à participer à la réalisation des objectifs

d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, la Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec, Région Rive-Sud de Montréal, s'engage à :

- 6.4.1 participer financièrement à la poursuite de la campagne de sensibilisation «*Chez nous, la relève c'est notre fille*» par la mise en œuvre d'actions précises sur le territoire de la Montérégie, et ce, pour un montant total n'excédant pas 10 000 \$ pour la durée de l'entente.

## **6.5 Engagements du ministère des Affaires municipales et de la Métropole**

Le ministère des Affaires municipales et de la Métropole s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le Ministère s'engage à :

- 6.5.1 financer l'organisation et la tenue du colloque annuel 2003, 2004 et 2005 *Femmes et politique municipale de la Montérégie*;
- 6.5.2 participer financièrement à l'élaboration d'une campagne de promotion : Opération : élections 2005 (conception d'outils promotionnels);
- 6.5.3 participer financièrement à l'exécution des activités décrites aux points 6.5.1 et 6.5.2 pour un maximum de 30 000 \$ répartis sur les trois années de l'entente.

## **6.6 Engagement du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le Ministère s'engage à :

- 6.6.1 participer financièrement et sous forme de temps ressource, à la poursuite de la campagne de sensibilisation «*Chez nous, la relève c'est notre fille*» par la mise en œuvre d'actions précises sur le territoire de la Montérégie pour un montant total de 30 000 \$ pour la durée de l'entente.

## **6.7 Engagements du ministère de l'Éducation**

Le ministère de l'Éducation s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le Ministère s'engage à :

- 6.7.1 participer financièrement à l'organisation et la tenue d'une rencontre annuelle d'échanges et de formation à l'intention des personnes intervenant dans la problématique de l'orientation et l'intégration des filles et des femmes dans des secteurs d'avenir;
- 6.7.2 consolider le réseau des responsables du dossier de la diversification professionnelle des filles œuvrant au sein des commissions scolaires et des cégeps;
- 6.7.3 fournir des données ventilées selon le genre;

- 6.7.4 identifier des opportunités permettant de rejoindre des parents afin de les sensibiliser à la problématique de l'orientation et de la diversification des choix de carrières, notamment via les comités de parents et les conseils d'établissement;
- 6.7.5 accorder une expertise allouée en temps ressource, ainsi qu'une participation financière de 2 500 \$ par année pour chacune des trois années de l'entente afin de réaliser l'engagement visé au point 6.7.1;
- 6.7.6 prendre en considération les recommandations du comité de suivi de l'entente quant aux secteurs d'interventions à définir comme prioritaires dans le cadre de la *Mesure de soutien offerte aux commissions scolaires et aux cégeps visant l'accès des femmes à des emplois traditionnellement masculins*;
- 6.7.7 organiser, en collaboration avec les partenaires signataires de l'entente, le volet régional du concours *Chapeau les filles!* À cet effet, la direction régionale consacre, en sus du budget régulier de 9 000 \$, une somme de 2 250 \$ par année afin de mettre en relief les particularités régionales.

## **6.8 Engagements du ministère des Régions**

Le ministère des Régions s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, le Ministère s'engage à :

- 6.8.1 informer la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente et lui déposer les bilans annuels produits par le comité de suivi;
- 6.8.2 assurer la coordination interministérielle nécessaire;
- 6.8.3 mettre à jour annuellement le tableau de bord de l'observatoire de la condition féminine en Montérégie, et ce, avec la collaboration de la CAR;
- 6.8.4 procéder à une nouvelle analyse des données sexuées disponibles en Montérégie et produire une nouvelle version de l'observatoire montérégien de la condition féminine et, à cette fin, mobiliser la CAR;
- 6.8.5 participer à l'élaboration, à la recherche de financement et, s'il y a lieu, à la mise en œuvre d'un plan de communication visant à augmenter et maintenir la présence des femmes dans les structures décisionnelles sur le territoire de la Montérégie;
- 6.8.6 réserver, sous réserve des crédits disponibles, une somme de 231 000 \$ du Fonds de développement régional (FDR), volet « ententes spécifiques », répartie sur trois ans à raison de 77 000 \$ par année ainsi qu'une somme de 50 000 \$ du FDR, volet « projet structurant » pour la première année et verser cette somme au CRDM sur recommandation de celui-ci.

## **6.9 Engagements de Montérégie économique**

Montérégie économique s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques.

À cette fin, Montérégie économique s'engage à :

- 6.9.1 adhérer officiellement au plan d'action en matière d'entrepreneuriat

féminin du CCFDRM, ainsi que de les appuyer dans leurs démarches d'opérationnalisation de ce plan d'action;

- 6.9.2 établir, avec le Réseau montréalais des organismes non traditionnels (RMONT), un protocole de collaboration visant à faire connaître auprès des organismes concernés les besoins en main-d'œuvre des entreprises situées dans les territoires des Centres locaux de développement (CLD) afin, d'une part, de mieux répondre aux exigences des employeurs du milieu et d'autre part, d'orienter la clientèle du RMONT vers les secteurs d'avenir présents dans leur localité;
- 6.9.3 établir un protocole de collaboration avec le CCFDRM et le CRDM relativement au recrutement et à la promotion de la Banque de candidates de la Montérégie;
- 6.9.4 participer à la compilation des données sexuées tel que préconisé par le ministère des Régions Montérégie pour l'observatoire de la condition féminine en Montérégie;
- 6.9.5 entreprendre des démarches auprès des conseils d'administration des Centres locaux de développement (CLD) existant en Montérégie afin que ceux-ci prennent connaissance des engagements de Montérégie économique, et ce, dans le but d'obtenir une résolution d'appui à cet égard.

#### **6.10 Engagement du Regroupement des collèges de la région de la Montérégie**

Le Regroupement des collèges de la région de la Montérégie s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de leurs mandats et politiques.

À cette fin, le Regroupement des collèges de la région de la Montérégie s'engage à :

- 6.10.1 participer à l'organisation et la tenue d'une rencontre annuelle d'échanges et de formation à l'intention des personnes intervenant dans la problématique de l'orientation et l'intégration des filles et des femmes dans des secteurs d'avenir;
- 6.10.2 consolider le réseau des responsables du dossier de la diversification professionnelle des filles œuvrant au sein des cégeps.

#### **6.11 Engagements du Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie**

Le Regroupement des commissions scolaires s'engage à participer à la réalisation des objectifs d'intervention, sous réserve de leurs disponibilités financières et dans le respect de leurs mandats et politiques.

À cette fin, le Regroupement des commissions scolaires s'engage à :

- 6.11.1 participer à l'organisation et la tenue d'une rencontre annuelle d'échanges et de formation à l'intention des personnes intervenant dans la problématique de l'orientation et l'intégration des filles et des femmes dans des secteurs d'avenir;



6.11.2 s'assurer de la représentation du RMONT au comité régional des responsables locaux de la valorisation de la formation professionnelle;

6.11.3 consolider le réseau des responsables du dossier de la diversification professionnelle des filles œuvrant au sein des commissions scolaires.

## **7 GESTION DE L'ENTENTE**

Le suivi des engagements prévus à la présente entente sera assuré par un comité composé de représentants et représentantes des partenaires signataires du gouvernement et du milieu, auquel s'ajoute une représentante du CCFDRM et du Conseil du statut de la femme.

Ce comité de suivi :

- 7.1 recevra les plans de réalisation des engagements préparés par les signataires. Les plans devront prévoir, le cas échéant, des indicateurs de résultats pour chacun des engagements;
- 7.2 formera, le cas échéant, des groupes de travail nécessaires à la réalisation des engagements;
- 7.3 s'adjoindra, au besoin, pour la réalisation des projets prévus à l'entente, des personnes, des organismes et des partenaires du développement de l'ensemble du territoire de la Montérégie;
- 7.4 fera un bilan annuel des actions prévues à la présente entente, évaluera l'incidence de ces dernières et fera un rapport et des recommandations aux signataires de l'entente quant aux suites à donner à la présente entente.

## **8 MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **8.1 Harmonisation et modification**

Cette entente sera annexée à l'Entente cadre de développement de la Montérégie et sera, le cas échéant, harmonisée au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourrait décider le gouvernement du Québec ou ses mandataires pendant la durée de l'entente. Pour toute autre modification à l'entente, le consentement des parties est nécessaire.

Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse à l'objet de la demande dans un délai de trente (30) jours.

### **8.2 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

Pour ce faire, l'une d'entre elles doit transmettre un avis à l'autre partie, lequel énoncera les motifs de résiliation, et la partie défaillante aura trente (30) jours ouvrables pour remédier à tel défaut. S'il n'est pas remédié au défaut dans le délai imparti, l'entente sera alors résiliée à compter de la date d'expiration de ce délai.

### **8.3 Avis**

Les avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente doivent, pour être valides et lier les parties, être donnés par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télégramme,

télécopieur, courrier électronique, messenger ou par la poste aux adresses suivantes :

➤ **POUR LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MONTÉRÉGIE (CRDM)**

**Madame Danielle Chevette**

**Directrice générale**

100, place Charles-Le Moyne, bureau 281

Longueuil (Québec)

J4T 2T4

Téléphone : (450) 651-9041

Télécopieur : (450) 442-0709

➤ **POUR LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU BIOALIMENTAIRE DE LA MONTÉRÉGIE (CDBM)**

**Monsieur René Desrochers**

**Directeur général**

100, place Charles-Le Moyne, bureau 281

Longueuil (Québec)

J4T 2T4

Téléphone : (450) 674-0064

Télécopieur : (450) 674-1439

➤ **POUR EMPLOI-QUÉBEC**

**Monsieur Richard St-Pierre**

**Directeur de la planification, du partenariat et  
de l'information sur le marché du travail**

600, boulevard Casavant Est

Saint-Hyacinthe (Québec)

J2S 7T2

Téléphone : (450) 773-7463

Télécopieur : (450) 773-3614

➤ **POUR LA FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS DU QUÉBEC, RÉGION RIVE-SUD DE MONTRÉAL**

**Monsieur Yvan Larocque**

**Conseiller en communication**

Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec

Région Rive-Sud

1850, rue Panama, suite 300

Brossard, (Québec)

J4W 3C6

Téléphone : (450) 465-8555 poste 522

Télécopieur : (450) 465-5666

➤ **POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE LA MÉTROPOLE**

**Madame Lorraine Crevier**  
**Déléguée régionale par intérim**  
Tour du Nord, 26<sup>e</sup> étage  
3, complexe Desjardins, C.P. 185  
Montréal (Québec)  
H5B 1B3

Téléphone : (514) 873-5487  
Télécopieur : (514) 873-3057

➤ **POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

**Monsieur Marcel Normandeau**  
**Directeur régional de l'Ouest de la Montérégie**  
177, rue Saint-Joseph  
Sainte-Martine (Québec)  
J0S 1V0

Téléphone : (450) 427-2000  
Télécopieur : (450) 427-0407

➤ **POUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**Madame Louise Fortin**  
**Directrice régionale**  
201, place Charles-Le Moyne, bureau 6.01  
Longueuil (Québec)  
J4K 2T5

Téléphone : (450) 928-7438  
Télécopieur : (450) 928-7451

➤ **POUR LE MINISTÈRE DES RÉGIONS**

**Monsieur Yves «Bob» Dufour**  
**Sous-ministre adjoint**  
201, place Charles-Le Moyne, bureau 4.05  
Longueuil (Québec)  
J4K 2T5

Téléphone : (450) 928-7643  
Télécopieur : (450) 928-7650

➤ **POUR MONTÉRÉGIE Économique**

**Monsieur Mario De Tilly**  
**Président**  
800, Sainte-Anne  
Saint-Hyacinthe, (Québec)  
J2S 5G7

Téléphone : (450) 773-4232  
Télécopieur : (450) 773-6767

➤ **POUR LE REGROUPEMENT DES COLLÈGES DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE**

**Madame Lise Parent**  
**Directrice générale**  
1111, rue Saint-Charles Ouest  
Tour Ouest, bureau 600  
Longueuil (Québec)  
J4K 5G4

Téléphone : (450) 463-0514  
Télécopieur : (450) 442-1477

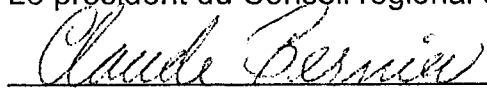
➤ **POUR LE REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA MONTÉRÉGIE**

**Madame Huguette Richard**  
**Directrice générale**  
Commission scolaire Val-des-Cerfs  
55, rue Court, C.P. 9000  
Granby (Québec)  
J2G 9H7


Téléphone : (450) 372-0221  
Télécopieur : (450) 372-3150

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en quatorze (14) exemplaires, à Québec, ce  
13<sup>e</sup> jour du mois de MARS 2003.

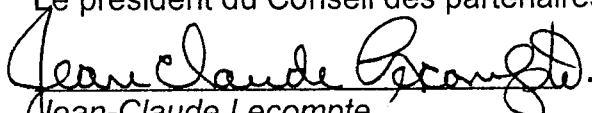
- Le président du Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM)

  
Claude Bernier

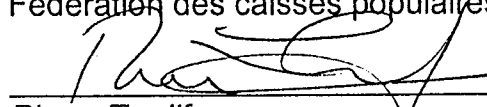
- La présidente du Conseil de développement du bioalimentaire de la Montérégie (CDBM)

  
Hélène Miron

- Le président du Conseil des partenaires du marché du travail de la Montérégie

  
Jean-Claude Lecomte

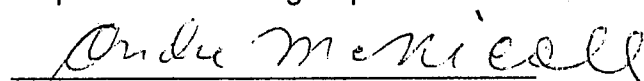
- Le président du Conseil des représentants de la Région Rive-Sud de Montréal  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec

  
Pierre Tardif

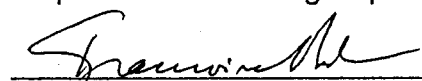
- Le président de Montérégie Économique

  
Mario De Tilly

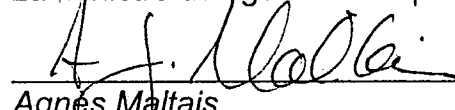
- Le président du Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie

  
André McNicoll

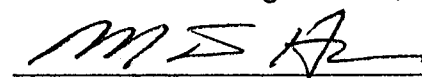
- La présidente du Regroupement des collèges de la région de la Montérégie

  
Françoise Richer

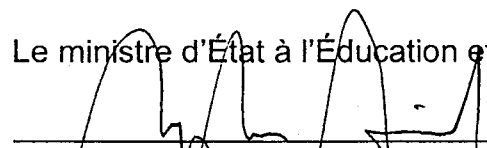
- La ministre déléguée à l'Emploi

  
Agnès Maltais

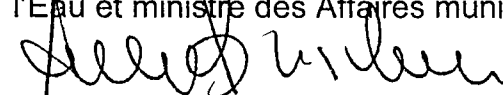
- Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

  
Maxime Arseneau

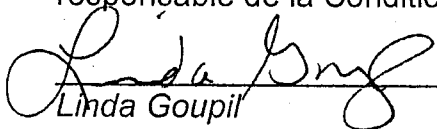
- Le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, ministre de l'Éducation

  
Sylvain Simard

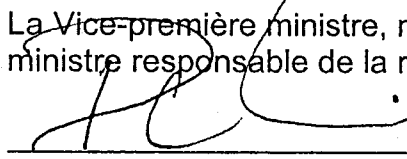
- Le ministre d'État aux Affaires municipales, à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau et ministre des Affaires municipales et de la Métropole

  
André Boisclair

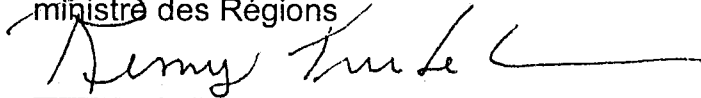
- La ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance et ministre responsable de la Condition féminine

  
Linda Goupil

- La Vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, et ministre responsable de la région de la Montérégie

  
Pauline Marois

- Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Régions

  
Rémy Trudel

## ANNEXE

### RÉSUMÉ DE LA DEUXIÈME ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE EN MONTÉRÉGIE

<b>PARTENAIRES</b>	<b>AN 1</b>	<b>AN 2</b>	<b>AN 3</b>
Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM)	127 000 \$	77 000 \$	77 000 \$
Conseil de développement du bioalimentaire de la Montérégie (CDBM)	Temps ressource	Temps ressource	Temps ressource
Emploi-Québec	1 300 000 \$	À déterminer	À déterminer
Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec, région Rive-sud de Montréal	3 333 \$	3 333 \$	3 334 \$
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	10 000 \$ Temps ressource	10 000 \$ Temps ressource	10 000 \$ Temps ressource
Ministère de l'Éducation	34 750 \$ Temps ressource	34 750 \$ Temps ressource	34 750 \$ Temps ressource
Ministère des Régions	Temps ressource	Temps Ressource	Temps ressource
Montérégie Économique	Temps ressource	Temps Ressource	Temps ressource
Regroupement des Collèges de la Montérégie	Temps ressource	Temps Ressource	Temps ressource
Regroupement des Commissions scolaires de la Montérégie	Temps ressource	Temps Ressource	Temps ressource
<b>Total par année de l'entente</b>	<b>1 485 083 \$</b>	<b>135 083 \$</b>	<b>135 084 \$</b>
<b>Total sur 3 ans</b>	<b>1 755 250 \$</b>		





ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION

*PENSONS ET AGISSONS FAMILLE*

ENTRE

LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA  
MONTÉRÉGIE

LA MINISTRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

LE MINISTRE DES RÉGIONS

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

LA RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

LE REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE  
DE LA MONTÉRÉGIE

ET

LE REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES  
FAMILLE DE LA MONTÉRÉGIE

MARS 2003

## PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec a adopté, en avril 1997, la *Politique de soutien au développement local et régional*, et conséquemment fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires et que les ententes spécifiques sont le moyen privilégié pour en assurer la concrétisation;

ATTENDU QUE la *Politique de soutien au développement local et régional* vise une plus grande responsabilisation des milieux régionaux à l'égard de leur propre développement;

ATTENDU QUE les parties conviennent que le Conseil régional de développement de la Montérégie est l'interlocuteur et l'instance de concertation régionale reconnus par le Gouvernement du Québec, qu'il est mandaté pour signer les ententes spécifiques et que sa mission s'inscrit dans le développement de la région sur les plans économique, social et culturel;

ATTENDU QUE le Conseil régional de développement de la Montérégie a signé le 3 décembre 2001 avec le Gouvernement du Québec l'*Entente cadre de développement de la région de la Montérégie 2001-2006* qui établit clairement les axes, priorités et objectifs d'intervention et que plusieurs d'entre eux sont liés au développement des services à la famille et à l'enfance;

ATTENDU QU'avec l'adoption en mai 2002 du *Plan concerté pour les familles du Québec*, la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance souhaite faire une place importante aux partenaires régionaux et aux principaux intervenants du milieu en regard du développement de la politique familiale dans leur région;

ATTENDU QUE depuis 1997, le ministère de la Famille et de l'Enfance travaille en concertation avec le Conseil régional de développement de la Montérégie pour assurer le développement des services de garde sur l'ensemble de son territoire en respect des particularités et des besoins régionaux;

ATTENDU QUE les résultats de l'*Entente spécifique sur le développement des centres de la petite enfance et des garderies* ont été positifs pour la région tant au niveau du développement, de la réalisation des places, des emplois générés que de la concertation des intervenants du milieu;

ATTENDU QUE le ministère de la Famille et de l'Enfance entend travailler en concertation avec les régions dans la mise en œuvre des diverses mesures du Plan concerté et qu'il souhaite conclure, de concert avec le ministère des Régions et l'Association des régions du Québec, des ententes spécifiques portant sur l'ensemble des éléments de la politique familiale;

ATTENDU QUE le Conseil régional de développement de la Montérégie demeure l'interlocuteur de la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance pour la mise en application de l'*Entente spécifique*

*de régionalisation Pensons et agissons famille* et qu'il peut établir les mécanismes de concertation qu'il juge appropriés pour atteindre les objectifs de cette entente spécifique;

ATTENDU QU'il est primordial pour l'épanouissement des familles montréalaises que la collectivité contribue par un continuum de services harmonisés à ériger de nombreuses passerelles entre les ressources, les acteurs et les partenaires significatifs à son développement;

ATTENDU QUE la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montréalie entend travailler en partenariat intersectoriel pour favoriser la mise en place de mesures favorables à la santé et au bien-être de la population, notamment des enfants et de leur famille;

ATTENDU QUE la famille est au cœur des préoccupations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu) et que toutes politiques le concernant rejoignent sa mission qui est de préserver et développer la solidarité sociale;

ATTENDU que le Regroupement des centres de la petite enfance de la Montréalie a dans sa mission et son plan d'action de nombreux objectifs similaires à ceux développés par le Conseil régional de développement de la Montréalie dans l'Entente cadre en ce qui a trait au développement des services de garde;

ATTENDU QUE les membres du Regroupement des centres de la petite enfance de la Montréalie sont des acteurs importants dans le développement des services de garde et que leur collaboration est essentielle à la poursuite du développement de la politique familiale en Montréalie;

ATTENDU que les membres du Regroupement des organismes communautaires famille de la Montréalie sont des acteurs importants dans le développement des services à la famille en agissant tant auprès des parents, des enfants que des dyades familiales;

ATTENDU QUE plus de la moitié des membres du Regroupement des organismes communautaires famille de la Montréalie ont entre autres comme activité un service de halte-garderie et que deux des objectifs prioritaires de l'Entente cadre du Conseil régional de développement de la Montréalie sont de faciliter l'accès des personnes à horaire atypique aux services de garde et de favoriser l'harmonisation des services d'aide à la famille;

EN CONSÉQUENCE, les parties reconnaissent l'importance de conclure une entente spécifique de régionalisation permettant l'adaptation de l'action des parties aux particularités de la Montréalie.

**CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVRA :**

**1. DÉFINITIONS**

Dans la présente Entente spécifique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Comité :	Comité régional sur le développement des services de garde mandaté par le CRDM réunissant des intervenants régionaux et locaux concernés par le développement des centres de la petite enfance et des garderies de la région de la Montérégie;
CRDM :	Conseil régional de développement de la Montérégie;
Entente cadre :	Outil privilégié de concertation et de collaboration entre le gouvernement et la région permettant de traduire, sous forme d'engagement mutuel, la contribution du Gouvernement et du CRDM à la réalisation de la planification stratégique régionale;
Entente spécifique : (Entente)	Entente spécifique de régionalisation <i>Pensons et agissons famille</i> ;
MFE	Le ministère de la Famille et de l'Enfance;
MESS (Sécurité du revenu) :	Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu);
MREG	Le ministère des Régions;
Plan concerté	Plan concerté pour les familles du Québec adopté en mai 2002 comportant 23 mesures qui touchent aux dimensions essentielles de la politique familiale québécoise;
Planification stratégique régionale :	Résultat de la démarche de planification du CRDM et établissant, à partir de bilans, d'analyses et perspectives sectorielles, les choix de développement de la région pour une période de cinq ans;
RRSSSM	Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux de la Montérégie;
Région :	Région administrative de la Montérégie;

Régionalisation :	Opération par laquelle le Gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État;
RCPEM	Regroupement des centres de la petite enfance de la Montérégie;
ROCFM	Regroupement des organismes communautaires famille de la Montérégie;
Services de garde :	L'ensemble des établissements offrant des services de garde tant en milieu familial qu'en installation, notamment les centres de la petite enfance et les garderies régis par le MFE ainsi que les haltes-garderies, les jardins d'enfants, etc.;
Table :	Table régionale intersectorielle de concertation enfance-famille créée par le CRDM réunissant des intervenants de divers secteurs concernés par les questions famille et prioritairement l'enfance;
Territoire :	Territoire couvert par l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC) : Acton, Beauharnois-Salaberry, Brome-Missisquoi, Longueuil, La Haute-Yamaska, Lajemmerais, La Vallée-du-Richelieu, Le Bas-Richelieu, Le Haut-Richelieu, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Les Maskoutains, Roussillon, Rouville et Vaudreuil-Soulanges.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente Entente a pour objet de définir les engagements des parties en Montérégie en vue d'assurer la réalisation des priorités famille-enfance de l'Entente cadre, de soutenir la mise en œuvre du Plan concerté et de poursuivre la régionalisation de la planification du développement des services de garde afin de permettre une meilleure adaptation des interventions des parties aux réalités de la région.

## **3. BUT ET OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Dans le cadre de l'Entente, les parties s'associent pour travailler en étroite collaboration, contribuer à l'atteinte des objectifs et assumer leurs responsabilités respectives en lien avec les engagements qui y sont rattachés afin de :

### **3.1 Concernant le Plan concerté :**

- Soutenir la mise en œuvre du Plan concerté dans un souci de répondre aux priorités identifiées par la région dans l'Entente cadre;
- Orienter l'action des ministères et des acteurs régionaux vers la réalisation des axes et priorités de développement de l'Entente cadre liés à la famille et à l'enfance en concordance avec les priorités du Plan concerté;
- Adopter une politique familiale régionale et favoriser l'adoption d'une telle politique par tous les acteurs régionaux et locaux concernés;

### **3.2 Concernant les services à la famille et à l'enfance :**

- Avoir une vue d'ensemble des services existants et du développement des services à la famille, dans une perspective d'harmonisation régionale;
- Maintenir un système d'informations régionales comprenant, notamment, les données statistiques et d'enquêtes concernant les besoins en services à la famille et à l'enfance;
- Supporter le développement des services d'aide à la famille et plus particulièrement à l'enfance en visant une répartition équitable des ressources;

### **3.3 Concernant la conciliation famille-travail :**

- Favoriser une meilleure identification des besoins et des problématiques par une concertation accrue avec les institutions gouvernementales, paragouvernementales, les partenaires du CRDM et le milieu et travailler à répondre à ces besoins;
- Promouvoir une offre de service de garde adaptée aux besoins des personnes à horaire atypique;

### **3.4 Concernant le développement des services de garde :**

- Coordonner et promouvoir le développement des services de garde, dans la région, en vue de faciliter l'accès aux services de garde à l'ensemble de la population, sous réserve des crédits budgétaires de développement et de fonctionnement qui sont consentis annuellement au MFE;
- Orienter le développement des places de garde vers les territoires à forte concentration de personnes défavorisées;

### **3.5 Concernant le développement et la valorisation du savoir :**

- Valoriser et promouvoir l'application d'une approche éducative axée sur le jeu, le développement global et le respect de l'unicité des enfants dans tous les organismes qui les accueillent;
- Travailler au développement d'un environnement éducatif qui reconnaît que l'intérêt pour le savoir, la culture et la réussite débute dès la petite enfance;
- Favoriser l'accès à la formation continue pour les travailleuses autonomes des services de garde en milieu familial;
- Favoriser la mise sur pied des programmes de soutien à l'emploi adaptés aux besoins des personnes œuvrant dans les services de garde;

## **4. ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **4.1 Le CRDM s'engage à :**

- 4.1.1 Assurer la logistique et l'animation des réunions du Comité, de la Table et du Comité sur la formation et accorder le soutien et l'encadrement requis pour la réalisation de leurs travaux en accord avec la mission et le mandat de concertation dévolus au CRDM;
- 4.1.2 Identifier et concerter les partenaires sur chacun des territoires en vue de faciliter l'atteinte des objectifs de l'Entente;
- 4.1.3 Engager deux ressources professionnelles spécialisées afin d'assurer l'exécution de l'Entente;
- 4.1.4 Élaborer un plan d'action avec les signataires de l'Entente et les partenaires du milieu établissant des moyens permettant l'atteinte des objectifs de la présente entente dans les 180 jours suivants sa signature;
- 4.1.5 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente entente;

**4.1.6 Maintenir le Comité et lui confier les mandats suivants :**

4.1.6.1 Déterminer les besoins et les priorités de développement pour chaque catégorie de services de garde en regard des besoins de la région : types de services à privilégier et emplacements prioritaires;

4.1.6.2 Définir les critères spécifiques nécessaires à la sélection des projets susceptibles d'être financés sur le territoire;

4.1.6.3 Recommander au MFE sur la base des priorités de développement et des critères de sélection, les projets de services de garde qui devraient, selon lui, bénéficier d'un financement gouvernemental;

**4.1.7 Mettre en place la Table et lui confier les mandats suivants :**

4.1.7.1 Favoriser l'harmonisation des services d'aide à la famille existants et, s'il y a lieu, en promouvoir le développement dans les municipalités ou territoires de MRC où l'absence de certains services est criante;

4.1.7.2 Supporter et faciliter la conciliation famille-travail-développement socioprofessionnel;

4.1.7.3 Élaborer avec les partenaires sectoriels visés une politique familiale régionale et favoriser l'adoption d'une telle politique par tous les acteurs concernés (locaux, régionaux et sectoriels);

**4.1.8 Mettre sur pied un comité sur la formation initiale et continue pour les intervenantes et intervenants du réseau des services de garde et lui confier les mandats suivants :**

4.1.8.1 Réunir les intervenants concernés par le dossier;

4.1.8.2 Évaluer les besoins des intervenants et intervenantes;

4.1.8.3 Dresser le portrait de l'offre de service;

4.1.8.4 Favoriser l'harmonisation de l'offre de formation;

**4.2 La ministre de la Famille et de l'Enfance s'engage à :**

4.2.1 Établir la planification et la répartition des places en service de garde admissibles au financement entre les régions sur la base des estimations régionales des besoins qu'il met à jour annuellement;



- 4.2.2 Transmettre l'information au CRDM afin de compléter le développement des places en services de garde dans la région et ce, d'ici 2005-2006;
- 4.2.3 Tenir compte des avis de la région concernant l'autorisation des projets au financement et informer le CRDM du processus, des décisions et du suivi des réalisations;
- 4.2.4 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.2.5 Mettre à la disposition du CRDM toute information pertinente dont il dispose permettant d'avoir une vue d'ensemble du dossier famille-enfance;
- 4.2.6 Transmettre au CRDM les informations pertinentes et les outils nécessaires à la réalisation des travaux de la Table en lien avec le Plan concerté;
- 4.2.7 Former et informer les membres de la Table et les partenaires du milieu sur les différentes mesures du Plan concerté et son évolution;
- 4.2.8 Soutenir le CRDM dans la recherche de solutions concertées face aux problématiques particulières;
- 4.2.9 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente entente;
- 4.2.10 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente Entente;

#### **4.3 Le ministre des Régions s'engage à :**

- 4.3.1 Coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 4.3.2 Informer et sensibiliser les centres locaux d'emploi sur le contexte de développement et les objectifs de l'Entente, favoriser leur implication dans le soutien au développement de ces services;
- 4.3.3 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.3.4 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente entente;
- 4.3.5 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente entente;

#### **4.4 La RRSSSM s'engage à :**

- 4.4.1 Dresser l'inventaire des services existants pour les enfants et les familles de la Montérégie;
- 4.4.2 Rendre disponibles les portraits de santé et du bien-être des enfants et des familles de la Montérégie élaborés par la Direction de la santé publique;
- 4.4.3 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.4.4 Contribuer à la recherche de solutions concertées s'adaptant aux réalités de la région face au problème du transport;
- 4.4.5 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente entente;
- 4.4.6 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente entente;

#### **4.5 La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu) s'engage à :**

- 4.5.1 Participer à des mesures concrètes facilitant la conciliation famille-travail et le développement socioprofessionnel;
- 4.5.2 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.5.3 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente entente;
- 4.5.4 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente entente;

#### **4.6 Le RCPEM s'engage à :**

- 4.6.1 Informer et sensibiliser les centres de la petite enfance aux besoins des familles afin de favoriser le développement du Plan concerté en Montérégie;
- 4.6.2 Promouvoir, par l'intermédiaire du Bulletin des centres de la petite enfance et autres outils d'information produits par le RCPEM, l'importance du Plan concerté et la nécessité de sa réalisation;
- 4.6.3 Sensibiliser les conseils d'administration des centres de la petite enfance aux besoins des familles afin de favoriser le développement des services d'aide à la famille et plus particulièrement à la petite enfance en partenariat avec les organismes de leur milieu;

- 4.6.4 Identifier les besoins spécifiques des centres de la petite enfance quant au développement de services à horaire atypique;
- 4.6.5 Promouvoir l'offre de services à horaire atypique dans les centres de la petite enfance;
- 4.6.6 Favoriser l'engagement des centres de la petite enfance dans le développement de places de garde dans les territoires peu desservis et dans les territoires de population défavorisée;
- 4.6.7 Participer au comité sur la formation initiale et continue pour les intervenantes et intervenants du réseau des services de garde;
- 4.6.8 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.6.9 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente entente;
- 4.6.10 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente entente;

#### **4.7 Le ROCFM s'engage à :**

- 4.7.1 Sensibiliser les organismes communautaires famille à leur rôle de promoteur des bienfaits d'une politique familiale régionale et locale auprès des acteurs concernés;
- 4.7.2 Collaborer à l'identification de la diversité des réalités des familles et des besoins spécifiques des parents de la région en matière de services pouvant soutenir la conciliation familiale et les responsabilités parentales;
- 4.7.3 Rendre disponible un portrait complet, incluant les activités, des organismes communautaires famille de la Montérégie;
- 4.7.4 Participer au comité sur la formation initiale et continue pour les intervenantes et intervenants du réseau des services de garde;
- 4.7.5 Participer aux travaux du Comité et de la Table;
- 4.7.6 Collaborer avec les parties de l'Entente et les partenaires du milieu à la mise en œuvre des moyens pour atteindre les objectifs de la présente Entente;
- 4.7.7 Travailler en partenariat à résoudre des problématiques pouvant freiner l'atteinte des objectifs de la présente Entente.

## **5. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DES PARTIES**

Afin d'assurer la réalisation des objectifs de la présente entente, les parties suivantes s'engagent à contribuer pour un montant total de 593 000 \$ sur trois ans, sous réserve des crédits budgétaires qui sont consentis annuellement et des budgets disponibles au Fonds de développement régional, dont une somme de 208 000 \$ pour la première année et 192 500 \$ pour chacune des deux autres années (annexe 1). Cette somme sera répartie comme suit :

### **5.1 Le CRDM s'engage à :**

Affecter, dans le cadre du Fonds de développement régional, « volet ententes spécifiques », un montant total de 228 000 \$, à raison de 75 000 \$ la première année, 76 500 \$ la deuxième et 76 500 \$ la troisième année et à recommander au MREG d'en effectuer le versement. Cette contribution financière sera destinée à la mise en œuvre de l'Entente. Le CRDM en assumera la gestion. Ces montants seront versés selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente;

### **5.2 La ministre de la Famille et de l'Enfance s'engage à :**

Soutenir financièrement la réalisation de l'Entente en affectant un montant total de 245 000 \$, à raison de 93 000 \$ pour la première année et de 76 000 \$ par année, pour les deux autres années de l'Entente, sous réserve des disponibilités financières, de l'évaluation annuelle et dans le respect de ses mandats et politiques; cet engagement vaut pour trois ans. Ces montants seront versés au CRDM selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente;

### **5.3 Le ministre des Régions s'engage à :**

Réserver au CRDM, dans le cadre du Fonds de développement régional, « volet ententes spécifiques », un montant total de 228 000 \$ à être versé à raison de 75 000 \$, 76 500 \$ et 76 500 \$ pour les exercices financiers de 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006, afin de donner suite à l'Entente.

Verser, sur recommandation du CRDM, dans le cadre du Fonds de développement régional, « volet ententes spécifiques », un montant de 75 000 \$, 76 500\$ et 76 500\$ pour les exercices financiers de 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006, afin de donner suite à l'Entente. Ces montants seront versés selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente.

### **5.4 La RRSSM s'engage à :**

Collaborer au financement de la mise en œuvre de l'Entente, pour un montant total de 45 000 \$, à raison de 15 000 \$ par année. Cet engagement vaut pour trois ans. Cette contribution est conditionnelle à celle du MFE et du Fonds de développement régional. Ces montants seront versés selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente;

**5.5 La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu) s'engage à :**

Soutenir financièrement la réalisation de cette Entente en affectant un montant total de 30 000 \$, à raison de 10 000 \$ par année, sous réserve des disponibilités financières et dans le respect de ses mandats et politiques. Ces montants seront versés selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente;

**5.6 Le RCPEM s'engage à :**

Collaborer au financement de la mise en œuvre de l'Entente, pour un montant total de 45 000 \$, à raison de 15 000 \$ par année. Sous réserve de la disponibilité financière et de l'évaluation annuelle, cet engagement vaut pour trois ans. Cette contribution est conditionnelle à celle du MFE et du Fonds de développement régional. Ces montants seront versés selon les dispositions décrites à l'article 5.7 de l'Entente;

**5.7 Les modalités de versement des contributions au CRDM :**

Pour la première année de financement, la totalité des subventions sera versée dès la signature de l'Entente par toutes les parties concernées.

Pour la deuxième année de financement, les contributions annuelles du MFE et du MREG seront versées sur présentation et acceptation par le MFE et le MREG, dans un délai de 90 jours suivant la transmission par le CRDM, d'un rapport annuel faisant état du bilan des travaux réalisés pour la première année. Les contributions des autres parties seront versées sur présentation et transmission du rapport annuel par le CRDM au Comité de gestion.

Pour la troisième année de financement, une proportion (90 %) des contributions du MFE et du MREG sera versée sur présentation et acceptation par le MFE et le MREG, dans un délai de 90 jours suivant la transmission par le CRDM, d'un rapport annuel faisant état du bilan des travaux réalisés pour la deuxième année. Une proportion (90%) des contributions des autres parties sera versée sur présentation et transmission du rapport annuel par le CRDM au Comité de gestion.

Enfin, le solde (10 %) des contributions du MFE et du MREG sera versé sur présentation par le CRDM d'un rapport final faisant état du bilan des travaux réalisés, lequel devra être accepté par le MREG et le MFE au plus tard 120 jours après la fin de cette Entente. Le solde (10%) des contributions des autres parties sera versé sur présentation et transmission du rapport final par le CRDM au Comité de gestion.

## **6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE**

### **6.1 Durée**

Cette Entente prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2003 et aura une durée maximale de trois ans ne pouvant excéder le 31 mars 2006. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées et elle n'est pas sujette à reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'Entente, les parties conviendront, le cas échéant, des modalités de son renouvellement.

### **6.2 Comité de gestion de l'Entente**

Les parties acceptent la formation d'un comité de gestion, lequel a pour mandat de veiller à l'application de l'Entente.

Le comité est composé d'un représentant de chacune des parties signataires de l'Entente. Le sous-ministre adjoint du MREG ou son représentant en assumera la présidence.

Le comité de gestion est convoqué trimestriellement.

### **6.3 Évaluation annuelle et suivi**

Les parties conviennent d'évaluer annuellement la mise en œuvre de l'Entente. Ils pourront, au besoin, s'adjoindre toutes autres personnes jugées utiles à la réalisation de ces travaux.

Les parties s'engagent à se doter, dans un délai de 180 jours de la signature de l'Entente, d'un cadre d'évaluation pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs et des engagements de chacun des partenaires de l'Entente.

Chaque partie s'engage à produire à partir du cadre d'évaluation la partie du rapport annuel concernant ses engagements. Le CRDM coordonnera le rapport final, préparera un bilan financier et les déposera au comité de gestion.

Suite au rapport annuel, des modifications pourront être apportées à l'Entente et aux stratégies d'intervention pour s'assurer de l'atteinte des objectifs visés et tenir compte de l'évolution de la réalité régionale.

Les parties conviennent de plus que leurs contributions financières pourront réciproquement être révisées selon l'atteinte des objectifs de l'Entente.

### **6.4 Harmonisation et modifications**

Cette Entente sera annexée à l'Entente cadre de la Montérégie et sera harmonisée, le cas échéant, au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourrait décider le Gouvernement du Québec ou ses mandataires pendant la durée de l'Entente.

Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de 30 jours.

## **6.5 Résiliation**

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente si de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

Pour ce faire, la partie concernée doit transmettre un avis au comité de gestion, lequel étudiera les motifs de résiliation et verra à aviser la partie défaillante de remédier au défaut dans les 30 jours ouvrables. S'il n'est pas remédié au défaut dans les délais impartis, le comité de gestion verra à apporter les modifications nécessaires à l'entente à compter de la date d'expiration de ce délai.

## **6.6 Avis et communications entre les parties**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications se feront par écrit et qu'elles seront acheminées de la façon suivante :

- |                                 |   |
|---------------------------------|---|
| Pour le CRDM :                  | Madame Danielle Chevette<br>Directrice générale<br>100, place Charles-Lemoyne, bureau 281<br>Longueuil (Québec) J4K 2T4   |
| Pour le MFE :                   | Madame Rose-Mary Thonney<br>Directrice des services à la famille du Sud<br>201, Place Charles-Le Moyne, local 6.02<br>Longueuil (Québec) J4K 2T5                  |
| Pour le MREG :                  | Monsieur Yves «Bob» Dufour<br>Sous-ministre adjoint<br>201, place Charles-Lemoyne, local 4.05<br>Longueuil (Québec) J4K 2T5                                       |
| Pour la RRSSSM :                | Madame Ginette Lafontaine<br>Adjointe à la gestion de programmes par intérim<br>Direction de santé publique<br>1255, rue Beauregard<br>Longueuil (Québec) J4K 2M3 |
| Pour la Sécurité du<br>revenu : | Monsieur Louis É. Prévost<br>Directeur régional<br>201, Place Charles-Le Moyne, local 1.12<br>Longueuil (Québec) J4K 2T5  |
| Pour le RCPEM :                 | Madame Claudette Pitre-Robin<br>Directrice<br>1854, boul. Marie<br>Saint-Hubert (Québec) J4T 2A9  |

Pour le ROCFM : Madame Sylvie Rémillard  
Représentante  
2 A, rue Sainte-Famille  
Saint-Rémi (Québec) J0L 2L0

#### **6.7 Avis de conformité**

Le président du CRDM reconnaît que cette entente est conforme à ses priorités de développement.

La ministre d'État à la Solidarité sociale et à la Famille et à l'Enfance reconnaît que cette entente est conforme au Plan concerté.

Le ministre des Régions reconnaît que cette entente est conforme à la *Politique de soutien au développement local et régional*.



Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI, ELLES ONT SIGNÉ COMME SUIV :**

Le Président du Conseil régional de développement de la Montérégie

  
Monsieur Claude Bernier

31 mars 2003

Date

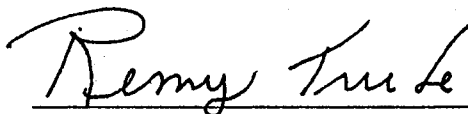
La Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance,  
Ministre de la Solidarité sociale,  
Ministre de la Famille et de l'Enfance

  
Madame Linda Goupil

31 mars 2003

Date

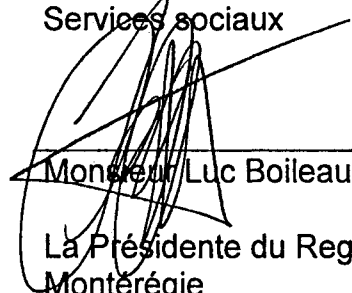
Le Ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires  
autochtones,  
Ministre des Régions

  
Monsieur Remy Trudel

31 mars 2003

Date

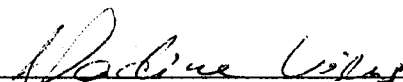
Le Président-Directeur général de la Régie régionale de la Santé et des  
Services sociaux

  
Monsieur Luc Boileau

31 mars 2003

Date

La Présidente du Regroupement des centres de la petite enfance de la  
Montérégie

  
Madame Nadine Viens

31 mars 2003

Date

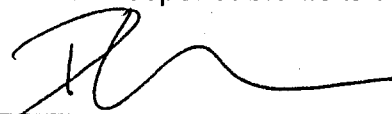
La Représentante du Regroupement des organismes communautaires  
famille de la Montérégie

  
Madame Sylvie Rémillard

31 mars 2003

Date

La Vice-première ministre,  
Ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche,  
Ministre responsable de la région de la Montérégie

  
Madame Pauline Marois

31 mars 2003

Date

## PLAN DE FINANCEMENT

<b>SIGNATAIRES</b>	<b>2003-2004</b>	<b>2004-2005</b>	<b>2005-2006</b>
CRDM (MREG)	75 000 \$	76 500 \$	76 500 \$
MFE	93 000 \$	76 000 \$	76 000 \$
RRSSSM	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
Sécurité du revenu	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
RCPEM	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>208 000 \$</b>	<b>192 500 \$</b>	<b>192 500 \$</b>

**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION  
POUR CONTRER  
LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE  
EN MONTÉRÉGIE  
2002-2004**

**NOVEMBRE 2002**

## PROBLÉMATIQUE

Que ce soit au secondaire, au collégial ou à l'université, des jeunes décrochent sans avoir obtenu de diplôme. En 1999-2000, les taux de décrochage scolaire dans les onze commissions scolaires de la Montérégie varient de 19 % à 31,5 %. Ces pourcentages sont plus élevés chez les garçons qui souffrent davantage de difficultés d'apprentissage et d'adaptation. Les garçons sont moins nombreux que les filles à obtenir un diplôme d'études secondaires et à entreprendre des études supérieures.

L'absence de diplôme est parfois accompagnée de changements de programme d'études ou d'orientation, par exemple, après une année de collégial, des jeunes reviennent dans un programme de formation professionnelle au secondaire. D'autres abandonnent leurs études, après un diplôme secondaire ou collégial, mais sans avoir développé un champ de compétences dans un domaine particulier.

Les causes sont multiples : faibles résultats scolaires, faible estime de soi, détresse psychologique, faibles aspirations scolaires et professionnelles, cumul travail/école, problèmes de toxicomanie, grossesse précoce, difficultés liées aux compétences et pratiques parentales, conditions socio-économiques difficiles, méthodes pédagogiques inappropriées, ressources d'accompagnement insuffisantes, absence de lien avec le marché du travail, etc..

L'absentéisme, l'abandon de cours et les échecs sont souvent prédictifs de décrochage scolaire.

Les conséquences sociales et économiques du décrochage et de l'absence de qualification des jeunes sont importantes : pour l'individu, emplois qui ne répondent pas à ses intérêts, faible mobilité professionnelle, précarité d'emploi, chômage, faible estime de soi, sentiment d'exclusion, détresse, etc.; pour les entreprises, difficulté à combler les postes vacants exigeant des compétences professionnelles et techniques; pour la société, coûts institutionnels et sociaux liés aux nombreux changements de programme et de prolongation des études, utilisation des programmes sociaux comme source de revenus, accroissement de la pauvreté, fragilisation et exclusion de jeunes, délinquance, etc.

Par ailleurs, le marché du travail est en pleine évolution et en perpétuels changements. Les exigences en matière de qualification de main-d'œuvre s'accroissent. Le marché du travail réclame une meilleure formation, plus de compétences et de flexibilité. De plus, se profile la nécessité de développer de nouvelles aptitudes, attitudes et habiletés nécessaires à l'accomplissement du travail. De 1990 à 2000, on remarque la plus forte baisse (31 %) du nombre d'emplois qui affecte les individus n'ayant pas obtenu un diplôme du secondaire. En mars 2002, près de la moitié des adultes (avec ou sans contrainte d'emploi) prestataires de l'assistance-emploi en Montérégie, n'ont pas atteint le niveau de scolarité du 5<sup>e</sup> secondaire. Les statistiques du chômage indiquent que si on veut s'assurer d'un emploi dans l'avenir, il est important de quitter le monde scolaire avec un diplôme qui confirme la maîtrise d'une compétence spécifique dans un domaine, quel que soit le niveau d'études atteint.

La préoccupation de la réussite exige des énergies considérables de tous les acteurs de l'éducation : différentes mesures sont inscrites dans les plans de réussite et les contrats de performance des établissements scolaires, des écoles participent à des programmes gouvernementaux, tels, *École ouverte sur son milieu*, *Agir Autrement* (milieux défavorisés) et le plan ministériel *Prendre le virage du succès*.

Mais le défi est de taille et exige une responsabilité collective de tous les acteurs et de tous les milieux. Un partenariat famille - école - communauté est indispensable afin de mettre en place les conditions qui permettront aux jeunes d'envisager l'avenir de façon positive, d'être des citoyens actifs et engagés dans la société québécoise.

Les jeunes ont besoin d'être guidés, valorisés, encouragés dans leurs divers apprentissages et soutenus pour surmonter les obstacles personnels et les difficultés scolaires qu'ils rencontrent. De façon à favoriser un rêve de carrière, un éventail de choix scolaires et professionnels doit leur être présenté, sans négliger la formation professionnelle et technique.

La famille a un rôle fondamental sur la motivation des jeunes, ses choix et sa persévérance scolaire. Les parents accompagnent leurs enfants tous les jours, ils les aident à développer leurs aptitudes, habiletés, leur confiance en soi et les accompagnent dans les difficultés qu'ils rencontrent. Ils peuvent également les sensibiliser aux défis qui les attendent.

La communauté, particulièrement les acteurs socio-économiques, ont aussi un rôle à jouer pour aider les jeunes dans leurs choix scolaires et professionnels, mais également dans leur insertion et leur adaptation professionnelles. Ils peuvent notamment, contribuer à ce que les jeunes se familiarisent tôt avec le monde du travail (connaître les métiers et professions, les lieux de travail, les formations professionnelles, techniques ou universitaires exigées) et permettre des apprentissages en relation avec leurs applications réelles dans le monde du travail (tels que, stages d'observation, visites d'entreprises, conférences, journées carrières). Ils doivent également valoriser la persévérance scolaire et la diplomation en favorisant la conciliation travail/études et en incitant les jeunes qui n'ont pas encore obtenu un diplôme à se qualifier.

Ainsi, pour contrer le décrochage des jeunes et favoriser la qualification du plus grand nombre, il est donc essentiel de développer une vision commune de la problématique entre les trois ordres d'enseignement et entre les différents partenaires, de dégager des priorités d'action et de prendre des engagements, qui permettront des actions concertées famille - école - communauté afin de faire cheminer tous les jeunes, en fonction de leur choix et de leur potentiel, vers l'obtention d'un diplôme ou l'acquisition de compétences.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION  
POUR CONTRER LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE  
EN MONTÉRÉGIE**

**ENTRE**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MONTÉRÉGIE,**  
représenté ici par son président, monsieur Claude Bernier;

**ET**

**LE REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES DE LA MONTÉRÉGIE,**  
représenté ici par son président, monsieur André McNicoll;

**ET**

**LE REGROUPEMENT DES COLLÈGES DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE,**  
représenté ici par sa présidente madame Françoise Richer;

**ET**

**L'UNIVERSITÉ CONCORDIA,** représentée ici par son recteur, Dr Frederick Lowy;

**ET**

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL,** représentée ici par son recteur, monsieur Roch Denis;

**ET**

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES,** représentée ici par sa rectrice, madame Claire De La Durantaye;

**ET**

**L'UNIVERSITÉ LAVAL,** représentée ici par son recteur, monsieur Michel Pigeon;

**ET**

**L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE,** représentée ici par son recteur, monsieur Bruno-Marie Béchard;

**ET**

**EMPLOI-QUÉBEC,** représenté ici par la ministre déléguée à l'Emploi, madame Agnès Maltais, pour et au nom du gouvernement;

**ET**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,** représenté ici par le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi et ministre de l'Éducation, monsieur Sylvain Simard, pour et au nom du gouvernement;

**ET**

**LE MINISTÈRE DES RÉGIONS,** représenté ici par le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Régions, monsieur Rémy Trudel, pour et au nom du gouvernement.

## DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, les termes utilisés font référence au sens ci-après défini :

**« CRDM » :**

Le Conseil régional de développement de la Montérégie;

**« FDR » :**

Fonds de développement régional – volet ententes spécifiques;

**« LE REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES » :**

Commission scolaire des Grandes-Seigneuries, Commission scolaire des Hautes-Rivières, Commission scolaire Marie-Victorin, Commission scolaire des Patriotes, Commission scolaire de Saint-Hyacinthe, Commission scolaire de Sorel-Tracy, Commission scolaire des Trois-Lacs, Commission scolaire du Val-des-Cerfs et Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands;

**« LE REGROUPEMENT DES COLLÈGES » :**

Campus Saint-Lambert-Longueuil du Collège régional Champlain, Cégep Édouard-Montpetit, Cégep de Granby-Haute-Yamaska, Cégep de Saint-Hyacinthe, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu, Cégep de Sorel-Tracy, Cégep de Valleyfield;

**« LES UNIVERSITÉS » :**

Université Concordia, Université du Québec à Montréal, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université de Sherbrooke;

**« PLANIFICATION STRATÉGIQUE RÉGIONALE » :**

Résultat de la démarche de planification entreprise par le CRDM et identifiant, à partir de bilans, d'analyses et de perspectives sectorielles, les choix de développement de la région sur un horizon de cinq ans;

**« RÉGIONALISATION » :**

Opération par laquelle le gouvernement adapte ses interventions et ses services aux réalités régionales en associant les représentants des populations locales et régionales à la prise de décision, à la mise en œuvre ou à la gestion d'opérations relevant de la responsabilité de l'État;

**« ENTENTE CADRE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE » :**

Outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et la région permettant de traduire, sous forme d'engagement mutuel, la contribution du gouvernement et du CRDM à la réalisation de la planification stratégique régionale;

**« LES SIGNATAIRES » :**

Le Conseil régional de développement de la Montérégie;

Le Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie;

Le Regroupement des collèges de la Montérégie;

Les universités Concordia, du Québec à Montréal, du Québec à Trois-Rivières, Laval et de Sherbrooke;

Emploi-Québec;

Le ministère de l'Éducation;

Le ministère des Régions.

## CONTEXTE

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec a adopté la *Politique de soutien au développement local et régional* et, conséquemment, qu'il fait de la régionalisation de l'action gouvernementale un de ses mandats prioritaires;

**CONSIDÉRANT QUE** la Planification stratégique régionale de la Montérégie 2001-2006 ainsi que l'Entente cadre 2001-2006 de développement de la Montérégie retiennent le soutien à la réussite scolaire, l'accroissement de la concertation au niveau de la main-d'œuvre, la diversification des modèles de formation, le renforcement des compétences, la diplomation et un meilleur accès aux métiers non traditionnels pour les femmes parmi leurs priorités;

**CONSIDÉRANT QUE** la Politique gouvernementale en matière de développement régional prévoit que la mise en œuvre des choix stratégiques de l'entente cadre relève, au plan gouvernemental, des ministères sectoriels concernés, par le biais d'ententes spécifiques, moyens privilégiés pour assurer la concrétisation de la régionalisation de l'action gouvernementale;

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec reconnaît le **CRDM** comme interlocuteur en matière d'élaboration des stratégies de développement et en tant qu'aviseur dans la détermination des priorités ministérielles en région;

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec est engagé dans une réforme de l'éducation qui vise, entre autres, à augmenter la persévérance, la réussite scolaire et la qualification des élèves et à renforcer les liens entre les établissements d'enseignement et leur communauté;

**CONSIDÉRANT QUE** l'acquisition de compétences professionnelles ou techniques favorise une insertion sociale et professionnelle réussie et qu'il est nécessaire d'adopter une approche préventive, planifiée et concertée pour lutter contre la problématique du décrochage scolaire;

**CONSIDÉRANT QUE** des ententes de complémentarité de service entre le ministère de l'Éducation et le ministère de la Santé et des Services sociaux touchent les jeunes d'âge scolaire et particulièrement les jeunes ayant des difficultés et qu'elles permettent une action concertée entre les établissements des deux réseaux;

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement du Québec, à la suite du rapport final des États généraux sur l'éducation et du plan ministériel *Prendre le virage du succès* favorise le partenariat pour améliorer la réussite éducative, contrer et prévenir le décrochage scolaire;

**CONSIDÉRANT QUE** le décrochage scolaire survient au secondaire, au collégial et à l'université et qu'en Montérégie, les trois ordres d'enseignement conviennent, avec l'ensemble de la société régionale, d'œuvrer à sa prévention;

**CONSIDÉRANT QUE** l'obtention d'un diplôme, attestant des compétences professionnelles ou techniques devient une exigence pour favoriser l'insertion socioprofessionnelle.



**EN CONSÉQUENCE, LES SIGNATAIRES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L'ENTENTE**

L'entente a pour objet de favoriser la concertation interordre et intersectorielle afin de prévenir le décrochage scolaire, d'accroître la qualification des jeunes et le taux de diplomation des élèves des trois ordres d'enseignement en Montérégie afin de contribuer au développement social et économique et d'assurer une meilleure employabilité pour une relève qualifiée. Cette stratégie s'inscrit en complémentarité et en cohérence avec la stratégie d'intervention *Agir autrement* pour les élèves de milieu défavorisé du secondaire et est en appui aux plans de réussite des écoles et aux plans stratégiques des commissions scolaires et des collèges ainsi qu'aux contrats de performance des universités. Cela se traduira par :

- 1.1 L'engagement de ressources dont les rôles et responsabilités seront de mettre en place des stratégies de partenariat, d'animer des rencontres, de coordonner des comités de travail, de gérer des projets ainsi que de soutenir la réalisation de travaux issus du milieu;
- 1.2 Le financement du soutien au partenariat et aux projets à réaliser dans le cadre de la présente entente, selon les priorités retenues dans le plan d'action;
- 1.3 La recherche qui permettra d'acquérir une meilleure compréhension du phénomène du décrochage scolaire en Montérégie et d'outiller les milieux de l'enseignement en matière de persévérance, de réussite éducative et de diplomation;
- 1.4 La production et la mise en œuvre d'un plan d'action régional concerté des partenaires de l'éducation en regard des actions à mener pour prévenir le décrochage scolaire et améliorer la persévérance et la diplomation.

## **ARTICLE 2 – OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les objectifs spécifiques sont :

- 2.1 Identifier les clientèles à risque de décrochage scolaire et favoriser la prise en charge des divers milieux afin de mettre en place des moyens efficaces qui contribueront à améliorer la persévérance et à augmenter le taux de diplomation; à cet égard, porter une attention particulière à la réussite selon le sexe des élèves;
- 2.2 Susciter et soutenir des stratégies visant l'implication parentale;
- 2.3 Amener un partenariat élargi à s'engager dans la prévention du décrochage scolaire, à favoriser le réseautage et la mise en commun d'outils de formation;
- 2.4 Inciter les milieux de l'enseignement à organiser et à offrir des activités de formation pertinentes au personnel enseignant et non enseignant;
- 2.5 Faire connaître les outils de diagnostic, d'analyse et de gestion en regard du décrochage scolaire;
- 2.6 Faire les arrimages avec les politiques, programmes et autres ententes spécifiques en lien avec les objectifs de la présente entente.

Les **SIGNATAIRES** de l'entente s'engagent à collaborer afin de favoriser l'atteinte de l'objectif général et des objectifs spécifiques de l'entente.

### ARTICLE 3 – ÉVALUATION DE L'ENTENTE

- 3.1 Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la signature de la présente entente, les **SIGNATAIRES** s'entendront sur un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder, annuellement, à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente.
- 3.2 Le comité de gestion, tel que défini à l'article 12, s'engage, selon les modalités établies dans le cadre de l'entente, à produire et à déposer aux **SIGNATAIRES** de l'entente un rapport annuel incluant un bilan des activités et un bilan financier, *au plus tard le 30 septembre*.

Ces documents d'évaluation permettront aux **SIGNATAIRES** de statuer sur l'opportunité de poursuivre l'entente et de proposer, s'il y a lieu, les recommandations et les ajustements nécessaires selon l'atteinte des objectifs identifiés aux articles 1 et 2.

### ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

#### ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU CRDM

Le **CRDM** s'engage à :

- Affecter à même le FDR une somme de 45 000 \$ par année pour une durée de deux ans, soit les exercices financiers 2002-2003 et 2003-2004, pour la réalisation de la portion projets de l'entente;
- Apporter un soutien à la réalisation de l'entente spécifique, selon les disponibilités du **CRDM**, notamment pour les mécanismes de gestion, les activités de concertation et les activités de communication;
- Susciter la participation des partenaires et des acteurs locaux et régionaux à la réalisation des objets et des buts de la présente entente;
- Recommander au **ministère des Régions** d'effectuer les versements des sommes prévues au FDR et assurer le suivi desdits versements;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

#### ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES

Le **REGROUPEMENT DES COMMISSIONS SCOLAIRES** s'engage à :

- Affecter, à même son budget, un montant représentant la quote-part des commissions scolaires, pour la réalisation de l'entente spécifique, tel que stipulé à l'article 11. La Commission scolaire Marie-Victorin agira aux fins des présentes à titre de fiduciaire du **Regroupement des commissions scolaires**;
- Advenant que les montants engagés par le **Regroupement des commissions scolaires** pour la réalisation de cette entente spécifique ne seraient pas investis en totalité à chaque année, la partie non engagée devra être réaffectée en totalité l'année suivante;
- Agir à titre de promoteur pour la réalisation des projets;
- Diffuser les résultats des projets liés à la présente entente dans les établissements de leur réseau;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU REGROUPEMENT DES COLLÈGES

Le **REGROUPEMENT DES COLLÈGES** s'engage à :

- Affecter, à même son budget, un montant représentant la quote-part des collèges, pour la réalisation de l'entente spécifique, tel que stipulé à l'article 11. Le Cégep Édouard-Montpetit agira aux fins des présentes comme fiduciaire du **Regroupement des collèges**;
- Advenant que les montants engagés par le **Regroupement des collèges** pour la réalisation de cette entente spécifique ne seraient pas investis en totalité à chaque année, la partie non engagée devra être réaffectée en totalité l'année suivante;
- Agir à titre de promoteur pour la réalisation des projets;
- Diffuser les résultats des projets liés à la présente entente dans les établissements de leur réseau;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DES UNIVERSITÉS

Les **UNIVERSITÉS** s'engagent à :

- Affecter, à même leur budget, un montant représentant leur quote-part respective, pour la réalisation de l'entente spécifique, tel que stipulé à l'article 11;
- Advenant que les montants engagés par les universités pour la réalisation de cette entente spécifique ne seraient pas investis en totalité à chaque année, la partie non engagée devra être réaffectée en totalité l'année suivante;
- Agir à titre de promoteur pour la réalisation des projets;
- Diffuser les résultats des projets liés à la présente entente dans les établissements de leur réseau;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

**EMPLOI-QUÉBEC** s'engage à :

- Affecter le montant de 45 000 \$ pour l'exercice financier 2002-2003 et, sous réserve des disponibilités budgétaires, un montant maximum de 45 000 \$ pour l'exercice financier 2003-2004, pour la réalisation de l'entente spécifique tel que stipulé à l'article 11.4 et dans le respect de ses politiques, programmes et mesures.
- Advenant que les montants engagés par **Emploi-Québec** pour la réalisation de cette entente spécifique ne seraient pas investis en totalité à chaque année, la partie non engagée devra être réaffectée l'année suivante et ce, sous réserve des disponibilités budgétaires et de l'article 11.2.
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## **ARTICLE 9 – ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

Le **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION** s'engage à :

- Affecter, à même son budget, le montant de 35 000 \$ par année pour les exercices financiers 2002-2003 et 2003-2004 tel que stipulé à l'article 11, pour la réalisation de l'entente spécifique;
- Advenant que les montants engagés par le **ministère de l'Éducation** pour la réalisation de cette entente spécifique ne seraient pas investis en totalité à chaque année, la partie non engagée devra être réaffectée en totalité l'année suivante;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## **ARTICLE 10 – ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES RÉGIONS**

Le **MINISTÈRE DES RÉGIONS** s'engage à :

- Réserver au FDR un montant de 45 000 \$ par année, pour les exercices financiers 2002-2003 et 2003-2004, afin de donner suite à l'entente. Le **ministère des Régions** participera à l'atteinte des objectifs de la présente entente, sous réserve des dispositions financières et dans le respect de sa mission et de ses mandats;
- Verser aux organismes promoteurs des projets retenus par le comité de gestion, sur recommandation du **CRDM**, la subvention qui leur est accordée en conformité avec les normes du FDR;
- Présenter à la Conférence administrative régionale de la Montérégie (CAR-M), dans le cadre de son mandat de concertation interministérielle, le suivi de l'entente et y déposer le bilan annuel produit par le comité de gestion;
- Coordonner et harmoniser les interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- Désigner un(e) représentant(e) qui participera aux travaux du comité de gestion.

## **ARTICLE 11 – PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET**

- 11.1 Pour l'année 2002-2003, les **SIGNATAIRES** - à l'exclusion du **CRDM**, du **ministère des Régions** et d'**Emploi-Québec** - s'engagent, dans les soixante (60) jours de la signature de la présente entente, à verser à la Commission scolaire Marie-Victorin, en un seul versement, leur contribution financière annuelle.  
Pour **Emploi-Québec**, le versement du montant se fera dans le respect de ses politiques, programmes et mesures.

- 11.2 Pour l'année 2003-2004, les **SIGNATAIRES** - à l'exclusion du **CRDM**, du **ministère des Régions** et d'**Emploi-Québec** - s'engagent à verser leur contribution annuelle, en un seul versement, à la Commission scolaire Marie-Victorin, dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de gestion.

Pour l'année 2003-2004, **Emploi-Québec** versera, dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan des activités 2002-2003 tel que prévu à l'article 3.2, un maximum de 45 000 \$ en autant que les activités sont conformes à l'entente et dans le respect de ses politiques, programmes et mesures.

- 11.3 Les parties conviennent du plan de financement suivant :

SIGNATAIRES	2002-2003	2003-2004
Regroupement des commissions scolaires	70 000 \$*	70 000 \$*
Regroupement des collèges	25 000 \$	25 000 \$
Université de Sherbrooke	10 000 \$	10 000 \$
Université du Québec à Montréal	4 500 \$	4 500 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	4 500 \$	4 500 \$
Université Concordia	4 500 \$	4 500 \$
Université Laval	4 500 \$	4 500 \$
Emploi-Québec	45 000 \$	45 000 \$
CRDM (Ministère des Régions)	45 000 \$	45 000 \$
Ministère de l'Éducation	35 000 \$	35 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>248 000 \$</b>	<b>248 000 \$</b>

\* budget calculé suivant les effectifs annuels

- 11.4 Les dépenses admissibles sont celles liées à la coordination des activités en lien avec l'entente, aux activités de partenariat et au financement des projets qui auront été acceptés par le comité de gestion.
- 11.5 La Commission scolaire Marie-Victorin agira à titre de fiduciaire et gèrera les crédits reliés à l'entente pour le comité de gestion. Elle tiendra une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente spécifique et déposera annuellement les états financiers au comité de gestion.

## **ARTICLE 12 – COMITÉ DE GESTION**

12.1 Un comité de gestion devra être mis en place dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente. Ce comité sera composé d'un(e) représentant(e) de chacun des organismes suivants :

- CRDM;
- Regroupement des commissions scolaires;
- Regroupement des collèges;
- Les universités;
- Emploi-Québec;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère des Régions;
- Ministère de la Famille et de l'Enfance;
- Forum Jeunesse;
- Association des comités de parents de la Montérégie.

Le comité comprendra également une personne désignée parmi les employeurs présents en Montérégie et il pourra s'adjoindre les personnes-ressources qu'il jugera utiles pour supporter ses travaux.

12.2 Le comité de gestion aura comme responsabilités :

- D'établir le plan d'action;
- De coordonner la mise en œuvre de l'entente spécifique et du plan d'action qui en découle;
- De convenir et d'appliquer des règles de fonctionnement;
- De définir les rôles, responsabilités, mandats et mécanismes de supervision des ressources humaines;
- De définir l'orientation, le suivi, incluant les mécanismes d'appel, de sélection et d'approbation, ainsi que l'évaluation des projets;
- D'assurer le suivi des résultats en fonction des critères de performance retenus, notamment les activités mises en place pour favoriser la réussite scolaire, le taux d'abandon et le taux de diplomation;
- D'assurer la gestion financière de l'entente;
- De faire le bilan des réalisations de l'entente, d'évaluer les résultats atteints et d'enclencher le processus de signature d'une deuxième entente, le cas échéant.

## **ARTICLE 13 – MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

13.1 Cette entente sera annexée à l'Entente cadre de développement de la Montérégie et sera harmonisée, le cas échéant, au regard des lois, règlements, décrets, politiques ou mesures que pourraient décider le gouvernement ou ses mandataires pendant la durée de l'entente.

13.2 Pour toute autre modification de la présente entente, le consentement des parties est nécessaire. Un projet de modification proposé par une des parties doit être communiqué par écrit aux autres parties. Ces dernières transmettent leur réponse dans un délai de trente (30) jours.

## **ARTICLE 14 – CESSION**

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des signataires.

## ARTICLE 15 – VÉRIFICATION

- 15.1 Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c.c. -37) et plus, particulièrement le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification.
- 15.2 Le comité de gestion fournira sur demande tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à l'entente spécifique et aux projets subventionnés, à toute personne autorisée par le **CRDM** afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre des copies.

## ARTICLE 16 – CLAUSES GÉNÉRALES

- 16.1 Les **SIGNATAIRES** déclinent toute responsabilité pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par le comité de gestion, les promoteurs de projet, leurs représentants, préposés ou toute autre personne dans le cours de l'exécution de mandats relatifs à l'entente.
- 16.2 Les **SIGNATAIRES** ne s'engagent pas à contribuer financièrement aux dépenses d'exploitation et d'entretien découlant de la réalisation du projet.
- 16.3 Les parties reconnaissent et s'engagent à ce que la présente entente soit considérée comme ayant été exécutée dans le district judiciaire de Longueuil.
- 16.4 Aux fins d'application et d'exécution de la présente entente, le représentant désigné par le **CRDM** est son président ou toute autre personne nommée par le **CRDM**.

## ARTICLE 17 – RÉSILIATION

Les parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir les conditions, obligations et stipulations prévues aux présentes.

Pour ce faire, l'une d'entre elles doit transmettre un avis à l'autre partie, laquelle énoncera les motifs de résiliation, et la partie défaillante aura trente (30) jours ouvrables pour remédier à tel défaut.

## ARTICLE 18 – OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES

L'implication éventuelle de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente et avec l'accord de tous les **SIGNATAIRES** de l'entente.

## ARTICLE 19 – COMMUNICATIONS

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par courrier électronique, télécopie, messenger ou par la poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée ci-après :

Conseil régional de développement  
de la Montérégie

Madame Danielle Chevette  
Directrice générale  
100, place Charles-Le Moyne  
Bureau 281  
Longueuil (Québec) J4K 2T4

Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie	Madame Jacqueline Reid Coordonnatrice 310, rue du Golf Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3H 6E2
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	Madame Susan Tremblay Directrice générale 50, boulevard Taschereau La Prairie (Québec) J5R 4V3
Commission scolaire des Hautes-Rivières	Monsieur Pierre Buisson Directeur général 210, rue Notre-Dame Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6N3
Commission scolaire Marie-Victorin	Monsieur Serge Lefebvre Directeur général 13, rue Saint-Laurent Est Longueuil (Québec) J4H 4B7
Commission scolaire des Patriotes	Madame Ginette Jacques Directrice générale 1740, rue Roberval Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 3R3
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	Monsieur René St-Germain Directeur général 2255, avenue Sainte-Anne Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5H7
Commission scolaire de Sorel-Tracy	Monsieur Jean-Guy Boudrault Directeur général 41, avenue de l'Hôtel-Dieu Sorel-Tracy (Québec) J3P 1L1
Commission scolaire des Trois-Lacs	Monsieur Bernard Beauchesne Directeur général 400, avenue Saint-Charles Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 6B1
Commission scolaire du Val-des-Cerfs	Madame Huguette Richard Directrice générale 55, rue Court Case postale 9000 Granby (Québec) J2G 9H7
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	Monsieur Michel St-Jacques Directeur général 630, rue Ellice Beauharnois (Québec) J6N 3S1



Regroupement des collèges  
de la région de la Montérégie

Madame Lise Parent  
Directrice générale  
Centre d'études collégial de Varennes  
1555, boulevard Lionel-Boulet  
Varennes (Québec) J3X 1P7

Cégep Édouard-Montpetit

Monsieur Michel Brisson  
Directeur général  
945, chemin Chambly  
Longueuil (Québec) J4H 3M6

Cégep de Granby – Haute-Yamaska

Monsieur Bernard Demers  
Directeur général  
235, rue Saint-Jacques  
Granby (Québec) J2G 3N1

Cégep de Saint-Hyacinthe

Monsieur Serge Cloutier  
Directeur général  
3000, rue Boullé  
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 1H9

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Monsieur Serge Brasset  
Directeur général  
30, boulevard du Séminaire  
C.P. 1018  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B1

Cégep de Sorel-Tracy

Madame Françoise Richer  
Directrice générale  
3000, boulevard de Tracy  
Sorel-Tracy (Québec) J3R 5B9

Cégep de Valleyfield

Monsieur Jacques Turgeon  
Directeur général  
169, rue Champlain  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 1X6

Campus Saint-Lambert-Longueuil du  
Collège régional Champlain

Monsieur George Wallace  
Directeur du Campus  
Campus Saint-Lambert-Longueuil  
900, Riverside Drive  
Saint-Lambert (Québec) J4P 3P2

Université Concordia

Madame Linda Healy  
Régestraire  
1455, boulevard Maisonneuve Ouest  
Montréal (Québec) H3G 1M8

Université du Québec à Montréal

Monsieur Roch Denis  
Recteur  
C.P. 8888 – Succ. Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 3P8

Université du Québec  
à Trois-Rivières

Madame Claire De La Durantaye  
Rectrice  
3351, boulevard des Forges,  
C.P. 500  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7

Université Laval

Monsieur René-Michel Roberge  
Adjoint au vice-recteur  
Pavillon La Laurentienne  
Université Laval  
Québec (Québec) G1K 7P4

Université de Sherbrooke

Monsieur Bruno-Marie Béchard  
Recteur  
2500, boulevard de l'Université  
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Emploi-Québec

Monsieur Jean-Guy Leblanc  
Directeur régional  
Bureau régional Emploi-Québec  
600, boulevard Casavant Est  
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7T2

Ministère de l'Éducation

Madame Louise Fortin  
Directrice régionale  
Direction régionale de Montérégie  
201, place Charles-Le Moyne, 6<sup>e</sup> étage  
Longueuil (Québec) J4K 2T5

Ministère des Régions

Monsieur Yves « Bob » Dufour  
Sous-ministre adjoint  
201, place Charles-Le Moyne  
Bureau 4.05  
Longueuil (Québec) J4K 2T5

## **ARTICLE 20 – DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente aura une durée de deux ans, soit les années financières 2002-2003 et 2003-2004, et elle n'est pas sujette au renouvellement par reconduction tacite.

**ARTICLE 21 – SIGNATURE**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du protocole d'entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en douze (12) exemplaires, à Québec, ce 20 jour de février 2003.

➤ **Le président du Conseil régional de développement de la Montérégie**

Claude Bernier  
Claude Bernier

➤ **Le président du Regroupement des commissions scolaires de la Montérégie**

André McNicoll  
André McNicoll

➤ **La présidente du Regroupement des collèges de la région de la Montérégie**

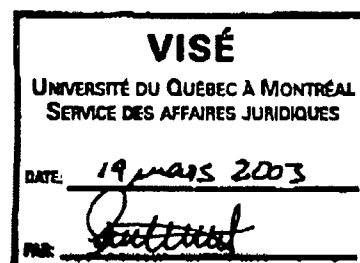
Françoise Richer  
Françoise Richer

➤ **Le recteur de l'Université Concordia**


Frederick Lowy *fl*  
Frederick Lowy

➤ **Le recteur de l'Université du Québec à Montréal**

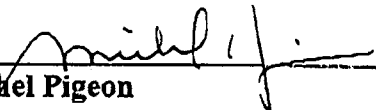
Roch Denis  
Roch Denis



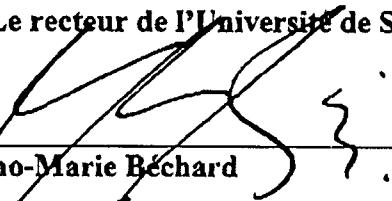
➤ La rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières

  
Claire De La Durantaye


➤ Le recteur de l'Université Laval

  
Michel Pigeon

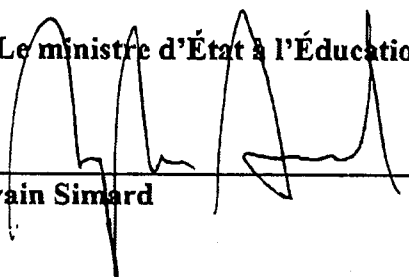
➤ Le recteur de l'Université de Sherbrooke

  
Bruno-Marie Béchard

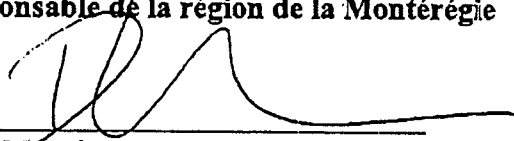
➤ La ministre déléguée à l'Emploi

  
Agnès Maltais

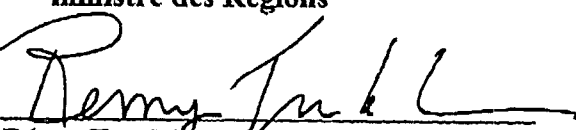
➤ Le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, ministre de l'Éducation

  
Sylvain Simard

➤ La vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre responsable de la région de la Montérégie

  
Pauline Marois

➤ Le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, ministre des Régions

  
Rémy Trudel